

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 1372

[C — 2000/21238]

Arrêt n° 46/2000 du 3 mai 2000

Numéros du rôle: 1599 et 1604

En cause: les recours en annulation de l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, introduits par l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal et par l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant:

I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 27 et 29 janvier 1999 et parvenues au greffe les 28 janvier et 1^{er} février 1999, l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, Palais de Justice, place Poelaert, et G.-A. Dal, avocat, ayant son cabinet à 1000 Bruxelles, rue de l'Aurore 18, d'une part, et l'Ordre des avocats du barreau de Liège, dont le siège est établi à 4000 Liège, Palais de Justice, place Saint-Lambert, et G. Rigo, avocat, ayant son cabinet à 4000 Liège, rue Beeckman 14, d'autre part, ont introduit un recours en annulation de l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis (publiée au *Moniteur belge* du 31 juillet 1998).

II. *La procédure*

Par ordonnances du 28 janvier 1999 et du 1^{er} février 1999, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 10 février 1999, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 9 mars 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 18 mars 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 23 avril 1999.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 avril 1999.

Des mémoires en réponse ont été introduits par:

- l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal, par lettre recommandée à la poste le 26 mai 1999;

- l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo, par lettre recommandée à la poste le 1^{er} juin 1999.

Par ordonnances du 29 juin 1999 et du 23 décembre 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 27 janvier 2000 et 27 juillet 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 22 décembre 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 19 janvier 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 décembre 1999.

A l'audience publique du 19 janvier 2000:

- ont comparu:

. Me M. Mahieu, avocat à la Cour de cassation, pour l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal;

. Me P. Henry, Me B. de Cocquéau et Me V. Thiry, avocats au barreau de Liège, pour l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo;

. Me N. Van Laer *loco* Me M. Uyttendaele, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

Par ordonnance du 1^{er} mars 2000, la Cour a constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché, est remplacé comme membre du siège par le juge E. De Groot, a rouvert les débats et a fixé l'audience au 21 mars 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 3 mars 2000.

A l'audience publique du 21 mars 2000:

- ont comparu:

. Me M. Mahieu, avocat à la Cour de cassation, pour l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal;

. Me P. Henry, avocat au barreau de Liège, pour l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo;

. Me N. Van Laer *loco* Me M. Uyttendaele, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. En droit

- A -

Position des parties requérantes

A.1. Les parties requérantes dans les deux affaires sont, d'une part, respectivement l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et l'Ordre des avocats du barreau de Liège et, d'autre part, des avocats.

Les parties requérantes font valoir qu'elles ont intérêt à demander l'annulation d'une disposition qui porte atteinte au principe du secret professionnel de l'avocat.

A.2. Les requérants dans les deux affaires exposent un moyen unique d'annulation, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Ils font valoir que la disposition entreprise interdit de manière générale, absolue et radicale aux avocats et à leurs clients de se prévaloir du secret professionnel lorsque les seconds ont sollicité le règlement collectif de leurs dettes, alors qu'il n'existe pas d'autre exception au caractère absolu du secret professionnel. Ils estiment que cette interdiction crée une différence de traitement injustifiable entre la procédure de règlement collectif de dettes et d'autres procédures comparables.

Ils estiment encore que l'existence d'autres mesures, considérées ensemble ou isolément, permet de réaliser, de manière suffisante, le but assigné à la disposition entreprise, et en concluent que celle-ci engendre une discrimination non susceptible de justification objective et raisonnable démontrant un rapport de proportionnalité entre la mesure qu'elle édicte et le but qu'elle poursuit.

A.3. A l'appui de leur moyen, les requérants citent plusieurs auteurs et décisions de justice qui consacrent le caractère absolu du secret professionnel de l'avocat comme principe général de droit, participant au bon fonctionnement de la justice et au respect des droits de la défense.

Les seuls tempéraments à ce caractère absolu sont l'état de nécessité et la théorie du conflit de valeurs.

Les requérants se réfèrent à l'arrêt n° 26/96 de la Cour à l'appui de leur thèse.

A.4. Les requérants font valoir que le client n'est pas maître du secret professionnel de l'avocat, et qu'il ne lui appartient pas de l'en délier. A l'appui de cette thèse, les requérants dans l'affaire n° 1599 font valoir que l'arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1997, que certains ont interprété comme consacrant une relativisation du secret professionnel, ne peut s'interpréter autrement que comme étendant l'application de la théorie du conflit de valeurs au cas où, dans le chef du client et plus seulement de l'avocat, la levée du secret serait justifiée, *ut singuli*, par la préservation d'une valeur jugée supérieure. Pour les requérants, la disposition entreprise, en obligeant de manière préventive l'avocat et son client à violer le secret en révélant toutes les informations relatives à sa situation patrimoniale, que celles-ci lui soient favorables ou non, va bien au-delà de la portée de l'arrêt de la Cour de cassation.

A.5. Les requérants dans l'affaire n° 1604 font valoir que l'exception introduite par la disposition en cause est tout à fait exorbitante du droit commun. Ils estiment que l'avocat auquel il sera fait injonction de fournir certaines informations se trouvera confronté à l'alternative suivante: ou bien il confirme la situation patrimoniale du débiteur et la demande d'informations ne présente guère d'intérêt, ou bien il fournit des informations en contradiction avec celles communiquées par son client et il met ainsi sa responsabilité pénale en cause. « Il en résulte en pratique une quasi-obligation de dénonciation sur demande d'infraction pénale commise par le débiteur. »

A.6. Afin d'apprécier si, en l'espèce, des motifs particuliers pourraient justifier la dérogation qu'ils dénoncent, les requérants comparent la procédure de règlement collectif de dettes avec d'autres procédures comparables, à savoir la procédure du concordat judiciaire (loi organique du 17 juillet 1997), le sursis de paiement (article 1244 du Code civil; article 38, § 1^{er}, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation; articles 1337*bis* à 1337*octies* du Code judiciaire) et la procédure de conciliation en matière de crédit hypothécaire (article 59, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire).

A l'instar de la procédure de règlement collectif des dettes, toutes ces procédures tendent à aménager, le cas échéant de manière collective, un plan d'apurement du passif à la demande et au profit d'un débiteur surendetté et malheureux. A ce titre, elles requièrent toutes dans son chef la même « bonne foi procédurale ». Mais cette exigence n'a jamais justifié la moindre entorse au secret professionnel de l'avocat, alors qu'elle justifierait dans la procédure de règlement collectif de dettes la suppression pure et simple. La disposition en cause crée donc une différence de traitement flagrante.

A.7. Les requérants dans l'affaire n° 1604 comparent par ailleurs la procédure de règlement collectif de dettes avec la procédure que peut introduire le débiteur d'aliments afin de voir sa part contributive réduite ou même supprimée en fonction de l'évolution de ses revenus. Ils concluent de cette comparaison que le législateur n'a pas estimé devoir déroger à la règle du secret professionnel dans des procédures mettant pourtant en jeu des créances jouissant d'une discrimination positive en raison de leurs statuts.

A.8. Les parties requérantes considèrent que l'atteinte portée aux principes en cause par la mesure est totalement disproportionnée au but poursuivi. Elles rappellent que la bonne foi procédurale est une valeur dont le respect est recherché à l'occasion de tout litige civil, mais dont la préservation n'a jamais justifié que la loi supprime de manière générale, absolue et abstraite, le secret professionnel de l'avocat.

A.9. Les requérants font encore valoir que la mesure édictée par la disposition entreprise est d'autant moins proportionnée au but qui lui est assigné que ce but peut être atteint sans elle. Le souci de « bonne foi procédurale » et de « transparence patrimoniale » se satisfait en effet de l'article 1675/15 du Code judiciaire ou des dispositions du Code judiciaire régissant la requête civile, et notamment l'article 1133. En outre, l'objectif poursuivi pouvait se contenter de moyens nettement moins attentatoires aux principes en cause comme, par exemple, le « protocole » institué par l'article 334 du Code des impôts sur les revenus. A cet égard, les requérants réfutent la thèse, défendue au cours des débats parlementaires, selon laquelle on ne peut se référer à ce mécanisme, parce que les contextes sont différents. Ils estiment au contraire que dans les deux cas, il s'agit bien d'un débiteur à qui il est demandé d'exposer sa situation patrimoniale avec bonne foi, et que la démarche est d'une spontanéité relative, puisque les débiteurs sont sous la menace de leurs créanciers.

Position du Conseil des ministres

A.10. Le Conseil des ministres déduit de l'article 458 du Code pénal et de décisions jurisprudentielles que le secret professionnel de l'avocat a pour raison d'être la garantie que doit avoir le client que son conseil ne révélera pas à des tiers les confidences qu'il lui a faites dans le cadre de sa profession. Il ajoute que le secret professionnel touche directement aux droits de la défense et qu'il est destiné à protéger le client et non le praticien.

A.11. Le Conseil des ministres considère que le secret professionnel n'est pas aussi absolu que le soutiennent les parties requérantes. L'article 458 du Code pénal prévoit expressément qu'une loi peut déroger au secret et en délier le dépositaire. Il s'agit de l'obligation faite aux médecins, par les articles 55, 56 et 57 du Code civil, de donner avis à l'officier d'état civil de la naissance d'un enfant, et des dispositions qui les obligent à avertir les autorités de certaines maladies qu'ils constateraient chez leurs clients.

En outre, la jurisprudence ajoute parmi les exceptions au principe du secret professionnel, l'état de nécessité et le conflit de valeurs.

Le Conseil des ministres cite l'arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1997 ainsi qu'un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes qui donnent, à son avis, une définition du secret professionnel beaucoup plus nuancée que celle des requérants. Il en découle que le client, seul maître de sa défense, doit être libre de dévoiler certains éléments couverts par le secret professionnel s'il l'estime de son intérêt, et qu'il doit pouvoir autoriser son avocat à révéler ces faits.

A.12. Le Conseil des ministres rappelle que l'objectif poursuivi par la disposition en cause est d'organiser la transparence patrimoniale du débiteur, dans le souci de garantir sa bonne foi procédurale. Il s'agit d'une mesure indispensable pour apprécier l'effectivité et l'opportunité des mesures envisagées par le médiateur de dettes et le juge des saisies. Il convenait de leur accorder de très larges pouvoirs en matière de collecte des informations, étant donné la gravité pour les créanciers des mesures qui peuvent être adoptées. La levée du secret professionnel est justifiée, dans les travaux parlementaires, par une présomption d'acceptation du débiteur. Il est capital que celui-ci collabore de bonne foi à une procédure qu'il a lui-même engagée et qui est destinée à apurer ses dettes tout en lui conservant une existence conforme à la dignité humaine.

A.13. Le Conseil des ministres estime que les références faites par les requérants aux procédures de faillite et de concordat sont dépourvues de toute pertinence puisqu'elles ne concernent que des personnes ayant la qualité de commerçant, dont le patrimoine est soumis à différentes règles de publicité qui permettent d'assurer une collecte efficace des informations.

A.14. Il estime aussi qu'il faut prendre les références aux procédures de sursis de paiement et de conciliation en matière de crédit hypothécaire avec réserve parce que les mesures qui peuvent être prises dans ces procédures sont beaucoup plus limitées pour le créancier que celles qui peuvent être prises dans le cadre d'un règlement collectif de dettes.

Il s'impose dès lors d'accorder aux créanciers concernés des garanties supplémentaires leur permettant d'avoir la certitude que le plan de règlement correspondra bien à la réalité patrimoniale du débiteur et ne leur causera pas un préjudice plus important que le bénéfice que ce dernier en retirera.

A.15. De même, il faut distinguer le règlement collectif de dettes de la procédure en réduction ou en suppression de part que peut introduire un débiteur d'aliments. Dans cette procédure, le juge procède à un examen comparatif des patrimoines des personnes concernées et doit donc les traiter de façon égale. Il ne pourrait se concevoir que le créancier d'aliments qui est attiré à la cause contre son gré ait à délier son avocat de son secret professionnel.

A.16. Le Conseil des ministres conclut que la mesure mise en cause est raisonnablement justifiée et est proportionnée à l'atteinte grave aux droits des créanciers qui peut résulter du règlement collectif de dettes.

Réponse des requérants

A.17. En réponse à l'argument selon lequel le client serait maître du secret professionnel, les requérants dans les deux affaires font valoir que la disposition attaquée, loin de consacrer la maîtrise du client sur le secret, établit au contraire une présomption irréfragable de renonciation au bénéfice du secret professionnel, présomption qui pourra jouer, le cas échéant, contre l'intérêt du client. Si le client était le seul maître du secret, il serait inévitablement amené à en délier ses confidents afin de démontrer ainsi sa « bonne foi ».

A.18. Les requérants dans l'affaire n° 1599 dénoncent en outre l'argumentation du Conseil des ministres selon laquelle la renonciation à la protection du secret par le client serait le prix à payer pour obtenir la faveur qu'il sollicite du juge et de ses créanciers. Pour les requérants, la situation obérée du justiciable et les initiatives judiciaires qu'il prend en vue de résorber cette situation ne peuvent en aucune manière justifier une suppression des garanties procédurales dont seraient pourvus les justiciables mieux nantis. Les requérants dans l'affaire n° 1604 font en outre valoir que la procédure impose au débiteur des efforts importants qui vont bien au-delà de ceux imposés à tout débiteur et qui profiteront à la masse des créanciers.

A.19. Quant à la comparaison avec les autres procédures, les requérants dans l'affaire n° 1599 font remarquer que la distinction entre commerçants et non-commerçants est inexacte. Les dispositions de la loi hypothécaire et les articles 1390*bis* et suivants du Code judiciaire instituent aussi un régime de publicité pour les non-commerçants, régime plus efficace et plus fiable que celui qui est prévu pour les commerçants. Les requérants dans l'affaire n° 1604 font remarquer que les règles de publicité pour les commerçants personnes physiques sont extrêmement limitées, de même que pour les non-commerçants.

De même, les requérants dans les deux affaires contestent que le préjudice éventuel subi par les créanciers soit plus important dans la procédure du règlement collectif de dettes que dans les procédures comparées.

Enfin, ils estiment que la justification de la mesure par référence à l'atteinte portée aux droits des créanciers n'est pas pertinente car, potentiellement, toute procédure judiciaire comporte des enjeux relatifs aux droits patrimoniaux des parties et est susceptible d'avoir des conséquences importantes sur leurs droits réels et personnels. Ils font enfin valoir que ce n'est pas la procédure elle-même qui porte atteinte aux droits des créanciers, mais bien la situation de surendettement du débiteur.

- B -

Quant à l'objet des recours

B.1. Les requérants demandent l'annulation partielle de l'article 1675/8, inséré dans le Code judiciaire par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis.

Cet article est ainsi rédigé:

« A moins que cette mission ne lui ait été confiée par la décision d'admissibilité, le médiateur de dettes chargé d'une procédure de règlement amiable ou judiciaire des dettes peut s'adresser au juge, conformément à l'article 1675/14, § 2, alinéa 3, pour qu'il soit fait injonction au débiteur ou à un tiers de lui fournir tous renseignements utiles sur des opérations accomplies par le débiteur et sur la composition et la localisation du patrimoine de celui-ci.

En toute hypothèse, le tiers tenu au secret professionnel ou au devoir de réserve ne peut se prévaloir de celui-ci. Les articles 877 à 882 lui sont applicables. »

Seul l'alinéa 2 de la disposition est visé par les requérants. Il est rédigé de manière générale et concerne tout tiers tenu au secret professionnel ou au devoir de réserve. Les requêtes font cependant apparaître qu'il n'est mis en cause qu'en ce qui concerne le secret professionnel des avocats. La Cour n'examinera l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire qu'en tant qu'il empêche un avocat de se prévaloir du secret professionnel lorsqu'il est saisi d'une demande de renseignements sur les opérations accomplies, sur la composition et sur la localisation du patrimoine du débiteur qui a introduit une requête en règlement collectif de dettes et dont la requête a été acceptée par le juge.

Quant au fond

B.2. Les requérants dans les deux affaires formulent un moyen unique d'annulation, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ils considèrent que l'interdiction générale, absolue et radicale faite aux avocats ainsi qu'à leurs clients de se prévaloir du secret professionnel comporte une atteinte disproportionnée à leurs droits, compte tenu de l'importance fondamentale de ce principe, et que cette disposition introduit dès lors une discrimination non objectivement justifiable entre la procédure du règlement collectif de dettes et d'autres procédures comparables.

B.3. En levant de manière absolue le secret professionnel lorsque, dans la procédure de règlement collectif de dettes, le juge fait injonction à l'avocat du débiteur de lui fournir des renseignements couverts par ce secret, la disposition en cause introduit une différence de traitement entre le débiteur et son avocat engagés dans cette procédure, d'une part, et les débiteurs et leurs avocats qui se trouvent engagés dans d'autres procédures judiciaires, d'autre part.

B.4. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.5. La procédure du règlement collectif de dettes vise à rétablir la situation financière du débiteur surendetté en lui permettant notamment dans la mesure du possible de payer ses dettes et en lui garantissant simultanément ainsi qu'à sa famille qu'ils pourront mener une vie conforme à la dignité humaine (articles 1675/3, alinéa 3, du Code judiciaire). La situation financière de la personne surendettée est globalisée, et celle-ci est soustraite à la pression anarchique des créanciers. Par ailleurs, la loi veille à l'égalité entre ces derniers.

B.6. Dans ce cadre, l'article 1675/8 vise à assurer la transparence patrimoniale du débiteur, afin d'éviter que la procédure soit utilisée de manière abusive par des débiteurs solvables qui occulteraient tout ou partie de leur patrimoine saisissable. Afin d'atteindre cet objectif, le législateur a estimé qu'il était nécessaire de lever le secret professionnel (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n^{os} 1073-1074/1, p. 33).

B.7. La levée du secret professionnel de l'avocat est une mesure pertinente pour atteindre l'objectif décrit ci-dessus. En empêchant l'avocat de se prévaloir du secret, le législateur donne au juge et au médiateur de dettes un moyen de s'assurer que la procédure se déroulera dans la transparence complète du patrimoine du débiteur.

B.8.1. La Cour doit encore examiner si la mesure est raisonnablement proportionnée au but poursuivi.

S'il est vrai que la règle du secret professionnel doit céder lorsqu'une nécessité l'impose ou lorsqu'une valeur jugée supérieure entre en conflit avec elle, la Cour observe que l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire établit une levée du secret professionnel absolue et *a priori*. Les travaux préparatoires justifient cette mesure par une renonciation implicite à laquelle procéderait le débiteur en introduisant sa demande de règlement collectif de dettes. Une telle renonciation, présumée, anticipée, et accomplie sans que celui qui la fait ne puisse évaluer sur quel objet précis elle portera et si elle n'est pas, éventuellement, contraire à ses intérêts, ne saurait justifier, au même titre que la théorie de l'état de nécessité ou du conflit de valeurs, une atteinte de cette ampleur à la garantie que représente pour le débiteur et pour son avocat, le secret professionnel.

B.8.2. La Cour observe en outre que le juge peut, en vertu de l'article 1675/15 du Code judiciaire, prononcer la révocation de la décision d'admissibilité de la demande de règlement collectif de dettes lorsque le débiteur fait preuve de mauvaise foi procédurale.

B.9. Il découle de ce qui précède que l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, en ce qu'il prévoit que des avocats saisis d'une demande d'informations sur le patrimoine d'une personne qui est en procédure de règlement collectif de dettes ne peuvent se prévaloir du secret professionnel, n'est pas raisonnablement proportionné à l'objectif poursuivi.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, en tant qu'il s'applique aux avocats.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 3 mai 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 1372

[C — 2000/21238]

Arrest nr. 46/2000 van 3 mei 2000

Rolnummers 1599 en 1604

In zake: de beroepen tot vernietiging van artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, ingesteld door de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal en door de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest:

I. Onderwerp van de beroepen

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 27 en 29 januari 1999 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 28 januari en 1 februari 1999, hebben de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel, met zetel te 1000 Brussel, Gerechtsgebouw, Poelaertplein, en G.-A. Dal, advocaat, met kantoor te 1000 Brussel, Dageraadstraat 18, enerzijds, en de Orde van advocaten bij de balie te Luik, met zetel te 4000 Luik, Gerechtsgebouw, place Saint-Lambert, en G. Rigo, advocaat, met kantoor te 4000 Luik, rue Beeckman 14, anderzijds, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1998).

II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 28 januari 1999 en 1 februari 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 10 februari 1999 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 9 maart 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 23 april 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 30 april 1999 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door:

- de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal, bij op 26 mei 1999 ter post aangetekende brief;
- de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo, bij op 1 juni 1999 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 juni 1999 en 23 december 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 27 januari 2000 en 27 juli 2000.

Bij beschikking van 22 december 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 19 januari 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 december 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 19 januari 2000:

- zijn verschenen:

. Mr. M. Mahieu, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal;

. Mr. P. Henry, Mr. B. de Cocquéau en Mr. V. Thiry, advocaten bij de balie te Luik, voor de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo;

. Mr. N. Van Laer *loco* Mr. M. Uyttendaele, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

Bij beschikking van 1 maart 2000 heeft het Hof vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd, als lid van de zetel vervangen is door rechter E. De Groot en heeft het de debatten heropend en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 maart 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 3 maart 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 21 maart 2000:

- zijn verschenen:

. Mr. M. Mahieu, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal;

. Mr. P. Henry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo;

. Mr. N. Van Laer *loco* Mr. M. Uyttendaele, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

- A -

Standpunt van de verzoekende partijen

A.1. De verzoekende partijen in de beide zaken zijn, enerzijds, respectievelijk de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en de Orde van advocaten bij de balie te Luik en, anderzijds, advocaten.

De verzoekende partijen doen gelden dat zij er belang bij hebben de vernietiging te vorderen van een bepaling die afbreuk doet aan het beginsel van het beroepsgeheim van de advocaat.

A.2. De verzoekers in de beide zaken zetten een enig middel tot vernietiging uiteen, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Zij doen gelden dat de bestreden bepaling op algemene, absolute en radicale wijze de advocaten en hun cliënten verbiedt zich te beroepen op het beroepsgeheim, wanneer laatstgenoemden de collectieve regeling van hun schulden hebben gevorderd, terwijl er geen andere uitzondering op het absolute karakter van het beroepsgeheim bestaat. Zij menen dat die verbodsbepaling een onverantwoord verschil in behandeling in het leven roept tussen de procedure van collectieve schuldenregeling en andere vergelijkbare procedures.

Verder zijn zij van mening dat het bestaan van andere maatregelen, afzonderlijk of in samenhang beschouwd, het mogelijk maakt om op afdoende wijze het aan de bestreden bepaling toegeschreven doel te verwezenlijken, en besluiten daaruit dat die bepaling een discriminatie in het leven roept die niet vatbaar is voor een objectieve en redelijke verantwoording waarbij een verband van evenredigheid wordt aangetoond tussen de maatregel welke bij die bepaling wordt ingevoerd en het door die bepaling nagestreefde doel.

A.3. Ter staving van hun middel citeren de verzoekers verscheidene auteurs en rechterlijke beslissingen waarbij het absolute karakter van het beroepsgeheim van de advocaat als algemeen rechtsbeginsel wordt verankerd, dat bijdraagt tot de goede werking van het gerecht en de inachtneming van de rechten van de verdediging.

Dat absolute karakter wordt enkel afgezwakt door de noodtoestand en de theorie van het waardenconflict.

De verzoekers verwijzen naar het arrest nr. 26/96 van het Hof ter staving van hun stelling.

A.4. De verzoekers doen gelden dat de cliënt geen meester is van het beroepsgeheim van de advocaat en het hem niet toekomt hem daarvan te bevrijden. Ter staving van die stelling doen de verzoekers in de zaak nr. 1599 gelden dat het arrest van het Hof van Cassatie van 12 november 1997, dat door sommigen zo is geïnterpreteerd dat het een relativisering van het beroepsgeheim verankert, niet anders kan worden geïnterpreteerd dan dat het de toepassing van de theorie van het waardenconflict uitbreidt tot het geval waarin ten aanzien van de cliënt en niet langer enkel ten aanzien van de advocaat, de opheffing van het geheim verantwoord zou zijn, *ut singuli*, ter vrijwaring van een hoger geachte waarde. Voor de verzoekers, gaat de bestreden bepaling, doordat zij op preventieve wijze de advocaat en zijn cliënt ertoe verplicht het beroepsgeheim te schenden door alle informatie in verband met zijn vermogenstoestand bekend te maken, ongeacht of die voor hem al dan niet gunstig is, verder dan de draagwijdte van het arrest van het Hof van Cassatie.

A.5. De verzoekers in de zaak nr. 1604 doen gelden dat de bij de in het geding zijnde bepaling ingevoerde uitzondering volkomen afwijkt van het gemeen recht. Zij zijn van mening dat de advocaat aan wie wordt gelast bepaalde informatie te verstrekken, geconfronteerd zou worden met het volgende alternatief: ofwel bevestigt hij de vermogenstoestand van de schuldenaar en heeft het verzoek om informatie nauwelijks belang, ofwel verstrekt hij informatie in tegenspraak met die welke door zijn cliënt is medegedeeld en brengt hij diens strafrechtelijke aansprakelijkheid aldus in het geding. « In de praktijk volgt daaruit een quasi-verplichting tot aangifte, op verzoek, van een door de schuldenaar gepleegd strafrechtelijk misdrijf. »

A.6. Teneinde te beoordelen of, te dezen, bijzondere motieven de door hen aangeklaagde afwijking zouden kunnen verantwoorden, vergelijken de verzoekers de procedure van collectieve schuldenregeling met andere vergelijkbare procedures, namelijk de procedure van het gerechtelijk akkoord (organieke wet van 17 juli 1997), het uitstel van betaling (artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek; artikel 38, § 1, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet; artikelen 1337*bis* tot 1337*octies* van het Gerechtelijk Wetboek) en de verzoeningsprocedure in verband met het hypothecair krediet (artikel 59, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet).

Net zoals de procedure van collectieve schuldenregeling, strekken al die procedures ertoe, in voorkomend geval op collectieve wijze, een plan voor aanzuivering van het passief op te stellen op verzoek en ten voordele van een onfortuinlijke schuldenaar met overmatige schuldenlast. In dat verband vereisen zij alle ten aanzien van de schuldenaar dezelfde « procedurele goede trouw ». Die eis heeft echter nooit de minste inbreuk op het beroepsgeheim van de advocaat verantwoord, terwijl hij in de procedure van collectieve schuldenregeling de eenvoudige afschaffing van dat beginsel zou verantwoorden. De in het geding zijnde bepaling roept dus een flagrant verschil in behandeling in het leven.

A.7. De verzoekers in de zaak nr. 1604 vergelijken bovendien de procedure van collectieve schuldenregeling met de procedure die de onderhoudsplichtige kan instellen ter vermindering van zijn bijdrage of zelfs de afschaffing ervan op basis van de evolutie van zijn inkomsten. Uit die vergelijking besluiten zij dat de wetgever niet gemeend heeft van de regel van het beroepsgeheim te moeten afwijken in procedures waarbij nochtans schuldvorderingen op het spel worden gezet die een positieve discriminatie genieten wegens hun statuut.

A.8. De verzoekende partijen zijn van mening dat de door de maatregel gepleegde inbreuk op de in het geding zijnde beginselen volkomen onevenredig is ten aanzien van het nagestreefde doel. Zij brengen in herinnering dat de procedurele goede trouw een waarde is waarvan de inachtneming wordt nagestreefd bij elk burgerlijk geschil, maar waarvan de vrijwaring nooit heeft verantwoord dat de wet op algemene, absolute en abstracte wijze het beroepsgeheim van advocaat afschaft.

A.9. De verzoekers doen verder gelden dat de bij de bestreden bepaling ingestelde maatregel des te minder evenredig is met het eraan toegeschreven doel, daar dat doel zonder die maatregel kan worden bereikt. Aan de zorg van « procedurele goede trouw » en « patrimoniale transparantie » wordt immers voldaan in artikel 1675/15 van het Gerechtelijk Wetboek of bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die de herroeping van het gewijsde regelen, en met name artikel 1133. Bovendien kon de nagestreefde doelstelling volstaan met middelen die duidelijk minder afbreuk doen aan de in het geding zijnde beginselen, zoals bijvoorbeeld het « protocol » dat is ingesteld bij artikel 334 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. In dat opzicht weerleggen de verzoekers de stelling die in de loop van de parlementaire debatten werd verdedigd en volgens welke niet naar dat mechanisme kan worden verwezen, omdat de contexten verschillend zijn. Zij zijn daarentegen van mening dat in de beide gevallen het wel degelijk om een schuldenaar gaat aan wie is gevraagd zijn vermogenstoestand te goeder trouw uiteen te zetten en dat de spontaneïteit bij die benaderingswijze relatief is, vermits de schuldenaars onder dreiging van hun schuldeisers staan.

Standpunt van de Ministerraad

A.10. De Ministerraad leidt uit artikel 458 van het Strafwetboek en uit jurisprudentiële beslissingen af dat de bestaansreden van het beroepsgeheim van de advocaat is dat de cliënt de waarborg moet hebben dat zijn raadsman aan derden geen vertrouwelijke informatie onthult die hij hem in het kader van diens beroep heeft toevertrouwd. Hij voegt daaraan toe dat het beroepsgeheim rechtstreeks de rechten van de verdediging raakt en bestemd is om de cliënt en niet de practicus te beschermen.

A.11. De Ministerraad is van oordeel dat het beroepsgeheim niet zo absoluut is als de verzoekende partijen betogen. Artikel 458 van het Strafwetboek bepaalt uitdrukkelijk dat een wet van het geheim kan afwijken en de persoon die er kennis van heeft ervan kan ontslaan. Het gaat om de verplichting die de geneesheren wordt opgelegd, bij de artikelen 55, 56 en 57 van het Burgerlijk Wetboek, om aan de ambtenaar van de burgerlijke stand aangifte te doen van de geboorte van een kind, en de bepalingen die hen ertoe verplichten de overheden op de hoogte te brengen van bepaalde ziekten die zij bij hun patiënten vaststellen.

Bovendien voegt de rechtspraak aan de uitzonderingen op het beginsel van het beroepsgeheim de noodtoestand en het waardenconflict toe.

De Ministerraad citeert het arrest van het Hof van Cassatie van 12 november 1997 alsmede een arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen die, volgens hem, een veel genuanceerdere definitie geven van het beroepsgeheim dan die van de verzoekers. Daaruit vloeit voort dat de cliënt, die als enige over zijn verdediging beslist, de vrijheid moet hebben om bepaalde elementen die door het beroepsgeheim zijn gedekt te onthullen, indien hij zulks in zijn belang acht, en hij moet zijn advocaat de machtiging kunnen geven die feiten te onthullen.

A.12. De Ministerraad brengt in herinnering dat de doelstelling die met de in het geding zijnde bepaling wordt nagestreefd erin bestaat de transparantie van het vermogen van de schuldenaar te organiseren, uit zorg om zijn procedurele goede trouw te waarborgen. Het gaat om een absoluut noodzakelijke maatregel om het doeltreffende en opportune karakter te beoordelen van de maatregelen die door de schuldenbemiddelaar en de beslagrechter in overweging worden genomen. Het was raadzaam hun zeer ruime bevoegdheden te verlenen inzake het verzamelen van informatie, gezien de ernst van de maatregelen die ten aanzien van de schuldeisers kunnen worden genomen. De opheffing van het beroepsgeheim is in de parlementaire voorbereiding verantwoord door een vermoeden van aanvaarding door de schuldenaar. Het is zeer belangrijk dat laatstgenoemde te goeder trouw meewerkt aan een procedure die hij zelf heeft ingezet en die bestemd is om zijn schulden aan te zuiveren met daarbij het behoud van een menswaardig bestaan.

A.13. De Ministerraad is van mening dat de verwijzingen naar de faillissements- en akkoordprocedures niet relevant zijn, vermits zij betrekking hebben op personen met de hoedanigheid van handelaar, wier vermogen onderworpen is aan verschillende regels van openbaarheid waardoor op doeltreffende wijze informatie kan worden verzameld.

A.14. De Ministerraad is ook van mening dat de verwijzingen naar de procedures van uitstel van betaling en verzoening inzake hypothecair krediet met voorbehoud moeten worden benaderd omdat de maatregelen die in die procedures kunnen worden genomen veel beperkter zijn voor de schuldeiser dan die welke kunnen worden genomen in het kader van een collectieve schuldenregeling.

Bijgevolg dienen aan de betrokken schuldeisers bijkomende waarborgen te worden verleend waardoor zij de zekerheid hebben dat de aanzuiveringsregeling wel degelijk zal overeenstemmen met de werkelijke vermogenstoestand van de schuldenaar en hun geen nadeel zal berokkenen dat groter is dan het voordeel dat laatstgenoemde eruit zal halen.

A.15. Op dezelfde wijze dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de collectieve schuldenregeling en de procedure die een onderhoudsplichtige kan instellen tot vermindering of afschaffing van zijn bijdrage. In die procedure gaat de rechter over tot een vergelijkend onderzoek van de vermogens van de betrokken personen en moet hij die dus op gelijke wijze behandelen. Het zou niet denkbaar zijn dat de schuldeiser van onderhoudsgeld die tegen zijn zin bij de zaak wordt betrokken zijn advocaat van het beroepsgeheim zou moeten ontheffen.

A.16. De Ministerraad besluit dat de in het geding zijnde maatregel redelijkerwijze verantwoord is en evenredig met de ernstige inbreuk op de rechten van de schuldeisers die het gevolg kan zijn van de collectieve schuldenregeling.

Antwoord van de verzoekers

A.17. Als antwoord op het argument volgens hetwelk de cliënt meester zou zijn van het beroepsgeheim, doen de verzoekers in de beide zaken gelden dat de bestreden bepaling, verre van het meesterschap van de cliënt over het geheim te verankeren, integendeel een onweerlegbaar vermoeden van afstand van het voordeel van het beroepsgeheim instelt, een vermoeden dat, in voorkomend geval, tegen het belang van de cliënt zal kunnen spelen. Mocht de cliënt enige meester zijn over het geheim, zou hij onvermijdelijk ertoe worden gebracht zijn vertrouwenspersonen daarvan te ontheffen teneinde zijn « goede trouw » aan te tonen.

A.18. De verzoekers in de zaak nr. 1599 betwisten bovendien de argumentering van de Ministerraad volgens welke de afstand van de bescherming van het geheim door de cliënt de te betalen prijs zou zijn om de gunst te verkrijgen die hij van de rechter en zijn schuldeisers vordert. Voor de verzoekers mogen het feit dat de rechtzoekende die in de schulden zit en de gerechtelijke stappen die hij onderneemt teneinde die toestand te verhelpen geenszins een afschaffing van de procedurele waarborgen verantwoord zijn die de beter bedeelde rechtzoekenden wel zouden genieten. De verzoekers in de zaak nr. 1604 doen bovendien gelden dat de procedure de schuldenaar aanzienlijke inspanningen oplegt die verder gaan dan die welke worden opgelegd aan elke andere schuldenaar en die de massa van de schuldeisers ten goede komen.

A.19. Ten aanzien van de vergelijking met de andere procedures, doen de verzoekers in de zaak nr. 1599 opmerken dat het onderscheid tussen handelaars en niet-handelaars onjuist is. De bepalingen van de hypotheekwet en de artikelen 1390bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek voeren ook een stelsel van openbaarheid in voor niet-handelaars, een stelsel dat doeltreffender en betrouwbaarder is dan datgene waarin is voorzien voor de handelaars. De verzoekers in de zaak nr. 1604 doen opmerken dat de regels van openbaarheid voor handelaars die natuurlijke personen zijn, bijzonder beperkt zijn, evenals voor de niet-handelaars.

Op dezelfde wijze betwisten de verzoekers in de beide zaken dat het door de schuldeisers mogelijk geleden nadeel groter is in de procedure van collectieve schuldenregeling dan in de vergeleken procedures.

Ten slotte zijn zij van mening dat de verantwoording voor de maatregel door de verwijzing naar de gepleegde inbreuk op de rechten van de schuldeisers niet relevant is, want potentieel staan bij elke gerechtelijke procedure aspecten in verband met de vermogensrechten van de partijen op het spel en kan zij aanzienlijke gevolgen hebben voor hun zakelijke en persoonlijke rechten. Zij doen ten slotte gelden dat het niet de procedure zelf is die afbreuk doet aan de rechten van de schuldeisers maar wel de toestand van schuldenoverlast van de schuldenaar.

- B -

Wat het onderwerp van de beroepen betreft

B.1. De verzoekers vorderen de gedeeltelijke vernietiging van artikel 1675/8, ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen.

Dat artikel luidt als volgt:

« Tenzij deze opdracht hem reeds was toevertrouwd in de beschikking van toelaatbaarheid kan de schuldbemiddelaar, belast met een procedure van minnelijke of gerechtelijke aanzuiveringsregeling, zich richten tot de rechter overeenkomstig artikel 1670/14, § 2, derde lid, teneinde de schuldenaar of een derde te gelasten hem al de nuttige inlichtingen te verstrekken over verrichtingen uitgevoerd door de schuldenaar en over de samenstelling en de vindplaats van diens vermogen.

Hoe dan ook kan de derde gehouden tot het beroepsgeheim of tot de zwijgplicht, zich daarop niet beroepen. De artikelen 877 tot 882 zijn op hem van toepassing. »

Alleen het tweede lid van de bepaling wordt door de verzoekers beoogd. Het is in algemene termen gesteld en heeft betrekking op de derde die gehouden is tot het beroepsgeheim of tot de zwijgplicht. Uit de verzoekschriften blijkt echter dat het tweede lid alleen wordt aangevochten wat het beroepsgeheim van advocaten betreft. Het Hof zal artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek alleen onderzoeken in zoverre die bepaling het een advocaat onmogelijk maakt zich op het beroepsgeheim te beroepen wanneer van hem inlichtingen worden gevraagd over de uitgevoerde verrichtingen, over de samenstelling en over de vindplaats van het vermogen van de schuldenaar die een verzoekschrift tot collectieve schuldenregeling heeft ingediend en van wie het verzoekschrift door de rechter is aanvaard.

Ten gronde

B.2. In beide zaken voeren de verzoekers een enig vernietigingsmiddel aan, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Zij gaan ervan uit dat het algemene, absolute en radicale verbod voor advocaten en hun cliënten om zich op het beroepsgeheim te beroepen, een onevenredige schending van hun rechten betekent, rekening houdend met het fundamentele belang van dat beginsel, en dat die bepaling bijgevolg een discriminatie doet ontstaan tussen de procedure van collectieve schuldenregeling en andere vergelijkbare procedures, die niet objectief kan worden verantwoord.

B.3. Door het beroepsgeheim absoluut op te heffen wanneer, in de procedure van collectieve schuldenregeling, de rechter de advocaat van de schuldenaar gelast inlichtingen te verstrekken die door het beroepsgeheim zijn gedekt, creëert de in het geding zijnde bepaling een verschil in behandeling tussen, enerzijds, de schuldenaar en zijn advocaat die in die procedure worden betrokken en, anderzijds, de schuldenaars en hun advocaten die in andere gerechtelijke procedures zijn betrokken.

B.4. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.5. De procedure van collectieve schuldenregeling beoogt de financiële toestand van de schuldenaar met overmatige schuldenlast te herstellen, met name hem ertoe in staat te stellen voor zover mogelijk zijn schulden te betalen en tegelijkertijd te waarborgen dat hij zelf en zijn gezin een menswaardig leven kunnen leiden (artikel 1675/3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek). De financiële toestand van de persoon met overmatige schuldenlast wordt in kaart gebracht, en de ongecontroleerde druk van de schuldeisers valt voor die persoon weg. De wet ziet overigens toe op de gelijkheid tussen deze laatsten.

B.6. In dat kader beoogt artikel 1675/8 de transparantie van het vermogen van de schuldenaar te waarborgen, om te vermijden dat betaalkrachtige schuldenaars die hun voor beslag vatbaar vermogen geheel of gedeeltelijk verbergen, de procedure onrechtmatig zouden gebruiken. Om die doelstelling te bereiken, heeft de wetgever het noodzakelijk geacht het beroepsgeheim op te heffen (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nrs. 1073-1074/1, p. 33).

B.7. De opheffing van het beroepsgeheim van de advocaat is een pertinente maatregel om het hiervoor omschreven doel te bereiken. Door het de advocaat onmogelijk te maken zich op het beroepsgeheim te beroepen, geeft de wetgever de rechter en de schuldbemiddelaar een middel om zich ervan te vergewissen dat bij toepassing van de procedure het vermogen van de schuldenaar volledig transparant is.

B.8.1. Het Hof moet nog nagaan of er een redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de maatregel en het nagestreefde doel.

Ook al moet de regel van het beroepsgeheim wijken in geval van nood of wanneer een hoger geachte waarde hiermee in strijd is, toch doet het Hof opmerken dat artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek een absolute en *a priori* opheffing van het beroepsgeheim vastlegt. In de parlementaire voorbereiding wordt die maatregel verantwoord door de impliciete verzaking die de schuldenaar zou doen wanneer hij zijn verzoek tot collectieve schuldenregeling indient. Een dergelijke veronderstelde verzaking, die van tevoren vastligt, en verwezenlijkt wordt zonder dat de schuldenaar die verzaakt kan inschatten waarop de verzaking precies betrekking heeft en of zij eventueel niet strijdig is met zijn belangen, kan niet om dezelfde reden als de theorie van de noodtoestand of het waardenconflict een zodanige inbreuk verantwoorden op de waarborg die het beroepsgeheim voor de schuldenaar en voor zijn advocaat betekent.

B.8.2. Het Hof doet bovendien opmerken dat de rechter op grond van artikel 1675/15 van het Gerechtelijk Wetboek de herroeping van de beschikking van toelaatbaarheid van het verzoek tot collectieve schuldenregeling kan uitspreken wanneer de schuldenaar blijkt geeft van procedurele kwade trouw.

B.9. Uit wat voorafgaat blijkt dat artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, in zoverre het bepaalt dat advocaten van wie inlichtingen worden gevraagd over het vermogen van een persoon die in een procedure tot collectieve schuldenregeling is betrokken, zich niet op het beroepsgeheim kunnen beroepen, niet in een redelijk verband van evenredigheid staat tot het nagestreefde doel.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, in zoverre het van toepassing is op de advocaten.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 3 mei 2000.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2000 — 1372

[C – 2000/21238]

Urteil Nr. 46/2000 vom 3. Mai 2000

Geschäftsverzeichnisnummern 1599 und 1604

In Sachen: Klagen auf Nichtigklärung von Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien, erhoben von der Französischen Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal und von der Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 27. und 29. Januar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 28. Januar und 1. Februar 1999 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel, mit Sitz in 1000 Brüssel, Palais de Justice, place Poelaert, und G.-A. Dal, Rechtsanwalt, mit Kanzlei in 1000 Brüssel, rue de l'Aurore 18, einerseits und die Rechtsanwaltskammer Lüttich, mit Sitz in 4000 Lüttich, Palais de Justice, place Saint-Lambert, und G. Rigo, Rechtsanwalt, mit Kanzlei in 4000 Lüttich, rue Beeckman 14, andererseits Klage auf Nichtigklärung von Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Juli 1998).

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 14. Dezember 1998 und 1. Februar 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 10. Februar 1999 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 9. März 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. März 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 23. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 30. April 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Französischen Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal, mit am 26. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo, mit am 1. Juni 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 29. Juni 1999 und vom 23. Dezember 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 27. Januar 2000 bzw. 27. Juli 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 22. Dezember 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 19. Januar 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 19. Januar 2000

- erschienen

. RA M. Mahieu, beim Kassationshof zugelassen, für die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal,

. RA P. Henry, RA B. de Cocquéau und RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo,

. RÄin N. Van Laer *loco* RA M. Uyttendaele, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 1. März 2000 hat der Hof festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter E. De Groot ersetzt wurde, die Verhandlung wieder eröffnet und den Sitzungstermin auf den 21. März 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 3. März 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. März 2000

- erschienen
- . RA M. Mahieu, beim Kassationshof zugelassen, für die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal,
- . RA P. Henry, in Lüttich zugelassen, für die Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo,
- . RA N. Van Laer *loco* RA M. Uyttendaele, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

Standpunkt der klagenden Parteien

A.1. Die klagenden Parteien in den beiden Rechtssachen sind einerseits die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel und die Rechtsanwaltskammer Lüttich sowie andererseits Rechtsanwälte.

Die klagenden Parteien machen geltend, sie hätten ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung einer Bestimmung, die den Grundsatz des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte verletze.

A.2. Die Kläger in den beiden Rechtssachen legen einen einzigen Nichtigkeitsklagegrund dar, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, abgeleitet ist.

Sie machen geltend, daß die angefochtene Bestimmung es den Rechtsanwälten und ihren Mandanten in allgemeiner, absoluter und radikaler Weise verbiete, sich auf das Berufsgeheimnis zu berufen, wenn die Mandanten die kollektive Begleichung ihrer Schulden beantragt hätten, obwohl es keine andere Ausnahme zur Absolutheit des Berufsgeheimnisses gebe. Sie vertreten den Standpunkt, daß dieses Verbot einen nicht zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied zwischen dem Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung und anderen vergleichbaren Verfahren schaffe.

Sie sind auch der Auffassung, daß durch das Bestehen anderer Maßnahmen, gemeinsam oder getrennt betrachtet, in ausreichender Weise das Ziel der angefochtenen Bestimmung erreicht werden könne, und schlußfolgern, daß diese Bestimmung eine Diskriminierung schaffe, für die es keine objektive und vernünftige Rechtfertigung gebe, die einen Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen der damit auferlegten Maßnahme und dem damit angestrebten Ziel nachweise.

A.3. Zur Unterstützung ihres Klagegrunds führen die Kläger mehrere Autoren und Gerichtsentscheidungen an, mit denen die Absolutheit des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte als allgemeiner Rechtsgrundsatz bestätigt werde, der zur ordnungsgemäßen Arbeitsweise der Justiz und zur Einhaltung der Rechte der Verteidigung beitrage.

Die einzigen Einschränkungen dieser Absolutheit seien der Notstand und die Theorie des Wertekonfliktes.

Die Kläger verweisen zur Unterstützung ihrer These auf das Urteil Nr. 26/96 des Hofes.

A.4. Die Kläger machen geltend, daß der Mandant nicht Herr über das Berufsgeheimnis des Rechtsanwaltes sei und daß es ihm nicht obliege, diesen davon zu entbinden. Zur Unterstützung dieser These machen die Kläger in der Rechtssache Nr. 1599 geltend, daß das Urteil des Kassationshofes vom 12. November 1997, das manche so auslegten, als ob es eine Relativierung des Berufsgeheimnisses bestätige, nicht anders auszulegen sei als eine Erweiterung der Anwendung der Theorie des Wertekonfliktes auf den Fall, wo auf Seiten des Mandanten und nicht nur des Rechtsanwaltes die Aufhebung des Geheimnisses gerechtfertigt werde, *ut singuli*, durch den Schutz eines höher eingestuften Wertes. Nach Dafürhalten der Kläger gehe die angefochtene Bestimmung, die den Rechtsanwalt und seinen Mandanten vorbeugend dazu verpflichte, das Geheimnis zu verletzen, indem sie alle Informationen über seine Vermögenslage offenbarte, ungeachtet dessen, ob sie für ihn vorteilhaft seien oder nicht, deutlich über die Tragweite des Urteils des Kassationshofes hinaus.

A.5. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 machen geltend, daß die durch die angefochtene Bestimmung eingeführte Ausnahme vollkommen vom Gemeinrecht abweiche. Sie sind der Auffassung, daß ein Rechtsanwalt, der angewiesen werde, bestimmte Informationen zu erbringen, vor folgender Alternative stehe: Entweder bestätige er die Vermögenslage des Schuldners, und die Informationsanfrage weise keinerlei Interesse mehr auf, oder er erteile Informationen im Widerspruch zu denjenigen, die sein Mandant erteilt habe, und setze damit dessen strafrechtliche Haftung aufs Spiel. «In der Praxis ergibt sich daraus nahezu eine Verpflichtung zur Denunzierung auf Anfrage in bezug auf eine vom Schuldner begangene strafrechtliche Gesetzesübertretung.»

A.6. Um zu beurteilen, ob im vorliegenden Fall besondere Gründe die von ihnen angeprangerte Abweichung rechtfertigen könnten, vergleichen die Kläger das Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung mit anderen vergleichbaren Verfahren, nämlich dem Verfahren des gerichtlichen Vergleichs (Grundlagengesetz vom 17. Juli 1997), dem Zahlungsverzug (Artikel 1244 des Zivilgesetzbuches; Artikel 38 § 1 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbraucherkredit; Artikel 1337*bis* bis 1337*octies* des Gerichtsgesetzbuches) und den Schlichtungsverfahren in bezug auf Hypothekarkredite (Artikel 59 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit).

Nach dem Modell des Verfahrens der kollektiven Schuldenbegleichung dienen all diese Verfahren dazu, gegebenenfalls in kollektiver Weise einen Plan zur Begleichung der Passiva auf Antrag und zu Gunsten eines überschuldeten und glücklosen Schuldners zu erstellen. Hierzu erforderten sie alle seinerseits den gleichen «guten Glauben im Verfahren». Doch dieses Erfordernis habe nie die geringste Einschränkung des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte gerechtfertigt, obwohl es im Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung ganz einfach die Aufhebung rechtfertigen würde. Die angefochtene Bestimmung schaffe daher einen flagranten Behandlungsunterschied.

A.7. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 vergleichen im übrigen das Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung mit dem Verfahren, das ein Alimenteschuldner einleiten könne, damit sein Unterhaltsbeitrag entsprechend der Entwicklung seiner Einkünfte verringert oder gar aufgehoben würde. Sie schlußfolgern aus diesem Vergleich, daß der Gesetzgeber nicht die Absicht gehabt habe, von der Regel des Berufsgeheimnisses abzuweichen in Verfahren, bei denen es dennoch um Forderungen gehe, zugunsten deren wegen ihres Statuts eine positive Diskriminierung bestehe.

A.8. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, daß die Verletzung der betreffenden Grundsätze durch die Maßnahme keineswegs im Verhältnis zur Zielsetzung stehe. Sie erinnern daran, daß der gute Glaube im Verfahren ein Wert sei, dessen Einhaltung bei allen Zivilstreitsachen angestrebt werde, doch dessen Schutz es nie gerechtfertigt habe, daß das Berufsgeheimnis des Rechtsanwaltes durch ein Gesetz in allgemeiner, absoluter und abstrakter Weise aufgehoben werde.

A.9. Die Kläger machen ferner geltend, daß die durch die angefochtene Bestimmung auferlegte Maßnahme um so weniger im Verhältnis zu ihrer Zielsetzung stehe, als dieses Ziel ohne sie erreicht werden könne. Der Sorge um den «guten Glauben im Verfahren» und die «Transparenz der Vermögenslage» werde nämlich entsprochen mit Artikel 1675/15 des Gerichtsgesetzbuches oder den Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches, die den Antrag auf Wiederaufnahme des Verfahrens regelten, insbesondere Artikel 1133. Außerdem hätte die Zielsetzung sich mit Mitteln begnügen können, die deutlich weniger gegen die betreffenden Grundsätze verstoßen würden, beispielsweise das durch Artikel 334 des Einkommensteuergesetzbuches eingeführte «Protokoll». Diesbezüglich weisen die Kläger die im Laufe der parlamentarischen Debatten verteidigte These zurück, wonach man nicht auf diesen Mechanismus verweisen könne, weil der Kontext unterschiedlich sei. Sie sind hingegen der Auffassung, daß es in beiden Fällen tatsächlich um einen Schuldner gehe, der aufgefordert werde, im guten Glauben seine Vermögenslage zu schildern, und daß die Vorgehensweise nur relativ spontan sei, weil die Schuldner unter der Bedrohung ihrer Gläubiger stünden.

Standpunkt des Ministerrates

A.10. Der Ministerrat leitet aus Artikel 458 des Strafgesetzbuches und aus Entscheidungen der Rechtsprechung ab, daß das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte seine Daseinsberechtigung in der notwendigen Garantie des Mandanten finde, daß sein Rechtsbeistand Dritten nicht Vertraulichkeiten offenbare werde, die er ihm im Rahmen seines Berufes mitgeteilt habe. Er fügt hinzu, daß das Berufsgeheimnis unmittelbar mit den Rechten der Verteidigung zusammenhänge und dazu diene, den Mandanten und nicht den Praktiker zu schützen.

A.11. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß das Berufsgeheimnis nicht so absolut sei, wie die Parteien behaupteten. Artikel 458 des Strafgesetzbuches sehe ausdrücklich vor, daß ein Gesetz vom Geheimnis abweichen und dessen Inhaber davon entbinden könne. Es handle sich um die den Ärzten durch die Artikel 55, 56 und 57 des Zivilgesetzbuches auferlegte Verpflichtung, dem Standesbeamten die Geburt eines Kindes anzuzeigen, und um Bestimmungen, die sie verpflichteten, den Behörden gewisse Krankheiten zu melden, die sie gegebenenfalls bei ihren Patienten festgestellt hätten.

Außerdem füge die Rechtsprechung den Ausnahmen zum Grundsatz des Berufsgeheimnisses den Notstand und den Wertekonflikt hinzu.

Der Ministerrat führt das Urteil des Kassationshofes vom 12. November 1997 sowie ein Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften an, die seines Erachtens das Berufsgeheimnis viel nuancierter definierten als die Kläger. Daraus ergebe sich, daß der Mandant, der alleine Herr über seine Verteidigung sei, die Freiheit besitzen müsse, gewisse, vom Berufsgeheimnis gedeckte Elemente zu offenbaren, wenn er der Auffassung sei, daß dies in seinem Interesse sei, und daß er seinem Rechtsanwalt die Genehmigung müsse erteilen können, diese Fakten mitzuteilen.

A.12. Der Ministerrat erinnert daran, daß die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung darin bestehe, für Transparenz in der Vermögenslage des Schuldners zu sorgen, dies im Hinblick auf die Gewährleistung seines guten Glaubens im Verfahren. Es handle sich um eine unerläßliche Maßnahme, um die Effizienz und Sachdienlichkeit der vom Schuldenvermittler und vom Pfändungsrichter ins Auge gefaßten Maßnahmen zu beurteilen. Es sei angebracht gewesen, ihnen eine sehr weitreichende Befugnis hinsichtlich der Erfassung von Informationen zu erteilen angesichts der Schwere der möglicherweise zu ergreifenden Maßnahmen für die Gläubiger. Die Aufhebung des Berufsgeheimnisses sei in den Vorarbeiten gerechtfertigt worden durch eine Vermutung der Annahme durch den Schuldner. Es sei entscheidend, daß dieser im guten Glauben in einem Verfahren mitarbeite, das er selbst eingeleitet habe und das dazu diene, seine Schulden zu begleichen, ihm aber gleichzeitig eine menschenwürdige Existenz zu bewahren.

A.13. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß die Hinweise der Kläger auf das Konkurs- und das Vergleichsverfahren jeglicher Sachdienlichkeit entbehren, da sie nur Personen betreffen, die die Eigenschaft als Kaufleute besäßen und deren Vermögen verschiedenen Öffentlichkeitsregeln unterlägen, damit eine effiziente Informationserfassung gewährleistet sei.

A.14. Er ist auch der Auffassung, daß die Hinweise auf die Verfahren des Zahlungsaufschubs und der Schlichtung auf dem Gebiet der Hypothekarkredite mit Vorbehalt zu betrachten seien, weil die Maßnahmen, die in diesem Verfahren ergriffen werden könnten, für den Gläubiger viel begrenzter seien als diejenigen, die im Rahmen einer kollektiven Schuldenbegleichung ergriffen werden könnten.

Daher müßten den betroffenen Gläubigern zusätzliche Garantien geboten werden, indem sie die Gewißheit haben könnten, daß der Schuldenbegleichungsplan tatsächlich der realen Vermögenslage des Schuldners entspreche und ihnen keinen größeren Schaden zufüge als der Vorteil, der letzterer daraus ziehen werde.

A.15. Ebenso sei die kollektive Schuldenbegleichung vom Verfahren zur Verringerung oder Aufhebung des Unterhaltsbeitrags zu unterscheiden, das ein Alimenteschuldner einreichen könne. In diesem Verfahren nehme der Richter eine vergleichende Prüfung des Vermögens der betroffenen Personen vor und müsse sie also gleich behandeln. Es sei nicht vorstellbar, daß ein Alimentegläubiger, der gegen seinen Willen in das Verfahren einbezogen werde, seinen Rechtsanwalt von dessen Berufsgeheimnis entbinden müsse.

A.16. Der Ministerrat schlußfolgert, daß die angefochtene Maßnahme vernünftigerweise gerechtfertigt sei und im Verhältnis zur schwerwiegenden Verletzung der Rechte der Gläubiger stehe, die sich aus der kollektiven Schuldenbegleichung ergeben könne.

Antwort der Kläger

A.17. Als Antwort auf das Argument, wonach der Mandant Herr über das Berufsgeheimnis sei, machen die Kläger in beiden Rechtssachen geltend, daß die angefochtene Bestimmung keineswegs die Gewalt des Mandanten über das Geheimnis bestätige, sondern vielmehr eine unwiderlegbare Vermutung des Verzichts auf den Vorteil des Berufsgeheimnisses einführe, wobei diese Vermutung gegebenenfalls den Interessen des Mandanten zuwiderlaufen könne. Wenn der Mandant alleine Herr über das Geheimnis wäre, würde er unweigerlich dazu veranlaßt sein, seine Vertrauenspersonen davon zu entbinden, um so seinen «guten Glauben» zu beweisen.

A.18. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1599 fechten außerdem die Argumentation des Ministerrates an, wonach der Verzicht auf den Schutz des Geheimnisses durch den Mandanten der Preis für den Erhalt der Gunst sei, die er beim Richter und bei seinen Gläubigern anfordere. Nach Auffassung der Kläger könnten die überschuldete Lage des Rechtsuntergebenen und seine gerichtlichen Schritte im Hinblick auf die Bereinigung dieser Lage keineswegs eine

Aufhebung der Verfahrensgarantien rechtfertigen, in deren Genuß besser situierte Rechtsuntergebene gelangten. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 machen überdies geltend, daß das Verfahren vom Schuldner bedeutende Anstrengungen verlange, die weit über diejenigen hinausgingen, die jedem Schuldner auferlegt würden und der Masse der Gläubiger zugute kämen.

A.19. In bezug auf den Vergleich mit anderen Verfahren bemerken die Kläger in der Rechtssache Nr. 1599, daß die Unterscheidung zwischen Kaufleuten und Nichtkaufleuten falsch sei. Die Bestimmungen des Hypothekengesetzes sowie der Artikel 1390*bis* ff. des Gerichtsgesetzbuches führten auch eine Regelung der Öffentlichkeit für Nichtkaufleute ein, die wirksamer und zuverlässiger sei als die Regelung, die für Kaufleute vorgesehen sei. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 machen geltend, daß die Regeln der Öffentlichkeit für natürliche Personen als Kaufleute extrem begrenzt seien ebenso wie für Nichtkaufleute.

Ebenso fechten die Kläger in beiden Rechtssachen an, daß der etwaige Schaden der Gläubiger im Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung größer sei als in den verglichenen Verfahren.

Schließlich sind sie der Auffassung, daß die Rechtfertigung der Maßnahme durch den Hinweis auf die Verletzung der Rechte der Gläubiger nicht sachdienlich sei, da potentiell in jedem Gerichtsverfahren Dinge in bezug auf die Vermögensrechte auf dem Spiel stünden und sich erhebliche Folgen für ihre dinglichen und persönlichen Rechte ergeben könnten. Schließlich machen sie geltend, daß nicht das eigentliche Verfahren die Rechte der Gläubiger verletze, sondern vielmehr die überschuldete Lage des Schuldners.

– B –

In bezug auf den Gegenstand der Klagen

B.1. Die Kläger fordern die teilweise Nichtigkeitsklärung von Artikel 1675/8, der durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien ins Gerichtsgesetzbuch eingefügt wurde.

Dieser Artikel lautet wie folgt:

«Insofern ihm dieser Auftrag nicht durch die Zulässigkeitsentscheidung anvertraut wurde, kann der mit einem Verfahren der einvernehmlichen oder gerichtlichen Schuldenbegleichung beauftragte Schuldenvermittler sich gemäß Artikel 1670/14 § 2 Absatz 3 an den Richter wenden, damit der Schuldner oder ein Dritter angewiesen wird, ihm alle sachdienlichen Auskünfte zu Transaktionen des Schuldners oder zur Zusammensetzung und zum Standort des Vermögens desselben zu erteilen.

In jedem Fall kann der Dritte, der an das Berufsgeheimnis oder die Schweigepflicht gebunden ist, sich nicht darauf berufen. Auf ihn finden die Artikel 877 bis 882 Anwendung.»

Die Kläger beziehen sich nur auf Absatz 2 der Bestimmung. Er ist allgemein formuliert und betrifft jeden Dritten, der an das Berufsgeheimnis oder die Schweigepflicht gebunden ist. Aus den Klageschriften geht jedoch hervor, daß er nur insofern angefochten wird, als er sich auf das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte bezieht. Der Hof wird Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches nur insofern prüfen, als diese Bestimmung einen Rechtsanwalt daran hindert, sich auf das Berufsgeheimnis zu berufen, wenn er mit einer Anfrage nach Auskünften zu Transaktionen, zur Zusammensetzung und zum Standort des Vermögens des Schuldners, der einen Antrag auf kollektive Schuldenbegleichung eingereicht hat und dessen Antrag vom Richter angenommen wurde, befaßt wurde.

Zur Hauptsache

B.2. Die Kläger in beiden Rechtssachen führen einen einzigen Nichtigkeitsklagegrund an, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist. Sie vertreten den Standpunkt, daß das allgemeine, absolute und radikale Verbot für Rechtsanwälte und ihre Mandanten, sich auf das Berufsgeheimnis zu berufen, eine unverhältnismäßige Verletzung ihrer Rechte beinhaltet in Anbetracht der grundsätzlichen Bedeutung dieses Prinzips, und daß diese Bestimmung folglich eine nicht objektiv zu rechtfertigende Diskriminierung zwischen dem Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung und anderen vergleichbaren Verfahren einführt.

B.3. Indem die angefochtene Bestimmung in absoluter Weise das Berufsgeheimnis aufhebt, wenn der Richter im Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung dem Rechtsanwalt des Schuldners die Anweisung erteilt, ihm von diesem Geheimnis gedeckte Auskünfte zu erteilen, führt sie einen Behandlungsunterschied zwischen einerseits dem Schuldner und seinem Rechtsanwalt, die an diesem Verfahren beteiligt sind, und andererseits den Schuldnern und ihren Rechtsanwälten, die an anderen Gerichtsverfahren beteiligt sind, ein.

B.4. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.5. Das Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung dient dazu, die Finanzlage eines überschuldeten Schuldners zu bereinigen, indem es ihm insbesondere im Rahmen des Möglichen die Zahlung seiner Schulden erlaubt und ihm sowie seiner Familie gleichzeitig gewährleistet, daß sie ein menschenwürdiges Leben führen können (Artikel 1675/3 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches). Die Finanzlage der überschuldeten Person wird global zusammengefaßt und dem anarchischen Druck der Gläubiger entzogen. Außerdem achtet das Gesetz auf die Gleichheit zwischen den Gläubigern.

B.6. In diesem Rahmen dient Artikel 1675/8 dazu, die Vermögenstransparenz des Schuldners zu gewährleisten, damit das Verfahren nicht durch zahlungsfähige Schuldner mißbraucht wird, die die Gesamtheit oder einen Teil ihres pfändbaren Vermögens verbergen würden. Um dieses Ziel zu erreichen, war der Gesetzgeber der Auffassung, daß es notwendig war, das Berufsgeheimnis aufzuheben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 1073-1074/1, S. 33).

B.7. Die Aufhebung des Berufsgeheimnisses des Rechtsanwalts ist eine sachdienliche Maßnahme, um das oben beschriebene Ziel zu erreichen. Indem der Gesetzgeber den Rechtsanwalt daran hindert, sich auf das Geheimnis zu berufen, gibt er dem Richter und dem Schuldenvermittler ein Mittel, um sich zu vergewissern, daß das Verfahren in vollständiger Transparenz des Vermögens des Schuldners abläuft.

B.8.1. Der Hof muß noch prüfen, ob die Maßnahme in einem vernünftigen Verhältnis zum angestrebten Ziel steht.

Es trifft zwar zu, daß die Regel des Berufsgeheimnisses zweitrangig werden muß, wenn eine Notwendigkeit es erfordert oder wenn ein als höher eingestuftes Wert zu ihr im Konflikt steht, doch der Hof bemerkt, daß Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches eine absolute Aufhebung des Berufsgeheimnisses einführt, und dies *a priori*. Die Vorarbeiten rechtfertigen diese Maßnahme mit einem impliziten Verzicht, den der Schuldner eingehen würde, indem

er seinen Antrag auf kollektive Schuldenbegleichung einreicht. Ein solcher vermuteter vorzeitiger Verzicht, der eingegangen würde, ohne daß der Verzichtende einschätzen könnte, worauf er sich genau beziehen würde und ob er nicht gegebenenfalls seinen Interessen schaden würde, kann nicht in gleichem Maße wie die Theorie des Notstandes oder des Wertekonfliktes eine derartige Verletzung der Garantie, die das Berufsgeheimnis für den Schuldner und seinen Rechtsanwalt darstellt, in diesem Ausmaß rechtfertigen.

B.8.2. Der Hof bemerkt außerdem, daß der Richter aufgrund von Artikel 1675/15 des Gerichtsgesetzbuches die Rückgängigmachung der Zulässigkeitsentscheidung des Antrags auf kollektive Schuldenbegleichung verfügen kann, wenn der Schuldner sich im Verfahren als unehrlich erweist.

B.9. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, insofern er vorsieht, daß Rechtsanwälte, die mit einer Informationsanfrage zum Vermögen einer in einem Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung befindlichen Person befaßt sind, sich nicht auf das Berufsgeheimnis berufen können, nicht in einem vernünftigen Verhältnis zum angestrebten Ziel steht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien, für nichtig, soweit er auf die Rechtsanwälte anwendbar ist.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 3. Mai 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2000 — 1373

[2000/21263]

14 MEI 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de jaarlijkse vergoeding toegekend aan de voorzitter van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 houdende oprichting van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid, inzonderheid op artikelen 18, derde lid, 22 en 27, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De jaarlijkse vergoeding die wordt toegekend aan de voorzitter van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid bedraagt 523 782 F.

Art. 2. De mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel der ministeries geldt ook voor de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vergoeding.

Ze is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag van het vertrek van de eerste titularis van de functie van voorzitter van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid.

Art. 4. Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Ch. PICQUE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 2000 — 1373

[2000/21263]

14 MAI 2000. — Arrêté royal fixant l'indemnité annuelle allouée au président du Conseil fédéral de la Politique scientifique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 portant création du Conseil fédéral de la Politique scientifique, notamment les articles 18, alinéa 3, 22 et 27, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Recherche scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'indemnité annuelle allouée au président Conseil fédéral de la Politique scientifique est de 523 782 francs.

Art. 2. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'indemnité visée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Celle-ci est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour du départ du premier titulaire de la fonction de président du Conseil fédéral de la Politique scientifique.

Art. 4. Notre Ministre de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Recherche scientifique,

Ch. PICQUE

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 2000 — 1374

[C - 2000/14144]

**24 MEI 2000. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van de datum van de vernieuwing
van het paritair comité bij De Post**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en inzonderheid artikel 8, zoals gewijzigd bij artikel 51, § 3 van de wet van 21 maart 1991;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en inzonderheid op de artikelen 30 en 49, § 3, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1991 tot oprichting van paritaire comités bij de Regie der Luchtwegen, de Regie der Posterijen en Regie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 maart 2000 houdende goedkeuring van de omzetting van De Post in een naamloze vennootschap van publiek recht en tot goedkeuring van haar statuten;

Overwegende dat de in acht te nemen datum voor de gegevens, die nodig zijn voor de toekenning van de zetels bij het paritair comité van De Post, vastgesteld wordt door artikel 49, § 3, eerste lid van de voormelde wet van 21 maart 1991 op één januari van het jaar waarin tot de vernieuwing wordt overgegaan;

Overwegende dat het naar aanleiding van de omzetting van De Post in een naamloze vennootschap van publiek recht, raadzaam is om de representativiteit van de vakorganisaties die in het paritair comité zetelen in overeenstemming te brengen met het numerieke belang van de betalende leden in verhouding tot het totale aantal personeelsleden van de onderneming die bij een representatieve vakorganisatie aangesloten zijn;

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van het voormelde artikel 49, § 3, eerste lid van de wet van 21 maart 1991, de tweede periode van zes jaar een aanvang neemt in het jaar 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het paritair comité bij De Post wordt vernieuwd op 1 januari 2000.

Art. 2. De volgende vernieuwing van het paritair comité bij De Post wordt vastgesteld op 1 januari 2002.

Art. 3. Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties,

R. DAEMS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2000 — 1374

[C - 2000/14144]

**24 MAI 2000. — Arrêté royal
fixant la date du renouvellement
de la commission paritaire auprès de La Poste**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, modifiée par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 8, modifié par l'article 51, § 3, de la loi du 21 mars 1991;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 30 et 49, § 3, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 1991 créant des commissions paritaires auprès de la Régie des Voies aériennes, de la Régie des Postes et de la Régie des Télégraphes et Téléphones;

Vu l'arrêté royal du 17 mars 2000 portant approbation de la transformation de La Poste en société anonyme de droit public et portant approbation des statuts de celle-ci;

Considérant que la date à prendre en compte pour les données sur la base desquelles sont attribués les sièges à la commission paritaire de La Poste, est fixée par l'article 49, § 3, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 précitée au premier janvier de l'année de renouvellement;

Considérant que suite à la transformation de La Poste en société anonyme de droit public, il est indiqué de rendre conforme la représentativité des organisations syndicales siégeant en commission paritaire à l'importance numérique de leurs affiliés cotisants par rapport au nombre total des membres du personnel de l'entreprise affiliés à une organisation syndicale représentative;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 49, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 précitée, la deuxième période de six ans prend cours en 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La commission paritaire auprès de La Poste est renouvelée au 1^{er} janvier 2000.

Art. 2. Le prochain renouvellement de la commission paritaire auprès de La Poste est fixé au 1^{er} janvier 2002.

Art. 3. Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques,

R. DAEMS

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2000 — 1375

[C — 2000/00136]

13 MAART 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot uitvoering van artikel 125 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, op de leden van het operationeel kader, en de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht alsmede de officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot uitvoering van artikel 125 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, op de leden van het operationeel kader, en de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht alsmede de officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot uitvoering van artikel 125 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, op de leden van het operationeel kader, en de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht alsmede de officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 2000 — 1375

[C — 2000/00136]

13 MARS 2000. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 portant exécution de l'article 125 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, aux membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie et aux officiers et agents de la police judiciaire près les parquets

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 portant exécution de l'article 125 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, aux membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie et aux officiers et agents de la police judiciaire près les parquets, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 portant exécution de l'article 125 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, aux membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie et aux officiers et agents de la police judiciaire près les parquets.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DES INNERN

23. DEZEMBER 1998 — Königlicher Erlaß zur Ausführung von Artikel 125 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes für die Mitglieder des operativen Korps und der Kategorie besonderes Polizeipersonal der Gendarmerie und die Gerichtspolizeioffiziere und -bediensteten bei der Staatsanwaltschaft

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, insbesondere der Artikel 125 und 260;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. April 1979 über die Ämter und Amtsenthebungen beim Personal des operativen Korps der Gendarmerie, insbesondere der Artikel 54 und 55, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 20. Dezember 1995 und 8. Oktober 1998;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1998 zur Ausführung von Artikel 126 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 20. November 1998;

Aufgrund des Protokolls Nr. 104/1bis des gemeinsamen Ausschusses für alle öffentlichen Dienste vom 8. Dezember 1998;

Aufgrund des Protokolls Nr. N-058441 des Verhandlungsausschusses des Militärpersonals der Streitkräfte vom 11. Dezember 1998;

Aufgrund des Protokolls Nr. 63 des Verhandlungsausschusses des Gendarmeriepersonals vom 11. Dezember 1998;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch den Umstand, daß die Einrichtung der integrierten Polizei noch viele verordnungsrechtliche Ausführungsmaßnahmen erfordert und daß das Gesetz zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes demnach so schnell wie möglich im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden muß. Daß insbesondere Artikel 125 dieses Gesetzes in bezug auf die unrechtmäßige Abwesenheit von mehr als zehn Tagen am Tag der vorerwähnten Veröffentlichung in Kraft tritt und Anwendung auf die Personalmitglieder der verschiedenen Polizeidienste finden wird, die zur Zeit bestehen. Daß dies jedoch voraussetzt, daß die diesbezüglichen Modalitäten im voraus vorbereitet werden, damit die Verfügbarkeit der Polizeidienste nicht belastet wird;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern und Unseres Ministers der Justiz

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - In vorliegendem Erlaß versteht man unter:

1. "das Gesetz": das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes,
2. "der Polizeibeamte": das Mitglied des operativen Korps und der Kategorie besonderes Polizeipersonal der Gendarmerie sowie den Gerichtspolizeioffizier oder -bediensteten bei der Staatsanwaltschaft,
3. "der Korpschef": den Kommandanten der Gendarmerie für die Mitglieder der Gendarmerie und den Generalkommissar der Gerichtspolizei für die Mitglieder der Gerichtspolizei,
4. "der Minister": den Minister des Innern für die Mitglieder der Gendarmerie und den Minister der Justiz für die Mitglieder der Gerichtspolizei,
5. "die zuständige Behörde": die Behörde, die den Polizeibeamten in seinen letzten Dienstgrad ernannt hat.

Art. 2 - Bei unrechtmäßiger Abwesenheit eines Polizeibeamten informiert sein Korpschef oder der von ihm beauftragte Offizier den Betreffenden per Einschreiben über den Inhalt von Artikel 125 des Gesetzes, die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und das Datum, ab dem die in Artikel 125 des Gesetzes erwähnte Frist von zehn Tagen berechnet wird.

Art. 3 - Nach Ablauf der Frist von zehn Tagen benachrichtigt der Korpschef unverzüglich den Minister von der Unrechtmäßigkeit der Abwesenheit.

Der Betreffende wird ebenfalls per Einschreiben über diese Benachrichtigung informiert. Mit dieser Information wird der Betreffende ebenfalls gebeten, den Korpschef so schnell wie möglich und spätestens innerhalb zehn Tagen nach Notifizierung der Information seine Argumente oder alle weiteren Elemente mitzuteilen, anhand deren darüber befunden werden kann, ob die Abwesenheit unrechtmäßig ist oder nicht.

Der Korpschef gibt eine mit Gründen versehene Stellungnahme zu der Unrechtmäßigkeit oder der Rechtmäßigkeit der Abwesenheit ab und übermittelt sie unverzüglich zusammen mit den gegebenenfalls vom Betreffenden vorgebrachten Argumenten oder Elementen der zuständigen Behörde.

Art. 4 - Wenn die zuständige Behörde nach Kenntnismahme der Argumente des Betreffenden und der Stellungnahme des Korpschefs der Meinung ist, daß die Abwesenheit tatsächlich unrechtmäßig ist, entläßt sie den Betreffenden von Amts wegen aus seinem Amt.

Art. 5 - Die Artikel 54 und 55 des Königlichen Erlasses vom 25. April 1979 über die Ämter und Amtsenthebungen beim Personal des operativen Korps der Gendarmerie, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 20. Dezember 1995 und 8. Oktober 1998, werden aufgehoben.

Art. 6 - Artikel 260 des Gesetzes wird in Kraft gesetzt.

Art. 7 - Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Unser Minister des Innern und Unser Minister der Justiz sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 23. Dezember 1998

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

L. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der Justiz

T. VAN PARYS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 2000.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mars 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

N. 2000 — 1376

[C — 2000/00133]

13 MAART 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 5 januari 1999 tot bepaling van de opdrachten door de rijkswacht uit te voeren met toepassing van artikel 126, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 5 januari 1999 tot bepaling van de opdrachten door de rijkswacht uit te voeren met toepassing van artikel 126, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 5 januari 1999 tot bepaling van de opdrachten door de rijkswacht uit te voeren met toepassing van artikel 126, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

F. 2000 — 1376

[C — 2000/00133]

13 MARS 2000. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 5 janvier 1999 fixant les missions à exécuter par la gendarmerie en application de l'article 126, § 2 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 5 janvier 1999 fixant les missions à exécuter par la gendarmerie en application de l'article 126, § 2 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 5 janvier 1999 fixant les missions à exécuter par la gendarmerie en application de l'article 126, § 2 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DES INNERN UND MINISTERIUM DER JUSTIZ

5. JANUAR 1999 — Ministerieller Erlaß zur Bestimmung der in Anwendung von Artikel 126 § 2 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes von der Gendarmerie auszuführenden Aufträge

Der Minister des Innern,

Der Minister der Justiz,

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, insbesondere der Artikel 126 und 260 Absatz 3 Nr. 1;

Aufgrund des Protokolls Nr. 67 des Verhandlungsausschusses des Gendarmeriepersonals vom 30. Dezember 1998;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 6. April 1995 und 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß Artikel 126 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, mit dem den Personalmitgliedern der Gendarmerie das Streikrecht gewährt wird, am 5. Januar 1999 in Kraft tritt und es daher notwendig ist, unverzüglich die Aufträge zu bestimmen, für die die zuständigen Minister in Anwendung von Artikel 260 Absatz 3 Nr. 1 desselben Gesetzes gemeinsam den Befehl erteilen können, die Arbeit fortzusetzen oder wiederaufzunehmen,

Erlassen:

Artikel 1 - Als Aufträge, die in Artikel 126 § 2 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes erwähnt sind, gelten die Aufträge, die notwendig sind, um den Behörden und der Bevölkerung Mindestdienstleistungen zu garantieren.

Die in Absatz 1 erwähnten Aufträge werden mit folgendem Mindestpersonalbestand ausgeführt:

1. an Werktagen und Samstagen: dem für einen Samstagsdienst üblichen Mindestpersonalbestand, einschließlich des erreichbaren und verfügbaren Personals,

2. an Sonntagen und Feiertagen: dem für einen Sonntagsdienst üblichen Mindestpersonalbestand, einschließlich des erreichbaren und verfügbaren Personals.

Art. 2 - Als Aufträge, die in Artikel 126 § 2 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes erwähnt sind, gelten auch:

1. die Bewältigung des Streiks durch Aufnahme von Kontakten, Verhandlung und Konzertierung mit den Gewerkschaftsorganisationen,
2. gegebenenfalls der Abruf der Personalmitglieder, die während des Streiks erreichbar und verfügbar sein müssen,
3. die Betreuung der anwesenden Personalmitglieder.

Die in Absatz 1 erwähnten Aufträge werden mit folgendem Mindestpersonalbestand ausgeführt:

1. dem an Werktagen anwesenden Personal:
 - dem Kommandanten der Gendarmerie, den Generaldirektoren, den Korpschefs und den Einheitskommandanten oder ihren Vertretern und ihren jeweiligen Sekretären,
 - den Verbindungsoffizieren bei den ministeriellen Kabinetten und ihrem jeweiligen Sekretär,
 - zwei Mitgliedern und einem Unteroffizier des Streßteams,
 - dem Dienstleiter des Dienstes Beförderung der Unterstützungsgruppe oder seinem Vertreter und sechs Fahrern;
2. dem erreichbaren und verfügbaren Personal:
 - an Samstagen, Sonntagen und Feiertagen: den in Nr. 1 erwähnten Personalmitgliedern,
 - den Kommandanten der Untereinheiten oder ihren Vertretern,
 - den Mitgliedern der Vertretung der Behörde im Verhandlungsausschuß, dem Sekretär und einem Unteroffizier sowie zwei Dolmetschern,
 - einem Psychologen des Streßteams,
 - zwei Juristen, einem Unteroffizier und einem Angestellten der Stufe 2 der Direktion der Statuten und der Streitsachen,
 - zwei Offizieren und einem Unteroffizier des Dienstes Allgemeine Sicherheit,
 - drei Lageristen (Abteilungen Fernmeldewesen, Fahrzeuge und Material) und einem Spezialisten für Elektrizität des Logistikzentrums,
 - den Personalmitgliedern des Verteilungsdienstes des Logistikzentrums,
 - für jede Logistikeinheit: einem Fahrzeugreparateur, einem Reparateur für Fernmeldegeräte, einem Heizungsreparateur, einem Klempner, einem Elektriker und einem Waffentechniker,
 - einem Elite-Unteroffizier der Druckerei und einem Unteroffizier des Versanddienstes der Unterstützungsgruppe,
 - sechs Fahrern des Dienstes Beförderung der Unterstützungsgruppe.

Art. 3 - Als Aufträge, die in Artikel 126 § 2 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes erwähnt sind, gelten zudem alle verwaltungspolizeilichen oder gerichtspolizeilichen Einsätze, die nicht von dem in Artikel 1 erwähnten Personal ausgeführt werden und bei der Einreichung der Streikankündigung mit dem dazu bestimmten Personal bereits laufen oder geplant sind.

Für die Anwendung des vorangehenden Absatzes sind unter den Wörtern «verwaltungspolizeiliche oder gerichtspolizeiliche Einsätze» alle verwaltungspolizeilichen beziehungsweise gerichtspolizeilichen Tätigkeiten zu verstehen, die zeitlich und räumlich organisiert werden und den koordinierten Einsatz von Personal und Material mit sich bringen.

Art. 4 - Unbeschadet der Artikel 1 bis 3 können der Minister des Innern und der Minister der Justiz gemeinsam andere Aufträge, so wie sie in Artikel 126 § 2 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes erwähnt sind, bestimmen.

Art. 5 - Wenn ein Befehl in Anwendung von Artikel 260 Absatz 3 Nr. 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes erteilt wird, werden die Personalmitglieder für die Ausführung der im Befehl bestimmten Aufträge namentlich vom Gendarmeriekommandanten bestimmt.

Art. 6 - Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Gegeben zu Brüssel, den 5. Januar 1999

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

L. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der Justiz

T. VAN PARYS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 2000.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mars 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

N. 2000 — 1377

[C — 2000/00135]

13 MAART 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 24 december 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 24 december 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmédy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 24 december 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

F. 2000 — 1377

[C — 2000/00135]

13 MARS 2000. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 24 décembre 1999 fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 24 décembre 1999 fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmédy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 24 décembre 1999 fixant la date de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DES INNERN UND MINISTERIUM DER JUSTIZ

24. DEZEMBER 1999 — Königlicher Erlaß zur Festlegung des Datums des Inkrafttretens bestimmter Artikel des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, insbesondere des Artikels 260 Absatz 4;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. April 1999 zur Abänderung des Strafprozeßgesetzbuches, des Feldgesetzbuches, des Provinzialgesetzes, des neuen Gemeindegesetzes, des Gesetzes über das Polizeiamt, des Gesetzes vom 10. April 1990 über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste, des Gesetzes über die Flußfischerei, des Gesetzes über die Jagd und des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, insbesondere der Artikel 30 und 31 letzter Absatz;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Anwendung von Artikel 260 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes;

In der Erwägung, daß in Artikel 260 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes bestimmt wird, daß die Bestimmungen des Gesetzes in drei Etappen in Kraft treten: Eine Gruppe von Bestimmungen ist am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt*, das heißt am 5. Januar 1999, in Kraft getreten, eine zweite Gruppe von Artikeln muß an einem vom König festzulegenden Datum in Kraft treten, wobei dieses Datum kein Datum nach dem 1. Januar 2000 sein darf, und die übrigen Artikel müssen an einem vom König festzulegenden Datum in Kraft treten, wobei das Datum diesmal kein Datum nach dem 1. Januar 2001 sein darf;

In der Erwägung, daß das Datum für das Inkrafttreten der Bestimmungen, das während der vorerwähnten zweiten Etappe erfolgen muß, vom König festgelegt werden muß;

In der Erwägung, daß die vom Gesetzgeber auferlegten Fristen eingehalten werden müssen, damit die Reform der Polizeidienste am 1. Januar 2001 effektiv verwirklicht ist;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates, abgegeben am 17. Dezember 1999 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern und Unseres Ministers der Justiz,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Die Artikel 4, 6 bis 8, 11, 38, 39, 41, 47 bis 60, 65 bis 90, 93, 94, 96 Absatz 2, 98, 106, 108, 128, 149, 247 und 257 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes sowie der vorliegende Erlaß treten am 1. Januar 2000 in Kraft.

Art. 2 - Unser Minister des Innern und Unser Minister der Justiz sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 24. Dezember 1999

ALBERT

Von Königs wegen:
Der Minister des Innern
A. DUSQUENE
Der Minister der Justiz
M. VERWILGHEN

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

N. 2000 — 1378

[C — 2000/00188]

24 MAART 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst en van het koninklijk besluit van 11 juni 1998 tot wijziging van dit besluit

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1°, en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling
— van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst,

— van het koninklijk besluit van 11 juni 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit respectievelijk in bijlagen 1 en 2 gevoegde teksten zijn de officiële Duitse vertaling :

— van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst;

— van het koninklijk besluit van 11 juni 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

F. 2000 — 1378

[C — 2000/00188]

24 MARS 2000. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier et de l'arrêté royal du 11 juin 1998 modifiant cet arrêté

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1°, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande
— de l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier,

— de l'arrêté royal du 11 juin 1998 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier,

établis par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les textes figurant respectivement aux annexes 1 et 2 du présent arrêté constituent la traduction officielle en langue allemande :

— de l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier;

— de l'arrêté royal du 11 juin 1998 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Bijlage 1 - Annexe 1

MINISTERIUM DER JUSTIZ UND MINISTERIUM DES INNERN UND DES ÖFFENTLICHEN DIENSTES

11. JULI 1994 — Königlicher Erlaß über den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst

BERICHT AN DEN KÖNIG

Sire,

der Entwurf, den wir die Ehre haben, Eurer Majestät zur Billigung vorzulegen, betrifft die Errichtung eines allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes.

Durch die Errichtung dieses Dienstes nehmen einige Maßnahmen zur Koordinierung der Polizeidienste und der Polizeipolitik, die bereits in der Regierungsmitteilung vom 5. Juni 1990 (sogenannter «Pfungstplan») angekündigt und danach mit präziseren Angaben im Richtlinienplan «Sicherheit des Bürgers: Polizei und Sicherheit» von Juni 1992 übernommen wurden, konkrete Gestalt an.

Die Ziele, die mit der Errichtung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes verfolgt werden und in Artikel 2 § 1 des Entwurfs klar definiert werden, lassen sich wie folgt zusammenfassen:

— einerseits effektiv zu einer besseren Zusammenarbeit und Koordination der allgemeinen Polizeidienste, das heißt der Gendarmerie, der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft und der Gemeindepolizei, beitragen und nach Möglichkeit Doppelarbeit vermeiden,

— andererseits den Minister der Justiz und den Minister des Innern im Rahmen der ihnen durch Artikel 9 des Gesetzes vom 5. August 1992 anvertrauten Aufträge, nämlich der Koordinierung der allgemeinen Polizeipolitik und der Verwaltung der vorerwähnten Polizeidienste, unterstützen.

Der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst, so wie er im vorliegenden Entwurf konzipiert ist, muß als eine Koordinationsstruktur betrachtet werden, die neben dem Verwaltungsrat und dem Direktionsrat vier Abteilungen (siehe Artikel 2 § 2 des Entwurfs) umfassen wird: die Abteilung «operative Unterstützung», die Abteilung «internationale polizeiliche Zusammenarbeit», die Abteilung «Telematik» und die Abteilung «Unterstützung in Sachen Polizeipolitik».

In die ersten zwei Abteilungen werden Dienste aufgenommen, die zur Zeit bereits Aufträge zugunsten aller Polizeidienste ausführen. Dies ist der Fall für die Dienste des Generalkommissariats der Gerichtspolizei, die in den Artikeln 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 2. September 1991 über das Generalkommissariat der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft aufgezählt werden (1), für bestimmte Sondereinheiten der Gendarmerie (der Dienst für die Identifizierung der Opfer von Katastrophen und der nationale Dienst für falsche und gefälschte Identitätsdokumente) und für die gemischte Antiterrorgruppe, die durch den Königlichen Erlaß vom 17. Oktober 1991 errichtet worden ist, außer in bezug auf die in Artikel 2 Nr. 2 und 5 dieses Erlasses erwähnten Aufträge.

Die Dienste, die im Rahmen der vor kurzem vom Parlament ratifizierten Verträge (Schengen und Maastricht) errichtet werden beziehungsweise errichtet worden sind, werden ebenfalls in die zweite Abteilung aufgenommen. Dies ist der Fall für die Dienste NSIS und SIRENE, die den Gegenstand des interministeriellen Protokolls vom 9. August 1991 über die Inbetriebnahme des im Übereinkommen zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vorgesehenen Informationssystems bilden.

In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, daß Artikel 4 § 1 Nr. 6 des Entwurfs die Mitwirkung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes beim Auf- und Ausbau der im Rahmen von internationalen Abkommen über polizeiliche Zusammenarbeit errichteten internationalen Kontakt- und Koordinationsstellen garantiert.

Durch diese Bestimmung soll überprüft werden können, ob jeder allgemeine Polizeidienst bei der Arbeit der vorerwähnten Kontakt- und Koordinationsstellen wie seinesgleichen behandelt wird.

In bezug auf Artikel 4 § 1 Nr. 5 des Entwurfs sei darauf hingewiesen, daß die Minister die vorbereitenden Arbeiten zu den in dieser Bestimmung erwähnten Abkommen organisieren. Sie können den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst hierin einbeziehen, wenn die Angelegenheit verschiedene Polizeidienste betrifft.

All dies ist in den Artikeln 3 und 4 des Entwurfs, in denen auch die Aufträge der beiden Abteilungen bestimmt werden, und in Artikel 14 § 1 zu finden.

Bestimmte Dienste, die bereits jetzt im Bereich der Unterstützung in Sachen Polizeipolitik tätig sind, namentlich der Dienst Polizeistatistik und der Dienst Fünfeck-Beratung, die noch vom Ministerium des Innern abhängen, werden in die Abteilung «Unterstützung in Sachen Polizeipolitik» eingegliedert.

Dies ist in Artikel 6, in dem zudem die Aufträge dieser Abteilung beschrieben werden, und in Artikel 14 § 1 des Entwurfs zu finden.

In bezug auf die Abteilung «Telematik» und die Ausbildungsproblematik beschränkt man sich in den Artikeln 5 und 7 des Entwurfs auf eine Beschreibung der anzustrebenden Ziele, die in Anlehnung an das in Artikel 2 § 1 des Entwurfs definierte erste allgemeine Ziel zu verstehen sind. Dies ist auch logisch, da in diesen Bereichen noch kein spezifischer Dienst tätig ist.

In Artikel 14 § 1 Absatz 3 des Entwurfs wird dem Minister des Innern und dem Minister der Justiz jedoch die Befugnis erteilt, die Dienste zu bestimmen, die der Abteilung «Telematik» unterstehen werden. Daran läßt sich die Absicht, mit vorliegendem Entwurf schrittweise vorzugehen, deutlich ablesen.

Aus vorangehenden Darlegungen geht ganz klar hervor, daß der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst in erster Linie als ein Dienst der Polizeidienste für die Polizeidienste, insbesondere die allgemeinen Polizeidienste, angesehen werden muß.

Deshalb hat man sich dafür entschieden, den Vertretern dieser Polizeidienste, natürlich unter der Amtsgewalt des Ministers der Justiz und des Ministers des Innern und unbeschadet der Befugnisse der Gerichtsbehörden, die Verwaltung dieses allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes anzuvertrauen. Zu diesem Zweck sind zwei Verwaltungsorgane errichtet worden: der Verwaltungsrat und der Direktionsrat, der ihm für die tägliche Geschäftsführung beisteht. Dies ist in Artikel 8 des Entwurfs zu finden.

Angesichts der Bedeutung der neuen Einrichtung wird der Verwaltungsrat aufgrund von Artikel 9 Absatz 1 des Entwurfs aus den Korpschefs der Gendarmerie und der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft und aus einem Hauptkommissar der Gemeindepolizei zusammengesetzt sein. Der Hauptauftrag des Verwaltungsrates und die Hauptbefugnisse, die ihm in diesem Rahmen erteilt werden, werden im zweiten und dritten Absatz dieses Artikels präzisiert. Es wird natürlich auch vom Verwaltungsrat erwartet, daß er den zuständigen Ministern regelmäßig Bericht über die Arbeitsweise des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes erstattet.

Zusammensetzung und Hauptbefugnisse des Direktionsrates werden durch Artikel 10 des Entwurfs, in dem auch Mitarbeiter sowie Verwaltungs- und technisches Personal vorgesehen werden, geregelt. Diese Personalmitglieder werden so schnell wie möglich eingestellt. Dies ist für eine reibungslose Arbeitsweise des Rates erforderlich.

Es ist wichtig, darauf hinzuweisen, daß sowohl der Verwaltungsrat als auch der Direktionsrat kollegiale Organe sein werden, die durch Konsens beschließen werden. Kann innerhalb des Verwaltungsrates kein Konsens erzielt werden, muß der Vorsitzende den zuständigen Ministern das Problem zur Entscheidung vorlegen. Entsteht die gleiche Situation innerhalb des Direktionsrates, muß der Vorsitzende dem Verwaltungsrat die Angelegenheit vorlegen.

In den Artikeln 11 bis 13 des Entwurfs werden auf pragmatische Weise die Beziehungen zwischen dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst und den Behörden geregelt, die in den Bereichen, in denen vorerwählter Dienst tätig sein wird, zuständig sind. Bei diesen Behörden handelt es sich in erster Linie um die beiden für die Polizeipolitik verantwortlichen Minister, aber auch um die Generalprokuratoren, den in Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 2. September 1991 über das Generalkommissariat der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft erwähnten nationalen Magistrat, die anderen Gerichtsbehörden und den Generaldirektor der Allgemeinen Polizei des Königreichs.

Damit die Verwaltungsorgane des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes die ihnen durch vorliegenden Entwurf anvertrauten Aufträge korrekt erfüllen können und in die Verantwortung einbezogen werden, werden die Beziehungen zwischen dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst und den vorerwählten Behörden in der Regel über diese Verwaltungsorgane laufen. Dies ist für die reibungslose Arbeit dieser neuen Einrichtung unverzichtbar.

Durch die Bestimmungen von Artikel 14 § 1 des Entwurfs soll, wie bereits oben erwähnt, der Übergang von der bestehenden Situation zu den neuen Strukturen leichter vonstatten gehen und der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst progressiv aufgebaut werden.

Paragraph 2 desselben Artikels betrifft das Personal, das dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst untersteht. Es ist ganz klar, daß hiermit in erster Linie die Personalmitglieder (Polizeibeamte und andere) gemeint sind, die bereits jetzt den Diensten angehören, die den in Artikel 2 § 2 des Entwurfs erwähnten vier Abteilungen unterstehen werden, einschließlich des in Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 2. September 1991 über das Generalkommissariat der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft erwähnten Verwaltungs- und technischen Personals. Hierbei soll jedoch auch in den bereits bestehenden oder noch einzurichtenden Diensten der jeweiligen Abteilungen eine ausgeglichene Besetzung mit spezialisierten Polizeibeamten und nichtpolizeilichen Beamten angestrebt werden.

In bezug auf die bestehenden Dienste, die zur Zeit oft ausschließlich oder hauptsächlich Polizeibeamte eines bestimmten Polizeidienstes umfassen, wird eine der ersten Aufgaben des Verwaltungsrates darin bestehen, diesbezüglich bei den zuständigen Ministern die nötigen konkreten Vorschläge aufgrund einer eingehenden Analyse des bestehenden Bedarfs einzureichen.

Im Hinblick auf einen effektiven Start und eine effiziente Arbeitsweise des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes muß das oben erwähnte Personal natürlich so schnell wie möglich eingestellt werden.

Der Direktionsrat wird ebenfalls Verwaltungs- und technisches Personal sowie Mitarbeiter (siehe Artikel 10 § 5 des Entwurfs) erhalten müssen.

Da dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst im vorliegenden Entwurf keine direkten Befugnisse zur Anwerbung und Ernennung von Personal erteilt werden können (hierzu ist ein Gesetz erforderlich), wird das Personal dieses Dienstes entweder bestellt (beispielsweise Personalmitglieder der Gendarmerie, die einem in Artikel 3 § 2 Nr. 8 und 9 des Entwurfs erwähnten Dienst angehören) oder entsandt (beispielsweise Mitglieder der Dienste, die zur Zeit dem Generalkommissariat angehören) oder zur Verfügung gestellt wird (beispielsweise das nichtpolizeiliche Personal der verschiedenen Polizeidienste oder auch die Mitarbeiter und das Verwaltungs- und technische Personal des Direktionsrates).

Dies sind die Leitlinien des Entwurfs, den wir die Ehre haben, Eurer Majestät zur Billigung vorzulegen, und der einen fundamentalen Ansatz für eine bessere Arbeitsweise des belgischen Polizeisystems bilden sollte.

Nachstehend werden einige Artikel des Entwurfs, die noch einige Präzisionen erfordern, zum besseren Verständnis kurz kommentiert.

Art. 3 - In bezug auf das Zentralbüro der nationalen und internationalen Dokumentation in Sachen Kriminalpolizei (§ 2 Nr. 1) muß darauf hingewiesen werden, daß dieses Büro so ausgebaut werden muß, daß nur noch eine Zentraldokumentation übrigbleibt, die imstande ist, die auf dieser Dokumentation basierenden polizeilichen Datenverarbeitungssysteme zu speisen. In bezug auf diese Datenverarbeitungssysteme muß zudem der wichtige Auftrag, der der Abteilung «Telematik» aufgrund von Artikel 5 zufällt, hervorgehoben werden.

Art. 4 - Durch Paragraph 1 Nr. 3 soll hauptsächlich dafür gesorgt werden, daß die allgemeinen Polizeidienste als solche bei Versammlungen im Ausland, z. B. im Rahmen internationaler Verträge, als Ganzes durch diejenigen vertreten werden können, der hierzu als am besten geeignet gilt. Es kommt zur Zeit häufig vor, daß Vertreter verschiedener allgemeiner Polizeidienste diesen Versammlungen beiwohnen. Artikel 10 § 2 Absatz 3 des Entwurfs muß im selben Zusammenhang gesehen werden. Diese Bestimmungen beeinträchtigen selbstverständlich nicht die Befugnisse der beiden Minister, die entscheiden können, wen sie selbst zu internationalen Versammlungen schicken wollen, und die den Verwaltungsorganen des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes im Rahmen der verfolgten Politik diesbezügliche Richtlinien erteilen können.

Art. 6 - In bezug auf den in Artikel 6 § 1 Nr. 1 und § 2 Nr. 1 erwähnten Dienst Polizeistatistik ist es wichtig, darauf hinzuweisen, daß die für die Polizeipolitik der föderalen Regierung relevanten Daten vor allem allgemeine Daten sind, die als Grundlage für die Ausarbeitung einer Vorbeugungs- und Ermittlungspolitik dienen sollen. Es handelt sich also um Daten, die nicht zu operativen Zwecken dienen.

Art. 7 - Durch diesen Artikel soll ein Prozeß in Gang gebracht werden, durch den sowohl die Grundausbildung als auch die zusätzliche Ausbildung und Weiterbildung, die die Mitglieder der drei allgemeinen Polizeidienste zur Zeit erhalten, nach und nach dort, wo es möglich ist, besser aufeinander abgestimmt werden und jeweils für die Mitglieder der verschiedenen Dienste zugänglicher werden.

Unter Grundausbildung versteht man die Ausbildung, die die Bewerber nach ihrer Anwerbung erhalten; mit der zusätzlichen Ausbildung ist die Ausbildung gemeint, die zur Ausübung bestimmter neuer Funktionen erteilt wird (z. B.: Motorradfahrer, Reiter); mit der Weiterbildung ist die Ausbildung gemeint, die die Personalmitglieder, die bereits im Dienst sind, in regelmäßigen Abständen erhalten, um «auf dem laufenden zu bleiben» (so haben unter anderem vor kurzem alle Polizeibeamten eine Ausbildung anlässlich des Inkrafttretens des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt erhalten).

Art. 9 - Aufgrund von Absatz 3 Nr. 4 dieses Artikels fällt es dem Verwaltungsrat zu, die Richtlinien zu beschreiben, die den Polizeidiensten erteilt werden können, damit die verschiedenen Abteilungen des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes ihre Aufträge erfüllen können. Dies ist für die korrekte Arbeitsweise dieses Dienstes unentbehrlich.

Natürlich müssen diese Richtlinien jedoch von den diesbezüglich zuständigen Behörden in verbindliche Vorschriften umgesetzt werden. Für die Gendarmerie und die Gerichtspolizei kann dies in der Regel von den jeweiligen Korpschefs getan werden, unbeschadet der Befugnisse der beiden Minister und der Gerichtsbehörden. Für die Gemeindepolizei wird hauptsächlich der Minister des Innern eine wichtige Rolle spielen, während für die anderen Polizeidienste auch die für sie zuständigen Minister herangezogen werden müssen.

Art. 10 - Die Regeln über die Bestimmung der Mitglieder des Direktionsrates gelten natürlich auch, wenn ihr aus dem einen oder anderen Grund ein Ende gesetzt wird (zum Beispiel: auf Antrag des Betroffenen oder im Interesse des Dienstes).

In diesem Fall wird eine neue Person im Prinzip für die restliche Amtszeit bestimmt.

Für das Mitglied der Gemeindepolizei muß natürlich vermieden werden, daß es zu irgendeinem Zeitpunkt in sein Polizeikorps zurückgerufen werden kann.

Art. 14 - Die Bestimmungen dieses Artikels müssen, wie bereits erwähnt, den beiden zuständigen Ministern ermöglichen, den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst progressiv einzurichten. Bei ihren Entscheidungen werden sie natürlich jede Stellungnahme einholen, die sie für nützlich halten. So wird der Minister der Justiz natürlich die Generalprokuratoren jedesmal zu Rate ziehen, wenn die Entscheidung den Bereich der Gerichtspolizei betrifft (so zum Beispiel: bei der Bestimmung bestimmter Abteilungsleiter und der Einstellung von Personal bei den bereits bestehenden Diensten, die den Abteilungen «operative Unterstützung» und "internationale polizeiliche Zusammenarbeit" unterstehen werden).

Insbesondere in bezug auf die Absätze 2 und 3 von § 1 werden beide Minister natürlich die Aufträge der verschiedenen Abteilungen, so wie sie in den Artikeln 3 bis 6 des Entwurfs beschrieben werden, berücksichtigen.

In bezug auf die Absätze 4 und 5 von § 1 ist klar, daß die Bestimmung eines Mitglieds eines allgemeinen Polizeidienstes zum Leiter einer der Abteilungen nicht notwendigerweise zur Folge hat, daß bei seiner späteren Ersetzung ein Mitglied desselben allgemeinen Polizeidienstes zum Leiter dieser Abteilung bestimmt werden muß.

Zu den in § 2 erwähnten Personen gehören insbesondere die Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe 1, die sozialwissenschaftliche Forschungen im Rahmen des Dienstes Polizeistatistik oder des Dienstes Fünfeck-Beratung durchführen und weiterhin als Sachverständige betrachtet werden, die eine klar definierte Tätigkeit im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 1. Februar 1993 zur Bestimmung der zusätzlichen oder spezifischen Aufgaben in den Verwaltungen und anderen öffentlichen Diensten der Ministerien sowie in bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses ausüben.

Selbstverständlich werden die Personalmitglieder in ihrem ursprünglichen Dienst nach den für diesen Dienst geltenden Bestimmungen angeworben und danach dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst zur Verfügung gestellt.

Schließlich muß in bezug auf § 3 hervorgehoben werden, daß die Mitglieder des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes in erster Linie Mitglieder dieses Dienstes sind, und zwar ungeachtet des Korps, dem sie angehören. Dies bedeutet, daß ein vollkommen neutrales Verhalten bei der Ausführung ihrer Aufträge und insbesondere bei ihren Kontakten nach außen von ihnen erwartet wird.

Wir haben die Ehre,

Sire,
die getreuen und ehrerbietigen Diener
Eurer Majestät
zu sein.

Der Vizepremierminister,
Minister der Justiz und der Wirtschaftsangelegenheiten,
M. WATHELET

Der Minister des Innern und des Öffentlichen Dienstes
L. TOBACK

—
Note

(1) Das Zentralbüro der nationalen und internationalen Dokumentation in Sachen Kriminalpolizei, der Dienst, der mit der Verwaltung und Verbreitung des zentralen Personenbeschreibungsblattes beauftragt ist, der Dienst, der mit den Beziehungen mit ausländischen Polizeibehörden und Polizeidiensten im Rahmen der internationalen kriminalpolizeilichen Organisation (Interpol) beauftragt ist, das nationale Zentralbüro von Interpol, der Dienst, der beauftragt ist, Mitteilungen auf Antrag der Gerichtsbehörde bekanntzugeben, die zentralen Ämter, die auf die Bekämpfung des organisierten Verbrechens, insbesondere der Falschmünzerei und des illegalen Drogenhandels, spezialisiert sind, der Dienst für die gerichtliche Identifizierung, der Dienst für die gerichtliche Identifizierung von Waffen und Munition, der Dienst, der mit der Informationsaufgabe beauftragt ist, die Belgien auf internationaler Ebene in bezug auf den Menschenhandel, die Prostitution und ihre Betreibung zu verrichten hat, und das zentrale Waffenregister.

11. JULI 1994 — Königlicher Erlaß über den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund der Artikel 37 und 107 Absatz 2 der Verfassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 7. April 1919 zur Einführung von Gerichtsoffizieren und -bediensteten bei der Staatsanwaltschaft, insbesondere der Artikel 5 und 6, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Juli 1964;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, insbesondere der Artikel 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. September 1991 über das Generalkommissariat der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft, insbesondere der Artikel 3, 4, 5, 11, 12 und 14;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. September 1991 zur Ausführung des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition, insbesondere der Artikel 28 bis 30;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 1991 über die gemischte Antiterrorgruppe, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 8. Januar 1992;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 1991 über die Laboratorien für polizeitechnische und -wissenschaftliche Arbeit, insbesondere der Artikel 1 und 2;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß so schnell wie möglich Maßnahmen zur Anwendung der Artikel 8 und 9 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt getroffen werden müssen, damit die Arbeitsweise und die Koordination der allgemeinen Polizeidienste verbessert werden können;

In der Erwägung, daß es demnach angebracht ist, so schnell wie möglich die Koordinationsstruktur, die für eine bessere Arbeitsweise der besagten Polizeidienste unentbehrlich ist, zu errichten;

In der Erwägung, daß zudem die Abteilung "internationale polizeiliche Zusammenarbeit" unverzüglich eingesetzt werden muß, damit sie die Aufträge, die angesichts der internationalen Verpflichtungen Belgiens in dieser Angelegenheit unentbehrlich sind, erfüllen kann;

In der Erwägung, daß es auch erforderlich ist, so schnell wie möglich über einen Dienst zu verfügen, der imstande ist, Stellungnahmen zu Informatik- und Kommunikationsprojekten abzugeben, für die unverzüglich wichtige Beschlüsse zu fassen sind;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Justiz und Unseres Ministers des Innern,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. "allgemeiner Polizeiunterstützungsdienst": die in Artikel 2 erwähnte Koordinationsstruktur,
2. "Polizeidienste": die in Artikel 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Regelung der Kontrolle über die Polizei- und Nachrichtendienste erwähnten Dienste,
3. "allgemeine Polizeidienste": die in Artikel 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt erwähnten Polizeidienste,
4. "Minister": den Minister der Justiz und den Minister des Innern.

KAPITEL II — *Organisation des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes*

Abschnitt 1 — Zusammensetzung und Aufträge des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes

Art. 2 - § 1 - Zugunsten der Polizeidienste wird eine Koordinationsstruktur errichtet, die "allgemeiner Polizeiunterstützungsdienst" genannt wird. Dieser Dienst ist beauftragt, einerseits zu einer besseren Zusammenarbeit und Koordination der allgemeinen Polizeidienste und andererseits zu einer besseren Koordination der allgemeinen Politik der Minister in Sachen Polizeiwesen und Verwaltung der vorerwähnten Polizeidienste beizutragen.

§ 2 - Der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst umfaßt außer dem Verwaltungsrat und dem Direktionsrat folgende Abteilungen:

1. die Abteilung "operative Unterstützung",
2. die Abteilung "internationale polizeiliche Zusammenarbeit",
3. die Abteilung "Telematik",
4. die Abteilung "Unterstützung in Sachen Polizeipolitik".

Art. 3 - § 1 - Die Abteilung "operative Unterstützung" ist beauftragt, aus eigener Initiative oder auf Ersuchen dafür zu sorgen, daß die Polizeidienste über die in § 2 erwähnten Dienste eine koordinierte, rasche und punktuelle Unterstützung bei der Erfüllung ihrer operativen Aufgaben erhalten.

§ 2 - Der Abteilung "operative Unterstützung" unterstehen:

1. das Zentralbüro der nationalen und internationalen Dokumentation in Sachen Kriminalpolizei,
2. der Dienst, der mit der Verwaltung und Verbreitung des zentralen Personenbeschreibungsblattes beauftragt ist,
3. der Dienst, der beauftragt ist, Mitteilungen auf Antrag der Gerichtsbehörde bekanntzugeben,
4. die zentralen Ämter, die auf die Bekämpfung des organisierten Verbrechens, insbesondere der Falschmünzerei, des illegalen Drogenhandels und der organisierten Wirtschafts- und Finanzkriminalität («Zentrales Amt zur Bekämpfung der organisierten Wirtschafts- und Finanzkriminalität»), spezialisiert sind.

5. der Dienst für die gerichtliche Identifizierung, unbeschadet des Artikels 2 des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 1991 über die Laboratorien für polizeitechnische und -wissenschaftliche Arbeit,
6. der Dienst für die gerichtliche Identifizierung von Waffen und Munition,
7. das zentrale Waffenregister,
8. der Dienst für die Identifizierung der Opfer von Katastrophen,
9. der nationale Dienst für falsche und gefälschte Identitätsdokumente,
10. die gemischte Antiterrorgruppe, für die Ausführung der in Artikel 2 Nr. 1, 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 1991 über die gemischte Antiterrorgruppe erwähnten Aufgaben und für die spezifischen internationalen Verbindungen im Sinne von Nr. 6 dieses Artikels, sofern sie die in den Nummern 1 und 3 dieses Artikels erwähnten Tätigkeiten betreffen,
11. ein Übersetzungsdienst.

Art. 4 - § 1 - Die Abteilung "internationale polizeiliche Zusammenarbeit" ist beauftragt:

1. eine gemeinsame Kontaktstelle aller allgemeinen Polizeidienste für alle ausländischen Korrespondenten zu errichten,
2. die Tätigkeiten der in § 2 erwähnten Dienste zu koordinieren,
3. die Vertretung der gesamten allgemeinen Polizeidienste im Ausland zu organisieren,
4. die Polizeidienste über die geschlossenen Abkommen und über die sie betreffenden Auskünfte zu informieren,
5. sich an der Vorbereitung der Abkommen über internationale polizeiliche Zusammenarbeit zu beteiligen,
6. dafür zu sorgen, daß die in Ausführung von internationalen Abkommen über polizeiliche Zusammenarbeit errichteten beziehungsweise zu errichtenden Kontakt- und Koordinationsstellen ihre Aufgabe zugunsten aller allgemeinen Polizeidienste erfüllen.

§ 2 - Der Abteilung "internationale polizeiliche Zusammenarbeit" unterstehen:

1. der Dienst, der mit den Beziehungen mit ausländischen Polizeibehörden und Polizeidiensten im Rahmen der internationalen kriminalpolizeilichen Organisation ("Interpol") beauftragt ist,
2. das nationale Zentralbüro von Interpol,
3. der Dienst, der mit der Informationsaufgabe beauftragt ist, die Belgien auf internationaler Ebene in bezug auf den Menschenhandel, die Prostitution und ihre Betreibung zu verrichten hat,
4. die zentrale Stelle, die mit der in Artikel 39 § 3 des Übereinkommens zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen erwähnten grenzüberschreitenden polizeilichen Zusammenarbeit beauftragt ist, sowie die in Artikel 40 erwähnte Behörde und, sofern es sich um operative Angelegenheiten handelt, die in Artikel 46 dieses Übereinkommens erwähnte zentrale Stelle,
5. der in Artikel 92.2 des obenerwähnten Übereinkommens zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 erwähnte nationale Teil des Schengener Informationssystems ("NSIS") und die in Artikel 108 dieses Übereinkommens erwähnte Stelle, die als Zentrale für den nationalen Teil des Schengener Informationssystems zuständig ist ("SIRENE"),
6. die nationale Zentralbehörde Europol,
7. der Dienst, der mit der funktionalen Verwaltung der belgischen Verbindungsoffiziere im Ausland und den Beziehungen mit ihnen beauftragt ist und als internationale Kontaktstelle für die ausländischen Verbindungsoffiziere in Belgien dient.

Art. 5 - Die Abteilung "Telematik" ist beauftragt:

1. aus eigener Initiative oder auf Ersuchen Stellungnahmen abzugeben über:
 - a) die Koordination der bereits bestehenden oder in Entwicklung befindlichen allgemeinen operativen Informatik- und Telekommunikationsanwendungen, damit diese Anwendungen besser aufeinander abgestimmt werden und überflüssige Anwendungen vermieden werden,
 - b) die Entwicklung neuer allgemeiner operativer Informatik- und Telekommunikationsanwendungen und den Erwerb der dazu erforderlichen Hard- und Software. Diese Stellungnahme ersetzt diejenige, die in Artikel 10 § 1 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1991 über die Politik der Informatisierung der öffentlichen Dienste erwähnt ist,

mit dem Endziel, für alle allgemeinen Polizeidienste eine gemeinsame Telematikarchitektur zu entwickeln, die dem spezifischen Bedarf jedes einzelnen allgemeinen Polizeidienstes gerecht wird.

2. unbeschadet der Zuständigkeiten der anderen Behörden und Stellen, im Rahmen der in Nr. 1 Buchstabe b) erwähnten Informatik- und Telekommunikationsanwendungen für die Achtung und den Schutz des Privatlebens zu sorgen.

Art. 6 - § 1 - Die Abteilung "Unterstützung in Sachen Polizeipolitik" ist beauftragt:

1. was den Dienst Polizeistatistik betrifft:
 - a) zuverlässige, relevante und allgemein verwendbare Instrumente zu entwickeln, damit die in § 2 Nr. 1 erwähnten Daten auf einheitliche und integrierte Weise zusammengetragen werden,
 - b) die bereits verfügbaren sowie die mit Hilfe der neu entwickelten Instrumente gesammelten Daten zusammenzutragen,
 - c) die zusammengetragenen Daten zu verarbeiten und zu analysieren, um zur Vorbeugungs- und Ermittlungspolitik beizutragen und den Ministern sowie den zuständigen Behörden und Diensten die daraus hervorgehenden Ergebnisse zur Verfügung zu stellen.

2. was den Datenaustauschdienst betrifft, dafür zu sorgen, daß die bei einem Polizeidienst verfügbaren Daten, die für einen oder mehrere andere Polizeidienste, die Staatsanwaltschaft oder die zuständigen Dienste der beiden Ministerien von Nutzen sind, eingesehen werden können und daß jeder von diesen Stellen ausgehenden Bitte um zweckdienliche Daten so gut wie möglich entsprochen wird,

3. was den Dienst Fünfeck-Beratung betrifft:

a) die Fünfeck-Beratung zu fördern und zu unterstützen,

b) eine allgemeine Auswertung dieser Beratung zu erstellen und sie den Ministern und den von der Fünfeck-Beratung im Sinne von Artikel 10 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt betroffenen Behörden und Diensten zur Verfügung zu stellen.

§ 2 - Der Abteilung "Unterstützung in Sachen Polizeipolitik" unterstehen:

1. der Dienst Polizeistatistik, der beauftragt ist mit der Sammlung, der Verarbeitung und der Analyse der für die Polizeipolitik relevanten Daten über:

a) die morphologischen Aspekte der Polizeidienste,

b) die Art, das Ausmaß und die Auswirkungen wichtiger Ereignisse, die verwaltungspolizeiliche Maßnahmen erfordern, und der von den Polizeidiensten getroffenen Maßnahmen, die von diesen Diensten registriert werden,

c) die Art, das Ausmaß und die Auswirkungen der Kriminalität und der Kriminalitätsbekämpfung, die von den Polizeidiensten registriert werden,

2. der Datenaustauschdienst, der beauftragt ist, den Austausch von Daten zu fördern, die bei den Polizeidiensten in irgendeiner Form verfügbar und im Rahmen der Vorbeugungs- oder der Ermittlungspolitik von Nutzen sind,

3. der Dienst Fünfeck-Beratung, der beauftragt ist, die in Artikel 10 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt erwähnte Fünfeck-Beratung zu fördern, zu unterstützen und zu ihrer Auswertung beizutragen.

Art. 7 - Der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst ist ebenfalls beauftragt:

1. zu ermitteln, wie und in welchem Maße die einzelnen Ausbildungsprogramme der allgemeinen Polizeidienste aufeinander abgestimmt werden können oder in gemeinsame Programme umgewandelt werden können und ob Programmteile für verbindlich erklärt werden können,

2. Kontakte zwischen den verschiedenen Schuldirektionen im Hinblick auf den Austausch von Programmen, pädagogischen Richtlinien, Lehrern und Schülern zu unterstützen,

mit dem Ziel, das Niveau der Ausbildung der Polizeibeamten auf koordinierte Weise anzuheben und die operative Koordination zu fördern.

Dieser Auftrag wird unter der Leitung eines der Direktoren des Direktionsrates ausgeführt.

Abschnitt 2 — Amtsgewalt über den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst und allgemeine Verwaltung dieses Dienstes

Art. 8 - Der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst untersteht für die Ausübung der verwaltungspolizeilichen Aufträge der Amtsgewalt des Ministers des Innern, durch Vermittlung des Verwaltungsrates und des Direktionsrates.

Unbeschadet der eigenen Zuständigkeiten der Gerichtsbehörden untersteht der allgemeine Polizeiunterstützungsdienst für die Ausübung der gerichtspolizeilichen Aufträge der Amtsgewalt des Ministers der Justiz, durch Vermittlung des Verwaltungsrates und des Direktionsrates.

Die allgemeine Verwaltung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes wird unter der Amtsgewalt der Minister vom Verwaltungsrat wahrgenommen, dem für die tägliche Geschäftsführung der Direktionsrat beisteht.

Art. 9 - Der Verwaltungsrat ist ein kollegiales Organ, das sich zusammensetzt aus dem Kommandanten der Gendarmerie, dem Offizier-Generalkommissar für gerichtliche Aufträge und einem vom Minister des Innern nach Stellungnahme des Ministers der Justiz bestimmten Hauptkommissar der Gemeindepolizei.

Der Verwaltungsrat ist beauftragt, die allgemeine Aufsicht über den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst auszuüben und sämtliche Maßnahmen, die zur Verwirklichung der Ziele und zur Verbesserung der Organisation und der Arbeitsweise des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes beitragen können, zu ergreifen oder sie den Ministern vorzuschlagen.

In diesem Rahmen hat der Verwaltungsrat insbesondere folgende Befugnisse:

1. Er beschreibt unbeschadet des Artikels 10 § 2 die Aufgaben des Direktionsrates, seiner Mitglieder und der Leiter der in Artikel 2 aufgeführten Abteilungen.

2. Er kann dem Direktionsrat einen spezifischen Auftrag erteilen.

3. Auf Vorschlag des Direktionsrates bestimmt er die Leiter der verschiedenen Dienste, die den Abteilungen unterstehen, und bestimmt ihre Aufgaben.

4. Er beschreibt auf Vorschlag des Direktionsrates die Richtlinien, die den Polizeidiensten erteilt werden können, damit die Abteilungen ihre Aufträge erfüllen können.

5. Er wird anlässlich jedes Vorschlags zur Abänderung des vorliegenden Erlasses vorher zu Rate gezogen.

6. Er arbeitet die in Artikel 8 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt erwähnten ausdrücklichen Vereinbarungen aus, damit die dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst anvertrauten Aufträge ausgeführt werden können.

Der Vorsitz des Verwaltungsrates wird auf Beschluß der Minister für einen Zeitraum von drei Jahren vom Inhaber eines der in Absatz 1 erwähnten Ämter geführt. Der Vorsitz darf nicht für zwei aufeinanderfolgende Zeiträume vom Inhaber desselben Amtes geführt werden.

Der Vorsitzende beruft den Verwaltungsrat jedesmal, wenn er es für nötig hält, auf Antrag eines Mitglieds und mindestens einmal im Monat ein.

Der Verwaltungsrat gibt sich eine Geschäftsordnung. Diese regelt die Angelegenheiten in bezug auf die Arbeitsweise des Verwaltungsrates, die nicht durch den vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, und wird von den Ministern gebilligt.

Art. 10 - § 1 - Der Direktionsrat ist ein kollegiales Organ, das drei Direktoren umfaßt: einen Generaloffizier oder höheren Offizier der Gendarmerie, einen Offizier-beigeordneten Generalkommissar für gerichtliche Aufträge oder Offizier-leitenden Kommissar für gerichtliche Aufträge oder Offizier-Hauptkommissar erster Klasse für gerichtliche Aufträge und einen Hauptkommissar oder Kommissar der Gemeindepolizei.

Sie werden im gemeinsamen Einvernehmen von den Ministern für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren bestimmt, die beiden ersteren auf Vorschlag ihres Korpschefs.

Der Vorsitz des Direktionsrates wird auf Beschluß der Minister für einen Zeitraum von drei Jahren von einer der in Absatz 1 erwähnten Personen geführt.

Der Vorsitz darf nicht für zwei aufeinanderfolgende Zeiträume von einem Mitglied desselben allgemeinen Polizeidienstes und auch nicht von einem Mitglied, das dem allgemeinen Polizeidienst angehört, dem auch der Vorsitzende des Verwaltungsrates angehört, geführt werden.

§ 2 - Der Direktionsrat ist mit der täglichen Geschäftsführung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes beauftragt.

In diesem Rahmen:

1. übt er eine Kontrolle aus über die Art und Weise, wie die in Artikel 2 erwähnten Abteilungen ihre Aufträge, die in den Artikeln 3 § 1, 4 § 1, 5 und 6 § 1 näher beschrieben sind, ausführen und erstattet dem Verwaltungsrat hierüber Bericht,

2. formuliert er Stellungnahmen, Vorschläge und Empfehlungen zur Verbesserung der Arbeitsweise des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes und richtet sie an den Verwaltungsrat,

3. nimmt er die Vorschläge und Stellungnahmen der Abteilungsleiter entgegen und veranlaßt diesbezüglich das Nötige.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates vertritt der Direktionsrat oder sein Beauftragter den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst bei externen Besprechungen im In- und Ausland und erstattet dem Verwaltungsrat hierüber Bericht.

§ 3 - Der Vorsitzende des Direktionsrates verteilt die anfallenden Aufgaben.

Er ist zuständig für die Beziehungen mit dem Verwaltungsrat, von dem er die Aufträge erhält und dem er die Berichte, Stellungnahmen, Vorschläge und Empfehlungen des Direktionsrates übermittelt.

Er ist auch zuständig für die Beziehungen mit den in Abschnitt 3 erwähnten Behörden, von denen er gegebenenfalls die Aufträge erhält, und veranlaßt diesbezüglich das Nötige.

§ 4 - Der Direktionsrat gibt sich eine Geschäftsordnung. Diese regelt die Angelegenheiten in bezug auf die Arbeitsweise des Direktionsrates, die nicht durch den vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, und wird vom Verwaltungsrat gebilligt.

§ 5 - Der Direktionsrat wird von Mitarbeitern und von Verwaltungs- und technischen Personalmitgliedern unterstützt, deren Anzahl und erforderliche Qualifikationen im gemeinsamen Einvernehmen von den Ministern auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt werden.

Abschnitt 3 — Beziehungen mit den Behörden

Art. 11 - Die Minister richten ihre Untersuchungs- und Begutachtungsanträge im Zusammenhang mit dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst an den Verwaltungsrat.

In dringenden Fällen und für operative Angelegenheiten können sie sich direkt an den Direktionsrat wenden, der den Verwaltungsrat davon verständigt.

Art. 12 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 8 Absatz 2 richten die Generalprokuratoren ihre Vorschläge in bezug auf die Politik, die Organisation und die allgemeine Verwaltung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes an den Verwaltungsrat.

Der nationale Magistrat kann im Namen der Generalprokuratoren mit den Kontakten zu den Verwaltungsorganen des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes beauftragt werden.

Außer in dringenden Fällen richten die Gerichtsbehörden ihre punktuellen Aufträge und Anforderungen in Sachen Gerichtspolizei über den Direktionsrat an den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst.

Art. 13 - Der Generaldirektor der allgemeinen Polizei des Königreichs richtet seine Vorschläge in bezug auf die Politik, die Organisation und die allgemeine Verwaltung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes an den Verwaltungsrat.

Außer in dringenden Fällen richtet er seine punktuellen Aufträge in Sachen Verwaltungspolizei und in Angelegenheiten, mit denen der Minister des Innern die allgemeine Polizei des Königreichs beauftragt hat, über den Direktionsrat an den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst.

Abschnitt 4 — Sonderbestimmungen

Art. 14 - § 1 - Unbeschadet der Bestimmungen von § 2 bleiben die Organisation, die Arbeitsweise und die Aufträge der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Dienste, die den Abteilungen "operative Unterstützung", "internationale polizeiliche Zusammenarbeit" und "Unterstützung in Sachen Polizeipolitik" unterstehen, unverändert.

Die Minister bestimmen im gemeinsamen Einvernehmen und nach Stellungnahme des Verwaltungsrates die nähere Organisation, die Arbeitsweise und die Aufträge der anderen Dienste, die diesen Abteilungen unterstehen.

Sie bestimmen ebenfalls im gemeinsamen Einvernehmen und nach Stellungnahme des Verwaltungsrates die nähere Organisation, die Arbeitsweise und die Aufträge der Dienste, die der Abteilung "Telematik" unterstehen werden.

Sie bestimmen im gemeinsamen Einvernehmen und auf Vorschlag des Verwaltungsrates, der vorher die Stellungnahme des Direktionsrates einholt, die Leiter der in Artikel 2 erwähnten Abteilungen.

Die Leiter der in Artikel 2 Nr.1 und 2 erwähnten Abteilungen gehören nicht demselben allgemeinen Polizeidienst an.

§ 2 - Das Personal, das dem allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst untersteht, setzt sich zusammen aus:

1. spezialisierten Fahndungs- oder Polizeibeamten, die für diesen Dienst bestellt oder dorthin entsandt worden sind,

2. zur Verfügung gestellten statutarischen oder Vertragsbeamten, die keine Polizeibeamten sind, einschließlich des in Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 2. September 1991 über das Generalkommissariat der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft erwähnten Verwaltungs- und technischen Personals.

Sie unterliegen weiterhin ihrem ursprünglichen Statut und behalten all ihre Rechte auf Beförderung im Dienst, aus dem sie entsandt worden sind.

Der Verwaltungsrat wird den Ministern die nötigen Vorschläge in bezug auf die Zusammensetzung des Personals der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Dienste unterbreiten.

§ 3 - Die Mitglieder des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes üben ihr Amt zugunsten aller Polizeidienste aus.

KAPITEL III — Schluß- und Abänderungsbestimmungen

Art. 15 - Die Artikel 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 2. September 1991 über das Generalkommissariat der Gerichtspolizei bei der Staatsanwaltschaft werden aufgehoben.

In Artikel 14 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter: "insbesondere im Hinblick auf die Ausübung der in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Aufträge" gestrichen.

Art. 16 - Vorliegender Erlaß tritt am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, in Kraft.

Art. 17 - Unser Minister der Justiz und Unser Minister des Innern sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 11. Juli 1994

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Vizepremierminister,
Minister der Justiz und der Wirtschaftsangelegenheiten,

M. WATHELET

Der Minister des Innern und des Öffentlichen Dienstes

L. TOBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 24 maart 2000.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 mars 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Bijlage 2 - Annexe 2

MINISTERIUM DER WIRTSCHAFTSANGELEGENHEITEN UND MINISTERIUM DER JUSTIZ

11. JUNI 1998 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 1994 über den allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienst

ALBERT II., König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, insbesondere der Artikel 5, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 1994 über den allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienst, insbesondere der Artikel 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 und 14;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es angesichts der bevorstehenden Polizeireform und der problematischen Aspekte in der Arbeitsweise des allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienstes dringend erforderlich ist, die Verwaltungsinstanzen des allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienstes anzupassen, damit sie die ihnen anvertrauten Aufträge ordnungsgemäß erfüllen können;

In der Erwägung, daß der Verwaltungsrat des allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienstes verstärkt werden muß, damit er den Minister des Innern und den Minister der Justiz im Rahmen der ihnen durch Artikel 9 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt anvertrauten Aufträge, nämlich der Koordinierung der allgemeinen Polizeipolitik und der Verwaltung der allgemeinen Polizeidienste, besser unterstützen kann;

In der Erwägung, daß der Verwaltungsrat deshalb um einen Vertreter der Verwaltungsbehörden und einen Vertreter der Gerichtsbehörden, der vom Minister des Innern beziehungsweise vom Minister der Justiz bestimmt wird, erweitert werden muß;

In der Erwägung, daß eine Reform des Direktionsrates des besagten Dienstes vorgenommen werden muß, damit er die tägliche Geschäftsführung des allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienstes auf effizientere Weise wahrnehmen kann; daß sich in der Tat herausgestellt hat, daß die kollegiale Zusammensetzung des Direktionsrates, der normalerweise durch Konsens beschließt, bei der Beschlußfassung Probleme bereitet;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern und Unseres Ministers der Justiz,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - In Artikel 2 § 2, Artikel 8 Absatz 1, 2 und 3, Artikel 9 Absatz 3 Nr. 2, 3 und 4, Artikel 11 Absatz 2, Artikel 12 Absatz 3 und Artikel 13 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 1994 über den allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienst wird das Wort «Direktionsrat» beziehungsweise «Direktionsrates» durch das Wort «Direktor» beziehungsweise «Direktors» ersetzt.

In Artikel 7 letzter Absatz desselben Erlasses werden die Wörter «eines der Direktoren des Direktionsrates» durch die Wörter «des Direktors» ersetzt.

Art. 2 - Artikel 3 § 2 Nr. 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«4. die zentralen Ämter, die sich auf die Bekämpfung des organisierten Verbrechens, insbesondere der Falschmünzerei und des illegalen Drogenhandels, spezialisiert haben».

Art. 3 - In Artikel 3 § 2 wird Nr. 11 aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 4 § 2 wird eine Nr. 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt: «8. ein Übersetzungsdienst».

Art. 5 - Artikel 9 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «Der Verwaltungsrat ist ein kollegiales Organ, das sich zusammensetzt aus:

1. dem Kommandanten der Gendarmerie,
2. dem Generalkommissar der Gerichtspolizei,
3. einem Hauptkommissar der Gemeindepolizei, der vom Minister des Innern nach Stellungnahme des Ministers der Justiz bestimmt wird,
4. zwei Mitgliedern, die keine Polizeioffiziere sind, wobei der eine vom Minister des Innern und der andere vom Minister der Justiz bestimmt wird.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefaßt.»

Art. 6 - Artikel 9 Absatz 3 Nr. 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «1. Er beschreibt unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 § 2 die Aufgaben des Direktors und der Leiter der in Artikel 2 aufgeführten Abteilungen.»

Art. 7 - In Artikel 9 Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter «vom Inhaber eines der in Absatz 1 erwähnten Ämter» durch die Wörter «vom Inhaber eines in Absatz 1 Nr. 1, 2 und 3 erwähnten Amtes» ersetzt.

Art. 8 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Der Direktor wird im gemeinsamen Einvernehmen vom Minister des Innern und vom Minister der Justiz für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren bestimmt.

Wenn der Direktor Mitglied eines allgemeinen Polizeidienstes ist, darf das Amt des Direktors für die nächste Amtsperiode nicht von einem Mitglied desselben allgemeinen Polizeidienstes bekleidet werden. Der Direktor darf nicht demselben allgemeinen Polizeidienst angehören, dem auch der Vorsitzende des Verwaltungsrates angehört.

§ 2 - Der Direktor ist mit der täglichen Geschäftsführung des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes beauftragt.

In diesem Rahmen:

1. übt er eine Kontrolle aus über die Art und Weise, wie die in Artikel 2 erwähnten Abteilungen ihre Aufträge, die in den Artikeln 3 § 1, 4 § 1, 5 und 6 § 1 näher beschrieben sind, ausführen und erstattet dem Verwaltungsrat hierüber Bericht,

2. formuliert er Stellungnahmen, Vorschläge und Empfehlungen zur Verbesserung der Arbeitsweise des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes und richtet sie an den Verwaltungsrat,

3. nimmt er die Vorschläge und Stellungnahmen der Abteilungsleiter entgegen und veranlaßt diesbezüglich das Nötige.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates vertritt der Direktor oder sein Beauftragter den allgemeinen Polizeiunterstützungsdienst bei externen Besprechungen im In- und Ausland und erstattet dem Verwaltungsrat hierüber Bericht.

§ 3 - Der Direktor verteilt die anfallenden Aufgaben.

Er ist zuständig für die Beziehungen mit dem Verwaltungsrat, von dem er die Aufträge erhält und dem er seine Berichte, Stellungnahmen, Vorschläge und Empfehlungen übermittelt.

Er ist ebenfalls zuständig für die Beziehungen mit den in Abschnitt 3 erwähnten Behörden, von denen er gegebenenfalls die Aufträge erhält, und veranlaßt diesbezüglich das Nötige.

§ 4 - Der Direktor wird von Mitarbeitern und von Verwaltungs- und technischen Personalmitgliedern unterstützt, deren Anzahl und erforderliche Qualifikationen im gemeinsamen Einvernehmen von den Ministern auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt werden.»

Art. 9 - Artikel 14 § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Die Minister bestimmen im gemeinsamen Einvernehmen und nach Stellungnahme des Verwaltungsrates die nähere Organisation, die Arbeitsweise, die Aufträge und die Zusammensetzung des Personals der Dienste des Direktors und der Dienste, die den Abteilungen unterstehen.

Sie bestimmen im gemeinsamen Einvernehmen und auf Vorschlag des Verwaltungsrates, der vorher die Stellungnahme des Direktors einholt, die Leiter der in Artikel 2 erwähnten Abteilungen.

Die Leiter der in Artikel 2 Nr. 1 und 2 erwähnten Abteilungen gehören nicht demselben allgemeinen Polizeidienst an.»

In Artikel 14 § 2 wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 10 - Unser Minister des Innern und Unser Minister der Justiz sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 11. Juni 1998

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

L. TOBACK

Der Minister der Justiz

T. VAN PARYS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 24 maart 2000.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 mars 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2000 — 1379

[C — 2000/12392]

25 MEI 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de rustdagen als vermindering van de arbeidsduur, toegekend aan de werklieden tewerkgesteld door de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren, inzonderheid op artikel 2 vervangen bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 2000 betreffende de arbeidsduurvermindering in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werklieden en de werkgevers van de bouwsector onverwijld moeten worden verwittigd van de data van de rustdagen die in 2000 moeten toegekend worden voor de vermindering van de arbeidsduur, om zo het werk beter te kunnen organiseren,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren en op de werklieden die ze tewerkstellen.

Art. 2. De werklieden, bedoeld in artikel 1, hebben in 2000 recht op zes rustdagen als volgt vastgesteld :

- 21 april;
- 2 juni;
- 14 augustus;
- 2 november;
- 26 december;
- 27 december.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 4. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983, *Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 1983.

Wet van 29 december 1990, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991.
Koninklijk besluit van 15 maart 2000, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2000.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2000 — 1379

[C — 2000/12392]

25 MAI 2000. — Arrêté royal fixant les jours de repos accordés aux ouvriers occupés par des employeurs ressortissant à la Commission paritaire de la construction à titre de réduction de la durée du travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction, notamment l'article 2, remplacé par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 2000 relatif à la réduction de la durée du travail dans les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction;

Vu l'avis de la Commission paritaire de la construction;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose que les ouvriers et les employeurs du secteur de la construction soient avertis sans délai de la date des jours de repos qui doivent être accordés pour la réduction de la durée du travail en 2000, afin de pouvoir mieux organiser le travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction et aux ouvriers qu'ils occupent.

Art. 2. Les ouvriers, visés à l'article 1^{er}, ont droit en 2000 à six jours de repos fixés comme suit :

- 21 avril;
- 2 juin;
- 14 août;
- 2 novembre;
- 26 décembre;
- 27 décembre.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983, *Moniteur belge* du 7 octobre 1983.

Loi du 29 décembre 1990, *Moniteur belge* du 9 janvier 1991.
Arrêté royal du 15 mars 2000, *Moniteur belge* du 28 avril 2000.

N. 2000 — 1380

[2000/12260]

12 APRIL 2000. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 11 december 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het personeel van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het met redenen omkleed advies van het tussenoverlegcomité, gegeven op 26 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, van 1 september 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, van 29 juni 1999;

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 december 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid worden onderverdeeld als volgt :

A. Administratief personeel

2 van de 15 betrekkingen van ingenieur-directeur worden bezoldigd in weddenschaal 13 E;

1 van de 8 betrekkingen van geneesheer-directeur wordt bezoldigd in weddenschaal 13 E;

7 van de 27 betrekkingen van adviseur worden bezoldigd in weddenschaal 13 B;

de betrekking van vertaler-revisor-directeur kan bezoldigd worden in weddenschaal 13 B;

de betrekking van tolk-vertaler-directeur kan bezoldigd worden in weddenschaal 13 B;

2 van de 8 betrekkingen van sociaal inspecteur-directeur worden bezoldigd in weddenschaal 13 B;

2 van de 6 betrekkingen van industrieel ingenieur-directeur worden bezoldigd in weddenschaal 13 B;

8 van de 30 betrekkingen van ingenieur worden bezoldigd in weddenschaal 10 F;

15 van de 30 betrekkingen van ingenieur worden bezoldigd in weddenschaal 10 E;

7 van de 26 betrekkingen van geneesheer worden bezoldigd in weddenschaal 10 F;

13 van de 26 betrekkingen van geneesheer worden bezoldigd in weddenschaal 10 E;

34 van de 98 betrekkingen van adjunct-adviseur worden bezoldigd in weddenschaal 10 C;

16 van de 46 betrekkingen van industrieel ingenieur worden bezoldigd in weddenschaal 10 C;

2 van de 6 betrekkingen van vertaler-revisor worden bezoldigd in weddenschaal 10 C;

1 van de 3 betrekkingen van tolk-vertaler wordt bezoldigd in weddenschaal 10 C;

13 van de 38 betrekkingen van sociaal inspecteur worden bezoldigd in weddenschaal 10 C;

F. 2000 — 1380

[2000/12260]

12 AVRIL 2000. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 11 décembre 1998 fixant le cadre organique du Ministère de l'Emploi et du Travail

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de l'Emploi et du Travail,

Vu l'avis motivé du Comité intermédiaire de concertation, donné le 26 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} septembre 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 29 juin 1999;

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 décembre 1998 fixant le cadre organique du Ministère de l'Emploi et du Travail sont répartis comme suit :

A. Personnel administratif

2 des 15 emplois d'ingénieur-directeur sont rémunérés par l'échelle de traitement 13 E;

1 des 8 emplois de médecin-directeur est rémunéré par l'échelle de traitement 13 E;

7 des 27 emplois de conseiller sont rémunérés par l'échelle de traitement 13 B;

l'emploi de traducteur-reviseur-directeur peut être rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

l'emploi d'interprète-traducteur-directeur peut-être rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

2 des 8 emplois d'inspecteur social-directeur sont rémunérés par l'échelle de traitement 13 B;

2 des 6 emplois d'ingénieur industriel-directeur sont rémunérés par l'échelle de traitement 13 B;

8 des 30 emplois d'ingénieur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 F;

15 des 30 emplois d'ingénieur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 E;

7 des 26 emplois de médecin sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 F;

13 des 26 emplois de médecin sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 E;

34 des 98 emplois de conseiller adjoint sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

16 des 46 emplois d'ingénieur industriel sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

2 des 6 emplois de traducteur-reviseur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

1 des 3 emplois d'interprète-traducteur est rémunéré par l'échelle de traitement 10 C;

13 des 38 emplois d'inspecteur social sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

de betrekking van programmeringsanalist kan bezoldigd worden in weddenschaal 28 L;

1 van de 3 betrekkingen van eerstaanwendend directiesecretaris wordt bezoldigd in weddenschaal 28 B;

1 van de 2 betrekkingen van vertaler of van eerstaanwendend vertaler wordt bezoldigd in weddenschaal 28 I;

1 van de 3 betrekkingen van maatschappelijk assistent of van eerstaanwendend maatschappelijk assistent wordt bezoldigd in weddenschaal 28 F;

70 van de 281 betrekkingen van sociaal controleur of van eerstaanwendend sociaal controleur worden bezoldigd in weddenschaal 28 J;

8 van de 32 betrekkingen van griffier of van eerstaanwendend griffier worden bezoldigd in weddenschaal 28 J;

17 van de 63 betrekkingen van bestuurschef worden bezoldigd in weddenschaal 22 B;

16 van de 160 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in weddenschaal 30 I;

45 van de 160 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in weddenschaal 30 H;

35 van de 160 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in weddenschaal 30 F;

14 van de 43 betrekkingen van technisch controleur worden bezoldigd in weddenschaal 30 H;

3 van de 47 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in weddenschaal 42 E;

11 van de 47 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in weddenschaal 42 D;

14 van de 47 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in weddenschaal 42 C.

B. Technisch personeel

3 van de 13 betrekkingen van hoofdtechnicus worden bezoldigd in weddenschaal 22 B.

C. Meesters-, vak- en dienstpenseel

4 van de 13 betrekkingen van vakman worden bezoldigd in weddenschaal 30 J;

3 van de 13 betrekkingen van vakman worden bezoldigd in weddenschaal 30 G;

7 van de 14 betrekkingen van geschoold arbeider worden bezoldigd in weddenschaal 42 E.

Art. 2. In voorkomend geval beletten de ambtenaren die, bij toepassing van de verordeningsbepalingen houdende het statuut van het personeel, in overtal zijn opgenomen in de betrekkingen van een weddenschaal, elke bevordering door verhoging in weddenschaal die afhankelijk is van het vacant zijn van een betrekking, zolang de overtallige personeelsbezetting blijft bestaan in vergelijking met het aantal in artikel 1 vastgestelde betrekkingen.

l'emploi d'analyste de programmation peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28 L;

1 des 3 emplois de secrétaire de direction principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28 B;

1 des 2 emplois de traducteur ou de traducteur principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28 I;

1 des 3 emplois d'assistant social ou d'assistant social principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28 F;

70 des 281 emplois de contrôleur social ou de contrôleur social principal sont rémunérés par l'échelle de traitement 28 J;

8 des 32 emplois de greffier ou de greffier principal sont rémunérés par l'échelle de traitement 28 J;

17 des 63 emplois de chef administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 22 B;

16 des 160 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 I;

45 des 160 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 H;

35 des 160 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 F;

14 des 43 emplois de contrôleur technique sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 H;

3 des 47 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 E;

11 des 47 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 D;

14 des 47 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 C.

B. Personnel technique

3 des 13 emplois de chef technicien sont rémunérés par l'échelle de traitement 22 B.

C. Personnel de maîtrise, de métier et de service

4 des 13 emplois d'ouvrier spécialiste sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 J;

3 des 13 emplois d'ouvrier spécialiste sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 G;

7 des 14 emplois d'ouvrier qualifié sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 E.

Art. 2. Les cas échéant, les agents qui sont repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement en application des dispositions réglementaires portant le statut du personnel, empêchent toute promotion par avancement barémique soumise à la vacance d'un emploi tant que l'effectif en surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixé à l'article 1^{er}.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 11 december 1998 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 11 december 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.
Brussel, 12 april 2000.

Mevr. L. ONKELINX

Art. 3. L'arrêté ministériel du 11 décembre 1998 pris en exécution de l'arrêté royal du 11 décembre 1998 fixant le cadre organique du Ministère de l'Emploi et du Travail est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 septembre 1999.
Bruxelles, le 12 avril 2000.

Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1381

[S - C - 2000/35503]

14 APRIL 2000. — Besluit van de Vlaamse regering houdende een waarborgregeling voor de ondernemingen die zijn getroffen door de dioxinecrisis in 1999

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 15 december 1993 tot bevordering van de economische expansie in het Vlaamse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 20 december 1996, 15 april 1997 en 18 mei 1999, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het decreet van 7 april 2000 houdende een waarborgregeling voor de ondernemingen die zijn getroffen door de dioxinecrisis in 1999;

Gelet op het Protocol van 6 oktober 1999 tussen de gewesten en de Belgische Vereniging van Banken over een gewestgarantie voor kredieten verleend aan ondernemingen naar aanleiding van de dioxinecontaminatie in 1999, zoals gewijzigd door het addendum van 24 januari 2000;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de Begroting, gegeven op 5 oktober 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanvragen tot het verkrijgen van de waarborg van het Vlaamse Gewest uiterlijk op 1 mei 2000 moeten worden ingediend.

Bovendien hebben ondernemingen waarvan de activiteiten uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking hebben op de productie van, de verwerking van, het vervoer van of de handel in voedingsproducten of diervoeder een belangrijk inkomensverlies geleden ingevolge de dioxinecrisis in het jaar 1999. Zelfs intrinsiek gezonde ondernemingen kregen te maken met cashflowproblemen, soms in die mate dat hun voortbestaan erdoor bedreigd wordt. Deze crisissituatie heeft ook geleid tot een reëel risico van een significant verlies aan arbeidsplaatsen in deze sectoren. Om die redenen moet zo snel mogelijk een waarborgregeling ingevoerd worden die bijdraagt tot het herstel van de liquiditeitspositie van de getroffen ondernemingen. Er moet immers voorkomen worden dat door een trage invoering van een steunregeling de ondernemingen in een nog moeilijker situatie zouden terechtkomen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van het decreet van 7 april 2000 houdende een waarborgregeling voor de ondernemingen die zijn getroffen door de dioxinecrisis in 1999 dient onder "een onderneming" te worden verstaan : een natuurlijke persoon die koopman is of een zelfstandig beroep uitoefent, een vennootschap die de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen, een Europees economisch samenwerkingsverband of een economisch samenwerkingsverband, die beschikken over een exploitatiezetel in het Vlaamse Gewest.

§ 2. Verenigingen zonder winstoogmerk zijn uitgesloten.

Art. 2. De onderneming heeft als hoofdactiviteit de productie van, de verwerking van, het vervoer van of de handel in voedingsproducten of diervoeder die in de eerste helft van het jaar 1999 door de dioxinecontaminatie zijn getroffen.

Aan deze voorwaarde is voldaan indien ten minste 60 % van de omzet die in het jaar 1998 is gerealiseerd in de getroffen exploitatiezetel van de onderneming betrekking heeft op één of meer van deze activiteiten.

Art. 3. De onderneming was op 27 mei 1999 een intrinsiek gezonde onderneming, wat het volgende betekent :

- 1° de onderneming bevond zich op 27 mei 1999 niet in de voorwaarden voor faillissement of gerechtelijk akkoord;
- 2° op 27 mei 1999 had de onderneming geen belangrijke betalingsachterstallen van belastingen, sociale schulden, bezoldigingen of schulden aan kredietinstellingen.

Art. 4. De ondernemingen moeten hun kredietaanvraag in het kader van dit besluit bij de kredietinstelling indienen vóór 31 maart 2000.

Bij de kredietaanvraag moet een origineel verslag gevoegd worden, opgemaakt volgens het model dat als bijlage A bij dit besluit is gevoegd. In dat verslag wordt op grond van verantwoordingsstukken bevestigd dat de onderneming voldoet aan de voorwaarden, genoemd in artikel 2, 3 en 4, 4°, van het decreet van 7 april 2000 houdende een waarborgregeling voor de ondernemingen die zijn getroffen door de dioxinecrisis in 1999.

Het verslag vermeldt het omzetverlies, genoemd in artikel 4, 4°, van voornoemd decreet.

Dit attest wordt opgemaakt en ondertekend door een van de onderstaande personen :

- 1° een bedrijfsrevisor die is ingeschreven op de lijst van het instituut der Bedrijfsrevisoren;
- 2° een accountant die is ingeschreven op de lijst van de externe accountants van het Instituut van Accountants en Belastingconsulenten;
- 3° een erkend boekhouder of boekhouder-fiscalist die is ingeschreven op het tableau van het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten.

Art. 5. De kredietinstelling beoordeelt de kredietaanvraag volgens de gebruikelijke regels van een zorgvuldig kredietbeleid.

Art. 6. § 1. De kredietovereenkomst tussen de onderneming en de kredietinstelling bevat onder meer de volgende bepalingen :

1° als de exploitatiezetel verplaatst wordt naar een ander gewest, wordt de waarborg van het Vlaamse Gewest overgenomen door het gewest in kwestie. Zolang dit gewest de waarborg van het Vlaamse Gewest niet formeel heeft overgenomen, blijft de lopende waarborg behouden;

2° het krediet is onmiddellijk opeisbaar als :

- a) aan de voorwaarden voor het verkrijgen van het krediet of de waarborg van het Vlaamse Gewest niet meer voldaan is;
- b) het krediet of de waarborg van het Vlaamse Gewest werd verkregen op grond van onjuiste of onvolledige inlichtingen van de onderneming of de kredietinstelling.

§ 2. In de kredietovereenkomst verklaart de onderneming op eer en onder haar verantwoordelijkheid dat ze voldoet aan :

- 1° alle voorwaarden om voor het krediet in aanmerking te komen met toepassing van dit besluit;
- 2° alle wettelijke en reglementaire bepalingen voor de uitoefening van het beroep of van haar activiteiten.

Art. 7. Nadat de kredietinstelling de kredietaanvraag principieel heeft goedgekeurd, dient ze tegen ontvangstbewijs de aanvraag tot het verkrijgen van de waarborg van het Vlaamse Gewest uiterlijk op 1 mei 2000 in bij het Vlaams Waarborgfonds, Waterloolaan 16, in 1000 Brussel.

Het dossier moet de volgende documenten bevatten :

- 1° een beoordelingsfiche, opgesteld volgens het model dat als bijlage B bij dit besluit is gevoegd;
- 2° het ontwerp van de kredietovereenkomst;
- 3° een door de betrokken kredietinstelling eensluidend verklaard afschrift van het verslag, genoemd in artikel 4 van dit besluit;
- 4° een document, opgesteld door de onderneming, waarin zij op eer en onder haar verantwoordelijkheid een beschrijving geeft van de activiteiten en van de producten die door de getroffen exploitatiezetel worden geproduceerd, verwerkt, vervoerd of verhandeld, alsook hun aandeel in het omzetcijfer van 1998 van de getroffen exploitatiezetel.

Art. 8. § 1. Bij het Vlaams Waarborgfonds wordt een evaluatiecomité opgericht, dat als volgt is samengesteld :

1° de leden van het Comité van het Vlaams Waarborgfonds, bedoeld in artikel 14 van het decreet van 15 december 1993 tot bevordering van de economische expansie in het Vlaamse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 20 december 1996, 15 april 1997 en 18 mei 1999;

2° vier deskundigen, waarvan twee bedrijfsrevisoren die lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en twee accountants die lid zijn van het Instituut van Accountants en Belastingconsulenten. Zij worden benoemd door de Vlaamse minister, bevoegd voor het economisch beleid, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën.

2. Het evaluatiecomité heeft de volgende opdrachten :

1° het beoordeelt op basis van de ingediende stukken, genoemd in artikel 7 van dit besluit, het omzetverlies dat de onderneming heeft geleden door de dioxinecrisis;

2° het beslist over de toekenning van de waarborg van het Vlaamse Gewest.

Als het evaluatiecomité geen schriftelijk bezwaar maakt binnen 15 werkdagen na de ontvangstdatum van de volledige waarborgaanvraag, dan wordt de aanvraag geacht te zijn goedgekeurd.

Tegen de beslissing tot weigering van de waarborg kan binnen 30 werkdagen na de datum van de kennisgeving van de beslissing beroep aangetekend worden bij de Vlaamse minister, bevoegd voor het economisch beleid, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën:

3° het deelt bij het begin van iedere week per fax aan de Belgische Vereniging van Banken het totale bedrag mee van de waarborgaanvragen die het evaluatiecomité in de afgelopen week heeft ontvangen.

Zodra dat bedrag 75 % overschrijdt van de maximale omloop van de waarborgverbintenissen van het Vlaamse Gewest, rapporteert het evaluatiecomité dagelijks.

De dag waarop de maximale omloop van de waarborgverbintenissen van het Vlaamse Gewest wordt bereikt, worden de waarborgaanvragen gerangschikt volgens het tijdstip waarop het evaluatiecomité ze heeft ontvangen. Ze worden in die volgorde aangerekend op het nog beschikbare saldo tot het volledig is opgebruikt.

§ 3. Het evaluatiecomité beraadslaagt bij gewone meerderheid.

§ 4. Het evaluatiecomité stelt zelf zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 9. Iedere wijziging aan de oorspronkelijke kredietvoorwaarden wordt door de kredietinstelling meegedeeld aan het Vlaams Waarborgfonds, genoemd in artikel 7 van dit besluit.

Art. 10. § 1. Het Vlaams Gewest mag te allen tijde de boekhouding, het beheer en de toestand van de onderneming controleren.

De onderneming moet de afgevaardigden van het Vlaamse Gewest toestaan de gebouwen te betreden waarin de exploitatie plaatsheeft, alsook ieder gebouw dat in waarborg is gegeven.

§ 2. Het Vlaams Gewest mag te allen tijde bij de kredietinstelling alle inlichtingen opvragen die het noodzakelijk acht in verband met de door het Vlaamse Gewest gewaarborgde kredieten.

Art. 11. De kredieten waarvoor een waarborg van het Vlaamse Gewest is toegekend, moeten in de kredietinstelling gemakkelijk van andere kredieten onderscheiden kunnen worden.

Art. 12. De Vlaamse minister, bevoegd voor het economisch beleid, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de Financiën, sluiten met de beheerder van het Vlaams Waarborgfonds een beheerscontract af over het beheer, de te voeren boekhouding en de vergoeding van de beheerskosten.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 7 april 2000 houdende een waarborgregeling voor de ondernemingen die zijn getroffen door de dioxinecrisis in 1999.

Art. 14. De Vlaamse minister, bevoegd voor het Economisch Beleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media,

D. VAN MECHELEN

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2000 — 1381

[C — 2000/35503]

14 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand réglant l'octroi d'une garantie aux entreprises touchées par la crise de la dioxine en 1999

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 15 décembre 1993 favorisant l'expansion économique en Région flamande, modifié par les décrets des 20 décembre 1996, 15 avril 1997 et 18 mai 1999, notamment l'article 14;

Vu le décret du 7 avril 2000 réglant l'octroi d'une garantie aux entreprises touchées par la crise de la dioxine en 1999;

Vu le Protocole du 6 octobre 1999 entre l'Etat et l'Association belge des Banques concernant une garantie régionale aux crédits octroyés aux entreprises suite à la contamination par la dioxine en 1999, tel que modifié par l'addendum du 24 janvier 2000;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 5 octobre 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les demandes d'obtention de la garantie de la Région flamande doivent être introduites le 1^{er} mai 2000 au plus tard.

En outre, des entreprises dont l'activité principale a exclusivement ou principalement trait à la production, à la transformation, au transport ou au commerce de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux touchés ont subi des pertes substantielles de revenus à la suite de la crise de la dioxine en 1999. Même des entreprises intrinsèquement saines se sont vu confrontées à des problèmes de liquidités, parfois même de nature à compromettre leur survie. Cette situation de crise a entraîné en outre un risque réel de pertes significatives d'emplois dans ces secteurs. Il y a lieu dès lors de régler sans tarder l'octroi d'une garantie contribuant au rétablissement de la position des liquidités des entreprises touchées. Il faut en effet empêcher qu'une introduction tardive d'un régime d'aide mette les entreprises dans une situation encore plus difficile;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, de l'Aménagement du Territoire et des Médias;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du décret du 7 avril 2000 réglant l'octroi d'une garantie aux entreprises touchées par la crise de la dioxine en 1999, on entend par « une entreprise » : une personne physique qui est commerçante ou qui exerce une profession d'indépendant, une société qui a pris la forme juridique d'une société commerciale, un groupement d'intérêts économiques européen ou un groupement d'intérêts économiques, qui disposent d'un siège d'exploitation en Région flamande.

§ 2. Sont exclues les associations sans but lucratif.

Art. 2. L'entreprise a pour activité principale la production, la transformation, le transport ou le commerce de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux touchés par la contamination par la dioxine pendant la première moitié de 1999.

Cette condition est remplie si au moins 60 % du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année 1998 dans le siège d'exploitation affecté de l'entreprise a trait à une ou plusieurs de ces activités.

Art. 3. L'entreprise était au 27 mai 1999 intrinsèquement saine, ce qui signifie :

1° qu'au 27 mai 1999 elle ne se trouvait pas dans les conditions de la faillite ou du concordat judiciaire;

2° qu'au 27 mai 1999 elle n'avait pas d'arriérés de paiement importants en ce qui concerne les impôts, les charges sociales, les rémunérations ou des dettes à l'égard d'organismes de crédit.

Art. 4. Les entreprises doivent introduire leurs demandes de crédit dans le cadre du présent arrêté avant le 31 mars 2000.

Un rapport original doit être joint à la demande de crédit, établi suivant le formulaire type joint en annexe A, dans lequel il est attesté, sur base de pièces justificatives, que l'entreprise remplit les conditions prévues aux articles 2, 3 et 4, 4°, du décret du 7 avril 2000 réglant l'octroi d'une garantie aux entreprises touchées par la crise de la dioxine en 1999.

Le rapport mentionne la perte en chiffre d'affaires dont il est fait mention à l'article 4, 4° du décret susvisé.

Ce rapport est établi et signé :

1° soit par un réviseur d'entreprises inscrit au tableau de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises,

2° soit par un expert-comptable inscrit au tableau des experts-comptables externes de l'Institut des Experts-Comptables et Conseils fiscaux,

3° soit par un comptable ou un comptable-fiscaliste agréé, inscrit au tableau de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés.

Art. 5. L'établissement de crédit instruit la demande de crédit suivant les règles usuelles d'une gestion saine des crédits.

Art. 6. § 1^{er}. Le contrat de crédit conclu entre l'entreprise et l'établissement de crédit stipule entre autres que :

1° si le siège d'exploitation est déplacé dans une autre région, la garantie de la Région flamande est reprise par cette autre région. Aussi longtemps que cette autre région n'a pas repris formellement la garantie de la Région flamande, la garantie en cours est maintenue;

2° le crédit est immédiatement exigible si :

a) les conditions pour l'obtention du crédit ou de la garantie de la Région flamande ne sont plus remplies;

b) la garantie de la Région flamande ou le crédit a été obtenu sur la base de données incorrectes ou incomplètes de l'entreprise ou de l'établissement de crédit.

§ 2. Dans le contrat d'emprunt, l'entreprise déclare sur l'honneur et sous sa seule responsabilité qu'elle remplit :

1° chacune des conditions d'éligibilité pour un crédit, en application du présent arrêté;

2° toutes les dispositions légales et réglementaires pour l'exécution de la profession ou de ses activités.

Art. 7. Après que l'établissement de crédit ait donné son approbation de principe, il transmet la demande de garantie de la Région flamande, au plus tard le 1^{er} mai 2000, au Fonds flamand de Garantie, boulevard Waterloo 16, à 1000 Bruxelles.

Le dossier doit contenir les documents suivants :

1° une fiche d'évaluation, établie suivant le formulaire type joint en annexe B du présent arrêté;

2° le projet de contrat d'emprunt;

3° une copie certifiée conforme par l'établissement de crédit concerné du rapport mentionné à l'article 4 du présent arrêté;

4° un document établi par l'entreprise, sur l'honneur et sous sa seule responsabilité, reprenant, pour le siège d'exploitation affecté, une description des activités et des produits fabriqués, transformés, transportés ou commercialisés ainsi que de leur quote-part dans le chiffre d'affaires de 1998 du siège d'exploitation affecté.

Art. 8. § 1^{er}. Il est institué, auprès du fonds flamand de Garantie, un comité d'évaluation, composé comme suit :

1° les membres du Comité du Fonds flamand de Garantie, visé à l'article 14 du décret du 15 décembre 1993 favorisant l'expansion économique en Région flamande, modifié par les décrets des 20 décembre 1996, 15 avril 1997 et 18 mai 1999;

2° quatre experts, dont deux réviseurs d'entreprises membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, et deux experts-comptables membres de l'Institut des Experts-Comptables et Conseils fiscaux. Ils sont nommés par le Ministre flamand ayant la politique économique dans ses attributions, et par le Ministre flamand ayant les finances dans ses attributions.

§ 2. Le comité d'évaluation a pour tâches :

1° d'évaluer sur la base des pièces introduites, prévues à l'article 7 du présent arrêté, la perte en chiffre d'affaires que l'entreprise a subie suite à la crise de la dioxine;

2° de décider de l'octroi de la garantie de la Région flamande.

Si dans les 15 jours ouvrables après la date de réception du dossier complet, le comité d'évaluation n'émet pas d'objection écrite, la demande est supposée approuvée.

Un recours peut être introduit auprès du Ministre flamand ayant la politique économique dans ses attributions et du Ministre flamand ayant les finances dans ses attributions, à l'encontre de la décision de refuser la garantie, dans les 30 jours ouvrables de la date de notification de la décision;

3° de communiquer au début de chaque semaine par fax à l'Association belge des Banques le montant total des demandes de garantie que le comité d'évaluation a reçues pendant la semaine écoulée.

Dès que ce montant dépasse les 75 % du montant maximal de l'encours des engagements de garantie de la Région flamande, le rapport se fait quotidiennement.

Le jour où le montant maximal des engagements de garantie de la Région flamande est atteint, les demandes de garantie sont classées dans l'ordre de leur réception par le comité d'évaluation. Elles sont imputées dans cet ordre sur le solde encore disponible jusqu'à épuisement de celui-ci.

§ 3. Le comité d'évaluation statue à la majorité simple.

§ 4. Le comité d'évaluation établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Toute modification des conditions de crédit initiales est communiquée par l'établissement de crédit au Fonds flamand de Garantie mentionné à l'article 7.

Art. 10. § 1^{er}. La Région flamande peut à tout moment contrôler la comptabilité, la gestion et la situation des entreprises.

L'entreprise doit permettre aux délégués de la Région flamande d'accéder aux bâtiments qui hébergent l'exploitation et à tout bâtiment qui a été donné en garantie.

§ 2. La Région flamande peut à tout moment réclamer les informations qu'elle croit nécessaires quant aux crédits garantis par la Région flamande.

Art. 11. Les crédits pour lesquels une garantie de la Région flamande a été octroyée, doivent être facilement identifiables des autres crédits dans l'établissement de crédit.

Art. 12. Le Ministre flamand ayant la politique économique dans ses attributions et le Ministre flamand ayant les Finances dans ses attributions concluent avec l'administrateur du Fonds flamand de Garantie un contrat de gestion concernant la gestion, la comptabilité et l'indemnisation des frais de gestion.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du décret du 7 avril 2000 réglant l'octroi d'une garantie aux entreprises touchées par la crise de la dioxine en 1999.

Art. 14. Le Ministre flamand ayant la Politique économique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWael

Le Ministre flamand de l'Economie, de l'Aménagement du Territoire et des Médias,
D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1382

[C — 2000/27228]

26 MAI 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructure sportive

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructure sportive;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructure sportive;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2000;

Vu l'urgence spécialement motivée par l'impérieuse nécessité de porter sans délai à 100 % les subventions allouées aux centres d'accueil pour adultes en matière de personnel, afin de les aider financièrement à répondre à leurs obligations légales, notamment celle de tenir une permanence 24 heures sur 24, celle d'accueillir des familles avec enfants, ainsi que celle de respecter les normes sociales de la sous commission paritaire 319.02 dont elles dépendent;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructure sportive, est remplacé par le texte suivant :

« les subventions allouées sont destinées à couvrir, à concurrence de 100 % :

1° le salaire brut du personnel constituant le cadre minimum prévu à l'article 5, 6°, du décret, diminué d'un éducateur à mi-temps lorsqu'il s'agit d'un centre des catégories 1 et 2 et d'un éducateur temps plein lorsqu'il s'agit d'un centre des catégories 3, 4 et 5;

2° les charges de sécurité sociale patronale et celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année et aux autres frais divers liés au personnel, plafonnées à 50 % des dépenses de personnel visées au 1° ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2000.

Art. 4. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 mai 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1382

[C — 2000/27228]

26 MEI 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2000;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de aan de opvangcentra voor volwassenen verleende personeelstoelagen zo spoedig mogelijk op 100 % gebracht moeten worden zodat die centra over de nodige financiële middelen kunnen beschikken om hun wettelijke verplichtingen na te komen, met name de garantie van een 24-uren wachtdienst, de opvang van gezinnen met kinderen en de naleving van de sociale normen van de paritaire subcommissie 319.02 waarvan ze afhangen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 3, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren, wordt vervangen als volgt :

« De toelagen dekken tot 100 % van :

1° het brutoloon van het personeel dat de in artikel 5, 6°, van het decreet bedoelde minimale personeelsformatie vormt, verminderd met een halftijdse opvoeder wanneer het gaat om een centrum van de categorieën I en II, en met een voltijdse opvoeder voor een centrum van de categorieën III, IV en V;

2° de werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid en die betreffende het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de andere diverse personeelskosten, tot maximum 50 % van de in 1° bedoelde personeelsuitgaven. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 4. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 mei 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 1383

[C — 2000/31179]

25 FEVRIER 2000. — Arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Le Collège,

Vu la Constitution, notamment les articles 138 et 178;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 11, 19, 20, 23, 24, 26, 28, 34, 36, 37, 38, 50, 52, 62, 64, 68, 70 et 71;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 5 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mars 1999;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 1^{er} avril 1999;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des handicapés,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : le Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998, dénommé « Service bruxellois francophone des personnes handicapées »;

« personne handicapée » : toute personne handicapée qui réside sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui remplit les conditions fixées à l'article 6 du décret; cependant, en vertu de l'article 2 du décret, les centres, entreprises et services agréés par le Collège peuvent accueillir les personnes résidant sur le territoire d'une autre région;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret;

« processus global » : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec la personne handicapée tel que prévu à l'article 14 du décret;

« travailleur » : la personne handicapée admise au bénéfice du décret, occupée en vertu d'un contrat de travail donnant lieu à assujettissement à la sécurité sociale, ou en vertu d'un statut réglementaire, ou en vertu d'un contrat d'adaptation professionnelle tel que défini aux articles 26 à 28 du décret;

« employeur » : toute personne de droit public ou privé qui occupe un travailleur;

« formation professionnelle » : toute formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des handicapés.

Art. 3. Les informations médicales qui font partie du dossier de chaque personne handicapée dans le cadre de son admission au bénéfice des dispositions du décret ou dans le cadre de l'établissement de son processus global sont à la seule disposition du médecin de l'équipe pluridisciplinaire.

Les informations psychologiques qui font partie du dossier de chaque personne handicapée dans le cadre de son admission au bénéfice des dispositions du décret ou dans le cadre de l'établissement de son processus global sont à la seule disposition du psychologue de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 4. Le médecin et le psychologue communiquent à l'équipe pluridisciplinaire les seules données indispensables à la prise de ses décisions.

CHAPITRE II. — *L'admission des personnes handicapées*

Art. 5. La demande d'admission de la personne handicapée ou de son représentant légal ou du juge de la jeunesse au bénéfice des dispositions du décret est adressée à l'administration sous pli recommandé ou déposée à son siège contre accusé de réception.

Art. 6. Quand l'équipe pluridisciplinaire invite la personne handicapée à passer un examen médical, la demande d'examen spécifie les explorations, recherches et examens médicaux généraux ou spéciaux auxquels le médecin doit procéder.

Art. 7. Cet examen médical est remboursé par l'administration au médecin à concurrence d'un montant de 2 171 francs.

Art. 8. Quand l'équipe pluridisciplinaire invite la personne handicapée à passer un examen psychologique, la demande d'examen spécifie la mission d'expertise demandée au psychologue.

Cet examen psychologique est remboursé par l'administration au psychologue à concurrence d'un montant de :

4 342 francs pour un examen de la personnalité;

1 861 francs pour un examen du potentiel intellectuel.

Art. 9. Le médecin spécialiste ou le psychologue introduisent dans les trente jours qui suivent la date de l'examen, sa demande de remboursement auprès du médecin ou du psychologue de l'équipe pluridisciplinaire selon le cas. L'administration lui verse son intervention dans les trente jours qui suivent la réception du rapport d'examen.

Art. 10. Le membre du Collège établit la liste des psychologues habilités à procéder aux examens psychologiques requis par l'application du décret.

Ces psychologues doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° pouvoir porter le titre de psychologue en vertu de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue;

2° prouver une compétence particulière en matière de personnes handicapées soit par sa formation, soit par son expérience professionnelle;

3° justifier d'une formation et d'une expérience dans la pratique des tests projectifs;

4° présenter un certificat de bonne vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

5° mener une activité dans le domaine du handicap;

6° ne pas être membre du Conseil d'administration ou membre du personnel d'un centre, d'une entreprise ou d'un service agréé par la Commission communautaire française dans le cadre du décret, à l'exception d'un centre d'orientation spécialisée ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle.

Art. 11. Le psychologue qui souhaite être repris sur cette liste introduit sa demande auprès de l'administration par lettre recommandée.

Le membre du Collège statue dans les deux mois de la réception de la demande.

Art. 12. L'administration notifie immédiatement sous pli recommandé au psychologue la décision du membre du Collège.

La reconnaissance prend effet à la date de la notification de cette décision.

Art. 13. Le membre du Collège, sur proposition de l'administration, peut retirer à tout moment de la liste qu'il établit un psychologue qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 10. Ce retrait prend cours à la date de sa notification.

Si le psychologue ne satisfait plus à la sixième condition édictée à l'article 10, il communique immédiatement ce fait à l'administration et il est omis d'office de la liste, avec effet à la date de la notification de l'omission.

CHAPITRE III. — *Le processus global d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées*

Art. 14. 1° En vue d'établir le processus global d'une personne handicapée, l'administration lui adresse une information sur les prestations auxquelles elle peut prétendre et un questionnaire sur les prestations qu'elle sollicite.

2° Lorsque la demande de processus concerne une insertion professionnelle, l'équipe pluridisciplinaire mentionne l'existence éventuelle de contre-indications au regard des déficiences et des capacités du travailleur.

3° Lorsque la demande de processus concerne un accueil en centre de jour ou en centre d'hébergement, elle doit être accompagnée d'un rapport psycho-médico-social détaillé portant sur l'opportunité de l'accueil ou de l'hébergement. Ce rapport doit être établi de manière collégiale par au moins trois personnes indépendantes d'un centre de jour ou d'un centre d'hébergement et portant le titre de médecin, de psychologue et d'assistant social et que la personne handicapée choisit librement.

Ce rapport conseille une ou plusieurs formes d'orientation, une date de réévaluation éventuelle ainsi que la catégorie médicale telle que visée à l'article 3, 7° du décret III de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française. Ce rapport doit être établi préalablement à l'accueil ou à l'hébergement et ne peut dater de plus de six mois avant l'un de ceux-ci.

A défaut de fournir ce rapport préalablement à l'accueil ou à l'hébergement, la demande doit être accompagnée d'une attestation établie de manière collégiale préalablement à l'accueil ou à l'hébergement par au moins trois personnes indépendantes du centre de jour ou du centre d'hébergement portant le titre de médecin, de psychologue et d'assistant social et que la personne handicapée choisit librement. L'administration fixe le modèle de cette attestation.

Le rapport psycho-médico-social détaillé qui a présidé à l'établissement de l'attestation doit être communiqué au plus tard dans les trois mois à l'administration.

Art. 15. Quand la personne handicapée n'a pas fourni toutes les données nécessaires à l'instruction de sa demande dans les trois mois de l'invitation de l'administration, la demande est considérée comme caduque.

Art. 16. Quand l'équipe pluridisciplinaire établit, complète ou modifie le processus global d'une personne handicapée, l'aide ou l'intervention demandée ne peut être accordée que si le handicap auquel elle correspond a été constaté pour la première fois avant l'âge de 65 ans.

Art. 17. L'équipe pluridisciplinaire peut :

1° modifier le processus global de la personne handicapée quand une modification intervient dans la situation de cette personne ou quand des renseignements nouveaux sont portés à sa connaissance;

2° s'il échet, préciser le délai au terme duquel elle peut réévaluer sa décision.

Art. 18. Les sommes qui sont dues à la personne handicapée en exécution de son processus global lui sont payées en propre ou à son représentant légal.

Les documents justificatifs de la dépense sont transmis à l'administration, à peine de forclusion, au plus tard dans les douze mois qui suivent l'exécution des prestations.

Le paiement des sommes dues s'effectue au plus tard dans les trois mois qui suivent l'introduction des documents justificatifs auprès de l'administration.

Lorsque l'administration dispose des documents justificatifs avant la décision de l'équipe pluridisciplinaire, le paiement des sommes dues s'effectue au plus tard dans les trois mois qui suivent la notification de la décision de l'équipe pluridisciplinaire.

CHAPITRE IV. — *L'intervention dans les frais de déplacement et de séjour*

Section première. — L'intervention dans les frais de déplacement

Art. 19. Une intervention dans les frais de déplacement exposés par la personne handicapée dans le cadre de l'établissement de son processus global, de son intégration scolaire, de sa formation professionnelle ou de son intégration professionnelle ou de sa participation aux activités organisées par une association sans but lucratif ou un organisme reconnu par un pouvoir public belge, sanctionnées par une attestation de bénévolat, est accordée par l'administration à la personne handicapée qui répond aux conditions précisées à l'article 24, 1° du décret.

En ce qui concerne les frais de déplacement, la décision d'intervention précise les types de transport qui peuvent donner lieu à une intervention.

Art. 20. § 1^{er}. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'établissement du processus global ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée, à la demande de l'administration, entre son domicile et le siège de l'administration ou d'un centre d'orientation spécialisée ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréés par la Commission communautaire française.

§ 2. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'intégration scolaire ou de la formation professionnelle ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et le lieu de son intégration scolaire, sauf en enseignement spécial et intégré, ou de sa formation professionnelle, à raison d'un aller et retour par journée d'activités, à l'exception du transport organisé sous forme de ramassage collectif.

Par dérogation à l'alinéa précédent, quand une intervention dans les frais de séjour est accordée en vertu de la section 2, seul un aller et retour par semaine d'activités est pris en considération.

§ 3. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'intégration professionnelle ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et son lieu de travail à raison d'un aller et retour par journée de travail.

§ 4. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de sa participation aux activités organisées par une asbl ou un établissement reconnu par un pouvoir public belge, sanctionnées par une attestation de bénévolat ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et le lieu de ses activités sociales à raison d'un aller et retour par journée d'activités.

Art. 21. § 1^{er}. Pour les déplacements effectués au moyen d'un transport individuel conduit par la personne handicapée, l'intervention se calcule en fonction de la distance et de la puissance imposable du véhicule utilisé sans qu'il soit tenu compte de la puissance imposable excédant 7 CV et suivant les taux figurant au tableau repris en annexe de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 fixant la réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour le calcul des distances, il est tenu compte de la distance réelle.

§ 2. Lorsque la personne handicapée est véhiculée au moyen d'un transport individuel par une tierce personne, les frais de déplacement exposés par cette tierce personne pour conduire la personne handicapée à son lieu d'activités ou assimilé, pour rejoindre le lieu de départ, pour aller la rechercher et pour la ramener à son domicile, peuvent être pris en considération dans les mêmes conditions que celles prévues au § 1^{er}.

§ 3. Pour les déplacements effectués en taxi, l'intervention est égale au montant du prix fixé par la réglementation en vigueur dans la zone de départ de la course.

§ 4. Pour les déplacements effectués dans un minibus adapté de la Société des transports intercommunaux bruxellois, l'intervention est égale au prix réclamé à la personne handicapée pour la course.

§ 5. Pour les déplacements effectués par un moyen de transport en commun moyennant l'accompagnement d'une tierce personne, l'intervention accordée à celle-ci est égale au montant du prix réclamé à l'accompagnant pour conduire la personne handicapée de son domicile à son lieu d'activités ou assimilé, rejoindre le lieu de départ, aller rechercher la personne handicapée et la ramener à son domicile, sans pouvoir excéder par mois le coût fixé par la Société des transports intercommunaux bruxellois pour un abonnement mensuel.

Art. 22. L'intervention accordée par l'administration est diminuée de toute intervention légale ou réglementaire octroyée dans les frais exposés par la personne handicapée pour se rendre à son lieu d'activités ou assimilé et du coût des déplacements s'ils s'étaient effectués en transport en commun.

Section 2. — L'intervention dans les frais de séjour

Art. 23. Une indemnité pour les frais de séjour exposés par la personne handicapée dans le cadre de son intégration scolaire, sauf en enseignement spécial et intégré, est accordée par l'administration dans les conditions fixées à l'arrêté, pour autant que la personne handicapée soit incapable, par suite de sa déficience, de se rendre quotidiennement sur son lieu d'activités ou pour autant que l'indemnité pour les frais de séjour soit inférieure à l'intervention qui aurait été accordée pour des frais de déplacements quotidiens en vertu de la section première du présent chapitre.

Art. 24. L'indemnité accordée par l'administration est fixée à 513 francs par journée d'activités.

Art. 25. L'intervention accordée par l'administration est diminuée de toute intervention légale ou réglementaire octroyée dans les frais exposés par la personne handicapée pour son séjour.

Section 3. — Les dispositions communes

Art. 26. La demande d'intervention dans les frais de déplacement et de séjour est introduite par la personne handicapée auprès de l'administration sur le document établi par cette dernière.

L'intervention prend cours au plus tôt à la date de la réception de la demande par l'administration.

Art. 27. L'intervention ne peut être liquidée qu'à l'expiration de chaque mois sur production des documents justificatifs déterminés par l'administration et comprenant, s'il y a lieu, des états de fréquentation scolaire, de formation professionnelle, d'activités ou d'examen ou des états de prestations du travailleur.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 3, la liquidation de l'intervention est effectuée par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la réception de ces documents dûment complétés.

CHAPITRE V. — L'aide individuelle à l'intégration

Art. 28. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'intégration sociale ou professionnelle qui se réalise au travers de l'une des activités suivantes :

- 1° l'exercice d'un emploi rémunéré;
- 2° le suivi d'une formation professionnelle;
- 3° le suivi d'études ou d'une forme d'apprentissage reconnues par les pouvoirs publics;
- 4° la situation des enfants qui ne sont pas encore soumis à l'obligation scolaire y est assimilée;
- 5° l'accomplissement de démarches soutenues en vue d'être intégré sur le marché du travail;
- 6° la gestion du ménage ou l'accomplissement effectif de tâches ménagères;
- 7° la fréquentation d'un centre de jour à condition que l'aide favorise le maintien à domicile;
- 8° la participation à des activités sociales, sanctionnée par une attestation de bénévolat.

Art. 29. Une intervention peut être accordée aux personnes handicapées dans le coût d'aides individuelles à l'intégration dans les cas et aux conditions prévues à l'annexe 1.

Dans des cas non prévus par l'annexe 1, le membre du Collège peut accorder, sur proposition de l'administration, une intervention dans la prise en charge d'aides individuelles à l'intégration.

Art. 30. Les interventions dans les aides individuelles à l'intégration sociale ou professionnelle ne sont octroyées par l'administration que dans la mesure où les frais qu'elles couvrent n'ont pas fait l'objet d'une indemnisation :

- 1° en vertu d'une loi organisant la réparation de l'atteinte à l'intégrité physique et des frais qu'elle génère, notamment les dispositions relatives à la responsabilité civile;
- 2° qui relève de la compétence d'autres services publics que la Commission communautaire française, en vertu de dispositions légales nationales ou supranationales, décrétales ou ordonnancielles.

Lorsque les interventions accordées par l'administration sont susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation au titre des législations et réglementations susdites, les personnes handicapées le déclarent à l'administration et subrogent celle-ci dans leurs droits à concurrence des interventions payées.

Toutefois, la subrogation consentie à l'administration est limitée aux sommes qui excéderaient 100 % des frais réellement encourus.

Art. 31. En aucun cas, l'intervention ne peut porter sur :

- 1° l'appareillage pour le traitement médical ou paramédical ou pour l'entretien de la condition physique;
- 2° les services prestés par des personnes physiques ou morales sauf ceux repris en annexe 1;
- 3° l'aide matérielle prêtée, louée ou mise en leasing auprès des personnes handicapées;
- 4° l'aide matérielle relevant de l'équipement scolaire utilisé à l'école ou équivalente à celui-ci, notamment toute aide matérielle pour suivre les cours, un minerval et des manuels, sauf si l'aide matérielle est en lien direct avec l'intégration de l'élève en enseignement ordinaire;
- 5° une aide matérielle utilisée uniquement en centre de jour, en centre d'hébergement, en enseignement spécial ou intégré.

Art. 32. L'administration peut intervenir dans les aides matérielles achetées à l'étranger si ces aides ne sont pas ou difficilement disponibles en Belgique. Leur coût ne peut être supérieur à celui appliqué pour des aides comparables en Belgique.

Art. 33. Si le coût d'une aide matérielle excède 20 000 francs, l'administration peut prier le demandeur de présenter des offres de différents fournisseurs ainsi qu'une explication des fournisseurs sur l'efficacité et les caractéristiques particulières de l'aide matérielle visée.

Art. 34. L'intervention peut couvrir en tout ou en partie les frais d'aide individuelle à l'intégration.

L'administration peut décider une intervention partielle sur la base d'une comparaison du coût des aides disponibles sur le marché, compte tenu des caractéristiques et qualités desdites aides; l'intervention ne peut en aucun cas dépasser les maxima fixés dans l'annexe 1.

Art. 35. Dans le cas où les achats, travaux ou services sont réalisés avant l'introduction de la demande d'intervention, la prestation ne peut donner lieu à intervention que si elle est demandée dans un délai d'un an à compter de la date de l'achat ou du début de la fourniture du service ou du début des travaux.

Dans le cas où les achats, travaux ou services sont réalisés après l'introduction de la demande d'intervention :

1° les achats et services doivent dans tous les cas s'effectuer au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la décision fixant le montant de l'intervention. Cette disposition n'est pas applicable aux prestations à caractère permanent, tel que prévu dans la décision d'intervention;

2° les travaux doivent être entamés au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la décision et s'achever dans un délai de deux ans à compter de la date de la décision.

Art. 36. Par dérogation à l'article 18, alinéa 2, si les factures se rapportent à des achats, travaux ou services réalisés avant la date de la décision d'intervention, le délai de transmission des documents justificatifs prend cours, à peine de forclusion, à partir de la date de la notification de la décision.

Art. 37. Si l'administration constate qu'une demande d'intervention dans le coût d'une aide individuelle à l'intégration répond aux conditions prescrites par le présent chapitre mais que cette aide ne figure pas à l'annexe 1 ou qu'y figurant, la demande de prise en charge ne répond pas à certaines conditions énoncées à cette annexe, l'administration peut recourir à l'avis de spécialistes ou techniciens, afin d'apprécier le bien-fondé de l'intervention dans l'aide individuelle à l'intégration sollicitée, sa nécessité par rapport au handicap du demandeur et, s'il échet, d'en préciser les conditions et modalités de l'intervention.

Art. 38. Les spécialistes et techniciens dont question à l'article 37 ne peuvent être liés à des fournisseurs d'aide individuelle à l'intégration. Ils rendent leurs avis dans le mois de la demande de l'administration. A ce titre, une indemnité forfaitaire de 1 241 francs leur est octroyée par avis rendu, sauf si ces spécialistes ou techniciens relèvent d'une administration publique.

Art. 39. Dans les cas prévus à l'annexe 1, l'aide individuelle à l'intégration qui a fait l'objet d'une intervention par l'administration et qui n'est plus utilisée, doit être donnée par la personne handicapée ou son ayant droit à un centre, une entreprise ou un service pour personnes handicapées agréés par la Commission communautaire française.

CHAPITRE VI. — *Les interventions en faveur des centres, entreprises et services accueillant des personnes handicapées*

Section première. — Les dispositions communes

Art. 40. En vue de déterminer l'intervention dont bénéficie le centre, l'entreprise ou le service qui accueille une personne handicapée, l'équipe pluridisciplinaire prend la décision de manière collégiale pour toute demande relative à :

- 1° un contrat d'adaptation professionnelle;
- 2° une prime d'insertion;
- 3° une prime d'installation;
- 4° une adaptation du poste de travail;
- 5° une intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en entreprise de travail adapté;
- 6° une intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre de jour;
- 7° une intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre d'hébergement;

pour autant que le processus global établi en concertation avec la personne handicapée ait conclu au bien-fondé de l'une de ces prestations.

Toute intervention visant les points 2°, 3° et 5° du précédent alinéa, est octroyée à condition que l'entreprise respecte les dispositions prises par la Commission paritaire compétente à l'égard des travailleurs concernés.

Section 2. — Le contrat d'adaptation professionnelle

Art. 41. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande de la personne handicapée de conclure avec l'employeur de son choix, un contrat d'adaptation professionnelle.

Art. 42. Le contrat d'adaptation professionnelle est établi en trois exemplaires dont un est remis à chacune des parties, le troisième étant destiné à l'administration qui l'a agréé.

Le contrat est signé par les parties au plus tard le premier jour d'exécution du contrat.

Son modèle est fixé en annexe 2.

Art. 43. La durée du contrat d'adaptation professionnelle est fixée à un an maximum. Pour autant que le programme d'adaptation ou la nature du handicap du travailleur le justifie, elle peut être prolongée par période d'un an maximum, sans dépasser une durée totale de trois ans.

En entreprise de travail adapté, cette durée totale est portée à cinq ans aux conditions définies à l'article 21 de l'arrêté du Collège du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté.

Le contrat d'adaptation professionnelle prévoit une période d'essai de sept jours calendrier si sa durée n'atteint pas six mois. Cette période d'essai ne peut être inférieure à sept jours calendrier ni supérieure à un mois dans les autres cas. Elle n'est pas susceptible de prolongation pour cause de suspension de l'exécution du contrat.

Art. 44. § 1^{er}. L'employeur s'engage à :

- 1° assurer au travailleur une réelle qualification professionnelle;
- 2° surveiller personnellement l'exécution du contrat ou désigner parmi les membres de son personnel une personne chargée du suivi de l'adaptation professionnelle du travailleur;
- 3° veiller à la santé et à la sécurité du travailleur et porter une attention particulière aux difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de son handicap;
- 4° payer la rémunération fixée aux articles 47 à 50 si l'employeur n'est pas une entreprise de travail adapté ou celle fixée à l'article 32 de l'arrêté du Collège du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté, si l'employeur est une entreprise de travail adapté;
- 5° verser les interventions légales, réglementaires ou conventionnelles dans les frais exposés par le travailleur pour se rendre à son lieu de travail;
- 6° fournir la preuve qu'il remplit à l'égard du travailleur les obligations résultant des dispositions légales ou réglementaires qui lui incombent en tant qu'employeur;
- 7° aviser immédiatement l'administration de toute contestation relative à l'exécution du contrat;
- 8° fournir à l'administration tous les documents justificatifs qu'elle réclame;
- 9° permettre au représentant de l'administration d'effectuer les enquêtes et visites jugées nécessaires auprès de l'entreprise ou sur le lieu du travail.

§ 2. Le travailleur s'engage à :

- 1° se conformer au règlement de travail en vigueur et respecter le secret professionnel;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données en vue de l'exécution du contrat;
- 3° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;
- 4° aviser immédiatement l'administration de toute contestation relative à l'exécution du contrat.

§ 3. L'administration :

- 1° suit l'exécution du contrat;
- 2° veille à l'adéquation du programme d'adaptation;
- 3° joue un rôle de médiation en cas de contestation;
- 4° détermine le montant de la rémunération.

Art. 45. L'exécution du contrat d'adaptation professionnelle est suspendue en cas d'impossibilité momentanée pour l'une des parties d'exécuter le contrat, notamment en cas de chômage technique ou d'incapacité de travail.

La partie intéressée est tenue de justifier de cette impossibilité et, lorsqu'elle résulte d'une incapacité de travail du travailleur, de produire un certificat médical.

En cas de suspension de l'exécution du contrat, la durée du contrat est prolongée d'une période égale à celle de la suspension.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat doivent être notifiées immédiatement à l'administration par la partie intéressée.

Art. 46. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat prend fin avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information préalable de l'administration :

- 1° en cas de suspension de l'exécution du contrat se prolongeant plus de trois mois;
- 2° par la volonté des deux parties;
- 3° par la volonté de l'employeur :
dans ce cas, l'employeur ne peut résilier le contrat qu'à l'expiration de la période d'essai moyennant un préavis de sept jours donné par lettre recommandée, prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné;
- 4° par la volonté du travailleur.

Le contrat prend également fin avant l'expiration du terme prévu :

- 1° par la cession de l'entreprise ou sa cessation d'activité;
- 2° par la notification aux parties, sous pli recommandé, du retrait de l'agrément du contrat par l'administration lorsque le travailleur ne témoigne pas des aptitudes nécessaires pour mener à bien le cours normal de l'adaptation ou lorsqu'une des parties ne respecte pas ses obligations.

Quand l'administration constate que l'employeur ne remplit plus ses obligations contractuelles, et que de ce fait le contrat prend fin avant la survenance du terme prévu, l'employeur est tenu de verser au travailleur une indemnité compensatoire équivalente à la rémunération de sept jours d'occupation.

Art. 47. La partie de la rémunération à charge de l'employeur appelée « intervention complémentaire » lui est remboursée par l'administration sur production des documents justificatifs déterminés par elle et introduits par l'employeur.

Art. 48. La partie de la rémunération qui n'est pas remboursée par l'administration à l'employeur est appelée « indemnité ».

Sauf en entreprise de travail adapté, elle est fixée à 40 francs par heure effectivement prestée ou assimilée pendant la première année d'adaptation. Ce montant est porté à 60 francs à partir de la deuxième année d'adaptation.

Art. 49. L'intervention complémentaire est fixée à 75 % du revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

L'intervention complémentaire horaire de base est égale à trois fois le montant mensuel de base visé à l'alinéa précédent, divisé par 13 x 38. Elle est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées.

Art. 50. L'intervention complémentaire est diminuée :

- 1° des pensions de retraite légales ou réglementaires ainsi que de tous les avantages y afférents;
- 2° des indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci;
- 3° des indemnités allouées à la personne handicapée victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue;
- 4° des indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- 5° des allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage;
- 6° des allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés ou des allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Lorsqu'une des interventions visées sous le précédent alinéa est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 30 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés seront appliquées.

Art. 51. L'employeur adresse à l'administration un état trimestriel des cotisations patronales de sécurité sociale qu'il a versées à l'Office national de sécurité sociale.

L'administration fixe le modèle de ce document.

Sur base de cet état, l'administration rembourse à l'employeur le montant des cotisations patronales de sécurité sociale afférentes à l'intervention complémentaire.

Art. 52. Les documents visés à l'article 47 et au présent article doivent être introduits, à peine de forclusion, dans un délai de douze mois à dater de l'expiration du mois ou du trimestre auquel ils se rapportent.

Le paiement est effectué par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents dûment complétés.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux entreprises de travail adapté agréées.

Section 3. — La prime d'insertion

Art. 53. La prime d'insertion est fixée, après enquête, compte tenu des indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du travailleur, des exigences du poste de travail et de l'avis du médecin du travail.

Art. 54. La demande de l'employeur est introduite, sous pli recommandé, à l'administration sur le document fixé par elle. L'avis du médecin du travail prévu à l'article 53 est transmis sous pli confidentiel au médecin de l'équipe pluridisciplinaire.

L'équipe pluridisciplinaire :

- 1° statue sur la demande de l'employeur;
- 2° fixe, s'il y a lieu, le pourcentage de perte de rendement sur base de la grille d'évaluation reprise en annexe 3.

Art. 55. L'intervention accordée par l'administration correspond au pourcentage de perte de rendement appliqué à la rémunération du travailleur. Par rémunération, on entend la rémunération mensuelle brute effectivement payée par l'employeur plafonnée à trois fois le revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

L'intervention ne peut dépasser 65 % de la rémunération du travailleur.

Toutefois, pour le calcul de la prime d'insertion, les réductions ou exonérations des cotisations de sécurité sociale et les autres interventions dans la rémunération qui peuvent être octroyées en vertu de dispositions fédérales ou régionales sont déduites de la rémunération prise en considération.

Art. 56. La décision d'octroi de la prime d'insertion est notifiée à l'employeur dans les quinze jours à partir de la date de la décision. Elle est accordée pour une durée maximale d'un an à partir de la date de réception de la demande.

Elle peut toutefois être renouvelée sur base de la persistance de la perte de rendement du travailleur.

Cette décision peut également porter sur la nécessité d'un suivi social mis en oeuvre par un service agréé par la Commission communautaire française.

Art. 57. Le paiement de la prime d'insertion est demandé à l'employeur à l'expiration de chaque mois sur production des documents justificatifs déterminés par l'administration.

Ces documents doivent être introduits, à peine de forclusion, dans un délai de douze mois à dater de l'expiration du mois auquel ils se rapportent.

Le paiement de la prime d'insertion est effectué par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents dûment complétés.

Art. 58. Par dérogation à l'article 57, si la prime d'insertion concerne un travailleur en entreprise de travail adapté, les dispositions de l'article 42 de l'arrêté du Collège du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté sont applicables.

Art. 59. Ne peuvent bénéficier de la prime d'insertion :

1° les employeurs qui ont procédé au licenciement d'un ou plusieurs travailleurs lorsque ce licenciement est abusif au sens des deux premiers alinéa de l'article 63 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

2° les employeurs qui ne satisfont pas aux conditions légales et réglementaires qui leur incombent en leur qualité d'employeur;

3° les employeurs de droit public qui n'occupent pas au moins à temps plein une personne handicapée admise au bénéfice d'une réglementation fédérale, communautaire ou régionale par groupe de 20 unités temps plein.

Ne sont pas pris en considération parmi ces emplois, ceux qui sont réservés au personnel médical, infirmier et soignant, aux policiers et aux pompiers.

La prime d'insertion est accordée à ces employeurs pour tout engagement supplémentaire à cette norme.

Art. 60. Les employeurs suivants ne peuvent prétendre au bénéfice de l'intervention dans les cas ci-dessous :

1° les entreprises de travail adapté, pour les travailleurs handicapés pour lesquels une intervention dans la rémunération et les charges sociales est octroyée par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées, pour autant que cette intervention ne concerne pas le personnel d'encadrement;

2° les employeurs, pour un travailleur qui réunit les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération de l'O.N.E.M. pour les chômeurs difficiles à placer;

3° les employeurs, pour un travailleur qui leur fait bénéficier d'interventions accordées par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées en exécution de la convention collective de travail n° 26 concernant le niveau de rémunération des personnes handicapées occupées dans un emploi normal ou de toute autre disposition réglementaire visant à compenser la perte de rendement temporaire ou définitive d'un travailleur.

Section 4. — La prime d'installation

Art. 61. La demande de prime d'installation est introduite, sous pli recommandé, à l'administration sur le document fixé par elle.

Après enquête, l'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en tenant compte :

1° des indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du demandeur et des exigences du travail envisagé;

2° de la qualification professionnelle du demandeur;

3° de la viabilité technique, économique, financière et sociale du projet du demandeur par la production, notamment, d'une situation de début et d'un état provisionnel des dépenses et des recettes estimées pour les deux premières années d'activité de l'entreprise;

4° de l'intention du demandeur de voir son projet suivi par une cellule d'accompagnement à la création d'une entreprise mise en place à l'initiative de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

La décision d'intervention est notifiée au demandeur dans les quinze jours à partir de la date de décision.

Art. 62. L'équipe pluridisciplinaire fixe s'il y a lieu le pourcentage de perte de rendement sur base de la grille d'évaluation reprise en annexe 3.

L'intervention accordée par l'administration correspond au résultat de ce pourcentage appliqué au revenu minimum mensuel moyen garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, sans pouvoir en excéder 50 %.

Art. 63. La prime d'installation est octroyée pour une période de six mois renouvelable trois fois aux conditions édictées par l'article 61.

La période d'intervention ne peut débuter avant la date de la réception de la demande.

Art. 64. Est exclu de l'intervention :

1° le demandeur qui ne satisfait pas à toutes les conditions légales et réglementaires relatives à l'exercice de l'activité professionnelle envisagée;

2° le demandeur qui exerce en plus de son activité en tant qu'indépendant une autre activité rémunérée d'une durée supérieure à un mi-temps.

Art. 65. Le paiement de la prime d'installation est effectué à l'expiration de chaque mois sur présentation d'une déclaration de poursuite d'activité.

Section 5. — L'adaptation du poste de travail

Art. 66. La demande d'adaptation du poste de travail est introduite sous pli recommandé, à l'administration sur le document fixé par elle :

1° par un employeur qui occupe un travailleur sous contrat de travail ou sous contrat d'adaptation professionnelle;

2° par un travailleur indépendant;

3° par un organisme qui dispense une formation professionnelle à une personne handicapée tel que prévue à son processus global.

Art. 67. Après enquête, l'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en tenant compte :

1° des indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du travailleur et des exigences du travail envisagé;

2° de la description du poste de travail et des aménagements envisagés.

La décision d'intervention est notifiée au demandeur dans les 15 jours à partir de la date de la décision.

La demande ne peut avoir pour objet une adaptation d'un poste de travail réalisée plus de douze mois avant la date de réception de la demande.

Art. 68. Pour prétendre à l'intervention de l'administration, tout demandeur visé à l'article 66 doit s'engager :

1° à prévenir l'administration de la libération d'un poste de travail adapté avec son intervention;

2° à réserver par priorité tout poste de travail adapté à un autre travailleur admis au bénéfice des dispositions du décret.

Art. 69. Pour prétendre à l'intervention de l'administration, le demandeur visé à l'article 66, alinéa 1^{er}, 1°, doit s'engager à maintenir en service le travailleur dont le poste de travail a été adapté pendant au moins six mois à partir de la date d'adaptation si l'intervention de l'administration est inférieure à 100 000 francs et au moins un an si elle est égale ou supérieure à 100 000 francs;

Art. 70. Les factures acquittées relatives au poste de travail adapté doivent être introduites, à peine de forclusion, dans un délai de douze mois à date de la notification de la décision.

L'intervention de l'administration s'effectue dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents.

*Section 6. — L'intervention relative à la prise en charge
d'une personne handicapée en entreprise de travail adapté*

Art. 71. L'entreprise de travail adapté introduit à l'administration la demande d'intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée, sur le document fixé par l'administration, dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date d'engagement du travailleur.

L'intervention prend effet au plus tôt à la date d'engagement du travailleur.

Art. 72. L'équipe pluridisciplinaire :

1° statue sur la demande d'intervention;

2° détermine les conditions et les modalités auxquelles l'intervention est accordée conformément aux dispositions de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées;

3° fixe la catégorie de capacité professionnelle du travailleur occupé en entreprise de travail adapté, visée à l'article 20 du même arrêté;

4° précise, s'il échet, le délai au terme duquel elle peut réévaluer la décision d'intervention.

Section 7. — L'intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre de jour

Art. 73. La demande d'intervention doit être introduite par le centre de jour au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par l'administration, au plus tard dix jours après l'accueil de la personne handicapée.

Sous peine d'irrecevabilité, le centre y déclare avoir reçu copie du rapport ou de l'attestation visée à l'article 14, alinéa 2 ou 4.

Cette demande doit être accompagnée d'un rapport établi par le centre de jour qui justifie l'accueil de la personne handicapée eu égard à sa demande et au projet collectif du centre.

Si la demande d'intervention a pour objet de déroger aux conditions d'âge prévues par l'agrément du centre de jour, celle-ci doit être accompagnée d'une justification du maintien de l'accueil :

1° soit en raison de la nécessité de terminer un cycle scolaire;

2° soit en raison de l'impossibilité de trouver un autre centre de jour. Dans ce dernier cas, la dérogation est accordée pour un an maximum et, à titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, une deuxième année.

Art. 74. L'équipe pluridisciplinaire :

1° statue sur la demande d'intervention;

2° fixe la contribution financière à charge de la personne handicapée, conformément aux articles 76 et 77;

3° précise, s'il échet, le délai au terme duquel elle peut réévaluer la décision d'intervention.

Avant le terme de ce délai, le centre de jour fournit à l'administration un rapport psycho-médico-social circonstancié justifiant ou non le maintien de la décision.

Art. 75. En cas d'accord d'intervention, celle-ci prend effet au plus tôt à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre de jour.

En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de notification.

Par dérogation à l'alinéa 2, si le processus global visé à l'article 14 ne conclut pas au bien-fondé de l'accueil ou si le centre de jour dépasse la capacité d'accueil déterminée par sa décision d'agrément du centre de jour, le refus d'intervention prend effet à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre de jour.

Art. 76. Le centre de jour perçoit auprès de la personne handicapée la contribution financière forfaitaire visée à l'article 74, alinéa 1^{er}, 2^o.

Pour une personne handicapée accueillie à temps plein, la contribution financière est fixée à 150 francs par jour de présence lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans et à 280 francs par jour de présence si elle a plus de 21 ans.

Pour une personne handicapée accueillie une demi-journée (soit avant 13 h, soit après 13 h), la contribution financière prévue au premier alinéa est réduite de moitié.

Pour autant qu'elle utilise le moyen de transport organisé par le centre de jour, la personne handicapée de plus de 21 ans participe en outre aux frais de transport à concurrence de 70 francs par jour pour les déplacements à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale et à concurrence de 100 francs par jour pour les déplacements à l'extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 77. Si la personne handicapée n'est pas en mesure de supporter sa contribution financière, elle peut introduire une demande d'obtention d'un taux réduit auprès de l'administration. Cette demande est accompagnée de toutes les preuves justificatives.

Sur base de ces éléments, l'équipe pluridisciplinaire fixe la contribution financière de la personne handicapée en tenant compte de ses revenus et de ses charges familiales.

Section 8. — L'intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre d'hébergement

Art. 78. La demande d'intervention doit être introduite par le centre d'hébergement au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par l'administration, au plus tard 10 jours après l'hébergement de la personne handicapée.

Sous peine d'irrecevabilité, le centre d'hébergement y déclare avoir reçu copie du rapport et de l'attestation visée à l'article 14, alinéa 2 ou 4.

Cette demande doit être accompagnée d'un rapport établi par le centre d'hébergement qui justifie l'hébergement de la personne handicapée eu égard à sa demande et au projet collectif du centre d'hébergement.

Si la demande d'intervention a pour objet de déroger aux conditions d'âge prévues par l'agrément du centre d'hébergement, celle-ci doit être accompagnée d'une justification du maintien de l'hébergement :

1° soit en raison de la nécessité de terminer un cycle scolaire;

2° soit en raison de l'impossibilité de trouver un autre centre d'hébergement. Dans ce dernier cas, la dérogation est accordée pour un an maximum et, à titre exceptionnel sur demande dûment motivée, une deuxième année.

Art. 79. L'équipe pluridisciplinaire :

1° statue sur la demande d'intervention;

2° fixe la contribution financière à charge de la personne handicapée, conformément aux articles 81 à 83;

3° précise, s'il échet, le délai au terme duquel elle peut réévaluer la décision d'intervention.

Avant le terme de ce délai, le centre d'hébergement fournit à l'administration un rapport psycho-médico-social circonstancié justifiant ou non le maintien de la décision.

Art. 80. En cas d'accord, l'intervention prend effet au plus tôt à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre d'hébergement.

En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de la notification.

Par dérogation à l'alinéa 2, si le processus global visé à l'article 14 ne conclut pas au bien-fondé de l'accueil ou si le centre d'hébergement dépasse la capacité d'accueil déterminé par sa décision d'agrément du centre d'hébergement, le refus d'intervention prend effet à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre d'hébergement.

Art. 81. § 1^{er} Le centre d'hébergement perçoit auprès de la personne handicapée la contribution financière forfaitaire visée à l'article 79, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 2 Pour une personne handicapée âgée de moins de 21 ans qui bénéficie d'allocations familiales, la contribution financière est due par nuit d'hébergement et correspond aux 2/3 des allocations familiales ordinaires majorées des suppléments d'âge et éventuellement du chef de l'existence d'un handicap sans que ce montant ne puisse être inférieur à 150 francs par nuit.

S'il s'agit d'un orphelin, de l'enfant d'un travailleur invalide, de l'enfant d'un pensionné ou de l'enfant d'un chômeur de plus de 6 mois, la contribution financière est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

Pour une personne handicapée âgée de moins de 21 ans qui ne bénéficie pas d'allocations familiales, la contribution financière est fixée à 450 francs par nuit.

§ 3. Pour une personne handicapée âgée de plus de 21 ans, la contribution financière est fixée à 1 000 francs par nuit d'hébergement. Une somme minimale de 5 000 francs par mois reste à la disposition de la personne handicapée. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieure à 6 500 francs.

Art. 82. La personne handicapée accueillie à la fois en centre de jour et en centre d'hébergement contribue à sa prise en charge dans chacun des centres qu'elle fréquente.

Cependant, la contribution financière fixée pour la prise en charge de jour est déduite de celle fixée pour la nuit d'hébergement. Cette contribution est facturée par le centre de jour au centre d'hébergement.

Art. 83. Si la personne handicapée ne peut pas verser sa contribution financière, elle peut introduire auprès de l'administration l'une demande d'obtention d'un taux réduit. Cette demande est accompagnée de toutes les preuves qu'elle ne peut verser l'un des taux prévus à l'article 81.

Sur base de ces éléments, l'équipe pluridisciplinaire fixe la contribution financière de la personne handicapée en tenant compte de ses revenus et de ses charges familiales réelles.

CHAPITRE VII. — *Réexamen*

Art. 84. La demande de réexamen est introduite par la personne handicapée ou son représentant légal par lettre recommandée auprès de l'administration dans le mois de la notification de la décision contestée.

Art. 85. La demande de réexamen indique précisément la décision contestée et les éléments sur base desquels le réexamen est sollicité. L'administration accuse réception de la demande de réexamen dans les dix jours ouvrables, en précisant, s'il échet, les éléments manquants et en invitant le requérant à compléter dans un délai d'un mois.

Art. 86. Dans les dix jours ouvrables, la demande est soumise pour décision à une Commission de réexamen.

Art. 87. La Commission de réexamen est composée :

1° des deux membres de l'équipe pluridisciplinaire qui a pris la décision contestée;

2° de quatre membres de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone pour l'Aide aux personnes et de la Santé désignés par elle;

3° d'un président désigné par le membre du Collège.

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission est arrêté par le membre du Collège.

Art. 88. A sa demande, la personne handicapée, son représentant légal ou toute personne qu'elle désigne à cet effet, est entendue par la Commission de réexamen.

Art. 89. La Commission de réexamen statue dans les soixante jours de sa saisine à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 90. La décision de la Commission est notifiée à la personne handicapée par l'administration.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 91. Les articles 1^{er}, 2, 7, 79 (modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1996), 93 et 95 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés sont abrogés.

L'arrêté royal du 20 novembre 1975 étendant aux personnes de nationalité étrangère l'application des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, est abrogé.

Art. 92. L'arrêté royal du 30 juillet 1968 déterminant les sièges des chambres de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 17 octobre 1969 relatif à l'instruction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 17 octobre 1969 fixant les modalités d'introduction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 20 octobre 1969 fixant les modalités du recours formé contre l'arrêté du gouverneur de province relatif à des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 10 février 1970 réglant le fonctionnement de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 1^{er} octobre 1970 relatif à la prise en charge par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés des frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation de certains handicapés placés à l'étranger, modifié ou adapté par l'arrêté royal du 24 janvier 1975 est abrogé.

Art. 93. L'arrêté ministériel du 17 octobre 1969 fixant les modalités de la révision visée à l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 modifié ou adapté par l'arrêté royal du 24 janvier 1975 est abrogé.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées et fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport, est abrogé.

Les articles 17 à 31 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés des 24 février 1989, 13 novembre 1989, 12 et 26 juin 1990, 13 mai, 10 et 11 juin, et 4 septembre 1991, 16 et 17 novembre 1992, 10 novembre 1993 et par l'arrêté du Collège du 9 décembre 1999, sont abrogés.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} décembre 1988 portant règlement du fonctionnement de la Chambre de langue française de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés et fixant le montant des jetons de présence, des frais de déplacement et autres frais accordés au président, aux membres et aux experts, est abrogé.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juin 1990 fixant les conditions de prorogation de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés en faveur de certains bénéficiaires dudit fonds au moment où ils accèdent à la majorité civile, est abrogé.

Art. 94. Le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 20 octobre 1990 étendant l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés à une nouvelle catégorie de personnes handicapées, dites nouveaux majeurs, au sein des institutions agréées établies dans la Région de Bruxelles-Capitale et ayant exercé le droit d'option en Communauté française et déterminant la participation financière de ces personnes handicapées, est abrogé.

Le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, est abrogé.

Art. 95. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, modifié par les arrêtés du Collège des 21 décembre 1995, 13 mars 1997/7 et 14 mai 1997, est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996/1 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et son annexe, modifiés par les arrêtés du Collège des 27 juin 1996, 22 mai 1997, 24 septembre 1998/1 et 3 décembre 1998, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/1 fixant les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en faveur des travailleurs handicapés en vue de favoriser leur intégration professionnelle et son annexe, modifié par l'arrêté du Collège du 3 décembre 1998, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/2 fixant les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en faveur des employeurs qui occupent des travailleurs handicapés en vue de favoriser leur intégration professionnelle et son annexe, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/7 relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 3 décembre 1998 fixant les critères et modalités d'intervention dans les frais de déplacement et de séjour exposés par les personnes handicapées en dehors de leur intégration professionnelle est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 1997 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 2, 18 et 19 du décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 20 février 1997 relatif à la reconnaissance de handicap, à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française, est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires*

Art. 96. Les documents justificatifs des prestations dont l'exécution est antérieure à la date de parution de l'arrêté au *Moniteur belge*, doivent être transmis à l'administration au plus tard dans les douze mois qui suivent la parution de l'arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 97. Les psychologues repris sur la liste établie par le membre du Collège en vertu des articles 9 à 9^{quater} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié, sont inscrits sur la liste dont question à l'article 11 du décret avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

Art. 98. Jusqu'au 30 juin 2000, le point 2.9. de l'annexe de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996/1 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Collège des 27 juin 1996, 22 mai 1997 24 septembre 1998/1, 3 décembre 1998 et 10 février 2000 demeure en application.

Art. 99. Jusqu'au 31 décembre 2001, la contribution financière des personnes handicapées accueillies ou hébergées est fixée en application des dispositions de l'article 3, 7° du décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, soit sur base de l'arrêté ministériel du 27 juin 1986 déterminant la participation financière des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui ne peuvent, en raison de leur organisation, être considérées comme appartenant à l'une ou à l'autre communauté, soit sur base de l'arrêté de l'Exécutif du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 25 septembre 1985.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 100. Les montants repris aux articles 7, 8, 24, 38, 76 et 81 sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 1999.

A partir du 1^{er} janvier 2001, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé de décembre de l'année n-1}}{\text{indice-santé de décembre de l'année n-2}}$$

Art. 101. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*, sauf le point 2.9. de l'annexe 1 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Art. 102. Le membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées
mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Fixation des critères et des modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable
à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées

1. Dispositions générales

1.1. Les conditions et les modalités d'interventions dans une aide matérielle prévues par la présente annexe sont d'application sans préjudice des dispositions du chapitre V de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

1.2. Tous les montants maxima ou de référence figurant dans la présente annexe et qui sont périodiquement révisables sont indiqués hors T.V.A..

Ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant appliqué au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé du mois de décembre de l'année n-1}}{\text{indice-santé du mois de décembre de l'année n-2}}$$

indice-santé du mois de décembre de l'année n-2

Cette liaison à l'indice-santé ne s'applique pas aux modalités d'intervention dans la construction ou la transformation d'une habitation.

1.3. En vue de l'application de l'article 39 de l'arrêté du Collège dont mention sous le point 1.1., l'équipe pluridisciplinaire précise dans sa décision d'octroi si l'aide matérielle fera l'objet d'un don lorsqu'elle n'est plus utilisée.

Pour déterminer l'institution bénéficiaire, l'avis de l'administration est requis.

2. Aides à la communication

2.1. T.V. -loupe et vidéoscope

2.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit présenter l'une des déficiences suivantes :

— acuité visuelle de moins de 3/10 mais égale ou supérieure à 1/100 au meilleur oeil avec correction optimale par lunettes;

— rétrécissement du champ visuel de 10 à 20 en moyenne, bilatéral ou au meilleur oeil;

— scotomes centraux (minimum 5°) comprenant la macula ou plusieurs petits scotomes maculaires ou paramaculaires (jusqu'à 30°);

b) la demande doit être appuyée par un rapport d'un centre de réadaptation fonctionnelle pour personnes handicapées de la vue agréé par l'I.N.A.M.I., par l'administration ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ou par une prescription motivée émanant d'un médecin-spécialiste de la vue.

2.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 184 777 francs ou à 300 000 francs pour un modèle muni d'une caméra supplémentaire de distance.

Délai de renouvellement : 5 ans.

2.2. Transmetteur de son sans fil - appareillage FM

2.2.1. Conditions

a) Le demandeur doit accuser une perte auditive moyenne de 55 db au moins à la meilleure oreille selon l'Indice de Perte Auditive calculée suivant la formule de Fournier.

b) Une prescription motivée (raisons et buts) doit être délivrée par un médecin-spécialiste ORL attaché à un centre de réadaptation fonctionnelle pour personnes handicapées de l'ouïe agréé par l'I.N.A.M.I., l'administration ou l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées. La prescription attestera que le demandeur ou son entourage est capable d'utiliser l'appareil. Un rapport semestriel par le prescripteur sur l'adaptation de l'enfant de moins de 6 ans est exigé.

2.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 77 800 francs.

2.3. Transmetteur vibro-tactile

2.3.1. Conditions

a) Le demandeur doit accuser une perte auditive de 100 db ou plus à la meilleure oreille (moyenne de Fletcher) ou une déficience auditive profonde de III^{ème} groupe selon la classification du « Bureau International d'Audiophonologie » (100 db deviennent 90 db pour les enfants de moins de 6 ans).

b) Une prescription motivée doit être délivrée par un spécialiste agréé en réadaptation fonctionnelle pour déficients de la parole et de l'ouïe avec un rapport consécutif à une période d'essai.

c) Le rapport d'un audiologiste doit certifier que l'appareil prothétique conventionnel ne permet pas d'amener les seuils de perception au niveau de perception de la parole.

d) Les conditions a) et b) ne sont pas requises pour les enfants souffrant en plus d'un autre handicap grave (cécité ou arriération mentale).

e) L'appareil doit utiliser aussi hors d'une école d'enseignement spécial ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle ou d'un centre d'hébergement.

2.3.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 40 400 francs.

2.4. Téléphone pour sourd (minitel)

2.4.1. Conditions

Le demandeur doit faire état d'une diminution auditive moyenne de plus de 70 db à la meilleure oreille, calculée suivant l'IPA de Fournier par un médecin spécialiste ORL ou avoir subi une laryngectomie.

2.4.2. Modalités

Intervention dans le coût (y compris l'installation lumineuse) limité à 14 255 francs.

L'intervention couvre uniquement l'appareil du demandeur, pas celui du correspondant.

2.5. Télécopieur

2.5.1. Conditions

Voir 2.4.1.

2.5.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 8 689 francs.

L'intervention couvre uniquement l'appareil du demandeur, pas celui du correspondant.

2.6. Machine à écrire le Braille

2.6.1. Modalités

Intervention dans le coût (coffre compris) limité à 31 676 francs pour une machine mécanique et 40 260 francs pour une machine électrique.

2.7. Ordinateur et accessoires informatiques

2.7.1. Conditions

a) En cas d'utilisation comme matériel didactique dans l'enseignement ordinaire :

il doit s'agir d'un moyen de communication écrite pour les élèves atteints de dystrophie musculaire au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique,...) ou pour les aveugles et malvoyants profonds.

b) En cas d'utilisation comme matériel didactique dans l'enseignement spécial :

il doit s'agir de matériel utilisé à domicile (exercices, devoirs), sur base d'une demande dûment motivée par le directeur de l'école.

c) Le cas échéant, une prescription médicale peut être réclamée.

2.7.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

1. - P.C. de bureau avec logiciels de base :	41 915 francs
— Imprimante :	7 668 francs
— Ecran 17 " :	24 535 francs
— Ecran 20 " :	50 093 francs
— Ecran 21 " :	66 450 francs
2. - P.C. portable :	71 561 francs
3. - Barrette braille :	
— pour une version 40 cellules piezo électriques	268 867 francs
— pour une version 80 cellules piezo électriques s'il est démontré que cette version est justifiée par rapport à une version 40 cellules	536 712 francs
— Logiciel d'accès à la barrette braille pour Windows :	81 784 francs
4. - Synthétiseur vocal :	58 272 francs
— programme d'accès pour lecture d'écran de synthèse vocale sous Windows	20 446 francs
5. - Carte d'agrandissement pour écran d'ordinateur	107 343 francs
— Logiciel d'agrandissement	28 624 francs
6. - Scanner avec programme de reconnaissance des caractères	70 893 francs
7. Imprimante Braille	150 280 francs

2.8. Accessoires spécifiques pour aveugles ou malvoyants

2.8.1. Conditions

a) En cas d'usage en éducation scolaire ou en formation professionnelle, le directeur de l'établissement doit justifier la nécessité de la demande.

b) Il doit s'agir des accessoires suivants : appareil de transformation de l'écriture Braille en écriture normale, bloc-notes, dictaphone, calculatrice parlante, traduction de livres et textes en braille, agrandissement ou scannage de textes.

2.8.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- Appareil de transformation de l'écriture Braille en écriture normale + imprimante : 65 463 francs;
- Bloc-notes électronique avec synthèse vocale 305 000 francs;
- Dictaphone : 19 005 francs;
- Calculatrice parlante : 18 478 francs;
- Traduction de cours (y compris scannage ou encodage) : en braille, en grands caractères ou sur disquette : 55 francs/feuille.
- Photocopies agrandies : 7 francs/feuille.
- Enregistrement sur cassette 60 minutes : 1 055 francs/cassette.

2.9. Interprétariat en langue des signes - toute aide à la communication**2.9.1. Conditions**

Le demandeur doit être sourd. Il doit renouveler sa demande chaque année auprès de l'administration.

2.9.2. Modalités

Le nombre de tickets horaires accordés par année civile s'élève à 30 unités. La valeur du ticket s'élève à 800 francs.

Les tickets sont délivrés par un Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé sur base d'une décision individuelle prise par l'administration. Celle-ci établit le modèle du ticket à utiliser.

Les tickets sont échangeables auprès des interprètes repris sur la liste établie par un service d'interprétation pour sourds conventionné ou agréé.

Cette liste précise les compétences des interprètes en langue des signes, ou en une autre aide à la communication.

Les interprètes introduisent auprès du Service d'Interprétation pour sourds conventionné ou agréé les tickets échangés. Ils bénéficient à charge de celui-ci du remboursement correspondant à la valeur du ticket horaire à la date de la prestation d'interprétariat.

L'administration rembourse au Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé les prestations d'interprétariat sur base de relevés trimestriels, selon le modèle fixé par l'administration.

L'administration verse une avance trimestrielle au Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé sur base du nombre de tickets octroyés au cours du trimestre correspondant de l'année antérieure et de la valeur du ticket au cours du trimestre considéré.

3. Produits absorbants pour incontinents**3.1. Conditions**

a) Le demandeur doit fournir une prescription établissant qu'il souffre d'incontinence urinaire ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou de lésions congénitales ou acquises du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou que son handicap est dû à un retard de développement psychomoteur ou mental.

b) Pour les personnes handicapées admises dans une école d'enseignement spécial ou dans un centre de jour ou d'hébergement, les prestations ne sont prises en considération qu'en dehors des périodes de prise en charge par l'école ou le centre.

c) Le matériel d'incontinence pour enfants n'est pris en charge qu'à partir de l'âge de 4 ans.

3.2. Modalités

a) Les onguents et les poudres sont exclus de toute intervention.

b) La justification médicale pour ce matériel doit être renouvelée au moins tous les deux ans sauf s'il s'avère que la pathologie est acquise à vie.

c) Intervention dans le coût limitée à :

— 31 453 francs par année civile;

— 15 726 francs pour les personnes reprises au point 3.1.b) quand la prise en charge n'est assurée qu'en journée;

— 7 863 francs pour les personnes reprises au point 3.1.b) quand la prise en charge est assurée aussi la nuit.

4. Coussin anti-escarres et peau de mouton**4.1. Conditions**

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin spécialiste motivant son usage continu; il doit être usager d'une voiturette.

4.2. Modalités

Intervention dans le coût (hors housse) jusque 13 726 francs; intervention de 60 % dans la tranche supérieure à 13 726 francs.

Le délai de renouvellement est fixé à 3 ans.

5. Aides à la mobilité**5.1. Voiturette****5.1.1. Conditions**

a) La voiturette doit figurer sur la liste des appareils enregistrés susceptibles d'être remboursés par l'assurance obligatoire soins de santé.

b) Le demandeur doit produire la preuve du refus entier ou partiel de l'assurance obligatoire soins de santé.

c) Le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

d) L'administration n'intervient pas dans les frais d'achat d'une voiturette électronique lorsque le demandeur remplit les conditions d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé.

e) Première voiturette :

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur.

f) Deuxième voiturette : l'administration est susceptible d'intervenir dans le coût d'une voiturette supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne handicapée lorsque pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'assurance obligatoire soins de santé, une 2ème voiturette est prescrite et justifiée en raison de l'utilisation au domicile d'un élévateur d'escalier avec siège ou si le véhicule automobile n'a pas été adapté, en raison de difficultés de transport ou de manipulation de la voiturette.

g) Les délais de renouvellement de l'administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

h) Remplacement de la voiturette avant la fin du délai de renouvellement prévu par l'assurance obligatoire soins de santé :

— le demandeur doit fournir une prescription motivée d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;

— ou le demandeur doit fournir une attestation d'un prestataire agréé par l'I.N.A.M.I. déclarant que la voiturette est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

5.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limitée à la valeur de la voiturette et de ses accessoires fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement afférents.

5.2. Buggy-major

5.2.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste. La personne handicapée doit être âgée d'au moins 5 ans.

5.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 12 671 francs.

5.3. Système de levage électrique pour siège de voiturette

5.3.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste.

5.3.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 33 788 francs.

5.4. Adaptation d'une voiture

5.4.1. Conditions et modalités générales d'intervention

a) La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'adaptation.

b) La personne handicapée doit conduire le véhicule elle-même et fournir une copie de son permis de conduire qui reprend les conditions et/ou restrictions et les adaptations; le candidat au permis de conduire doit fournir un attestation d'aptitude à la conduite.

Si la personne handicapée est passagère, une intervention est aussi possible mais uniquement pour aménager l'accès au véhicule.

c) La demande doit être accompagnée d'un rapport d'un centre agréé dans le cadre de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

d) Si le véhicule doit être réparé ou remplacé par suite d'accident, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois; dès lors la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

e) Délai de renouvellement : 5 ans; ce délai est fixé à 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule acheté d'occasion avec au moins 6 ans d'âge.

f) En cas de changement de véhicule avant le délai prévu au point e), une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si l'administration a marqué son accord préalablement au changement du véhicule suite à un usage professionnel intensif de celui-ci ou à une aggravation du handicap.

g) En aucun cas, le montant total de prise en charge des différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule ne pourra dépasser 327 139 francs.

h) Sur un véhicule acheté d'occasion, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année d'âge du véhicule, à partir de 6 ans et avec une diminution maximale de 60 %. Pour calculer l'âge de la voiture, il est tenu compte du mois et de l'année de 1ère mise en circulation.

i) L'intervention ne peut être payée que sur production d'une copie de l'attestation d'agrément du véhicule transformé, établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

j) Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

k) Les commandes électriques des vitres et rétroviseurs, la télé-commande d'ouverture des portes et la direction assistée ne pourront faire l'objet d'une intervention que si elles constituent des options représentant un coût supplémentaire par rapport au modèle de base du véhicule.

5.4.2. Modalités spécifiques avec montants maxima de prise en charge.

5.4.2.1. Adaptation de la conduite :

— Commandes d'accélérateur et freins sous le volant	40 892 francs
— Commandes d'accélérateur et freins sur le volant	
système mécanique	61 338 francs
système électronique	92 008 francs
— Transmission automatique	32 714 francs
— Transmission semi-automatique	54 694 francs
— Déplacement de la pédale d'accélérateur	10 223 francs
— Pédale d'accélérateur d'origine amovible	8 178 francs
— Pédale de frein rabattable	9 201 francs
— Déplacement des commandes électriques	61 338 francs
— Boule vissée au volant	1 329 francs
— Modification de la direction assistée d'origine type « TETRA »	40 892 francs
— Direction assistée	20 656 francs

5.4.2.2. Adaptations pour fonctions secondaires :

— Réglage électrique du siège conducteur	30 669 francs
— Siège ergonomique pour le conducteur	52 663 francs
— Ceinture de type harnais	8 175 francs
— Commande électrique des vitres à l'avant	12 267 francs
— des rétroviseurs	8 689 francs
— Télé commande ouverture portes	4 090 francs

5.4.2.3. Accès au véhicule :	
— Siège pivotant	32 714 francs
— Siège pivotant sortant	43 960 francs
— Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	108 365 francs
5.4.2.4. Accès au véhicule avec le fauteuil roulant :	
— Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	204 462 francs
— Rampes d'accès amovibles	25 558 francs
— Rails et kit de fixation	35 781 francs
5.4.2.5. Aides pour le chargement du fauteuil roulant à l'intérieur d'une voiture :	
a) Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	193 216 francs
b) Chargement dans le coffre par bras manipulateur	
— fauteuil roulant manuel pliant	65 816 francs
— fauteuil roulant électrique	110 329 francs
5.4.2.6. Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité	
— Abaissement plancher arrière	276 023 francs
— Rehaussement du toit	25 558 francs
— Aplanissement du plancher	25 558 francs

5.5. Cours supplémentaires pour l'apprentissage de la conduite automobile

5.5.1. Conditions

L'adaptation de la voiture ou la nature du handicap du demandeur doivent justifier des cours supplémentaires.

La demande doit être accompagnée d'une attestation motivée d'un médecin-spécialiste et d'une attestation d'une auto-école agréée établissant le nombre d'heures de cours supplémentaires nécessaires. Si le forfait de base dont question au point 5.5.2. doit être dépassé, l'auto-école en attestera de manière motivée.

5.5.2. Modalités

a) L'intervention est unique.

b) Intervention forfaitaire de base de 8 868 francs (soit 6 heures); 1 478 francs par heure supplémentaire éventuellement nécessaire, sans dépasser au total 15 heures.

5.6. Canne-béquilles

5.6.1. Conditions

Le demandeur doit être atteint d'une déficience locomotrice justifiant l'usage permanent de cannes. Une prescription médicale l'attestera et précisera le type d'aide ambulatoire.

5.6.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- canne de marche : 577 francs
- canne avec appui coude : 850 francs
- canne avec support d'avant-bras pour arthritique : 2 700 francs
- canne tripode : 1 300 francs
- canne quadripode : 1 514 francs
- béquilles avec appui axillaire : 2 241 francs la paire.

5.7. Chien-guide

5.7.1. Conditions

Le demandeur doit être atteint d'une déficience visuelle grave.

Une organisation ayant pour objet l'intégration des personnes aveugles et reconnue par les pouvoirs publics doit fournir la garantie du bon dressage du chien destiné au demandeur.

5.7.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 163 660 francs.

L'intervention couvre tous les frais liés à l'acquisition du chien (notamment l'achat de l'animal, les frais de personnel, d'entretien et de dressage, les coûts divers tels que assurance et vétérinaire, éventuellement frais de séjour de la personne handicapée).

5.8. Canne blanche

5.8.1. Apprentissage des techniques de déplacement

5.8.1.1. Conditions

a) La gravité du handicap visuel doit justifier la prise en charge de la prestation.

b) La formation doit être donnée par une institution agréée dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées et s'adresser à des personnes atteintes d'une déficience visuelle.

c) le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours à répartir sur maximum 9 mois.

d) En cas de changement important et durable dans les habitudes de déplacement, une formation complémentaire peut être prise en charge à raison de 20 heures maximum de cours.

e) A son terme, un rapport d'évaluation sur la formation doit être transmis par l'institution.

5.8.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 800 francs par heure de formation.

5.8.2. Achat de la canne blanche

5.8.2.1. Conditions

Le demandeur doit maîtriser les techniques de déplacement ou suivre des cours dans ce but.

5.8.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 3 379 francs.

6. Accompagnement pédagogique

6.1. Conditions

a) Le demandeur doit être atteint :

- soit d'une déficience visuelle,
- soit d'une déficience auditive,

— soit d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale associée éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques et qui justifient la nécessité d'un accompagnement pédagogique.

b) Le demandeur doit suivre :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par une des trois Communautés;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge.

c) L'accompagnement pédagogique doit être assuré par un service agréé à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

d) Un examen psycho-pédagogique sur les capacités du demandeur peut être requis à l'initiative de l'administration.

6.2. Modalités

a) L'intervention a trait :

— à l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire (explications orales, répétition, tutelle scientifique,...) qui a lieu en dehors des heures de cours ou de formation,

— aux prestations d'interprétariat en langue des signes ou d'autres aides à la communication qui ont lieu pendant ou en dehors des heures de cours ou de formation.

b) Intervention dans le coût limitée à 850 francs par heure avec un maximum annuel de 450 heures pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle, 600 heures pour les personnes atteintes d'une déficience auditive et 250 heures pour les personnes atteintes d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale.

Par dérogation à l'article 29 de l'arrêté du Collège dont mention sous le point 1.1., l'intervention est octroyée au service d'accompagnement pédagogique agréé qui a fourni les prestations.

c) Quand la durée de l'enseignement ou de la formation ne couvre pas un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures pris en considération sous b) est réduit proportionnellement.

7. Aménagement immobilier et mobilier

7.1. Construction ou transformation

7.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit être atteint d'un handicap locomoteur grave qui justifie les travaux.

b) Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

c) La personne handicapée ou son représentant légal doit être propriétaire du logement ou, à défaut, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :

— acte de bail authentique et enregistré, non résiliable par le propriétaire, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par l'administration (un an par tranche de 21 493 francs);

— lorsque le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;

— en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

d) Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

e) Toute intervention n'est accordée qu'une seule fois. Cependant, en cas de déménagement justifié par :

— le besoin de vivre de façon indépendante (si p. ex. le premier aménagement a été réalisé dans la maison des parents);

— des nécessités professionnelles;

il peut être dérogé à cette règle et une seconde intervention est octroyée.

f) Aucune intervention n'est accordée si les travaux visent des immeubles ou logements issus d'initiatives ou de dispositions collectives et utilisées à des fins communes, ni aux parties communes de logements collectifs.

7.1.2. Modalités

a) Intervention dans le coût limité à 11 % des valeurs reprises à l'article 2, b), de l'arrêté royal du 15 juillet 1981 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées.

b) Il est tenu compte des autres avantages légaux en matière de logement (p. ex. interventions régionales, subsides à la construction ou à la rénovation de logements, etc.).

7.2. Ascenseur ou monte-escaliers

7.2.1. Conditions.

a) La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'adaptation.

b) Conditions de propriété : voir 7.1.1. c).

c) L'administration peut exiger une attestation par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur.

7.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— 232 292 francs pour un monte-escaliers,

— 316 762 francs si plus d'un monte-escaliers est indispensable, ou pour un ascenseur.

le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

7.3. Equipement complémentaire

7.3.1. Conditions

Il doit s'agir de matériaux, d'appareils ou d'adaptations de meubles à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'équipement.

7.3.2. Modalités

a) Intervention dans le coût.

b) Le montant total des interventions pour différents équipements complémentaires est limité à 72 750 francs.

7.4. Lit et sommier à réglage hydraulique ou électrique

7.4.1. Conditions

Le demandeur doit présenter une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ou être usager de voiturette. Une prescription par médecin-spécialiste doit accompagner la demande.

7.4.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— réglable par pompe hydraulique : 42 235 francs

— réglable par pompe électrique : 68 631 francs

7.5. Lève-personne

7.5.1. Conditions

La demande doit être accompagnée d'une prescription d'un médecin-spécialiste qui précise le modèle et le justifie par rapport au handicap du demandeur.

7.5.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

1. Hydraulique

a. mobile (sur roulettes) : 43 291 francs

b. fixe (plaque de fixation comprise) : 31 676 francs

2. Mécanique

mobile et fixe : 33 788 francs

3. Statique

a. sur pied : 7 602 francs

b. adapté au lit : 4 223 francs

4. Electrique

a. matériel sur roulettes : 109 388 francs

b. matériel suspendu par rail : dans une pièce : 185 000 francs

dans plusieurs pièces : 245 000 francs

Le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

5. Elevateur pour bain actionné par pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie : 47 290 francs

7.6. Siège

7.6.1. Siège de toilette

7.6.1.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription médicale justifiant la nécessité de l'aide en raison de la déficience.

7.6.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— sans roulettes

— chaise percée : 5 385 francs

— idem réglable en hauteur : 6 757 francs

— avec roulettes : 10 663 francs

— pour voiturette 5 912 francs

7.6.2. Siège de douche**7.6.2.1. Conditions**

Le demandeur doit fournir une prescription médicale qui stipule qu'un simple siège de douche (tabouret sur quatre pieds) ne suffit pas dans le cas spécifique.

7.6.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- | | |
|--|---------------|
| — siège de douche avec dossier et accoudoirs amovibles : | 10 500 francs |
| — chaise de douche munie de 4 petites roues pivotantes, d'accoudoirs amovibles, percée ou non percée : | 16 660 francs |

7.7. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes**7.7.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage****7.7.1.1. Conditions**

a) Une prescription motivée d'un médecin spécialiste doit justifier la prestation en raison de l'importance du trouble fonctionnel.

b) Le demandeur doit être conducteur de véhicule; s'il ne l'est pas, le garage doit constituer pour lui le seul accès possible à l'habitation.

7.7.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 25 000 francs.

7.7.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée**7.7.2.1. Conditions**

Une prescription motivée d'un médecin spécialiste doit justifier la prestation en raison de l'importance du trouble fonctionnel.

7.7.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à

- | | |
|---|----------------|
| — ouverture avec parlophone | 25 000 francs. |
| — motorisation avec commande électronique et verrouillage | 72 500 francs |

8. Petit équipement**8.1. Conditions**

a) Le demandeur doit justifier la nécessité du petit équipement destiné à lui procurer une indépendance accrue dans la vie quotidienne.

b) Son coût doit être inférieur à 5 000 francs.

8.2. Modalités

Intervention dans les frais supplémentaires par rapport à un équipement utilisable par des personnes valides.

Le montant total des interventions pour de petits équipements est limité à 21 117 francs par demandeur.

9. Entretien et réparations de certaines aides**9.1. Conditions**

Il doit s'agir, soit d'une voiturette (y compris le remplacement des batteries), soit d'un ascenseur ou d'un monte-escalier, soit d'une barrette Braille.

9.2. Modalités

Intervention dans le coût de l'entretien limité à 10% par an de la valeur d'intervention dans l'achat.

Intervention dans le coût des réparations limité à 40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

MODELE DU CONTRAT D'ADAPTATION PROFESSIONNELLE

Conclu entre :

— l'employeur

siège social

siège d'activité

représenté par

en qualité de

d'une part

et

— le travailleur

domicilié(e)

né(e).....

FH/.....

.....représentant légal éventuel

domicilié(e)

d'autre part,

Considérant la décision de l'équipe pluridisciplinaire, du

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'employeur s'engage à assurer au travailleur une qualification professionnelle dans la profession de..... suivant le programme d'adaptation professionnelle annexé au présent contrat.

Cette adaptation professionnelle aura lieu.....

Pour assurer son suivi, l'employeur désigne.....

Art. 2. Le présent contrat prend cours le..... et a une durée de....., soit jusqu'au.....

La durée hebdomadaire est fixée à.....heures.

Il est conclu à l'essai pour une période de....., soit jusqu'au.....

Art. 3. Pendant la durée du contrat, le travailleur bénéficie à charge de l'employeur :

a) d'une rémunération composée :

1° d'une indemnité fixée à..... francs par heure effectivement prestée ou assimilée;

2° d'une intervention complémentaire fixée à 75 % du revenu minimum moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail. L'intervention complémentaire horaire de base est égale à 3 fois le montant mensuel de base divisé par 13 x 38. Elle est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées. Elle est diminuée des interventions légales réglementaires visées à l'article 50 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

b) des interventions légales, réglementaires ou conventionnelles dans les frais qu'il expose, notamment pour se rendre à son lieu de travail.

Art. 4. L'employeur s'engage à :

1° veiller à la santé et à la sécurité du travailleur et porter une attention particulière aux difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de son handicap;

2° fournir la preuve qu'il remplit à l'égard du travailleur les obligations résultant des dispositions légales ou réglementaires qui lui incombent en tant qu'employeur.

Le travailleur est considéré comme un ouvrier/employé (*);

3° remettre au travailleur une copie du règlement de travail de l'entreprise;

4° aviser immédiatement la Commission communautaire française de toute contestation relative à l'exécution du contrat.

(*) barrer la mention inutile.

Art. 5. Le travailleur s'engage à :

- 1° se conformer au règlement de travail en vigueur et respecter le secret professionnel;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données en vue de l'exécution du contrat;
- 3° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;
- 4° aviser immédiatement la Commission communautaire française de toute contestation relative à l'exécution du contrat.

Art. 6. La Commission communautaire française :

- 1° suit l'exécution du contrat;
- 2° veille à l'adéquation du programme d'adaptation;
- 3° joue un rôle de médiation en cas de contestation.
- 4° rembourse à l'employeur l'intervention complémentaire dont mention à l'article 3, a), 2° du présent contrat, ainsi que le montant des cotisations patronales de sécurité sociale y afférentes.

Art. 7. L'exécution du contrat est suspendue en cas d'impossibilité momentanée pour l'une des parties d'exécuter le contrat, notamment en cas de chômage technique ou d'incapacité de travail.

partie intéressée est tenue de justifier de cette impossibilité et, lorsqu'elle résulte d'une incapacité de travail du travailleur de produire un certificat médical.

En cas de suspension de l'exécution du contrat, la durée de celui-ci est prolongée d'une période égale à celle de la suspension.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat doivent être notifiées immédiatement à l'administration par la partie intéressée.

Art. 8. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le présent contrat prend fin avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information préalable de l'administration :

- 1° en cas de suspension de l'exécution du contrat se prolongeant plus de trois mois;
- 2° par la volonté des deux parties;
- 3° par la volonté de l'employeur :
dans ce cas, l'employeur ne peut résilier le contrat qu'à l'expiration de la période d'essai moyennant un préavis de sept jours donné par lettre recommandée, prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné;
- 4° par la volonté du travailleur.

Le contrat prend également fin avant l'expiration du terme prévu :

- 1° par la cession de l'entreprise ou sa cessation d'activité;
- 2° par la notification aux parties, sous pli recommandé, du retrait de l'agrément du contrat par l'administration lorsque le travailleur ne témoigne pas des aptitudes nécessaires pour mener à bien le cours normal de l'adaptation ou lorsqu'une des parties ne respecte pas ses obligations.

Quand l'administration constate que l'employeur ne remplit plus ses obligations contractuelles, et que de ce fait le contrat prend fin avant la survenance du terme prévu, l'employeur est tenu de verser au travailleur une indemnité compensatoire équivalente à la rémunération de sept jours d'occupation.

Art. 9. L'employeur s'engage :

- 1° à verser à l'Office national de sécurité sociale :
 - les cotisations de sécurité sociale dues par le travailleur sur sa rémunération;
 - les cotisations de sécurité sociale dues par l'employeur au titre du contrat;
- 2° à fournir à l'administration tous les documents justificatifs qu'elle réclame et notamment, les états de prestations du travailleur, de la rémunération versée au travailleur et des cotisations patronales de sécurité sociale versées;
- ° à permettre au représentant de la Commission communautaire française d'effectuer les enquêtes et visites jugées nécessaires auprès de l'entreprise ou sur le lieu de travail.

Art. 10. En cas de difficultés concernant l'exécution du présent contrat, l'employeur et le travailleur doivent s'adresser à l'administration.

Le Tribunal du Travail est compétent pour connaître des contestations relatives au présent contrat.

Ainsi fait le..... à.....

En trois exemplaires, dont un pour l'employeur et un pour le travailleur.

Chacune des parties reconnaît avoir reçu l'exemplaire qui lui est destiné.

Le troisième exemplaire est déposé à l'administration.

Lu et approuvé,

L'employeur,

Lu et approuvé,

Le travailleur,

(ou son représentant légal éventuel)

Agrément de la Commission communautaire française.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000
relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées
mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

TABLEAU DE DETERMINATION DE LA PERTE DE RENDEMENT DU TRAVAILLEUR HANDICAPE
EN VUE DE BENEFICIER DE LA PRIME D'INSERTION OU DE LA PRIME D'INSTALLATION

Entreprise :

Nom - Prénom du travailleur :

FH/ :

Date de naissance :

Date de l'évaluation :

ITEM A	1	2	3	4
A.1 Vitesse				
A.2 Qualité				
Sous-total A	soit %			

ITEM B	10%	5%
B.1 Transmission des consignes		
B.2. Autonomie - polyvalence		
B.3. Sociabilité et rapports avec l'autorité		
Sous-Total B	%	
TOTAL A + B	%	

DEFINITIONS DES ITEM

La perte de rendement traduite en un pourcentage d'intervention dans la rémunération du travailleur doit être uniquement liée aux conséquences de sa déficience.

Pour compléter le tableau de détermination de la perte de rendement, il est aussi tenu compte :

- des exigences du poste de travail;
- de l'adaptation éventuelle du poste de travail;
- de l'avis du médecin du travail.
- de la moyenne réalisée par des travailleurs valides occupés à ce poste de travail

A. 1. VITESSE

Rapidité d'exécution du travail

1. supérieure ou égale à 90 %

2. de 70 % à 89 %

3. de 50 % à 69 %

4. inférieure à 50 %

A. 2. QUALITE

Qualité et fiabilité du travail fini (indépendamment des autres critères)

1. Bon travail, peu d'erreurs et de défauts.
2. Travail acceptable malgré des erreurs et des défauts rectifiables (si on les lui signale) par le travailleur.
3. Travail nécessitant souvent des corrections par un tiers.
4. Mauvaise qualité.

1. - A. 2. COUPLE VITESSE - QUALITE

VITESSE	QUALITE	TOTAL
1	1	0 %
1	2	5 %
1	3	15 %
1	4	30 %
2	1	15 %
2	2	25 %
2	3	35 %
2	4	45 %
3	1	30 %
3	2	40 %
3	3	50 %
3	4	60 %
4	1	45 %
4	2	55 %
4	3	65 %
4	4	65 %

B. 1. TRANSMISSION DES CONSIGNES

Faculté de transmettre, comprendre et recevoir des consignes.

10 % Echange de consignes mêmes simples difficilement compréhensibles (par exemple, en cas de surdité totale ou de cécité complète).

5 % Echange de consignes complexes difficilement compréhensibles.

B. 2. AUTONOMIE - POLYVALENCE

Niveau d'encadrement et de polyvalence nécessaire pour effectuer le travail.

10 % Ne travaille pas seul, a besoin d'une surveillance et d'un encadrement permanent ou oublie d'un jour à l'autre les gestes appris.

5 % Travaille moyennant une surveillance et un encadrement important (plusieurs fois par heure); ne peut résoudre seul une difficulté; manque de polyvalence.

B. 3. SOCIABILITE ET RAPPORTS AVEC L'AUTORITE

Aisance à entretenir des contacts sociaux positifs dans le cadre professionnel et respect des consignes et des ordres.

10 % Agressivité vis-à-vis des collègues ou incapacité d'entrer en relation avec eux ou rejet systématique de l'autorité.

5 % Contacts de travail inadéquats ou nécessité de rappeler les ordres et consignes très fréquemment (plusieurs fois par jour).

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 1383

[C — 2000/31179]

25 FEBRUARI 2000. — Besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Het College,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 11, 19, 20, 23, 24, 26, 28, 34, 36, 37, 38, 50, 52, 62, 64, 68, 70 en 71;

Gelet op het advies van de Sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, van 5 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 24 maart 1999;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting van 1 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1° van de samengeschakelde wetten betreffende de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden en die werd opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998, onder de naam « Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden »;

« gehandicapte » : iedere gehandicapte die woonachtig is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 van het decreet; niettemin kunnen uit hoofde van artikel 2 van het decreet de door het College erkende centra, ondernemingen en diensten ook personen opvangen die woonachtig zijn op het grondgebied van een ander gewest;

« pluridisciplinaire equipe » : het orgaan ingesteld bij artikel 10 van het decreet;

« globaal proces » : het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ingesteld in overleg met de gehandicapte, zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet;

« werknemer » : de gehandicapte die opgenomen is volgens de bepalingen van het decreet en wordt aangesteld op basis van een arbeidsovereenkomst waardoor men onderworpen is aan de sociale zekerheid of middels een reglementair statuut, of uit hoofde van een omscholingsovereenkomst zoals gedefinieerd in artikel 26 tot 28 van het decreet;

« werkgever » : iedere privaot- of publiekrechtelijke persoon die een werknemer in dienst neemt;

« beroepsopleiding » : elke beroepsopleiding die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een Belgische autoriteit;

« Collegelid » : het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie dat belast is met het Gehandicaptenbeleid.

Art. 3. De medische informatie in het dossier dat van elke gehandicapte wordt opgemaakt in het kader van diens toelating volgens de bepalingen van het decreet of in het kader van de instelling van zijn globaal proces, staan uitsluitend de geneesheer van de pluridisciplinaire equipe ter beschikking.

De psychologische informatie in het dossier dat van elke gehandicapte wordt opgemaakt in het kader van diens toelating volgens de bepalingen van het decreet of in het kader van de instelling van zijn globaal proces, staan uitsluitend de psycholoog van de pluridisciplinaire equipe ter beschikking.

Art. 4. De geneesheer en de psycholoog delen de pluridisciplinaire equipe uitsluitend de gegevens mee die onontbeerlijk zijn voor de besluitvoering.

HOOFDSTUK II. — *De toelating van de gehandicapten*

Art. 5. Het verzoek om toelating door de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger of de jeugdrechter overeenkomstig de bepalingen van het decreet wordt bij een ter post aangetekende brief aan het bestuur gericht of bij diens zetel tegen ontvangstbevestiging neergelegd.

Art. 6. Wanneer de pluridisciplinaire equipe de gehandicapte verzoekt een medisch examen af te leggen, specificeert dit verzoek de verkenningen, nasporingen en algemene of speciale medische onderzoeken die de geneesheer zal moeten uitvoeren.

Art. 7. Dit medisch onderzoek wordt door het bestuur aan de geneesheer vergoed voor een bedrag van 2 171 frank.

Art. 8. Wanneer de pluridisciplinaire equipe de gehandicapte verzoekt een psychologisch onderzoek af te leggen, specificeert dit verzoek de expertisetaak die van de psycholoog wordt verlangd.

Dit psychologisch onderzoek wordt door het bestuur aan de psycholoog vergoed voor een bedrag van :

4 342 frank voor een persoonlijksonderzoek;

1 861 frank voor een onderzoek naar het intellectuele potentieel van de gehandicapte.

Art. 9. De geneesheer-specialist of de psycholoog dienen binnen dertig dagen na de datum van het onderzoek, hun verzoek tot terugbetaling in bij, naar gelang van het geval, de geneesheer of de psycholoog van de pluridisciplinaire equipe. Het bestuur stort zijn tegemoetkoming binnen dertig dagen na de ontvangst van het onderzoeksverslag.

Art. 10. Het Collegelid stelt de lijst op met de psychologen die bevoegd zijn de psychologische onderzoeken af te nemen die door de toepassing van het decreet vereist zijn.

Deze psychologen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° voldoen aan de diplomavooraanvragen uit hoofde van de wet van 8 november 1993 houdende bescherming van de titel van psycholoog;

2° het bewijs leveren van een bijzondere kennis van gehandicapten, hetzij door zijn opleiding, hetzij door zijn beroepservaring;

3° het bewijs leveren van een opleiding en ervaring met het afnemen van projectietests;

4° een bewijs van goed zedelijk gedrag overleggen, waarvan de datum van aflevering niet ouder mag zijn dan drie maanden;

5° een activiteit op het gebied van het handicap uitoefenen;

6° geen lid zijn van de Raad van Bestuur of het personeel van een centrum, onderneming of dienst die door de Franse Gemeenschapscommissie krachtens het decreet wordt erkend, met uitzondering van een centrum voor gespecialiseerde beroepskeuzebegeleiding of een omscholingscentrum.

Art. 11. De psycholoog die op deze lijst wenst te worden opgenomen, dient zijn verzoek hiertoe per aangetekend schrijven in bij het bestuur.

Het Collegelid neemt binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het verzoek een beslissing.

Art. 12. Het bestuur brengt de psycholoog onverwijld bij een ter post aangetekende brief op de hoogte van de beslissing van het Collegelid.

De erkenning wordt van kracht op de datum van kennisgeving van deze beslissing.

Art. 13. Het Collegelid kan op voorstel van het bestuur op elk moment een psycholoog van de lijst schrappen die niet langer aan de voorwaarden van artikel 10 voldoet. Deze schrapping wordt van kracht op de datum van haar kennisgeving.

Indien de psycholoog niet langer aan de zesde voorwaarde van artikel 10 voldoet, brengt hij het bestuur onverwijld van dit feit op de hoogte en wordt hij automatisch van de lijst geschrapt, met inwerkingtreding op de datum van kennisgeving van de schrapping.

HOOFDSTUK III. — *Het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces*

Art. 14. 1° Teneinde het globaal proces van een gehandicapte op te stellen, overhandigt het bestuur hem informatie over de prestaties waarop hij kan rekenen en een vragenlijst betreffende de prestaties die hij zou willen ontvangen.

2° Wanneer het procesverzoek betrekking heeft op een inschakeling in het arbeidsproces, vermeldt de pluridisciplinaire equipe het eventuele bestaan van contra-indicaties aangaande de deficiënties en vaardigheden van de werknemer.

3° Wanneer het procesverzoek betrekking heeft op de opvang in een dag- of onthaalcentrum, dient het vergezeld te gaan van een gedetailleerd psychosociaal rapport van de mogelijkheid van opvang of onthaal. Dit rapport moet op collegiale wijze worden opgesteld door ten minste drie personen zonder enige band met een dag- of onthaalcentrum, die bovendien de titel van geneesheer, psycholoog of maatschappelijk assistent moeten dragen en door de gehandicapte vrij zijn gekozen.

Dit rapport raadt één of meerdere oriëntatievormen aan, een datum voor een eventuele herbeoordeling en de medische categorie bedoeld in artikel 3,7° van decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie. Het moet vóór de opvang of het onthaal worden opgesteld en mag niet dateren van meer dan zes maanden daarvoor.

Bij gebrek aan een dergelijk rapport vóór de opvang of het onthaal moet het verzoek vergezeld gaan van een attest dat vóór de opvang of het onthaal collegiaal werd opgesteld door ten minste drie personen zonder enige band met een dag- of onthaalcentrum, die bovendien de titel van geneesheer, psycholoog of maatschappelijk assistent moeten dragen en door de gehandicapte vrij zijn gekozen. Het bestuur bepaalt het model van dit attest.

Het gedetailleerde psychisch-medisch-sociale rapport dat heeft gediend voor de opstelling van het attest moet ten laatste binnen drie maanden aan het bestuur worden meegedeeld.

Art. 15. Wanneer de gehandicapte niet binnen drie maanden te rekenen vanaf het verzoek van het bestuur alle vereiste gegevens voor de bestudering van zijn aanvraag heeft ingediend, wordt de aanvraag als nietig beschouwd.

Art. 16. Wanneer de pluridisciplinaire equipe het globaal proces van een gehandicapte opstelt, aanvult of wijzigt, kan de verzochte hulp of tegemoetkoming slechts worden toegekend indien het handicap waarop zij betrekking heeft voor het eerst werd geconstateerd vóór de leeftijd van 65 jaar.

Art. 17. De pluridisciplinaire equipe kan :

1° het globaal proces van de gehandicapte wijzigen wanneer er een verandering optreedt in de situatie van deze persoon of wanneer nieuwe inlichtingen tot zijn kennis worden gebracht;

2° eventueel de termijn preciseren waarna hij zijn beslissing kan herevalueren.

Art. 18. De sommen die aan de gehandicapte verschuldigd zijn ter uitvoering van zijn globaal proces, worden aan hemzelf of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger uitbetaald.

De bewijsstukken van de uitgaven worden ten laatste binnen twaalf maanden te rekenen vanaf de uitvoering van de prestaties aan het bestuur overgedragen, op straffe van uitsluiting.

De betaling van de verschuldigde sommen geschiedt ten laatste binnen drie maanden te rekenen vanaf de indiening van de bewijsstukken bij het bestuur.

Wanneer het bestuur vóór de beslissing van de pluridisciplinaire equipe over de bewijsstukken beschikt, geschiedt de betaling van de verschuldigde sommen ten laatste binnen drie maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing van de pluridisciplinaire equipe.

HOOFDSTUK IV. — *Tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfkosten*

Sectie 1. — Tegemoetkoming in de verplaatsingskosten

Art. 19. Een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten die de gehandicapte maakt in het kader van de instelling van zijn globaal proces, zijn inschrijving op school, zijn beroepsopleiding, zijn inschakeling in het arbeidsproces of zijn deelname aan de activiteiten die worden georganiseerd door een vereniging zonder winstbejag of een door een Belgische autoriteit erkende instantie en die worden afgesloten met een getuigschrift als vrijwilliger, wordt door het bestuur toegekend aan de gehandicapte die voldoet aan de voorwaarden van artikel 24, 1° van het decreet.

Aangaande de verplaatsingskosten preciseert de tegemoetkomingsbeslissing de vervoerstypen die aanleiding kunnen geven tot een tegemoetkoming.

Art. 20. § 1. De verplaatsingskosten die in het kader van de instelling van het globaal proces in aanmerking worden genomen, hebben als voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte, op verzoek van het bestuur, tussen zijn woonplaats en de zetel van het bestuur of een centrum voor gespecialiseerde beroepskeuzebegeleiding of een omscholingscentrum dat erkend wordt door de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De verplaatsingskosten die in het kader van de inschrijving op school of een beroepsopleiding in aanmerking worden genomen, hebben als voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woonplaats en de plaats van zijn inschrijving op school, behalve in het bijzondere en geïntegreerde onderwijs, of zijn beroepsopleiding, op basis van een heen- en terugreis per activiteitendag, met uitzondering van georganiseerd vervoer in de vorm van collectieve ophaling.

In afwijking van het voorgaande lid, wanneer een tegemoetkoming in de verblijfkosten wordt toegekend uit hoofde van sectie 2, wordt enkel een heen- en terugreis per activiteitenweek in aanmerking genomen.

§ 3. De verplaatsingskosten die in het kader van de inschakeling in het arbeidsproces in aanmerking worden genomen hebben als voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woon- en werkplaats, op basis van een heen- en terugreis per werkdag.

§ 4. De verplaatsingskosten die in aanmerking worden genomen in het kader van zijn deelname aan de activiteiten georganiseerd door een door een Belgische autoriteit erkende v.z.w. en afgesloten met een attest als vrijwilliger, hebben tot voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woonplaats en de plaats van zijn schoolactiviteiten, op basis van een heen- en terugreis per activiteitendag.

Art. 21. § 1. Voor de verplaatsingen die gebeuren via een door de gehandicapte bestuurd particulier vervoermiddel, wordt de tegemoetkoming berekend op basis van de afstand en het belastbaar vermogen van het gebruikte vervoermiddel, zonder dat rekening wordt gehouden met het belastbaar vermogen van meer dan 7 PK en volgens de percentages die vermeld staan in de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot bepaling van de algemene reglementering inzake de reiskosten.

Voor de berekening van de afstanden wordt rekening gehouden met de werkelijke afstand.

§ 2. Wanneer de gehandicapte door een derde met een particulier vervoermiddel gebracht wordt, kunnen de verplaatsingskosten die deze derde maakt om de gehandicapte naar zijn plaats van activiteit of gelijkaardig te brengen, en om de gehandicapte nadien weer op te halen en terug te brengen naar zijn woonplaats, in aanmerking worden genomen onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien in § 1.

§ 3. In geval van verplaatsingen met een taxi is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die bepaald werd door de geldende reglementering in de zone waar de rit begint.

§ 4. Verplaatst men zich in een aangepaste minibus van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel, dan is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die men de gehandicapte aanrekent voor de rit.

§ 5. Voor de verplaatsingen met het openbaar vervoer in gezelschap van een derde is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die de derde persoon wordt aangerekend om de gehandicapte van zijn woonplaats naar zijn plaats van activiteit of soortgelijk te brengen, terug naar het vertrekpunt te gaan, de gehandicapte opnieuw te gaan halen en hem naar zijn woonplaats te brengen, waarbij de maandelijkse vergoeding niet meer mag bedragen dan de prijs van een maandabonnement zoals vastgesteld door de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel.

Art. 22. Van de tegemoetkoming door het bestuur worden afgehouden : de wettelijke of reglementaire tegemoetkoming in de kosten die de gehandicapte maakt om zich naar zijn plaats van activiteit of soortgelijk te begeven en de kosten van de verplaatsingen indien deze met het openbaar vervoer hadden plaatsgehad.

Sectie 2. — De tegemoetkoming in de verblijfkosten

Art. 23. Een vergoeding voor de verblijfkosten die de gehandicapte maakt in het kader van zijn inschrijving op school, behalve in bijzonder en geïntegreerd onderwijs, wordt door het bestuur toegekend onder de voorwaarden van het besluit, mits de gehandicapte omwille van zijn deficiëntie niet in staat is zich elke dag naar zijn plaats van activiteit te begeven of mits de vergoeding voor de verblijfkosten lager is dan de tegemoetkoming die zou zijn toegekend voor de dagelijkse verplaatsingskosten uit hoofde van sectie één van dit hoofdstuk.

Art. 24. De door het bestuur toegekende vergoeding wordt vastgesteld op 513 frank per activiteitendag.

Art. 25. Van de tegemoetkoming door het bestuur worden afgehouden : de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen in de kosten die de gehandicapte voor zijn verblijf maakt.

Sectie 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 26. Het verzoek om een tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfkosten wordt door de gehandicapte bij het bestuur ingediend op het door laatstgenoemde opgestelde document.

De tegemoetkoming vangt ten vroegste aan op de datum van ontvangst van het verzoek door het bestuur.

Art. 27. De tegemoetkoming kan enkel worden betaald aan het einde van iedere maand op voorlegging van de bewijsstukken die door het bestuur zijn vastgesteld en die desbetreffend de staten bevatten van de aanwezigheid van de gehandicapte op school, zijn beroepsopleiding, zijn activiteiten of examens of de staten van de prestaties van de werknemer.

In afwijking van artikel 18, lid 3, verricht het bestuur de betaling binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van deze, naar behoren ingevulde, documenten.

HOOFDSTUK V. — Individuele bijstand voor de integratie

Art. 28. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces via één van de volgende activiteiten :

- 1° het verrichten van betaald werk;
- 2° het volgen van een beroepsopleiding;
- 3° het volgen van een studie of een leervorm die erkend wordt door de autoriteiten;
- 4° de situatie van kinderen die nog niet leerplichtig zijn wordt hieraan gelijkgesteld;
- 5° aanhoudende inspanningen om te worden ingeschakeld op de arbeidsmarkt;
- 6° het beheer van het huishouden of de daadwerkelijke verrichting van huishoudelijke taken;
- 7° het bezoek aan een dagcentrum op voorwaarde dat de bijstand ertoe bijdraagt dat de gehandicapte thuis kan blijven wonen;
- 8° deelname aan sociale activiteiten, afgerond met een attest als vrijwilliger.

Art. 29. De gehandicapten kunnen in aanmerking komen voor een tegemoetkoming in de kosten van individuele bijstand bij hun integratie in de gevallen en onder de voorwaarden voorzien in bijlage 1.

In de gevallen die niet in bijlage 1 worden voorzien, kan het Collegelid op voorstel van het Bestuur een tegemoetkoming toekennen in de tenlasteneming van individuele bijstand voor de integratie.

Art. 30. De tegemoetkomingen in de individuele bijstand voor de sociale integratie of inschakeling in het arbeidsproces worden door het bestuur slechts toegekend indien de door hen gedekte kosten niet reeds werden vergoed :

- 1° uit hoofde van een wet die het herstel organiseert van de aantasting van de lichamelijke integriteit en de daaruit voortvloeiende kosten, met name de bepalingen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid;
- 2° die onder de bevoegdheid valt van andere overheidsdiensten dan de Franse Gemeenschapscommissie, uit hoofde van nationale of supranationale, decretale of ordonnantiële wettelijke bepalingen.

Wanneer de door het bestuur toegekende tegemoetkomingen mogelijk het voorwerp zullen uitmaken van een vergoeding uit hoofde van de bovengenoemde wetten en voorschriften, geven de gehandicapten dit aan het bestuur op en stellen zij laatstgenoemde in hun rechten voor de betaalde tegemoetkomingen.

De aan het bestuur toegekende subrogatie blijft evenwel beperkt tot de sommen die uitstijgen boven 100 % van de daadwerkelijk gemaakte kosten.

Art. 31. In geen geval kan de tegemoetkoming betrekking hebben op :

- 1° de apparatuur voor de medische of paramedische behandeling of voor het behoud van de lichamelijke conditie;
- 2° de diensten gepresteerd door natuurlijke of rechtspersonen, behalve degene die worden genoemd in bijlage 1;
- 3° de geleende, gehuurde of geleasede bijstand aan gehandicapten;
- 4° de materiële bijstand van de schooluitrusting die op school of een equivalent hiervan wordt gebruikt, inzonderheid alle materiële bijstand om de lessen te volgen, collegegeld en handleidingen, behalve indien de materiële bijstand in direct verband staat tot de integratie van de leerling in het gewone onderwijs;
- 5° materiële bijstand die uitsluitend gebruikt wordt in dag- of onthaalcentra of in bijzonder of geïntegreerd onderwijs.

Art. 32. Het bestuur kan tegemoetkomen in in het buitenland gekochte materiële bijstand indien deze bijstand in België niet of moeilijk verkrijgbaar is. Haar kostprijs mag niet hoger zijn dan degene die in België voor vergelijkbare bijstand wordt aangerekend.

Art. 33. Indien de kostprijs van een materiële bijstand hoger uitvalt dan 20 000 frank, kan het bestuur van de aanvrager verzoeken offertes van verschillende leveranciers en een uitleg van de leveranciers omtrent de doeltreffendheid en de bijzondere eigenschappen van de gewenste materiële bijstand voor te leggen.

Art. 34. De tegemoetkoming kan de kosten van de individuele bijstand voor de integratie deels of in hun geheel dekken.

Het bestuur kan beslissen tot een bijzondere tegemoetkoming op basis van een vergelijking van de kosten van de bijstand die op de markt beschikbaar is, rekening houdend met de eigenschappen en kwaliteiten van deze bijstand; de tegemoetkoming kan in geen geval hoger uitvallen dan de in bijlage 1 vastgestelde maxima.

Art. 35. Ingeval de aankopen, werkzaamheden of diensten worden verricht vóór de indiening van het verzoek om een tegemoetkoming, kan de prestatie slechts aanleiding geven tot de tegemoetkoming indien deze wordt aangevraagd binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de datum van aankoop of het begin van de dienstverlening of de werkzaamheden.

Ingeval de aankopen, werkzaamheden of diensten worden verricht na de indiening van het verzoek om een tegemoetkoming :

1° moeten de aankopen en diensten in elk geval ten laatste binnen een termijn van een jaar geschieden, te rekenen vanaf de datum van de beslissing tot vaststelling van het bedrag van de tegemoetkoming. Deze bepaling geldt niet voor prestaties met een permanent karakter, zoals voorzien in de beslissing tot tegemoetkoming;

2° moeten de werkzaamheden ten laatste worden aangevangen binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de datum van de beslissing en worden afgerond binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de datum van de beslissing.

Art. 36. In afwijking van artikel 18, lid 2, vangt de termijn voor indiening van de bewijsstukken, indien de facturen betrekking hebben op aankopen, werkzaamheden of diensten vóór de datum van beslissing omtrent de tegemoetkoming, op straffe van uitsluiting aan op de datum van kennisgeving van de beslissing.

Art. 37. Indien het bestuur constateert dat een verzoek om tegemoetkoming in de kosten van een individuele bijstand aan de integratie weliswaar beantwoordt aan de voorwaarden in dit hoofdstuk maar dat deze bijstand niet in bijlage 1 wordt genoemd of, indien ze er wel in figureert maar het verzoek om tenlasteneming niet voldoet aan bepaalde voorwaarden die in deze bijlage worden genoemd, kan het bestuur het advies inroepen van specialisten of technici, teneinde te kunnen oordelen over de gegrondheid van de tegemoetkoming in de gewenste individuele bijstand voor de integratie en over haar noodzaak ten aanzien van het handicap van de aanvrager, en desbetreffend de voorwaarden en modaliteiten van de tegemoetkoming te preciseren.

Art. 38. De in artikel 37 bedoelde specialisten en technici kunnen niet verbonden zijn aan leveranciers van individuele bijstand voor de integratie. Zij geven hun advies binnen de maand van het verzoek hierom door het bestuur. Hiertoe wordt hen een forfaitaire vergoeding van 1 241 frank toegekend per advies, behalve indien deze specialisten of technici tot een openbaar bestuur behoren.

Art. 39. In de in bijlage 1 voorziene gevallen moet de individuele bijstand voor de integratie die het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming door het bestuur en die niet langer wordt gebruikt, door de gehandicapte of diens rechthebbende worden geschonken aan een centrum, een onderneming of een dienst voor gehandicapten die wordt erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK VI. — *De tegemoetkomingen voor de centra, ondernemingen en diensten die gehandicapten opvangen*

Sectie 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 40. Teneinde de tegemoetkoming te bepalen waarop het centrum, de onderneming of de dienst die een gehandicapte opvangt recht heeft, neemt de pluridisciplinaire equipe op collegiale wijze een beslissing omtrent elk verzoek met betrekking tot :

- 1° een omscholingsovereenkomst;
- 2° een tewerkstellingspremie;
- 3° een vestigingspremie;
- 4° een aanpassing van de werkpost;
- 5° een tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onderneming met aangepast werk;
- 6° een tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een dagcentrum;
- 7° een tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onthaalcentrum,

mits het globaal proces dat in overleg met de gehandicapte is ingesteld de gegrondheid van één van deze prestaties heeft aangetoond.

Elke tegemoetkoming in verband met punt 2°, 3° en 5° van het voorgaande lid, wordt toegekend op voorwaarde dat de onderneming de bepalingen respecteert van de paritaire commissie die bevoegd is ten aanzien van de betrokken werknemers.

Sectie 2. — De omscholingsovereenkomst

Art. 41. De pluridisciplinaire equipe beslist omtrent het verzoek van de gehandicapte om met de werkgever van zijn keuze een omscholingsovereenkomst te sluiten.

Art. 42. De omscholingsovereenkomst wordt opgesteld in drie exemplaren, waarvan één voor elk van de partijen en de derde voor het bestuur dat haar moet erkennen.

De overeenkomst wordt door de partijen ten laatste op de eerste dag van uitvoering van de overeenkomst getekend.

Haar model wordt vastgelegd in bijlage 2.

Art. 43. De duur van de omscholingsovereenkomst wordt bepaald op maximaal een jaar. Indien het omscholingsprogramma of de aard van het handicap van de werknemer het rechtvaardigt, kan zij per periode van maximaal een jaar worden verlengd, tot een totaal maximum van drie jaar.

In een onderneming met aangepast werk wordt deze totale duur opgevoerd tot vijf jaar, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 21 van het besluit van het College van....2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk.

De omscholingsovereenkomst voorziet in een proefperiode van zeven kalenderdagen bij een duur van maximaal zes maanden. Deze proefperiode kan niet minder duren dan zeven kalenderdagen noch, in de overige gevallen, langer dan een maand. Ze kan niet worden verlengd om redenen van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 44. § 1. De werkgever verbindt er zich toe :

- 1° de werknemer een daadwerkelijke beroepsopleiding te geven;
- 2° persoonlijk toe te zien op de uitvoering van de overeenkomst of één van zijn personeelsleden aan te duiden die zal instaan voor de opvolging van de omscholing van de werknemer;
- 3° te waken over de gezondheid en de veiligheid van de werknemer en bijzondere aandacht te besteden aan de moeilijkheden die hij, omwille van zijn handicap, zou kunnen ondervinden;
- 4° de in artikelen 47 tot 50 bedoelde bezoldiging te betalen indien de werkgever geen onderneming met aangepast werk is, of de bezoldiging bedoeld in artikel 32 van het besluit van het College van....2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk, indien de werkgever een onderneming met aangepast werk is;
- 5° de wettelijke, reglementaire of conventionele tegemoetkomingen in de onkosten te betalen die de werknemer maakt om zich naar zijn werkplaats te begeven;
- 6° het bewijs te leveren dat hij tegenover de werknemer de verplichtingen nakomt die voortvloeien uit de hem als werkgever opgelegde wettelijke of reglementaire bepalingen;
- 7° het bestuur onmiddellijk op de hoogte te brengen van iedere betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst;
- 8° het bestuur alle bewijsstukken voor te leggen waar het om verzoekt;
- 9° de vertegenwoordiger van het bestuur toe te laten de nodige onderzoeken en controles te verrichten bij de onderneming of op de werkplaats.

§ 2. De werknemer verbindt er zich toe :

- 1° in orde te zijn met de geldende arbeidsreglementering en het beroepsgeheim te eerbiedigen;
- 2° te handelen overeenkomstig de richtlijnen die hem werden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
- 3° de voorschriften inzake veiligheid en hygiëne te eerbiedigen;
- 4° het bestuur onmiddellijk op de hoogte te brengen van iedere betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst.

§ 3. Het bestuur :

- 1° volgt de uitvoering van de overeenkomst op;
- 2° ziet toe op de geschiktheid van het omscholingsprogramma;
- 3° zorgt voor overleg in geval van betwisting;
- 4° bepaalt het bedrag van de vergoeding.

Art. 45. De uitvoering van de overeenkomst wordt opgeschort wanneer één van beide partijen zich in de onmogelijkheid bevindt tijdelijk de uitvoering van de overeenkomst na te komen, meer bepaald in geval van gedwongen werkloosheid of arbeidsongeschiktheid.

De betrokken partij moet deze onmogelijkheid bewijzen en, wanneer deze het gevolg is van arbeidsongeschiktheid van de werknemer, een medisch attest voorleggen.

Ingeval van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst, wordt de overeenkomst verlengd voor eenzelfde duur als die van de opschorting.

De opschorting en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst moeten door de betrokken partij onverwijld aan het bestuur meegedeeld worden.

Art. 46. Onverminderd de algemene wijzen voor de uitdoving van de verplichtingen en op voorwaarde dat het bestuur op voorhand op de hoogte wordt gebracht, wordt aan de overeenkomst een einde gesteld vóór het verstrijken van de voorziene termijn :

- 1° wanneer de opschorting van de overeenkomst meer dan drie maanden duurt;
 - 2° met instemming van beide partijen;
 - 3° met instemming van de werkgever :
in dit geval mag de werkgever de overeenkomst slechts verbreken na de proefperiode en middels een vooropzeg van zeven dagen te rekenen vanaf de maandag die volgt op de week waarin hij de vooropzeg gaf;
 - 4° met instemming van de werknemer.
- Aan de overeenkomst wordt eveneens een einde gesteld vóór de voorziene termijn :
- 1° bij overname van de onderneming of de stopzetting van haar activiteit;
 - 2° als beide partijen bij een ter post aangetekende brief op de hoogte gebracht worden van het feit dat het bestuur de erkenning van de overeenkomst heeft ingetrokken, indien de werknemer geen blijk geeft van de nodige vaardigheden het normale verloop van de omscholing tot een goed einde te brengen of indien één van beide partijen haar verplichtingen niet nakomt.

Wanneer het bestuur tot de bevinding komt dat de werkgever zijn contractuele verplichtingen niet langer nakomt en dat de overeenkomst daarom ten einde loopt vóór de voorziene termijn, moet de werkgever de werknemer een schadeloosstelling betalen gelijk aan de bezoldiging van de zeven werkdagen.

Art. 47. Het deel van de vergoeding dat ten laste van de werkgever komt, « aanvullende tegemoetkoming » geheten, wordt hem door het bestuur terugbetaald op overlegging van de door laatstgenoemde bepaalde en door de werkgever ingediende bewijsstukken.

Art. 48. Het deel van de vergoeding dat niet door het bestuur aan de werkgever wordt terugbetaald, heet « schadeloosstelling ».

Behalve in ondernemingen met aangepast werk, wordt deze vastgesteld op 40 frank per daadwerkelijk gepresteerd of gelijkgesteld uur gedurende het eerste jaar van de omscholing. Dit bedrag wordt opgevoerd tot 60 frank vanaf het tweede jaar van de omscholing.

Art. 49. De aanvullende tegemoetkoming wordt vastgesteld op 75 % van het minimaal maandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende tegemoetkoming op uurbasis is gelijk aan driemaal het minimaal maandinkomen gedeeld door 13 x 38. Zij wordt uitbetaald voor de daadwerkelijk gepresterde of gelijkgestelde uren.

Art. 50. Deze tegemoetkoming wordt verminderd met :

- 1° de wettelijke of reglementaire ouderdomspensioenen en de hieraan verbonden voordelen;
- 2° de uitkeringen, toelagen en lijfrentes die toegekend worden aan slachtoffers van arbeidsongevallen of beroepsziekten, krachtens de wetgeving inzake de schadeloosstelling voor arbeidsongevallen of krachtens de wetgeving inzake de schadeloosstelling voor beroepsziekten en de preventie ervan;
- 3° de uitkeringen toegekend aan de gehandicapte die het slachtoffer is van een ongeval, krachtens artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of krachtens iedere andere overeenkomstige buitenlandse wetgeving;
- 4° de krachtens de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering toegekende uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid;
- 5° de werkloosheidsuitkeringen die worden toegekend krachtens de reglementering op de tewerkstelling en de werkloosheid;
- 6° de vervangingsinkomens die zijn toegekend krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de toelagen aan gehandicapten of de gewone of bijzondere toelagen die toegekend zijn krachtens de wet van 27 juni 1969 inzake de toekenning van toelagen aan gehandicapten.

Wanneer een van de in het hierboven vermelde lid bedoelde tegemoetkomingen uitbetaald wordt in kapitaal of in de vorm van terugkoopwaarde, dan gelden de bepalingen bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987 betreffende de toelagen aan gehandicapten.

Art. 51. De werkgever bezorgt het bestuur een driemaandelijks staat van de sociale zekerheidsbijdragen die hij aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid heeft betaald.

Het bestuur stelt het model van dit document op.

Op basis van deze staat betaalt het bestuur aan de werkgever het bedrag van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die betrekking hebben op de aanvullende tegemoetkoming.

Art. 52. De in artikel 47 en het onderhavige artikel bedoelde documenten moeten, op straffe van uitsluiting, ingediend worden binnen een jaar na het verstrijken van de maand of het kwartaal waarop ze betrekking hebben.

Het bestuur betaalt de tegemoetkoming binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de dag dat deze naar behoren ingevulde documenten werden ontvangen.

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de ondernemingen met aangepast werk.

Sectie 3. — De tewerkstellingspremie

Art. 53. De tewerkstellingspremie wordt na onderzoek vastgesteld, rekening houdend met de indicaties en contra-indicaties aangaande de deficiënties en vaardigheden van de werknemer, de vereisten van de werkpost en het advies van de arbeidsgeneesheer.

Art. 54. De aanvraag van de werkgever wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd naar het bestuur, op het document dat laatstgenoemde daartoe heeft bestemd. Het advies van de arbeidsgeneesheer, bedoeld in artikel 53, wordt onder vertrouwelijke omslag verstuurd naar de geneesheer van de pluridisciplinaire equipe.

De pluridisciplinaire equipe :

- 1° beslist over de aanvraag van de werkgever;
- 2° stelt zonodig een percentage rendementsverlies vast op basis van het bijlage 3 gegeven beoordelingsrooster.

Art. 55. De door het bestuur toegekende tegemoetkoming stemt overeen met het percentage rendementsverlies dat wordt toegepast op de bezoldiging van de werknemer. Onder bezoldiging wordt het bruto maandinkomen verstaan dat daadwerkelijk door de werkgever werd betaald, tot een maximum van drie maal het gemiddelde minimaal maandinkomen zoals gewaarborgd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De tegemoetkoming mag niet hoger liggen dan 65 % van de bezoldiging van de werknemer.

Voor de berekening van de tewerkstellingspremie worden evenwel de verminderingen of vrijstellingen van sociale lasten en de andere tegemoetkomingen in de bezoldiging die kunnen worden toegekend krachtens de federale of gewestelijke bepalingen, van de in aanmerking genomen bezoldiging afgetrokken.

Art. 56. De beslissing tot toekenning van de tewerkstellingspremie wordt ter kennis gebracht van de werkgever binnen vijftien dagen volgend op de datum van de beslissing. Zij wordt toegekend voor maximaal één jaar te rekenen vanaf de datum van de aanvraag.

Zij kan evenwel hernieuwd worden op basis van een blijvend rendementsverlies van de werknemer.

Deze beslissing kan eveneens aanleiding geven tot een verplichte sociale begeleiding door een dienst die een overeenkomst heeft gesloten of die erkend is door het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 57. De tewerkstellingspremie wordt aan de werkgever uitbetaald aan het einde van elke maand, op voorlegging van de door het bestuur vastgestelde bewijsstukken.

Deze documenten moeten op straffe van uitsluiting worden ingediend binnen een termijn van twaalf maanden na het einde van de maand waarop ze betrekking hebben.

De tewerkstellingspremie wordt door het bestuur uitbetaald binnen dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze naar behoren ingevulde documenten.

Art. 58. In afwijking van artikel 57 gelden, indien de tewerkstellingspremie betrekking heeft op een werknemer van een onderneming met aangepast werk, de bepalingen van artikel 42 van het besluit van het College van ...2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk.

Art. 59. Komen niet in aanmerking voor de tewerkstellingspremie :

1° de werkgevers die één of meerdere werknemers hebben ontslagen indien dit ontslag abusief was in de zin van de eerste twee leden van artikel 63 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° de werkgevers die niet voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden die zij moeten vervullen als werkgever;

3° de publiekrechtelijke werkgevers die per groep van 20 voltijdse betrekkingen nog niet één gehandicapte, opgenomen volgens de federale, gemeenschaps- en gewestelijke reglementering, tewerkstellen.

Komen niet in aanmerking hiervoor, de banen die voorbehouden zijn aan het medisch, verplegend en verzorgend personeel, aan politieagenten en brandweermannen.

De tewerkstellingspremie wordt toegekend aan die werkgevers voor iedere bijkomende verbintenis m.b.t. deze norm.

Art. 60. De volgende werkgevers kunnen in de onderstaande gevallen geen aanspraak maken op de tegemoetkoming :

1° de ondernemingen met aangepast werk : voor de gehandicapte werknemers voor wie een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten wordt toegekend door een gewestelijke of gemeenschapsinstelling belast met de integratie van gehandicapten, in zoverre deze tegemoetkoming geen betrekking heeft op het begeleidingspersoneel;

2° de werkgevers : voor een werknemer die voldoet aan de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging vanwege de R.V.A. voor moeilijk te plaatsen werklozen;

3° de werkgevers : voor een werknemer voor wie ze kunnen profiteren van tegemoetkomingen vanwege een gewestelijke of gemeenschapsinstelling belast met de integratie van gehandicapten krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 betreffende de bezoldigingsgraad voor gehandicapten die een gewone arbeidsfunctie uitoefenen of krachtens iedere andere reglementaire bepaling ter compensatie van het tijdelijk of blijvend rendementsverlies van een werknemer.

Sectie 4. — De vestigingspremie

Art. 61. De aanvraag voor een vestigingspremie wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd naar het bestuur, op het document dat laatstgenoemde daartoe heeft bestemd.

Na onderzoek beslist de pluridisciplinaire equipe over de aanvraag, rekening houdend met :

1° de indicaties en contra-indicaties op beroepsvlak voortvloeiend uit de deficiënties en vaardigheden van de aanvrager en uit de vereisten van het beoogde werk;

2° de beroepsbekwaamheid van de aanvrager;

3° de technische, economische, financiële en sociale haalbaarheid van het project van de aanvrager door de voorlegging van met name een beginsituatie en een verwachte staat van de geraamde uitgaven en inkomsten voor de eerste twee dienstjaren van de onderneming;

4° de mogelijkheid voor de aanvrager om zijn project te laten opvolgen door een begeleidingscel bij de oprichting van een onderneming op initiatief van het Instituut voor de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen vijftien dagen volgend op de datum van de beslissing.

Art. 62. De pluridisciplinaire equipe stelt zonodig een percentage rendementsverlies vast op basis van het bijlage 3 gegeven beoordelingsrooster.

De door het bestuur toegekende tegemoetkoming stemt overeen met het resultaat van dit percentage dat wordt toegepast op het gemiddeld minimaal maandinkomen zoals gewaarborgd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, tot een maximum van 50 %.

Art. 63. De vestigingspremie wordt verleend voor een periode van zes maanden en kan drie maal hernieuwd worden, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 61.

De periode waarop de tegemoetkoming betrekking heeft, mag niet aanvangen vóór de dag waarop de aanvraag ontvangen werd.

Art. 64. Worden van de tegemoetkoming uitgesloten :

1° de aanvrager die niet voldoet aan alle wettelijke en reglementaire voorwaarden m.b.t. de uitoefening van de bedoelde beroepsactiviteit;

2° de aanvrager die bovenop zijn activiteit als zelfstandige een andere bezoldigde, minstens halftijdse activiteit uitoefent.

Art. 65. De vestigingspremie wordt uitbetaald aan het einde van elke maand, op voorlegging van een verklaring van voortzetting van de activiteit.

Sectie 5. — De aanpassing van de werkpost

Art. 66. De aanvraag voor een aanpassing van de werkpost wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd naar het bestuur, op het document dat laatstgenoemde daartoe heeft bestemd :

1° door een werkgever die een werknemer in dienst heeft volgens een arbeidsovereenkomst of omscholingsovereenkomst;

2° door een zelfstandige werknemer;

3° door een instantie die een gehandicapte een beroepsopleiding geeft zoals voorzien in het globaal proces.

Art. 67. Na onderzoek beslist de pluridisciplinaire equipe over de aanvraag, rekening houdend met :

1° de indicaties en contra-indicaties op beroepsvlak voortvloeiend uit de deficiënties en vaardigheden van de aanvrager en uit de vereisten van het beoogde werk;

2° de beschrijving van de werkpost en de verwachte aanpassingen.

De beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen 15 dagen volgend op de datum van de beslissing.

De aanvraag mag geen betrekking hebben op de aanpassing van een werkpost die meer dan twaalf maanden vóór de ontvangstdatum van de aanvraag uitgevoerd is.

Art. 68. Om aanspraak te maken op een tegemoetkoming van het bestuur, moet elke in artikel 66 bedoelde aanvrager zich ertoe verbinden :

1° het bestuur op de hoogte te brengen als er een aangepaste werkpost, waarvoor een tegemoetkoming verleend wordt, vrijkomt;

2° bij voorrang iedere aangepaste werkpost voorbehouden aan een andere gehandicapte werknemer die is opgenomen volgens de bepalingen van het decreet.

Art. 69. Om aanspraak te maken op een tegemoetkoming van het bestuur, moet de in artikel 66, lid 1, 1° bedoelde aanvrager zich ertoe verbinden de werknemer, voor wie een werkpost werd aangepast, in dienst te houden gedurende minstens zes maanden vanaf de datum van de aanpassing als de tegemoetkoming van het bestuur minder dan 100 000 frank bedraagt en gedurende minstens één jaar als zij 100 000 frank of meer bedraagt;

Art. 70. De gekweten facturen met betrekking tot de aangepaste werkpost moeten, op straffe van uitsluiting, ten laatste binnen twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de beslissing worden ingediend.

De tegemoetkoming van het bestuur wordt uitbetaald binnen dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze documenten.

Sectie 6. — De tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onderneming met aangepast werk

Art. 71. De onderneming met aangepast werk dient binnen een termijn van drie werkdagen na de datum van aanstelling van de werknemer bij het bestuur een aanvraag in voor een tegemoetkoming in verband met de tenlasteneming van een gehandicapte, op het hiertoe door het bestuur bestemde document.

De tegemoetkoming wordt ten vroegste op de datum van aanstelling van de werknemer van kracht.

Art. 72. De pluridisciplinaire equipe :

1° beslist over de aanvraag voor een tegemoetkoming;

2° bepaalt de voorwaarden en modaliteiten waartegen de tegemoetkoming wordt toegekend, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van het College van.. betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk;

3° stelt de beroepsbekwaamheidscategorie vast van de werknemer in de onderneming met aangepast werk, zoals bedoeld in artikel 20 van hetzelfde besluit;

4° preciseert desgevallend de termijn waarna zij de beslissing omtrent de tegemoetkoming opnieuw kan beoordelen.

Sectie 7. — De tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een dagcentrum

Art. 73. De aanvraag voor een tegemoetkoming moet door het dagcentrum worden ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model door het bestuur wordt opgesteld, ten laatste tien dagen na de opvang van de gehandicapte.

Op straffe niet ontvankelijk te worden verklaard, verklaart het centrum een exemplaar te hebben ontvangen van het rapport of attest bedoeld in artikel 14, lid 2 of 4.

Deze aanvraag moet vergezeld gaan van een rapport van het dagcentrum ter rechtvaardiging van de opvang van de gehandicapte ten aanzien van zijn aanvraag en het collectieve project van het centrum.

Als de aanvraag voor een tegemoetkoming ten doel heeft af te wijken van de voorwaarden inzake leeftijd, zoals voorzien in de erkenning van het dagcentrum, dient deze vergezeld te gaan van een rechtvaardiging van het behoud van de opvang :

1° hetzij vanwege de noodzaak om een schoolcyclus te voltooien;

2° hetzij vanwege de onmogelijkheid om een ander dagcentrum te vinden. In dit laatste geval wordt de afwijking toegekend voor maximaal een jaar en bij wijze van uitzondering, indien het verzoek hiertoe naar behoren wordt gemotiveerd, voor een tweede jaar.

Art. 74. De pluridisciplinaire equipe :

1° beslist over de aanvraag voor een tegemoetkoming;

2° bepaalt de financiële bijdrage ten laste van de gehandicapte, overeenkomstig artikelen 76 en 77;

3° preciseert desgevallend de termijn waarna zij de beslissing omtrent de tegemoetkoming opnieuw kan beoordelen.

Vóór het verstrijken van deze termijn overhandigt het dagcentrum het bestuur een gedetailleerd psychisch-medisch-sociaal rapport dat het behoud van de beslissing al dan niet rechtvaardigt.

Art. 75. Indien de tegemoetkoming wordt toegewezen, wordt deze ten vroegste van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het dagcentrum.

Indien de tegemoetkoming wordt geweigerd, wordt deze van kracht op de datum van kennisgeving.

In afwijking van lid 2, indien het globaal proces bedoeld in artikel 14 niet de gegrondheid van de opvang aantoonst of indien het dagcentrum de in de beslissing tot erkenning van het dagcentrum bepaalde opvangcapaciteit overschrijdt, wordt de weigering tot tegemoetkoming van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het dagcentrum.

Art. 76. Het dagcentrum int bij de gehandicapte de forfaitaire financiële bijdrage bedoeld in artikel 74, lid 1, 2°.

Voor een gehandicapte die voltijds wordt opgevangen, wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 150 frank per aanwezige dag indien hij jonger is dan 21 jaar en op 280 frank per aanwezige dag indien hij ouder is dan 21 jaar.

Voor een gehandicapte die een halve dag wordt opgevangen (hetzij vóór 13 uur, hetzij na 13 uur), wordt de in het eerste lid voorziene financiële bijdrage met de helft verlaagd.

Op voorwaarde dat hij het vervoermiddel gebruikt dat door het dagcentrum wordt georganiseerd, draagt de gehandicapte tevens bij in de vervoerkosten, voor een bedrag van 70 frank per dag ingeval van verplaatsingen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en voor 100 frank per dag ingeval van verplaatsingen buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 77. Indien de gehandicapte zich zijn financiële bijdrage niet kan veroorloven, kan hij een verzoek indienen voor een verlaagd tarief. Dit verzoek wordt vergezeld van alle bewijsstukken.

Op basis van deze elementen stelt de pluridisciplinaire equipe de financiële bijdrage van de gehandicapte vast, rekening houdend met zijn inkomsten en gezinslasten.

Sectie 8. — De tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onthaalcentrum

Art. 78. De aanvraag voor een tegemoetkoming moet door het onthaalcentrum worden ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model door het bestuur wordt opgesteld, ten laatste tien dagen na de opvang van de gehandicapte.

Op straffe niet ontvankelijk te worden verklaard, verklaart het centrum een exemplaar te hebben ontvangen van het rapport of attest bedoeld in artikel 14, lid 2 of 4.

Deze aanvraag moet vergezeld gaan van een rapport van het onthaalcentrum ter rechtvaardiging van het onthaal van de gehandicapte ten aanzien van zijn aanvraag en het collectieve project van het onthaalcentrum.

Als de aanvraag voor een tegemoetkoming ten doel heeft af te wijken van de voorwaarden inzake leeftijd, zoals voorzien in de erkenning van het onthaalcentrum, dient deze vergezeld te gaan van een rechtvaardiging van het behoud van de opvang :

1° hetzij vanwege de noodzaak om een schoolcyclus te voltooien;

2° hetzij vanwege de onmogelijkheid om een ander onthaalcentrum te vinden. In dit laatste geval wordt de afwijking toegekend voor maximaal een jaar en bij wijze van uitzondering, indien het verzoek hiertoe naar behoren wordt gemotiveerd, voor een tweede jaar.

Art. 79. De pluridisciplinaire equipe :

1° beslist over de aanvraag voor een tegemoetkoming;

2° bepaalt de financiële bijdrage ten laste van de gehandicapte, overeenkomstig artikelen 81 tot 83;

3° preciseert desgevallend de termijn waarna zij de beslissing omtrent de tegemoetkoming opnieuw kan beoordelen.

Vóór het verstrijken van deze termijn overhandigt het onthaalcentrum het bestuur een gedetailleerd psychisch-medisch-sociaal rapport dat het behoud van de beslissing al dan niet rechtvaardigt.

Art. 80. Indien de tegemoetkoming wordt toegewezen, wordt zij ten vroegste van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het onthaalcentrum.

Indien de tegemoetkoming wordt geweigerd, wordt deze weigering van kracht op de datum van kennisgeving.

In afwijking van lid 2, indien het globaal proces bedoeld in artikel 14 niet de gegrondheid van de opvang aantoonst of indien het onthaalcentrum de in de beslissing tot erkenning van het onthaalcentrum bepaalde opvangcapaciteit overschrijdt, wordt de weigering tot tegemoetkoming van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het onthaalcentrum.

Art. 81. § 1^{er} Het onthaalcentrum int bij de gehandicapte de forfaitaire financiële bijdrage bedoeld in artikel 79, lid 1, 2°.

§ 2 Voor een gehandicapte van minder dan 21 jaar die kinderbijslag geniet, geldt de financiële bijdrage per onthaalnacht en stemt zij overeen met 2/3 van de gewone kinderbijslag verhoogd met supplementen omwille van de leeftijd van de gehandicapte en eventueel ook omwille van het bestaan van een handicap, zonder dat dit bedrag lager kan uitvallen dan 150 frank per nacht.

Indien het een wees, een kind van een invalide werknemer, het kind van een gepensioneerde of het kind van een langer dan 6 maanden werkloze werknemer betreft, is de financiële bijdrage dezelfde als wanneer de persoon niet tot één van deze categorieën zou behoren.

Voor een gehandicapte van minder dan 21 jaar die geen kinderbijslag ontvangt, wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 450 frank per nacht.

§ 3. Voor een gehandicapte van meer dan 21 jaar wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 1 000 frank per onthaalnacht. Een minimumsom van 5 000 frank per maand blijft ter beschikking van de gehandicapte. Voor de werknemers wordt deze som gebracht op een derde van het netto maandinkomen, zonder lager te kunnen uitvallen dan 6 500 frank.

Art. 82. De gehandicapte die zowel in het dag- als in het onthaalcentrum wordt opgevangen, draagt bij in zijn tenlasteneming in beide centra.

De financiële bijdrage voor de tenlasteneming overdag wordt evenwel afgetrokken van die voor het onthaal 's nachts. Deze bijdrage wordt door het dagcentrum aan het onthaalcentrum gefactureerd.

Art. 83. Indien de gehandicapte zijn financiële bijdrage niet kan betalen, kan hij bij het bestuur een verzoek indienen voor een verlaagd tarief. Dit verzoek wordt vergezeld van alle bewijzen dat hij een van de in artikel 81 genoemde tarieven niet kan betalen.

Op basis van deze elementen stelt de pluridisciplinaire equipe de financiële bijdrage van de gehandicapte persoon vast, rekening houdend met zijn daadwerkelijke inkomsten en gezinslasten.

HOOFDSTUK VII. — *Herbeoordeling*

Art. 84. Het verzoek om herbeoordeling wordt door de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger per aangetekende brief bij het bestuur ingediend binnen een maand na de kennisgeving van de betwiste beslissing.

Art. 85. Het verzoek om een herbeoordeling vermeldt heel precies de betwiste beslissing en de elementen op basis waarvan de herbeoordeling wordt verzocht. Het bestuur bevestigt binnen tien werkdagen de ontvangst van het verzoek om herbeoordeling en precificeert desgevallend de ontbrekende elementen met het verzoek aan de eiser om deze binnen een maand aan te vullen.

Art. 86. Binnen tien werkdagen wordt het verzoek ter beslissing voorgelegd aan de Herbeoordelingscommissie.

Art. 87. De Herbeoordelingscommissie bestaat uit :

twee leden van de pluridisciplinaire equipe die de betwiste beslissing heeft genomen;

vier leden van de sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, die door haar worden aangeduid.

Een voorzitter wordt aangeduid door het Collegelid.

Het huishoudelijk reglement van de commissie wordt vastgesteld door het collegelid.

Art. 88. Desgewenst wordt de gehandicapte, zijn wettelijke vertegenwoordiger of iedere andere persoon die hij hiertoe aanduidt, gehoord door de Herbeoordelingscommissie.

Art. 89. De Herbeoordelingscommissie beslist binnen zestig dagen na haar aanhangigmaking bij meerderheid van de aanwezige leden. Ingeval van staking van de stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 90. De beslissing van de Commissie wordt door het bestuur aan de gehandicapte medegedeeld.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffende bepalingen*

Art. 91. Worden opgeheven de artikelen 1, 2, 7, 79 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 september 1996), 93 en 95 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 20 november 1975 tot uitbreiding van de toepassing van de bepalingen van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten tot de personen van vreemde nationaliteit.

Art. 92. Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 30 juli 1968 tot bepaling van de zetels van de kamers der Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 betreffende het onderzoek van de aanvragen om tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van nadere regels voor het indienen van de aanvragen om tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 20 oktober 1969 tot vaststelling van de nadere regels toepasselijk op het beroep, ingesteld tegen het besluit van een provinciegouverneur over de aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 10 februari 1970 tot regeling van de werking van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 1 oktober 1970 betreffende het ten laste nemen door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten van de kosten van opname, onderhoud en opvoeding van sommige in het buitenland geplaatste gehandicapten, gewijzigd of aangepast door het koninklijk besluit van 24 januari 1975.

Art. 93. Wordt opgeheven het ministerieel besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van nadere regels toepasselijk op de herziening als bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, gewijzigd of aangepast door het koninklijk besluit van 24 januari 1975.

Wordt opgeheven het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd verslag moet voldoen.

Worden opgeheven de artikelen 17 tot 31 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd door de besluiten van 24 februari 1989, 13 november 1989, 12 en 26 juni 1990, 13 mei, 10 en 11 juni, en 4 september 1991, 16 en 17 november 1992, 10 november 1993 en door het besluit van het College van 9 december 1999.

Wordt opgeheven het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 december 1988 houdende regeling van de werking van de Franstalige Kamer van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten en vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en van de tegemoetkoming voor reiskosten en andere kosten, toegekend aan de voorzitter, de leden en de deskundigen.

Wordt opgeheven het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 juni 1990 tot vaststelling van de voorwaarden tot de verlenging van de tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, ten gunste van zekere begunstigden van voornoemd Fonds toen ze de burgerlijke meerderjarigheid bereikten.

Art. 94. Wordt opgeheven de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1990 houdende uitbreiding van de tussenkomst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten tot een nieuwe groep gehandicapten, de zogenaamde nieuwe meerderjarigen, in de erkende instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die hun recht van keuze hebben uitgeoefend in de Franse Gemeenschap, en houdende het financieel aandeel van deze gehandicapten.

Wordt opgeheven de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Art. 95. Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, gewijzigd door de besluiten van het College van 21 december 1995, 13 maart 1997/7 en 14 mei 1997.

Worden opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996/1 tot vaststelling van de criteria en de wijze van tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook diens bijlage, gewijzigd door de besluiten van het College van 27 juni 1996, 22 mei 1997, 24 september 1998/1 en 3 december 1998.

Worden opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/1 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van tegemoetkomingen verleend door het Brussels Franstalig Fonds voor sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces aan gehandicapte werknemers ter bevordering van hun integratie in het arbeidsproces, alsook zijn bijlage, gewijzigd door het besluit van het College van 3 december 1998.

Worden opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/2 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van mindervaliden en hun inschakeling in het arbeidsproces een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten verleent aan werkgevers met het oog op de beroepsaanpassing van de minder-validen die ze tewerkstellen, alsook zijn bijlagen.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/7 betreffende het globaal proces voor sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces, ingesteld in overleg met iedere gehandicapte die is opgenomen volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 3 december 1998 tot bepaling van de criteria en de wijzen voor een tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfskosten van gehandicapten buiten hun professionele inschakeling.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikelen 2, 18 en 19 van het decreet van de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 februari 1997 betreffende de erkenning van een handicap, de inschrijving in een centrum of dienst voor gehandicapten en de aanvraag om tegemoetkoming vanwege de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen*

Art. 96. De bewijsstukken van de prestaties waarvan de uitvoering dateert van vóór de datum van verschijning van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*, moeten ten laatste binnen een jaar volgend op de verschijning van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* aan het bestuur worden overgedragen.

Art. 97. De psychologen op de lijst die door de leden van het College werd opgesteld krachtens artikelen 9 tot 9quater van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating, volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, worden ingeschreven op de lijst waarvan sprake in artikel 11 van het decreet, met inwerkingtreding op de datum van het van kracht worden van het besluit.

Art. 98. Tot 30 juni 2000 blijft punt 2.9. van de bijlage van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996/1 tot vaststelling van de criteria en de wijze van tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, gewijzigd door de besluiten van het College van 27 juni 1996, 22 mei 1997, 24 september 1998/1, 3 december 1998 en 10 februari 2000, van toepassing.

Art. 99. Tot 31 december 2001 wordt de financiële bijdrage van de opgevangen of onthaalde gehandicapten vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, 7° van decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, hetzij op basis van het ministerieel besluit van 27 juni 1986 dat de financiële bijdrage bepaalt van de gehandicapten die ten laste worden geplaatst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de erkende instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun organisatie niet moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of andere gemeenschap, hetzij op basis van het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 dat de tegemoetkoming bepaalt van de gehandicapten die ten laste worden geplaatst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 25 september 1985.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 100. De bedragen die zijn opgenomen in artikelen 7, 8, 24, 38, 76 en 81 zijn gekoppeld aan de refertegezondheidsindex van december 1999.

Vanaf 1 januari 2001 worden zij jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

$$\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \text{gezondheidsindex december van het jaar } n-1$$

gezondheidsindex december van het jaar n-2

Art. 101. Het onderhavige besluit wordt van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*, behalve punt 2.9. van bijlage 1 die van kracht wordt op 1 juli 2000.

Art. 102. Het Collegelid is belast met de uitvoering het onderhavige besluit.

Brussel, 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de tegemoetkomingen in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

1. Algemene bepalingen

1.1. De voorwaarden en modaliteiten voor het verlenen van tegemoetkomingen in materiële hulp bedoeld in deze bijlage zijn van toepassing onverminderd de bepalingen van hoofdstuk V van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van..... betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

1.2. Alle indicatieve of maximumbedragen in deze bijlage, die regelmatig worden bijgesteld, worden weergegeven exclusief BTW.

Zij worden jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

Basisbedrag op 31.12 van het jaar n-1 x gezondheidsindex december van het jaar n-1

gezondheidsindex december van het jaar n-2

Deze koppeling aan de gezondheidsindex is niet van toepassing op de modaliteiten van tegemoetkomingen voor de bouw of de verbouwing van woningen.

1.3. Met het oog op de toepassing van artikel 39 van het besluit van het College dat onder punt 1.1. wordt genoemd, preciseert de pluridisciplinaire equipe in haar beslissing tot toekenning of de materiële hulp gedoteerd zal worden indien ze niet langer wordt gebruikt.

Voor de bepaling van de begunstigde instelling is het advies van het bestuur vereist.

2. Hulpmiddelen bij de communicatie

2.1. TVBloep en videoscoop

2.1.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet één van de volgende deficiënties vertonen :

— gezichtsscherpte van minder dan 3/10 maar gelijk aan of hoger dan 1/100 aan het beste oog, na optimale correctie door een bril;

— verkleining van het gezichtsveld met gemiddeld 10 tot 20, bilateraal of in het beste oog;

— centrale scotomen (minimum 5°) waaronder de macula of meerdere kleine maculaire of paramaculaire scotomen (tot 30°);

b) de aanvraag moet worden gestaafd met een rapport van een revalidatiecentrum voor gehandicapten dat erkend wordt door het RIZIV, door het bestuur of door het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), of met een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een oogspecialist.

2.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 184 777 frank of tot 300 000 frank voor een model dat is voorzien van een bijkomende afstandscamera.

Hernieuwingstermijn : 5 jaar.

2.2. Draadloze geluidszender B FM-apparatuur

2.2.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een gemiddeld gehoorverlies aantonen van ten minste 55 db aan het beste oor, volgens het percentage gehoorverlies berekend via de formule van Fournier.

b) Vereiste is een met redenen omkleed doktersvoorschrift (redenen en doelstellingen) van een KNO-specialist verbonden aan een revalidatiecentrum voor gehandicapten met gehoorstoornissen dat erkend wordt door het RIZIV, door het bestuur of door het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ». Het voorschrift dient te bevestigen dat de aanvrager of zijn omgeving in staat zijn het apparaat te gebruiken. Een zesmaandelijks rapport door de voorschrijver over de revalidatie van het kind van minder dan 6 jaar is eveneens vereist.

2.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 77 800 frank.

2.3. Vibro-tactiele zender

2.3.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een gemiddeld gehoorverlies aantonen van ten minste 100 db aan het beste oor (Fletcher-index) of een ernstige gehoordeficiëntie uit de IIIde groep volgens de classificatie van het « Bureau International d'Audiophonologie » (100 db worden 90 db voor kinderen van minder dan 6 jaar).

b) Vereiste is een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een erkende revalidatiespecialist voor personen met spraak- en gehoorstoornissen, met een aanvullend rapport na afloop van een proefperiode.

c) Het rapport van een audioloog dient aan te tonen dat het conventionele prothetische apparaat de gehoordrempels niet op het niveau van de spraakwaarneming brengt.

d) De voorwaarden a) en b) zijn niet van toepassing op kinderen die nog een andere zware deficiëntie vertonen (blindheid, mentale retardatie).

e) Het apparaat moet ook gebruikt worden buiten een school voor bijzonder onderwijs of een revalidatiecentrum of een onthaalcentrum.

2.3.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 40 400 frank.

2.4. Telefoon voor doven (minitel)

2.4.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een gemiddeld gehoorverlies aantonen van ten minste 70 db aan het beste oor, volgens het percentage gehoorverlies zoals berekend via de formules van Fournier door een KNO-specialist, of een laryngectomie hebben ondergaan.

2.4.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten (inclusief lichtinstallatie) beperkt tot 14 255 frank.

De tegemoetkoming dekt uitsluitend het apparaat van de aanvrager, niet dat van de correspondent.

2.5. Faxapparaat

2.5.1. Voorwaarden

Zie 2.4.1.

2.5.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 8 689 frank.

De tegemoetkoming dekt uitsluitend het apparaat van de aanvrager, niet dat van de correspondent.

2.6. Brailleschrijfmachines

2.6.1. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten (inclusief koffer) beperkt tot 31 676 frank voor een mechanische machine en 40 260 frank voor een elektrische machine.

2.7. Computer en software

2.7.1. Voorwaarden

a) In geval van gebruik als didactisch materiaal in het gewone onderwijs :

moet het een hulpmiddel tot schriftelijke communicatie zijn voor leerlingen met spierdystrofie in de bovenste ledematen (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming,...) of voor blinden en ernstig slechtzienden.

b) In geval van gebruik als didactisch materiaal in het bijzondere onderwijs :

moet het materiaal zijn dat thuis wordt gebruikt (oefeningen, huiswerk), op basis van een met redenen omklede aanvraag van de directeur van de school.

c) Desgevallend kan een doktersvoorschrift worden vereist.

2.7.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

1. B kantoor-PC met basissoftware :	41 915 frank
— Printer :	7 668 frank
— Scherm 17 " :	24 535 frank
— Scherm 20 " :	50 093 frank
— Scherm 21 " :	66 450 frank
2. B Draagbare PC :	71 561 frank
3. B Braille-leeslijn :	
— voor een versie met 40 piëzo-elektrische cellen	268 867 frank
— voor een versie met 80 piëzo-elektrische cellen als wordt aangetoond dat deze versie is gerechtvaardigd in vergelijking met een versie met 40 cellen	536 712 frank
— Software voor toegang tot de Braille-leeslijn voor Windows :	81 784 frank
4. B Uitrusting voor stemsynthese :	58 272 frank
— toegangsprogramma voor schermlezen met stemsynthese onder Windows :	20 446 frank
5. B Vergrotingskaart voor computerscherm :	107 343 frank
— Vergrotingssoftware	28 624 frank
6. - Scanner met programma voor de herkenning van tekens :	70 893 frank
7. Braille-printer :	150 280 frank

2.8. Specifieke accessoires voor blinden en slechtzienden

2.8.1. Voorwaarden

a) In geval van gebruik in het schoolonderwijs of beroepsopleidingen, dient de directeur van de instelling de noodzaak van de aanvraag te rechtvaardigen.

b) Het moet om de volgende accessoires gaan : apparaat voor de omzetting van brailleschrift in normaal schrift, blocnotes, dictafoon, sprekende rekenmachine, vertaling van boeken en teksten in braille, vergroting of scanning van teksten.

2.8.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

— Apparaat voor de omzetting van brailleschrift in normaal schrift + printer : 65 463 frank;

— Elektronische blocnotes met stemsynthese 305 000 frank;

— Dictafoon : 19 005 frank;

— Sprekende rekenmachine : 18 478 frank;

— Vertaling van lessen (inclusief scanning of codering) : in braille, in grote letters of op diskette : 55 frank/blad.

— Vergrote kopieën : 7 frank/blad.

— Opname op cassette 60 minuten : 1 055 frank/cassette.

2.9. Gebarentolken B alle hulpmiddelen voor de communicatie

2.9.1. Voorwaarden

De aanvrager moet doof zijn. Hij moet zijn aanvraag elk jaar bij het bestuur verlengen.

2.9.2. Modaliteiten

Het aantal uurtickets toegekend per kalenderjaar is 30 eenheden. De waarde van het ticket bedraagt 800 frank.

De tickets worden afgegeven door een aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven op basis van een individuele beslissing van het bestuur. Het bestuur bepaalt het model van het te gebruiken ticket.

De tickets kunnen worden ingewisseld bij tolken opgenomen op de lijst van een aangesloten of erkende tolkdienst voor doven.

Deze lijst preciseert de vaardigheden van de tolken op het gebied van de gebarentaal of een ander hulpmiddel voor de communicatie.

De tolken dienen de ingewisselde tickets in bij de aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven. De waarde van het uurticket op de datum van de tolkprestatie wordt hen door deze laatste vergoed.

Het bestuur vergoedt de aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven de tolkprestaties op basis van driemaandelijks overzichten, volgens het door het bestuur vastgesteld model.

Het bestuur betaalt de aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven elke drie maanden een voorschot op basis van het aantal tickets dat werd toegekend gedurende het betrokken kwartaal in het vorige jaar en de waarde van het ticket tijdens het betrokken kwartaal.

3. Absorberende producten voor incontinenten personen3.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een doktersvoorschrift overhandigen ter bevestiging dat hij aan urine- of faecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische mergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het onderste urine- en darmstelsel, of dat zijn handicap is te wijten aan een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling.

b) Voor gehandicapten in een school uit het bijzonder onderwijs of in een dag- of onthaalcentrum worden de prestaties slechts in aanmerking genomen buiten de periodes dat zij ten laste zijn van de school of het centrum.

c) Het incontinentiemateriaal voor kinderen wordt pas ten laste genomen vanaf de leeftijd van 4 jaar.

3.2. Modaliteiten

a) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor zalven en poeders.

b) De medische rechtvaardiging voor dit materiaal moet ten minste elke twee jaar worden verlengd, behalve wanneer blijkt dat de pathologie voor het hele leven geldt.

c) Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

— 31 453 frank per kalenderjaar;

— 15 726 frank voor de personen onder punt 3.1.b) wanneer de tenlasteneming slechts overdag wordt gewaarborgd;

— 7 863 frank voor de personen onder punt 3.1.b) wanneer de tenlasteneming ook 's nachts wordt gewaarborgd .

4. Kussen voor de preventie van pijnlijke drukken en doorligwonden4.1. Voorwaarden

De aanvrager dient een doktersvoorschrift te overleggen met daarin omklede redenen voor het aanhoudende gebruik; hij moet een rolstoel gebruiken.

4.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten (excl. hoes) tot 13 726 frank; tegemoetkoming van 60 % in de schijf bovenop 13 726 frank.

De hernieuwingstermijn wordt vastgesteld op 3 jaar.

5. Hulpmiddelen voor de mobiliteit5.1. Rolstoel

5.1.1. Voorwaarden

a) De rolstoel moet opgenomen zijn op de lijst van geregistreerde toestellen die in aanmerking komen voor de terugbetaling van de verplichte ziekteverzekering.

b) De aanvrager moet het bewijs leveren dat de verplichte ziekteverzekering de rolstoel geheel of gedeeltelijk weigert te vergoeden.

c) De geweigerde tegemoetkoming van de verplichte ziekteverzekering mag de aanvrager niet worden aangerekend.

d) Het bestuur komt niet tegemoet in de kosten van aanschaf van een elektronische rolstoel wanneer de aanvrager voldoet aan de tegemoetkomingsvoorwaarden van de verplichte ziekteverzekering.

e) Eerste rolstoel :

De aanvrager moet een doktersvoorschrift voorleggen van een specialist in de handicap van de aanvrager.

f) Tweede rolstoel : het bestuur kan tegemoetkomen in de kosten van een bijkomende rolstoel naast degene waarover de gehandicapte reeds beschikt, indien tijdens de hernieuwingstermijn van de door de verplichte ziekteverzekering toegekende prestatie, een 2de rolstoel wordt voorgeschreven en gerechtvaardigd omwille van het gebruik thuis van een traplift met zetel of, als de auto niet aangepast is, wegens moeilijkheden i.v.m. het vervoer en/of de hantering van de stoel.

g) De hernieuwingstermijnen van het bestuur zijn gelijk aan degene die worden toegepast door de verplichte ziekteverzekering.

h) Vervanging van de rolstoel vóór het einde van de hernieuwingstermijn voorzien door de verplichte ziekteverzekering :

— de aanvrager moet een met redenen omkleed doktersvoorschrift voorleggen van een specialist op het gebied van de handicap van de aanvrager, ter bevestiging dat de evolutie van de deficiëntie aan de oorsprong van de aanvraag ligt;

— of de aanvrager overlegt een verklaring van een door het RIZIV erkende prestatieplichtige dat de rolstoel niet meer gerepareerd kan worden en dat slijting niet kan worden toegeschreven aan onjuist of grof gebruik.

5.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot de waarde van de rolstoel en zijn accessoires, vastgesteld door de nomenclatuur van de verplichte ziekteverzekering en volgens de hierbij behorende terugbetalingsbedragen.

5.2. Buggy-major

5.2.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift van een specialist voorleggen. De gehandicapte moet ten minste 5 jaar oud zijn.

5.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 12 671 frank.

5.3. Elektrische hefsystemen voor rolstoelzetel

5.3.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift van een specialist voorleggen.

5.3.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 33 788 frank.

5.4. Aanpassing van een wagen

5.4.1. Algemene voorwaarden en modaliteiten voor de tegemoetkoming

- a) De aard en ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.
- b) De gehandicapte moet het voertuig zelf besturen en een afschrift voorleggen van zijn rijbewijs, met daarin de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen; de kandidaat voor een rijbewijs moet een bewijs van rijbekwaamheid overhandigen.

Indien de gehandicapte passagier is, is eveneens een tegemoetkoming mogelijk maar dan wel uitsluitend om de toegang tot het voertuig aan te passen.

c) De aanvraag moet vergezeld gaan van een rapport van een centrum dat erkend wordt in het kader van artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

d) Indien het voertuig na een ongeval gerepareerd of vervangen moet worden, wordt de aanpassing geen tweede keer ten laste genomen; daarom dient de gehandicapte alle vereiste maatregelen te nemen inzake verzekeringen.

e) Hernieuwingstermijn : 5 jaar; deze termijn wordt vastgesteld op 3 jaar voor de aanpassingen aan een tweedehands gekocht voertuig dat ten minste 6 jaar oud is.

f) In geval van verandering van voertuig vóór afloop van de in punt e) bedoelde termijn, wordt slechts een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing verleend als de verandering vooraf door het bestuur is goedgekeurd omwille van een intensief gebruik beroepshalve, een wijziging in de beroepstoestand of in de gezinssamenstelling of aan een verergering van de handicap.

g) In geen geval mag het totale bedrag van de tenlasteneming van de verschillende aanpassingen voor een vlottere toegang tot het voertuig de 327 139 frank overschrijden.

h) Bij een tweedehands gekocht voertuig wordt het bedrag van de tegemoetkoming met 20 % verminderd per jaar dat het voertuig oud is, vanaf 6 jaar en met een maximale vermindering van 60 %. Om de leeftijd van de wagen te berekenen, wordt rekening gehouden met de maand en het jaar waarin de wagen voor het eerst in omloop werd gebracht.

i) De tegemoetkoming kan slechts worden betaald op overlegging van een afschrift van het erkenningsattest van het omgevormde voertuig, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire richtlijnen terzake.

j) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing op een tweedehands gekocht voertuig.

k) Er wordt slechts een tegemoetkoming verleend voor de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels, de centrale vergrendeling van deuren en de stuurbevestiging als zij opties zijn die bijkomende kosten vertegenwoordigen ten opzichte van het basismodel van het voertuig.

5.4.2. Specifieke modaliteiten met maximale tegemoetkomingsbedragen.

5.4.2.1. Aanpassing betreffende het besturen :

— Plaatsing van gasklep en remmen onder het stuur	40 892 frank
— Plaatsing van gasklep en remmen op het stuur	
mechanisch systeem	61 338 frank
elektronisch systeem	92 008 frank
— Automatische transmissie	32 714 frank
— Halfautomatische transmissie	54 694 frank
— Verplaatsing van het gaspedaal	10 223 frank
— Verwijderbaar oorspronkelijk gaspedaal	8 178 frank
— Terugklapbaar gaspedaal	9 201 frank
— Verplaatsing van de elektrische bediening	61 338 frank
— Knop op het stuur geschroefd	1 329 frank
— Wijziging oorspronkelijke stuurbevestiging type « TETRA »	40 892 frank
— Stuurbevestiging	20 656 frank

5.4.2.2. Aanpassingen voor secundaire functies :

— Elektrische regeling van de bestuurderszetel	30 669 frank
— Ergonomische zetel voor de bestuurder	52 663 frank
— Riem van het type harnas	8 175 frank
— Elektrische bediening voorste ruiten	12 267 frank
— achteruitkijkspiegels	8 689 frank
— Afstandsbediening deuren	4 090 frank

5.4.2.3. Toegang tot voertuig :	
— Draaizetel	32 714 frank
— Uitschuifbare draaizetel	43 960 frank
— Personenheftoestel voor wagen (niet voorzien voor rolstoelen)	108 365 frank
5.4.2.4. Toegang tot het voertuig met rolstoel :	
— Achter- of zijliftplatform	204 462 frank
— Verwijderbare toegangsleuningen	25 558 frank
— Rails en bevestigingskit	35 781 frank
5.4.2.5. Hulpmiddelen om de rolstoel in de wagen te laden :	
a) Laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm + ombouw portier	193 216 frank
b) Laden in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm	
— manuele vouwbare rolstoel	65 816 frank
— elektrische rolstoel	110 329 frank
5.4.2.6. Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid :	
— Verlaging van de achtervloer	276 023 frank
— Verhoging van het dak	25 558 frank
— Vlak maken van de vloer	25 558 frank

5.5. Aanvullende rijlessen

5.5.1. Voorwaarden

De aanpassing van het voertuig of de aard van de handicap van de aanvrager moeten de aanvullende lessen rechtvaardigen.

De aanvraag moet vergezeld worden van een met redenen omkleed attest van een geneesheer-specialist en een attest van een erkende autorijschool waarin het aantal vereiste bijkomende lessen wordt vastgesteld. Als het basisforfait waarvan kwestie in punt 5.5.2. moet worden overschreden, legt de autorijschool dit met redenen omkleed uit.

5.5.2. Modaliteiten

a) De tegemoetkoming is eenmalig.

b) Forfaitaire basistegemoetkoming van 8 868 frank (ofwel 6 uur); 1 478 frank per eventueel noodzakelijk bijkomend uur, zonder een totaal van 15 uur te overschrijden.

5.6. Wandelstokken - krukken

5.6.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een bewegingsstoornis vertonen die het permanente gebruik van wandelstokken rechtvaardigt. Dit wordt door een doktersvoorschrift bevestigd, dat tevens het type wandelhulpmiddel preciseerd.

5.6.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- wandelstok : 577 frank
- wandelstok met steun voor elleboog : 850 frank
- wandelstok met steun voor voorarm voor artritispatiënten : 2 700 frank
- driepotige wandelstok : 1 300 frank
- vierpotige wandelstok : 1 514 frank
- kruk met okselsteun : 2 241 frank per stel.

5.7. Geleidehond

5.7.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een ernstige visuele deficiëntie vertonen.

Een organisatie die de integratie van gehandicapten nastreeft en die erkend wordt door de autoriteiten, moet de garantie leveren dat de voor de aanvrager bestemde hond goed is gedresseerd.

5.7.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 163 660 frank.

De tegemoetkoming dekt alle aankoopkosten van de hond (in het bijzonder de aankoop van het dier, de personeels-, onderhouds- en dressuurkosten, diverse kosten zoals die van verzekering en dierenarts, eventueel verblijfkosten van de gehandicapte).

5.8. Blindenstok

5.8.1. Aanleren van de verplaatsingstechnieken

5.8.1.1. Voorwaarden

a) De ernst van de visuele handicap moet de tenlasteneming van de prestatie rechtvaardigen.

b) De opleiding moet worden verzorgd door een erkende instelling krachtens een wetgeving inzake de integratie van gehandicapten en zich richten tot personen met een visuele deficiëntie.

c) het lesprogramma kan niet meer dan 100 lessen bevatten, verdeeld over maximaal 9 maanden.

d) In geval van een omvangrijke en duurzame wijziging in de verplaatsingsgewoonten, kan een aanvullende opleiding van maximaal 20 lessen ten laste worden genomen.

e) Aan het eind van het lesprogramma moet de instelling een evaluatieverslag van de opleiding overhandigen.

5.8.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 800 frank per lesuur.

5.8.2. Aanschaf van blindenstok

5.8.2.1. Voorwaarden

De aanvrager moet de verplaatsingstechnieken beheersen of hiertoe lessen volgen.

5.8.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 3 379 frank.

6. Pedagogische begeleiding**6.1. Voorwaarden**

a) De aanvrager moet kampen met :

- ofwel een visuele deficiëntie,
- ofwel een gehoordeficiëntie,
- ofwel een hersenbeschadiging of een beschadiging van het centrale zenuwstelsel, eventueel geassocieerd met een bewegingshandicap aan de bovenste ledematen, wat tot grote moeilijkheden leidt die niet voldoende gecompenseerd kunnen worden met technische hulpmiddelen en die de noodzaak van een pedagogische begeleiding rechtvaardigen.

b) De aanvrager moet :

- hetzij een hogere, al dan niet universitaire studie volgen die erkend wordt door één van de drie Gemeenschappen;
- hetzij een beroepsopleiding volgen die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een Belgische overheid.

c) De pedagogische begeleiding moet worden verzorgd door een hiertoe door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » erkende dienst.

d) Op initiatief van het bestuur kan een psychisch-pedagogisch onderzoek naar de vaardigheden van de aanvrager worden verlangd.

6.2. Modaliteiten

a) De tegemoetkoming heeft betrekking :

- op de specifieke pedagogische hulp voor studenten of stagiairs (mondelinge uitleg, herhalingen, wetenschappelijk toezicht,...) die plaatsvindt buiten de les- of opleidingsuren,
- op de tolkprestaties in gebarentaal of andere communicatiehulpmiddelen die plaatshebben tijdens of buiten de les- of opleidingsuren.

b) Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 850 frank per uur met een jaarlijks maximum van 450 uur voor personen met een visuele deficiëntie, 600 uur voor personen met een gehoordeficiëntie en 250 uur voor personen met hersenbeschadiging of een beschadiging van het centrale zenuwstelsel.

In afwijking van artikel 29 van het besluit van het College waarvan sprake onder punt 1.1., wordt de tegemoetkoming verleend aan de erkende pedagogische begeleidingsdienst die de prestaties heeft geleverd.

c) Wanneer de duur van het onderwijs of de opleiding geen volledig voltijds uurrooster dekt, wordt het maximumaantal in aanmerking genomen uren onder b) verhoudingsgewijs verminderd

7. Inrichting roerend en onroerend goed**7.1. Bouw en verbouwing**

7.1.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een ernstig bewegingshandicap vertonen die de werken rechtvaardigt.

b) De stedenbouwkundige voorschriften en de technische normen inzake toegankelijkheid van de woningen voor gehandicapten, uitgevaardigd door het Brussels Gewest, moeten worden gerespecteerd.

c) De gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger moet eigenaar van de woning zijn of, bij ontstentenis, van de eigenaar bepaalde garanties krijgen ten aanzien van de duurzaamheid van de huur :

- een authentiek en geregistreerd huurcontract, niet-opzegbaar door de eigenaar, van een duur die in overeenstemming is met de omvang van de mogelijke tegemoetkoming door het bestuur (één jaar per schijf van 21 493 frank);

- wanneer de eigenaar familie is in de eerste of tweede graad, is een schriftelijke verbintenis voldoende;

- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.

d) De werken moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

e) Elke tegemoetkoming wordt slechts één keer toegekend. Niettemin kan, in geval van een verhuizing die wordt gerechtvaardigd :

- door de wil om een autonoom leven te gaan leiden (als bv. de eerste aanpassing in de ouderlijke woning was verricht);

- om beroepsredenen;

van deze regel worden afgeweken en een tweede tegemoetkoming worden verleend.

f) Er wordt geen tegemoetkoming verleend indien de werken bestemd zijn voor gebouwen of woningen die voortvloeien uit collectieve initiatieven of bepalingen en worden gebruikt voor gemeenschappelijke doeleinden, noch voor de gemeenschappelijke delen van collectieve woningen.

7.1.2. Modaliteiten

a) Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 11 % van de waarde genoemd in artikel 2, b), van het koninklijk besluit van 15 juli 1981 betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest.

b) Er wordt rekening gehouden met de overige wettelijke voordelen op het gebied van huisvesting (bv. gewestelijke tegemoetkomingen, subsidies voor de bouw of renovatie van woningen, enz.).

7.2. Lift of traplift

7.2.1. Voorwaarden.

- a) De aard of ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.
 b) Eigendomsvoorwaarden : zie 7.1.1. c).
 c) Het bestuur kan een verklaring eisen van een erkende controle-instantie waarin de naleving van de geldende normen inzake veiligheid en conformiteit worden bevestigd.

7.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- 232 292 frank voor een traplift,
- 316 762 frank indien meer dan één traplift onontbeerlijk is, of voor een lift.

de in aanmerking genomen kostprijs is inclusief de installatiewerken.

7.3. Aanvullende uitrusting

7.3.1. Voorwaarden

Het moet gaan om materialen, apparaten of aanpassingen van meubels, met uitzondering van werken aan onroerende goederen.

De aard en de ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.

7.3.2. Modaliteiten

- a) Tegemoetkoming in de kosten.
 b) Het totaalbedrag van de tegemoetkomingen voor verschillende aanvullende uitrustingen wordt beperkt tot 72 750 frank.

7.4. Bedden en bedveringen, hydraulisch of elektrisch regelbaar

7.4.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem ervan weerhoudt zich alleen op te richten en op te staan, of rolstoelgebruiker zijn. Een doktersvoorschrift van een specialist moet samen met de aanvraag worden ingediend.

7.4.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- regelbaar met hydraulische pomp : 42 235 frank
- regelbaar met elektrische pomp : 68 631 frank

7.5. Bedgalg

7.5.1. Voorwaarden

De aanvraag moet vergezeld gaan van een doktersvoorschrift van een specialist dat het model preciseert en dit rechtvaardigt ten aanzien van de handicap van de aanvrager.

7.5.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

1. Hydraulisch
 - a. mobiel (op wieltjes) : 43 291 frank
 - b. vast (bevestigingsplaat inbegrepen) : 31 676 frank
2. Mechanisch

mobiel en vast : 33 788 frank
3. Statisch
 - a. op poot : 7 602 frank
 - b. aan bed aangepast : 4 223 frank
4. Elektrisch
 - a. materiaal op wieltjes : 109 388 frank
 - b. materiaal hangend aan rail : 185 000 frank

in één stuk

in meerdere stukken : 245 000 frank

De in aanmerking genomen kosten zijn inclusief de installatiewerken.

5. Lift voor bad, in werking gezet door druk van water of lucht of werkend op batterijen : 47 290 frank

7.6. Zetel

7.6.1. Toiletzetel

7.6.1.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift overleggen dat de noodzaak van het hulpmiddel ten aanzien van de deficiëntie rechtvaardigt.

7.6.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- zonder wieltjes
- doorboorde zetel : 5 385 frank
- idem, in hoogte regelbaar : 6 757 frank
- met wieltjes : 10 663 frank
- voor rolstoel : 5 912 frank

7.6.2. Douchezetel

7.6.2.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift overleggen waarin wordt bevestigd dat een eenvoudige douchezetel (kruk met vier poten) in dit specifieke geval niet volstaat.

7.6.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- douchezetel met rugzijde en verwijderbare armleuningen : 10 500 frank
- douchezetel met 4 draaiwielletjes, en verwijderbare armleuningen, al dan niet 16 660 frank

doorboord :

7.7. Voorzieningen voor de opening en sluiting van deuren

7.7.1. Afstandsbediening voor de opening en sluiting van de garagedeur

7.7.1.1. Voorwaarden

a) Een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een specialist moet de prestatie rechtvaardigen met betrekking tot de omvang van de functionele beperking.

b) De aanvrager moet een auto besturen; zo niet, dan moet de garage voor hem de enige mogelijke toegang tot de woning zijn.

7.7.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 25 000 frank.

7.7.2. Afstandsbediening voor de opening en sluiting van de huisdeur

7.7.1.2. Voorwaarden

Een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een specialist moet de prestatie rechtvaardigen met betrekking tot de omvang van de functionele beperking.

7.7.1.3. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- opening met parlofoon 25 000 frank
- motorisering met elektronische bediening en vergrendeling 72 750 frank

8. Klein gereedschap8.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet de noodzaak aantonen van het kleine gereedschap dat hem een grotere onafhankelijkheid in het dagelijks leven moet bezorgen.

b) Zijn kostprijs mag niet hoger zijn dan 5 000 frank.

8.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de bijkomende kosten ten opzichte van gereedschap dat door valide personen wordt gebruikt. Het totaalbedrag van de tegemoetkomingen voor klein gereedschap wordt beperkt tot 21 117 frank per aanvrager.

9. Onderhoud en reparaties van bepaalde hulpmiddelen9.1. Voorwaarden

Het moet hier hetzij gaan om een rolstoel (inclusief vervanging van batterijen), hetzij om een lift of traplift, hetzij om een Braille-leeslijn.

9.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de onderhoudskosten wordt beperkt tot, per jaar, 10 % van de waarde van de tegemoetkoming in de aanschaf.

Tegemoetkoming in de reparatiekosten wordt beperkt tot 40 % van de waarde van de tegemoetkoming in de aanschaf, berekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,
Voorzitter van het College

E. ANDRE,
Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,
Collegelid belast met Begroting

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

MODEL VAN DE OVEREENKOMST VOOR OMSCHOLING

Tussen :

— de werkgever

maatschappelijke zetel

activiteitzetel

vertegenwoordigd door

in de hoedanigheid van

enerzijds

en

— de werknemer

geboren op.....

FH/.....

eventuele wettige vertegenwoordiger.....

woonachtig.....

anderzijds

Overwegende de beslissing van de pluridisciplinaire equipe van

Werd het volgende overeengekomen :

Artikel 1. De werkgever verbindt er zich toe de werknemer een beroepsopleiding te geven als....., volgens het omscholingsprogramma dat is gevoegd bij deze overeenkomst.

Deze omscholing zal plaatshebben op.....

Voor de opvolging duidt de werkgever..... aan.

Art. 2. Deze overeenkomst begint op..... en duurt....., dit is tot.....

De wekelijkse arbeidsduur wordt vastgesteld op.....uur.

Beide partijen komen een proefperiode overeen van....., dit is tot.....

Art. 3. Gedurende de overeenkomst krijgt de werknemer van de werkgever :

a) een bezoldiging die bestaat uit :

1° een vergoeding vastgesteld op..... frank per daadwerkelijk gepresteerd of gelijkgesteld uur;

2° een aanvullende tegemoetkoming, vastgesteld op 75 % van het gemiddeld minimaal maandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad. De aanvullende tegemoetkoming op uurbasis is gelijk aan driemaal het minimaal maandinkomen gedeeld door 13 x 38. Zij wordt uitbetaald voor de daadwerkelijk gepresteerde of gelijkgestelde uren. Deze tegemoetkoming wordt verminderd met de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen, bedoeld in artikel 50 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van..... betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

b) wettelijke, reglementaire of conventionele tegemoetkomingen in de kosten die hij maakt, met name om zich naar zijn werk te begeven.

Art. 4. De werkgever verbindt er zich toe :

1° te waken over de gezondheid en veiligheid van de werknemer en bijzondere aandacht te besteden aan de moeilijkheden die hij, omwille van zijn handicap, zou kunnen ondervinden;

2° te bewijzen dat hij tegenover de werknemer de verplichtingen nakomt die voortvloeien uit de wettelijke of reglementaire bepalingen die hem, als werkgever, worden opgelegd.

De werknemer wordt beschouwd als arbeider/bediende (*);

3° de werknemer een afschrift van het arbeidsreglement van de onderneming te bezorgen;

4° de Franse Gemeenschapscommissie onverwijld op de hoogte te brengen van elke betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst.

(* doorhalen wat niet van toepassing is.

Art. 5. De werknemer verbindt er zich toe :

1° in orde te zijn met de geldende arbeidsreglementering en, desgevallend, het beroepsgeheim te eerbiedigen;

2° te handelen overeenkomstig de richtlijnen die hem werden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;

3° de voorschriften inzake veiligheid en hygiëne te eerbiedigen;

4° de Franse Gemeenschapscommissie onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 6. De Franse Gemeenschapscommissie :

1° volgt de uitvoering van de overeenkomst op;

2° ziet toe op de geschiktheid van het omscholingsprogramma;

3° zorgt voor overleg in geval van betwisting.

4° vergoedt aan de werkgever de aanvullende tegemoetkoming bedoeld in artikel 3, a), 2° van deze overeenkomst, alsook het bedrag van de daarop betrekking hebbende werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid.

Art. 7. De uitvoering van de overeenkomst wordt opgeschort wanneer één van beide partijen zich in de onmogelijkheid bevindt tijdelijk de uitvoering van de overeenkomst na te komen, meer bepaald in geval van gedwongen werkloosheid of arbeidsongeschiktheid.

betrokken partij moet deze onmogelijkheid bewijzen en, wanneer deze het gevolg is van arbeidsongeschiktheid van de werknemer, een medisch attest voorleggen.

Ingeval van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst, wordt de overeenkomst verlengd voor eenzelfde duur als die van de opschorting.

De opschorting en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst moeten door de betrokken partij onverwijld aan het bestuur meegedeeld worden.

Art. 8. Onverminderd de algemene wijzen voor de uitdoving van de verplichtingen en op voorwaarde dat het bestuur op voorhand op de hoogte wordt gebracht, wordt aan de overeenkomst een einde gesteld vóór het verstrijken van de voorziene termijn :

1° wanneer de opschorting van de overeenkomst meer dan drie maanden duurt;

2° met instemming van beide partijen;

3° met instemming van de werkgever :

in dit geval mag de werkgever de overeenkomst slechts verbreken na de proefperiode en middels een vooropzeg van zeven dagen te rekenen vanaf de maandag die volgt op de week waarin hij de vooropzeg gaf;

4° met instemming van de werknemer.

Aan de overeenkomst wordt eveneens een einde gesteld vóór de voorziene termijn :

1° bij overname van de onderneming of de stopzetting van haar activiteit;

2° als beide partijen bij een ter post aangetekende brief op de hoogte gebracht worden van het feit dat het bestuur de erkenning van de overeenkomst heeft ingetrokken, indien de werknemer geen blijk geeft van de nodige vaardigheden het normale verloop van de omscholing tot een goed einde te brengen of indien één van beide partijen haar verplichtingen niet nakomt.

Wanneer het bestuur tot de bevinding komt dat de werkgever zijn contractuele verplichtingen niet langer nakomt en dat de overeenkomst daarom ten einde loopt vóór de voorziene termijn, moet de werkgever de werknemer een schadeloosstelling betalen gelijk aan de bezoldiging van zeven werkdagen.

Art. 9. De werkgever verbindt er zich toe :

1° te storten aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid :

— de sociale zekerheidsbijdragen die van de werknemer zijn bezoldiging worden afgehouden;

— de sociale zekerheidsbijdragen die de werkgever uit hoofde van de overeenkomst verschuldigd is;

2° het bestuur alle bewijsstukken te bezorgen waar het om verzoekt, meer bepaald de staat van de prestaties van de werknemer, de staat van de door de werkgever betaalde bezoldigingen en de staat van de betaalde werkgeversbijdragen inzake de sociale zekerheid;

° de vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie in staat te stellen de nodige onderzoeken en controles te doen bij de ondernemingen of op de werkplaats.

Art. 10. Bij moeilijkheden omtrent de uitvoering van deze overeenkomst, moeten de werkgever en de werknemer zich wenden tot het bestuur.

De arbeidsrechtbank is bevoegd om kennis te nemen van de betwistingen omtrent deze overeenkomst.

Aldus opgemaakt op..... te.....

In drie exemplaren, waarvan één voor de werkgever en één voor de werknemer.

Beide partijen erkennen het aan hen gerichte exemplaar te hebben ontvangen.

Het derde exemplaar wordt bij het bestuur neergelegd.

Gelezen en goedgekeurd, Gelezen en goedgekeurd,

De werkgever, De werknemer,

(of de eventuele wettelijke vertegenwoordiger)

Erkenning van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse Dienst voor Gehandicapten voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

TABEL VOOR DE BEPALING VAN HET RENDEMENTSVERLIES VAN DE GEHANDICAPTE WERKNEMER
OM IN AANMERKING TE KOMEN VOOR EEN TEWERKSTELLINGSPREMIE OF VESTIGINGSPREMIE

Onderneming :

Naam B Voornaam van de werknemer :

FH/ :

Geboortedatum :

Beoordelingsdatum :

ITEM A	1	2	3	4
A.1 Snelheid				
A.2 Kwaliteit				
Subtotaal A	ofwel %			

ITEM B	10%	5%
B.1 Omzetting van aanwijzingen		
B.2. Autonomie - polyvalentie		
B.3. Sociale vaardigheid en houding tegenover meerdere		
Subtotaal B	%	
TOTAAL A + B	%	

OMSCHRIJVING VAN DE ITEMS

Het rendementsverlies dat wordt vertaald in een tegemoetkomingspercentage in de bezoldiging van de werknemer mag enkel voortvloeien uit zijn gebrek.

Ter vervollediging van de tabel voor de bepaling van het rendementsverlies moet ook rekening gehouden worden met :

- de vereisten van de werkpost;
- de eventuele aanpassing van de werkpost;
- het advies van de arbeidsgeneesheer;
- het gemiddeld prestatievermogen van de valide werknemers die dit werk uitvoeren

A. 1. SNELHEID

Snelheid waartegen het werk verricht wordt

1. hoger dan of gelijk aan 90 %

2. tussen 70 % en 89 %

3. tussen 50 % en 69 %

4. lager dan 50 %

A. 2. KWALITEIT

Kwaliteit en betrouwbaarheid van het afgewerkt product (los van de andere criteria)

1. Goed werk, weinig fouten en gebreken.
2. Aanvaardbaar werk ondanks kleine foutjes en gebreken die door de werknemer verholpen kunnen worden (indien men hem erop wijst).
3. Werk dat vaak door een derde moet verbeterd worden.
4. Slechte kwaliteit.

1. - A. 2. COMBINATIE SNELHEID - KWALITEIT

SNELHEID	KWALITEIT	TOTAAL
1	1	0 %
1	2	5 %
1	3	15 %
1	4	30 %
2	1	15 %
2	2	25 %
2	3	35 %
2	4	45 %
3	1	30 %
3	2	40 %
3	3	50 %
3	4	60 %
4	1	45 %
4	2	55 %
4	3	65 %
4	4	65 %

B. 1. OMZETTING VAN DE AANWIJZINGEN

Mogelijkheid om de aanwijzingen om te zetten, te begrijpen en te ontvangen.

10 % Uitwisseling van de aanwijzingen, zelfs gemakkelijke, die moeilijk te begrijpen zijn (bijvoorbeeld in geval van volledige doofheid en blindheid).

5 % Uitwisseling van de ingewikkelde aanwijzingen die moeilijk te begrijpen zijn.

B. 2. AUTONOMIE - POL.VALENTIE

Niveau van begeleiding en polyvalentie dat vereist is om het werk uit te voeren.

10 % Werkt niet alleen, heeft voortdurende begeleiding en toezicht nodig en vergeet van de ene dag op de andere de aangeleerde handelingen.

5 % Werkt op voorwaarde dat er toezicht en veel begeleiding is (meerdere malen per uur); kan alleen geen probleem oplossen; gebrek aan polyvalentie.

B. 3. SOCIALE VAARDIGHEDEN EN HOUDING TEGENOVER MEERDERE

Kan gemakkelijk positieve sociale contacten leggen in werksfeer en leeft aanwijzingen en bevelen na.

10 % Agressieve houding tegenover collega's of onvermogen om met hen contacten te leggen of systematische verwerping van het gezag.

5 % Ontoereikende contacten op het werk of noodzaak om zeer regelmatig aan bevelen en aanwijzingen te herinneren (meerdere malen per dag).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

F. 2000 — 1384

[C — 2000/31181]

**24 FEVRIER 2000. — Arrêté 99/262/B du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées**

Le Collège,

Vu la Constitution, notamment les articles 138 et 178;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 5 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 février 2000;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des handicapés,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : le Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998, dénommé « Service bruxellois francophone des personnes handicapées »;

« personne handicapée » : toute personne handicapée qui réside sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, et qui remplit les conditions fixées à l'article 6 du décret; cependant, en vertu de l'article 2 du décret, les entreprises agréées par le Collège peuvent accueillir les personnes résidant sur le territoire d'une autre région;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret;

« entreprise » : entreprise de travail adapté agréée par la Commission communautaire française;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des handicapés.

CHAPITRE II. — *Agrément*

Art. 3. Pour être agréée, une entreprise qui remplit les missions définies aux articles 54 et 56 à 58 du décret et qui est constituée conformément aux dispositions de l'article 55 du décret doit satisfaire aux conditions réglementaires suivantes :

1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

3° réserver ses emplois par priorité aux personnes handicapées admises au bénéfice d'une réglementation régionale ou communautaire relative à l'intégration des personnes handicapées;

4° réserver prioritairement aux travailleurs handicapés l'infrastructure en personnel et en matériel qui fait l'objet d'interventions ou de subventions de l'administration;

5° tenir par travailleur handicapé un dossier dans lequel sont consignés les renseignements relatifs à sa situation sociale et professionnelle et à sa rémunération;

6° assurer l'encadrement professionnel, la surveillance médicale et le suivi social des travailleurs;

7° assurer l'accessibilité des bâtiments en fonction du handicap des personnes accueillies;

8° assurer la formation continue du personnel en fonction de leurs activités;

9° garantir des conditions de travail satisfaisantes en matière d'hygiène et de sécurité;

10° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration;

11° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités qui analyse les réalisations de l'entreprise sous ses aspects économiques et sociaux;

12° tenir un dossier par membre du personnel d'encadrement comprenant les documents attestant qu'il répond aux conditions définies dans l'arrêté;

13° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle adapté à chaque catégorie d'entreprises agréées et fixé par le membre du Collège;

14° soumettre ses comptes à l'examen annuel d'un réviseur d'entreprise dont le rapport est transmis à l'administration.

15° fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son droit de contrôle;

16° informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux normes d'agrément et de subventionnement.

Art. 4. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1° une copie des statuts de la société ou de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications, ainsi que la liste des membres du Conseil d'administration;

2° la dénomination de l'entreprise, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;

3° la nature des activités professionnelles qui seront menées; une étude économique justifiera les choix de l'entreprise;

4° la date de prise de cours de l'agrément sollicité;

5° le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre, l'entreprise ou le service;

6° le quota de travailleurs handicapés qu'elle envisage d'atteindre; ce nombre ne peut être inférieur à vingt-cinq unités.

7° une copie des plans des différents niveaux des bâtiments occupés mentionnant la destination et la superficie nette des locaux. Pour les entreprises de travail adapté, ces plans sont établis par un architecte ou un géomètre expert;

8° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

9° une attestation de l'Office national de sécurité sociale précisant qu'aucun retard de paiement des cotisations de sécurité sociale n'est constaté;

10° la liste d'encadrement du personnel de l'entreprise avec sa qualification, sa fonction, son volume hebdomadaire de prestations, ou à défaut le plan d'engagement du personnel;

11° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie à l'entreprise, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction et à son ancienneté;

12° pour chacun des membres de ce personnel, un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

13° une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les membres de ce personnel et les personnes handicapées accueillies;

14° la liste de l'équipement dont l'entreprise dispose;

15° le règlement de travail;

16° la convention conclue avec un service de médecine du travail en vue d'assurer la surveillance médicale des travailleurs.

Art. 5. Si la demande n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 6. Lorsque la demande est complète, l'administration instruit la demande d'agrément et organise une visite pour vérifier si l'entreprise répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition de décision. Le membre du Collège soumet cette proposition au Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé. Il précise le délai imparti pour l'avis.

Dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif, sa proposition l'administration soumet accompagnée de cet avis au membre du Collège.

La décision du Collège est notifiée par l'administration au demandeur.

Art. 7. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable.

Art. 8. La décision d'agrément du Collège indique pour quelles activités professionnelles l'entreprise est agréée ainsi que son quota tel que défini aux articles 16 et 17.

Art. 9. Au plus tard six mois après la date d'agrément, l'entreprise doit occuper au moins 20 travailleurs handicapés pris en considération pour l'octroi d'interventions par l'administration.

S'il n'en est pas ainsi, l'entreprise peut demander deux fois un délai supplémentaire de six mois sur base de justifications économiques. L'administration statue sur ces demandes.

Art. 10. La demande de renouvellement d'agrément de l'entreprise est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

L'entreprise demeure agréée jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier originaire ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils reflètent toujours fidèlement la situation à la date de la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 11. Toute demande de modification d'agrément par l'entreprise est introduite auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe l'entreprise des éléments nécessaires à l'instruction de la demande.

Cette demande est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 12. Toute demande de modification des activités pour lesquelles l'entreprise est agréée comprend une étude économique circonstanciée et prospective.

Art. 13. L'entreprise qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est avertie par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 14. Lorsque cette condition n'est toujours pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée à l'entreprise une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie à l'entreprise par lettre recommandée. L'entreprise dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément au membre du Collège qui recueille l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 15. La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des interventions à l'entreprise à la date fixée par le Collège, ainsi que la récupération des subventions accordées en matière d'infrastructure en cas de retrait d'agrément.

L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel de l'entreprise ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

L'entreprise communique immédiatement la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées accueillies ou à leurs représentants légaux. En cas de carence de l'entreprise, l'administration accomplit cette obligation à l'égard des personnes handicapées accueillies et admises au bénéfice du décret.

Art. 16. Pour l'ensemble des entreprises agréées, un quota global maximum est fixé à 1 450 travailleurs handicapés qui sont occupés, soit :

- a) sous contrat de travail;
- b) ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage,
- c) ou sous contrat d'adaptation professionnelle,

et pour lesquels les entreprises bénéficient d'interventions de l'administration;

ce nombre ne comprend pas les membres du personnel d'encadrement pris en considération pour bénéficier des interventions de l'administration.

Art. 17. Le quota global est réparti en quota par entreprise.

Le nombre de travailleurs qui ne sont pas comptés au quota ne peut excéder 40 % du quota de l'entreprise.

Ces nombres ne comprennent pas les travailleurs qui ne comptent pas d'heures prestées ou assimilées au cours du trimestre considéré.

Art. 18. Chaque entreprise maintient ses effectifs dans les limites du quota qui lui est attribué.

Chaque année, par entreprise, sur base du nombre de travailleurs répondant aux définitions reprises aux articles 16 et 17 et recensés au 31 mars et au 30 juin, le quota sera revu à la baisse pour autant qu'à ces deux dates, ce nombre soit inférieur d'au moins 5 unités au quota alors en vigueur ou d'au moins 5 % au quota en vigueur, si celui-ci est supérieur à 100.

Le nouveau quota correspond au nombre le plus élevé dont question ci-dessus augmenté de 5 unités.

Il entre en application le 1^{er} octobre.

Art. 19. Chaque entreprise peut, à tout moment de l'année, demander par lettre recommandée auprès de l'administration l'augmentation de son quota. Elle appuiera sa demande de justifications et de perspectives économiques réalistes établissant le bien-fondé de sa demande.

L'administration transmet la demande au membre du Collège dans les quinze jours de sa réception. Elle y joint une proposition de décision.

Le membre du Collège prend la décision définitive. Celle-ci est notifiée au demandeur par l'administration, par lettre recommandée.

Le nouveau quota entre en application à la date de réception de la demande par l'administration.

Art. 20. La catégorie de capacité professionnelle du travailleur handicapé visé à l'article 72 de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, est fixée par la l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec l'entreprise en complétant la grille d'évaluation reprise en annexe 1 conformément aux catégories ainsi établies :

- 1° catégorie A : évaluation entre 99 et 85;
- 2° catégorie B : évaluation entre 84 et 75;
- 3° catégorie C : évaluation entre 74 et 65;
- 4° catégorie D : évaluation entre 64 et 55;
- 5° catégorie E : évaluation entre 54 et 45;
- 6° catégorie F : évaluation inférieure à 45.

Une nouvelle évaluation peut être menée à l'initiative de l'équipe pluridisciplinaire ou à la demande de l'entreprise. La décision de l'équipe pluridisciplinaire prend effet à partir du trimestre suivant.

Art. 21. Toute prolongation du contrat d'adaptation professionnelle d'un travailleur handicapé en entreprise au-delà des trois années initiales est subordonnée à une évaluation qui établit ses capacités professionnelles dans une des catégories D, E ou F.

Art. 22. Seuls des travaux occasionnels d'une durée déterminée peuvent être réalisés par les entreprises dans d'autres établissements. L'administration doit les autoriser préalablement moyennant le respect du modèle de contrat fixé par elle et des conditions suivantes :

- 1° le travail est compatible avec les capacités et les compétences des travailleurs handicapés;
- 2° l'encadrement par des moniteurs de l'entreprise est assuré;
- 3° le contrat entre l'entreprise et l'autre établissement précise les conditions d'exécution du travail, de résiliation du contrat et les modalités de paiement;
- 4° l'entreprise communique à l'administration les conditions de travail en matière d'horaires, de déplacements et de salaires des travailleurs handicapés.

L'administration accorde ou refuse son autorisation qu'elle adresse à l'entreprise dans les cinq jours de la réception de la demande pour autant qu'elle dispose de tous les renseignements utiles.

Art. 23. Le personnel d'encadrement comprend :

- 1° les directeurs;
- 2° les employés assistants de direction;
- 3° les employés membres du personnel administratif.
- 4° les moniteurs;
- 5° les assistants sociaux, les infirmiers sociaux, les ergothérapeutes, les kinésithérapeutes, les psychologues et assistants en psychologie;
- 6° les agents commerciaux ou techniques.

Pour chaque entreprise, en fonction de son quota, les normes minimales d'encadrement sont fixées comme suit :

- 1° un directeur temps plein;
- 2° un moniteur temps plein par 15 unités;
- 3° un assistant social ou un infirmier social ou un ergothérapeute ou un kinésithérapeute ou un psychologue ou un assistant en psychologie, ces différentes fonctions représentant ensemble un temps plein par 100 unités.

Les moniteurs sont responsables d'un groupe de travailleurs et en assurent l'encadrement professionnel.

Les membres du personnel repris au point 3° de l'alinéa 2 et les membres du personnel administratif ne peuvent être affectés aux activités de production de l'entreprise.

Art. 24. La personne assurant la direction de l'entreprise doit :

- 1° faire la preuve d'une connaissance particulière des problèmes rencontrés par les personnes handicapées;
- 2° être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire;
- 3° posséder au moins trois ans d'expérience professionnelle dans une fonction de direction.

Les moniteurs doivent posséder au moins deux ans d'expérience professionnelle dans l'activité à laquelle ils sont affectés ou dans une activité similaire ou dans l'encadrement de groupes de personnes handicapées ou être titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

L'assistant social doit être titulaire du diplôme d'assistant ou d'auxiliaire social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social.

L'infirmier social doit être titulaire du diplôme d'infirmier social délivré par un établissement d'enseignement supérieur paramédical.

L'ergothérapeute doit être titulaire du diplôme d'ergothérapeute délivré par un établissement d'enseignement supérieur paramédical.

Le kinésithérapeute doit être titulaire du diplôme de kinésithérapeute délivré par un établissement d'enseignement supérieur paramédical ou titulaire du titre de licencié en kinésithérapie.

Le psychologue doit pouvoir porter le titre de psychologue en vertu de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

L'assistant en psychologie doit être titulaire du diplôme d'assistant en psychologie délivré par un établissement d'enseignement supérieur.

Art. 25. L'entreprise avertit immédiatement l'administration de l'engagement de nouveaux membres du personnel et lui communique, le cas échéant, la preuve du respect des conditions d'engagement prescrites par l'article 24.

Art. 26. Si les comptes de l'entreprise font apparaître au cours des deux derniers exercices un déficit d'exploitation ou un cash flow négatif, l'entreprise est invitée à présenter à l'administration un plan de redressement.

Ce plan fera l'objet d'une analyse de l'administration qui présentera à l'entreprise des propositions quant au redressement de sa situation économique et comptable.

Art. 27. En vertu de l'agrément qui lui est accordé, l'entreprise bénéficie d'interventions et de subventions à charge de l'administration. Les interventions octroyées sont destinées à couvrir les charges dues au rendement moins élevé des travailleurs handicapés.

Le personnel d'encadrement et les biens pour lesquels des interventions et des subventions sont octroyées doivent concourir directement et de manière prioritaire à l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés.

CHAPITRE III. — *Interventions dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale des travailleurs*

Art. 28. L'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale relatives aux travailleurs est octroyée dans le respect des dispositions des articles 40, 71 et 72 de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

Art. 29. Pour les travailleurs handicapés sous contrat de travail, le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est fixé à 50 % du montant de la rémunération payée à chaque travailleur handicapé et des charges sociales y afférentes.

La rémunération comprend la rémunération brute totale relative aux heures effectivement prestées à laquelle est ajoutée la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, la rémunération des jours fériés et le simple pécule de vacances pour les employés.

Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.

Pour la fixation de ce montant :

1° la partie de la rémunération horaire qui excède le montant obtenu en multipliant par 1,18 le revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, calculé sur une base horaire compte tenu d'une durée hebdomadaire de travail de 38 heures, n'est pas retenue;

2° pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.

Le montant des cotisations de sécurité sociale est fixé forfaitairement à 15 % de la rémunération prise en considération.

Art. 30. Le montant pris en considération établi conformément à l'article 29 est multiplié par un coefficient variant, selon la capacité de catégorie professionnelle comme suit :

- 1° Travailleur de la catégorie A : coefficient : 0,9;
- 2° Travailleur de la catégorie B : coefficient : 1,2;
- 3° Travailleur de la catégorie C : coefficient : 1,55;
- 4° Travailleur de la catégorie D : coefficient : 1,8;
- 5° Travailleur de la catégorie E : coefficient : 1,9;
- 6° Travailleur de la catégorie F : coefficient : 2,0.

Art. 31. Pour les travailleurs handicapés occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, le calcul de l'intervention s'établit à 50 % de la différence entre la rémunération octroyée par l'entreprise et l'allocation journalière de chômage convertie sur une base horaire, auxquels est ajouté le montant ci-dessous :

- 1° catégories A, B et C : 0 franc
- 2° catégorie D : 10 francs.
- 3° catégorie E : 20 francs.
- 4° catégorie F : 30 francs.

plafonné à 72,92 francs.

Cette intervention n'est octroyée que pour autant :

1° que l'entreprise déclare à l'Office national de Sécurité sociale le complément de rémunération qu'elle octroie au travailleur;

2° que le travailleur ait été engagé par l'entreprise avant le 1^{er} janvier 1998.

Art. 32. Les travailleurs handicapés occupés sous contrat d'adaptation professionnelle bénéficient d'une rémunération à charge de l'entreprise composée :

1° d'une indemnité horaire fixée selon les modalités suivantes :

- a) catégories A, B, C ou D : 15 francs.
- b) catégorie E : 10 francs.
- c) catégorie F : 5 francs.

Ces montants sont augmentés de 5 francs après 24 mois d'adaptation, de 15 francs après 36 mois d'adaptation et de 25 francs après 48 mois d'adaptation;

2° d'une intervention complémentaire fixée à 75 % du revenu minimum mensuel moyen garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

La rémunération est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées.

Art. 33. Pour les travailleurs handicapés occupés sous contrat d'adaptation professionnelle, l'administration rembourse à l'entreprise les cotisations de sécurité sociale afférentes à l'intervention complémentaire.

Art. 34. Lorsque l'entreprise n'occupe pas au moins 20 % de travailleurs handicapés sous contrat de travail et dont la catégorie de capacité professionnelle est E ou F, l'administration opère sur l'intervention trimestrielle accordée à l'entreprise, une retenue de 25 000 francs par travailleur handicapé non occupé, calculée sur la moyenne du trimestre considéré.

Art. 35. Pour le personnel d'encadrement, l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale accordée à l'entreprise vise :

- 1° en fonction de son quota :
 - a) un directeur;
 - b) un employé assistant de direction quart temps par tranche de 25 unités au-dessus de 100 unités;
 - c) un employé membre du personnel administratif mi-temps par tranche de 25 unités;
 - d) un assistant social ou un infirmier social ou un ergothérapeute ou un kinésithérapeute ou un psychologue ou un assistant en psychologie, quart-temps par tranche de 25 unités;
 - e) un moniteur à mi-temps par tranche de 5 unités;
 - f) un agent commercial ou technique quart-temps par tranche de 25 unités;
- 2° en fonction du nombre moyen de travailleurs handicapés ayant effectué des prestations pendant le trimestre considéré et comptés pour le quota :
 - a) un moniteur ou un agent commercial ou technique quart-temps supplémentaire est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés :
 - en catégorie E ou F;
 - en catégorie B, C ou D dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ou en contact direct et permanent avec la clientèle;
 - b) un moniteur à quart-temps est retiré par groupe de 5 travailleurs handicapés classés en catégorie A;

Art. 36. Les montants annuels forfaitaires pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale sont fixés pour chaque unité temps plein repris ci-dessous à :

1° directeur :	781 569 francs
2° employé assistant de direction :	608 678 francs
3° employé membre du personnel administratif, moniteur :	504 944 francs
4° assistant social ou infirmier social ou ergothérapeute ou kinésithérapeute ou psychologue ou assistant en psychologie :	608 678 francs
5° agent commercial ou technique :	504 944 francs

Ces montants sont les cas échéant réduits proportionnellement sur base du régime de travail effectif.

Ces montants sont complétés par un forfait trimestriel de 2 550 francs par travailleur handicapé compté pour le quota et dont la catégorie de capacité professionnelle est E ou F.

Art. 37. En ce qui concerne les moniteurs, l'intervention n'est accordée que si l'entreprise leur octroie une rémunération brute horaire minimum de 327,50 FB.

Art. 38. L'intervention prévue à l'article 36 ne peut être cumulée avec les interventions prévues aux articles 29 à 33.

Art. 39. L'intervention prévue à l'article 36 peut être cumulée avec une intervention accordée par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées visant à compenser la perte de rendement temporaire ou définitive d'un travailleur.

Art. 40. L'administration opère sur l'intervention trimestrielle accordée à l'entreprise une retenue de 20 000 francs par travailleur du personnel d'encadrement à temps plein ou de 10 000 francs par travailleur du personnel d'encadrement à temps partiel qui remplit les deux conditions suivantes :

- 1° être engagé sous contrat de travail pendant au moins un mois du trimestre considéré;
- 2° ne pas être repris au quota.

Art. 41. L'administration consent à l'entreprise une avance trimestrielle à valoir sur l'intervention due. Cette avance correspond à 100 % de l'intervention liquidée pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Elle est liquidée mensuellement par tiers.

Si aucune intervention n'a été octroyée à l'entreprise pour le trimestre correspondant de l'année précédente ou si l'intervention n'a couvert que partiellement ce même trimestre, l'administration calcule l'avance sur base de l'estimation du nombre de travailleurs qui seront occupés et de la moyenne par travailleur des avances calculées pour les entreprises pour lesquelles une avance est octroyée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 42. Les états trimestriels sont introduits par l'entreprise auprès de l'administration par lettre recommandée.

Ces états comprennent une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque travailleur, le type de contrat, le nombre d'heures de travail prestées et assimilées, la rémunération horaire, le montant des cotisations de sécurité sociale versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.

Ces états doivent être introduits avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée.

L'administration vérifie les justificatifs. Elle établit la différence entre l'avance visée à l'article 41 et le montant de l'intervention trimestrielle dans une seule décision pour l'ensemble des entreprises agréées.

CHAPITRE III. — *Subventions à l'infrastructure*

Art. 43. L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'infrastructure.

Art. 44. Les dépenses qui peuvent être subventionnées sont l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.

Art. 45. Le montant de la subvention octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration, tel que ce coût est pris en considération suivant les dispositions de ce chapitre.

Art. 46. Les demandes de subvention doivent être introduites auprès de l'administration par lettre recommandée au plus tard le 15 janvier de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée. L'administration fixe le modèle de la demande et détermine les documents à joindre.

La demande mentionne son objet précis et le délai dans lequel les achats et travaux seront réalisés et inclut un plan d'investissement à long terme.

Art. 47. La demande de subvention doit comprendre :

- 1° le plan des achats et travaux;
- 2° pour les biens immeubles : un extrait de plan cadastral situant leur emplacement, les plans, coupes et façades des bâtiments, l'offre de prix du bien à acheter ou le devis des travaux à effectuer;
- 3° pour l'équipement : la justification de l'achat, les offres de prix présentées par trois fournisseurs;
- 4° la preuve que l'entreprise dispose des sommes nécessaires pour couvrir la différence entre le coût réel et la subvention, éventuellement par l'emprunt;
- 5° la copie du contrat de l'assurance des immeubles et de l'équipement contre le risque d'incendie et les risques connexes;
- 6° l'indication des biens sur lesquels l'entreprise donne garantie hypothécaire, ou des autres sûretés qu'elle donne en garantie des engagements visés ci-dessus.

Art. 48. L'administration instruit les demandes et les soumet en une seule fois pour décision au membre du Collège.

Il est tenu compte du plan de fonctionnement de l'entreprise et des conditions économiques générales.

Les demandes des entreprises qui ne concernent pas l'achat d'équipements sont classées dans l'ordre de priorité suivant :

- 1° la sécurité des travailleurs;
- 2° le maintien de l'infrastructure existante;
- 3° la mise au travail de personnes gravement handicapées;
- 4° la modernisation de l'infrastructure;
- 5° la rentabilisation de l'infrastructure;
- 6° la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

L'administration octroie les subventions en respectant l'ordre de ces priorités.

Art. 49. Une subvention à l'infrastructure n'est octroyée à une entreprise que pour le nombre de travailleurs handicapés correspondant au quota en vigueur le 15 janvier de l'année de la demande.

Art. 50. Les achats et travaux déjà effectués ne peuvent faire l'objet d'une subvention que pour autant que la date de l'achat ou du début des travaux ne soit pas antérieure de plus de deux ans à l'année de la demande.

Art. 51. Le coût des travaux de construction d'un bâtiment est pris en considération dans les conditions suivantes :

- 1° le nombre de m² effectivement construit est limité à 30 m² par travailleur handicapé prévu au quota;
- 2° la subvention est limitée à 12 000 F par m²;
- 3° il peut être dérogé à la limite en superficie ci-dessus précisée à raison de 10 m² maximum par travailleur handicapé prévu au quota pour la construction de hall de stockage fermé justifié par les activités de l'entreprise; dans ce cas, la subvention est limitée à 9 000 F par m²;
- 4° les superficies de service reconnues par l'administration comme indispensables au bon fonctionnement de l'entreprise sont prises en considération à raison de :

- | | |
|--|-----------------------------------|
| a) halls de stockage semi-ouverts ou ouverts | 6 000 francs par m ² ; |
| b) aires de stockage, zones de manoeuvre, chemins d'accès, aires de déchargement, aires de stationnement | 2 000 francs par m ² . |

Art. 52. Le coût d'achat d'un terrain est pris en considération dans les conditions suivantes :

- 1° le nombre de m² pris en considération est limité à la superficie couverte par les bâtiments construits augmentée de maximum 25 %;
- 2° d'autres superficies non bâties sont prises en considération si en fonction des activités économiques exercées, des besoins en matière de stockage, de voies d'accès et d'aires de stationnement s'avèrent indispensables;
- 3° la subvention est limitée à 3 000 francs par m²;
- 4° s'il est destiné à l'élevage et à l'agriculture, la subvention est limitée à 500 francs par m².

Art. 53. Le coût d'achat d'un bâtiment est pris en considération dans les conditions suivantes :

1° l'administration fait établir la valeur vénale du bâtiment;

2° le terrain non bâti entre en ligne de compte dans cette évaluation à concurrence d'une superficie égale à 25 % de la superficie couverte par le bâtiment.

Art. 54. Le coût des travaux de transformation d'un bâtiment est pris en considération dans les conditions suivantes :

1° les travaux sont limités à un montant maximum égal à 20 % du montant pris en considération par l'administration pour subventionner le bâtiment acheté ou, à défaut, de la valeur vénale du bâtiment;

2° le terrain non bâti entre en ligne de compte dans cette évaluation à concurrence d'une superficie égale à 25 % de la superficie couverte par le bâtiment.

Art. 55. Le montant pris en considération pour l'achat et la transformation d'un bâtiment ne peut dépasser celui qui eût été pris en considération pour l'achat d'un terrain et la construction d'un bâtiment compte tenu du quota fixé pour l'entreprise.

Art. 56. Le coût d'achat d'équipements est pris en considération dans les conditions suivantes :

1° par entreprise, un premier plafond maximum de subvention est fixé à 100 000 francs par travailleur handicapé prévu au quota, sans qu'aucune limitation dans le temps ne soit instaurée pour épuiser ce montant; pour déterminer si ce plafond est atteint, il est tenu compte des subventions accordées depuis la date d'agrément en tant qu'atelier protégé;

2° quand ce premier plafond est atteint, par entreprise, un deuxième plafond maximum de subvention est fixé à 6 000 francs par travailleur handicapé prévu au quota par année de demande.

Si la demande de l'entreprise n'atteint pas ce montant, elle peut en reporter le solde sur l'année de demande suivante deux fois de suite.

Art. 57. Sur proposition de l'administration, le membre du Collège peut fixer des montants maxima de prise en charge de certains équipements. Il peut également fixer des montants minima de coût unitaire en-dessous desquels aucune intervention n'est accordée.

Art. 58. Pour chaque équipement, l'entreprise présente les offres de trois fournisseurs différents. Si elle ne peut présenter trois offres, elle en présente la justification.

Art. 59. La décision du membre du Collège indique :

1° les achats et travaux qui sont pris en considération par l'administration;

2° les éléments sur base desquels le montant de la subvention est calculé

3° les modifications éventuelles apportées au plan des achats et constructions;

4° la durée d'amortissement des biens subventionnés conformément aux dispositions de l'annexe 2.

L'administration détermine les garanties personnelles ou réelles que doit fournir l'entreprise.

Art. 60. La décision d'octroi d'une subvention cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats ne sont pas effectués avant l'expiration du trimestre qui suit le trimestre qui a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats.

En outre, l'entreprise doit occuper, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'occupation des bâtiments achetés, construits ou transformés pour lesquels une subvention est accordée, le nombre de travailleurs handicapés prévu au quota.

En cas d'achat d'un terrain, l'entreprise doit entamer les travaux de construction dans un délai d'un an à compter de son achat.

En cas d'inobservation des exigences précisées aux deux alinéas précédents, l'entreprise doit rembourser la subvention qui lui a été octroyée.

Art. 61. Les pièces justificatives permettant la liquidation des subventions doivent être introduites à l'administration dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou de la date des factures d'achats lorsque cette réalisation ou ces achats sont postérieurs à la notification de la décision.

Art. 62. La subvention relative à la construction ou la transformation de bâtiment est liquidée :

1° à raison de 80 % au fur et à mesure de la production des pièces justificatives concernant l'exécution des travaux;

2° à raison de 10 % lorsque l'entreprise a occupé, pendant deux trimestres consécutifs au moins 90 % du nombre de travailleurs handicapés prévu au quota;

3° à raison de 10 % lorsque l'entreprise occupe effectivement le bâtiment pour lequel la subvention est octroyée.

Art. 63. La subvention relative à l'achat d'équipement est liquidée après production de la facture acquittée et d'une déclaration attestant que l'équipement a été livré en parfait état.

Art. 64. La subvention ne peut être affectée qu'à l'investissement pour lequel il a été octroyé. Cette affectation ne peut être modifiée sans l'autorisation du membre du Collège aux conditions qu'il détermine et après avis de l'administration.

En ce qui concerne l'équipement acquis entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1997 et qui a fait l'objet d'une décision d'octroi de subvention relative à une année de demande comprise de 1992 à 1996, en cas de changement de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente.

En ce qui concerne l'équipement acquis en dehors de cette période, en cas de changement de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention sans que cette somme puisse être inférieure à 60 % du prix de vente. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente.

En ce qui concerne les biens immobiliers, en cas de changement de l'affectation de la subvention, l'administration fait établir la valeur vénale des biens. L'entreprise est alors tenue de rembourser la part de la valeur vénale correspondant au pourcentage de subventionnement des biens par l'administration. Si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien immobilier ayant la même affectation, elle n'est tenue de rembourser la plus-value qu'à concurrence du montant de la vente qui n'a pas été réinvesti.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 65. L'arrêté royal du 23 mars 1970 fixant les taux et modalités d'octroi de la rémunération des handicapés occupés dans les ateliers protégés, modifié par les arrêtés royaux des 17 janvier 1972, 27 juin 1973, 7 avril 1975, 29 octobre 1976, 5 juin 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990, est abrogé.

Art. 66. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/3 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté et son annexe, modifiés par l'arrêté du Collège du 12 février 1998, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/4 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent et son annexe, modifiés par l'arrêté du Collège du 12 février 1998, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/5 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour le personnel d'encadrement, modifié par l'arrêté du Collège du 12 février 1998, est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/6 fixant les critères d'octroi des subventions à l'investissement aux entreprises de travail adapté, modifié par l'arrêté du Collège du 12 février 1998, est abrogé.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 67. Les entreprises de travail adapté bénéficient d'un agrément au 31 décembre 1998 sur base des dispositions de l'arrêté du Collège du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté, tel que modifié, demeurent agréées jusqu'au terme de leur agrément accordé par le Collège.

Art. 68. Pour les entreprises de travail adapté bénéficiant d'un agrément au 1^{er} janvier 1999, leur quota est fixé en annexe 3.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 69. Les montants repris aux articles 19, 32, 36, 37 et 40 sont liés à l'indice-pivot de décembre 1998 et s'adaptent conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 70. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 71. Le membre du Collège est chargé de l'exécution de l'arrêté.

Bruxelles, le 24 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000
relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées

TABLEAU DE DETERMINATION DES CAPACITES PROFESSIONNELLES
DES TRAVAILLEURS HANDICAPES EN ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTE

E.T.A. :

Nom - Prénom du travailleur :

FH/ :

Date de naissance :

Date de l'évaluation :

ITEM		1	2	3	4	5
A.1	MOBILITE ASSIS					
A.2	MOBILITE DEBOUT					
A.3	TOLERANCE AUX FACTEURS EXTERIEURS					
A.4	MOTRICITE FINE					
A.5	PORT DE CHARGES					
SOUS-TOTAL A						
TOTAL A		« » SOIT				/15
B.1	EXPRESSION ORALE					
B.2	EXPRESSION ECRITE					
B.3	ACQUIS MATHEMATIKES					
B.4	COMPREHENSION DES CONSIGNES					
B.5	INITIATIVE					
SOUS-TOTAL B						
TOTAL B		« » SOIT				/15
C.1	APPRENTISSAGE					
C.2	DEXTERITE					
C.3	ENDURANCE AU TRAVAIL					
C.4	ADAPTABILITE					
SOUS-TOTAL C						
TOTAL C		« » SOIT				/20
D.1	PONCTUALITE					
D.2	RAPPORT AVEC L'AUTORITE					
D.3	SOCIABILITE					
SOUS-TOTAL D						
TOTAL D		« » SOIT				/15
E.	AUTONOMIE					
		« » SOIT				/10
F.1	VITESSE					
F.2	QUALITE					
		« » SOIT				/25
		TOTAL GENERAL				/100 CATEGORIE :

DEFINITIONS DES ITEM

A.1. Mobilité assis :

Faculté de mobilier le tronc et les membres supérieurs en vue d'un travail assis

5. Saisit sans problème tous les objets sur et à côté du bureau ou de la table de travail y compris à terre dans un certain périmètre (exemple : paraplégique avec mobilité complète du tronc et mobile avec sa chaise).
4. Saisit sans problème tous les objets à sa portée ou hors de portée, y compris à terre si ce n'est pas trop fréquent.
3. Saisit sans problème tous les objets qui sont à sa portée sur le bureau ou la table de travail mais ne sait pas ramasser un objet à terre.
2. Mobilise les membres supérieurs pour un travail assis mais ne saisit pas tous les objets qui sont à sa portée (ne sait pas se pencher, ne peut saisir que les objets distants au maximum de la longueur de son avant-bras,...) ou éprouve des difficultés à discerner l'objet à sa portée pour le saisir ou le manipuler en raison, par exemple, d'une grave déficience visuelle.
1. Pas de mobilité du tronc mais est capable de mouvoir les mains et les bras, de manipuler des objets dans une très petite surface proche du corps (taper sur un clavier, éventuellement adapté, ou téléphoner avec un casque,...) ou mobilité réduite du tronc et difficultés majeures de motricité des membres supérieurs (tremblements importants, mouvements involontaires,...).

A.2. Mobilité debout :

Faculté de passer de la position assise à la position debout, de se déplacer, de maintenir une station debout prolongée, de ramasser un objet à terre (mouvements complexes, coordination)

5. Marche facilement sans appui, s'accroupit, s'agenouille, coordonne des mouvements pour porter une charge, maintient une station debout prolongée et est capable de courir.
4. Marche sans appui, s'accroupit, s'agenouille, coordonne des mouvements pour porter une charge, ne maintient une station debout que quelques minutes.
3. Passe sans trop de problème de la position assise à la position debout, marche avec ou sans appuis (déplacement possible mais lent ou difficile...), ne maintient une station debout que quelques instants.
2. Passe difficilement de la position assise à la position debout, fait difficilement quelques pas avec ou sans appui, ne maintient pas une station debout prolongée (exemple : marche difficile à l'aide de deux béquilles,...) ou difficulté de se mouvoir debout en raison d'une déficience visuelle importante (aveugle se déplaçant avec ou sans canne blanche).
1. Incapable de maintenir une station debout et de marcher.

A.3. Tolérance physique aux facteurs extérieurs :

Tolérance tant physique que physiologique à des facteurs extérieurs tels que le bruit, la lumière forte, la poussière, les produits chimiques irritants, la température,... présents sur les lieux de travail.

5. Supporte normalement tous ces facteurs.
4. Supporte facilement ces différents facteurs si ce n'est une légère intolérance à l'un d'eux.
3. Supporte relativement ces facteurs d'environnement (exemple : légère intolérance à plusieurs de ces facteurs ou intolérance à l'un d'eux,...).
2. Supporte difficilement plusieurs de ces facteurs.
1. Ne supporte aucune agression de l'environnement (bruit, poussière ou gaz, température,...(exemple : allergie importante à plusieurs facteurs,...).

A.4. Motricité fine :

Faculté d'utiliser les mouvement des doigts pour manipuler de petites pièces.

5. Saisit, tient, assemble et réalise un bon travail fini avec de petites pièces.
4. Saisit et tient de petites pièces, les manipule et les assemble avec parfois quelques petites difficultés.
3. Saisit et tient de petites pièces et les manipule avec une légère maladresse.
2. Saisit et tient des pièces fines mais rencontre beaucoup de difficultés à les manipuler.
1. Est incapable de saisir et de tenir de petites pièces avec les doigts.

A.5. Port de charges :

Faculté de porter une charge efficacement et à plusieurs reprises (2 à 3 fois par heure).

5. Porte une charge de 20 kg ou plus pour un homme et de 10 kg ou plus pour une femme.
4. Porte une charge d'au moins 15 kg pour un homme et d'au moins 7 kg pour une femme.
3. Porte une charge d'au moins 10 kg pour un homme et d'au moins 5 kg pour une femme.
2. Porte une charge d'au moins 5 kg pour un homme ou d'au moins 3 kg pour une femme.
1. Porte une charge de 1 kg maximum.

B.1. Expression orale :

Capacité de transmettre un message oral, d'avoir un langage intelligible (tenir compte de la capacité d'élocution et du degré de clarté du message transmis).

5. S'exprime tout à fait correctement : construction correcte des phrases et messages complexes immédiatement compréhensibles y compris des notions abstraites.
4. Transmet un message un peu complexe ou plusieurs consignes.
3. Transmet un message ou une consigne simple, relate des faits concrets simples.
2. Articule quelques mots compréhensibles pour les habitués (exemples 0 : bégaiement important, sourd peu démutisé).
1. Inintelligible, incompréhensible ou absence de parole (exemples : débilité profonde, aphasie ++, mutité).

B.2. Expression écrite :

Faculté de lire (déchiffrement et compréhension) et d'écrire (capacité de rédiger un message compréhensible et lisibilité de l'écriture).

5. Lit, écrit, rédige normalement, sans trop de fautes.
4. Lit, écrit et rédige quelques petites phrases simples pouvant composer un texte (avec ou sans faute).
3. Lit et écrit des phrases simples avec ou sans fautes.
2. Déchiffre quelques mots mais comprend difficilement ce qu'il lit, écrit quelques mots clés.
1. Ne lit pas, n'écrit pas, sauf son nom.

N.B. Lorsqu'une aide technique est indispensable pour pouvoir exercer la faculté de lire et/ou d'écrire, la cotation est réduite de 2 points (le port de lunettes n'est pas considéré comme une aide technique).

B.3. Acquis mathématiques :

Arithmétique, géométrie, logique.

5. Effectue une règle de 3, de logique simple et perçoit correctement un schéma ou un plan simple.
4. Maîtrise les 4 opérations arithmétiques (nombres entiers jusqu'à 100)
3. Effectue des calculs simples (additions, soustractions) et manipule de l'argent sans effectuer trop d'erreurs.
2. Effectue des calculs simples (additions, soustractions) avec difficulté.
1. Ne dénombre pas, n'a pas la compréhension des chiffres.

B.4. Compréhension de consignes :

Faculté de comprendre, de retenir et d'exécuter des consignes.

5. Comprend plusieurs consignes complexes, les retient et les exécute.
4. Comprend plusieurs consignes complexes mais rencontre des difficultés à les retenir et à les exécuter.
3. Comprend plusieurs consignes simples mais rencontre des difficultés à les retenir et à les exécuter.
2. Comprend une consigne simple, la retient, mais rencontre des difficultés pour l'appliquer.
1. Comprend une consigne simple mais rencontre des difficultés pour la retenir et l'appliquer.

B.5. Initiative :

Faculté d'aboutir à des prises de décisions concrètes et utiles au travail à réaliser, par son propre raisonnement.

5. Prend seul des décisions utiles pour lui et pour les autres sans approbation extérieure (et est éventuellement créatif et inventif).
4. Prend des décisions utiles pour lui, sans soutien.
3. Se prend en charge avec un soutien extérieur occasionnel.
2. Prend certaines initiatives simples mais a toujours besoin de l'approbation d'un pair ou d'un supérieur.
1. Ne prend seul aucune initiative.

C.1. Apprentissage :

Capacité d'apprendre et de tirer profit de son expérience.

5. Retient et applique aisément une explication donnée une fois et analyse, anticipe et résout une difficulté pas trop importante.
4. Retient les gestes de plusieurs travaux différents, retient des explications données clairement une fois. Résout seul des difficultés simples déjà rencontrées et évite qu'elles ne se reproduisent.
3. Retient les gestes à faire dans plusieurs travaux différents, retient des explications données plusieurs fois. Après avoir rencontré plusieurs fois la même difficulté et reçu une aide extérieure pour la résoudre, la résout seul.
2. Retient les gestes à faire dans un même travail.
1. Oublie d'un jour à l'autre les gestes qu'on lui a appris ou a besoin de nouvelles explications chaque jour.

C.2. Dextérité :

Faculté d'exercer correctement une activité manuelle notamment en utilisant efficacement des outils manuels.

5. Effectue correctement tout travail manuel (avec très peu de malheurs).
4. Effectue un travail manuel satisfaisant requérant la précision moyennant quelques erreurs éventuelles.
3. Effectue un travail manuel mais les gestes ne sont pas précis et/ou la manipulation de matériel fragile est exclue.
2. Manipule des objets avec beaucoup de difficultés (tremblements importants, incoordination des mouvements,...).
1. N'exerce aucune activité manuelle efficace.

C.3. Endurance au travail :

Faculté de soutenir un effort physique et/ou mental normal pendant un certain temps (en tenant compte des poses habituelles).

5. Soutient psychiquement et/ou physiquement un travail normal et de qualité constante pendant une journée.
4. Soutient psychiquement et/ou physiquement un travail normal pendant une journée, mais la qualité faiblit au fil du temps.
3. Soutient psychiquement et/ou physiquement un travail normal et de qualité relativement constante pendant une demi-journée.
2. Travaille plus d'une heure mais pas plus d'une demi-journée sans se reposer ou sans que la qualité de son travail ne se détériore fortement.
1. Doit se reposer psychiquement ou physiquement (est dissipé ou la qualité de son travail se détériore fortement) au bout d'une heure.

C.4. Adaptabilité :

Capacité d'adaptation, tolérance psychologique aux changements de poste ou de conditions de travail (lieu, type d'activité, collègues,...).

5. S'adapte bien aux changements.
4. S'adapte sans trop de difficultés aux changements.
3. S'adapte avec aide et soutien à des changements préparés et progressifs (par exemple une nouvelle activité,...).
2. S'adapte très difficilement au moindre changement (par exemple, un nouveau collègue).
1. Ne s'adapte à aucun changement.

D.1. Ponctualité :

Respect des horaires, régularité dans la fréquentation du travail (quelle que soit la raison des absences).

5. Ponctualité et fréquentation régulières.
4. Ponctualité et fréquentation généralement régulières.
3. Bonne ponctualité dans l'ensemble, mais fréquentation irrégulière ou l'inverse.
2. Peu ponctuel, fréquentation irrégulière (absentéisme de 20% du temps de travail).
1. Pas de respect des horaires (arrive très fréquemment en retard), irrégularité dans la fréquentation du travail (très fort absentéisme : plus de 25% du temps de travail).

D.2. Rapports avec l'autorité :

Respect des consignes et des ordres.

5. Respecte les ordres et les consignes sans qu'il ne faille les rappeler.
4. Bon respect, peu de rappels à l'ordre.
3. Bon respect moyennant des rappels à l'ordre réguliers.
2. Respecte relativement les consignes et les ordres s'ils lui sont rappelés très fréquemment (plusieurs fois par jour).
1. Aucun respect malgré les rappels à l'ordre ou rejet systématique de l'autorité.

D.3. Socialbilité :

Aisance à nouer et à maintenir des contacts sociaux positifs dans le cadre professionnel.

5. Noue des contacts positifs avec autrui dans toutes les circonstances de travail y compris les situations difficiles.
4. Noue spontanément des liens positifs dans des circonstances normales de travail.
3. A des contacts de travail habituellement positif avec autrui mais ne les recherche pas.
2. Ne prend l'initiative d'aucun contact professionnel, mais répond parfois aux sollicitations d'autrui ou bien noue des contacts de travail, mais souvent de manière agressive ou inadéquate.
1. N'est capable de travailler que seul dans son coin sans contacts avec les autres ou n'entre en relation de travail avec les autres que sur un mode exclusivement agressif.

E. Autonomie :

Niveau d'encadrement et d'aide nécessaires pour effectuer un travail connu.

5. Travaille seul une journée ou plus.
4. Travaille seul avec un encadrement limité (une ou deux fois dans la journée).
3. Travaille seul avec un encadrement intermittent (une fois par heure ou moins).
2. Travaille avec une surveillance et un encadrement important (plusieurs fois par heure).
1. Ne travaille pas seul, a besoin d'une surveillance et d'un encadrement permanents.

F.1. Vitesse :

Rapidité d'exécution du travail (par rapport à la moyenne pour un travailleur valide) quel que soit le résultat.

5. supérieure ou égale à 90%
4. de 70% à 89%
3. de 50 à 69%
2. de 30% à 49%.
1. inférieure à 30%.

F.2. Qualité :

Qualité et fiabilité du travail fini (indépendamment de tous les autres critères et à pondérer en fonction d'un travail moyen en E.T.A.).

5. Très bon travail, erreurs ou défauts exceptionnels.
4. Bon travail, peu d'erreurs et de défauts.
3. Travail acceptable malgré des erreurs et des défauts fréquents.
2. Mauvaise qualité (il faut constamment « réparer »).
1. Il faut très souvent refaire son travail (presque tout recommencer).

F.1.-F.2. Couple qualité — Vitesse

QUALITE	VITESSE	TOTAL
1 1 1 1 1	1 2 3 4 5	1 1 2 3 4
2 2 2 2 2	1 2 3 4 5	2 4 6 8 10
3 3 3 3 3	1 2 3 4 5	3 7 11 14 19
4 4 4 4 4	1 2 3 4 5	4 9 15 18 22
5 5 5 5 5	1 2 3 4 5	5 12 19 23 25

Vu pour être annexé à l'arrêté du 24 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,

E. TOMAS,

Président du Collège.

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget.

Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000
relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées

TAUX D'AMORTISSEMENT DES BIENS SUBVENTIONNES

	Terrains	(ne s'amortissent pas)
Constructions et achats de bâtiments		33 ans
Transformations de bâtiments		10 ans
Equipement d'un coût unitaire hors TVA supérieur à 50 000 francs		10 ans
Equipement d'un coût unitaire hors TVA inférieur à 50 000 francs		5 ans
Mobilier		10 ans
Matériel informatique		5 ans
Matériel roulant		5ans

Vu pour être annexé à l'arrêté du 24 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,
E. TOMAS,
Président du Collège
E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés
A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000
relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées

Quota des entreprises de travail adapté

Numéro d'agrément de l'entreprise de travail adapté	Nom	Quota au 01.01.99
3	O.N.A.-Entreprise	30
6	A.P.A.M.	121
10	Groupe FOES - Les Ateliers réunis	114
11	L'Ouvroir	35
14	Ligue Braille	53
17	A. B. P -Entreprise	60
18	A.P.R.E.	76
131	Renaître	104
132	Manufast- La Famille	187
172	Jeunes Jardiniers	100
181	Travail et Vie	298
185	Serre-Outil	31
194	Nos Pilifs	75
195	Atelier de Paris	25
199	TRAVCO	76
200	Travie- Pack	65

Vu pour être annexé à l'arrêté du 24 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,
E. TOMAS,
Président du Collège
E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés
A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

N. 2000 — 1384

[C — 2000831181]

24 FEBRUARI 2000. — Besluit 99/262/B van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk

Het College,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 36, 37 en 38;

Gelet op het advies van de Sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, van 5 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 23 februari 2000;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, alinea 1, 1° van de samengeschakelde wetten betreffende de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden en die werd opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998, onder de naam « Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden »;

« gehandicapte » : iedere gehandicapte die woonachtig is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 van het decreet; niettemin kunnen uit hoofde van artikel 2 van het decreet de door het College erkende centra, ondernemingen en diensten ook personen opvangen die woonachtig zijn op het grondgebied van een ander gewest;

« pluridisciplinaire equipe » : het orgaan ingesteld bij artikel 10 van het decreet;

« onderneming » : onderneming met aangepast werk, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie;

« Collegelid » : het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie dat belast is met het Gehandicaptenbeleid.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning***Art. 3.** Om te worden erkend moet een onderneming die de taken vervult zoals gedefinieerd in artikelen 54 en 56 tot 58 van het decreet en die is samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 55 van het decreet, aan de volgende reglementaire voorwaarden voldoen :

1° haar activiteitenzetel vestigen op het grondgebied van het tweetalige Brussel-Hoofdstad;

2° zich richten naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen die op haar van toepassing zijn;

3° haar banen in de eerste plaats voorbehouden aan de gehandicapten die zijn opgenomen volgens een gewest- of gemeenschapsreglementering betreffende de integratie van de gehandicapten onder de voorwaarden waarin voorzien is in dit besluit;

4° de materiële en personeelsinfrastructuur waarvoor het bestuur tegemoetkomingen of subsidies toekent bij voorkeur voorbehouden aan de gehandicapte werknemers;

5° voor elke gehandicapte werknemer een dossier bijhouden waarin de gegevens over zijn socio-professionele situatie en zijn bezoldiging zijn opgetekend;

6° instaan voor de professionele begeleiding, het medisch toezicht en de sociale begeleiding van de werknemers;

7° de toegankelijkheid van de gebouwen met het oog op de handicap van de opgevangen personen waarborgen;

8° de permanente educatie van het personeel waarborgen naar gelang van hun activiteiten;

9° voldoende veiligheids- en gezondheidsvoorwaarden waarborgen;

10° zich onderwerpen aan de evaluaties, bezoeken en controles georganiseerd door het bestuur;

11° jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag voorleggen waarin het verwezenlijkte programma in zijn socio-economische facetten wordt ontleed;

12° van elk lid van het begeleidingspersoneel een dossier bijhouden dat bestaat uit de documenten waaruit blijkt dat het personeelslid beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld in het besluit;

13° per begrotingsjaar een boekhouding bijhouden volgens het model dat is aangepast aan elke categorie erkende ondernemingen en bepaald door het Collegelid;

14° haar rekeningen voorleggen aan de jaarlijkse controle door een bedrijfsrevisor wiens verslag aan het bestuur wordt bezorgd.

15° aan het bestuur elk bewijsstuk voorleggen dat vereist is om de controle te kunnen uitvoeren;

16° het bestuur binnen vijftien dagen op de hoogte brengen van elke wijziging ten aanzien van de normen voor erkenning en subsidiëring.

Art. 4. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur volgens het daartoe bestemde model. Het bestuur bericht hiervan binnen tien dagen ontvangst.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen bevatten :

1° een afschrift van de statuten van de onderneming of de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan, alsook de lijst met de leden van de Raad van Bestuur;

2° de naam van de onderneming, de adressen van haar maatschappelijke zetel en activiteitenzetel;

3° de aard van de beroepsactiviteiten die zullen worden uitgeoefend; een economische studie zal de keuzen van de onderneming motiveren;

4° de datum van inwerkingtreding van de verzochte erkenning;

5° de naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer die door de organiserende autoriteit gemachtigd is om het centrum, de onderneming of de dienst te vertegenwoordigen;

6° het quotum aan gehandicapte werknemers dat ze wil halen; dat aantal mag niet minder dan vijftientig personen bedragen.

7° een afschrift van de plannen van de verschillende niveaus in de bezette gebouwen, met vermelding van de bestemming en netto oppervlakte van de ruimten. Voor de ondernemingen met aangepast werk worden deze plannen opgesteld door een architect of landmeter-expert;

8° het rapport van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;

9° een bewijs van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid dat geen enkele vertraging in de betaling van de bijdragen is vastgesteld;

10° de lijst met begeleidingspersoneel van de onderneming, met diens diploma's, functie, wekelijks volume van zijn prestaties, of bij gebrek hieraan het aanwervingsplan van het personeel;

11° voor elk van de leden van dit personeel een afschrift van de overeenkomst die het lid verbindt aan de onderneming, en de getuigschriften die bewijzen dat het voldoet aan de voorwaarden ten aanzien van zijn functie en zijn anciënniteit die zijn vastgesteld in het beleid;

12° voor elk van de leden van dit personeel een bewijs van goed zedelijk gedrag dat niet langer dan drie maanden geleden mag zijn afgegeven;

13° een afschrift van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor deze personeelsleden en de opgevangen gehandicapten;

14° de lijst met apparatuur waarover de onderneming beschikt;

15° het arbeidsreglement;

16° de overeenkomst met een dienst voor arbeidsgeneeskunde om het medisch toezicht op de werknemers te waarborgen.

Art. 5. Indien de aanvraag niet volledig is, licht het bestuur de aanvrager in dat hij drie maanden de tijd heeft om zijn aanvraag aan te vullen. Zo niet, dan wordt de aanvraag beschouwd als nietig.

Art. 6. Wanneer de aanvraag volledig is, behandelt het bestuur de erkenningsaanvraag en gaat het over tot een inspectie om na te gaan of de onderneming voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Het bestuur overhandigt de aanvraag aan het Collegelid, vergezeld van een beslissingsvoorstel. Het Collegelid legt dit voorstel voor aan de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid. Hij preciseert de termijn die kan worden uitgetrokken voor het advies.

Binnen dertig dagen na het advies van de Adviesraad legt het bestuur zijn beslissingsvoorstel samen met dit advies voor aan het Collegelid.

De beslissing van het College wordt door het bestuur aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 7. Het College kent de erkenning toe voor een duur van vijf jaar die niet eerder kan aanvangen dan de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze duur kan worden hernieuwd.

Art. 8. De erkenningsbeslissing van het College geeft aan voor welke beroepsactiviteiten de onderneming erkend wordt alsmede haar quotum zoals bepaald in artikelen 16 en 17.

Art. 9. Ten laatste zes maanden na de erkenningsdatum moet de onderneming ten minste 20 gehandicapte werknemers in dienst hebben om in aanmerking te komen voor de toekenning van tegemoetkomingen vanwege het bestuur.

Zo niet, dan kan de onderneming twee maal om economische redenen een bijkomende termijn van zes maanden aanvragen. Het bestuur beslist over die aanvragen.

Art. 10. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van de onderneming wordt ingediend bij het bestuur uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de periode waarvoor de vorige erkenningbeslissing geldt.

De onderneming blijft erkend tot het College beslist heeft over de hernieuwingsaanvraag.

De documenten in het oorspronkelijke dossier hoeven niet bij de hernieuwingsaanvraag te worden gevoegd voor zoverre zij nog altijd getrouw de situatie weerspiegelen op de datum van de aanvraag tot hernieuwde erkenning.

Art. 11. Elke aanvraag tot wijziging van de erkenning door de onderneming wordt bij het bestuur ingediend. Deze aanvraag preciseert en motiveert het doel van de wijziging.

Het bestuur informeert de onderneming omtrent de elementen die nodig zijn voor de indiening van de aanvraag.

Deze aanvraag wordt ingediend volgens de regels toepasselijk op de erkenningsaanvraag.

Art. 12. Elke aanvraag tot wijziging in de activiteiten waarvoor de onderneming erkend is, omvat een omstandige en toekomstgerichte economische studie.

Art. 13. De onderneming die niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarde wordt daarvan door het bestuur op de hoogte gebracht en terzelfder tijd verzocht om dit onverwijld in orde te brengen.

Art. 14. Wanneer binnen twee maanden nog altijd niet is voldaan aan één der erkenningsvoorwaarden geeft het bestuur de onderneming bij een ter post aangetekende brief kennis van een met redenen omklede ingebrekestelling.

Indien het bestuur na één maand vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog altijd niet zijn vervuld, kan het de toekenning van tegemoetkomingen en subsidies opschorten en bezorgt het aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot opschorting of intrekking van de erkenning. In dit voorstel wordt rekening gehouden met de socio-professionele toestand van het personeel en de gehandicapten.

Indien het Collegelid zijn goedkeuring hecht aan dit voorstel, geeft het bestuur hiervan bij een ter post aangetekende brief kennis aan de onderneming. De onderneming heeft dertig dagen de tijd om een toelichting in te dienen en om op haar verzoek gehoord te worden bij het bestuur, dat de dag en het uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting een voorstel tot behoud, opschorting of intrekking van de erkenning aan het Collegelid. Het Collegelid vraagt het advies van Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid binnen drie maanden na de aanhangigmaking.

Het bestuur dient binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Adviesraad het voorstel en voornoemd advies in bij het Collegelid. Het College beslist binnen twee maanden na ontvangst van het advies.

Van de beslissing van het College wordt door het bestuur bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

Art. 15. De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning leidt tot stopzetting van de tegemoetkomingen aan de onderneming op de door het College vastgestelde datum, evenals tot de terugvordering van de toegekende infrastructuursubsidies indien de erkenning wordt ingetrokken.

Het bestuur deelt de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning onverwijld mee aan het personeel van de onderneming alsook aan hun vakbondsafgevaardigden.

De onderneming deelt de beslissing tot intrekking van de erkenning onverwijld mee aan de opgevangen gehandicapten of hun wettelijke vertegenwoordigers. Indien de onderneming hieromtrent in gebreke blijft, vervult het bestuur deze verplichting ten aanzien van de opgevangen en krachtens het decreet toegelaten gehandicapten.

Art. 16. Voor alle erkende ondernemingen wordt een maximaal globaal quotum vastgesteld op 1 450 gehandicapte werknemers die tewerkgesteld zijn, d.i. :

a) op basis van een arbeidsovereenkomst;

b) krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering,

c) op basis van een omscholingsovereenkomst,

en voor wie de ondernemingen recht hebben op tegemoetkomingen vanwege het bestuur;

in dit aantal zijn niet opgenomen de leden van het begeleidingspersoneel voor wie het bestuur een tegemoetkoming toekent.

Art. 17. Het globale quotum wordt verdeeld in quota per onderneming.

Het aantal werknemers dat niet in het quotum is opgenomen, mag niet meer dan 40 % van het quotum van de onderneming bedragen.

Bij deze aantallen zijn niet de werknemers gerekend die in het bestudeerde kwartaal geen gepresteerde of gelijkgestelde uren tellen.

Art. 18. Elke onderneming behoudt haar personeel binnen de grenzen van het haar toegekende quotum.

Op basis van het aantal werknemers dat voldoet aan de definitie zoals bedoeld in artikelen 16 en 17 en geteld op 31 maart en 30 juni wordt het quotum jaarlijks en per onderneming herzien naar beneden toe voor zover dat aantal op beide data minstens 5 personen lager ligt dan het quotum dat op dat moment van kracht is, of minstens 5 % lager dan het geldende quotum indien dit hoger is dan 100.

Het nieuwe quotum komt overeen met het hoogste aantal waarvan sprake hierboven, vermeerderd met 5 personen.

Het wordt steeds op 1 oktober van kracht.

Art. 19. Elke onderneming kan op eender welk tijdstip van het jaar bij een ter post aangetekende brief een verhoging van haar quotum aanvragen bij het bestuur. Ze staft haar aanvraag met bewijsstukken en realistische economische vooruitzichten waaruit de gegrondheid van haar aanvraag blijkt.

Het bestuur geeft de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst door aan het Collegelid en voegt hieraan een beslissingsvoorstel toe.

Het Collegelid neemt de definitieve beslissing. Deze wordt de aanvrager door het bestuur bij een ter post aangetekende brief meegedeeld.

Het nieuwe quotum wordt van kracht op de datum dat het bestuur de aanvraag heeft ontvangen.

Art. 20. De beroepsbekwaamheidscategorie van de gehandicapte werknemer bedoeld in artikel 72 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt door de pluridisciplinaire equipe in overleg met de onderneming vastgesteld door invulling van het in bijlage 1 verstrekte beoordelingsrooster, overeenkomstig de aldus bepaalde categorieën :

1° categorie A : beoordeling tussen 99 en 85;

2° categorie B : beoordeling tussen 84 en 75;

3° categorie C : beoordeling tussen 74 en 65;

4° categorie D : beoordeling tussen 64 en 55;

5° categorie E : beoordeling tussen 54 en 45;

6° categorie F : beoordeling lager dan 45.

Op initiatief van de pluridisciplinaire equipe of op verzoek van de onderneming kan een nieuwe beoordeling worden gegeven. De beslissing van de pluridisciplinaire equipe wordt van kracht vanaf het volgende kwartaal.

Art. 21. Elke verlenging van de omscholingsovereenkomst van een gehandicapte werknemer in een onderneming voorbij de eerste drie jaar is afhankelijk van een beoordeling van zijn beroepsbekwaamheid in één van de categorieën D, E of F.

Art. 22. Alleen gelegenheidswerken van bepaalde duur mogen door de ondernemingen in andere vestigingen worden uitgevoerd. Het bestuur moet er op voorhand zijn goedkeuring aan geven mits het contractmodel dat het heeft vastgesteld wordt nageleefd, alsmede onder de volgende voorwaarden :

1° het werk is verenigbaar met de vaardigheden en bekwaamheden van de gehandicapten;

2° monitoren van de onderneming staan in voor de begeleiding;

3° de overeenkomst tussen de onderneming en de andere vestiging geeft een nadere omschrijving van de voorwaarden inzake de uitvoering van het werk, de opzegging van de overeenkomst en de betalingsmodaliteiten;

4° de onderneming brengt het bestuur op de hoogte van de arbeidsvoorwaarden op het vlak van werktijden, verplaatsingen en lonen van de werknemers.

Het bestuur geeft al dan niet zijn goedkeuring en deelt dit binnen vijf dagen na ontvangst aan de onderneming mee voor zover het beschikt over alle nuttige gegevens.

Art. 23. Het begeleidingspersoneel bestaat uit :

1° directeurs;

2° directie-assistenten;

3° leden van het administratief personeel;

4° monitoren;

5° maatschappelijk assistenten, sociaal verplegers, ergotherapeuten, kinesitherapeuten, psychologen en assistenten in de psychologie;

6° commerciële of technische agenten.

Voor elke onderneming worden op basis van haar quotum de minimumnormen inzake begeleiding vastgesteld als volgt :

1° een voltijds directeur;

2° een voltijds monitor per 15 personen;

3° een maatschappelijk assistent of een sociaal verpleger of een ergotherapeut of een psycholoog of een assistent in de psychologie, waarbij deze verschillende functies tezamen één voltijdse per 100 personen vertegenwoordigen.

De monitoren zijn verantwoordelijk voor een groep werknemers en staan in voor hun professionele begeleiding.

De personeelsleden waarvan sprake onder punt 3° van lid 2 en de leden van het administratief personeel mogen niet deelnemen aan de productie-activiteiten.

Art. 24. Diegene die het directeurschap van de onderneming waarneemt moet :

1° het bewijs leveren van een bijzondere kennis van de problemen waarmee gehandicapten te kampen hebben;

2° houder zijn van een diploma van hoger universitair of niet-universitair onderwijs;

3° minstens drie jaar beroepservaring bezitten als verantwoordelijke van een instelling of van één van de directies ervan.

De monitoren moeten ten minste twee jaar beroepservaring hebben in de activiteit waarvoor ze worden ingezet of in een gelijkaardige activiteit of in de begeleiding van groepen gehandicapten, of houder zijn van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs.

De maatschappelijk assistent moet houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent of hulp dat is uitgereikt door een instelling voor hoger sociaal onderwijs.

De sociaal verpleger moet houder zijn van het diploma van sociaal verpleger dat is uitgereikt door een instelling voor hoger paramedisch onderwijs.

De ergotherapeut moet houder zijn van het diploma van ergotherapeut dat is uitgereikt door een instelling voor hoger paramedisch onderwijs.

De kinesitherapeut moet houder zijn van het diploma van kinesitherapeut dat is uitgereikt door een instelling voor hoger paramedisch onderwijs of houder zijn van een licentiaat in de kinesitherapie.

De psycholoog moet voldoen aan de diplomavooraan de wet van 8 november 1993 houdende bescherming van de titel van psycholoog.

De assistent in de psychologie moet houder zijn van het diploma van assistent in de psychologie dat is afgeleverd door een instelling voor hoger onderwijs.

Art. 25. De onderneming brengt het bestuur onverwijld op de hoogte van de aanstelling van nieuwe personeelsleden en levert desgevallend het bewijs van de naleving van de voorwaarden zoals voorgeschreven in artikel 24.

Art. 26. Indien de rekeningen uitwijzen dat er gedurende de laatste twee boekjaren een uitbatingstekort of een negatieve cash flow is, wordt de onderneming verzocht een herstelplan voor te leggen aan het bestuur.

Dit plan zal door het bestuur worden geanalyseerd en het bestuur zal aan de onderneming voorstellen voorleggen voor het herstel van haar boekhoudkundige en economische toestand.

Art. 27. Krachtens de erkenning die de onderneming wordt verleend, heeft deze recht op tegemoetkomingen en subsidies vanwege het bestuur. Deze tegemoetkomingen moeten de kosten dekken die het gevolg zijn van het mindere rendement van de gehandicapte werknemers.

Het begeleidingspersoneel en de goederen waarvoor tegemoetkomingen en subsidies zijn toegekend moeten rechtstreeks en in de eerste plaats bijdragen tot de inschakeling van de gehandicapte in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK III. — Tegemoetkomingen in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen van de werknemers

Art. 28. De tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen voor de werknemers wordt toegekend krachtens de bepalingen van artikelen 40, 71 en 72 van het besluit van het College van YY. betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 29. Voor de gehandicapte werknemers die zijn tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst, wordt het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen vastgesteld op 50 % van de bezoldiging die aan elke gehandicapte werknemer wordt uitbetaald en van de sociale lasten die erop betrekking hebben.

De bezoldiging omvat het totale brutoloon dat betrekking heeft op de daadwerkelijk gepresteerde uren plus het gewaarborgd loon ingeval van arbeidsongeschiktheid, de bezoldiging voor feestdagen, het gewone vakantiegeld voor de bedienden.

In de bezoldiging zijn niet inbegrepen de bezoldiging voor overuren, de contractuele premies en vergoedingen.

Voor de vaststelling van dat bedrag :

1° komt het gedeelte van het uurloon dat uitkomt boven het bedrag dat het product is van 1,18 x het gemiddeld minimuminkomen zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 die gesloten is in de Nationale Arbeidsraad, berekend op uurbasis waarbij rekening is gehouden met een 38-uren werkweek, niet in aanmerking;

2° is voor de bedienden het uurloon gelijk aan het quotiënt van de deling van het bruto maandloon door het aantal gepresteerde of gelijkgestelde uren.

Het bedrag van de sociale zekerheidsbijdragen wordt forfaitair vastgesteld op 15 % van het in aanmerking genomen loon.

Art. 30. Het in aanmerking genomen bedrag dat is bekomen overeenkomstig artikel 29 wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt die varieert, volgens de categorie waaronder de werknemer valt op basis van de evaluatie van zijn beroepsbekwaamheid :

- 1° Werknemer uit de categorie A : coëfficiënt 0,9;
- 2° Werknemer uit de categorie B : coëfficiënt 1,2;
- 3° Werknemer uit de categorie C : coëfficiënt 1,55;
- 4° Werknemer uit de categorie D : coëfficiënt 1,8;
- 5° Werknemer uit de categorie E : coëfficiënt 1,9;
- 6° Werknemer uit de categorie F : coëfficiënt 2,0.

Art. 31. Voor de gehandicapten die zijn tewerkgesteld krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende reglementering van de werkloosheid, wordt de berekening van de tegemoetkoming vastgesteld op 50 % van het verschil tussen de door de onderneming betaalde bezoldiging en de dagelijkse werkloosheidsuitkering berekend op uurbasis, waaraan het volgende bedrag wordt toegevoegd :

1° categorieën A, B en C :	0 frank
2° categorie D :	10 frank.
3° categorie E :	20 frank.
4° categorie F :	30 frank.

zonder de 72,92 frank te overschrijden.

Deze tegemoetkoming wordt slechts toegekend op voorwaarde :

1° dat de onderneming bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid het restant opgeeft van de bezoldiging die hij aan de werknemer betaalt;

2° dat de werknemer door de onderneming vóór 1 januari 1998 is aangesteld.

Art. 32. De gehandicapte werknemers die zijn aangesteld op basis van een omscholingsovereenkomst, ontvangen van de onderneming een bezoldiging bestaande uit :

1° een uurvergoeding vastgesteld overeenkomstig de volgende modaliteiten :

a) categorieën A, B, C of D	15 frank.
b) categorie E :	10 frank.
c) categorie F :	5 frank.

Deze bedragen worden vermeerderd met 5 frank na 24 maanden omscholing, 15 frank na 36 maanden omscholing en 25 frank na 48 maanden omscholing;

2° een aanvullende tegemoetkoming vastgesteld op 75 % van het gemiddeld minimaal maandinkomen zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De bezoldiging is verschuldigd voor de daadwerkelijk gepresteerde of gelijkgestelde uren.

Art. 33. Voor de gehandicapte werknemers die zijn aangesteld op basis van een omscholingsovereenkomst, betaalt het bestuur de onderneming de sociale zekerheidsbijdragen terug die betrekking hebben op de aanvullende tegemoetkoming.

Art. 34. Wanneer de onderneming niet minstens 20 % gehandicapte werknemers in dienst heeft die zijn aangesteld op basis van een arbeidsovereenkomst en behoren tot beroepsbekwaamheidscategorie E of F, houdt het bestuur op de aan de onderneming toegekende driemaandelijke tegemoetkoming 25 000 frank in per niet-aangestelde gehandicapte werknemer, berekend op het gemiddelde van het betrokken kwartaal.

Art. 35. Voor het begeleidingspersoneel wordt aan de onderneming een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen toegekend voor :

- 1° naar gelang van haar quotum :
 - a) een directeur;
 - b) een deeltijds bediende, assistent van de directeur (25%) per schijf van 25 personen, boven 100 personen;
 - c) een halftijds bediende, administratief personeelslid per schijf van 25 personen;
 - d) een deeltijds sociaal assistent (25%) of een deeltijds verpleger (25%) of een deeltijds ergotherapeut (25%) of een kinesitherapeut (25%) of een psycholoog (25%) of een assistent-psycholoog (25%), per schijf van 25 personen;
 - e) een halftijds monitor, per schijf van 5 personen;
 - f) een deeltijds commercieel of technisch agent (25%) per schijf van 25 personen;
- 2° naar gelang van het gemiddeld aantal gehandicapte werknemers dat gedurende het beschouwde kwartaal prestaties geleverd heeft en in het quotum opgenomen is :
 - a) wordt een bijkomende deeltijds monitor of commercieel of technisch agent (25%) toegekend per groep van 10 gehandicapte werknemers vallend onder :
 - categorie E of F;
 - categorie B, C of D wier activiteit op zichzelf uitgeoefend wordt buiten de onderneming of in rechtstreeks en permanent contact met de cliënteel;
 - b) wordt een deeltijds monitor (25%) weggehaald per groep van 5 gehandicapte werknemers vallend onder categorie A;

Art. 36. De jaarlijkse forfaitaire bedragen van de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen zijn voor ieder hieronder weergegeven voltijds arbeidsequivalent vastgesteld op :

1° directeur :	781 569 frank
2° bediende (assistent van directeur) :	608 678 frank
3° bediende (administratief personeelslid, monitor) :	504 944 frank
4° sociaal assistent of sociaal verpleger of ergotherapeut of kinesitherapeut of psycholoog of assistent-psycholoog :	608 678 frank
5° commercieel of technisch agent :	504 944 frank

Deze bedragen worden desgevallend verhoudingsgewijs verminderd op basis van de werkelijke of hieraan gelijkgestelde prestaties.

Deze bedragen worden aangevuld met een driemaandelijkse forfait van 2 550 frank per gehandicapte werknemer die wordt meegerekend voor het quotum en wier beroepsbekwaamheidscategorie E of F is.

Art. 37. Wat de monitoren betreft, wordt de tegemoetkoming slechts toegekend indien de onderneming hen een minimaal bruto uurloon verstrekt van 327,50 BF.

Art. 38. De in artikel 36 bedoelde tegemoetkoming mag niet worden gecumuleerd met de tegemoetkomingen bedoeld in artikelen 29 tot 33.

Art. 39. De in artikel 36 bedoelde tegemoetkoming mag worden gecumuleerd met de tegemoetkoming die is toegekend door een gewestelijke of gemeenschapsinstantie belast met de integratie van gehandicapten en die ertoe strekt het tijdelijk of definitief rendementsverlies van een werknemer te compenseren.

Art. 40. Het bestuur houdt op de driemaandelijke tegemoetkoming toegekend aan de onderneming een bedrag in van 20 000 frank per werknemer van het voltijds begeleidingspersoneel of van 10 000 frank per werknemer van het deeltijds begeleidingspersoneel die aan de volgende twee voorwaarden voldoet :

- 1° gedurende ten minste één maand in het betrokken kwartaal zijn aangesteld op basis van een arbeidsovereenkomst;
- 2° niet in het quotum zijn opgenomen.

Art. 41. Het bestuur geeft de onderneming om de drie maanden een voorschot op de toegekende tegemoetkoming. Dit voorschot stemt voor 100 % overeen met de tegemoetkoming die werd uitbetaald voor het overeenkomstig kwartaal van het vorige jaar. Zij wordt maandelijks in derden uitbetaald.

Als geen enkele tegemoetkoming aan de onderneming werd toegekend voor het overeenkomstig kwartaal van het vorige jaar of als de tegemoetkoming slechts gedeeltelijk dit kwartaal heeft gedekt, berekent het bestuur het voorschot op basis van de raming van het aantal werknemers dat zal worden aangesteld en op het gemiddelde per werknemer van de voorschotten die zijn berekend voor de ondernemingen die overeenkomstig lid 1 een voorschot uitbetaald krijgen.

Art. 42. De driemaandelijke aangifte wordt door de onderneming bij een ter post aangetekende brief aan het bestuur bezorgd.

Deze aangifte bevat per maand van het betrokken kwartaal en voor elke werknemer, een uitvoerige beschrijving van het type overeenkomst, het aantal gepresteerde en gelijkgestelde arbeidsuren, het uurloon, het bedrag van de gestorte sociale zekerheidsbijdragen, alsook alle gegevens die zijn gevraagd door het bestuur, dat het model van de aangifte en de wijze van verzending van de gegevens vaststelt.

Deze aangifte moet worden ingediend vóór het verstrijken van de tweede maand die volgt op het kwartaal waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd.

Het bestuur controleert de bewijsstukken en stelt het verschil vast tussen het in artikel 41 bedoelde voorschot en het bedrag van de driemaandelijke tegemoetkoming, in één beslissing voor alle erkende ondernemingen tezamen.

HOOFDSTUK III. — *Infrastructuursubsidies*

Art. 43. Het bestuur kent aan de ondernemingen infrastructuursubsidies toe.

Art. 44. De uitgaven waarvoor subsidies kunnen worden toegekend zijn de aankoop van terreinen, de bouw, aankoop, verbouwing van gebouwen, de aankoop van nutsvoorzieningen.

Art. 45. Het toegekende subsidiebedrag is gelijk aan 60 % van de kostprijs zonder de belasting over de toegevoegde waarde van de investering die door het bestuur als noodzakelijk wordt erkend, zoals deze kostprijs in aanmerking wordt genomen volgens de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 46. De subsidieaanvragen moeten uiterlijk op 15 januari van het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur. Het bestuur stelt het model van de aanvraag vast en bepaalt welke documenten moeten worden toegevoegd.

De aanvraag vermeldt het precieze doel en de termijn waarbinnen de aankopen en werken zullen worden uitgevoerd en omvat een investeringsplan op lange termijn.

Art. 47. De subsidieaanvraag moet de volgende gegevens omvatten :

- 1° het plan van de aankopen en werken;
- 2° voor de onroerende goederen : een uittreksel uit het kadastraal plan met vermelding van de plaats, plannen, doorsnedes en gevels van de gebouwen, de prijsofferte van het aan te kopen goed of het bestek van de uit te voeren werken;
- 3° voor de uitrusting : de motivering van de aankoop, de prijsoffertes van drie leveranciers;
- 4° het bewijs dat de onderneming beschikt over de vereiste bedragen om het verschil te dekken tussen de werkelijke kostprijs en de subsidie, eventueel door lening;
- 5° het afschrift van het verzekeringcontract betreffende het onroerend goed en de uitrusting tegen het risico op brand en aanverwante risico's;
- 6° de aanduiding van de goederen die de onderneming in pand geeft, of andere garanties voor de voornoemde verbintenissen.

Art. 48. Het bestuur behandelt de aanvragen en legt ze deze in één keer ter goedkeuring voor aan het Collegelid.

Er wordt rekening gehouden met het werkingsplan van de onderneming en met de algemene economische omstandigheden.

De aanvragen van de ondernemingen die geen betrekking hebben op de aankoop van nutsvoorzieningen worden gerangschikt volgens prioriteit :

- 1° de veiligheid van de werknemers;
- 2° het behoud van de bestaande infrastructuur;
- 3° de tewerkstelling van zwaar gehandicapten;
- 4° de modernisering van de infrastructuur;
- 5° de rentabilisering van de infrastructuur;
- 6° het vermogen tot zelffinanciering van de onderneming.

Het bestuur kent de subsidies toe met inachtneming van de volgorde van deze prioriteiten.

Art. 49. Een onderneming krijgt enkel subsidies voor het aantal gehandicapte werknemers dat overeenstemt met het quotum dat geldt op 15 januari van het jaar waarvoor de aanvraag wordt ingediend.

Art. 50. Voor de reeds uitgevoerde aankopen en werken mag geen subsidie worden toegekend in zoverre er tussen de aankoopdatum of de aanvangsdatum van de werken en het jaar waarvoor de aanvraag is ingediend een periode van meer dan twee jaar ligt.

Art. 51. De kostprijs van de bouw van een gebouw wordt in aanmerking genomen onder de volgende voorwaarden :

- 1° het aantal daadwerkelijk bebouwde m² is beperkt tot 30 m² per gehandicapte werknemer die voorzien is in het quotum;
- 2° de subsidie is beperkt tot 12 000 F per m²;
- 3° desnoods kan er van de voornoemde oppervlakte afgeweken worden met ten hoogste 10 m² per gehandicapte werknemer die voorzien is in het quotum voor de bouw van de afgesloten voorraadhallen die nodig is voor de activiteiten van de onderneming; in dat geval wordt de subsidie beperkt tot 9 000 F per m²;
- 4° de dienstopervlakten die door het bestuur worden erkend als onontbeerlijk voor de goede werking van de onderneming worden in aanmerking genomen naar rato van :

- | | |
|--|----------------------------------|
| a) open of halfopen voorraadhallen | 6 000 frank per m ² ; |
| b) voorraadplaatsen, manoeuvreerzones, toegangswegen, losplaatsen, parkeerplaatsen | 2 000 frank per m ² . |

Art. 52. De aankoopprijs van een terrein wordt in aanmerking genomen onder de volgende voorwaarden :

- 1° het aantal in aanmerking genomen m² wordt beperkt tot de oppervlakte die de gebouwen beslaan, vermeerderd met ten hoogste 25 %;
- 2° andere niet-bebouwde oppervlakten worden in aanmerking genomen indien behoeften inzake voorraad, toegangswegen en parkeerplaatsen onontbeerlijk blijken;
- 3° de subsidie wordt beperkt tot 3 000 frank per m²;
- 4° indien het bestemd is voor veeteelt en landbouw wordt de subsidie beperkt tot 500 frank per m².

Art. 53. De aankoopprijs van een gebouw wordt in aanmerking genomen onder de volgende voorwaarden :

- 1° het bestuur laat de handelswaarde van het gebouw ramen;
- 2° het niet-bebouwde terrein wordt in de evaluatie opgenomen ten belope van slechts een oppervlakte gelijk aan 25 % van de oppervlakte die het gebouw beslaat.

Art. 54. De kostprijs van de verbouwingswerken aan een gebouw worden ten laste genomen onder de volgende voorwaarden :

- 1° de werken zijn beperkt tot een maximumbedrag gelijk aan 20 % van het bedrag dat door het bestuur in aanmerking is genomen voor de subsidiëring van het aangekochte gebouw of, bij ontstentenis, van de handelswaarde van het gebouw;
- 2° het niet-bebouwde terrein wordt in die evaluatie opgenomen ten belope van slechts een oppervlakte gelijk aan 25 % van de oppervlakte die het gebouw beslaat.

Art. 55. Het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de aankoop en de verbouwing van een gebouw mag niet groter zijn dan het bedrag dat in aanmerking is genomen voor de aankoop van een terrein en de bouw van een gebouw, rekening houdend met het quotum dat is vastgesteld voor de onderneming.

Art. 56. De aankoopprijs van voorzieningen wordt ten laste genomen onder de volgende voorwaarden :

1° per onderneming wordt een eerste maximumsubsidiebedrag vastgesteld op 100 000 frank per gehandicapte werknemer die is opgenomen in het quotum zonder dat er enige beperking in de tijd wordt ingesteld om dit bedrag te besteden; om na te gaan of dit maximumbedrag bereikt is, wordt rekening gehouden met de subsidies die zijn toegekend sinds de dag waarop de onderneming als beschutte werkplaats is erkend;

2° wanneer dit eerste maximumbedrag is bereikt, wordt per onderneming een tweede maximumsubsidiebedrag vastgesteld op 6 000 frank voor iedere gehandicapte werknemer die is opgenomen in het quotum per refertejaar.

Indien de aanvraag van de onderneming betrekking heeft op een lager bedrag kan zij tweemaal na elkaar het saldo overdragen op het volgende refertejaar.

Art. 57. Op voordracht van het bestuur kan het Collegelid maximumbedragen voor tenlasteneming van bepaalde nutsvoorzieningen vaststellen. Ook kan hij minimumbedragen vaststellen voor eenheidskosten waaronder geen enkele tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 58. Voor elke voorziening stelt de onderneming de offertes van drie verschillende leveranciers voor. Indien zij geen drie offertes kan voorstellen, dient zij dit te motiveren.

Art. 59. De beslissing van het Collegelid vermeldt :

- 1° de aankopen en werken die door het bestuur in aanmerking zijn genomen;
- 2° de gegevens op basis waarvan het subsidiebedrag is berekend;
- 3° eventuele wijzigingen aan het bouw- en aankoopplan;
- 4° de uitbetalingsduur van de gesubsidieerde goederen overeenkomstig de bepalingen van bijlage 2.

Het bestuur bepaalt de persoonlijke of reële garanties die de onderneming moet leveren.

Art. 60. de beslissing tot toekenning van een subsidie houdt ambtshalve en van rechtswege op uitwerking te hebben indien de werken niet zijn opgestart of de aankopen niet verricht zijn vóór het verstrijken van het kwartaal dat volgt op het kwartaal dat in aanmerking was genomen om de werken te laten starten en de aankopen te verrichten.

Bovendien moet de onderneming uiterlijk na een termijn van een jaar te rekenen vanaf de bezetting van de aangekochte, gebouwde of verbouwde gebouwen waarvoor een subsidie was toegekend, het aantal gehandicapte werknemers hebben aangesteld dat voorzien is in het quotum.

In geval van de aankoop van een terrein, moet de onderneming met de bouwwerkzaamheden aanvangen binnen een termijn van een jaar na de aankoop.

Indien de in de voornoemde leden gepreciseerde vereisten niet worden nageleefd, moet de onderneming de hem toegekende subsidie terugbetalen.

Art. 61. De bewijsstukken voor de uitbetaling van de subsidies moeten bij het bestuur worden ingediend binnen de zes maanden, te rekenen ofwel vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing wanneer de werken of aankopen op dat tijdstip reeds waren uitgevoerd, ofwel vanaf de datum waarop de werken zijn uitgevoerd of de aankoopfacturen zijn betaald wanneer die uitvoering of aankopen na de kennisgeving van de beslissing vallen.

Art. 62. De subsidie voor de bouw of verbouwing van het gebouw wordt uitbetaald :

- 1° naar rato van 80 % naargelang van de voorlegging van de bewijsstukken voor de uitvoering van de werken;
- 2° naar rato van 10 % wanneer de onderneming gedurende twee opeenvolgende kwartalen ten minste 90 % van het aantal gehandicapte werknemers dat in het quotum voorzien is, tewerkgesteld heeft;
- 3° naar rato van 10 % wanneer de onderneming daadwerkelijk het gebouw betrokken heeft waarvoor de subsidie is toegekend.

Art. 63. De subsidie voor de aankoop van voorzieningen wordt uitbetaald na de voorlegging van de betaalde factuur en van een verklaring waaruit blijkt dat de voorzieningen in perfecte staat zijn afgeleverd.

Art. 64. De subsidie mag slechts worden aangewend voor de bestemming waarvoor ze werd toegekend. Deze bestemming mag niet worden gewijzigd zonder de toestemming van het Collegelid, onder door hem bepaalde voorwaarden en na advies van het bestuur.

Wat betreft de voorzieningen die zijn verworven tussen 1 januari 1992 en 31 december 1997 en waarover een beslissing is genomen tot toekenning van subsidie met betrekking tot een refertejaar tussen 1992 en 1996, moet de onderneming een bedrag terugbetalen dat gelijk is aan het niet-uitbetaalde deel van de subsidie wanneer de bestemming niet behouden is vóór het verstrijken van de uitbetalingstermijn. Bij verkoop na het verstrijken van de uitbetalingstermijn moet de onderneming 40 % van de verkoopprijs terugbetalen.

Wat betreft de voorzieningen die zijn verworven buiten die periode moet de onderneming, wanneer de bestemming van de subsidie niet behouden is vóór het verstrijken van de uitbetalingstermijn, een bedrag terugbetalen dat gelijk is aan het niet-uitbetaalde deel van de subsidie, waarbij dit bedrag niet minder dan 60 % van de verkoopprijs mag bedragen. Bij verkoop na het verstrijken van de uitbetalingstermijn moet de onderneming 40 % van de verkoopprijs terugbetalen.

Wat betreft de onroerende goederen maakt het bestuur de handelswaarde van de goederen op wanneer de bestemming van de subsidie niet behouden is. De onderneming moet dan het deel van de handelswaarde terugbetalen dat overeenkomt met het percentage aan subsidies dat het bestuur voor die goederen heeft verleend. Indien de onderneming het bedrag van de verkoop opnieuw investeert in een onroerend goed met dezelfde bestemming, moet ze de meerwaarde slechts terugbetalen naar rato van het bedrag van de verkoop dat niet opnieuw geïnvesteerd werd.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffende bepalingen*

Art. 65. Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 23 mars 1970 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden van toekenning van het loon aan de minder-validen die in de beschermde werkplaatsen zijn tewerkgesteld, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 17 januari 1972, 27 juni 1973, 7 april 1975, 29 oktober 1976, 5 juni 1981 en door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990.

Art. 66. Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/3 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk, alsook zijn bijlage, gewijzigd door het besluit van het College van 12 februari 1998.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/4 tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen, alsook zijn bijlage, gewijzigd door het besluit van het College van 12 februari 1998.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/5 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die worden gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor het begeleidingspersoneel, gewijzigd door het besluit van het College van 12 februari 1998.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/6 tot vaststelling van de criteria voor de toekenning van de investeringssubsidies aan de ondernemingen met aangepast werk, gewijzigd door het besluit van het College van 12 februari 1998.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 67. De ondernemingen met aangepast werk die op 31 december 1998 erkenning genieten op basis van de bepalingen van het besluit van het College van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk, zoals gewijzigd, behouden hun erkenning tot het einde van de erkenningstermijn die hen door het College werd toegekend.

Art. 68. Voor de ondernemingen met aangepast werk die op 1 januari 1999 erkenning genieten, wordt hun quota vastgesteld in bijlage 3.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 69. De bedragen die worden genoemd in artikelen 19, 32, 36, 37 en 40 zijn gekoppeld aan de spilindex van december 1998 en worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient te worden gehouden bij de berekening van sommige bijdragen aan de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 70. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 71. Het Collegelid is belast met de uitvoering van het besluit.

Brussel, 24 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk

TABEL TER BEPALING VAN DE BEROEPSBEKWAAMHEID VAN DE GEHANDICAPTE WERKNEMERS
IN EEN ONDERNEMING MET AANGEPAST WERK

O. A.W. :

Naam - Voornaam werknemer :

FH/ :

Geboortedatum :

Datum van beoordeling :

ITEM		1	2	3	4	5
A.1	MOBILITEIT IN ZITHOUDING					
A.2	MOBILITEIT RECHTOPSTAAND					
A.3	FYSIEKE TOLERANTIE EXTERNE FACTOREN					
A.4	FIJNE MOTORIEK					
A.5	DRAGEN VAN LASTEN					
SUBTOTAAL A						
TOTAAL A		« » OFWEL				/15
B.1	VERBALE EXPRESSIE					
B.2	SCHRIFTELIJKE EXPRESSIE					
B.3	LOGISCHE VAARDIGHEDEN					
B.4	BEGRIJPEN VAN AANWIJZINGEN					
B.5	INITIATIEF					
SUBTOTAAL B						
TOTAAL B		« » OFWEL				/15
C.1	LEERVERMOGEN					
C.2	HANDIGHEID					
C.3	DOORZETTINGSVERMOGEN OP HET WERK					
C.4	AANPASSINGSVERMOGEN					
SUBTOTAAL C						
TOTAAL C		« » OFWEL				/20
D.1	STIPTHEID					
D.2	HOUDING TEGENOVER SUPERIEUREN					
D.3	SOCIALE VAARDIGHEDEN					
SUBTOTAAL D						
TOTAAL D		« » OFWEL				/15
E.	AUTONOMIE					
		« » OFWEL				/10
F.1	SNELHEID					
F.2	KWALITEIT					
		« » OFWEL				/25
		ALGEMEEN TOTAAL				/100 CATEGORIE :

OMSCHRIJVING VAN DE ITEMS

A.1. Mobiliteit in zithouding :

Vermogen om de romp en de bovenste ledematen te mobiliseren voor werk in zithouding.

5. Kan probleemloos binnen een bepaalde straal alle voorwerpen op en naast het bureau of de werktafel grijpen, ook op de grond (bijvoorbeeld : paraplegische persoon met volledige mobiliteit van de romp en mobiel met zijn stoel).
4. Kan probleemloos alle voorwerpen binnen of buiten het bereik grijpen, ook op de grond indien dit niet te vaak gebeurt.
3. Kan probleemloos alle voorwerpen op het bureau of de werktafel binnen zijn bereik grijpen maar kan geen voorwerp van de grond oprapen.
2. Beweegt de bovenste ledematen voor werk in zithouding maar kan niet alle voorwerpen grijpen die binnen zijn bereik liggen (kan zich niet buigen, kan enkel voorwerpen grijpen die zich bevinden op een afstand van hoogstens zijn voorarm lang,...) of ondervindt moeilijkheden bij het onderscheiden van het voorwerp binnen zijn bereik om het te grijpen of te laten bewegen, omwille van bijvoorbeeld een ernstige visuele deficiëntie.
1. Geen mobiliteit van de romp maar kan armen en handen bewegen, voorwerpen laten bewegen over een zeer kleine oppervlakte nabij het lichaam (typen op een eventueel aangepast klavier of telefoneren met een helm,...), of beperkte mobiliteit van de romp en grote motorische problemen met de bovenste ledematen (zware tremor, ongecontroleerde bewegingen,...).

A.2. Mobiliteit rechtopstaand :

Vermogen om van zithouding over te gaan tot rechtopstaande houding, kan zich verplaatsen, lang rechtop blijven staan, een voorwerp van de grond oprapen (complexe bewegingen, coördinatie).

5. Kan zich zonder hulpmiddel gemakkelijk verplaatsen, hurken, knielen, zijn bewegingen coördineren om een last te dragen, kan lang rechtop blijven staan en is in staat om te lopen.
4. Kan zich zonder hulpmiddel verplaatsen, hurken, knielen, zijn bewegingen coördineren om een last te dragen, kan slechts enkele minutenlang rechtop blijven staan.
3. Kan zonder veel problemen overgaan van de zithouding tot rechtopstaande houding, verplaatst zich met of zonder hulpmiddelen (kan zich verplaatsen, doch traag of moeilijk...), kan slechts enkele ogenblikken rechtop blijven staan.
2. Kan moeilijk overgaan van de zithouding tot rechtopstaande houding, heeft problemen om enkele stappen te zetten met of zonder hulpmiddel, kan niet lang rechtop blijven staan (bijvoorbeeld : verplaatst zich moeilijk met twee krukken,...) of kan zich moeilijk rechtop bewegen omwille van een zware visuele deficiëntie (blinde die zich verplaatst met of zonder witte stok).
1. Niet in staat om rechtop te staan en zich te verplaatsen.

A.3. Fysieke tolerantie van externe factoren :

Vermogen om zowel fysiek als psychologisch bestand te zijn tegen externe factoren zoals lawaai, sterk licht, stof, irriterende chemische producten, temperatuur, die op de arbeidsplaatsen aanwezig zijn.

5. Kan al die factoren gewoon verdragen.
4. Verdraagt gemakkelijk al die verschillende factoren, al kan hij een lichte intolerantie vertonen tegenover één ervan.
3. Verdraagt die omgevingsfactoren betrekkelijk goed (bijvoorbeeld : lichte intolerantie tegenover meerdere van die factoren of intolerantie tegenover één ervan,...).
2. Verdraagt meerdere van die factoren moeilijk.
1. Verdraagt geen enkele agressieve prikkel uit de omgeving (lawaai, stof of gas, temperatuur,... (bijvoorbeeld : zware allergie voor meerdere factoren,...).

A.4. Fijne motoreik :

Vermogen om vingerbewegingen te maken om kleine voorwerpen te laten bewegen.

5. Grijpt kleine voorwerpen, houdt ze vast, zet ze in elkaar en vervaardigt een goed eindproduct.
4. Grijpt kleine voorwerpen, houdt ze vast, laat ze bewegen en zet ze in elkaar, soms gepaard gaande met enkele kleine moeilijkheden.
3. Grijpt kleine voorwerpen, houdt ze vast en laat ze bewegen met een zekere onhandigheid.
2. Grijpt fijne voorwerpen, houdt ze vast maar ondervindt grote moeilijkheden om ze te laten bewegen.
1. Is niet in staat om kleine voorwerpen met de vingers te grijpen en vast te houden.

A.5. Dragen van lasten :

Vermogen om een last degelijk en herhaaldelijk (2 tot 3 maal per uur) te dragen.

5. Draagt een last van 20 kg of meer (man) en 10 kg of meer (vrouw).
4. Draagt een last van ten minste 15 kg (man) en ten minste 7 kg (vrouw).
3. Draagt een last van ten minste 10 kg (man) en ten minste 5 kg (vrouw).
2. Draagt een last van ten minste 5 kg (man) en ten minste 3 kg (vrouw).
1. Draagt een last van maximaal 1 kg.

B.1. Verbale expressie :

Vermogen om een mondelinge boodschap over te brengen en zich verstaanbaar uit te drukken (rekening houden met de uitspraak en de graad van duidelijkheid van de overgebrachte boodschap).

5. Drukt zich correct uit : correcte bouw van complexe zinnen en boodschappen die onmiddellijk te begrijpen zijn, met inbegrip van abstracte termen.
4. Uit een ietwat complexe boodschap of meerdere aanwijzingen.
3. Uit een eenvoudige boodschap of bevel, verhaalt eenvoudige concrete feiten.
2. Brengt enkele woorden uit die verstaanbaar zijn voor de vaste bezoekers (bijvoorbeeld : zwaar stotteren, doofheid met ernstige spraakstoornissen).
1. Onverstaanbaar, onbegrijpelijk of afwezigheid van spraak (bijvoorbeeld : zware debiliteit, afasie ++, stomheid).

B.2. Schriftelijke expressie :

Vermogen om te lezen (ontcijferen en begrijpen), te schrijven (een begrijpelijke boodschap opstellen, leesbaar handschrift).

5. Leest, schrijft en stelt normaal op, zonder al teveel fouten.
 4. Leest, schrijft en stelt enkele zinnestukjes op die een tekst kunnen vormen (al dan niet foutloos).
 3. Leest en schrijft eenvoudige zinnen, al dan niet foutloos.
 2. Ontcijfert enkele woorden maar heeft last om te begrijpen wat hij leest, schrijft enkele sleutelwoorden.
 1. Leest noch schrijft, behalve zijn naam.
- N.B. Wanneer technische hulp onontbeerlijk is om te kunnen lezen en/of schrijven wordt het cijfer met 2 punten verminderd (een bril wordt niet beschouwd als een technisch hulpmiddel).

B.3. Logische vaardigheden :

Rekendunde, geometrie, logica.

5. Verricht een regel van 3, eenvoudige logica en kan een eenvoudig plan of schema correct interpreteren.
4. Beheerst de 4 rekenkundige bewerkingen (gehele getallen tot 100)
3. Voert eenvoudige berekeningen uit (optellingen, aftrekkingen) en rekent met geld zonder al te veel fouten te maken.
2. Heeft moeite om eenvoudige berekeningen (optellingen, aftrekkingen) uit te voeren.
1. Kan niet tellen, heeft geen inzicht in cijfers.

B.4. Begrijpen van aanwijzingen :

Vermogen om aanwijziging te begrijpen, te onthouden en uit te voeren.

5. Begrijpt meerdere ingewikkelde aanwijzingen, onthoudt ze en voert ze uit.
4. Begrijpt meerdere ingewikkelde aanwijzingen, maar heeft problemen om ze te onthouden en uit te voeren.
3. Begrijpt meerdere eenvoudige aanwijzingen, maar heeft problemen om ze te onthouden en uit te voeren.
2. Begrijpt een eenvoudige aanwijzing, onthoudt ze maar heeft moeite om ze uit te voeren.
1. Begrijpt een eenvoudige aanwijzing maar heeft moeite om ze te onthouden en uit te voeren.

B.5. Initiatief :

Vermogen om door zelf te redeneren concrete beslissingen te nemen die nuttig zijn voor het uit te voeren werk.

5. Neemt autonoom beslissingen die nuttig zijn voor hemzelf en de anderen zonder goedkeuring van buitenaf (en is eventueel creatief en inventief).
4. Neemt beslissingen die nuttig zijn voor hemzelf, zonder hulp.
3. Staat op eigen benen, eventueel met hulp van buitenaf.
2. Neemt bepaalde eenvoudige initiatieven, maar heeft steeds behoefte aan de goedkeuring van een gelijke of meerdere.
1. Neemt geen enkel initiatief.

C.1. Leervermogen :

Vermogen om aan te leren en zijn ervaring te benutten.

5. Onthoudt een uitleg die eenmaal werd gegeven en past deze zonder moeite toe, analyseert, anticipeert en lost een niet al te moeilijk probleem op.
4. Onthoudt de handelingen voor meerdere verschillende werkzaamheden, onthoudt de uitleg die één keer, doch duidelijk werd gegeven. Lost autonoom eenvoudige problemen op die zich al eens hebben voorgedaan en zorgt ervoor dat deze zich niet meer herhalen.
3. Onthoudt de handelingen voor meerdere verschillende werkzaamheden, onthoudt de uitleg nadat die herhaalde malen is gegeven. Nadat hij meermaals geconfronteerd is geweest met hetzelfde probleem en hulp van buitenaf heeft gekregen om het op te lossen, lost hij het autonoom op.
2. Onthoudt de handelingen voor een werkzaamheid.
1. Vergeet elke dag de aangeleerde handelingen of heeft dagelijks behoefte aan nieuwe uitleg.

C.2. Handigheid :

Vermogen om handenarbeid correct uit te voeren, met namen door het efficiënt gebruik van handgereedschap.

5. Voert alle handenarbeid correct uit (met zeer weinig gebreken).
4. Voert één bepaald soort manueel precisiewerk betrekkelijk goed uit, eventueel met enkele fouten.
3. Voert één bepaald soort manueel werk uit waarbij de handelingen onnauwkeurig zijn en/of is niet in staat om te werken met breekbaar materiaal.
2. Heeft zeer veel moeite om voorwerpen te laten bewegen (zware tremor, ongecoördineerde bewegingen,...).
1. Voert geen enkel efficiënt manueel werk uit.

C.3. Doorzettingsvermogen op het werk :

Het vermogen een normale fysieke en/of mentale inspanning gedurende een zekere tijd te verdragen (rekening houdend met de gewone houding).

5. Verdraagt fysiek en/of psychisch een normaal werk gedurende een dag, waarbij de kwaliteit dezelfde blijft.
4. Verdraagt fysiek en/of psychisch een normaal werk gedurende een dag, waarbij de kwaliteit echter vermindert naarmate de dag vordert.
3. Verdraagt fysiek en/of psychisch een normaal werk gedurende een halve dag, waarbij de kwaliteit ongeveer dezelfde blijft.
2. Werkt meer dan een uur lang maar niet langer dan een halve dag zonder te rusten of zonder dat de kwaliteit van zijn werk sterk vermindert.
1. Heeft na een uur fysieke of psychische rust nodig (is onoplettend of de kwaliteit van zijn werk vermindert sterk).

C.4. Aanpassingsvermogen :

Het vermogen om zich aan te passen, psychologisch bestand te zijn tegen veranderingen van post of werkomstandigheden (plaats, soort activiteit, collega's,...).

5. Past zich goed aan aan veranderingen.
4. Past zich zonder al te veel moeilijkheden aan aan veranderingen.
3. Past zich met hulp en steun aan aan voorbereide en progressieve veranderingen (bijvoorbeeld een nieuwe activiteit,...).
2. Heeft zeer veel moeite om zich aan de kleinste verandering aan te passen (bijvoorbeeld een nieuwe collega).
1. Past zich aan geen enkele verandering aan.

D.1. Stiptheid :

Naleving van de uurregeling, regelmaat in aanwezigheid op het werk (ongeacht de reden van afwezigheid).

5. Regelmatig stipt en aanwezig.
4. Over het algemeen regelmatig stipt en aanwezig.
3. Over het algemeen stipt maar geregeld afwezig of omgekeerd.
2. Weinig stipt, geregeld afwezig (absenteïsme bedraagt 20% van de arbeidsduur).
1. Geen naleving van de uurregeling (komt zeer vaak te laat), geregeld afwezig (hoge graad van absenteïsme : meer dan 25 % van de arbeidsduur).

D.2. Houding tegenover de superieuren :

Naleving van de aanwijzingen en bevelen.

5. Leeft de aanwijzingen en bevelen na zonder dat deze moeten worden herhaald.
4. Leeft de aanwijzingen en bevelen goed na, moet zelden tot de orde worden geroepen.
3. Leeft de aanwijzingen en bevelen goed na, maar moet regelmatig tot de orde worden geroepen.
2. Leeft de aanwijzingen en bevelen betrekkelijk goed na indien ze zeer vaak worden herhaald (meerdere keren per dag).
1. Leeft de aanwijzingen en bevelen helemaal niet na ondanks het feit dat hij meermaals tot de orde wordt geroepen, of verwerpt systematisch ieder gezag.

D.3. Sociale vaardigheden :

Vermogen om positieve sociale contacten te leggen en te onderhouden op het werk.

5. Legt positieve contacten in alle werkomstandigheden, ook in moeilijke.
4. Legt spontaan positieve contacten in normale werkomstandigheden.
3. Heeft normaal positieve contacten op het werk, maar neemt niet het initiatief daartoe.
2. Neemt geen initiatief tot contacten op het werk, maar reageert soms op benaderingen of legt contacten op het werk maar vaak op agressieve of inadequate wijze.
1. Kan alleen in afzondering werken, zonder contact met de anderen, of benadert de anderen uitsluitend agressief.

E. Autonomie :

Niveau van begeleiding en hulp nodig voor de uitvoering van een gekend werk.

5. Werkt gedurende een dag of meer alleen.
4. Werkt alleen, onder beperkte begeleiding (een of tweemaal per dag).
3. Werkt alleen, onder geregelde begeleiding (ten minste eenmaal per uur).
2. Werkt onder toezicht en aanzienlijke begeleiding (meerdere keren per uur).
1. Werkt niet alleen, heeft behoefte aan permanent toezicht en begeleiding.

F.1. Snelheid :

Snelheid van uitvoering van het werk (ten opzichte van het gemiddelde voor een valide werknemer), ongeacht het resultaat.

5. hoger dan of gelijk aan 90%
4. van 70% tot 89%
3. van 50 tot 69%
2. van 30% tot 49%.
1. lager dan 30%.

F.2. Kwaliteit :

Kwaliteit en degelijkheid van het afgeleverde werk (los van alle andere criteria en af te wegen tegenover een gemiddeld werk in een O.A.W.).

5. Zeer goed werk, fouten of gebreken zijn uitzonderlijk.
4. Goed werk, weinig fouten of gebreken.
3. Aanvaardbaar werk ondanks vele fouten en gebreken.
2. Slechte kwaliteit (moet steeds « hersteld » worden).
1. Moet zijn werk zeer vaak overdoen (bijna alles herbeginnen).

F.1.-F.2. Combinatie kwaliteit - snelheid.

KWALITEIT	SNELHEID	TOTAAL
1	1	1
1	2	1
1	3	2
1	4	3
1	5	4
2	1	2
2	2	4
2	3	6
2	4	8
2	5	10
3	1	3
3	2	7
3	3	11
3	4	14
3	5	19
4	1	4
4	2	9
4	3	15
4	4	18
4	5	22
5	1	5
5	2	12
5	3	19
5	4	23
5	5	25

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 24 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk

TABEL VOOR AFSCHRIJVING VAN DE GESUBSIDIEERDE GOEDEREN

Grond	(wordt niet afgeschreven)
Bouw en aankoop van gebouwen	33 jaar
Verbouwing van gebouwen	10 jaar
Apparatuur voor een eenheidsprijs excl. BTW van meer dan 50 000 frank	10 jaar
Apparatuur voor een eenheidsprijs excl. BTW van minder dan 50 000 frank	5 jaar
Meubilair	10 jaar
Informatica-uitrusting	5 jaar
Rollend materiaal	5 jaar

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 24 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk

Quota van ondernemingen met aangepast werk

Erkenningsnummer van de onderneming met aangepast werk	Naam	Quotum op 01.01.99
3	O.N.A.-Entreprise	30
6	A.P.A.M.	121
10	Groupe FOES - Les Ateliers réunis	114
11	L'Ouvroir	35
14	Ligue Braille	53
17	A. B. P Entreprise	60
18	A.P.R.E.	76
131	Renaitre	104
132	Manufast- La Famille	187
172	Jeunes Jardiniers	100
181	Travail et Vie	298
185	Serre-Outil	31
194	Nos Pilifs	75
195	Atelier de Paris	25
199	TRAVCO	76
200	Travie- Pack	65

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 24 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

F. 2000 — 1385

[C — 2000/31180]

6 AVRIL 2000. — Arrêté 99/262/C du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds

Le Collège,

Vu la Constitution, notamment les articles 138 et 178;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 5 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mars 2000

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 1^{er} avril 1999.

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des handicapés,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales**Article 1^{er}.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : le Service à gestion séparée mettant en uvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998, dénommé « Service bruxellois francophone des personnes handicapées »;

« personne handicapée » : toute personne handicapée qui réside sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, et qui, soit remplit les conditions fixées à l'article 6 du décret, soit est susceptible d'être admise au bénéfice des dispositions du décret, conformément aux articles 46 à 48 du décret; cependant, en vertu de l'article 2 du décret, les services agréés par le Collège peuvent accueillir les personnes résidant sur le territoire d'une autre région;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des handicapés.

CHAPITRE II. — Les services d'accompagnement**Art. 3.** Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « services », les services d'accompagnement.**Section première. — L'agrément****Art. 4.** Pour être agréé, un service qui remplit les missions définies aux articles 45 et 46 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 44 du décret doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

3° assurer l'accessibilité des bâtiments en fonction du handicap des personnes accueillies;

4° disposer :

a) de locaux permettant d'assurer tant l'accueil général des bénéficiaires que les entretiens individuels;

b) d'une permanence accessible aux personnes handicapées à raison de 10 heures/semaine au minimum. Le service doit, en outre, être accessible sur rendez-vous un jour par semaine entre 18 h et 20 h ou le samedi matin;

c) d'une permanence téléphonique qui sera assurée par un répondeur automatique en dehors des heures d'ouverture du service aux personnes handicapées;

5° assurer une aide individualisée;

6° tenir un dossier par bénéficiaire;

7° disposer d'une équipe d'accompagnement pluridisciplinaire;

8° s'engager à travailler en collaboration avec les services privés et publics compétents en fonction du programme d'intervention personnalisé de chaque personne handicapée;

9° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

10° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins :

a) le nombre de personnes handicapées prises en charge mentionnant la date de prise en charge, l'âge et la commune de résidence;

b) la nature des demandes, les secteurs d'activités et l'évaluation des résultats obtenus;

11° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le Membre du Collège;

12° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement.

Art. 5. L'aide individualisée visée à l'article 4, 5° fait l'objet d'une convention écrite entre le service et la personne handicapée. Elle tient compte de l'âge, des capacités et de la demande de la personne handicapée. Elle mentionne :

1° les aides octroyées;

2° la contribution financière de la personne handicapée.

Art. 6. Le dossier visé à l'article 4, 6° comprend :

1° la demande;

2° la convention;

3° les données médicales, sociales, psychologiques et pédagogiques nécessaires à la mise en œuvre de la convention;

4° le programme d'intervention personnalisé établi par le service en collaboration avec la personne handicapée ou son représentant légal;

5° les évaluations du programme d'intervention qui doivent comprendre un bilan annuel établi en collaboration avec la personne handicapée ou son représentant légal.

Art. 7. L'équipe d'accompagnement pluridisciplinaire visée à l'article 4, 7° est composée d'au moins deux personnes diplômées de l'enseignement supérieur pédagogique, psychologique, social ou paramédical. La personne chargée de la direction du service doit satisfaire à cette exigence.

Cette équipe peut être complétée exclusivement :

1° au niveau de l'accompagnement : par du personnel éducatif de classe 1 et 2 et pour les missions décrites à l'article 45, 1° du décret, des puéricultrices;

2° au niveau du secrétariat : par du personnel administratif;

3° au niveau de la mission annexe visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, 1° : par du personnel ouvrier.

Quand le service assure la mission décrite à l'article 45, 4° du décret, l'équipe doit être complétée par un médecin, un psychologue ou un assistant en psychologie et un assistant social.

Art. 8. Chaque service peut être agréé dans l'une des catégories suivantes :

1° la catégorie 1 : le service remplit une ou deux des missions décrites à l'article 45, 1° à 3° du décret en faveur d'au moins 12 personnes handicapées. Cette catégorie comprend le service agréé pour la première fois;

2° la catégorie 2 : le service remplit une ou plusieurs des missions décrites à l'article 45, 1° à 3° en faveur d'au moins 20 personnes handicapées;

3° la catégorie 3 : le service assure au moins deux des missions décrites à l'article 45, 1° à 3° du décret en faveur d'au moins 40 personnes handicapées;

4° la catégorie 4 : le service assure les missions décrites à l'article 45, 1° à 3° du décret en faveur d'au moins 20 personnes handicapées par mission;

5° la catégorie 5 : le service d'une des catégories 1 à 4 qui assure en outre la mission décrite à l'article 45, 4° du décret.

A cette fin, il opère la sélection des familles d'accueil en veillant particulièrement à leur capacité de développer un accueil correspondant aux besoins de la personne handicapée.

Art. 9. Pour déterminer les nombres de personnes handicapées repris à l'article 8, un accompagnement comprend au moins deux interventions mensuelles de l'un des membres de l'équipe d'accompagnement visée à l'article 7.

Les personnes handicapées qui n'ont pas encore introduit leur demande d'admission, sont prises en considération dans ces nombres.

Art. 10. Chaque service peut être agréé pour une ou plusieurs missions annexes suivantes :

1° le logement accompagné : le service est propriétaire ou locataire de logements qu'il loue ou sous-loue à au moins 5 personnes handicapées dont il assure l'accompagnement sur place;

2° la halte-garderie : lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants handicapés de moins de 6 ans;

3° l'organisation de loisirs : organisation de séjours pour personnes handicapées durant les week-ends et les vacances à concurrence d'au moins 4 week-ends par an et 10 jours de vacances.

Le service remplit une ou plusieurs de ces missions annexes en rapport avec les missions pour lesquelles il est agréé.

Les personnes handicapées visées par les missions annexes, à l'exception du logement accompagné, ne sont pas soumises aux exigences des articles 5 et 6.

Art. 11. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1° une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration;

2° la dénomination du service, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;

3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la ou les missions que le service se propose d'assurer, la catégorie dont le service souhaite faire partie, la description des moyens qui seront mis en uvre afin d'assurer ces missions et la date de demande de prise de cours de l'agrément sollicité;

4° le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le service;

5° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

6° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

7° le règlement d'ordre intérieur du service;

8° le modèle de la convention visée à l'article 5;

9° la liste du personnel du service avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

10° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au service, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction et à son ancienneté;

11° pour chacun des membres de ce personnel, un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

12° une copie du contrat en matière d'assurance de responsabilité civile à l'égard des personnes handicapées accueillies;

13° la liste de l'équipement dont le service dispose ou se propose d'acquérir;

14° le règlement de travail;

15° les conventions de partenariat éventuellement conclues avec les institutions tierces en vue de la réalisation des missions du service.

Art. 12. Le règlement d'ordre intérieur du service visé à l'article 11, 7° précise :

1° les droits et devoirs de la personne handicapée;

2° les obligations du service à l'égard des personnes handicapées accueillies;

3° la description du service et de son fonctionnement;

4° les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;

5° les noms du responsable du service, du président du conseil d'administration ainsi que le siège social de l'association sans but lucratif;

6° les coordonnées de l'administration.

Art. 13. Si la demande d'agrément n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 14. Lorsque la demande d'agrément est complète, l'administration l'instruit et organise une visite pour vérifier si le service répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition de décision. Le membre du Collège soumet cette proposition au Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé. Il précise le délai imparti pour l'avis.

Dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif, l'administration soumet la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège.

La décision du Collège est notifiée par l'administration au demandeur.

Art. 15. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable.

La décision d'agrément classe le service dans l'une des catégories définies à l'article 8 et fixe le cas échéant les missions annexes pour lequel l'agrément est accordé.

Art. 16. La demande de renouvellement d'agrément du service est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le service demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier originaire ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils reflètent toujours fidèlement la situation à la date de la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 17. Toute demande de modification d'agrément par le service est introduite auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le service des éléments nécessaires à l'instruction de la demande. Cette demande est instruite et il est statué selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 18. Le service qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 19. Lorsque cette condition n'est pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée au service une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au service par lettre recommandée. L'entreprise dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément au membre du Collège qui recueille l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 20. La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des subventions au service à la date fixée par le Collège.

L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du service ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

Le service communique immédiatement la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées accompagnées ou à leurs représentants légaux. En cas de carence du service, l'administration accomplit cette obligation à l'égard des personnes handicapées accompagnées.

Section 2. — La contribution financière

Art. 21. La personne handicapée participe aux frais de fonctionnement du service avec lequel elle a conclu une convention et lui verse à cet effet une contribution financière mensuelle.

Cette contribution est comprise entre 50 et 500 francs et tient compte des ressources de l'intéressé.

Toutefois, pour la mission annexe de logement accompagné, la personne handicapée prend en outre en charge le loyer et les charges locatives.

Pour la mission annexe de halte-garderie, la personne handicapée verse une contribution financière mensuelle qui ne dépasse pas les barèmes appliqués par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La personne handicapée prend également en charge les frais de séjour, de transports et d'activités afférents à la mission annexe d'organisation de loisirs.

Art. 22. Si la personne handicapée n'est pas financièrement en mesure de supporter la contribution financière demandée, elle introduit auprès de l'administration une demande de réduction.

Elle produit avec sa demande tous les éléments de preuve justifiant l'insuffisance de ses ressources.

L'administration arrête le montant de la contribution financière due par la personne handicapée au vu de ses revenus et de ses charges personnelles et familiales.

Art. 23. Par dérogation à l'article 21 alinéa 1^{er}, la contribution financière supportée par la personne handicapée qui bénéficie d'un placement familial est fixée :

1° aux deux tiers des allocations familiales effectivement perçues par l'attributaire, lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans et que son séjour est trop court pour que la famille d'accueil puisse percevoir les allocations familiales, et cela prorata temporis .

Toutefois lorsque l'allocataire ouvre le droit à un taux d'allocations majoré en raison de sa qualité d'orphelin, d'enfant d'un travailleur invalide ou pensionné ou d'un chômeur de plus de 6 mois, sa contribution demeure calculée sur base du taux ordinaire des allocations familiales.

2° à 200 francs par nuit, lorsque âgée de moins de 21 ans, elle ne bénéficie pas d'allocations familiales;

3° au forfait journalier versé à la famille d'accueil, lorsqu'elle est âgée de plus de 21 ans.

Néanmoins, la personne handicapée de plus de 21 ans bénéficiant d'un placement familial conserve à sa disposition un montant minimal de 5 000 francs par mois et, si elle a la qualité de travailleur, un montant égal au tiers de son salaire mensuel net, sans qu'il puisse être inférieur à 6 500 francs.

Art. 24. Lorsque la personne handicapée bénéficie à la fois du placement familial et du service d'un centre de jour, la contribution financière afférente au centre de jour est déduite de celle afférente au placement familial.

Section 3. — Le subventionnement

Art. 25. Une subvention annuelle est octroyée aux services en matière de personnel, de formation et de fonctionnement.

Art. 26. § 1^{er} La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale. Elle comprend la rémunération, les cotisations de sécurité sociale, les charges complémentaires légales telles que définies à l'annexe 1, les frais de secrétariat social et le cas échéant la prime syndicale.

§ 2. Les normes de référence prises en considération pour le calcul de la subvention des frais de personnel par catégorie sont :

- 1° catégorie 1 : 1 2 temps pleins;
- 2° catégorie 2 : 2 2 temps pleins;
- 3° catégorie 3 : 3 2 temps pleins;
- 4° catégorie 4 : 4 2 temps pleins.

§ 3. La subvention est plafonnée en fonction :

- 1° des qualifications reprises à l'annexe 2;
- 2° des barèmes 3 à 16 repris à l'annexe 1 et d'une ancienneté acquise dans les centres, entreprises et services agréés dans le cadre de l'aide aux personnes et de la santé et dans les secteurs de l'Aide à la jeunesse, de l'Office de la naissance et de l'enfance et de l'enseignement spécial.

Lorsqu'une qualification correspond à une échelle supérieure au barème 16, la subvention est limitée à ce barème, sauf pour les services des catégories 2 à 4 pour lesquels la prise en charge d'un 2 temps directeur peut être prise en considération dans la limite des normes fixées à l'alinéa 2.

En outre, l'ancienneté du personnel ouvrier ou administratif acquise dans la même fonction dans un autre secteur de travail que ceux repris ci-dessus est prise en compte, sans que celle-ci ne puisse dépasser 10 ans.

§ 4. Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel et de supervision de l'équipe visée à l'article 7.

Art. 27. La subvention pour les frais de fonctionnement est limitée à :

- 1° 400 000 francs pour les services de catégorie 1;
- 2° 700 000 francs pour les services de catégorie 2;
- 3° 900 000 francs pour les services de catégorie 3;
- 4° 1 150 000 francs pour les services de catégorie 4.

Elle comprend les frais de déplacements du personnel.

Art. 28. Une subvention complémentaire est octroyée au service pour couvrir les frais de personnel et de fonctionnement encourus pour accomplir la ou les missions annexes pour lesquelles il est agréé.

Cette subvention complémentaire est accordée dans le respect des dispositions de l'article 26, § 3 pour ce qui concerne les frais de personnel, avec un maximum de 900 000 francs.

Si elle a pour objet de couvrir des frais relatifs à la gestion du logement pour moins de 7 logements, la subvention complémentaire est limitée à 450 000 francs.

Les contributions financières des personnes handicapées afférentes aux missions annexes sont déduites des frais de fonctionnement admissibles.

Art. 29. Une subvention annuelle, complémentaire à celle prévue à l'article 25, est octroyée aux services de la catégorie 5 pour couvrir :

1° les frais de rémunération d'un psychologue ou d'un assistant en psychologie, d'un médecin spécialiste et d'un assistant social sur base des normes suivantes :

a) psychologue ou assistant en psychologie ou assistant social : un tiers temps pour 10 personnes handicapées accueillies 365 jours par an en placement familial, sur base des barèmes repris à l'annexe 1;

c) médecin spécialiste : un quart temps pour 30 personnes handicapées accueillies 365 jours par an en placement familial, sur base du barème 23 repris à l'annexe 1.

La subvention tient compte de l'ancienneté précisée à l'article 26, alinéa 3;

2° les frais de fonctionnement complémentaires et de déplacement du personnel afférents aux missions spécifiques du placement familial à concurrence de 120 francs par jour et par personne placée;

3° le forfait journalier versé aux familles d'accueil par le service.

Ce forfait est fixé à 655 francs par journée d'accueil. Il est majoré de :

- 1° 72 francs par bénéficiaire atteint d'un handicap mental profond, de troubles moteurs du groupe B;
- 2° 36 francs par bénéficiaire handicapé atteint d'un handicap mental modéré ou de troubles moteurs du groupe A ou de troubles graves de la vue.

Le groupe A comprend les personnes handicapées atteintes de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres.

Le groupe B comprend les personnes handicapées atteintes de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie et les personnes polyhandicapées.

Art. 30. La subvention annuelle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues sous cette section.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en terme de qualification, de nombre et d'ancienneté, et le cas échéant, du nombre et de la catégorie des personnes handicapées prises en charge en famille d'accueil.

Art. 31. Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle doit être introduit par le service auprès de l'administration pour le 31 décembre de l'exercice qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Le dossier comprend au minimum les pièces justificatives relatives :

1° aux frais de personnel couvrant la masse salariale tels que définis aux articles 26 et 29;

2° aux frais de fonctionnement visés à l'annexe 3, en ce compris les frais de déplacement du personnel dans le cadre de ses fonctions et les prestations de service pour l'exécution de tâches administratives, comptables, médicales, paramédicales et d'entretien des bâtiments;

3° à la contribution financière des personnes handicapées et au forfait journalier éventuellement majoré à verser aux familles d'accueil, dans le cadre du placement familial.

L'administration vérifie le dossier justificatif. Elle établit la différence entre la somme des avances visées à l'article 30 et le montant de la subvention annuelle dans une seule décision pour l'ensemble des services agréés. Cette décision est adoptée au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'exercice au cours duquel le dossier justificatif a été introduit.

Art. 32. Lorsque l'administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours. Cette récupération peut, à la demande du service faire l'objet de termes et délais et l'administration établit un plan d'apurement du trop perçu.

Art. 33. Lorsque l'administration constate en outre que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs inexcusables de sa part, l'administration récupère le paiement indu en une fois et les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date d'établissement du compte de la subvention. En cette hypothèse, l'administration transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 19.

CHAPITRE III. — *Les services d'interprétation pour sourds*

Art. 34. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par services , « les services d'interprétation pour sourds ».

Section première. — L'agrément

Art. 35. Pour être agréé, un service qui remplit les missions définies à l'article 52 du décret et qui est constitué conformément aux dispositions de l'article 51 du décret doit satisfaire aux conditions réglementaires suivantes :

1° installer son siège d'activités sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

3° assurer l'accueil des personnes sourdes et disposer de locaux à cette fin;

4° assurer un service téléphonique, minitel, fax et internet accessible en permanence;

5° délivrer les tickets horaires d'interprétariat selon les modalités fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées;

6° disposer d'une équipe composée d'au moins une personne diplômée de l'enseignement supérieur qui assure une présence effective d'au moins 28 heures par semaine et d'une personne diplômée de l'enseignement secondaire supérieur qui assure le secrétariat;

7° assurer la formation continue de son personnel;

8° s'engager à travailler en collaboration avec les services privés et publics compétents dans le cadre des missions qui lui incombent;

9° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

10° transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités rédigé selon le modèle fixé par l'administration et qui contient au moins :

a) le nombre de personnes sourdes prises en charge mentionnant la date de prise en charge, l'âge et la commune de résidence;

b) la nature des demandes, les secteurs d'activités et l'évaluation des résultats obtenus;

11° tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le membre du Collège;

12° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement.

Art. 36. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle établi à cet effet. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1° une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications ainsi que la liste des membres du conseil d'administration;

2° la dénomination du service, les adresses de son siège social et de son siège d'activités;

3° la description de ses activités actuelles ou en projet, la description des moyens qui seront mis en oeuvre et la date de demande de prise en cours de l'agrément sollicité;

4° la convention-type à établir avec les interprètes;

5° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

6° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;

7° le règlement d'ordre intérieur du service;

8° la liste du personnel du service avec sa qualification, sa fonction, son régime de travail ou, le cas échéant, le plan de recrutement du personnel;

9° pour chacun des membres de ce personnel, la copie du contrat qui le lie au service, et toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans l'arrêté, relative à sa fonction et à son ancienneté;

10° pour chacun des membres de ce personnel, un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

11° une copie du contrat en matière d'assurance de responsabilité civile à l'égard des personnes handicapées accueillies;

12° la liste de l'équipement dont le service dispose ou se propose d'acquérir;

13° le règlement de travail;

14° le règlement d'ordre intérieur du service;

15° les conventions de partenariat éventuellement conclues avec les institutions tierces en vue de la réalisation de missions du service.

Art. 37. La convention-type à établir avec les interprètes visée à l'article 36, 4° comprend :

1° les règles de déontologie imposées aux interprètes;

2° l'interdiction pour les interprètes de demander aux personnes sourdes un montant supplémentaire à la valeur du ticket horaire remboursé par l'administration hormis les frais de déplacement qui ne peuvent dépasser 100 francs;

3° les plages horaires offertes par l'interprète;

4° les dispositions en matière de prise de rendez-vous, de gestion de l'agenda et d'organisation de la formation continue;

5° les dispositions en matière de médiation entre l'interprète et les personnes sourdes.

Art. 38. Si la demande d'agrément n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 39. Lorsque la demande d'agrément est complète, l'administration l'instruit et organise une visite pour vérifier si l'entreprise répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition de décision. Le membre du Collège soumet cette proposition au Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé. Il précise le délai imparti pour l'avis.

Dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif, l'administration soumet la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège.

La décision du Collège est notifiée par l'administration au demandeur.

Art. 40. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable.

Art. 41. La demande de renouvellement d'agrément du service est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le service demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier originaire ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils reflètent toujours fidèlement la situation à la date de la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 42. Toute demande de modification d'agrément est introduite par le service auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le service des éléments nécessaires à l'instruction de la demande.

Cette demande est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 43. Le service qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 44. Lorsque cette condition n'est pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée au service une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au service par lettre recommandée. Le service dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément au membre du Collège qui recueille l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé dans les trois mois de sa saisie.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis du Conseil consultatif la proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 45. La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des subventions au service à la date fixée par le Collège.

L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du service ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

Art. 46. Afin d'établir la liste des interprètes dont il propose l'intervention, le service met en place une méthode de sélection et d'évaluation continue des interprètes. Il la communique à l'administration, accompagnée de la liste des personnes qui y participent.

Art. 47. La liste des interprètes est actualisée en permanence et communiquée lors de chaque modification à l'administration qui la transmet semestriellement pour approbation au membre du Collège.

Elle comporte, outre le nom des interprètes, les modes de communication qu'ils pratiquent et les domaines dans lesquels ils sont spécialisés.

Art. 48. Le service doit soumettre à l'accord préalable de l'administration les projets de formation des interprètes.

Section 2. — Le subventionnement

Art. 49. Une subvention annuelle est octroyée aux services en matière de personnel, de formation et de fonctionnement.

Art. 50. La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel tel que fixé à l'article 35, 6°, à concurrence :

1° du personnel diplômé de l'enseignement supérieur équivalant à un temps plein;

2° du personnel administratif équivalant à trois quart-temps.

Cette masse salariale comprend la rémunération, les cotisations de sécurité sociale, les charges complémentaires légales telles que définies à l'annexe 1, les frais de secrétariat social et le cas échéant la prime syndicale.

La subvention est plafonnée en fonction des barèmes 16 et 12 de l'annexe 1 et de l'ancienneté acquise dans les centres, entreprises et services agréés dans le cadre de l'Aide aux personnes et de la santé et dans les secteurs de l'Aide à la jeunesse, de l'Office de la naissance et de l'enfance et de l'Enseignement spécial.

En outre, l'ancienneté du personnel administratif acquise dans la même fonction dans un autre secteur de travail que ceux repris ci-dessus est prise en compte sans que celle-ci ne puisse dépasser 10 ans.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais de formation justifiés.

Art. 51. La subvention pour les frais de fonctionnement du service est limitée à 380 000 francs.

Une subvention complémentaire est octroyée pour couvrir les frais de formation continuée exposés en faveur des interprètes. Elle est limitée à 100 000 francs.

Art. 52. La subvention annuelle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues à l'article 50.

L'avance mensuelle tient compte de l'évolution du personnel en terme de qualification, de nombre et d'ancienneté.

Art. 53. Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le service auprès de l'administration pour le 31 mai qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Le dossier comprend les pièces justificatives relatives :

1° aux frais de personnel, conformément aux dispositions de l'article 50;

2° aux frais de fonctionnement à l'annexe 3 en ce compris les frais de déplacement du personnel dans le cadre de ses fonctions et les prestations de service pour l'exécution des tâches administratives, comptables et d'entretien des bâtiments;

3° aux frais de formation des interprètes.

L'administration vérifie le dossier justificatif. Elle établit la différence entre la somme des avances visées à l'article 52 et le montant de la subvention annuelle dans une seule décision pour l'ensemble des services agréés. Cette décision est adoptée au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'exercice au cours duquel le dossier justificatif a été introduit.

Art. 54. Lorsque l'administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours. Cette récupération peut, à la demande du service faire l'objet de termes et délais et l'administration établit un plan d'apurement du trop perçu.

Art. 55. Lorsque l'administration constate en outre que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs inexcusables de sa part, l'administration récupère le paiement indu en une fois et les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date d'établissement du compte de la subvention. En cette hypothèse, l'administration transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 44.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 56. L'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1999 déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées est abrogé.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 57. Par dérogation à l'article 8, les services d'accompagnement et d'aide précoce conventionnés au 31 décembre 1999 ainsi que les institutions qui, à cette date, bénéficiaient d'un agrément comme centre de jour ou d'hébergement peuvent être agréés dans les catégories 2 à 5.

Art. 58. L'ancienneté acquise dans le service d'accompagnement et d'aide précoce conventionné par le personnel occupé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est prise en considération pour le calcul de subventions de personnel des centres, entreprises et services agréés visés au décret.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 59. Les montants repris aux articles 21, 23, 27, 28, 29 et 37 ainsi qu'à l'annexe sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 1999.

A partir du 1^{er} janvier 2001, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

Montant de base au 31.12 de l'année n-1 x indice-santé de décembre de l'année n-1

indice-santé de décembre de l'année n-2

Art. 60. Les montants repris à l'annexe 1 sont liés à l'indice-pivot de décembre 1999 et sont adaptés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 61. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Art. 62. Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 avril 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,

E. TOMAS,

Président du Collège.

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget.

Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement
et aux services d'interprétation pour sourds

ECHELLE DES TRAITEMENTS ET SALAIRES SUBSIDIABLES DONNEES GENERALES

DONNEES GENERALES

INDICE D'INDEXATION	DATE D'APPLICATION	MINIMUM BRUT GARANTI A 21 ANS					
		Rémunération Mensuelle			Rémunération horaire		Supplément 50 %
						37 h	37 h
121,90	01.06.1999		50 629			315,77	157,89
124,34							

La prise en charge maximale tient compte d'une ancienneté acquise à temps plein comme à temps partiel dans les centres, entreprises et services agréés dans le cadre de l'Aide aux personnes et de la Santé et dans les secteurs de l'Aide à la Jeunesse, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et de l'Enseignement spécial.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, la totalité de l'ancienneté acquise dans une fonction est maintenue lors du passage à une autre fonction, à l'exception de la promotion d'un membre du personnel à un grade de direction pour lequel les : de l'ancienneté reconnue est valorisée. En aucun cas, l'application de cette disposition ne peut entraîner une diminution du traitement.

Les charges légales complémentaires prises en considération sont :

- 1° le remboursement des frais de transport au domicile du travailleur;
- 2° l'assurance-loi;
- 3° la médecine du travail;
- 4° les vêtements de travail.

Par rémunération, on entend : le salaire brut ainsi que, le cas échéant :

1° un supplément de traitement de 50 % sur base de la rémunération horaire subsidiaire pour les prestations effectuées les samedis et de 100 % sur base de la rémunération horaire subsidiaire pour les prestations effectuées les dimanches et jours fériés accordé aux catégories suivantes :

- a) Personnel éducatif : Educateur Classe I
 Educateur Classe II, II A, II B
 Educateur Classe III
 Auxiliaire de soins, puéricultrice, aide familiale et sanitaire, garde-malade
- b) Personnel ouvrier : Chef d'équipe
 Ouvrier qualifié
 Ouvrier non qualifié
- c) Autres fonctions : Assistant(e) social(e)
 Infirmier(ère) gradué(e)
 Infirmier(ère) breveté(e)

La durée maximale des prestations prises en considération est limitée à 16 heures par jour et est fixée en fonction du nombre de personnes handicapées présentes le jour en question.

2° une prime de fin d'année calculée conformément aux dispositions établies par le Ministère de la Fonction publique. Les membres du personnel effectuant des prestations à temps partiel bénéficient de cette prime proportionnellement aux prestations effectuées;

3° un pécule de vacances calculé conformément aux dispositions en vigueur dans le secteur privé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 6 avril 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE,
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget.

BAREME N° 1

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	488628	49636	301,44	150,72	309,58	154,79
1	493140	50095	304,22	152,11	312,44	156,22
2	497652	50553	307,00	153,50	315,30	157,65
3	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
4	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
5	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
6	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
7	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
8	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
9	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
10	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
11	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
12	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
13	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
14	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
15	516102	52427	318,38	159,19	326,99	163,49
16	516102	52427	318,38	159,19	326,99	163,49
17	518425	52663	319,82	159,91	328,46	164,23
18	518425	52663	319,82	159,91	328,46	164,23
19	520748	52899	321,25	160,63	329,93	164,97
20	520748	52899	321,25	160,63	329,93	164,97
21	523071	53135	322,68	161,34	331,41	165,70
22	523071	53135	322,68	161,34	331,41	165,70
23	525394	53371	324,12	162,06	332,88	166,44
24	525394	53371	324,12	162,06	332,88	166,44
25	530382	53878	327,19	163,60	336,04	168,02
26	530382	53878	327,19	163,60	336,04	168,02
27	535370	54385	330,27	165,14	339,20	169,60

BAREME N° 2

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	488628	49636	301,44	150,72	309,58	154,79
1	493140	50095	304,22	152,11	312,44	156,22
2	497652	50553	307,00	153,50	315,30	157,65
3	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
4	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
5	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
6	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
7	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
8	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
9	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
10	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
11	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
12	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
13	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
14	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
15	519313	52754	320,37	160,18	329,02	164,51
16	519313	52754	320,37	160,18	329,02	164,51
17	525474	53379	324,17	162,08	332,93	166,46
18	525474	53379	324,17	162,08	332,93	166,46
19	531635	54005	327,97	163,98	336,83	168,42
20	531635	54005	327,97	163,98	336,83	168,42
21	537796	54631	331,77	165,88	340,73	170,37
22	537796	54631	331,77	165,88	340,73	170,37
23	543957	55257	335,57	167,78	344,64	172,32
24	543957	55257	335,57	167,78	344,64	172,32
25	550118	55883	339,37	169,68	348,54	174,27
26	550118	55883	339,37	169,68	348,54	174,27
27	556279	56509	343,17	171,59	352,45	176,22

BAREME N° 3

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90%			
			Horaire(38H)	Sup. (50%)	Horaire(37H)	Sup. (50%)
0	492791	50059	304,00	152,00	312,22	156,11
1	499270	50718	308,00	154,00	316,33	158,16
2	505749	51376	312,00	156,00	320,43	160,22
3	512228	52034	315,99	158,00	324,54	162,27
4	512228	52034	315,99	158,00	324,54	162,27
5	516805	52499	318,82	159,41	327,44	163,72
6	516805	52499	318,82	159,41	327,44	163,72
7	521382	52964	321,64	160,82	330,34	165,17
8	521382	52964	321,64	160,82	330,34	165,17
9	527543	53590	325,44	162,72	334,24	167,12
10	527543	53590	325,44	162,72	334,24	167,12
11	533704	54215	329,24	164,62	338,14	169,07
12	533704	54215	329,24	164,62	338,14	169,07
13	539865	54841	333,04	166,52	342,05	171,02
14	539865	54841	333,04	166,52	342,05	171,02
15	546026	55467	336,84	168,42	345,95	172,97
16	546026	55467	336,84	168,42	345,95	172,97
17	552187	56093	340,65	170,32	349,85	174,93
18	552187	56093	340,65	170,32	349,85	174,93
19	558348	56719	344,45	172,22	353,76	176,88
20	558348	56719	344,45	172,22	353,76	176,88
21	564509	57345	348,25	174,12	357,66	178,83
22	564509	57345	348,25	174,12	357,66	178,83
23	570670	57971	352,05	176,02	361,56	180,78
24	570670	57971	352,05	176,02	361,56	180,78
25	576831	58596	355,85	177,92	365,47	182,73
26	576831	58596	355,85	177,92	365,47	182,73
27	582992	59222	359,65	179,82	369,37	184,68

BAREME N° 4

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	504990	51299	311,53	155,76	319,95	159,97
1	510585	51867	314,98	157,49	323,49	161,75
2	516180	52435	318,43	159,22	327,04	163,52
3	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
4	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
5	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
6	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
7	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
8	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
9	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
10	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
11	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
12	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
13	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
14	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
15	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
16	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
17	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
18	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
19	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
20	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
21	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
22	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
23	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
24	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
25	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
26	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
27	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
28	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
29	658078	66850	405,97	202,99	416,94	208,47

BAREME N° 5

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	504990	51299	311,53	155,76	319,95	159,97
1	510585	51867	314,98	157,49	323,49	161,75
2	516180	52435	318,43	159,22	327,04	163,52
3	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
4	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
5	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
6	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
7	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
8	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
9	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
10	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
11	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
12	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
13	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
14	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
15	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
16	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
17	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
18	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
19	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
20	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
21	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
22	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
23	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
24	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
25	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
26	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
27	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
28	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
29	658078	66850	405,97	202,99	416,94	208,47

BAREME N° 6

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	504990	51299	311,53	155,76	319,95	159,97
1	510585	51867	314,98	157,49	323,49	161,75
2	516180	52435	318,43	159,22	327,04	163,52
3	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
4	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
5	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
6	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
7	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
8	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
9	547379	55605	337,68	168,84	346,81	173,40
10	547379	55605	337,68	168,84	346,81	173,40
11	558803	56765	344,73	172,36	354,04	177,02
12	558803	56765	344,73	172,36	354,04	177,02
13	570227	57926	351,77	175,89	361,28	180,64
14	570227	57926	351,77	175,89	361,28	180,64
15	584444	59370	360,55	180,27	370,29	185,14
16	584444	59370	360,55	180,27	370,29	185,14
17	598661	60814	369,32	184,66	379,30	189,65
18	598661	60814	369,32	184,66	379,30	189,65
19	612878	62258	378,09	189,04	388,30	194,15
20	612878	62258	378,09	189,04	388,30	194,15
21	627095	63702	386,86	193,43	397,31	198,66
22	627095	63702	386,86	193,43	397,31	198,66
23	641312	65147	395,63	197,81	406,32	203,16
24	641312	65147	395,63	197,81	406,32	203,16
25	655529	66591	404,40	202,20	415,33	207,66
26	655529	66591	404,40	202,20	415,33	207,66
27	669746	68035	413,17	206,58	424,34	212,17
28	669746	68035	413,17	206,58	424,34	212,17
29	683963	69479	421,94	210,97	433,34	216,67

BAREME N° 7

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	508573	51663	313,74	156,87	322,22	161,11
1	515052	52321	317,74	158,87	326,32	163,16
2	521531	52979	321,73	160,87	330,43	165,21
3	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
4	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
5	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
6	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
7	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
8	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
9	546493	55515	337,13	168,57	346,24	173,12
10	546493	55515	337,13	168,57	346,24	173,12
11	552653	56140	340,93	170,47	350,15	175,07
12	552653	56140	340,93	170,47	350,15	175,07
13	558814	56766	344,73	172,37	354,05	177,03
14	558814	56766	344,73	172,37	354,05	177,03
15	564975	57392	348,53	174,27	357,95	178,98
16	564975	57392	348,53	174,27	357,95	178,98
17	571136	58018	352,34	176,17	361,86	180,93
18	571136	58018	352,34	176,17	361,86	180,93
19	578137	58729	356,65	178,33	366,29	183,15
20	578137	58729	356,65	178,33	366,29	183,15
21	585138	59440	360,97	180,49	370,73	185,36
22	585138	59440	360,97	180,49	370,73	185,36
23	592140	60152	365,29	182,65	375,17	187,58
24	592140	60152	365,29	182,65	375,17	187,58
25	599141	60863	369,61	184,81	379,60	189,80
26	599141	60863	369,61	184,81	379,60	189,80
27	606142	61574	373,93	186,97	384,04	192,02

BAREME N° 8

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	508573	51663	313,74	156,87	322,22	161,11
1	515052	52321	317,74	158,87	326,32	163,16
2	521531	52979	321,73	160,87	330,43	165,21
3	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
4	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
5	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
6	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
7	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
8	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
9	591356	60072	364,81	182,40	374,67	187,33
10	596699	60615	368,11	184,05	378,05	189,03
11	602042	61157	371,40	185,70	381,44	190,72
12	609166	61881	375,80	187,90	385,95	192,98
13	616290	62605	380,19	190,10	390,47	195,23
14	623414	63328	384,59	192,29	394,98	197,49
15	630538	64052	388,98	194,49	399,49	199,75
16	637662	64776	393,38	196,69	404,01	202,00
17	644786	65500	397,77	198,89	408,52	204,26
18	651910	66223	402,17	201,08	413,03	206,52
19	659034	66947	406,56	203,28	417,55	208,77
20	666158	67671	410,95	205,48	422,06	211,03
21	673282	68394	415,35	207,67	426,58	213,29
22	680406	69118	419,74	209,87	431,09	215,54
23	687530	69842	424,14	212,07	435,60	217,80
24	694654	70565	428,53	214,27	440,12	220,06
25	701778	71289	432,93	216,46	444,63	222,31
26	708902	72013	437,32	218,66	449,14	224,57
27	716026	72736	441,72	220,86	453,66	226,83
28	723150	73460	446,11	223,06	458,17	229,09
29	730274	74184	450,51	225,25	462,68	231,34

BAREME N° 9

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	513754	52189	316,94	158,47	325,50	162,75
1	524442	53275	323,53	161,76	332,27	166,14
2	535131	54360	330,12	165,06	339,05	169,52
3	545819	55446	336,72	168,36	345,82	172,91
4	545819	55446	336,72	168,36	345,82	172,91
5	556122	56493	343,07	171,54	352,35	176,17
6	556122	56493	343,07	171,54	352,35	176,17
7	566425	57539	349,43	174,71	358,87	179,44
8	566425	57539	349,43	174,71	358,87	179,44
9	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
10	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
11	616291	62605	380,19	190,10	390,47	195,23
12	616291	62605	380,19	190,10	390,47	195,23
13	641224	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
14	641224	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
15	666157	67670	410,95	205,48	422,06	211,03
16	666157	67670	410,95	205,48	422,06	211,03
17	691090	70203	426,34	213,17	437,86	218,93
18	691090	70203	426,34	213,17	437,86	218,93
19	716023	72736	441,72	220,86	453,65	226,83
20	716023	72736	441,72	220,86	453,65	226,83
21	740956	75269	457,10	228,55	469,45	234,73
22	740956	75269	457,10	228,55	469,45	234,73
23	765889	77802	472,48	236,24	485,25	242,62
24	765889	77802	472,48	236,24	485,25	242,62
25	790822	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
26	790822	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
27	815755	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
28	815755	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
29	840688	85400	518,62	259,31	532,64	266,32

BAREME N° 10

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	524601	53291	323,63	161,81	332,37	166,19
1	531080	53949	327,62	163,81	336,48	168,24
2	537559	54607	331,62	165,81	340,58	170,29
3	544038	55265	335,62	167,81	344,69	172,34
4	544038	55265	335,62	167,81	344,69	172,34
5	550199	55891	339,42	169,71	348,59	174,30
6	550199	55891	339,42	169,71	348,59	174,30
7	556360	56517	343,22	171,61	352,50	176,25
8	556360	56517	343,22	171,61	352,50	176,25
9	562521	57143	347,02	173,51	356,40	178,20
10	562521	57143	347,02	173,51	356,40	178,20
11	568682	57769	350,82	175,41	360,30	180,15
12	568682	57769	350,82	175,41	360,30	180,15
13	574842	58394	354,62	177,31	364,21	182,10
14	574842	58394	354,62	177,31	364,21	182,10
15	581003	59020	358,42	179,21	368,11	184,05
16	581003	59020	358,42	179,21	368,11	184,05
17	587164	59646	362,22	181,11	372,01	186,01
18	587164	59646	362,22	181,11	372,01	186,01
19	594166	60357	366,54	183,27	376,45	188,22
20	594166	60357	366,54	183,27	376,45	188,22
21	601167	61069	370,86	185,43	380,88	190,44
22	601167	61069	370,86	185,43	380,88	190,44
23	608168	61780	375,18	187,59	385,32	192,66
24	608168	61780	375,18	187,59	385,32	192,66
25	615169	62491	379,50	189,75	389,76	194,88
26	615169	62491	379,50	189,75	389,76	194,88
27	622170	63202	383,82	191,91	394,19	197,10

BAREME N° 11

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	520115	52835	320,86	160,43	329,53	164,77
1	530803	53921	327,45	163,73	336,30	168,15
2	541490	55006	334,05	167,02	343,08	171,54
3	552178	56092	340,64	170,32	349,85	174,92
4	552178	56092	340,64	170,32	349,85	174,92
5	562866	57178	347,23	173,62	356,62	178,31
6	562866	57178	347,23	173,62	356,62	178,31
7	577112	58625	356,02	178,01	365,64	182,82
8	577112	58625	356,02	178,01	365,64	182,82
9	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
10	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
11	605605	61519	373,60	186,80	383,70	191,85
12	605605	61519	373,60	186,80	383,70	191,85
13	619851	62967	382,39	191,19	392,72	196,36
14	619851	62967	382,39	191,19	392,72	196,36
15	634097	64414	391,18	195,59	401,75	200,87
16	634097	64414	391,18	195,59	401,75	200,87
17	648344	65861	399,96	199,98	410,77	205,39
18	648344	65861	399,96	199,98	410,77	205,39
19	662590	67308	408,75	204,38	419,80	209,90
20	662590	67308	408,75	204,38	419,80	209,90
21	676836	68755	417,54	208,77	428,83	214,41
22	676836	68755	417,54	208,77	428,83	214,41
23	691083	70202	426,33	213,17	437,85	218,93
24	691083	70202	426,33	213,17	437,85	218,93
25	705329	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
26	705329	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
27	719575	73097	443,91	221,95	455,91	227,95
28	719575	73097	443,91	221,95	455,91	227,95
29	733822	74544	452,70	226,35	464,93	232,47

BAREME N° 12

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	531562	53998	327,92	163,96	336,78	168,39
1	542250	55084	334,52	167,26	343,56	171,78
2	552939	56169	341,11	170,55	350,33	175,16
3	563628	57255	347,70	173,85	357,10	178,55
4	563628	57255	347,70	173,85	357,10	178,55
5	573931	58302	354,06	177,03	363,63	181,81
6	573931	58302	354,06	177,03	363,63	181,81
7	584234	59348	360,42	180,21	370,16	185,08
8	584234	59348	360,42	180,21	370,16	185,08
9	609166	61881	375,80	187,90	385,95	192,98
10	609166	61881	375,80	187,90	385,95	192,98
11	634099	64414	391,18	195,59	401,75	200,88
12	634099	64414	391,18	195,59	401,75	200,88
13	659032	66947	406,56	203,28	417,55	208,77
14	659032	66947	406,56	203,28	417,55	208,77
15	683965	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
16	683965	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
17	708898	72012	437,32	218,66	449,14	224,57
18	708898	72012	437,32	218,66	449,14	224,57
19	733831	74545	452,70	226,35	464,94	232,47
20	733831	74545	452,70	226,35	464,94	232,47
21	758765	77078	468,08	234,04	480,74	240,37
22	758765	77078	468,08	234,04	480,74	240,37
23	783698	79611	483,47	241,73	496,53	248,27
24	783698	79611	483,47	241,73	496,53	248,27
25	808631	82143	498,85	249,42	512,33	256,16
26	808631	82143	498,85	249,42	512,33	256,16
27	833563	84676	514,23	257,11	528,13	264,06
28	833563	84676	514,23	257,11	528,13	264,06
29	858496	87209	529,61	264,80	543,92	271,96

BAREME N° 13

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	541487	55006	334,05	167,02	343,07	171,54
1	550392	55911	339,54	169,77	348,72	174,36
2	559297	56815	345,03	172,52	354,36	177,18
3	568201	57720	350,52	175,26	360,00	180,00
4	568201	57720	350,52	175,26	360,00	180,00
5	578889	58805	357,12	178,56	366,77	183,39
6	578889	58805	357,12	178,56	366,77	183,39
7	589576	59891	363,71	181,86	373,54	186,77
8	589576	59891	363,71	181,86	373,54	186,77
9	600264	60977	370,30	185,15	380,31	190,16
10	600264	60977	370,30	185,15	380,31	190,16
11	610951	62062	376,90	188,45	387,08	193,54
12	610951	62062	376,90	188,45	387,08	193,54
13	625198	63510	385,69	192,84	396,11	198,06
14	625198	63510	385,69	192,84	396,11	198,06
15	639444	64957	394,47	197,24	405,14	202,57
16	639444	64957	394,47	197,24	405,14	202,57
17	653690	66404	403,26	201,63	414,16	207,08
18	653690	66404	403,26	201,63	414,16	207,08
19	667937	67851	412,05	206,03	423,19	211,59
20	667937	67851	412,05	206,03	423,19	211,59
21	682183	69298	420,84	210,42	432,21	216,11
22	682183	69298	420,84	210,42	432,21	216,11
23	696429	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
24	696429	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
25	710676	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
26	710676	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
27	724922	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
28	724922	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
29	749855	76173	462,59	231,29	475,09	237,55

BAREME N° 14

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	573543	58262	353,82	176,91	363,38	181,69
1	584232	59348	360,41	180,21	370,16	185,08
2	594920	60434	367,01	183,50	376,93	188,46
3	605609	61520	373,60	186,80	383,70	191,85
4	605609	61520	373,60	186,80	383,70	191,85
5	616297	62606	380,20	190,10	390,47	195,24
6	616297	62606	380,20	190,10	390,47	195,24
7	630544	64053	388,98	194,49	399,50	199,75
8	630544	64053	388,98	194,49	399,50	199,75
9	722541	73398	445,74	222,87	457,78	228,89
10	722541	73398	445,74	222,87	457,78	228,89
11	743914	75569	458,92	229,46	471,33	235,66
12	743914	75569	458,92	229,46	471,33	235,66
13	765282	77740	472,10	236,05	484,86	242,43
14	765282	77740	472,10	236,05	484,86	242,43
15	786654	79911	485,29	242,64	498,40	249,20
16	786654	79911	485,29	242,64	498,40	249,20
17	808026	82082	498,47	249,24	511,95	255,97
18	808026	82082	498,47	249,24	511,95	255,97
19	829398	84253	511,66	255,83	525,49	262,74
20	829398	84253	511,66	255,83	525,49	262,74
21	850770	86424	524,84	262,42	539,03	269,51
22	850770	86424	524,84	262,42	539,03	269,51
23	872142	88595	538,03	269,01	552,57	276,28
24	872142	88595	538,03	269,01	552,57	276,28
25	893514	90766	551,21	275,61	566,11	283,05
26	893514	90766	551,21	275,61	566,11	283,05
27	914886	92937	564,40	282,20	579,65	289,82
28	914886	92937	564,40	282,20	579,65	289,82
29	936258	95108	577,58	288,79	593,19	296,60

BAREME N° 15

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	591351	60071	364,81	182,40	374,67	187,33
1	602040	61157	371,40	185,70	381,44	190,72
2	612728	62243	377,99	189,00	388,21	194,10
3	623417	63329	384,59	192,29	394,98	197,49
4	623417	63329	384,59	192,29	394,98	197,49
5	634105	64415	391,18	195,59	401,75	200,88
6	634105	64415	391,18	195,59	401,75	200,88
7	648352	65862	399,97	199,98	410,78	205,39
8	648352	65862	399,97	199,98	410,78	205,39
9	676844	68756	417,55	208,77	428,83	214,42
10	676844	68756	417,55	208,77	428,83	214,42
11	705337	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
12	705337	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
13	730270	74183	450,51	225,25	462,68	231,34
14	730270	74183	450,51	225,25	462,68	231,34
15	755203	76716	465,89	232,94	478,48	239,24
16	755203	76716	465,89	232,94	478,48	239,24
17	780135	79249	481,27	240,63	494,27	247,14
18	780135	79249	481,27	240,63	494,27	247,14
19	805068	81781	496,65	248,32	510,07	255,04
20	805068	81781	496,65	248,32	510,07	255,04
21	830001	84314	512,03	256,01	525,87	262,93
22	830001	84314	512,03	256,01	525,87	262,93
23	854933	86847	527,41	263,71	541,67	270,83
24	854933	86847	527,41	263,71	541,67	270,83
25	879866	89380	542,79	271,40	557,46	278,73
26	879866	89380	542,79	271,40	557,46	278,73
27	904799	91913	558,17	279,09	573,26	286,63
28	904799	91913	558,17	279,09	573,26	286,63
29	929732	94445	573,55	286,78	589,06	294,53

BAREME N° 16

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	621032	63087	383,12	191,56	393,47	196,74
1	633497	64353	390,81	195,40	401,37	200,68
2	645961	65619	398,50	199,25	409,27	204,63
3	658425	66885	406,18	203,09	417,16	208,58
4	658425	66885	406,18	203,09	417,16	208,58
5	679797	69056	419,37	209,68	430,70	215,35
6	679797	69056	419,37	209,68	430,70	215,35
7	701169	71227	432,55	216,28	444,24	222,12
8	701169	71227	432,55	216,28	444,24	222,12
9	804462	81720	496,27	248,14	509,69	254,84
10	804462	81720	496,27	248,14	509,69	254,84
11	825834	83891	509,46	254,73	523,23	261,61
12	825834	83891	509,46	254,73	523,23	261,61
13	847206	86062	522,64	261,32	536,77	268,38
14	847206	86062	522,64	261,32	536,77	268,38
15	868578	88233	535,83	267,91	550,31	275,16
16	868578	88233	535,83	267,91	550,31	275,16
17	889950	90404	549,01	274,51	563,85	281,93
18	963561	97882	594,42	297,21	610,49	305,24
19	984933	100053	607,61	303,80	624,03	312,02
20	984933	100053	607,61	303,80	624,03	312,02
21	1006305	102224	620,79	310,40	637,57	318,79
22	1006305	102224	620,79	310,40	637,57	318,79
23	1027678	104395	633,98	316,99	651,11	325,56
24	1027678	104395	633,98	316,99	651,11	325,56
25	1049050	106566	647,16	323,58	664,65	332,33
26	1049050	106566	647,16	323,58	664,65	332,33
27	1070422	108737	660,35	330,17	678,19	339,10

BAREME N° 17

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	676835	68755	417,54	208,77	428,83	214,41
1	687524	69841	424,14	212,07	435,60	217,80
2	698212	70927	430,73	215,36	442,37	221,19
3	708901	72013	437,32	218,66	449,14	224,57
4	708901	72013	437,32	218,66	449,14	224,57
5	719590	73098	443,92	221,96	455,91	227,96
6	719590	73098	443,92	221,96	455,91	227,96
7	733836	74546	452,71	226,35	464,94	232,47
8	733836	74546	452,71	226,35	464,94	232,47
9	762329	77440	470,28	235,14	482,99	241,50
10	762329	77440	470,28	235,14	482,99	241,50
11	790821	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
12	790821	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
13	815754	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
14	815754	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
15	840687	85400	518,62	259,31	532,64	266,32
16	840687	85400	518,62	259,31	532,64	266,32
17	865620	87933	534,00	267,00	548,44	274,22
18	865620	87933	534,00	267,00	548,44	274,22
19	890553	90465	549,38	274,69	564,23	282,12
20	890553	90465	549,38	274,69	564,23	282,12
21	915486	92998	564,77	282,38	580,03	290,01
22	915486	92998	564,77	282,38	580,03	290,01
23	940419	95531	580,15	290,07	595,83	297,91
24	940419	95531	580,15	290,07	595,83	297,91
25	965351	98064	595,53	297,76	611,62	305,81
26	965351	98064	595,53	297,76	611,62	305,81
27	990284	100596	610,91	305,45	627,42	313,71
28	990284	100596	610,91	305,45	627,42	313,71
29	1015217	103129	626,29	313,15	643,22	321,61

BAREME N° 18

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	707109	71830	436,22	218,11	448,01	224,00
1	717797	72916	442,81	221,41	454,78	227,39
2	728486	74002	449,41	224,70	461,55	230,78
3	739175	75088	456,00	228,00	468,32	234,16
4	739175	75088	456,00	228,00	468,32	234,16
5	749863	76174	462,59	231,30	475,10	237,55
6	749863	76174	462,59	231,30	475,10	237,55
7	764111	77621	471,38	235,69	484,12	242,06
8	764111	77621	471,38	235,69	484,12	242,06
9	792603	80515	488,96	244,48	502,17	251,09
10	792603	80515	488,96	244,48	502,17	251,09
11	821096	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
12	821096	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
13	846029	85942	521,92	260,96	536,02	268,01
14	846029	85942	521,92	260,96	536,02	268,01
15	870962	88475	537,30	268,65	551,82	275,91
16	870962	88475	537,30	268,65	551,82	275,91
17	895895	91008	552,68	276,34	567,62	283,81
18	895895	91008	552,68	276,34	567,62	283,81
19	920827	93541	568,06	284,03	583,41	291,71
20	920827	93541	568,06	284,03	583,41	291,71
21	945760	96073	583,44	291,72	599,21	299,61
22	945760	96073	583,44	291,72	599,21	299,61
23	970693	98606	598,82	299,41	615,01	307,50
24	970693	98606	598,82	299,41	615,01	307,50
25	995626	101139	614,20	307,10	630,80	315,40
26	995626	101139	614,20	307,10	630,80	315,40
27	1020559	103672	629,59	314,79	646,60	323,30
28	1020559	103672	629,59	314,79	646,60	323,30
29	1045492	106205	644,97	322,48	662,40	331,20
30	1045492	106205	644,97	322,48	662,40	331,20
31	1070425	108737	660,35	330,17	678,20	339,10

BAREME N° 19

Ancienneté	Base	Mensuel	121,90 %			
			Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	735605	74725	453,80	226,90	466,06	233,03
1	746293	75811	460,39	230,20	472,83	236,42
2	756982	76897	466,98	233,49	479,61	239,80
3	767670	77983	473,58	236,79	486,38	243,19
4	767670	77983	473,58	236,79	486,38	243,19
5	778359	79068	480,17	240,09	493,15	246,57
6	778359	79068	480,17	240,09	493,15	246,57
7	792605	80515	488,96	244,48	502,18	251,09
8	792605	80515	488,96	244,48	502,18	251,09
9	821098	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
10	821098	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
11	849591	86304	524,11	262,06	538,28	269,14
12	849591	86304	524,11	262,06	538,28	269,14
13	874524	88837	539,50	269,75	554,08	277,04
14	874524	88837	539,50	269,75	554,08	277,04
15	899456	91370	554,88	277,44	569,87	284,94
16	899456	91370	554,88	277,44	569,87	284,94
17	924389	93903	570,26	285,13	585,67	292,84
18	924389	93903	570,26	285,13	585,67	292,84
19	949322	96435	585,64	292,82	601,47	300,73
20	949322	96435	585,64	292,82	601,47	300,73
21	974255	98968	601,02	300,51	617,26	308,63
22	974255	98968	601,02	300,51	617,26	308,63
23	999188	101501	616,40	308,20	633,06	316,53
24	999188	101501	616,40	308,20	633,06	316,53
25	1024121	104034	631,78	315,89	648,86	324,43
26	1024121	104034	631,78	315,89	648,86	324,43
27	1049054	106566	647,16	323,58	664,66	332,33
28	1049054	106566	647,16	323,58	664,66	332,33
29	1073987	109099	662,55	331,27	680,45	340,23
30	1073987	109099	662,55	331,27	680,45	340,23
31	1098919	111632	677,93	338,96	696,25	348,12

BAREME N° 20

119,51 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	779236	77608	471,30	235,65	484,04	242,02
1	797047	79381	482,07	241,04	495,10	247,55
2	814858	81155	492,85	246,42	506,17	253,08
3	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
4	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
5	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
6	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
7	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
8	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
9	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
10	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
11	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
12	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
13	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
14	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
15	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
16	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
17	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
18	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
19	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
20	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
21	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
22	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
23	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
24	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
25	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
26	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
27	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
28	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
29	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
30	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
31	1203107	119823	727,67	363,83	747,33	373,67

BAREME N° 21

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	822868	83590	507,63	253,81	521,35	260,67
1	847801	86122	523,01	261,51	537,15	268,57
2	872733	88655	538,39	269,20	552,94	276,47
3	897666	91188	553,77	276,89	568,74	284,37
4	897666	91188	553,77	276,89	568,74	284,37
5	935957	95078	577,39	288,70	593,00	296,50
6	935957	95078	577,39	288,70	593,00	296,50
7	974248	98967	601,02	300,51	617,26	308,63
8	974248	98967	601,02	300,51	617,26	308,63
9	1012539	102857	624,64	312,32	641,52	320,76
10	1012539	102857	624,64	312,32	641,52	320,76
11	1050830	106747	648,26	324,13	665,78	332,89
12	1050830	106747	648,26	324,13	665,78	332,89
13	1089120	110636	671,88	335,94	690,04	345,02
14	1089120	110636	671,88	335,94	690,04	345,02
15	1127411	114526	695,50	347,75	714,30	357,15
16	1127411	114526	695,50	347,75	714,30	357,15
17	1165702	118416	719,12	359,56	738,56	369,28
18	1165702	118416	719,12	359,56	738,56	369,28
19	1203993	122306	742,75	371,37	762,82	381,41
20	1203993	122306	742,75	371,37	762,82	381,41
21	1242284	126195	766,37	383,18	787,08	393,54
22	1242284	126195	766,37	383,18	787,08	393,54
23	1280574	130085	789,99	394,99	811,34	405,67

BAREME N° 22

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	1018769	103490	995,10	497,55	645,47	322,73
1	1043702	106023	1019,45	509,72	661,26	330,63
2	1068635	108555	1043,80	521,90	677,06	338,53
3	1093568	111088	1068,16	534,08	692,86	346,43
4	1093568	111088	1068,16	534,08	692,86	346,43
5	1137199	115520	1110,77	555,39	720,50	360,25
6	1137199	115520	1110,77	555,39	720,50	360,25
7	1180831	119953	1153,39	576,70	748,15	374,07
8	1180831	119953	1153,39	576,70	748,15	374,07
9	1224462	124385	1196,01	598,00	775,79	387,89
10	1224462	124385	1196,01	598,00	775,79	387,89
11	1268094	128817	1238,63	619,31	803,43	401,72
12	1268094	128817	1238,63	619,31	803,43	401,72
13	1311725	133249	1281,24	640,62	831,08	415,54
14	1311725	133249	1281,24	640,62	831,08	415,54
15	1355357	137682	1323,86	661,93	858,72	429,36
16	1355357	137682	1323,86	661,93	858,72	429,36
17	1398988	142114	1366,48	683,24	886,37	443,18
18	1398988	142114	1366,48	683,24	886,37	443,18
19	1442620	146546	1409,10	704,55	914,01	457,00
20	1442620	146546	1409,10	704,55	914,01	457,00
21	1486251	150978	1451,71	725,86	941,65	470,83
22	1486251	150978	1451,71	725,86	941,65	470,83
23	1529883	155411	1494,33	747,17	969,30	484,65

BAREME N° 23

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	1357138	137863	1325,60	662,80	859,85	429,92
1	1357138	137863	1325,60	662,80	859,85	429,92
2	1410566	143290	1377,79	688,89	893,70	446,85
3	1410566	143290	1377,79	688,89	893,70	446,85
4	1463995	148717	1429,98	714,99	927,55	463,78
5	1463995	148717	1429,98	714,99	927,55	463,78
6	1517423	154145	1482,16	741,08	961,40	480,70
7	1517423	154145	1482,16	741,08	961,40	480,70
8	1570852	159572	1534,35	767,17	995,25	497,63
9	1570852	159572	1534,35	767,17	995,25	497,63
10	1624281	165000	1586,54	793,27	1029,11	514,55
11	1624281	165000	1586,54	793,27	1029,11	514,55
12	1677709	170427	1638,72	819,36	1062,96	531,48
13	1677709	170427	1638,72	819,36	1062,96	531,48
14	1731138	175855	1690,91	845,46	1096,81	548,40
15	1731138	175855	1690,91	845,46	1096,81	548,40
16	1784567	181282	1743,10	871,55	1130,66	565,33
17	1784567	181282	1743,10	871,55	1130,66	565,33
18	1837995	186710	1795,29	897,64	1164,51	582,25
19	1837995	186710	1795,29	897,64	1164,51	582,25
20	1891424	192137	1847,47	923,74	1198,36	599,18
21	1891424	192137	1847,47	923,74	1198,36	599,18
22	1944852	197565	1899,66	949,83	1232,21	616,11

BAREME N° 24

121,90 %

Ancienneté	Base	Mensuel	Horaire (38 H)	Sup. (50 %)	Horaire (37 H)	Sup. (50 %)
0	541487	55006	334,05	167,02	343,07	171,54
1	552175	56092	340,64	170,32	349,84	174,92
2	562863	57177	347,23	173,62	356,62	178,31
3	573550	58263	353,82	176,91	363,39	181,69
4	573550	58263	353,82	176,91	363,39	181,69
5	584238	59349	360,42	180,21	370,16	185,08
6	584238	59349	360,42	180,21	370,16	185,08
7	598484	60796	369,21	184,60	379,19	189,59
8	598484	60796	369,21	184,60	379,19	189,59
9	612730	62243	377,99	189,00	388,21	194,11
10	612730	62243	377,99	189,00	388,21	194,11
11	626977	63690	386,78	193,39	397,24	198,62
12	626977	63690	386,78	193,39	397,24	198,62
13	641223	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
14	641223	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
15	655469	66585	404,36	202,18	415,29	207,64
16	655469	66585	404,36	202,18	415,29	207,64
17	669716	68032	413,15	206,57	424,32	212,16
18	669716	68032	413,15	206,57	424,32	212,16
19	683962	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
20	683962	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
21	690196	70112	425,78	212,89	437,29	218,65
22	690196	70112	425,78	212,89	437,29	218,65
23	696431	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
24	696431	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
25	710677	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
26	710677	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
27	724923	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
28	724923	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
29	749856	76173	462,59	231,29	475,09	237,55

Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'agrément et aux subventions
accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds
LISTE DES QUALIFICATIONS DU PERSONNEL EN SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT
ET EN SERVICES D'INTERPRETATION POUR SOURDS

		Echelle correspondante reprise à l'annexe 1
1. Direction		
A) Directeur Classe I	Diplôme universitaire	21
B) Directeur Classe II	— Qualification requise pour le sous-directeur et au moins 5 ans d'ancienneté dans le secteur; — Sous-directeur ayant 2 ans d'expérience dans la fonction.	20
C) Sous-directeur Classe I	Diplôme universitaire	21
D) Sous-directeur Classe II	Diplôme de l'enseignement supérieur avec au moins 3 ans d'ancienneté dans le secteur	19
2. Personnel éducatif		
A) Educateur Classe I	— Diplôme d'éducateur spécialisé; — Diplôme ou certificat de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.	15
B) Educateur Classe II	Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures	13
C) Auxiliaire de soins, puéricultrice, aide familiale et sanitaire ou garde-malade	Brevet ou certificat à orientation sanitaire et/ou aide aux personnes	8
3. Personnel médical et paramédical		
A) Médecin spécialiste	Médecin généraliste qui possède un titre de spécialisation requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes	23
B) Ergothérapeute, kinési-thérapeute, logopède, rééducateurs en psycho-motricité, orthoptiste, audiologue (gradué)	Diplôme octroyant un de ces titres	16
C) Infirmier gradué	diplôme d'infirmier	16
4. Personnel psycho-social		Echelle correspondante reprise à l'annexe 1
Assistant en psychologie, assistant social	diplôme octroyant un de ces titres	16
5. Personnel licencié		
Kinésithérapeute, logopède, psychologue (licencié)	diplôme octroyant un de ces titres	21

		Echelle correspondante reprise à l'annexe 1
6. Personnel administratif		
A) Comptable, économiste	— Diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique ou assimilée dont la qualification est en relation avec les exigences de la fonction; — Diplôme de la Chambre belge des Comptables.	16
B) Secrétaire de direction	Diplôme d'enseignement supérieur en secrétariat de direction	16
C) Aide comptable	Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires (formation générale ou technique) à orientation commerciale ou à orientation assimilée	12
C) Rédacteur	Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures	12
7. Personnel technique		
Technicien en électronique ou en informatique	Diplôme octroyant ce titre	
A1		16
A2		12
7. Personnel ouvrier		
A) Ouvrier qualifié	Ouvrier porteur d'un certificat de qualification ou d'un certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME	8
B) Ouvrier non qualifié	Pas d'exigence particulière	3

Les membres du personnel en fonction à la date d'application de la présente annexe qui, en vertu de celle-ci, sont attachés à une fonction éteinte ou à un barème inférieur à celle ou à celui dont ils bénéficient jusqu'à cette date, gardent le bénéfice de cette fonction et/ou de ce barème.

Les membres du personnel en fonction à la date d'application de la présente annexe et titulaires d'une fonction d'éducateur Classe III deviennent éducateurs Classe II après 10 ans de service en Classe III.

Les membres du personnel en fonction à la date d'application de la présente annexe et titulaires d'une fonction d'éducateur Classe II B deviennent éducateurs Classe II après 10 ans de service en Classe II B.

Les membres du personnel en fonction à la date d'application de la présente annexe et titulaires d'une fonction de comptable de 2^{ème} Classe deviennent comptables après 5 ans de service en tant que comptable de 2^{ème} Classe.

Les membres du personnel en fonction à la date d'application de la présente annexe et titulaires d'une fonction de commis deviennent rédacteurs après 5 ans de service en tant que commis.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 6 avril 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,

E. TOMAS,

Président du Collège.

E. ANDRE

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget.

Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement
et aux services d'interprétation pour sourds

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DES PRESTATIONS
DE SERVICE DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT (S.A.)
ET DES SERVICES D'INTERPRETATION POUR SOURDS (S.I.S.)

	S.A.	S.I.S.
61. SERVICES ET BIENS DIVERS		
6110. Soins		
61100 Achats de biens pharmaceutiques - produits courants	X	Y
61101 Achats de petit matériel de soin	X	Y
61110 Achats de matériel didactique (remboursable)	X	
61111 Achats de matériel didactique (non remboursable)	X	
61112 Achats de matières premières pour activités artisanales	(2)(3)	
61113 Achats d'autres biens non personnalisés pour éducation, thérapie et activités spécifiques hors loisirs	X	
61120 Achats de biens non personnalisés pour loisirs hors vacances	(3)	
61126 Achats de services non personnalisés pour loisirs hors vacances	(3)	
61130 Locations (y compris charges locatives)	(3)	
61131 Transports	(3)	
61132 Loisirs (y compris alimentation)	(3)	
61133 Vacances achetées	(3)	
61150 Achats de petit matériel de cuisine	X	
6117. Lingerie		
61170. Achats de petit matériel et fournitures de literie	(2)	
61171 Achats de linge de maison	(2)	
61180 Achats de produits pour la buanderie	(2)	
612. Frais de gestion du personnel		
61201 Frais de formation des interprètes		Y
61224. Abonnements aux revues professionnelles et documentation	X	Y

	S.A.	S.I.S.
613. Loyers et charges locatives		
61300. Loyers immeubles	X	Y
61301. Redevances emphytéotiques	X	Y
61302. Charges locatives immeubles	X	Y
61303. Location matériel et équipement	X	Y
614. Energie		
61400. Mazout de chauffage	X	Y
61401. Electricité	X	Y
61402. Gaz	X	Y
61403. Eau	X	Y
615. Entretien et réparations - achats		
6152. Terrains et constructions		
61520. Nettoyage	X	Y
61521 Entretien et réparations extérieurs des bâtiments	X	
61522 Entretien et réparations intérieurs des bâtiments	X	
64523 Entretien de jardins	X	
61530 Entretien et réparations installations techniques	X	Y
61531 Entretien et réparations installations et équipement de cuisine	X	
61532 Entretien et réparations matériel de buanderie	(1,2)	
61533 Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical	(2)	
61535 Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien (y compris location du petit outillage)	(1)	
61540 Entretien et réparations mobilier	(1)	
61541 Entretien et réparations matériel de bureau	X	Y
61542 Entretien et réparations matériel informatique	X	Y
616. Entretien et réparations - services extérieurs		
6162. Terrains et constructions		
61620. Nettoyage	X	Y
61621. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments	X	Y
61622. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments	X	Y
61623. Entretien de jardins	X	
6163. Installations		
61630. Entretien et réparations installations techniques	X	Y
61631 Entretien et réparations installations et équipements de cuisine	X	
61632 Entretien et réparations installations et équipements de buanderie	(1,2)	
61633. Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical	X	Y
61635. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien	X	Y
61639. Contrôles obligatoires opérés par des tiers	X	Y
6164. Mobilier et matériel roulant		
61640. Entretien et réparations mobilier	X	X
61641. Entretien et réparation matériel de bureau	X	X
61642. Entretien et réparation matériel informatique	X	X
61643 Entretien et réparations matériel roulant	X	

	S.A.	S.I.S.
617. Assurances		
61701. Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel	X	Y
61702. Assurances vol, incendie et dégâts	X	Y
61705 Assurances voitures et véhicules de l'institution	X	
61707. Assurances omnium missions	X	
61708. Autres assurances	X	Y
618. Transports, déplacements		
61800 Carburant pour véhicules de service	X	
61801 Locations véhicules de service	X	
61802. Frais de réunion	X	Y
61803. Frais de mission	X	Y
619. Autres frais de gestion générale		
6190. Fournitures de bureau		
61900. Fournitures de bureau	X	Y
61901. Fournitures informatiques	X	Y
61902. Frais de réunions et de réception	X	Y
6191. Téléphone, fax et frais postaux		
61910. Téléphone, fax, internet, minitel	X	Y
61911. Frais postaux	X	Y
6192. Rétribution de tiers		
61920. Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)	X	Y
61921. Honoraires comptables externes	X	Y
61923. Honoraires avocats et notaires	X	Y
61924. Autres honoraires	X	Y
61926. Publicité, annonces et insertions	X	Y
61927. Frais d'affiliation à divers organismes (plafonnés à 25 000 F.)	X	Y
63. AMORTISSEMENTS		
630. Dotations aux amortissements		
6300. Amortissements sur frais de premier établissement	X	Y
6301. Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles	X	Y
6302. Dotation aux amortissements sur constructions	X	Y
6303. Dotation aux amortissements sur installations	X	Y
6304. Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant	X	Y
6305. Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires	X	Y
6306. Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles	X	Y

	S.A.	S.I.S.
64. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		
640. Charges fiscales d'exploitation		
64000. Précompte immobilier	X	Y
64010. Taxe sur le patrimoine des ASBL	X	Y
64030 Taxes de circulation	X	
64040 Taxe et redevances radio-TV	X	
64050. Taxes locales (immondices, égouts, etc.)	X	Y
65. CHARGES FINANCIERES		
650. Charges des dettes		
6500. Charges des dettes à long terme		
65001. Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés	X	Y
65002. Charges financières sur dettes à long terme	X	Y
6501. Charges des dettes à court terme		
65010. Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement	X	Y
65011. Charges financières sur dettes à court terme	X	Y
656. Charges financières diverses		
65600. Frais bancaires	X	Y
669. Charges sur exercices antérieurs		
669031. Rattrapage sur exercices antérieurs	X	Y
6691. Services et biens divers (à subdiviser comme les comptes 61)	X	Y
6693. Amortissements (à subdiviser comme les comptes 63)	X	Y
6694. Autres charges d'exploitation (à subdiviser comme les comptes 64)	X	Y
6695. Charges financières (à subdiviser comme les comptes 65)	X	Y

Notes

(X) dans le cadre de la subvention visée à l'article 27

(Y) dans le cadre de la subvention visée à l'article 51

(1) Uniquement dans le cas de la mission annexe « logement accompagné » telle que prévue à l'article 10.

(2) Uniquement dans le cas de la mission annexe « halte-garderie » telle que prévue à l'article 10.

(3) Uniquement dans le cas de la mission annexe « organisation de loisirs » telle que prévue à l'article 10

Vu pour être annexé à l'arrêté du 6 avril 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française,

E. TOMAS,
Président du Collège.

E. ANDRE
Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget.

VERTALING

N. 2000 — 1385

[C — 2000/31180]

**6 APRIL 2000. — Besluit 99/262/C van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding
en de diensten voor dovenvertolking**

Het College,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 36, 37 en 38;

Gelet op het advies van de Sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, van 5 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 maart 2000;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting van 1 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1° van de samengeschakelde wetten betreffende de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden en die werd opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998, onder de naam « Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden »;

« gehandicapte » : iedere gehandicapte die woonachtig is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 van het decreet, ofwel die mogelijk kan worden toegelaten uit hoofde van de bepalingen van het decreet, conform de artikelen 46 tot 48 van het decreet; niettemin kunnen uit hoofde van artikel 2 van het decreet de door het College erkende centra, ondernemingen en diensten ook personen opvangen die woonachtig zijn op het grondgebied van een ander gewest;

« Collegelid » : het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie dat belast is met het Gehandicaptenbeleid.

HOOFDSTUK II. — De diensten voor begeleiding

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder « diensten » : de diensten voor begeleiding.

Sectie 1. — De erkenning

Art. 4. Om te worden erkend moet een dienst die de taken vervult zoals gedefinieerd in artikelen 45 en 46 van het decreet en die is samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van het decreet, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° zijn activiteitenzetel vestigen op het grondgebied van het tweetalige Brussel-Hoofdstad;

2° zich richten naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen die op hem van toepassing zijn;

3° de toegankelijkheid van de gebouwen met het oog op de handicap van de opgevangen personen waarborgen;

4° beschikken over :

a) ruimten die zowel de algemene opvang van de begunstigden als individuele gesprekken mogelijk maken;

b) een permanentie die voor gehandicapten minimaal 10 uur/week beschikbaar is. daarnaast moet de dienst één dag per week tussen 18.00 ten 20.00 uur of zaterdagmorgen op afspraak toegankelijk zijn;

c) een telefonische permanentie per automatische telefoonbeantwoorder buiten de openingsuren van de dienst voor de gehandicapten;

5° geïndividualiseerde bijstand verlenen;

6° per begunstigde een dossier bijhouden;

7° over een pluridisciplinaire equipe voor begeleiding beschikken;

8° zich bereid verklaren samen te werken met de bevoegde particuliere en openbare diensten naargelang van het persoonlijke bijstandsprogramma voor elke gehandicapte;

9° zich onderwerpen aan de door het bestuur georganiseerde beoordelingen, bezoeken en controles en het bestuur alle bewijsstukken overleggen die vereist zijn voor de uitoefening van diens controle;

10° jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag voorleggen dat is opgesteld volgens het door het bestuur vastgestelde model en dat ten minste het volgende bevat :

a) het aantal ten laste genomen gehandicapten, onder vermelding van de datum van tenlasteneming, de leeftijd en de gemeente waar de gehandicapte woonachtig is;

b) de aard van de aanvragen, de activiteitensectoren en de beoordeling van de behaalde resultaten;

11° per begrotingsjaar een boekhouding bijhouden volgens het model dat wordt bepaald door het Collegelid;

12° beloven het bestuur binnen vijftien dagen op de hoogte te zullen brengen van elke wijziging ten aanzien van de normen voor erkenning en subsidiëring.

Art. 5. De geïndividualiseerde bijstand bedoeld in artikel 4, 5° is het voorwerp van een schriftelijke overeenkomst tussen de dienst en de gehandicapte. Hierin wordt rekening gehouden met de leeftijd, vaardigheden en aanvraag van de gehandicapte. Zij vermeldt :

1° de toegekende subsidies;

2° de financiële bijdrage van de gehandicapte.

Art. 6. Het dossier bedoeld in artikel 4, 6° omvat :

1° de aanvraag;

2° de overeenkomst;

3° de medische, sociale, psychologische en pedagogische gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;

4° het persoonlijke bijstandsprogramma dat door de dienst wordt opgesteld in overleg met de gehandicapte of diens wettige vertegenwoordiger;

5° de evaluaties van het bijstandsprogramma, die een jaarlijkse balans moeten omvatten opgesteld in overleg met de gehandicapte of diens wettige vertegenwoordiger.

Art. 7. De pluridisciplinaire equipe voor begeleiding bedoeld in artikel 4, 7° bestaat uit ten minste twee personen met een diploma uit het hoger pedagogisch, psychologisch, sociaal of paramedisch onderwijs. De persoon die belast is met de leiding van de dienst moet aan deze vereiste voldoen.

Deze equipe kan uitsluitend worden aangevuld :

1° op het niveau van de begeleiding : met onderwijzend personeel klasse 1 en 2 en voor de in artikel 45, 1° van het decreet beschreven taken, met kinderverzorgsters;

2° op het niveau van het secretariaat : met administratief personeel;

3° op het niveau van de in artikel 10, alinea 1, 1° bedoelde bijbehorende functie, met arbeiders.

Wanneer de dienst de in artikel 45, 4° van het decreet beschreven taak verzorgt, moet de equipe worden aangevuld met een geneesheer, een psycholoog of een assistent in de psychologie en een maatschappelijk assistent.

Art. 8. Elke dienst kan worden erkend in één van de volgende categorieën :

1° categorie 1 : de dienst vervult één of twee van de in artikel 45, 1° tot 3° van het decreet beschreven taken voor ten minste 12 gehandicapten. Deze categorie omvat de voor de eerste keer erkende dienst;

2° categorie 2 : de dienst vervult één of twee van de in artikel 45, 1° tot 3° van het decreet beschreven taken voor ten minste 20 gehandicapten;

3° categorie 3 : de dienst vervult ten minste twee van de in artikel 45, 1° tot 3° van het decreet beschreven taken voor ten minste 40 gehandicapten;

4° categorie 4 : de dienst vervult de in artikel 45, 1° tot 3° van het decreet beschreven taken voor ten minste 20 gehandicapten per taak;

5° categorie 5 : de dienst uit één van de categorieën 1 tot 4 die bovendien de in artikel 45, 4° van het decreet beschreven taak vervult.

Hiertoe selecteert hij de gastgezinnen, hierbij bijzonder rekening houdend met hun vermogen om een opvang te ontwikkelen die in overeenstemming is met de behoeften van de gehandicapte.

Art. 9. Om de aantallen in artikel 8 genoemde gehandicapten te bepalen, omvat een begeleiding ten minste twee maandelijks tussenkomsten door één van de leden van de equipe voor begeleiding bedoeld in artikel 7.

De gehandicapten die hun verzoek tot erkenning nog niet hebben ingediend, worden in deze aantallen eveneens in aanmerking genomen.

Art. 10. Elke dienst kan erkend worden voor één of meerdere bijbehorende functies :

1° begeleide huisvesting : de dienst is eigenaar of huurder van woningen die hij verhuurt of onderverhuurt aan ten minste 5 gehandicapten die hij ter plaatse begeleidt;

2° de halte-bewaarpplaats : plaats van occasionele dagopvang voor gehandicapte kinderen onder 6 jaar;

3° de organisatie van vrijetijdsbesteding : organisatie van verblijven voor gehandicapten tijdens weekends en vakanties, voor ten minste 4 weekends per jaar en 10 vakantiedagen.

De dienst vervult één of meerdere van deze bijbehorende functies die verband houden met de taken waarvoor hij erkenning heeft gekregen.

De door de bijbehorende functies geïndiceerde gehandicapten vallen niet onder de vereisten van artikelen 5 en 6.

Art. 11. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur volgens het daartoe bestemde model. Het bestuur bericht hiervan binnen tien dagen ontvangst.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen omvatten :

1° een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan, alsook de lijst met de leden van de Raad van Bestuur;

2° de naam van de dienst, de adressen van zijn maatschappelijke zetel en activiteitzetel;

3° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de functie(s) die de dienst denkt te vervullen, de categorie waaronder de dienst wenst te vallen, de beschrijving van de middelen die zullen worden ingezet om deze functies te vervullen en de datum van inwerkingtreding van de gewenste erkenning;

4° de naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer die door de organiserende autoriteit gemachtigd is om de dienst te vertegenwoordigen;

5° een afschrift van de plannen van de bezette gebouwen, met vermelding van de bestemming en netto oppervlakte van de ruimten;

6° het rapport van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;

7° het huishoudelijk reglement van de dienst;

8° het model van de overeenkomst bedoeld in artikel 5;

9° de lijst met het personeel van de dienst, met diens diploma's, functie, werkregime, of bij gebrek hieraan het aanwervingsplan van het personeel;

10° voor elk van de leden van dit personeel een afschrift van de overeenkomst die het lid verbindt aan de dienst, en de getuigschriften die bewijzen dat het voldoet aan de voorwaarden in het besluit ten aanzien van zijn functie en zijn anciënniteit;

11° voor elk van de leden van dit personeel een bewijs van goed zedelijk gedrag dat niet langer dan drie maanden geleden mag zijn afgegeven;

12° een afschrift van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor deze personeelsleden en de opgevangen gehandicapten;

13° de lijst met apparatuur waarover de dienst beschikt of die hij denkt te zullen aanschaffen;

14° het arbeidsreglement;

15° de eventuele partnerschapsovereenkomsten met derde instellingen met het oog op de uitvoering van de taken van de dienst.

Art. 12. Het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 11, 7° preciseert :

1° de rechten en plichten van de gehandicapte;

2° de verplichtingen van de dienst jegens de opgevangen gehandicapten;

3° de beschrijving van de dienst en diens werking;

4° de modaliteiten voor indiening van klachten en hun wijze van verwerking;

5° de namen van de verantwoordelijke voor de dienst, de voorzitter van de raad van bestuur en de maatschappelijke zetel van de vereniging zonder winstbejag;

6° de gegevens van het bestuur.

Art. 13. Indien de erkenningsaanvraag niet volledig is, licht het bestuur de aanvrager in dat hij drie maanden de tijd heeft om zijn aanvraag aan te vullen. Zo niet, dan wordt de aanvraag beschouwd als nietig.

Art. 14. Wanneer de aanvraag volledig is, bestuurt het bestuur haar en organiseert het een bezoek om na te gaan of de dienst voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Het bestuur overhandigt de aanvraag aan het Collegelid, vergezeld van een beslissingsvoorstel. Het Collegelid legt dit voorstel voor aan de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid. Hij preciseert de termijn die kan worden uitgetrokken voor het advies.

Binnen dertig dagen na het advies van de Adviesraad legt het bestuur zijn beslissingsvoorstel samen met dit advies voor aan het Collegelid.

De beslissing van het College wordt door het bestuur aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 15. Het College kent de erkenning toe voor een duur van vijf jaar die niet eerder kan aanvangen dan de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze duur kan worden hernieuwd.

De erkenningsbeslissing plaatst de dienst in één van de categorieën in artikel 8 en bepaalt desgevallend de bijbehorende functies waarvoor de erkenning wordt toegekend.

Art. 16. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van de dienst wordt ingediend bij het bestuur uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de periode waarvoor de vorige erkenningsbeslissing geldt.

De dienst blijft erkend tot het College beslist heeft over de hernieuwingsaanvraag.

De documenten in het oorspronkelijke dossier hoeven niet bij de hernieuwingsaanvraag te worden gevoegd voor zoverre zij nog altijd getrouw de situatie weerspiegelen op de datum van de aanvraag tot hernieuwde erkenning.

Art. 17. Elke aanvraag tot wijziging van de erkenning door de dienst wordt bij het bestuur ingediend. Deze aanvraag preciseert en motiveert het doel van de wijziging.

Het bestuur informeert de dienst omtrent de elementen die nodig zijn voor de bestudering van de aanvraag.

Deze aanvraag wordt bestudeerd en over haar wordt beslist volgens de regels toepasselijk op de erkenningsaanvraag.

Art. 18. De dienst die niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarde wordt daarvan door het bestuur op de hoogte gebracht en verzocht om dit in orde te brengen.

Art. 19. Wanneer binnen twee maanden nog altijd niet is voldaan aan één der erkenningsvoorwaarden geeft het bestuur de dienst bij een ter post aangetekende brief kennis van een met redenen omklede ingebrekestelling.

Indien het bestuur na één maand vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog altijd niet zijn vervuld, bezorgt het aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot opschorting of intrekking van de erkenning. In dit voorstel wordt rekening gehouden met de toestand van het personeel en de gehandicapten.

Indien het Collegelid zijn goedkeuring hecht aan dit voorstel, geeft het bestuur hiervan bij een ter post aangetekende brief kennis aan de dienst. De dienst heeft dertig dagen de tijd om een toelichting in te dienen en om op haar verzoek gehoord te worden bij het bestuur, dat de dag en het uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting een voorstel tot behoud, opschorting of intrekking van de erkenning aan het Collegelid. Het Collegelid vraagt het advies van Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid binnen drie maanden na de aanhangigmaking.

Het bestuur dient binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Adviesraad het voorstel en voornoemd advies in bij het Collegelid. Het College beslist binnen twee maanden na ontvangst van het advies.

Van de beslissing van het College wordt door het bestuur bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

Art. 20. De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning leidt tot stopzetting van de tegemoetkomingen aan de dienst op de door het College vastgestelde datum.

Het bestuur deelt de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning onverwijld mee aan het personeel van de dienst alsook aan hun vakbondsafgevaardigden.

De dienst deelt de beslissing tot intrekking van de erkenning onverwijld mee aan de opgevangen gehandicapten of hun wettelijke vertegenwoordigers. Indien de dienst hieromtrent in gebreke blijft, vervult het bestuur deze verplichting ten aanzien van de opgevangen en krachtens het decreet toegelaten gehandicapten.

Sectie 2. — De financiële bijdrage

Art. 21. De gehandicapte draagt bij in de werkingskosten van de dienst waarmee hij een overeenkomst heeft gesloten en betaalt hem hiertoe een maandelijks financiële bijdrage.

Deze bijdrage ligt tussen 50 en 500 frank en houdt rekening met de middelen van de geïnteresseerde.

Voor de bijbehorende functie van begeleidde huisvesting neemt de gehandicapte bovendien de huur en huurlasten ten laste.

Voor de bijbehorende functie van halte-bewaarpplaats betaalt de gehandicapte een maandelijks financiële bijdrage, die niet hoger mag zijn dan de barema's toegepast door de Office de la Naissance et de l'Enfance.

De gehandicapte draagt tevens de verblijf- en vervoerkosten en de kosten van activiteiten in verband met de bijbehorende functie van organisatie van vrijetijdsbesteding.

Art. 22. Indien de gehandicapte zijn financiële bijdrage niet kan betalen, dient hij bij het bestuur een verzoek in voor een verlaagd tarief. Dit verzoek wordt vergezeld van alle bewijzen dat hij over onvoldoende middelen beschikt.

Het bestuur stelt het bedrag van de financiële bijdrage vast dat de gehandicapte verschuldigd is met het oog op zijn inkomsten en zijn persoonlijke en gezinslasten.

Art. 23. In afwijking van artikel 21, lid 1, wordt de financiële bijdrage van de gehandicapte die in een gezin wordt geplaatst, vastgesteld :

1° op twee derde van de daadwerkelijk door de begunstigde ontvangen kinderbijslag, wanneer hij minder dan 21 jaar oud is en zijn verblijf te kort is om het gastgezin de kinderbijslag te laten ontvangen, en dit prorata temporis.

Wanneer evenwel de begunstigde recht heeft op een verhoogde kinderbijslag uit hoofde van zijn hoedanigheid als wees, kind van een invalide of gepensioneerde werknemer of kind van een langer dan 6 maanden werkloze werknemer, wordt zijn bijdrage gewoon berekend op basis van het gewone tarief van de kinderbijslag.

2° op 200 frank per nacht als hij minder dan 21 jaar oud is maar geen kinderbijslag ontvangt;

3° op het dagforfait dat betaald wordt aan het gastgezin, als hij ouder is dan 21 jaar.

Terwijl, de gehandicapte die ouder dan 21 jaar is en die in een gezin kan worden geplaatst, een minimumbedrag van 5 000 frank per maand tot zijn beschikking houdt en indien het een werknemer betreft een bedrag ter hoogte van een derde van zijn netto maandsalaris, zonder dat dit lager kan uitvallen dan 6 500 frank.

Art. 24. Wanneer de gehandicapte zowel in een gezin als in het dagcentrum is geplaatst, wordt de financiële bijdrage met betrekking tot het dagcentrum afgetrokken van die voor de plaatsing in het gezin.

Sectie 3. — De subsidie

Art. 25. Een jaarlijkse subsidie wordt toegekend aan de diensten inzake personeel, opleiding en werking.

Art. 26. § 1. De subsidie voor de personeelskosten beslaat de loonmassa. Zij omvat de bezoldiging, de sociale zekerheidsbijdragen, de wettelijke aanvullende lasten zoals gedefinieerd in bijlage 1, de kosten van het sociale secretariaat en eventueel de vakbondspremie.

§ 2. De referentienormen gebruikt bij de berekening van de personeelskosten per categorie zijn :

1° categorie 1 : 1 2 voltijds;

2° categorie 2 : 2 2 voltijds;

3° categorie 3 : 3 2 voltijds;

4° categorie 4 : 4 2 voltijds.

§ 3. De subsidie wordt geplafonneerd volgens :

1° de kwalificaties in bijlage 2;

2° de barema's 3 tot 16 in bijlage 1 en een anciënniteit verworven in de erkende centra, ondernemingen en diensten in het kader van de bijstand aan personen en gezondheid en in de sectoren van de hulpverlening aan de jeugd, het Office de la naissance et de l'enfance en het bijzonder onderwijs.

Wanneer een kwalificatie overeenstemt met een schaal boven barema 16, wordt de subsidie beperkt tot dit barema, behalve voor de categorieën 2 tot 4 waarbij de tenlasteneming van een halftijds directeur in overweging kan worden genomen binnen de normen vastgesteld in lid 2.

Bovendien wordt rekening gehouden met de anciënniteit van het administratief of arbeiderspersoneel die is verworven in dezelfde functie maar in een andere arbeidssector dan de bovengenoemde, zonder dat deze meer dan 10 jaar kan bedragen.

§ 4. Deze subsidie wordt met maximaal één percent verhoogd om de gerechtvaardigde kosten van personeelsvorming en toezicht van de equipe bedoeld in artikel 7 te dekken.

Art. 27. De subsidie voor de werkingskosten wordt beperkt tot :

- 1° 400 000 frank voor de diensten uit categorie 1;
- 2° 700 000 frank voor de diensten uit categorie 2;
- 3° 900 000 frank voor de diensten uit categorie 3;
- 4° 1 150 000 frank voor de diensten uit categorie 4.

Zij omvat de verplaatsingskosten van het personeel.

Art. 28. Een aanvullende subsidie wordt aan de dienst toegekend om de personeels- en werkingskosten te dekken die zijn gemaakt om de bijbehorende functie(s) te verrichten waarvoor hij erkenning heeft gekregen.

Deze aanvullende subsidie wordt voor de personeelskosten toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 3, met een maximum van 900 000 frank.

Als ze ten doel heeft de kosten te dekken van het huisvestingsbeheer voor minder dan 7 woningen, wordt de aanvullende subsidie beperkt tot 450 000 frank.

De financiële bijdragen van de gehandicapten met betrekking tot de bijbehorende functies worden afgetrokken van de toegestane werkingskosten.

Art. 29. Een jaarlijkse subsidie, bovenop degene voorzien in artikel 25, wordt aan de diensten uit categorie 5 toegekend voor de dekking van :

1° de kosten van bezoldiging van een psycholoog of assistent in de psychologie, een specialist en een maatschappelijk assistent, op basis van de volgende normen :

a) psycholoog of assistent in de psychologie of maatschappelijk assistent : deeltijd (1/3) voor 10 gehandicapten die 365 dagen per jaar worden opgevangen via plaatsing in een gezin, op basis van de barema's genoemd in bijlage 1;

b) specialist : deeltijd (1/4) voor 30 gehandicapten die 365 dagen per jaar worden opgevangen via plaatsing in een gezin, op basis van barema 23 genoemd in bijlage 1.

De subsidie houdt rekening met de anciënniteit gepreciseerd in artikel 26, lid 3;

2° de aanvullende werkings- en verplaatsingskosten van het personeel in verband met de specifieke taken van de gezinsplaatsing, voor een bedrag van 120 frank per dag en per geplaatste persoon;

3° het dagforfait dat de gastgezinnen van de dienst ontvangen.

Dit forfait is vastgesteld op 655 frank per opvangdag. Het wordt verhoogd met :

1° 72 frank per begunstigde met een ernstig geestelijk handicap, motorische stoornissen uit groep B;

2° 36 francs per gehandicapte begunstigde met een middelmatig geestelijk handicap of motorische stoornissen uit groep A of ernstige gezichtsstoornissen.

Groep A omvat de gehandicapten met motorische stoornissen, dysmelie, polio, misvorming van het skelet en de ledematen.

Groep B omvat de gehandicapten met hersenverlamming, multiple sclerose, spina bifida, myopathie en meervoudig gehandicapten.

Art. 30. De jaarlijkse subsidie wordt uitbetaald in de vorm van maandelijks voorschotten, ten laatste op de laatste werkdag van de maand voorafgaand aan degene waarvoor de subsidie wordt toegekend, en wordt vereffend op basis van de bepalingen van deze sectie.

Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende categorie, de evolutie van het personeel in termen van kwalificatie, aantal en anciënniteit alsook, desgevallend, met het aantal en de categorie van de in een gastgezin ten laste genomen gehandicapten.

Art. 31. Een dossier met bewijsstukken voor de berekening van de jaarlijkse subsidie moet door de dienst bij het bestuur worden ingediend vóór 31 december van het boekjaar volgend op het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Het dossier omvat ten minste de bewijsstukken met betrekking tot :

1° de personeelskosten die de loonmassa dekken zoals gedefinieerd in artikelen 26 en 29;

2° de werkingskosten bedoeld in bijlage 3, inclusief de verplaatsingskosten van het personeel in het kader van zijn functies en de dienstverleningen voor de uitvoering van administratieve, boekhoudkundige, medische en paramedische taken en het onderhoud van de gebouwen;

3° de financiële bijdrage van de gehandicapten en het eventueel vermeerderde dagforfait voor de gastgezinnen, in het kader van de plaatsing in een gezin.

Het bestuur controleert de bewijsstukken en stelt het verschil vast tussen het in artikel 30 bedoelde voorschot en het bedrag van de jaarlijkse subsidie, in één beslissing voor alle erkende diensten tezamen. Deze beslissing wordt ten laatste genomen op 31 december van het jaar volgend op het boekjaar waarin het dossier met bewijsstukken werd ingediend.

Art. 32. Wanneer het bestuur vaststelt dat de maandelijks aan de dienst uitbetaalde voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse subsidie, recupereert het het teveel betaalde door compensatie met de te betalen maandelijks voorschotten voor het lopende jaar. Deze recuperatie kan, op verzoek van de dienst, in termijnen geschieden en het bestuur stelt een plan op voor de terugbetaling van het teveel ontvangen bedrag.

Art. 33. Wanneer het bestuur daarnaast merkt dat het teveel ontvangene door de dienst het resultaat is van door hem verstrekte opzettelijk foutieve inlichtingen of onvergeeflijke vergissingen van zijn kant, int het bestuur de niet verschuldigde sommen in één keer terug en zijn de moratoire interesten rechtens verschuldigd vanaf de datum van instelling van de rekening voor de subsidie. In dit geval overhandigt het bestuur aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning. Over dit voorstel wordt beslist overeenkomstig artikel 19.

HOOFDSTUK III. — *De diensten voor dovenvertolking*

Art. 34. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder diensten : « de diensten voor dovenvertolking ».

Sectie 1. — De erkenning

Art. 35. Om te worden erkend moet een dienst die de taken vervult zoals gedefinieerd in artikel 52 van het decreet en die is samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van het decreet, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° zijn activiteitenzetel vestigen op het grondgebied van het tweetalige Brussel-Hoofdstad;
- 2° zich richten naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen die op hem van toepassing zijn;
- 3° de opvang van doven waarborgen en over de vereiste ruimten hiervoor beschikken;
- 4° een permanent toegankelijke dienst per telefoon, minitel, fax en internet verzorgen;
- 5° uurtickets afgeven voor tolkwerkzaamheden, volgens de modaliteiten vastgesteld in bijlage 1 van het besluit van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;
- 6° beschikken over een equipe bestaande uit ten minste één persoon met een diploma uit het hoger onderwijs, die ten minste 28 uur per week effectief aanwezig is en één persoon met een diploma uit het hoger secundair onderwijs, die het secretariaat verzorgt;
- 7° de bijscholing van zijn personeel waarborgen;
- 8° zich bereid verklaren samen te werken met de bevoegde particuliere en openbare diensten naargelang van het persoonlijke bijstandsprogramma van elke gehandicapte;
- 9° zich onderwerpen aan de door het bestuur georganiseerde beoordelingen, bezoeken en controles en het bestuur alle bewijsstukken overleggen die vereist zijn voor de uitoefening van diens controle;
- 10° jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag voorleggen dat is opgesteld volgens het door het bestuur vastgestelde model en dat ten minste het volgende bevat :
 - a) het aantal ten laste genomen doven, onder vermelding van de datum van tenlasteneming, de leeftijd en de gemeente waar de dove woonachtig is;
 - b) de aard van de aanvragen, de activiteitensectoren en de beoordeling van de behaalde resultaten;
- 11° per begrotingsjaar een boekhouding bijhouden volgens het model dat wordt bepaald door het Collegelid;
- 12° beloven het bestuur binnen vijftien dagen op de hoogte te zullen brengen van elke wijziging ten aanzien van de normen voor erkenning en subsidiëring.

Art. 36. De erkenningsaanvraag moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur volgens het daartoe bestemde model. Het bestuur bericht hiervan binnen tien dagen ontvangst.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen omvatten :

- 1° een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan, alsook de lijst met de leden van de Raad van Bestuur;
- 2° de naam van de dienst, de adressen van zijn maatschappelijke zetel en activiteitenzetel;
- 3° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de beschrijving van de middelen die zullen worden ingezet en de datum van het verzoek om inwerkingtreding van de gewenste erkenning;
- 4° de standaardovereenkomst die met de tolken wordt gesloten;
- 5° een afschrift van de plannen van de bezette gebouwen, met vermelding van de bestemming en netto oppervlakte van de ruimten;
- 6° het rapport van de gewestelijke brandweerdienst daterend van minder dan drie jaar geleden;
- 7° het huishoudelijk reglement van de dienst;
- 8° de lijst met het personeel van de dienst, met diens diploma's, functie, werkregime, of bij gebrek hieraan het aanwervingsplan van het personeel;
- 9° voor elk van de leden van dit personeel een afschrift van de overeenkomst die het lid verbindt aan de dienst, en de getuigenschappen die bewijzen dat het voldoet aan de voorwaarden in het besluit ten aanzien van zijn functie en zijn anciënniteit;

10° voor elk van de leden van dit personeel een bewijs van goed zedelijk gedrag dat niet langer dan drie maanden geleden mag zijn afgegeven;

11° een afschrift van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor deze personeelsleden en de opgevangen gehandicapten;

12° de lijst met apparatuur waarover de dienst beschikt of die hij denkt te zullen aanschaffen;

13° het arbeidsreglement;

14° het huishoudelijk reglement van de dienst;

15° de eventuele partnerschapsovereenkomsten met derde instellingen met het oog op de uitvoering van de taken van de dienst.

Art. 37. De standaardovereenkomst met de tolken bedoeld in artikel 36, 4° omvat :

1° de deontologische regels waaraan de tolken zijn gebonden;

2° het verbod voor de tolken om aan de doven een aanvullend bedrag te vragen, bovenop de waarde van het door het bestuur vergoede uurticket, buiten de verplaatsingskosten tot een maximum van 100 frank;

3° de uurperiodes die de tolk ter beschikking stelt;

4° de maatregelen inzake afspraken, beheer van de agenda en organisatie van de bijscholing;

5° de bepalingen betreffende de bemiddeling tussen de tolk en de doven.

Art. 38. Indien de erkenningsaanvraag niet volledig is, licht het bestuur de aanvrager in dat hij drie maanden de tijd heeft om zijn aanvraag aan te vullen. Zo niet, dan wordt de aanvraag beschouwd als nietig.

Art. 39. Wanneer de aanvraag volledig is, bestudeert het bestuur haar en organiseert het een bezoek om na te gaan of de dienst voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Het bestuur overhandigt de aanvraag aan het Collegelid, vergezeld van een beslissingsvoorstel. Het Collegelid legt dit voorstel voor aan de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid. Hij preciseert de termijn die kan worden uitgetrokken voor het advies.

Binnen dertig dagen na het advies van de Adviesraad legt het bestuur zijn beslissingsvoorstel samen met dit advies voor aan het Collegelid.

De beslissing van het College wordt door het bestuur aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 40. Het College kent de erkenning toe voor een duur van vijf jaar die niet eerder kan aanvangen dan de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze duur kan worden hernieuwd.

De erkenningsbeslissing plaatst de dienst in één van de categorieën in artikel 8 en bepaalt desgevallend de bijbehorende functies waarvoor de erkenning wordt toegekend.

Art. 41. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van de dienst wordt ingediend bij het bestuur uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de periode waarvoor de vorige erkenningsbeslissing geldt.

De dienst blijft erkend tot het College beslist heeft over de hernieuwingsaanvraag.

De documenten in het oorspronkelijke dossier hoeven niet bij de hernieuwingsaanvraag te worden gevoegd voor zoverre zij nog altijd getrouw de situatie weerspiegelen op de datum van de aanvraag tot hernieuwde erkenning.

Art. 42. Elke aanvraag tot wijziging van de erkenning door de dienst wordt bij het bestuur ingediend. Deze aanvraag preciseert en motiveert het doel van de wijziging.

Het bestuur informeert de dienst omtrent de elementen die nodig zijn voor de bestudering van de aanvraag.

Deze aanvraag wordt bestudeerd en over haar wordt beslist volgens de regels toepasselijk op de erkenningsaanvraag.

Art. 43. De dienst die niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarde wordt daarvan door het bestuur op de hoogte gebracht en verzocht om dit in orde te brengen.

Art. 44. Wanneer binnen twee maanden nog altijd niet is voldaan aan één der erkenningsvoorwaarden geeft het bestuur de dienst bij een ter post aangetekende brief kennis van een met redenen omklede ingebrekestelling.

Indien het bestuur na één maand vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog altijd niet zijn vervuld, bezorgt het aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot opschorting of intrekking van de erkenning. In dit voorstel wordt rekening gehouden met de toestand van het personeel en de gehandicapten.

Indien het Collegelid zijn goedkeuring hecht aan dit voorstel, geeft het bestuur hiervan bij een ter post aangetekende brief kennis aan de dienst. De dienst heeft dertig dagen de tijd om een toelichting in te dienen en om op haar verzoek gehoord te worden bij het bestuur, dat de dag en het uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting een voorstel tot behoud, opschorting of intrekking van de erkenning aan het Collegelid. Het Collegelid vraagt het advies van Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid binnen drie maanden na de aanhangigmaking.

Het bestuur dient binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Adviesraad het voorstel en voornoemd advies in bij het Collegelid. Het College beslist binnen twee maanden na ontvangst van het advies.

Van de beslissing van het College wordt door het bestuur bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

Art. 45. De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning leidt tot stopzetting van de tegemoetkomingen aan de dienst op de door het College vastgestelde datum.

Het bestuur deelt de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning onverwijld mee aan het personeel van de dienst alsook aan hun vakbondsafgevaardigden.

Art. 46. Teneinde de lijst met de door hem voorgestelde tolken samen te stellen, gebruikt de dienst een methode van aanhoudende selectie en evaluatie van de tolken. Hij deelt deze aan het bestuur mee, vergezeld van de lijst met personen die eraan meewerken.

Art. 47. De lijst met tolken wordt voortdurend bijgewerkt en bij elke wijziging aan het bestuur meegedeeld, die hem elk semester ter goedkeuring voorlegt aan het Collegelid.

Hij bevat, naast de naam van de tolken, ook de door hen gebruikte communicatiewijzen en de gebieden waarin zij zijn gespecialiseerd.

Art. 48. De dienst moet de plannen voor de opleiding van de tolken vooraf ter goedkeuring aan het bestuur voorleggen.

Sectie 2. — De subsidie

Art. 49. Een jaarlijkse subsidie wordt toegekend aan de diensten inzake personeel, opleiding en werking.

Art. 50. De subsidie voor de personeelskosten beslaat de loonmassa van het personeel zoals vastgesteld in artikel 35, 6°, te weten :

1° het personeel met een diploma uit het hoger onderwijs, voltijd;

2° het administratief personeel, deeltijd (3/4).

Deze loonmassa omvat de bezoldiging, de sociale zekerheidsbijdragen, de wettelijke aanvullende lasten zoals gedefinieerd in bijlage 1, de kosten van het sociale secretariaat en eventueel de vakbondspremie.

De subsidie wordt geplafonneerd volgens de barema's 16 en 12 in bijlage 1 en een anciënniteit verworven in de erkende centra, ondernemingen en diensten in het kader van de bijstand aan personen en gezondheid en in de sectoren van de hulpverlening aan de jeugd, het Office de la naissance et de l'enfance en het bijzonder onderwijs.

Bovendien wordt rekening gehouden met de anciënniteit van het administratief of arbeiderspersoneel die is verworven in dezelfde functie maar in een andere arbeidssector dan de bovengenoemde, zonder dat deze meer dan 10 jaar kan bedragen.

Deze subsidie wordt met maximaal één percent verhoogd om de gerechtvaardigde opleidingskosten te dekken.

Art. 51. De subsidie voor de werkingskosten van de dienst wordt beperkt tot 380 000 frank.

Een aanvullende subsidie wordt toegekend om de bijscholingskosten te dekken die voor de tolken worden gemaakt. Zij wordt beperkt tot 100 000 frank.

Art. 52. De jaarlijkse subsidie wordt uitbetaald in de vorm van maandelijks voorschotten, ten laatste op de laatste werkdag van de maand voorafgaand aan degene waarvoor de subsidie wordt toegekend, en wordt vereffend op basis van de bepalingen voorzien in artikel 50.

Het maandelijks voorschot houdt rekening met de evolutie van het personeel in termen van kwalificatie, aantal en anciënniteit.

Art. 53. Een dossier met bewijsstukken voor de berekening van de jaarlijkse subsidie moet door de dienst bij het bestuur worden ingediend vóór 31 december van het boekjaar volgend op het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Het dossier omvat ten minste de bewijsstukken met betrekking tot :

1° de personeelskosten, overeenkomstig artikel 50;

2° de werkingskosten bedoeld in bijlage 3, inclusief de verplaatsingskosten van het personeel in het kader van zijn functies en de diensten in verband met de uitvoering van administratieve en boekhoudkundige taken en het onderhoud van de gebouwen;

3° de kosten van opleiding van de tolken.

Het bestuur controleert de bewijsstukken en stelt het verschil vast tussen het in artikel 52 bedoelde voorschot en het bedrag van de jaarlijkse subsidie, in één beslissing voor alle erkende diensten tezamen. Deze beslissing wordt ten laatste genomen op 31 december van het jaar volgend op het boekjaar waarin het dossier met bewijsstukken werd ingediend.

Art. 54. Wanneer het bestuur vaststelt dat de maandelijks aan de dienst uitbetaalde voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse subsidie, recupereert het het teveel betaalde door compensatie met de te betalen maandelijks voorschotten voor het lopende jaar. Deze recuperatie kan, op verzoek van de dienst, in termijnen geschieden en het bestuur stelt een plan op voor de terugbetaling van het teveel ontvangen bedrag.

Art. 55. Wanneer het bestuur daarnaast merkt dat het teveel ontvangene door de dienst het resultaat is van door hem verstrekte opzettelijk foutieve inlichtingen of onvergeeflijke vergissingen van zijn kant, int het bestuur de niet verschuldigde sommen in één keer terug en zijn de moratoire interesten rechtens verschuldigd vanaf de datum van instelling van de rekening voor de subsidie. In dit geval overhandigt het bestuur aan het Collegelid een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning. Over dit voorstel wordt beslist overeenkomstig artikel 44.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffende bepalingen*

Art. 56. Wordt opgeheven artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1999 tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 57. In afwijking van artikel 8 kunnen de diensten voor begeleiding en vroegtijdige bijstand die op 31 december 1999 waren aangesloten, alsook de instellingen die op die datum erkend werden als dagcentrum of onthaalcentrum, kunnen worden erkend in de categorieën 2 tot 5.

Art. 58. De anciënniteit die in de aangesloten dienst voor begeleiding en vroegtijdige bijstand wordt verworven door het personeel dat in dienst is op de datum van inwerkingtreding van het onderhavige besluit, wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de personeelssubsidies voor de erkende centra, ondernemingen en diensten bedoeld in het decreet.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 59. De bedragen die zijn opgenomen in artikelen 21, 23, 27, 28, 29 en 37 en in de bijlage kunnen worden herzien en zijn gekoppeld aan de refertegezondheidsindex van december 1999.

Vanaf 1 januari 2001 worden zij jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

Basisbedrag op 31.12 van het jaar n-1 x gezondheidsindex december van het jaar n-1

gezondheidsindex december van het jaar n-2

Art. 60. De bedragen die worden genoemd in bijlage 1 zijn gekoppeld aan de spilindex van december 1999 en worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient te worden gehouden bij de berekening van sommige bijdragen aan de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 61. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2000.

Art. 62. Het Collegelid is belast met de uitvoering het onderhavige besluit.

Brussel, 6 april 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.

Bijlage 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding
en de diensten voor dovenvertolking

SCHAAL VAN DE BEZOLDIGINGEN EN SALARISSEN
DIE VOOR SUBSIDIES IN AANMERKING KOMEN ALGEMENE NORMEN

INDEXATIE- INDEX	DATUM VAN INWERKINGTREDING	MINIMAAL GEGARANDEERD BRUTOSALARIS OP 21-JARIGE LEEFTIJD					
		Maandvergoeding			Uurvergoeding		Supplement 50 %
						37 u.	37 u.
121,90	01.06.1999		50 629			315,77	157,89
124,34							

De maximale tenlasteneming houdt rekening met een anciënniteit verworven in voltijd of deeltijd in de erkende centra, ondernemingen en diensten in het kader van de bijstand aan personen en gezondheid en in de sectoren van de hulpverlening aan de jeugd, het « Office de la Naissance et de l'Enfance » en het bijzonder onderwijs.

Voor de berekening van de pecuniaire anciënniteit, blijft de totale anciënniteit die in een functie wordt verworven, behouden bij de overgang naar een andere functie, met uitzondering van de promotie van een personeelslid tot een directiegraad waarvoor : van de erkende anciënniteit wordt gevaloriseerd. In geen geval mag de toepassing van deze bepaling tot een verlaging van de bezoldiging leiden.

De wettelijke aanvullende lasten die in aanmerking worden genomen, zijn :

- 1° de vergoeding van de vervoerkosten naar de woning van de werknemer;
- 2° de wettelijke verzekering;
- 3° arbeidsgeneeskunde;
- 4° werkkleding.

Onder vergoeding verstaat men : het brutosalaris plus, eventueel :

1° een aanvullende bezoldiging van 50 % op basis van de subsidieerbare uurvergoeding voor verrichtingen op zaterdagen en van 100 op basis van de subsidieerbare uurvergoeding voor verrichtingen op zon- en feestdagen, toegekend aan de volgende categorieën :

- | | |
|--------------------------|---|
| a) Opvoedend personeel : | Opvoeder Klasse I
Opvoeder Klasse II, II A, II B
Opvoeder Klasse III
Verpleeghulp, kinderverzorgster, gezinshulp en sanitair
werkster, ziekenhuisoppasser |
| b) Arbeiderspersoneel : | Werkmeester
Geschoolde arbeider
Ongeschoolde arbeider |
| c) Andere functies : | Maatschappelijk assistent(e)
Gegradueerde verpleegkundige
Gebrevetteerde verpleegkundige |

De maximale in aanmerking komende duur van de verrichtingen wordt per personeelslid beperkt tot 16 uur per dag en houdt rekening met het aantal gehandicapten dat op de betrokken dag aanwezig is.

2° een eindejaarspremie die wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van het ministerie van ambtenarenzaken. De leden van het personeel die deeltijdwerk verrichten, ontvangen deze premie naar evenredigheid met het verrichte werk;

3° een vakantietoeslag die wordt berekend volgens de in de privésector geldende bepalingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 6 april 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.

BAREMA Nr. 1

Ancienniteit	Basis	Per maand	121,90 %			
			Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	488628	49636	301,44	150,72	309,58	154,79
1	493140	50095	304,22	152,11	312,44	156,22
2	497652	50553	307,00	153,50	315,30	157,65
3	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
4	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
5	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
6	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
7	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
8	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
9	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
10	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
11	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
12	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
13	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
14	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
15	516102	52427	318,38	159,19	326,99	163,49
16	516102	52427	318,38	159,19	326,99	163,49
17	518425	52663	319,82	159,91	328,46	164,23
18	518425	52663	319,82	159,91	328,46	164,23
19	520748	52899	321,25	160,63	329,93	164,97
20	520748	52899	321,25	160,63	329,93	164,97
21	523071	53135	322,68	161,34	331,41	165,70
22	523071	53135	322,68	161,34	331,41	165,70
23	525394	53371	324,12	162,06	332,88	166,44
24	525394	53371	324,12	162,06	332,88	166,44
25	530382	53878	327,19	163,60	336,04	168,02
26	530382	53878	327,19	163,60	336,04	168,02
27	535370	54385	330,27	165,14	339,20	169,60

BAREMA Nr. 2

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	488628	49636	301,44	150,72	309,58	154,79
1	493140	50095	304,22	152,11	312,44	156,22
2	497652	50553	307,00	153,50	315,30	157,65
3	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
4	502164	51011	309,79	154,89	318,16	159,08
5	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
6	504487	51247	311,22	155,61	319,63	159,82
7	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
8	506810	51483	312,65	156,33	321,10	160,55
9	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
10	509133	51719	314,09	157,04	322,57	161,29
11	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
12	511456	51955	315,52	157,76	324,05	162,02
13	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
14	513779	52191	316,95	158,48	325,52	162,76
15	519313	52754	320,37	160,18	329,02	164,51
16	519313	52754	320,37	160,18	329,02	164,51
17	525474	53379	324,17	162,08	332,93	166,46
18	525474	53379	324,17	162,08	332,93	166,46
19	531635	54005	327,97	163,98	336,83	168,42
20	531635	54005	327,97	163,98	336,83	168,42
21	537796	54631	331,77	165,88	340,73	170,37
22	537796	54631	331,77	165,88	340,73	170,37
23	543957	55257	335,57	167,78	344,64	172,32
24	543957	55257	335,57	167,78	344,64	172,32
25	550118	55883	339,37	169,68	348,54	174,27
26	550118	55883	339,37	169,68	348,54	174,27
27	556279	56509	343,17	171,59	352,45	176,22

BAREMA Nr. 3

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	492791	50059	304,00	152,00	312,22	156,11
1	499270	50718	308,00	154,00	316,33	158,16
2	505749	51376	312,00	156,00	320,43	160,22
3	512228	52034	315,99	158,00	324,54	162,27
4	512228	52034	315,99	158,00	324,54	162,27
5	516805	52499	318,82	159,41	327,44	163,72
6	516805	52499	318,82	159,41	327,44	163,72
7	521382	52964	321,64	160,82	330,34	165,17
8	521382	52964	321,64	160,82	330,34	165,17
9	527543	53590	325,44	162,72	334,24	167,12
10	527543	53590	325,44	162,72	334,24	167,12
11	533704	54215	329,24	164,62	338,14	169,07
12	533704	54215	329,24	164,62	338,14	169,07
13	539865	54841	333,04	166,52	342,05	171,02
14	539865	54841	333,04	166,52	342,05	171,02
15	546026	55467	336,84	168,42	345,95	172,97
16	546026	55467	336,84	168,42	345,95	172,97
17	552187	56093	340,65	170,32	349,85	174,93
18	552187	56093	340,65	170,32	349,85	174,93
19	558348	56719	344,45	172,22	353,76	176,88
20	558348	56719	344,45	172,22	353,76	176,88
21	564509	57345	348,25	174,12	357,66	178,83
22	564509	57345	348,25	174,12	357,66	178,83
23	570670	57971	352,05	176,02	361,56	180,78
24	570670	57971	352,05	176,02	361,56	180,78
25	576831	58596	355,85	177,92	365,47	182,73
26	576831	58596	355,85	177,92	365,47	182,73
27	582992	59222	359,65	179,82	369,37	184,68

BAREMA Nr. 4

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	504990	51299	311,53	155,76	319,95	159,97
1	510585	51867	314,98	157,49	323,49	161,75
2	516180	52435	318,43	159,22	327,04	163,52
3	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
4	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
5	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
6	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
7	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
8	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
9	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
10	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
11	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
12	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
13	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
14	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
15	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
16	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
17	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
18	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
19	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
20	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
21	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
22	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
23	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
24	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
25	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
26	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
27	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
28	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
29	658078	66850	405,97	202,99	416,94	208,47

BAREMA Nr. 5

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	504990	51299	311,53	155,76	319,95	159,97
1	510585	51867	314,98	157,49	323,49	161,75
2	516180	52435	318,43	159,22	327,04	163,52
3	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
4	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
5	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
6	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
7	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
8	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
9	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
10	545100	55373	336,27	168,14	345,36	172,68
11	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
12	552875	56163	341,07	170,54	350,29	175,14
13	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
14	560650	56953	345,87	172,93	355,21	177,61
15	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
16	571305	58035	352,44	176,22	361,97	180,98
17	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
18	581960	59117	359,01	179,51	368,72	184,36
19	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
20	592615	60200	365,59	182,79	375,47	187,73
21	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
22	603270	61282	372,16	186,08	382,22	191,11
23	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
24	613925	62365	378,73	189,37	388,97	194,48
25	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
26	624580	63447	385,31	192,65	395,72	197,86
27	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
28	641329	65148	395,64	197,82	406,33	203,17
29	658078	66850	405,97	202,99	416,94	208,47

BAREMA Nr. 6

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	504990	51299	311,53	155,76	319,95	159,97
1	510585	51867	314,98	157,49	323,49	161,75
2	516180	52435	318,43	159,22	327,04	163,52
3	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
4	521775	53004	321,88	160,94	330,58	165,29
5	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
6	529550	53793	326,68	163,34	335,51	167,76
7	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
8	537325	54583	331,48	165,74	340,44	170,22
9	547379	55605	337,68	168,84	346,81	173,40
10	547379	55605	337,68	168,84	346,81	173,40
11	558803	56765	344,73	172,36	354,04	177,02
12	558803	56765	344,73	172,36	354,04	177,02
13	570227	57926	351,77	175,89	361,28	180,64
14	570227	57926	351,77	175,89	361,28	180,64
15	584444	59370	360,55	180,27	370,29	185,14
16	584444	59370	360,55	180,27	370,29	185,14
17	598661	60814	369,32	184,66	379,30	189,65
18	598661	60814	369,32	184,66	379,30	189,65
19	612878	62258	378,09	189,04	388,30	194,15
20	612878	62258	378,09	189,04	388,30	194,15
21	627095	63702	386,86	193,43	397,31	198,66
22	627095	63702	386,86	193,43	397,31	198,66
23	641312	65147	395,63	197,81	406,32	203,16
24	641312	65147	395,63	197,81	406,32	203,16
25	655529	66591	404,40	202,20	415,33	207,66
26	655529	66591	404,40	202,20	415,33	207,66
27	669746	68035	413,17	206,58	424,34	212,17
28	669746	68035	413,17	206,58	424,34	212,17
29	683963	69479	421,94	210,97	433,34	216,67

BAREMA Nr. 7

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	508573	51663	313,74	156,87	322,22	161,11
1	515052	52321	317,74	158,87	326,32	163,16
2	521531	52979	321,73	160,87	330,43	165,21
3	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
4	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
5	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
6	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
7	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
8	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
9	546493	55515	337,13	168,57	346,24	173,12
10	546493	55515	337,13	168,57	346,24	173,12
11	552653	56140	340,93	170,47	350,15	175,07
12	552653	56140	340,93	170,47	350,15	175,07
13	558814	56766	344,73	172,37	354,05	177,03
14	558814	56766	344,73	172,37	354,05	177,03
15	564975	57392	348,53	174,27	357,95	178,98
16	564975	57392	348,53	174,27	357,95	178,98
17	571136	58018	352,34	176,17	361,86	180,93
18	571136	58018	352,34	176,17	361,86	180,93
19	578137	58729	356,65	178,33	366,29	183,15
20	578137	58729	356,65	178,33	366,29	183,15
21	585138	59440	360,97	180,49	370,73	185,36
22	585138	59440	360,97	180,49	370,73	185,36
23	592140	60152	365,29	182,65	375,17	187,58
24	592140	60152	365,29	182,65	375,17	187,58
25	599141	60863	369,61	184,81	379,60	189,80
26	599141	60863	369,61	184,81	379,60	189,80
27	606142	61574	373,93	186,97	384,04	192,02

BAREMA Nr. 8

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	508573	51663	313,74	156,87	322,22	161,11
1	515052	52321	317,74	158,87	326,32	163,16
2	521531	52979	321,73	160,87	330,43	165,21
3	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
4	528010	53637	325,73	162,87	334,53	167,27
5	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
6	534171	54263	329,53	164,77	338,44	169,22
7	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
8	540332	54889	333,33	166,67	342,34	171,17
9	591356	60072	364,81	182,40	374,67	187,33
10	596699	60615	368,11	184,05	378,05	189,03
11	602042	61157	371,40	185,70	381,44	190,72
12	609166	61881	375,80	187,90	385,95	192,98
13	616290	62605	380,19	190,10	390,47	195,23
14	623414	63328	384,59	192,29	394,98	197,49
15	630538	64052	388,98	194,49	399,49	199,75
16	637662	64776	393,38	196,69	404,01	202,00
17	644786	65500	397,77	198,89	408,52	204,26
18	651910	66223	402,17	201,08	413,03	206,52
19	659034	66947	406,56	203,28	417,55	208,77
20	666158	67671	410,95	205,48	422,06	211,03
21	673282	68394	415,35	207,67	426,58	213,29
22	680406	69118	419,74	209,87	431,09	215,54
23	687530	69842	424,14	212,07	435,60	217,80
24	694654	70565	428,53	214,27	440,12	220,06
25	701778	71289	432,93	216,46	444,63	222,31
26	708902	72013	437,32	218,66	449,14	224,57
27	716026	72736	441,72	220,86	453,66	226,83
28	723150	73460	446,11	223,06	458,17	229,09
29	730274	74184	450,51	225,25	462,68	231,34

BAREMA Nr. 9

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	513754	52189	316,94	158,47	325,50	162,75
1	524442	53275	323,53	161,76	332,27	166,14
2	535131	54360	330,12	165,06	339,05	169,52
3	545819	55446	336,72	168,36	345,82	172,91
4	545819	55446	336,72	168,36	345,82	172,91
5	556122	56493	343,07	171,54	352,35	176,17
6	556122	56493	343,07	171,54	352,35	176,17
7	566425	57539	349,43	174,71	358,87	179,44
8	566425	57539	349,43	174,71	358,87	179,44
9	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
10	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
11	616291	62605	380,19	190,10	390,47	195,23
12	616291	62605	380,19	190,10	390,47	195,23
13	641224	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
14	641224	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
15	666157	67670	410,95	205,48	422,06	211,03
16	666157	67670	410,95	205,48	422,06	211,03
17	691090	70203	426,34	213,17	437,86	218,93
18	691090	70203	426,34	213,17	437,86	218,93
19	716023	72736	441,72	220,86	453,65	226,83
20	716023	72736	441,72	220,86	453,65	226,83
21	740956	75269	457,10	228,55	469,45	234,73
22	740956	75269	457,10	228,55	469,45	234,73
23	765889	77802	472,48	236,24	485,25	242,62
24	765889	77802	472,48	236,24	485,25	242,62
25	790822	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
26	790822	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
27	815755	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
28	815755	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
29	840688	85400	518,62	259,31	532,64	266,32

BAREMA Nr. 10

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	524601	53291	323,63	161,81	332,37	166,19
1	531080	53949	327,62	163,81	336,48	168,24
2	537559	54607	331,62	165,81	340,58	170,29
3	544038	55265	335,62	167,81	344,69	172,34
4	544038	55265	335,62	167,81	344,69	172,34
5	550199	55891	339,42	169,71	348,59	174,30
6	550199	55891	339,42	169,71	348,59	174,30
7	556360	56517	343,22	171,61	352,50	176,25
8	556360	56517	343,22	171,61	352,50	176,25
9	562521	57143	347,02	173,51	356,40	178,20
10	562521	57143	347,02	173,51	356,40	178,20
11	568682	57769	350,82	175,41	360,30	180,15
12	568682	57769	350,82	175,41	360,30	180,15
13	574842	58394	354,62	177,31	364,21	182,10
14	574842	58394	354,62	177,31	364,21	182,10
15	581003	59020	358,42	179,21	368,11	184,05
16	581003	59020	358,42	179,21	368,11	184,05
17	587164	59646	362,22	181,11	372,01	186,01
18	587164	59646	362,22	181,11	372,01	186,01
19	594166	60357	366,54	183,27	376,45	188,22
20	594166	60357	366,54	183,27	376,45	188,22
21	601167	61069	370,86	185,43	380,88	190,44
22	601167	61069	370,86	185,43	380,88	190,44
23	608168	61780	375,18	187,59	385,32	192,66
24	608168	61780	375,18	187,59	385,32	192,66
25	615169	62491	379,50	189,75	389,76	194,88
26	615169	62491	379,50	189,75	389,76	194,88
27	622170	63202	383,82	191,91	394,19	197,10

BAREMA Nr. 11

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	520115	52835	320,86	160,43	329,53	164,77
1	530803	53921	327,45	163,73	336,30	168,15
2	541490	55006	334,05	167,02	343,08	171,54
3	552178	56092	340,64	170,32	349,85	174,92
4	552178	56092	340,64	170,32	349,85	174,92
5	562866	57178	347,23	173,62	356,62	178,31
6	562866	57178	347,23	173,62	356,62	178,31
7	577112	58625	356,02	178,01	365,64	182,82
8	577112	58625	356,02	178,01	365,64	182,82
9	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
10	591358	60072	364,81	182,41	374,67	187,34
11	605605	61519	373,60	186,80	383,70	191,85
12	605605	61519	373,60	186,80	383,70	191,85
13	619851	62967	382,39	191,19	392,72	196,36
14	619851	62967	382,39	191,19	392,72	196,36
15	634097	64414	391,18	195,59	401,75	200,87
16	634097	64414	391,18	195,59	401,75	200,87
17	648344	65861	399,96	199,98	410,77	205,39
18	648344	65861	399,96	199,98	410,77	205,39
19	662590	67308	408,75	204,38	419,80	209,90
20	662590	67308	408,75	204,38	419,80	209,90
21	676836	68755	417,54	208,77	428,83	214,41
22	676836	68755	417,54	208,77	428,83	214,41
23	691083	70202	426,33	213,17	437,85	218,93
24	691083	70202	426,33	213,17	437,85	218,93
25	705329	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
26	705329	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
27	719575	73097	443,91	221,95	455,91	227,95
28	719575	73097	443,91	221,95	455,91	227,95
29	733822	74544	452,70	226,35	464,93	232,47

BAREMA Nr. 12

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	531562	53998	327,92	163,96	336,78	168,39
1	542250	55084	334,52	167,26	343,56	171,78
2	552939	56169	341,11	170,55	350,33	175,16
3	563628	57255	347,70	173,85	357,10	178,55
4	563628	57255	347,70	173,85	357,10	178,55
5	573931	58302	354,06	177,03	363,63	181,81
6	573931	58302	354,06	177,03	363,63	181,81
7	584234	59348	360,42	180,21	370,16	185,08
8	584234	59348	360,42	180,21	370,16	185,08
9	609166	61881	375,80	187,90	385,95	192,98
10	609166	61881	375,80	187,90	385,95	192,98
11	634099	64414	391,18	195,59	401,75	200,88
12	634099	64414	391,18	195,59	401,75	200,88
13	659032	66947	406,56	203,28	417,55	208,77
14	659032	66947	406,56	203,28	417,55	208,77
15	683965	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
16	683965	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
17	708898	72012	437,32	218,66	449,14	224,57
18	708898	72012	437,32	218,66	449,14	224,57
19	733831	74545	452,70	226,35	464,94	232,47
20	733831	74545	452,70	226,35	464,94	232,47
21	758765	77078	468,08	234,04	480,74	240,37
22	758765	77078	468,08	234,04	480,74	240,37
23	783698	79611	483,47	241,73	496,53	248,27
24	783698	79611	483,47	241,73	496,53	248,27
25	808631	82143	498,85	249,42	512,33	256,16
26	808631	82143	498,85	249,42	512,33	256,16
27	833563	84676	514,23	257,11	528,13	264,06
28	833563	84676	514,23	257,11	528,13	264,06
29	858496	87209	529,61	264,80	543,92	271,96

BAREMA Nr. 13

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	541487	55006	334,05	167,02	343,07	171,54
1	550392	55911	339,54	169,77	348,72	174,36
2	559297	56815	345,03	172,52	354,36	177,18
3	568201	57720	350,52	175,26	360,00	180,00
4	568201	57720	350,52	175,26	360,00	180,00
5	578889	58805	357,12	178,56	366,77	183,39
6	578889	58805	357,12	178,56	366,77	183,39
7	589576	59891	363,71	181,86	373,54	186,77
8	589576	59891	363,71	181,86	373,54	186,77
9	600264	60977	370,30	185,15	380,31	190,16
10	600264	60977	370,30	185,15	380,31	190,16
11	610951	62062	376,90	188,45	387,08	193,54
12	610951	62062	376,90	188,45	387,08	193,54
13	625198	63510	385,69	192,84	396,11	198,06
14	625198	63510	385,69	192,84	396,11	198,06
15	639444	64957	394,47	197,24	405,14	202,57
16	639444	64957	394,47	197,24	405,14	202,57
17	653690	66404	403,26	201,63	414,16	207,08
18	653690	66404	403,26	201,63	414,16	207,08
19	667937	67851	412,05	206,03	423,19	211,59
20	667937	67851	412,05	206,03	423,19	211,59
21	682183	69298	420,84	210,42	432,21	216,11
22	682183	69298	420,84	210,42	432,21	216,11
23	696429	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
24	696429	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
25	710676	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
26	710676	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
27	724922	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
28	724922	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
29	749855	76173	462,59	231,29	475,09	237,55

BAREMA Nr. 14

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	573543	58262	353,82	176,91	363,38	181,69
1	584232	59348	360,41	180,21	370,16	185,08
2	594920	60434	367,01	183,50	376,93	188,46
3	605609	61520	373,60	186,80	383,70	191,85
4	605609	61520	373,60	186,80	383,70	191,85
5	616297	62606	380,20	190,10	390,47	195,24
6	616297	62606	380,20	190,10	390,47	195,24
7	630544	64053	388,98	194,49	399,50	199,75
8	630544	64053	388,98	194,49	399,50	199,75
9	722541	73398	445,74	222,87	457,78	228,89
10	722541	73398	445,74	222,87	457,78	228,89
11	743914	75569	458,92	229,46	471,33	235,66
12	743914	75569	458,92	229,46	471,33	235,66
13	765282	77740	472,10	236,05	484,86	242,43
14	765282	77740	472,10	236,05	484,86	242,43
15	786654	79911	485,29	242,64	498,40	249,20
16	786654	79911	485,29	242,64	498,40	249,20
17	808026	82082	498,47	249,24	511,95	255,97
18	808026	82082	498,47	249,24	511,95	255,97
19	829398	84253	511,66	255,83	525,49	262,74
20	829398	84253	511,66	255,83	525,49	262,74
21	850770	86424	524,84	262,42	539,03	269,51
22	850770	86424	524,84	262,42	539,03	269,51
23	872142	88595	538,03	269,01	552,57	276,28
24	872142	88595	538,03	269,01	552,57	276,28
25	893514	90766	551,21	275,61	566,11	283,05
26	893514	90766	551,21	275,61	566,11	283,05
27	914886	92937	564,40	282,20	579,65	289,82
28	914886	92937	564,40	282,20	579,65	289,82
29	936258	95108	577,58	288,79	593,19	296,60

BAREMA Nr. 15

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	591351	60071	364,81	182,40	374,67	187,33
1	602040	61157	371,40	185,70	381,44	190,72
2	612728	62243	377,99	189,00	388,21	194,10
3	623417	63329	384,59	192,29	394,98	197,49
4	623417	63329	384,59	192,29	394,98	197,49
5	634105	64415	391,18	195,59	401,75	200,88
6	634105	64415	391,18	195,59	401,75	200,88
7	648352	65862	399,97	199,98	410,78	205,39
8	648352	65862	399,97	199,98	410,78	205,39
9	676844	68756	417,55	208,77	428,83	214,42
10	676844	68756	417,55	208,77	428,83	214,42
11	705337	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
12	705337	71650	435,12	217,56	446,88	223,44
13	730270	74183	450,51	225,25	462,68	231,34
14	730270	74183	450,51	225,25	462,68	231,34
15	755203	76716	465,89	232,94	478,48	239,24
16	755203	76716	465,89	232,94	478,48	239,24
17	780135	79249	481,27	240,63	494,27	247,14
18	780135	79249	481,27	240,63	494,27	247,14
19	805068	81781	496,65	248,32	510,07	255,04
20	805068	81781	496,65	248,32	510,07	255,04
21	830001	84314	512,03	256,01	525,87	262,93
22	830001	84314	512,03	256,01	525,87	262,93
23	854933	86847	527,41	263,71	541,67	270,83
24	854933	86847	527,41	263,71	541,67	270,83
25	879866	89380	542,79	271,40	557,46	278,73
26	879866	89380	542,79	271,40	557,46	278,73
27	904799	91913	558,17	279,09	573,26	286,63
28	904799	91913	558,17	279,09	573,26	286,63
29	929732	94445	573,55	286,78	589,06	294,53

BAREMA Nr. 16

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	621032	63087	383,12	191,56	393,47	196,74
1	633497	64353	390,81	195,40	401,37	200,68
2	645961	65619	398,50	199,25	409,27	204,63
3	658425	66885	406,18	203,09	417,16	208,58
4	658425	66885	406,18	203,09	417,16	208,58
5	679797	69056	419,37	209,68	430,70	215,35
6	679797	69056	419,37	209,68	430,70	215,35
7	701169	71227	432,55	216,28	444,24	222,12
8	701169	71227	432,55	216,28	444,24	222,12
9	804462	81720	496,27	248,14	509,69	254,84
10	804462	81720	496,27	248,14	509,69	254,84
11	825834	83891	509,46	254,73	523,23	261,61
12	825834	83891	509,46	254,73	523,23	261,61
13	847206	86062	522,64	261,32	536,77	268,38
14	847206	86062	522,64	261,32	536,77	268,38
15	868578	88233	535,83	267,91	550,31	275,16
16	868578	88233	535,83	267,91	550,31	275,16
17	889950	90404	549,01	274,51	563,85	281,93
18	963561	97882	594,42	297,21	610,49	305,24
19	984933	100053	607,61	303,80	624,03	312,02
20	984933	100053	607,61	303,80	624,03	312,02
21	1006305	102224	620,79	310,40	637,57	318,79
22	1006305	102224	620,79	310,40	637,57	318,79
23	1027678	104395	633,98	316,99	651,11	325,56
24	1027678	104395	633,98	316,99	651,11	325,56
25	1049050	106566	647,16	323,58	664,65	332,33
26	1049050	106566	647,16	323,58	664,65	332,33
27	1070422	108737	660,35	330,17	678,19	339,10

BAREMA Nr. 17

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	676835	68755	417,54	208,77	428,83	214,41
1	687524	69841	424,14	212,07	435,60	217,80
2	698212	70927	430,73	215,36	442,37	221,19
3	708901	72013	437,32	218,66	449,14	224,57
4	708901	72013	437,32	218,66	449,14	224,57
5	719590	73098	443,92	221,96	455,91	227,96
6	719590	73098	443,92	221,96	455,91	227,96
7	733836	74546	452,71	226,35	464,94	232,47
8	733836	74546	452,71	226,35	464,94	232,47
9	762329	77440	470,28	235,14	482,99	241,50
10	762329	77440	470,28	235,14	482,99	241,50
11	790821	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
12	790821	80334	487,86	243,93	501,05	250,52
13	815754	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
14	815754	82867	503,24	251,62	516,84	258,42
15	840687	85400	518,62	259,31	532,64	266,32
16	840687	85400	518,62	259,31	532,64	266,32
17	865620	87933	534,00	267,00	548,44	274,22
18	865620	87933	534,00	267,00	548,44	274,22
19	890553	90465	549,38	274,69	564,23	282,12
20	890553	90465	549,38	274,69	564,23	282,12
21	915486	92998	564,77	282,38	580,03	290,01
22	915486	92998	564,77	282,38	580,03	290,01
23	940419	95531	580,15	290,07	595,83	297,91
24	940419	95531	580,15	290,07	595,83	297,91
25	965351	98064	595,53	297,76	611,62	305,81
26	965351	98064	595,53	297,76	611,62	305,81
27	990284	100596	610,91	305,45	627,42	313,71
28	990284	100596	610,91	305,45	627,42	313,71
29	1015217	103129	626,29	313,15	643,22	321,61

BAREMA Nr. 18

Ancienniteit	Basis	121,90 %				
		Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	707109	71830	436,22	218,11	448,01	224,00
1	717797	72916	442,81	221,41	454,78	227,39
2	728486	74002	449,41	224,70	461,55	230,78
3	739175	75088	456,00	228,00	468,32	234,16
4	739175	75088	456,00	228,00	468,32	234,16
5	749863	76174	462,59	231,30	475,10	237,55
6	749863	76174	462,59	231,30	475,10	237,55
7	764111	77621	471,38	235,69	484,12	242,06
8	764111	77621	471,38	235,69	484,12	242,06
9	792603	80515	488,96	244,48	502,17	251,09
10	792603	80515	488,96	244,48	502,17	251,09
11	821096	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
12	821096	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
13	846029	85942	521,92	260,96	536,02	268,01
14	846029	85942	521,92	260,96	536,02	268,01
15	870962	88475	537,30	268,65	551,82	275,91
16	870962	88475	537,30	268,65	551,82	275,91
17	895895	91008	552,68	276,34	567,62	283,81
18	895895	91008	552,68	276,34	567,62	283,81
19	920827	93541	568,06	284,03	583,41	291,71
20	920827	93541	568,06	284,03	583,41	291,71
21	945760	96073	583,44	291,72	599,21	299,61
22	945760	96073	583,44	291,72	599,21	299,61
23	970693	98606	598,82	299,41	615,01	307,50
24	970693	98606	598,82	299,41	615,01	307,50
25	995626	101139	614,20	307,10	630,80	315,40
26	995626	101139	614,20	307,10	630,80	315,40
27	1020559	103672	629,59	314,79	646,60	323,30
28	1020559	103672	629,59	314,79	646,60	323,30
29	1045492	106205	644,97	322,48	662,40	331,20
30	1045492	106205	644,97	322,48	662,40	331,20
31	1070425	108737	660,35	330,17	678,20	339,10

BAREMA Nr. 19

Ancienniteit	Basis	121,90 %				
		Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	735605	74725	453,80	226,90	466,06	233,03
1	746293	75811	460,39	230,20	472,83	236,42
2	756982	76897	466,98	233,49	479,61	239,80
3	767670	77983	473,58	236,79	486,38	243,19
4	767670	77983	473,58	236,79	486,38	243,19
5	778359	79068	480,17	240,09	493,15	246,57
6	778359	79068	480,17	240,09	493,15	246,57
7	792605	80515	488,96	244,48	502,18	251,09
8	792605	80515	488,96	244,48	502,18	251,09
9	821098	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
10	821098	83410	506,54	253,27	520,23	260,11
11	849591	86304	524,11	262,06	538,28	269,14
12	849591	86304	524,11	262,06	538,28	269,14
13	874524	88837	539,50	269,75	554,08	277,04
14	874524	88837	539,50	269,75	554,08	277,04
15	899456	91370	554,88	277,44	569,87	284,94
16	899456	91370	554,88	277,44	569,87	284,94
17	924389	93903	570,26	285,13	585,67	292,84
18	924389	93903	570,26	285,13	585,67	292,84
19	949322	96435	585,64	292,82	601,47	300,73
20	949322	96435	585,64	292,82	601,47	300,73
21	974255	98968	601,02	300,51	617,26	308,63
22	974255	98968	601,02	300,51	617,26	308,63
23	999188	101501	616,40	308,20	633,06	316,53
24	999188	101501	616,40	308,20	633,06	316,53
25	1024121	104034	631,78	315,89	648,86	324,43
26	1024121	104034	631,78	315,89	648,86	324,43
27	1049054	106566	647,16	323,58	664,66	332,33
28	1049054	106566	647,16	323,58	664,66	332,33
29	1073987	109099	662,55	331,27	680,45	340,23
30	1073987	109099	662,55	331,27	680,45	340,23
31	1098919	111632	677,93	338,96	696,25	348,12

BAREMA Nr. 20

119,51 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	779236	77608	471,30	235,65	484,04	242,02
1	797047	79381	482,07	241,04	495,10	247,55
2	814858	81155	492,85	246,42	506,17	253,08
3	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
4	832669	82929	503,62	251,81	517,23	258,61
5	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
6	857159	85368	518,43	259,22	532,44	266,22
7	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
8	883427	87984	534,32	267,16	548,76	274,38
9	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
10	916819	91310	554,51	277,26	569,50	284,75
11	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
12	950211	94636	574,71	287,36	590,24	295,12
13	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
14	981823	97784	593,83	296,92	609,88	304,94
15	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
16	1013435	100932	612,95	306,47	629,52	314,76
17	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
18	1045047	104081	632,07	316,03	649,15	324,58
19	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
20	1076659	107229	651,19	325,59	668,79	334,39
21	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
22	1108271	110378	670,31	335,15	688,43	344,21
23	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
24	1139883	113526	689,43	344,71	708,06	354,03
25	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
26	1155689	115100	698,99	349,49	717,88	358,94
27	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
28	1171495	116674	708,55	354,27	727,70	363,85
29	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
30	1187301	118248	718,11	359,05	737,52	368,76
31	1203107	119823	727,67	363,83	747,33	373,67

BAREMA Nr. 21

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	822868	83590	507,63	253,81	521,35	260,67
1	847801	86122	523,01	261,51	537,15	268,57
2	872733	88655	538,39	269,20	552,94	276,47
3	897666	91188	553,77	276,89	568,74	284,37
4	897666	91188	553,77	276,89	568,74	284,37
5	935957	95078	577,39	288,70	593,00	296,50
6	935957	95078	577,39	288,70	593,00	296,50
7	974248	98967	601,02	300,51	617,26	308,63
8	974248	98967	601,02	300,51	617,26	308,63
9	1012539	102857	624,64	312,32	641,52	320,76
10	1012539	102857	624,64	312,32	641,52	320,76
11	1050830	106747	648,26	324,13	665,78	332,89
12	1050830	106747	648,26	324,13	665,78	332,89
13	1089120	110636	671,88	335,94	690,04	345,02
14	1089120	110636	671,88	335,94	690,04	345,02
15	1127411	114526	695,50	347,75	714,30	357,15
16	1127411	114526	695,50	347,75	714,30	357,15
17	1165702	118416	719,12	359,56	738,56	369,28
18	1165702	118416	719,12	359,56	738,56	369,28
19	1203993	122306	742,75	371,37	762,82	381,41
20	1203993	122306	742,75	371,37	762,82	381,41
21	1242284	126195	766,37	383,18	787,08	393,54
22	1242284	126195	766,37	383,18	787,08	393,54
23	1280574	130085	789,99	394,99	811,34	405,67

BAREMA Nr. 22

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	1018769	103490	995,10	497,55	645,47	322,73
1	1043702	106023	1019,45	509,72	661,26	330,63
2	1068635	108555	1043,80	521,90	677,06	338,53
3	1093568	111088	1068,16	534,08	692,86	346,43
4	1093568	111088	1068,16	534,08	692,86	346,43
5	1137199	115520	1110,77	555,39	720,50	360,25
6	1137199	115520	1110,77	555,39	720,50	360,25
7	1180831	119953	1153,39	576,70	748,15	374,07
8	1180831	119953	1153,39	576,70	748,15	374,07
9	1224462	124385	1196,01	598,00	775,79	387,89
10	1224462	124385	1196,01	598,00	775,79	387,89
11	1268094	128817	1238,63	619,31	803,43	401,72
12	1268094	128817	1238,63	619,31	803,43	401,72
13	1311725	133249	1281,24	640,62	831,08	415,54
14	1311725	133249	1281,24	640,62	831,08	415,54
15	1355357	137682	1323,86	661,93	858,72	429,36
16	1355357	137682	1323,86	661,93	858,72	429,36
17	1398988	142114	1366,48	683,24	886,37	443,18
18	1398988	142114	1366,48	683,24	886,37	443,18
19	1442620	146546	1409,10	704,55	914,01	457,00
20	1442620	146546	1409,10	704,55	914,01	457,00
21	1486251	150978	1451,71	725,86	941,65	470,83
22	1486251	150978	1451,71	725,86	941,65	470,83
23	1529883	155411	1494,33	747,17	969,30	484,65

BAREMA Nr. 23

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	1357138	137863	1325,60	662,80	859,85	429,92
1	1357138	137863	1325,60	662,80	859,85	429,92
2	1410566	143290	1377,79	688,89	893,70	446,85
3	1410566	143290	1377,79	688,89	893,70	446,85
4	1463995	148717	1429,98	714,99	927,55	463,78
5	1463995	148717	1429,98	714,99	927,55	463,78
6	1517423	154145	1482,16	741,08	961,40	480,70
7	1517423	154145	1482,16	741,08	961,40	480,70
8	1570852	159572	1534,35	767,17	995,25	497,63
9	1570852	159572	1534,35	767,17	995,25	497,63
10	1624281	165000	1586,54	793,27	1029,11	514,55
11	1624281	165000	1586,54	793,27	1029,11	514,55
12	1677709	170427	1638,72	819,36	1062,96	531,48
13	1677709	170427	1638,72	819,36	1062,96	531,48
14	1731138	175855	1690,91	845,46	1096,81	548,40
15	1731138	175855	1690,91	845,46	1096,81	548,40
16	1784567	181282	1743,10	871,55	1130,66	565,33
17	1784567	181282	1743,10	871,55	1130,66	565,33
18	1837995	186710	1795,29	897,64	1164,51	582,25
19	1837995	186710	1795,29	897,64	1164,51	582,25
20	1891424	192137	1847,47	923,74	1198,36	599,18
21	1891424	192137	1847,47	923,74	1198,36	599,18
22	1944852	197565	1899,66	949,83	1232,21	616,11

BAREMA Nr. 24

121,90 %

Ancienniteit	Basis	Per maand	Per uur (38 u)	Sup. (50 %)	Per uur (37 u)	Sup. (50 %)
0	541487	55006	334,05	167,02	343,07	171,54
1	552175	56092	340,64	170,32	349,84	174,92
2	562863	57177	347,23	173,62	356,62	178,31
3	573550	58263	353,82	176,91	363,39	181,69
4	573550	58263	353,82	176,91	363,39	181,69
5	584238	59349	360,42	180,21	370,16	185,08
6	584238	59349	360,42	180,21	370,16	185,08
7	598484	60796	369,21	184,60	379,19	189,59
8	598484	60796	369,21	184,60	379,19	189,59
9	612730	62243	377,99	189,00	388,21	194,11
10	612730	62243	377,99	189,00	388,21	194,11
11	626977	63690	386,78	193,39	397,24	198,62
12	626977	63690	386,78	193,39	397,24	198,62
13	641223	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
14	641223	65138	395,57	197,79	406,26	203,13
15	655469	66585	404,36	202,18	415,29	207,64
16	655469	66585	404,36	202,18	415,29	207,64
17	669716	68032	413,15	206,57	424,32	212,16
18	669716	68032	413,15	206,57	424,32	212,16
19	683962	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
20	683962	69479	421,94	210,97	433,34	216,67
21	690196	70112	425,78	212,89	437,29	218,65
22	690196	70112	425,78	212,89	437,29	218,65
23	696431	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
24	696431	70746	429,63	214,81	441,24	220,62
25	710677	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
26	710677	72193	438,42	219,21	450,27	225,13
27	724923	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
28	724923	73640	447,21	223,60	459,29	229,65
29	749856	76173	462,59	231,29	475,09	237,55

Bijlage 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding
en de diensten voor dovenvertolking

LIJST MET KWALIFICATIES VOOR HET PERSONEEL VAN DIENSTEN VOOR BEGELEIDING
EN DIENSTEN VOOR DOVENVERTOLKING

		Bijbehorende schaal genoemd in bijlage 1
1. Directie		
A) Directeur Klasse I	Universitair diploma	21
B) Directeur Klasse II	- Vereiste kwalificatie voor de onderdirecteur en ten minste 5 jaar anciënniteit in de sector; - Onderdirecteur met 2 jaar ervaring in de functie.	20
C) Onderdirecteur Klasse I	- Universitair diploma	21
D) Onderdirecteur Klasse II	Diploma uit het hoger onderwijs met ten minste 3 jaar anciënniteit in de sector	19
2. Onderwijzend personeel		
A) Opvoeder Klasse I	- Diploma van gespecialiseerd opvoeder; - Diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntatie.	15
B) Opvoeder Klasse II	Diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger secundair onderwijs	13
C) Verpleeghulp, kinderverzorgster, gezins-hulp, sanitair werkster of ziekenhuisoppasser	Brevet of certificaat met sanitaire oriëntatie en/of voor bijstand aan personen	8
3. Medisch of paramedisch personeel		
A) Specialist	Huisarts met een vereist diploma van medisch specialist, na advies van de Commissie van Erkenning van de specialisten	23
B) Ergotherapeut, kinesi-therapeut, logopedist, orthopedagoog, orthoptist, audioloog (gegradueerde)	Diploma dat recht geeft op deze titels	16
C) Gegradueerde verpleegkundige	Diploma van verpleegkundige	16
4. Psychosociaal personeel		
Assistent in de psychologie, maatschappelijk assistent	Diploma dat recht geeft op deze titels	16
5. Personeel met licentiaat		
Kinesitherapeut, logopedist, psycholoog (licentiaat)	Diploma dat recht geeft op deze titels	21

		Bijbehorende schaal genoemd in bijlage 1
6. Administratief personeel		
A) Boekhouder, econoom	- Diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger onderwijs met economische oriëntatie of gelijkgesteld, waarvan de kwalificatie in verhouding staat tot de vereisten van de functie; - Diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.	16
B) Directiesecretaresse	Diploma ter afsluiting van het hoger onderwijs in directiesecretariaat	16
C) Hulp-boekhouder	Diploma of certificaat ter afsluiting van het secundair onderwijs (algemene of technische vorming) met commerciële of gelijkgestelde oriëntatie	12
C) Opsteller	Diploma of certificaat ter afsluiting van het hoger secundair onderwijs	12
7. Technisch personeel		
Technicus in elektronica of informatica	Diploma dat recht geeft op deze titel	
A1		16
A2		12
7. Arbeiderspersoneel		
A) Geschoolde arbeider	Arbeider met een kwalificatie of opleidingscertificaat van het IFPME	8
B) Ongeschoolde arbeider	Geen bijzondere vereisten	3

De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van de onderhavige bijlage en die, uit hoofde van deze bijlage, behoren tot een opgeheven functie of een functie met een lager barema dan degene waartoe zij tot die datum behoorden, behouden het voordeel van deze functie en/of dat barema.

De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van de onderhavige bijlage en beoefenaars van een functie van opvoeder Klasse III worden opvoeders Klasse II na 10 jaar dienst in Klasse III.

De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van de onderhavige bijlage en beoefenaars van een functie van opvoeder Klasse II B worden opvoeders Klasse II na 10 jaar dienst in Klasse II B.

De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van de onderhavige bijlage en beoefenaars van een functie van boekhouder 2de Klasse worden boekhouders na 5 jaar dienst als boekhouder 2de Klasse.

De personeelsleden die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van de onderhavige bijlage en beoefenaars van een functie van klerk worden opstellers na 5 jaar dienst als klerk.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 6 april 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.

Bijlage 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor begeleiding
en de diensten voor dovenvertolking

TOEGESTANE UITGAVEN VOOR DE RECHTVAARDIGING VAN DE WERKINGSKOSTEN EN DE KOSTEN VAN DE VERRICHTINGEN
VAN DE DIENSTEN VOOR BEGELEIDING (D.V.B.) EN DE DIENSTEN VOOR DOVENVERTOLKING (D.V.D.)

	D.V.B.	D.V.D.
61. DIVERSE DIENSTEN EN GOEDEREN		
6110. Verzorging		
61100 Aankoop van farmaceutische goederen B gewone producten	X	Y
61101 Aankoop van klein verzorgend materiaal	X	Y
61110 Aankoop van didactisch materiaal (vergoed)	X	
61111 Aankoop van didactisch materiaal (niet-vergoed)	X	
61112 Aankoop van grondstoffen voor ambachtelijke activiteiten	(2)(3)	
61113 Aankoop van andere niet-persoonlijke goederen voor onderwijs, therapie en specifieke activiteiten excl. vrijetijdsbesteding	X	
61120 Aankoop van niet-persoonlijke goederen voor vrijetijdsbesteding buiten de vakantie	(3)	
61126 Aankoop van niet-persoonlijke diensten voor vrijetijdsbesteding buiten de vakantie	(3)	
61130 Huur (inclusief huurlasten)	(3)	
61131 Vervoer	(3)	
61132 Vrijetijdsbesteding (inclusief voeding)	(3)	
61133 Gekochte vakanties	(3)	
61150 Aankoop van klein keukenmaterieel	X	
6117. Ondergoed		
61170. Aankoop van klein materiaal en beddegoed	(2)	
61171 Aankoop van linnengoed	(2)	
61180 Aankoop van producten voor de wasruimte	(2)	
612. Kosten van personeelsbeheer		
61201 Kosten van opleiding van de tolken		Y
61224. Abonnementen op vaktijdschriften en documentatie	X	Y
613. Huur en huurlasten		
61300. Huur onroerend goed	X	Y
61301. Erfpachtbijdragen	X	Y
61302. Huurlasten onroerend goed	X	Y
61303. Huur materieel en uitrusting	X	Y

	D.V.B.	D.V.D.
614. Energie		
61400. Stookolie	X	Y
61401. Elektriciteit	X	Y
61402. Gas	X	Y
61403. Water	X	Y
615. Onderhoud en herstelwerkzaamheden B aankopen		
6152. Grond en constructies		
61520. Schoonmaak	X	Y
61521 Extern onderhoud en externe herstelwerkzaamheden aan gebouwen	X	
61522 Onderhoud en herstelwerkzaamheden in de gebouwen	X	
64523 Onderhoud van tuinen	X	
61530 Onderhoud en herstelwerkzaamheden technische installaties	X	Y
61531 Onderhoud en herstelwerkzaamheden keukenapparatuur	X	
61532 Onderhoud en herstelwerkzaamheden wasruimtematerieel	(1,2)	
61533 Onderhoud en herstelwerkzaamheden niet-medisch of -paramedisch materieel	(2)	
61535 Onderhoud en herstelwerkzaamheden onderhoudsgereedschap (inclusief huur van klein gereedschap)	(1)	
61540 Onderhoud en herstelwerkzaamheden roerend goed	(1)	
61541 Onderhoud en herstelwerkzaamheden kantoomateriaal	X	Y
61542 Onderhoud en herstelwerkzaamheden informaticamateriaal	X	Y
616. Onderhoud en herstelwerkzaamheden B externe diensten		
6162. Grond en constructies		
61620. Schoonmaak	X	Y
61621. Extern onderhoud en externe herstelwerkzaamheden aan gebouwen	X	Y
61622. Onderhoud en herstelwerkzaamheden in de gebouwen	X	Y
61623. Onderhoud van tuinen	X	
6163. Installaties		
61630. Onderhoud en herstelwerkzaamheden technische installaties	X	Y
61631 Onderhoud en herstelwerkzaamheden keukenapparatuur	X	
61632 Onderhoud en herstelwerkzaamheden wasruimtematerieel	(1,2)	
61633. Onderhoud en herstelwerkzaamheden niet-medisch of -paramedisch materieel	X	Y
61635. Onderhoud en herstelwerkzaamheden onderhoudsgereedschap	X	Y
61639. Verplichte controles door derden	X	Y
6164. Roerend goed en rollend materiaal		
61640. Onderhoud en herstelwerkzaamheden roerend goed	X	X
61641. Onderhoud en herstelwerkzaamheden kantoomateriaal	X	X
61642. Onderhoud en herstelwerkzaamheden informaticamateriaal	X	X
61643 Onderhoud en herstelwerkzaamheden rollend materiaal	X	

	D.V.B.	D.V.D.
617. Verzekeringen		
61701. Burgerlijke aansprakelijkheidsverzekeringen gehandicapten en personeel	X	Y
61702. Verzekeringen diefstal, brand en schade	X	Y
61705 Verzekeringen auto's en voertuigen van de instelling	X	
61707. Omniumverzekeringen dienstreizen	X	
61708. Andere verzekeringen	X	Y
618. Vervoer, verplaatsingen		
61800 Brandstof voor dienstvoertuigen	X	
61801 Huur dienstvoertuigen	X	
61802. Vergaderkosten	X	Y
61803. Kosten dienstreizen	X	Y
619. Andere algemene beheerskosten		
6190. Kantoorbenodigdheden		
61900. Kantoorbenodigdheden	X	Y
61901. Informaticabenodigdheden	X	Y
61902. Vergader- en receptiekosten	X	Y
6191. Telefoon, fax en postkosten		
61910. Telefoon, fax, internet, minitel	X	Y
61911. Postkosten	X	Y
6192. Bezoldiging van derden		
61920. Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstelwerkzaamheden)	X	Y
61921. Externe boekhoudkundige honoraria	X	Y
61923. Honoraria advocaten en notarissen	X	Y
61924. Andere honoraria	X	Y
61926. Reclame, advertenties	X	Y
61927. Kosten van lidmaatschap van verschillende instanties (geplafonneerd op 25 000 F.)	X	Y
63. AFSCHRIJVINGEN		
630. Dotaties aan afschrijvingen		
6300. Afschrijvingen op kosten van eerste vestiging	X	Y
6301. Dotatie aan afschrijvingen op immateriële activa	X	Y
6302. Dotatie aan afschrijvingen op constructies	X	Y
6303. Dotatie aan afschrijvingen op installaties	X	Y
6304. Dotatie aan afschrijvingen op roerend goed en rollend materiaal	X	Y
6305. Dotatie aan afschrijvingen op activa en huur, financieringen en soortgelijke rechten	X	Y
6306. Dotatie aan afschrijvingen op andere materiële activa	X	Y

	D.V.B.	D.V.D.
64. ANDERE BEDRIJFSLASTEN		
640. Fiscale bedrijfslasten		
64000. Onroerende voorheffing	X	Y
64010. Belasting op het erfgoed van v.z.w.'s	X	Y
64030 Omloopbelasting	X	
64040 Kijk- en luistergeld	X	
64050. Lokale belastingen (afval, riool, enz.)	X	Y
65. FINANCIËLE LASTEN		
650. Schuldenlasten		
6500. Lasten van langetermijnschulden		
65001. Financiële lasten op huurschulden B financiering en gelijkgesteld	X	Y
65002. Financiële lasten op langetermijnschulden	X	Y
6501. Lasten van kortetermijnschulden		
65010. Interesten op leningen als gevolg van subsidievertragingen	X	Y
65011. Financiële lasten op kortetermijnschulden	X	Y
656. Diverse financiële lasten		
65600. Bankkosten	X	Y
669. Lasten over voorgaande boekjaren		
669031. Inhalen op voorgaande boekjaren	X	Y
6691. Diverse diensten en goederen (onderverdelen zoals de rekeningen 61)	X	Y
6693. Afschrijvingen (onderverdelen zoals de rekeningen 63)	X	Y
6694. Andere bedrijfslasten (onderverdelen zoals de rekeningen 64)	X	Y
6695. Financiële lasten (onderverdelen zoals de rekeningen 65)	X	Y

—
Nota's

(X) in het kader van de subsidie bedoeld in artikel 27

(Y) in het kader van de subsidie bedoeld in artikel 51

(1) Uitsluitend in het geval van de bijbehorende functie « begeleide huisvesting » zoals voorzien in artikel 10.

(2) Uitsluitend in het geval van de bijbehorende functie « halte-bewaarplaats » zoals voorzien in artikel 10.

(3) Uitsluitend in het geval van de bijbehorende functie « organisatie van vrijetijdsbesteding » zoals voorzien in artikel 10

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 6 april 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicapttenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09523]

Gerechtelijke Politie. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 23 mei 2000 wordt de heer Simon, P., laboratoriuminspecteur bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, met ingang van 1 maart 2000 bevorderd tot laboratoriumcommissaris.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[2000/09524]

**Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie
Personeel. — Justitiehuizen. — Mobiliteit**

Bij ministerieel besluit van 17 mei 2000 wordt Mevr. Vancaeyzeele, M.-C., klerk bij de Kanselarij van de Eerste Minister, overgeplaatst naar het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie — Buitendiensten van de Dienst Justitiehuizen van het Ministerie van Justitie, op een vacante betrekking van bestuursassistent in het Franse taalkader, vanaf 24 april 2000.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09523]

Police judiciaire. — Promotion

Par arrêté royal du 23 mai 2000, M. Simon, P., inspecteur de laboratoire près le parquet du tribunal de première instance de Liège, est promu commissaire de laboratoire, à partir du 1^{er} mars 2000.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée, sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[2000/09524]

**Direction générale de l'Organisation judiciaire
Personnel. — Maisons de justice. — Mobilité**

Par arrêté ministériel du 17 mai 2000, Mme Vancaeyzeele, M.-C., commis auprès de la Chancellerie du Premier Ministre, est transférée à la Direction générale de l'Organisation Judiciaire — Service extérieurs du Service des Maisons de justice du Ministère de la Justice, sur un emploi vacant d'assistant administratif dans le cadre linguistique français à partir du 24 avril 2000.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

[2000/15038]

Honoraire Consuls*Benoeming*

Bij koninklijk besluit van 11 januari 2000 werd de heer John Gray benoemd tot honorair Consul van België te Cardiff met als ressort de volgende Graafschappen : Avon, Dyfed, Glamorgan, Gloucestershire, Gwent, Powys, Somerset.

Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 29 oktober 1999 werd aan de heer José Ivo Antônio Mandelli, Consul van België te Curitiba, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

Bij koninklijk besluit van 10 januari 2000 werd aan de heer Rudi Lombaerts, honorair Vice-Consul van België te Bazel, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

Ontslagen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 28 februari 1999 :

1. Werd aan de heer Lothar Estenfelder, honorair Consul van België te Denver, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

2. Werd de heer Frank Schuchat benoemd tot honorair Consul van België te Denver met als ressort de Staat Colorado.

Bij koninklijk besluit van 7 december 1999 :

1. Werd aan de heer Marc Gedopt, honorair Consul van België te Rotterdam, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

[2000/15038]

Consuls honoraires*Nomination*

Par arrêté royal du 11 janvier 2000, M. John Gray a été nommé Consul honoraire de Belgique à Cardiff avec comme circonscription les Comtés suivants : Avon, Dyfed, Glamorgan, Gloucestershire, Gwent, Powys, Somerset.

Démissions

Par arrêté royal du 29 octobre 1999, démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande à M. José Ivo Antônio Mandelli, Consul de Belgique à Curitiba.

Par arrêté royal du 10 janvier 2000, démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Rudi Lombaerts, Vice-Consul honoraire de Belgique à Bâle.

Démissions. — Nominations

Par arrêté royal du 28 février 1999 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Lothar Estenfelder, Consul honoraire de Belgique à Denver.

2. M. Frank Schuchat a été nommé Consul honoraire de Belgique à Denver avec comme circonscription l'Etat du Colorado.

Par arrêté royal du 7 décembre 1999 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Marc Gedopt, Consul honoraire de Belgique à Rotterdam.

2. Werd de heer Cornelis Joannes Maria Richardus Roovers benoemd tot honorair Consul van België te Rotterdam met als ressort het gedeelte van de Provincie Zuid-Holland gelegen ten zuiden van de zuidelijke grens van de kantons Delft en Alphen aan den Rijn.

—
Bij koninklijk besluit van 17 januari 2000 :

1. Werd de heer André Ortmans benoemd tot Commandeur in de Orde van Leopold II.
2. Werd aan de heer André Ortmans, Consul-Generaal van België te Monaco, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
3. Werd de heer André Ortmans, honorair Consul-Generaal van België te Monaco, ertoe gemachtigd de eretitel van Consul-Generaal te voeren.
4. Werd de heer Laurent Wasteels, honorair Vice-Consul van België te Monaco, benoemd tot honorair Consul van België te Monaco met als ressort het Vorstendom van Monaco.

—
Bij koninklijk besluit van 21 januari 2000 :

1. Werd aan de heer Constant Van Den Driessche, honorair Consul van België te N'Djamena, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd de heer Thomas Wielezynski benoemd tot honorair Consul van België te N'Djamena met als ressort Tsjaad.

—
Bij koninklijk besluit van 21 januari 2000 :

1. Werd aan de heer Pierre de Lavigne de Sainte Suzanne, honorair Consul van België te Fort-de-France, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd de heer Yann Cottrell benoemd tot honorair Consul van België te Fort-de-France met als ressort Martinique.

—
Bij koninklijk besluit van 4 februari 2000 :

1. Werd aan de heer Henri Pierard, honorair Consul van België te Ho Chi Minh-Stad, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd de heer Dominique Casier benoemd tot honorair Consul van België te Ho Chi Minh-Stad met als ressort Ho Chi Minh-Stad.

—
Bij koninklijk besluit van 18 februari 2000 :

1. Werd aan de heer Eddie Sterner, honorair Consul van België te Göteborg, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd de heer Hakan Larsson benoemd tot honorair Consul van België te Göteborg met als ressort de Districten : Älfsborg, Göteborg, Bohus, Halland, Jönköping, Kopparberg, Kronoberg, Skaraborg, en Värmland.

—
Ontslagen. — Afschaffingen

Bij koninklijk besluit van 1 juli 1999 :

1. Werd aan de heer Michel Aubecq, honorair Consul te Valenciennes, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd het Consulaat van België te Valenciennes afgeschaft.

—
Bij koninklijk besluit van 28 oktober 1999 :

1. Werd aan de heer Marco Dular, honorair Consul van België te Ljubljana, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd het Consulaat van België te Ljubljana afgeschaft.

—
Bij koninklijk besluit van 11 januari 2000 :

1. Werd aan de heer Frank Vallado Peniche, Consul van België te Merida, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd het Consulaat van België te Merida afgeschaft.

2. M. Cornelis Joannes Maria Richardus Roovers a été nommé Consul honoraire de Belgique à Rotterdam avec comme circonscription la partie de la Province de la Hollande du Sud située au sud de la frontière sud des cantons de Delft et Alphen aan den Rijn.

—
Par arrêté royal du 17 janvier 2000 :

1. M. André Ortmans a été nommé Commandeur de l'Ordre de Léopold II.
2. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. André Ortmans, Consul général de Belgique à Monaco.
3. M. André Ortmans, Consul général honoraire de Belgique à Monaco a été autorisé à porter le titre honorifique de Consul général.
4. M. Laurent Wasteels, Vice-Consul honoraire de Belgique à Monaco, est nommé Consul honoraire de Belgique à Monaco, avec comme circonscription la Principauté de Monaco.

—
Par arrêté royal du 21 janvier 2000 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Constant Van Den Driessche, Consul honoraire de Belgique à N'Djamena.
2. M. Thomas Wielezynski a été nommé Consul honoraire de Belgique à N'Djamena avec comme circonscription le Tchad.

—
Par arrêté royal du 21 janvier 2000 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Pierre de Lavigne de Sainte Suzanne, Consul honoraire de Belgique à Fort-de-France.
2. M. Yann Cottrell a été nommé Consul honoraire de Belgique à Fort-de-France avec comme circonscription la Martinique.

—
Par arrêté royal du 4 février 2000 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Henri Pierard, Consul honoraire de Belgique à Ho Chi Minh-Ville.
2. M. Dominique Casier a été nommé Consul honoraire de Belgique à Ho Chi Minh-Ville avec comme circonscription Ho Chi Minh-Ville.

—
Par arrêté royal du 18 février 2000 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Eddie Sterner, Consul honoraire de Belgique à Göteborg.
2. M. Hakan Larsson a été nommé Consul honoraire de Belgique à Göteborg avec une circonscription s'étendant sur les Districts de : Älfsborg, Göteborg, Bohus, Halland, Jönköping, Kopparberg, Kronoberg, Skaraborg, et Värmland.

—
Démissions. — Suppressions

Par arrêté royal du 1^{er} juillet 1999 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée à M. Michel Aubecq, Consul honoraire de Belgique à Valenciennes.
2. Le Consulat de Belgique à Valenciennes a été supprimé.

—
Par arrêté royal du 28 octobre 1999 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée à M. Marco Dular, Consul honoraire de Belgique à Ljubljana.
2. Le Consulat de Belgique à Ljubljana a été supprimé.

—
Par arrêté royal du 11 janvier 2000 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Frank Vallado Peniche, Consul de Belgique à Merida.
2. Le Consulat de Belgique à Merida a été supprimé.

Bij koninklijk besluit van 1 maart 2000 :

1. Werd aan de heer Hans Stiff, Consul van België te Saarbrücken, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.
2. Werd het Consulaat van België te Saarbrücken afgeschaft.

—————
Oprichtingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 17 december 1999 :

1. Werd in Lampang een Consulaat van België opgericht met als ressort Noord-Thailand : de Provincies Chiang Mai, Chang Rai, Chainat, Kamphaeng Phet, Lumpang, Lumphoon, Mae Hongson, Nakhon Sawan, Nan, Phao Yao, Phetchabun, Phichit, Phitsanulok, Phrae, Sukhotai, Tak, Uthai Thani, Uttaradit en Noord-Oost Thailand : de Provincies van Amnatcharoen, Burium, Chaiyaphum, Kalasin, Khon Kaen, Loei, Mahasarakham, Mukdahan, Nakhon Phanom, Nakhon Ratchasima, Nongbualumphu, Nong Khai, Sakon Nakhon, Si Sa Ket, Surin, Ubon Ratchathani, Udonthani, Yasothon.

2. Werd de heer Nirund Jivasantikarn benoemd tot honorair Consul van België te Lampang.

—————
Bij koninklijk besluit van 11 januari 2000 :

1. Werd te Cancun een Consulaat van België opgericht met als ressort de Staten van Quintana Roo, Yucatan, Campeche en Tabasco.

2. Werd de heer Raphaël Baekeland benoemd tot honorair Consul van België te Cancun.

—————
Bij koninklijk besluit van 17 januari 2000 :

1. Werd te Frankfurt een Consulaat van België opgericht met als ressort het Land Hessen.

2. Werd de heer Paul Wieandt benoemd tot honorair Consul van België te Frankfurt.

—————
Wijzigingen rechtsgebied

Bij koninklijk besluit van 11 januari 2000 werd het ressort van het Consulaat van België te Willemstad als volgt vastgesteld :

De Nederlandse Antillen;
Het eiland Aruba.

Par arrêté royal du 1^{er} mars 2000 :

1. Démission honorable de ses fonctions a été accordée, à sa demande, à M. Hans Stiff, Consul de Belgique à Saarbruck.

2. Le Consulat de Belgique à Saarbruck a été supprimé.

—————
Créations. — Nominations

Par arrêté royal du 17 décembre 1999 :

1. A été établi à Lampang un Consulat de Belgique avec comme circonscription le Nord de la Thaïlande : les Provinces de Chiang Mai, de Chang Rai, de Chainat, de Kamphaeng Phet, de Lumpang, de Lumphoon, de Mae Hongson, de Nakhon Sawan, de Nan, de Phao Yao, de Phetchabun, de Phichit, de Phitsanulok, de Phrae, de Sukhotai, de Tak, de Uthai Thani, de Uttaradit et le Nord-Est de la Thaïlande : les Provinces de Amnatcharoen, de Burium, de Chaiyaphum, de Kalasin, de Khon Kaen, de Loei, de Mahasarakham, de Mukdahan, de Nakhon Phanom, de Nakhon Ratchasima, de Nongbualumphu, de Nong Khai, de Sakon Nakhon, de Si Sa Ket, de Surin, de Ubon Ratchathani, de Udonthani, de Yasothon.

2. M. Nirund Jivasantikarn a été nommé Consul honoraire de Belgique à Lampang.

—————
Par arrêté royal du 11 janvier 2000 :

1. A été établi un Consulat de Belgique à Cancun avec comme circonscription les États de Quintana Roo, de Yucatan, de Campeche et de Tabasco.

2. M. Raphaël Baekeland a été nommé Consul honoraire de Belgique à Cancun.

—————
Par arrêté royal du 17 janvier 2000 :

1. A été établi un Consulat de Belgique à Frankfort avec comme circonscription le Land Hessen.

2. M. Paul Wieandt a été nommé Consul honoraire de Belgique à Frankfort.

—————
Modification de circonscription

Par arrêté royal du 11 janvier 2000, la circonscription du Consulat de Belgique à Willemstad a été fixée comme suit :

Les Antilles néerlandaises;
L'île d'Aruba.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

—————
VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

—————
TRADUCTION

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2000/35534]

Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse. — Voorlopige vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke aanvulling van het gewestplan op het grondgebied van de gemeente Sint-Genesius-Rode

Een besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 bepaalt :

Het hierbijgevoegd ontwerpplan Halle-Vilvoorde-Asse tot gedeeltelijke aanvulling van het koninklijk besluit van 7 maart 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse wordt voorlopig vastgesteld voor delen van het kaartblad 31/7 zoals vervat in de bijlage 1 bij dit besluit.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure

[C – 2000/35534]

Plan de secteur « Halle-Vilvoorde-Asse ». — Fixation provisoire du projet de plan « Halle-Vilvoorde-Asse » complétant partiellement le plan de secteur sur le territoire de la commune de Rhode-Saint-Genèse

Un arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 stipule :

Le projet de plan « Halle-Vilvoorde-Asse » ci-joint complétant partiellement l'arrêté royal du 7 mars 1977 portant fixation du plan de secteur « Halle-Vilvoorde-Asse » est fixé partiellement pour des parties de la feuille 31/7 tel que compris dans l'annexe 1re au présent arrêté.

De kaart met de bestaande fysische en juridische toestand behorende tot de niet-normatieve delen van voormeld gewestplan, is vervat in de bijlage 2 bij dit besluit.

De Gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant is belast met het openbaar onderzoek van het in artikel 1 voorlopig vastgestelde gewestplan.

Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

[C – 2000/35544]

Gewestplan Limburgs Maasland. — Voorlopige vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan op het grondgebied van de gemeenten Dilsen-Stokkem, Kinrooi, Lanaken, Maaseik en Maasmechelen

Een besluit van de Vlaamse regering van 28 april 2000 bepaalt :

Het hierbijgevoegd ontwerpplan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 1980 houdende vaststelling van het gewestplan Limburgs Maasland op het grondgebied van de gemeenten Dilsen-Stokkem, Kinrooi, Lanaken, Maaseik en Maasmechelen wordt voorlopig vastgesteld voor de delen van de kaartbladen zoals vervat in de bijlagen 1 tot 9 bij dit besluit met bijbehorend bijzonder voorschrift als bijlage 10.

Het plan met de bestaande fysische en juridische toestand behorende tot de niet-normatieve delen van voornoemd voorlopig vastgesteld gewestplan is vervat in de bijlagen 11 tot 19 bij dit besluit.

De Gouverneur van de provincie Limburg is belast met het openbaar onderzoek van het in artikel 1 voorlopig vastgesteld ontwerp-gewestplan.

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

[C – 2000/35540]

Gewestplan Limburgs Maasland. — Voorlopige vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan op het grondgebied van de gemeente Maasmechelen

Een besluit van de Vlaamse regering van 28 april 2000 bepaalt :

Het hierbijgevoegd ontwerpplan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 1980 houdende vaststelling van het gewestplan Limburgs Maasland op het grondgebied van de gemeente Maasmechelen wordt voorlopig vastgesteld voor de delen van de kaartbladen zoals vervat in bijlage 1 bij dit besluit met bijbehorend bijzonder voorschrift als bijlage 2.

Het plan met de bestaande fysische en juridische toestand behorende tot de niet-normatieve delen van voornoemd voorlopig vastgesteld gewestplan is vervat in bijlage 3 bij dit besluit.

De Gouverneur van de provincie Limburg is belast met het openbaar onderzoek van het voorlopig vastgesteld ontwerp-gewestplan.

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

La carte indiquant la situation physique et juridique existante appartenant aux parties non normatives du plan de secteur précité est comprise dans l'annexe 2 au présent arrêté.

Le Gouverneur de la province de Brabant flamand est chargé de l'enquête publique du plan de secteur provisoirement fixé dans l'article 1^{er}.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté

[C – 2000/35544]

Plan de secteur « Limburgs Maasland ». — Fixation provisoire du projet de plan de modification partielle du plan de secteur sur le territoire des communes de Dilsen-Stokkem, Kinrooi, Lanaken, Maaseik et Maasmechelen

Un arrêté du Gouvernement flamand du 28 avril 2000 stipule :

Le projet de plan ci-joint de modification partielle de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1980 portant fixation du plan de secteur « Limburgs Maasland » sur le territoire des communes de Dilsen-Stokkem, Kinrooi, Lanaken, Maaseik et Maasmechelen est fixé provisoirement pour les parties des feuilles telles que comprises dans les annexes 1^{re} à 9 au présent arrêté avec une prescription particulière y afférente comme annexe 10.

Le plan indiquant la situation physique et juridique existante appartenant aux parties non normatives du plan de secteur précité fixé provisoirement est compris dans les annexes 11 à 19 au présent arrêté.

Le Gouverneur de la province de Limbourg est chargé de l'enquête publique du projet de plan de secteur fixé provisoirement à l'article 1^{er}.

Le ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

[C – 2000/35540]

Plan de secteur « Limburgs Maasland ». — Fixation provisoire du projet de plan de modification partielle du plan de secteur sur le territoire de la commune de Maasmechelen

Un arrêté du Gouvernement flamand du 28 avril 2000 stipule :

Le projet de plan ci-joint de modification partielle de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1980 portant fixation du plan de secteur « Limburgs Maasland » sur le territoire de la commune de Maasmechelen est fixé provisoirement pour les parties des feuilles telles que comprises dans l'annexe 1^{re} au présent arrêté avec une prescription particulière y afférente comme deuxième annexe.

Le plan indiquant la situation physique et juridique existante appartenant aux parties non normatives du plan de secteur précité fixé provisoirement est compris dans l'annexe 3.

Le Gouverneur de la province de Limbourg est chargé de l'enquête publique du projet de plan de secteur fixé provisoirement.

Le ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 2000/27227]

28 AVRIL 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Neufchâteau

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipelement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique d'aménager le carrefour près de l'école sur la N85;

b) considérant que le but de ces expropriations est d'améliorer la sécurité;

c) considérant que les parcelles doivent être disponibles le plus rapidement possible,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à l'aménagement, par la Région wallonne, du carrefour près de l'école sur la N85 sur le territoire de la commune de Neufchâteau figurés par une teinte grise au plan n° G132/N85/11-84043 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipelement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 28 avril 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N° DU PLAN	CADASTRE			LIEU-DIT	NOMS ET PRENOMS DES PROPRIETAIRES + ADRESSE	NATURE DE LA PARCELLE	CONTENANCE TOTALE			REVENU CADASTRAL	SUPERFICIE A ACQUERIR			OBSERVATIONS
	Son	N° parc	N° mat				Ha	A	C		Ha	A	C	
1	D	325 ^S	3586	86 Rte de Martelange	SCHAILLIE Eric et DRIES Francine route de Martelange 86, 6840 LON-GLIER	menuiserie	-	09	04	13.200	-	-	40	
2	D	325 ^P	2554	Biauvanne	HECTOR. WAUTHIER, Paul rue de Dieckkirch 80, 6700 ARLON	pâturage	-	02	16	30	-	-	70	

LES PLANS PARCELLAIRES ET DES TRAVAUX PEUVENT ETRE CONSULTES A LA
DIRECTION DES ROUTES D'ARLON
Avenue J.B. Nothomb, 52
6700 ARLON

N° DU PLAN
G132/N85/84043

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIeweZEN

[C – 2000/03282]

Lijst van de kredietinstellingen die onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren (artikel 65 van de wet van 22 maart 1993)

Bij besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen van 9 mei 2000, wordt de op 31 december 1999 opgemaakte lijst van de kredietinstellingen die onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en een in België geregistreerd bijkantoor hebben, gewijzigd door de registratie van « FINANSBANK (HOLLAND) N.V., naamloze vennootschap naar Nederlands recht, Frankrijk 121, 2000 Antwerpen ».

Brussel, 10 mei 2000.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C – 2000/03282]

Liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne (article 65 de la loi du 22 mars 1993)

Par arrêté de la Commission bancaire et financière du 9 mai 2000, la liste des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ayant une succursale enregistrée en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1999, est modifiée par l'enregistrement de « FINANSBANK (HOLLAND) N.V., société anonyme de droit néerlandais, Frankrijk 121, 2000 Antwerpen ».

Bruxelles, le 10 mai 2000.

Le Président,
J.-L. Duplat.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09527]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Brussel en van de Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad tot een plaats van plaatsvervangend raadsheer vacant in het hof van beroep te Brussel.

Kandidaten voorgedragen door het hof van beroep :

Eerste kandidaat :

— de heer Oliviers, P., erevrederechter van het vierde kanton Brussel;

Tweede kandidaat :

— de heer Mahmoudian, M., advocaat.

Kandidaten voorgedragen door de raad :

Eerste kandidaat :

— de heer Mahmoudian, M., voornoemd.

Tweede kandidaat :

— de heer Oliviers, P., voornoemd.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09527]

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel de Bruxelles et du groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale à une place de conseiller suppléant vacante à la cour d'appel de Bruxelles.

Candidats présentés par la cour d'appel :

Premier candidat :

— M. Oliviers, P., juge de paix honoraire du quatrième canton de Bruxelles.

Second candidat :

— M. Mahmoudian, M., avocat.

Candidats présentés par le conseil :

Premier candidat :

— M. Mahmoudian, M., précité.

Second candidat :

— M. Oliviers, P., précité.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2000/35563]

Het Gemeenschapsonderwijs Pedagogische Begeleidingsdienst. — Oproep tot de kandidaten

Het Gemeenschapsonderwijs informeert de geïnteresseerden erover dat aan alle instellingshoofden van het Gemeenschapsonderwijs de volgende omzendbrief wordt rondgestuurd :

Tweede oproep tot de kandidaten (m/v) voor een waarnemende aanstelling in het ambt van pedagogisch adviseur (formatieplaatsen 19 en 25) : opdracht Expressievakken : lichamelijke opvoeding bij de Pedagogische Begeleidingsdienst (PBD) van het Gemeenschapsonderwijs voor :

— Waarnemende aanstelling in een effectieve vacature.

— Samenstelling van een wervingsreserve.

In deze omzendbrief zijn de voorwaarden voor deelname en de modaliteiten in verband met de inschrijving en de selectiecriteria opgenomen. Deze omzendbrief bevat een inschrijvingsformulier dat verplicht moet gebruikt worden. De limietdatum voor inzending van het inschrijvingsformulier is vastgesteld op 23 juni 2000.

Deze omzendbrief kan ingekeken worden in iedere instelling van het Gemeenschapsonderwijs.

Voor inlichtingen over deze oproep kan u zich ook wenden tot volgende personen :

Mevr. Hilde Eloot, tel. (02) 790 94 05;
de heer Dirk De Meulemeester, tel. (02) 790 94 11.

Het Gemeenschapsonderwijs, Afdeling BBP, sector Personeelsbewegingen (lokaal 3.03), E. Jacquainlaan 20, 1000 Brussel.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Gewestelijke instellingen — Institutions régionales

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[2000/31186]

Séances plénières

Session ordinaire 1999-2000

Ordre du jour :

Vendredi 9 juin 1999, à 9 h 30 m et 14 h 30 m

Salle des séances plénières du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,
rue du Lombard 69, à 1000 Bruxelles

1. Communications.

2. Interpellations :

— de Mme Béatrice Fraiteur à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative à la mise en œuvre des recommandations du Comité belge francophone pour l'année internationale des personnes âgées;

— de M. Joël Riguelle à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative à la situation des services de médiation de dettes en Région bruxelloise;

— de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du budget, relative aux récentes déclarations du membre du Collège quant au refinancement de la Commission communautaire française au départ des marges de manœuvre dégagées dans le budget régional.

3. Question orales :

— de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, président du Collège, et MM. Didier Gosuin, Eric André et Alain Hutchinson, membres du Collège, relative à la mise en vigueur du décret du 17 avril 1997 relatif à la liquidation des subventions organiques (*);

— de M. Denis Grimberghs à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la santé, relative à la répartition de nouveaux contingents de lits K et k (*);

— de M. Denis Grimberghs à MM. Eric André et Alain Hutchinson, membres du Collège, relative à la composition de leurs cabinets ministériels (*);

— de M. Benoît Cereuxe et M. Eric Tomas, président du Collège, relative aux activités du Conseil consultatif des francophones de la périphérie;

— de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, président du Collège chargé de la cohabitation des communautés locales, relatives aux programmes intercommunaux visant à l'intégration sociale des communautés locales;

— de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, président du Collège, relative au projet de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le refinancement de la Communauté française par la Région wallonne pour un montant de 900 millions de francs dans le cadre de politiques croisées;

— de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, président du Collège chargé de l'enseignement, relative à l'Institut des handicapés de l'ouïe et de la vue Berchem-Ste-Agathe;

— de Mme Dominique Braeckman à MM. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la santé, et Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative à l'accueil dans des services sanitaires ou sociaux dépendant de la Commission communautaire française;

— de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la culture, relative aux difficultés financières rencontrées par le « Travers »;

— de Mme Anne Herscovici à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la santé, relative aux mesures prises pour soutenir les généralistes et contribuer au désengorgement des services d'urgence des hôpitaux.

Questions d'actualité :

— à partir de 12 heures :

(Conformément à l'article 87.4 du règlement, les questions d'actualité doivent parvenir à la présidente au plus tard à 9 heures.)

(*) Question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire (article 85.4).

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[2000/31187]

Convocation (1)

Session ordinaire 1999-2000

Commission du Budget, de l'Administration des Relations internationales et des Compétences résiduelles

Ordre du jour :

Vendredi 9 juin 2000, à l'issue de la séance plénière

Rue du Lombard 69, salle 101

1. Projet de décret ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

Projet de décret ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

Projet de règlement ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

Projet de règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000.

Votes.

2. Divers.

(1) Dans les conditions de l'article 20 du règlement, les réunions des commissions sont publiques.

Verschillende berichten

Avis divers

—
VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

—
Faculteit der letteren en wijsbegeerte

—
Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/72

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit der letteren en wijsbegeerte te vervullen in de hoedanigheid van deeltijds zelfstandig academisch personeelslid in tijdelijk of vast verband.

De opdracht in het vakgebied geschiedenis (interuniversitaire specialisatie-opleiding Archivistiek en Hedendaags Documentbeheer) omvat de onderstaande activiteiten van :

Uitsluitend onderwijs :

Stage (300 uur - GGS archivistiek en hedendaags documentbeheer)

Statisch en dynamisch archief van administraties en bedrijven (30 uur - hoorcollege - GGS archivistiek en hedendaags documentbeheer).

De mogelijkheid wordt voorzien om te kandideren voor één of alle vermelde opleidingsonderdelen.

Deze opdrachten komen tezamen maximaal overeen met 20 % van een voltijdse opdracht (2 × 10 %).

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De kandidaturen worden ingewacht : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor met proefschrift in de geschiedenis of archivistiek, of van geaggregeerde hoger onderwijs vereist.

Ruime praktische ervaring op het gebied van hedendaags archiefbeheer en actuele archiefproblematieken.

Pedagogische ervaring op universitair niveau strekt tot aanbeveling.

Contactpersoon : Prof. Dr. Juul Verhelst, tel. : 09/223 06 95.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel : 02/629 22 65), van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19494)

—
Faculteit geneeskunde en farmacie

—
Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/74

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit geneeskunde en farmacie te vervullen in de hoedanigheid van deeltijds zelfstandig academisch personeelslid in tijdelijk of vast verband.

De opdracht in het vakgebied geneeskunde omvat de onderstaande activiteiten van :

Onderwijs :

OO.LW-GFAC-3052a : Neurolinguïstiek (HOC : 30, WPO : 30)

OO.LW-GFAC-1882a : Psycholinguïstiek (HOC : 30, WPO : 30)

Deze ZAP-opdrachten kaderen in het onderwijs van het 1e jaar licentiaat in de taal- en letterkunde : Germaanse talen.

Deze opdracht omvat ook de taak van het bijstand verlenen aan het academisch onderwijs ten behoeve van de (pré)-specialisaties van bepaalde disciplines binnen de Faculteit geneeskunde en farmacie o.m. in de neurochirurgie, de neurologie en de KNO.

Onderzoek : op het gebied van de neurolinguïstiek.

Deze opdrachten komen tezamen maximaal overeen met 20 % van een voltijdse opdracht.

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De kandidaturen worden ingewacht : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor met proefschrift of van geaggregeerde hoger onderwijs vereist, met bekwaamheid in de neurolinguïstiek.

Contactpersoon : Prof. G. Ebinger (INTG), tel. : 02/477 46 10.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel. : 02/629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19496)

—
Faculteit lichamelijke opvoeding en kinesitherapie

—
Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/75

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature (50 %) om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit lichamelijke opvoeding en kinesitherapie uit te oefenen.

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De opdracht in het vakgebied van de lichamelijke opvoeding omvat de onderstaande activiteiten :

OO : LK-BSVB-9962 : Inleiding tot het sportmanagement : 2K lichamelijke opvoeding.

OO: LK-BSVB-9831 : Inleiding tot het sportmanagement : 2K lichamelijke opvoeding verkort programma.

OO : LK-BSVB-5378 : Seminarie sport- en recreatiemanagement : 2L lichamelijke opvoeding.

OO : LK-BSVB-1445 : Bijzondere vraagstukken van het sportmanagement : 2L lichamelijke opvoeding.

OO : LK-BSVB-5378 : Stages sportmanagement : 2L lichamelijke opvoeding.

OO : LK-KINE-7886 : Grondslagen fitnessmanagement : 2L motorische revalidatie en kinesitherapie.

Deze opdrachten vormen maximaal 50 % van een voltijdse opdracht.

De kandidaturen worden ingewacht : een maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor in de L.O vereist.

Contactpersoon : Prof. dr. P. De Knop, tel. : 02/629 27 45.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel. : 02/629 22 65) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Een ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Een kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van faculteit. (19497)

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/76

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature (10 %) om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit lichamelijke opvoeding en kinesitherapie uit te oefenen.

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De opdracht in het vakgebied van de lichamelijke opvoeding omvat de onderstaande activiteiten :

OO : LK-BSVB : Sportmarketing : 2L lichamelijke opvoeding

Doceren van gastlessen, thesisbegeleiding en ondersteuning bij de uitbouw van de MBA sportmanagement.

Deze opdrachten vormen maximaal 10 % van een voltijdse opdracht.

De kandidaturen worden ingewacht : een maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor in de L.O vereist.

Contactpersoon : Prof. dr. P. De Knop, tel. : 02/629 27 45.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel. : 02/629 22 65) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Een ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de Rector van de Vrije Universiteit Brussel. Een kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19498)

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/77

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature (10 %) om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit lichamelijke opvoeding en kinesitherapie uit te oefenen.

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De opdracht in het vakgebied van de lichamelijke opvoeding omvat de onderstaande activiteiten :

OO : LK-BSVB : Financieel management en economische aspecten : 2L lichamelijke opvoeding

Doceren van gastlessen, thesisbegeleiding en ondersteuning bij de uitbouw van de MBA sportmanagement.

Deze opdrachten vormen maximaal 10 % van een voltijdse opdracht.

De kandidaturen worden ingewacht : een maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van Doctor in de L.O vereist.

Contactpersoon : Prof. dr. P. De Knop, tel. : 02/629 27 45.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel. : 02/629 22 65) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Een ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Een kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de Decaan van de Faculteit. (19499)

Faculteit der rechtsgeleerdheid

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/78

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit der rechtsgeleerdheid te vervullen in de hoedanigheid van deeltijds docent in tijdelijk verband.

De opdracht omvat de onderstaande activiteiten van vakgebied : rechten.

Uitsluitend onderwijs :

"External relations of the European Community" (30 uur - G.G.S. Master in International and Comparative Law).

Deze opdracht komt overeen met 10 % van een voltijdse opdracht.

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De kandidaatstellingen worden ingewacht : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt het diploma van doctor met proefschrift of van geaggregeerde hoger onderwijs vereist. De faculteit behoudt zich het recht voor de kandidaten, voor zover nodig, een proefles te laten geven.

Contactpersoon : Prof. dr. M. Magits, decaan van de Faculteit der rechtsgeleerdheid (02/629 25 41);

Prof. dr. B. De Schutter, voorzitter van de vakgroep ROVE (02/629 26 31).

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de Faculteit der rechtsgeleerdheid van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, of op het rectoraat, dienst academisch personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel (tel. : 02/629 20 31).

Een ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; een kopie van het kandidaatstellingsformulier en eventuele publicaties, dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19500)

Faculteit psychologie en opvoedkunde

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/79

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit psychologie en opvoedkunde te vervullen in de hoedanigheid van zelfstandig academisch personeelslid in tijdelijk of vast verband.

De opdracht in het vakgebied Pedagogische Wetenschappen omvat de onderstaande activiteiten van uitsluitend onderwijs :

Fysieke en sensoriele handicaps (30 uur HOC - 15 uur OEF, 1L. PE)

Deze opdracht komt overeen met 0.1 van een voltijdse opdracht.

Ingangsdatum : academiejaar 2000/2001.

De kandidaturen worden ingewacht één maand na publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor met proefschrift vereist.

Kontaktpersoon : Prof. Dr. Ingrid Kristoffersen, decaan (tel. : 02/629 25 35).

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het rectoraat, dienst academisch personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel (tel. : 02/629 22 65).

Een ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; een kopie van het kandidaatstellingsformulier, dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit.

Van de kandidaten wordt verwacht dat ze bij hun kandidaatstelling een beknopte schriftelijke weergave voegen van hun visie over de inhoud van de cursus. (19501)

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : 2000/80

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hierna vermelde opdracht bij de Faculteit psychologie en opvoedkunde te vervullen in de hoedanigheid van zelfstandig academisch personeelslid in tijdelijk of vast verband.

De opdracht in het vakgebied Pedagogische Wetenschappen omvat de onderstaande activiteiten van :

Onderwijs :

Inleiding pedagogische wetenschappen (30 uur HOC; 1. PO/SCA - VP PED) (partime).

Onderzoek op het vlak van de pedagogische wetenschappen.

Dienstverlening in het kader van de vakgroep Pedagogische Wetenschappen.

Het totaal van de opdracht komt overeen met 10 % van een voltijdse opdracht.

Ingangsdatum : academiejaar 2000/2001.

De kandidaturen worden ingewacht één maand na publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor met proefschrift vereist.

De voorkeur gaat uit naar een doctor in de pedagogische wetenschappen. Ervaring met kandidatuursonderwijs strekt tot aanbeveling.

Contactpersoon : Prof. Dr. I. Kristoffersen, decaan (02/629 25 35);

Prof. Dr. A. Libotton, voorzitter vakgroep Ped. Wet. (02/629 26 27).

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het rectoraat, dienst academisch personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel (tel. : 02/629 22 65).

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; een kopie van het kandidaatstellingsformulier, dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit.

Van de kandidaten wordt verwacht dat zij bij hun kandidaatstelling een beknopte schriftelijke weergave voegen van hun visie over de inhoud van de cursus. (19502)

Faculteit wetenschappen

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel 2000/73

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hierna vermelde opdracht in de Faculteit wetenschappen te vervullen in de hoedanigheid van voltijds zelfstandig academisch personeelslid.

De opdracht in het vakgebied geologie omvat de onderstaande activiteiten van :

Onderwijs :

« Geologie II » (30 u. HOC + 30 u. PRA + 2 d. EXC), 1^e jaar kandidaat geologie; « Sedimentologie » (30 u. HOC + 30 u. PRA), 2^e jaar kandidaat geologie, keuze lic. geografie in het opleidingsonderdeel « Aanvullingen van de geologie », 2^e jaar kandidaat geologie, 2 delen : « Inleiding tot de petrologie » (30 u. HOC + 30 u. PRA) en « Inleiding tot de stratigrafie en evolutie van het paleomilieu » (30 u. HOC + 30 u. OEF) en ten minste 2 opleidingsonderdelen uit de reeks van 5 in de 2^e en 3^e cyclus : « Geochemie » (15 u. HOC + 20 u. PRA) keuze lic. scheikunde; « Stabiele isotopengeochemie » (15 u. HOC + 20 u. PRA) keuze lic. scheikunde en lic. biologie; « Kleimineralogie » (15 u. HOC + 20 u. PRA) keuze lic. geografie; « Stable Isotopes as tracers in bio-ecological and geological processes » partim (20 u. HOC + 20 u. PRA), GGS Environmental Sciences and Technology; « Environmental Geology and related management technologies » partim (20 u. HOC + 20 u. PRA), GGS Environmental Sciences and Technology; Geleide oefeningen in de geologische opname (58 u. ZELF), 2^e jaar kandidaat geologie.

Onderzoek :

In het domein/gebied van de geochronologie en de isotopengeologie, meer in het bijzonder van de Ar/Ar-geochronologie of de stabiele isotopen geochemie.

Ingangsdatum : 1 oktober 2000.

De kandidaturen worden ingewacht : twee maanden na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten : onverminderd de wettelijke bepalingen wordt normalerwijze het diploma van doctor met proefschrift of van geaggregeerde hoger onderwijs vereist.

Contactpersoon : prof. dr. E. Keppens, tel. 02/629 33 95, e-mail: ekeppens@vub.ac.be.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel (tel. 02/629 22 65) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; één kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19495)

Promoties

De heer Dimitros Mossialos verdedigt op dinsdag 6 juni 2000, om 16 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de toegepaste biologische wetenschappen, in het Auditorium van het IMOL, Paardenstraat 65, Campus Sint-Genesius-Rode.

Titel van het proefschrift : « Endogenous and Exogenous Siderophore Uptake Systems in *Pseudomonas fluorescens* and *Pseudomonas aeruginosa* », en een bijgevoegde stelling. (19486)

Mevr. Priska Peirs verdedigt op dinsdag 13 juni 2000, om 18 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de toegepaste biologische wetenschappen, in het Auditorium van het IMOL, Paardenstraat 65, Campus Sint-Genesius-Rode.

Titel van het proefschrift : « A serine/threonine protein kinase from *Mycobacterium tuberculosis* », en een bijgevoegde stelling. (19485)

De heer Ahmed M'Harzi verdedigt op woensdag 21 juni 2000, om 17 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in Auditorium 1G021, gebouw G, Esplanade, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift : « Phytoplankton community structuring in some areas of the North Sea », en een bijgevoegde stelling. (19487)

Faculteit toegepaste wetenschappen

De openbare verdediging tot het behalen van de academische graad van doctor in de toegepaste wetenschappen van Joeri Van Mierlo, geboren te Vilvoorde op 28 april 1969 en houder van een diploma van burgerlijk werktuigkundig-elektrotechnisch ingenieur vindt plaats op dinsdag 27 juni 2000, om 16 uur, lokaal : aud. P. Janssens, gebouw K, 2^e verdieping.

Titel proefschrift : « Simulation software for comparison and design of electric, hybrid electric and internal combustion vehicles with respect to energy, emissions and performances », en een bijgevoegde stelling. (19493)

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Faculté des sciences

M. Acheddad, Mohamed (grade académique) défendra publiquement le mardi 6 juin 2000, à 17 heures, en la salle AW1.120, bâtiment A, porte W, niveau 1, sis avenue Roosevelt 50, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Contribution à l'étude de la métabolisation et de l'activité d'herbicides aryloxy-phénoxy-propioniques. Synthèse et propriétés d'analogues hétéroaromatiques ». (19492)

M. Van Volden, Olivier (grade académique) défendra publiquement le vendredi 9 juin 2000, à 17 heures, au Forum F au Campus de la Plaine, sis boulevard du Triomphe 2, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Membranes d'Electrodialyse. Propriétés physico-chimiques des membranes monofonctionnelles constituant les membranes bipolaires ». (19491)

Faculté de philosophie et lettres

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation histoire du christianisme de M. Georges Vumi Diambu, porteur d'une équivalence, aura lieu le vendredi 16 juin 2000, à 9 h 30 m, en la salle AY2-105, de la Faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles. L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 9 h 30 m.

M. Georges Vumi Diambu présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Histoire des Missions Protestantes. La Baptist Missionary Society en Afrique. La période héroïque ou pionnière », et une thèse annexe. (19490)

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

Provincie Antwerpen

Gewestplan Mechelen — Gedeeltelijke herziening
Bericht van onderzoek

De gouverneur van de provincie Antwerpen,

Gelet op het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, en in het bijzonder artikel 11;

Gelet op het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, en in het bijzonder artikel 186;

Gelet op het besluit van 8 juni 1999 van de Vlaamse regering (*Belgisch Staatsblad* van 12 augustus 1999) tot voorlopige vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Mechelen en betrekking hebbend op het grondgebied van de gemeenten Berlaar, Bonheiden, Bornem, Duffel, Heist-op-den-Berg, Lier, Mechelen, Nijlen, Putte, Puurs, Sint-Amands, Sint-Katelijne-Waver en Willebroek, voor delen van de kaartbladen 15/6, 15/8, 16/5, 16/6, 16/7, 23/2, 23/3, 23/4, 23/8, 24/1, 24/2, 24/3, 24/5;

Overwegende dat het bovenvermeld ontwerpplan voor iedereen ter inzage lag op het gemeentehuis van elke bij het gewestplan Mechelen betrokken gemeente, vanaf woensdag 1 december 1999 tot en met zaterdag 29 januari 2000;

Overwegende dat de stad Lier niet heeft kunnen bevestigen dat de aanplakking ter aankondiging van het openbaar onderzoek vna 1 december 1999 tot en met 29 januari 2000 gedurende de ganse termijn van het openbaar onderzoek heeft uitgehangen;

Overwegende dat mijn ambt op 2 maart en 10 mei 2000 aan de Vlaamse regering het voornemen ter kennis gebracht heeft om het openbaar onderzoek weer te organiseren; dat de Vlaamse regering geen andersluidend bericht heeft laten geworden;

Maakt bekend dat het ontwerpplan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Mechelen, zoals voorlopig vastgesteld bij besluit van 8 juni 1999 van de Vlaamse regering en betrekking hebbend op het grondgebied van de gemeenten Berlaar, Bonheiden, Bornem, Duffel, Heist-op-den-Berg, Lier, Mechelen, Nijlen, Putte, Puurs, Sint-Amands, Sint-Katelijne-Waver en Willebroek, voor delen van de kaartbladen 15/6, 15/8, 16/5, 16/6, 16/7, 23/2, 23/3, 23/4, 23/8, 24/1, 24/2, 24/3, 24/5, voor iedereen ter inzage ligt op het gemeentehuis van elke bij het gewestplan Mechelen betrokken gemeente, vanaf dinsdag 13 juni 2000 tot en met vrijdag 11 augustus 2000, tijdens de gewone kantooruren.

Hetzelfde ontwerpplan ligt gedurende dezelfde periode voor iedereen ter inzage bij de Dienst Ruimtelijke Planning en Mobiliteit, in het Lozangebouw van het provinciehuis, Lange Lozanastraat 223, 4^e verdieping, te Antwerpen, de eerste vijf dagen van de week van 9 tot 16 uur en op dinsdag na afspraak tot 20 uur en ook op de afdeling R.O.H.M.-Antwerpen van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Copernicuslaan 1, te Antwerpen, tijdens de gewone kantooruren.

Eventuele bezwaren en opmerkingen met betrekking tot deze wijziging van het gewestplan Mechelen dienen vóór 12 augustus 2000 schriftelijk te worden gericht aan de gouverneur van de provincie Antwerpen, Koningin Elisabethlei 22, te 2018 Antwerpen. Bezwaren en opmerkingen die werden ingediend tijdens het openbaar onderzoek van 1 december 1999 tot en met 29 januari 2000 moeten weer ingediend te worden : een kopie ervan volstaat evenwel.

Antwerpen, 15 mei 2000.

(18012)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

Vastberg, naamloze vennootschap,
Bloemendaelestraat 38, 8730 Beernem

H.R. Brugge 74532 – BTW 443.876.948

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden te 8730 Beernem, Bloemendaelestraat 38, op zaterdag 17 juni 2000, om 15 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag - benoeming. 7. Diversen. (17843)

Villalinda, naamloze vennootschap,
Leenstraat 40, 8870 Izegem

H.R. Kortrijk 125083

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (17844)

**Werkhuizen Moerman, naamloze vennootschap,
Leynseelstraat 82, 8580 Avelgem**

H.R. Kortrijk 104455 – BTW 424.911.072

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 9 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten. (17845)

**Moens Verpakkingen, naamloze vennootschap,
Zeelsebaan 24, 9200 Dendermonde (Grembergen)**

H.R. Dendermonde 55594 – BTW 465.290.687

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (17846)

**Moons, naamloze vennootschap,
Jokeven 1, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 56241 – BTW 429.233.413

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia. (17847)

**Roussel Invest, naamloze vennootschap,
Wervikstraat 200, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 88498 – BTW 413.635.912

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17 juni 2000, om 10 uur, in de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Om tot de vergadering te worden toegelaten moeten de aandeelhouders hun aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap uiterlijk vijf dagen vóór de algemene vergadering. (17848)

**Roussel, naamloze vennootschap,
Wervikstraat 200, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 82042 – BTW 406.804.043

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17 juni 2000, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Om tot de vergadering te worden toegelaten moeten de aandeelhouders hun aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap uiterlijk vijf dagen vóór de algemene vergadering. (17849)

**Immo CL, naamloze vennootschap,
Nieuwlandlaan 21, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 65460

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. (17850)

**Imclar, naamloze vennootschap,
H. Consciencestraat 32/6, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 146136

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 14 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen op 31 december 1999. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf volle dagen vóór de bijeenkomst. (17851)

**Garage Carezza, naamloze vennootschap,
Grote steenweg 2, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 86580 – BTW 452.734.335

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de bepalingen van de statuten. (17852)

**Global Medical Systems, naamloze vennootschap,
Oudenaardsestraat 113, bus 16, 9870 Zulte**

H.R. Gent 189838 – BTW 463.828.066

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (17853)

**Franssen, naamloze vennootschap,
Kneippstraat 170, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 76319

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17 juni 2000, te 17 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (17854)

**Delfi, naamloze vennootschap,
Tillegemstraat 25, 8200 Brugge 2**

H.R. Brugge 68178

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 17 juni 2000, te 10 uur. — Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17855)

**Duijck Invest, naamloze vennootschap,
Lichterveldsestraat 84, 8851 Koolkamp**

H.R. Brugge 67782

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 23 der statuten. (17856)

**Carlens, naamloze vennootschap,
Nieuwlandlaan 21, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 37359 – BTW 405.592.236

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 11 uur in de voormiddag. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. Handelen volgens art. 26 van de statuten. (17857)

**Lamovana, naamloze vennootschap,
Weststraat 75, te 8770 Ingelmunster**

Jaarvergadering d.d. 17 juni 2000, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (17858)

**Audiovisie Goethals, naamloze vennootschap,
Baron Ruzettelaan 233, 8310 Assebroek**

H.R. Brugge 73465 – BTW 444.001.761

Jaarvergadering op de zetel, op zaterdag 17 juni 2000, om 14 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Resultaatsbestemming. 4. Statutaire kwijting. 5. Varia. (17859)

**Autobedrijf L. Thys, naamloze vennootschap,
Rodekruisstraat 15, 2260 Westerlo**

H.R. Turnhout 44427 – BTW 418.677.437

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 17 uur. — Agenda : Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders en aan commissaris-revisor. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17860)

**Autobedrijf L. Thys-Mol, naamloze vennootschap,
Borgerhoutsedijk 55, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 57115 – BTW 430.177.083

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 15 uur. — Agenda : Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders en aan commissaris-revisor. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17861)

**Home Services Company, naamloze vennootschap,
Lambermontlaan 227, 1030 Brussel (Schaarbeek)**

H.R. Brussel 548706

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 16 juni 2000, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur en controleverslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Bespreking verslag van de raad van bestuur bij toepassing van artikel 103 van de vennootschappenwet. Het verslag is ter beschikking op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar art. 20 van de statuten. (17862)

**Construbo, naamloze vennootschap,
Blankenbergsesteenweg 2, 8420 De Haan (Wenduine)**

H.R. Brugge 82397 – BTW 455.367.807

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 juni 2000, te 9 u. 30 m.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (17863)

**« Vieux Moulin Compagnie », société anonyme,
Porte de France 1, 6830 Bouillon**

R.C. Neufchâteau 14773 – T.V.A. 423.901.579

L'assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1999. 2. Application de l'article 103 des LCSC et rapport requis. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Emoluments. 5. Divers. (17864)

**« ... & Nous », société anonyme,
avenue des Tilleuls 63, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 512049 – T.V.A. 435.822.483

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17865)

**Dewitte-Vermeeren, société anonyme,
rue E. Jacquet 27a, 6044 Roux**

R.C. Charleroi 87749 – T.V.A. 414.035.590

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 17 juin 2000, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17866)

**Interglass Clima, société anonyme,
Val des Seigneurs 60, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 567996 — N.N. 449.561.049

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 16 heures.

Ordre du jour

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17867)

**Sudagricole, société anonyme,
Val des Seigneurs 60, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 499630 — N.N. 432.497.759

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 14 heures.

Ordre du jour

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17868)

**Immogulpen, société anonyme,
Gulpen 11, 4852 Hombourg (Plombières)**

R.C. Verviers 67782

Assemblée générale annuelle du 16 juin 2000, à 20 heures, au siège social de la société, Gulpen 11, à 4852 Plombières. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Dépôt des titres : conformément à l'article 26 des statuts. (17869)

**Perfumes & Cosmetics Management Consulting, société anonyme,
avenue Lloyd Georges 9, bte 2, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 612805 – T.V.A. 460.508.092

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16 juin 2000, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers.

En application de l'article 27 des statuts, pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire d'action au porteur doit effectuer le dépôt de ses actions au siège social, au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

(17870)

Le conseil d'administration.

**New Look, société anonyme,
avenue de la Chasse 185, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 331570 – T.V.A. 401.493.193

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations éventuelles. 6. Proposition d'une distribution de dividende pour un montant de FB 1 666 par action. Le paiement se fera par retrait à la firme à partir du 3 juillet 2000 contre remise du coupon n° 2. 7. Divers. Pour assister à l'assemblée, déposer ses actions au siège social au plus tard huit jours avant la réunion. (17871)

**Alupar, société anonyme,
à 7334 Hautrage**

Assemblée générale ordinaire, le 17 juin 2000, à 11 heures, au siège social, rue de Villerot 2, à 7334 Hautrage. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17872)

**Ent. générale de Menuiserie Emile Deswez, société anonyme,
rue de Villerot 1, 7334 Hautrage**

Assemblée générale ordinaire des actionnaires le 17 juin 2000, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Proposition de conversion de l'emprunt obligataire en emprunt obligataire convertible. 5. Divers. (17873)

**Fipart, société anonyme,
rue J. Gome 41, 4802 Heusy**

R.C. Verviers 64784 — NN 449.792.562

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 juin 2000 au siège social, à 10 heures, avec l'ordre du jour : 1. Exposé et approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 1999. 2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Décharge aux administrateurs du chef de leur gestion pour l'exercice écoulé. 4. Affectation des résultats. 5. Mandat administrateur. 6. Divers. (17874)

**Baticonfort-Services, société anonyme,
rue des Hamendes 87/00/3, à 6040 Jumet**

R.C. Charleroi 138470

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Prorogation du mandat des administrateurs. 6. Divers. Pour y assister, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17875)

**Belle Rive, société anonyme,
clos Belle Rive 7, 7520 Ramegnies-Chin**

R.C. Tournai 74852 — NN 447.127.438

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 17 juin 2000, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17876)

**D.H.R., société anonyme,
rue du Sillon 142, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 429449 – T.V.A. 420.855.581

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats exercice 1999. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Dépôt des titres cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (17877)

**E. Fayt-Carliet, société anonyme,
rue des Déportés 24, à 6120 Jamioulx**

R.C. Charleroi 133601

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 9 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17878)

**Field, société anonyme,
avenue des Archères 15, bte 1, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 450576

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 17 juin 2000, à 10 h 30 m, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17879)

**Frapimmo, société anonyme,
rue Mazy 111, 5100 Jambes**

R.C. Namur 60771

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 19 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Lecture et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (17880)

**Grager, société anonyme,
boulevard de la Woluwe 64, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 565853 — NN 448.972.220

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 13 heures.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999 y compris l'affectation des résultats.
2. Décharge à donner aux administrateurs.
3. Divers. (17881)

**Guy Houssa, société anonyme,
rue Sauvenière 3, 4530 Warnant-Dreye**

R.C. Huy 31292 – T.V.A. 422.319.687

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations d'administrateurs. Se conformer aux statuts. (17882)

**« J.S. Construction S.A. », société anonyme,
Stockeu 1, 4970 Stavelot**

R.C. Verviers 62583 – T.V.A. 443.428.966

Assemblée générale ordinaire, le mercredi 17 juin 2000, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Lecture des comptes annuels. 3. Approbation des comptes précités. 4. Décharge aux membres du conseil d'administration. 5. Affectation du résultat. (17883)

**Jumaro, société anonyme,
chaussée de Louvain 30, 1300 Wavre**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Nivelles, n° 77
T.V.A. 430.440.567

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers. (17884)

**Kroemmer, société anonyme,
voie de la Liberté 80, 6717 Attert**

R.C. Arlon 21540 – T.V.A. 448.891.848

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 12 des statuts. (17885)

**Le Burenville, société anonyme,
place des Guillemins 19, 4000 Liège**

R.C. Liège 179373 – T.V.A. 445.213.073

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra au siège social de la société, le 17 juin 2000, à 20 heures.

Ordre du jour

- a) Lecture du rapport de gestion.
- b) Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999.
- c) Approbation des comptes annuels.
- d) Décharge des administrateurs.
- e) Divers. (17886)

**Entreprises générales de Construction Moreau et fils,
société anonyme,
avenue de Maire 177a, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 49630 – T.V.A. 419.901.419

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations et divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17887)

**Sobat, société anonyme,
rue Gamet 40, 4682 Heure-le-Romain**

R.C. Liège 134207 – T.V.A. 419.539.846

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17888)

**Spécibéton, société anonyme,
boulevard des Alliés 65, 7711 Dottignies**

R.C. Tournai 48357 – T.V.A. 412.605.930

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 juin 2000, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (17889)

Le conseil d'administration.

**Transimmo, société anonyme,
rue de Suisse 15, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 558994 – T.V.A. 447.113.679

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 17 juin 2000, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17890)

**L'Union des Assurés du Benelux, société anonyme,
à 6040 Jumet**

R.C. Charleroi 126506

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 17 juin 2000, à 18 heures, au siège social, rue des Hamendes 87, à 6040 Jumet. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Prorogation du mandat des administrateurs. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 16 des statuts. (17891)

**Immobilière-Gestion-Marketing-Informatique,
en abrégé : « I.G.M.I. », société anonyme,
rue Maigret 17, 7330 Saint-Ghislain**

R.C. Mons 115360 – T.V.A. 433.062.933

Assemblée générale ordinaire le 24 juin 2000, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17892)

**Flats, société anonyme,
rue du Noyer 346, à 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 629566 – T.V.A. 464.325.241

Assemblée générale ordinaire le 16 juin 2000, à 19 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Examen des comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 1999. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Divers. (17893)

**Immo Dekeyser, burgerlijke vennootschap,
onder de vorm van een naamloze vennootschap, te Antwerpen**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 42
NN 420.731.560

Gewone algemene vergadering op 16 juni 2000, om 15 uur, op de sociale zetel, De Keyserlei 27, 2000 Antwerpen. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de overgebrachte datum. 2. Jaarverslag. 3. Goedkeuring jaar- en resultatenrekening. 4. Winstverdeling. 5. Decharge aan bestuurders. 6. Allerlei. Voor deelname aan de vergadering zich schikken volgens de statuten. (17894)

**Remacom, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 2, 9080 Lochristi**

H.R. Gent 175189 – BTW 449.839.676

Algemene vergadering op 24 juni 2000, om 10 uur, op de sociale zetel.
— Dagorde : Goedkeuring van de jaarrekening 1999. (17895)

**Stylmar, naamloze vennootschap,
Lessensestraat 11, 9500 Geraardsbergen**

H.R. Oudenaarde 40115 – BTW 454.388.580

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 2000, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening betreffende het boekjaar 1999. 3. Décharge aan de bestuurders. 4. Aanwending van het resultaat. 5. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (17896)

**Far East Invest, naamloze vennootschap, in vereffening
Kapelsesteenweg 493, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 260032

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op het kantoor van de voorlopig bewindvoerder, Amerikalei 27, 2000 Antwerpen, op 21 juni 2000, om 16 uur. — Agenda : 1. Bespreking van het bestuur/de vereffening. 2. Gebeurlijke intrekking van de vereffening. 3. Benoeming van nieuwe bestuurders/vereffenaars. (17897)

**Eastern, naamloze vennootschap,
Kapelsesteenweg 493, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 285299

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op het kantoor van de voorlopig bewindvoerder, Amerikalei 27, 2000 Antwerpen, op 21 juni 2000, om 16 uur. — Agenda : 1. Bespreking van het bestuur/de vereffening. 2. Gebeurlijke intrekking van de vereffening. 3. Benoeming van nieuwe bestuurders/vereffenaars. (17898)

**Caution mutuelle des Métiers et Négoces de Liège S.C.R.L.,
boulevard de la Sauvenière 38/40, 4000 Liège**

R.C. Liège 19404

Monsieur le président prie les sociétaires d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, boulevard de la Sauvenière 40 à Liège, le mardi 20 juin 2000 à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion.
2. Comptes annuels de l'exercice 1999.
3. Répartition du bénéfice.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

Pour prendre part à l'assemblée générale, se conformer à l'article 16 des statuts. (17899)

**Sécurex-Association d'Assurance mutuelle-Risques divers,
rue de Genève 4, 1140 Bruxelles**

L'assemblée générale statutaire se tiendra le jeudi 22 juin 2000, à 14 h 30 m, en nos bureaux à 1140 Bruxelles, rue de Genève 4, avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 24 juin 1999.
2. Rapport du conseil d'administration, de l'actuariat et des commissaires à l'assemblée générale concernant l'exercice 1999.
3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1999.
4. Décharge de leur gestion aux administrateurs et de la mission de contrôle des commissaires pour l'exercice 1999.
5. Approbation du budget pour l'exercice 2000.
6. Nominations statutaires.
7. Cotisations de l'a.s.b.l. Groupe Sécurex. (17900)

**Securex-Vereffening voor Onderlinge Verzekering-Allerlei Risico's
Genèvestraat 4, 1140 Brussel**

De statutaire algemene vergadering zal plaatsvinden op donderdag 22 juni 2000, om 14 u. 30 m., in onze burelen te 1140 Brussel, Genèvestraat 4, met volgende agenda :

1. Goedkeuring van de notulen van de algemene vergadering van 24 juni 1999.
2. Verslag van de raad van bestuur, van de actuaris en van de commissaris over het boekjaar 1999.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1999 afgesloten.
4. Decharge aan de bestuurders voor hun beheer en de commissaris voor zijn controleopdracht voor het boekjaar 2000.
5. Goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2000.
6. Statutaire benoemingen.
7. Bijdragen aan de v.z.w. Groep Securex. (17900)

**Assemblée générale statutaire de Sécurex Vie,
rue de Genève 4, 1140 Bruxelles**

Une assemblée statutaire se tiendra le jeudi 22 juin 2000, à 16 heures, à l'adresse : rue de Genève 4, à 1140 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 24 juin 1999.
2. Rapport du conseil d'administration, de l'actuariat et des commissaires à l'assemblée générale concernant l'exercice 1999.
3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1999.
4. Décharge de leur gestion aux administrateurs et de la mission de contrôle des commissaires pour l'exercice 1999.
5. Approbation du budget pour l'exercice 2000.
6. Fixation du taux de la participation bénéficiaire pour l'exercice 1999.
7. Nominations statutaires.
8. Cotisations de l'a.s.b.l. Groupe Sécurex. (17901)

**Statutaire algemene vergadering Securex Leven
Genèvestraat 4, 1140 Brussel**

De statutaire algemene vergadering zal plaatsvinden op donderdag 22 juni 2000, om 16 uur, op het adres : Genèvestraat 4, te 1140 Brussel, met volgende agenda :

1. Goedkeuring van de notulen van de algemene vergadering van 24 juni 1999.
2. Verslag van de raad van bestuur, van de actuaris en van de commissarissen aan de algemene vergadering over het boekjaar 1999.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1999 afgesloten.
4. Decharge aan de bestuurders voor hun beheer en aan de commissarissen over hun controleopdracht voor het boekjaar 1999.
5. Goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2000.
6. Vaststelling van het percentage van deelname in de winst voor het boekjaar 1999.
7. Statutaire benoemingen.
8. bijdragen aan de v.z.w. Groep Securex. (17901)

**Inedithing, société anonyme,
rue Louis Titeca 51, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 467136 – T.V.A. 426.767.138

L'assemblée générale se tiendra au siège social le lundi 26 juin 2000, à 14 heures, avec à son ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999 et affectation du résultat. 3. Décisions conformément à l'article 103 L.C.S.C. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17902)

**I.R.M. Europe, société anonyme,
rue de la Belle au Bois Dormant 1, à 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 355941 – T.V.A. 406.477.015

L'assemblée générale ordinaire du 2 juin 2000, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 23 juin 2000, à 13 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation du rapport annuel du conseil d'administration. 2. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Décharge à donner aux administrateurs en fonction pendant l'exercice comptable clôturé au 31 décembre 1999. 4. Démissions et nominations éventuelles. 5. Divers. (18013)

**Apotheek De Vylder, naamloze vennootschap,
Ed. Dompasstraat 38-40, 3790 Alken**

H.R. Tongeren 76286 — BTW 451.529.852

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 20/06/2000 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46867)

**Color Ad Printers Belgium, société anonyme,
place de la Vieille Halle, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 531723 — T.V.A. 440.241.626

Assemblée générale ordinaire le 08/06/2000 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Approbation comptes annuels. Affectation Décharge aux administrateurs. Divers. (46868)

(Cet avis aurait dû paraître le 30/05/2000.)

**Domein Beringerheide, naamloze vennootschap,
Beringerheide 39, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 99327

Jaarvergadering op 20/06/2000 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. Kwijting raad van bestuur. Bestemming resultaat. Ontslagen en benoemingen. Diversen. (46869)

**Gecol, société anonyme,
rue du Ry d'Amour 20, 6220 Fleurus.**

R.C. Charleroi 188.403 — T.V.A. 412.530.310

L'assemblée générale des actionnaires se réunira dans les bureaux de la Société Fondu, Pyl, Stassin et Cie, Place Albert 1°, 14-15 à 7170 Fayt-lez-Manage, le 16/06/2000, à 11 heures.

Ordre du jour :

Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire-réviseur. Approbation des comptes annuels au 31/12/1999. Affectation du résultat. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Reconduction de mandat d'administrateurs. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, cinq jours au moins avant l'assemblée, aux sièges, succursales et agences de la Banque Bruxelles Lambert ou de la Fortis Banque. Les actionnaires peuvent prendre connaissance des comptes annuels, rapport de gestion, rapport du commissaire-réviseur et autres pièces prévues à l'article 78 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales au siège social ou auprès du Président du conseil d'administration, avenue Fond'Roy 145 à 1180 Bruxelles. (46870) Le conseil d'administration.

**International Laser Print, société anonyme,
rue des Digitales 6, 7522 Tournai**

R.C. Tournai 82998 — T.V.A. 445.067.870

Assemblée générale ordinaire le 08/06/2000 à 14.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Approbation comptes annuels au 31/12/1999. Décharge aux administrateurs. Divers. (46871)

(Cet avis aurait dû paraître le 30/05/2000.)

**Nord Faconnage Association, société anonyme,
rue Barthélémy Frison 13, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 74864 — T.V.A. 448.271.147

Assemblée générale ordinaire le 08/06/2000 à 09.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Approbation comptes annuels au 31/12/1999. Décharge aux administrateurs. Divers. (46872)

(Cet avis aurait dû paraître le 30/05/2000.)

**Ondernemingen Jan De Nul, naamloze vennootschap,
Tragel 23, 9308 Hofstade**

H.R. Aalst 5038 — BTW 406.041.406

Verdaagde jaarvergadering op 15/06/2000 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring balans en de jaarrekening per 31/12/1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46873)

**Verzekeringsmakelaars Baeten A & W, naamloze vennootschap,
Kuringerstenweg 488, 3511 Kuringen**

H.R. Hasselt 64017 — BTW 428.038.234

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen welke zal gehouden worden op 02/06/2000 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Bespreking van diverse aard. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46874)

**Alglabouw, naamloze vennootschap,
Luipaardstraat 29, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 89853 — BTW 414.829.012

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 20 juni 2000, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80819)

**Alrego, naamloze vennootschap,
Rubensstraat 127/3, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 44610 — BTW 418.948.938

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, op 20 juni 2000, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Décharge aan bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Diversen.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (80820)

**Ammarylís, naamloze vennootschap,
Bayauxlaan 12, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 73588

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, op dinsdag 20 juni 2000, om 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (80821)

**Belgian Amusement Cy, naamloze vennootschap,
Kipdorpevest 48B, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 112969 — BTW 404.561.563

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 19 juni 2000, om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. (80822)

**Apollonia, naamloze vennootschap,
Elizabetlaan 86, 8300 Knokke**

H.R. Brugge 59207

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 21 juni 2000, om 10 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur ingevolge art. 60 ven.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening en resultaatsbestemming. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80823)

**Atlantic Sports, naamloze vennootschap,
Bisschoppenhoflaan 631/633, 2100 Deurne (Antwerpen)**

BTW 423.992.641

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 20 juni 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Rapportering door de raad van bestuur;
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1999;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Bezoldiging bestuurders;
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80824)

**De Backker & Co, naamloze vennootschap,
Vrijheid 199, 2320 Hoogstraten**

BTW 423.371.445

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 21 juni 2000, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Rapportering door de raad van bestuur;
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1999;
3. Aanwending aan het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Bezoldiging bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80825)

**Barka, naamloze vennootschap,
Valkenlaan 40, 2900 Schoten**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op maandag 19 juni 2000, te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (80826)

**Belimmo Invest, naamloze vennootschap,
Dijkstraat 47, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 33705 — BTW 437.256.796

De jaarlijkse algemene vergadering wordt gehouden op 19 juni 2000, om elf uur.

Op de agenda staan de volgende punten :

1. verslag van de raad van bestuur;
2. bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999;
3. bestemming van het resultaat;
4. kwijting van de bestuurders voor hun beheer;
5. allerlei. (80827)

**Jean Blanquet & Co, naamloze vennootschap,
Franklin Rooseveltplaats 12, 2060 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 213781

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op dinsdag 20 juni 2000, te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring jaarrekening.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris.
6. Benoemingen en ontslagen.
7. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (80828)

**B.L.W. Invest, naamloze vennootschap,
Rapertingenstraat 86, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 82070 — BTW 448.712.694

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 19 juni 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Bezoldigingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten. (80829)

**Vitaphar, naamloze vennootschap,
Groot-Brittanniëlaan 50, 9000 Gent**

H.R. Gent 141635 — BTW 427.676.859

Bijeenroeping jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, Groot-Brittanniëlaan 50, 9000 Gent, op 21 juni 2000, te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Diversen. (80830)

**Immo Bollen, commanditaire vennootschap op aandelen,
Gellenbergstraat 15, 3470 Hoeleden**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Leuven, nr. 189
NN 437.301.041

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 2000, om 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de Jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia. (80831)

**Bosrand, naamloze vennootschap,
Zandberg 9, 8210 Loppem**

H.R. Brugge 67184

Datum algemene vergadering : 22 juni 2000, om 19 uur.

Agenda :

- Verslag van de bestuurders.
- Goedkeuring van de jaarrekening.
- Kwijting aan bestuurders.
- Rondvraag. (80832)

**Apotheek Buyse, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 41, 8480 Ernegem**

H.R. Oostende 36119 — BTW 421.062.350

De heren aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op zaterdag 17 juni 2000, om 17 uur, in de zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Voorlezing van het jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1999. 3. Bezoldiging van de bestuurders. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Vaststelling van de samenstelling van de raad van bestuur. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

Voor de raad van bestuur : Buyse Jozef, gedelegeerd bestuurder. (80833)

**Buyse Decolletage, naamloze vennootschap,
Venecolaan 11-13, 9880 Aalter**

H.R. Gent 108148 — BTW 407.705.450

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 20 juni 2000, te 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80834)

**Calbre-Invest, naamloze vennootschap,
Ardooisesteenweg 216, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 130060 — NN 450.526.990

Jaarvergadering op 20 juni 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (80835)

**Carlyco, naamloze vennootschap,
Veldstraat 5, 2450 Meerhout**

H.R. Turnhout 66032

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 17 juni 2000, te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 januari 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80836)

**Keukens Cattoor - Binneninrichting, naamloze vennootschap,
Ramskappellestraat 24, 8301 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 75205 — BTW 445.770.923

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op woensdag 21 juni 2000, om 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (80837)

**Cevo-Rent, naamloze vennootschap,
Meulemanslaan 25, 2269 Tongerlo (Westerlo)**

H.R. Turnhout 61518 — BTW 436.521.180

Jaarvergadering op 20 juni 2000, te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Verlenging benoemingen; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting aan de bestuurders; 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80838)

**Codagex, naamloze vennootschap,
Meistraat 3, 2480 Dessel**

H.R. Turnhout 65008 — BTW 439.312.505

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 19 juni 2000, te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
4. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming te geven aan het resultaat.
5. Decharge te geven aan de raad van bestuur en aan de commissaris-revisor.
6. Eventueel allerlei.

Om tot de vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders zich te gedragen naar de voorschriften van artikel 27 van de statuten. (80839)

**Vancollin, naamloze vennootschap,
Roeselaarseweg 57, 8820 Torhout**

H.R. Oostende 48240 — NN 446.489.713

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21 juni 2000, om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80840)

**Dejongh, naamloze vennootschap,
Essensteenweg 44, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 252173 — BTW 429.086.527

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen der gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel : Essensteenweg 44, te 2920 Kalmthout, op maandag 19 juni 2000, te 16 uur.

Agenda :

- Verslag van de raad van bestuur.
- goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999;
- kwijting aan de bestuurders. (80841)

**Garage Diesel, naamloze vennootschap,
Veeweg 9, Hoek Kennedylaan, 9000 Gent**

H.R. Gent 72652 — BTW 401.022.348

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering van dinsdag 20 juni 2000, om 14 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80842)

**Dockx Bouw, naamloze vennootschap,
Bleekstraat 19, 2480 Dessel**

H.R. Turnhout 75498 — BTW 453.114.912

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op maandag 19 juni 2000, om 14 uur.

Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80843)

**Ecarn - Zepperen, naamloze vennootschap,
Dekkenstraat 55, 3800 Zepperen**

H.R. Hasselt 90698 — BTW 455.878.224

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 20 juni 2000, om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaring m.b.t. art. 60 der Sw.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders.
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80844)

**A. Van Echelpoel, naamloze vennootschap,
Brugstraat 112, 2960 Brecht**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van 19 juni 2000.

Agenda :

- Verslag raad van bestuur.
- Goedkeuring jaarrekening.
- Kwijting aan de bestuurders.
- Ontslag en benoeming bestuurders.
- Varia. (80845)

**Elan, naamloze vennootschap,
9170 Sint-Gillis, Dagsterrestraat 2**

H.R. Sint-Niklaas 47010 — NN 435.995.204

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Dagsterrestraat 2, 9170 Sint-Gillis, op 20 juni 2000, om 20 uur.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80846)

**Electramo, naamloze vennootschap,
Industrieweg 14, 2390 Malle**

H.R. Antwerpen 204148 — BTW 414.941.452

Bijeenroeping jaarvergadering

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 19 juni 2000, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

De aandeelhouders worden verzocht te handelen conform artikel 18 van de statuten. De neerlegging van de aandelen dient te gebeuren op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en goedkeuring opname voorschotten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1999 tot en met 31 december 1999;
4. Bestemming van het resultaat;
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Statutaire benoemingen;
7. Allerlei. (80847)

**Ergon, naamloze vennootschap,
Rotsartlaan 21, 1852 Beigem**

H.R. Brussel 519560 — BTW 436.089.531

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op 24 juni 2000, om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Verslag art. 103/104 vennootschappenwet.
5. Beslissing voortzetting vennootschap.
6. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (80848)

**Bloemen Erica, naamloze vennootschap,
Burg. Heymanstraat 71, 9140 Tielrode**

H.R. Sint-Niklaas 46650 — BTW 436.324.905

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21 juni 2000 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Ontslagen en benoemingen raad van bestuur.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80849)

**Euro Contractors, naamloze vennootschap,
Scheldestraat 27, 9810 Nazareth**

H.R. Gent 191474 — BTW 464.610.994

De algemene vergadering zal plaatsvinden ten maatschappelijke zetel, op 17 juni 2000, om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (80850)

**Everaerts Wegenbouw, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 9, 3560 Linkhout**

H.R. Hasselt 34506 — BTW 400.942.867

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 20 juni 2000 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80851)

**Falco, naamloze vennootschap,
Duinbergenlaan 71, 8301 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 66663 — BTW 433.528.929

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op 20 juni 2000 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoeming. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (80852)

**International Fashion Company, naamloze vennootschap,
Mercatorstraat 42-44, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 44204 — BTW 430.260.227

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap, op maandag 19 juni 2000, te 19 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999 en resultaatverwerking. 3. Kwijting bestuurders. 4. Vaststelling bezoldiging bestuurders. 5. Rondvraag - allerlei. Zich schikken naar de statutaire bepalingen terzake. (80853)

**Fenaux, naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 467-477, 8520 Kuurne**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 19 juni 2000 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, neerlegging der titels op de zetel van de vennootschap, ten minste vijf dagen vóór de vergadering. (80854)

**De Fijnproever - Heist, naamloze vennootschap,
Bergstraat 9, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 70155 — BTW 443.895.457

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op maandag 19 juni 2000, om 14 uur.

Agenda :

1. Beraadslaging artikel 60 Venn.W.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Ontslag en benoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80855)

**Meubelen Florencia, naamloze vennootschap,
Vijfbunderstraat 14, 9200 Grembergen**

H.R. Dendermonde 45594 — BTW 442.929.417

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19 juni 2000 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Decharge aan bestuurders en benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80856)

**Flanders Promotion Service, naamloze vennootschap,
Rapertingenstraat 86, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 83674 — BTW 450.064.558

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 19 juni 2000 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Bezoldigingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten. (80857)

**Kwaliteitsbeenhouterij Frans, naamloze vennootschap,
Gistelsesteenweg 21, 8460 Oudenburg (Westkerke)**

H.R. Oostende 47079 — BTW 442.787.875

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19 juni 2000 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80858)

**Transport Gielen, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 31, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 55443 — BTW 423.899.601

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21 juni 2000 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Onslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80859)

**Immo Gilles, naamloze vennootschap,
Sint-Michielsstraat 15, bus 7, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 128214

Jaarvergadering op 19 juni 2000 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

- Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (80860)

**Sint-Gillis Schoenen, naamloze vennootschap,
Baliestraat 84, bus 11, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 64659 — BTW 430.664.459

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 21 juni 2000, om 16 uur, op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Lezing van het jaarverslag;
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Bezoldigingen.
5. Benoemingen.

(80861)

De raad van bestuur.

**G. en M., naamloze vennootschap,
Monseigneur Waffelaertlaan 53, 8370 Blankenberge**

H.R. Brugge 78937

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, op 20 juni 2000, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (80862)

**'t Gravenhof, naamloze vennootschap,
Koning Leopold III-straat 15, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 116801 — BTW 414.674.703

Jaarvergadering op 19 juni 2000 om 18 uur, in de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag. (80863)

De raad van bestuur.

**G.S.L., naamloze vennootschap,
Langstraat 13, 3384 Attenrode-Wever**

Jaarvergadering op maandag 19 juni 2000, te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Ontslating bestuurders. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten. (80864)

**Vanhaelewijn, naamloze vennootschap,
Meulebekerstraat 13, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 38405 — BTW 405.226.012

De jaarvergadering zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap, op 19 juni 2000 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslagen raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999 en aanwending van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor. 4. Herbenoeming bestuurders. 5. Bezoldigingen bestuurders.

Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap (80865)

**Hermes Immo & Forwarding, naamloze vennootschap,
Maasstraat 40, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 281560 — BTW 443.234.570

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van dinsdag 20 juni 2000 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring Jaarrekening. 3. Kwijting Bestuurders. 4. Varia. (80866)

**Den Hoed, naamloze vennootschap,
Markt 17, 2450 Meerhout**

H.R. Turnhout 67225 — BTW 444.161.614

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal plaatsvinden op 21 juni 2000 om 18 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. (80867)

**Hope, naamloze vennootschap,
Houtum 39, 2460 Kasterlee**

H.R. Turnhout 76022 — BTW 454.272.279

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal plaatshebben op maandag 19 juni 2000 om 11 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening van 1999.
3. Bestemming van het resultaat 1999.
4. Décharge verlenen aan de bestuurders.
5. Vergoeding aan de bestuurders.
6. Allerlei. (80868)

**Hovan, naamloze vennootschap,
Grote Markt 23, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 66849 — BTW 423.816.754

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 15 juni 2000, te 15 uur.

Agenda : 1. Evt. toep. art 60/103&104 Venn.W.; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; 6. Diverse besprekingen; evt. ontslag en benoemingen. (80869)

**Immo en Beheersmaatschappij Frijters,
afgekort : « I.B.F. », naamloze vennootschap,
Vijverlaan 27, 2910 Essen**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Antwerpen, nr. 637

Jaarlijkse algemene vergadering, op 20 juni 2000, te 15 uur.

Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur en van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (80870)

**Vanilimmo, naamloze vennootschap,
steenweg 119A, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 70787 — NN 446.204.849

Jaarvergadering op 21 juni 2000, om 19 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders 5. Varia. (80871)

**Imofra, naamloze vennootschap,
Meulemanslaan 28-30, 2660 Westerlo**

H.R. Turnhout 61058 — BTW 440.576.295

Jaarvergadering op 20 juni 2000, te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslaggeving conform art. 60 Ven.Wet. 2. Ontslag van bestuurders en benoemingen van nieuwe bestuurders. 3. Verlenging van benoemingen. 4. Verslag van de raad van bestuur; 5. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999; 6. Bestemming resultaat; 7. Kwijting aan de bestuurders; 8. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (80872)

Impress Belgium, naamloze vennootschap, te 2547 Lint

H.R. Antwerpen 185542 — BTW 402.908.009

De aandeelhouders worden verzocht deel te nemen aan de gewone algemene vergadering, die doorgaat ten maatschappelijke zetel, Groenstraat 3, te Lint, op 19 juni 2000, te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999 en bestemming van het resultaat.
3. Décharge aan de bestuurders en commissaris-revisor.
4. Samenstelling raad van bestuur.
5. Hernieuwing mandaat van de commissaris-revisor.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80873)

**Ivoma, naamloze vennootschap,
Tongersesteenweg 145, 3770 Riemst**

H.R. Tongeren 65520 — NN 436.735.570

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 19 juni 2000, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge verlenen aan bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80874)

**Jago, naamloze vennootschap,
Dorpstraat 30, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 63162 — BTW 426.682.808

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 20 juni 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 der Sw.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.

3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders.
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80875)

**Janssen-Geurts, naamloze vennootschap,
André Dumontlaan 20, 3665 As**

H.R. Tongeren 67764

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21 juni 2000 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80876)

**Jara, naamloze vennootschap,
Sint-Jansbergstraat 7, 3545 Zelem**

H.R. Hasselt 86331 — BTW 416.700.122

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal plaatshebben op 22 juni 2000 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80877)

**J.M. Garden Design, naamloze vennootschap,
weg Messelbroek 145, 3271 Scherpenheuvel-Zichem**

H.R. Leuven 71059 — BTW 433.092.825

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 15 juni 2000 te 16 uur. — Agenda : 1. Evt. toep. art. 60 Venn.W.; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; 6. Varia. (80878)

**JYL, naamloze vennootschap,
Calmeynlaan 10, 8660 De Panne**

BTW 437.948.070

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 17 juni 2000.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80879)

**Albert Kint, naamloze vennootschap,
Stormestraat 97, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 106184 — BTW 426.158.612

De aandeelhouders worden verzocht op 20 juni 2000 om 15 uur, de algemene vergadering bij te wonen, die gehouden zal worden op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31 januari 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris.
5. Allerlei. (80880)

**Koraton, naamloze vennootschap,
Visserskaai 26, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 103551 — BTW 424.217.424

De jaarvergadering wordt gehouden ten maatschappelijke zetel op 22 juni 2000 om 10 uur, met volgende agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan Bestuurders en commissaris-revisor; 5. Ontslagen en benoemingen. Om toegelaten te worden tot de vergadering, dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel ten laatste op 16 juni 2000. (80881)

**New Laguna Sportcentre, naamloze vennootschap,
Krommedijk 32, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 86872 — BTW 461.011.207

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 20 juni 2000 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoeming. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen vóór de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (80882)

**Immo Lambers, naamloze vennootschap,
Vrasenestraat 44, 9120 Beveren**

H.R. Sint-Niklaas 36917 — NN 418.915.482

Jaarvergadering op 20 juni 2000 te 17 uur, op de zetel. — Agenda :
1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op
31 december 1999; 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Toepassing art.103
venn.wet.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de
bepalingen van de statuten. (80883)

**Land and Sea, naamloze vennootschap,
Nieuwstraat 133, 8780 Oostrozebeke**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk, nr. 43

De jaarvergadering zal gehouden worden op 20 juni 2000 om 16 uur,
op de zetel, te Oostrozebeke.

Agenda :

1. Lezing verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening per 30 december 1999.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur.

Zich te gedragen naar de statuten. (80884)

**Immo Lejeune, naamloze vennootschap,
Schrijnwerkersstraat 4, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 89212

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die
zal gehouden worden op 20 juni 2000 om 11 uur, ten maatschappelijke
zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de
bepalingen van de statuten. (80885)

**Limac, naamloze vennootschap,
Kruisstraat 21, te 3530 Houthalen**

H.R. Hasselt 70705 — BTW 434.538.323

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de
gewone algemene vergadering, die op 20 juni 2000 zal gehouden
worden ten maatschappelijke zetel, te 10 uur, en zal beraadslagen over
volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuurder;
2. Jaarrekening 31 december 1999 - Bestemming resultaat.
3. Decharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkom-
stig de statutaire bepalingen. (80886)

**Littoral, naamloze vennootschap,
Visserskaai 29, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 103696 — BTW 424.203.665

De jaarvergadering wordt gehouden ten maatschappelijke zetel op
22 juni 2000 om 8.30 u., met volgende agenda : 1. Lezing jaarverslag en
verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per
31 december 1999; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan Bestuur-
ders en commissaris-revisor; 5. Ontslagen/benoemingen.

Aansluitend zal een buitengewone algemene vergadering worden
gehouden met de volgende agendapunten :

1. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in EURO.
2. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 638,8513606 Euro
om het te brengen van 1.487.361,1487 Euro op 1.488.000 Euro door
incorporatie van overgedragen winst, zonder uitgifte van nieuwe
aandelen.
3. Verlenen van volmachten teneinde de statuten te coördineren, de
formaliteiten van openbaarmaking te vervullen en de wijzigingen bij
het handelsregister door te voeren.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhou-
ders hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel ten
laatste op 16 juni 2000. (80887)

**Lobelu, naamloze vennootschap,
Koning Albertlaan 123, 9080 Lochristi**

H.R. Gent 160830 — BTW 443.227.444

Jaarvergadering op 20 juni 2000 om 18 uur, op de zetel.

Agenda : 1. Toepassing art. 60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 4. Bestemming
resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan bestuurders.
7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag.

Wil u schikken naar de statuten. (80888)

**Lotrac, naamloze vennootschap,
Kauterhof 2b, 3320 Hoegaarden**

H.R. Leuven 38249 — BTW 400.958.606

Bijeenroeping tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering
der aandeelhouders ten maatschappelijke zetel van de vennootschap
per 19 juni 2000, om 11 uur, met als dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
2. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
3. Decharge verlenen aan de raad van bestuur. (80889)

**Ludimo, naamloze vennootschap,
Mgr. Stillemansstraat 46, 9100 Sint-Niklaas**

BTW 434.654.723

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de vergade-
ring, die zal plaatshebben op 22 juni 2000.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Ontslagen en benoemingen raad van bestuur. (80890)

**Lavoir de Laines - Wolwasserij Cecile Martens,
naamloze vennootschap, Staatsbaan 31, 9870 Zulte**

H.R. Gent 70874 — BTW 405.598.174

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 21 juni 2000, om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999;
3. Kwijting bestuurders;
4. Benoemingen. (80891)

**Matchroom Schijnpoort, naamloze vennootschap,
Schijnpoort 53, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 248665 — BTW 427.804.939

Jaarvergadering op 21 juni 2000 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring Jaarrekening per 31 december 1999; 3. Kwijting Bestuurders; 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80892)

**Medlab, naamloze vennootschap,
Sint-Sebastiaanslaan 2A, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 112504 — BTW 423.119.542

Jaarvergadering op 19 juni 2000 om 14 uur, in de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999; 2. Resultaatsaanwending; 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding; 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Rondvraag.

(80893)

De raad van bestuur.

**Nathary, naamloze vennootschap,
Nieuwstraat 133, 8780 Oostrozebeke**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Kortrijk, nr. 147

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 20 juni 2000, te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Lezing van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking van de resultaten.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
- Zich gedragen naar de statuten. (80894)

**Steenfabrieken A. Nelissen-Haesen, naamloze vennootschap,
Kiezeweg 458-460, 3620 Lanaken (Veldwezelt)**

H.R. Tongeren 1516 — BTW 401.333.639

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op woensdag 21 juni 2000, om 12 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
 5. Allerlei.
- Zich richten naar de statuten. (80895)

**D'Office, naamloze vennootschap,
Ankerrui 20, 2000 Antwerpen**

BTW 434.335.613

De jaarvergadering vindt plaats op 23 juni 2000 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Beslissing over de resultaatverdeling.
3. Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80896)

**Oras, naamloze vennootschap,
Kustlaan 111, 8300 Knokke**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 19 juni 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Kwijting van bestuur aan de bestuurders.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Samenstelling raad van bestuur.
5. Rondvraag. (80897)

**Oresta, naamloze vennootschap,
De Ster 16, 2540 Hove**

H.R. Antwerpen 266812 — BTW 435.263.249

Bijeenroeping algemene vergadering aandeelhouders, ten maatschappelijke zetel d.d. 20 juni 2000 te 20 uur.

Agenda :

- Verslag raad van bestuur en zijn goedkeuring.
- Bespreking jaarrekening per 31 december 1999.
- Goedkeuring bestemming van het resultaat.
- Kwijting bestuurders.
- Goedkeuring van de bezoldigingen toegekend aan de bestuurders;
- Rondvraag. (80898)

**Vervoerbedrijf Pans, naamloze vennootschap,
Stadsbeemd 1041, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 51251 — BTW 417.875.703

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal plaatshebben op 22 juni 2000 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999;

3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80899)

**Partimo, naamloze vennootschap,
Ringweg 1, 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 36279 — NN 457.853.262

Jaarvergadering op zaterdag 17 juni 2000, om 18 uur, in de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80900)

**Patribe, naamloze vennootschap,
Rembert Dodoenstraat 47, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 71416 — NN 445.170.117

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 20 juni 2000 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80901)

**Pie Jie, commanditaire vennootschap op aandelen,
De Keyserlei 43, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 178011 — BTW 406.379.025

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 21 juni 2000 om 15 uur.

Agenda : 1. Art.60 Venn. wet.; 2. Verslag van de raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening; 4. Kwijting zaakvoerder; 5. Bestemming resultaat; 6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (80902)

De raad van bestuur.

**Pocodin, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 186, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 226366 — BTW 421.738.875

Jaarvergadering op woensdag 21 juni 2000 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Titels neerleggen ten maatschappelijke zetel vijf dagen vóór de vergadering. (80903)

**Pondok, naamloze vennootschap,
Kwikstaartlaan 30, 2610 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 281142

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19 juni 2000 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999.
3. Kwijting bestuurders.
4. Rondvraag. (80904)

**Promaco, naamloze vennootschap,
Sepulkrijnenlaan 42, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 92930 — BTW 449.172.356

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal doorgaan op de zetel van de vennootschap, op 20 juni 2000 om 15 uur, met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Goedkeuring van de bezoldigingen. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Rondvraag. (80905)

**Prozon Invest, naamloze vennootschap,
Heuvenstraat 60, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 99803 — BTW 440.404.447

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 19 juni 2000, om 18 uur, met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999 met inbegrip van de bestemming van het resultaat; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80906)

**PVK, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 213, bus 14, 2018 Antwerpen**

BTW 456.607.704

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die doorgaat op 21 juni 2000 te 11 uur.

Agenda :

1. Rapportering door de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening per 30 december 1999.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Bezoldiging bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80907)

**Radius, naamloze vennootschap,
Koolskampstraat 64, 8810 Lichtervelde**

H.R. Oostende 38470 — BTW 424.538.019

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal worden gehouden op woensdag 21 juni 2000 om 15 uur, ten zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening per 30 december 1999. 3. Goedkeuring van voornoemde stukken. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bestemming resultaat. 6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht om tot de vergadering toegelaten te worden, zich te schikken naar de statuten. (80908)

**Juwelen Rayjo, naamloze vennootschap,
Rijfstraat 6, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 304922 — BTW 453.178.357

Jaarvergadering op 19 juni 2000 om 17 uur, ten zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening op 31/12/1999; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Eventuele benoemingen en ontslagnemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80909)

**Rejen Invest, naamloze vennootschap,
Londenstraat 30, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 313081 — BTW 440.586.074

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 20 juni 2000 om 18 uur, met volgende agenda :

- Verslag van de raad van bestuur.
- Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
- Bestemming van het resultaat.
- Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
- Ontslag en benoeming bestuurders.
- Allerlei. (80910)

**Resobel, naamloze vennootschap,
Leuvensestweg 72/4, 3290 Diest**

H.R. Leuven 83239 — BTW 405.680.229

Jaarvergadering op 20 juni 2000 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedk. jaarrek. per 31.12.1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. (80911)

**Robor, naamloze vennootschap,
Beatrijslaan 25, PB 63, 2050 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 82867

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 19 juni 2000 om 11 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Lezing van het beleidsverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.

3. Kwijting aan de raad van bestuur.

4. Benoeming bestuurders.

5. Diverse.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80912)

**Robovan, naamloze vennootschap,
Stationsdreef 77, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 126044

Jaarvergadering op 19 juni 2000 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (80913)

**Rominvest, naamloze vennootschap,
Robijnstraat 7, 1020 Brussel**

H.R. Brussel 392033 — BTW 414.392.611

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 22 juni 2000 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80914)

**A & P De Roy Trading Company, naamloze vennootschap,
Transcontinentaalweg 4, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 230926 — BTW 422.858.632

Gewone algemene vergadering van aandeelhouders op 19 juni 2000 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Ontlasting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Diversen.

Voor deelname aan de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de voorschriften in de statuten. (80915)

Vanderschaeghe's Zaden, naamloze vennootschap,**Kronevoordestraat 57, 8610 Kortemark**

H.R. Oostende 55463 — BTW 462.705.836

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 16 juni 2000 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80916)

**Smets Aviation Service, naamloze vennootschap,
Vliegplein 2, bus 2, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 69139 — BTW 442.606.248

Jaarvergadering op 21 juni 2000 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en beslissing over de vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (80917)

**Sneeuw Witje, naamloze vennootschap,
Ieperstraat 17, 8970 Poperinge**

H.R. Ieper 29515 — BTW 425.918.585

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering, op zaterdag 17 juni 2000 om 19 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

- Lezing jaarverslag jaarrekening 31.12.1999
- Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999;
- Aanwending resultaat.
- Kwijting bestuurders. (80918)

**Sporto, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 186, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 256639 — BTW 430.922.302

Jaarvergadering op maandag 19 juni 2000 te 13 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaten. 4. Herbenoemingen bestuurders. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Rondvraag. Titels neerleggen ten maatschappelijke zetel vijf dagen vóór de vergadering. (80919)

**Jules Sterckx, naamloze vennootschap,
Oudestraat 8, 3272 Scherpenheuvel-Zichem**

H.R. Leuven 91897 — BTW 455.757.171

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op maandag 19 juni 2000, te 19 uur.

Agenda :

1. Beraadslagen en beslissen inzake netto actief.
2. Lezing van het jaarverslag.

3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.

4. Bestemming van het resultaat.

5. Kwijting aan de bestuurders.

6. Bezoldiging.

7. Varia. (80920)

**De Swaen, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 387, 2110 Wijnegem**

H.R. Antwerpen 280155 — BTW 442.053.843

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal gehouden worden op 20 juni 2000 om 14 uur.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 ter Sw. H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders.
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (80921)

**Verzekeringen Torfs, naamloze vennootschap,
Stommehoevestraat 79, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 261026

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van 20 juni 2000.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening d.d. 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders. (80922)

**Groep Vacla, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 170, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 267995 — NN 436.328.170

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 21 juni 2000 om 14 uur.

Agenda :

- lezing verslag raad van bestuur;
- goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999;
- kwijting te verlenen aan de bestuurders;
- benoeming bestuurders, gedelegeerd bestuurder;
- varia. (80923)

**Vandena, naamloze vennootschap,
Bavikhovestraat 83, 8710 Wielsbeke (Ooigem)**

H.R. Kortrijk 110844 — BTW 429.275.874

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 17 juni 2000 om 11 uur, ter zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999;

2. Kwijting aan de bestuurders;
3. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat;
4. Rondvraag.
(80924) De raad van bestuur.

**Vandenberghé Naaimachines, naamloze vennootschap,
Broekestraat 6, 9667 Horebeke**

BTW 443.218.338
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de statutaire algemene vergadering op 19 juni 2000.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Mededeling van het persoonlijk belang van bestuurders.
3. Lezing en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999.
4. Goedkeuring vooropgestelde winstverdeling per 31 december 1999.
5. Decharge aan de raad van bestuur.
6. Diverse. (80925)

**Zakenkantoor Vereecke, naamloze vennootschap,
Platanendreef 20, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 117506
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21 juni 2000 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (80926)

**Vennootschap voor Vermogensbeheer, naamloze vennootschap,
Oude Leeuwenrui 7/11, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 192693 — BTW 412.774.788
—

Gewone algemene vergadering op maandag 19 juni 2000 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens 6 dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (80927)

**Bouwbedrijf Versluys, naamloze vennootschap,
Zandvoordestraat 465, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 29254 — BTW 411.668.196
—

Jaarvergadering op 19 juni 2000 om 10 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. 2. Resultaataanvending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Varia.

(80928) De raad van bestuur.

**Wautex, naamloze vennootschap,
Boomlaarstraat 309, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 35023 — BTW 404.067.752
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de statutaire algemene vergadering die zal doorgaan op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 20 juni 2000 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1999.
3. Bestemming te geven aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Diversen - Ontslag en benoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (80929)

**West Coast Investments, naamloze vennootschap,
Zeedijk 286, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 40286 — BTW 427.117.328
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 21 juni 2000 om 11 uur, met als agenda :

1. Toepassing art. 103 van de vennootschappenwet.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoemingen
5. Bezoldigingen.

(80930)

De raad van bestuur.

**Wimek, naamloze vennootschap,
Diestersteenweg 408, 3850 Nieuwerkerken**

H.R. Hasselt 86810 — BTW 452.815.893
—

Jaarvergadering op 19 juni 2000 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en beslissing over hun vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (80931)

**Agentschap Wuytens & Schepers, naamloze vennootschap,
Sint-Gertrudisstraat 6, 3511 Hasselt (Kuringen)**

H.R. Hasselt 82910 — BTW 449.526.506
—

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 20 juni 2000 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag. (80932)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Ville de Liège

Académie royale des Beau-Arts

Enseignement secondaire artistique de plein exercice

Appel public aux candidats à l'examen d'aptitude à l'enseignement des arts plastiques en vue du recrutement de professeurs dans les spécialités suivantes :

degré secondaire inférieur : couleur;

degré secondaire supérieur : volume.

Le texte complet de l'appel et le formulaire de candidature peuvent être obtenus à l'adresse suivante :

M. l'échevin de l'instruction publique, direction générale de l'enseignement, Cité administrative, 11^e étage, bureau 1107, En Potiérue 5, 4000 Liège, tél. 04/221 84 86 ou 04/221 84 98.

La date de clôture de l'appel aux candidatures est fixée au 30 juin 2000. Les candidatures tardives ne seront pas prises en considération. (17903)

Stad Antwerpen

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van (Buurt)toezichters :

1. contractueel buurttoezichter (voltijds).

Taak :

vertrouwensfunctie naar de buurt toe; deelname aan dagelijkse briefings en bewonersvergaderingen; uitbouwen van relaties met stedelijke en private diensten; rapportering van werkzaamheden aan verantwoordelijke; behandeling van samenlevingsgebonden problemen; bijdrage tot positieve teamgeest; werken in uniform en met vaste collega.

Profiel :

diploma lager middelbaar onderwijs, contactvaardig, diplomatiek en overredend; flinke dosis mensenkennis; taalvaardig en verzorgd; geduldig en beleefd in conflictsituaties; bereid tot bijscholing en ontwikkeling van vaardigheden. De bruto maandwedde aan actuele index voor (buurt)toezichter (voltijds) bedraagt BEF 54 347 (Euro 1 347,23).

2. contractueel toezichter sportinfrastructuur (halftijds).

Taak :

duidelijk zichtbare aanwezigheid in sportinfrastructuur; onderhouden van persoonlijke contacten met het publiek, meer bepaald met mogelijke probleemjongeren; communiceren met allochtone doelgroepen op basis van vertrouwen en gelijkheid; tijdig detecteren en rapporteren van oplopende spanningen; tewerkstelling in district Deurne en district Hoboken.

Profiel :

diploma lager middelbaar onderwijs; doorzicht in problematiek van sociaal-economisch zwakkeren; efficiënt en klantvriendelijk; communicatief en assertief; conflictbeheersend; flexibiliteit qua werkuren.

In het kader van het gelijke kansenplan nodigt de stad Antwerpen de vrouwen en de allochtonen aan zich voor deze functie kandidaat te stellen.

Hebben wij uw interesse gewekt en wenst u meer informatie over deze functie? Bel ons op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen u onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. U vindt deze ook in elk districtshuis, bij de infobalie van het stadhuis en in de infowinkel (Grote Markt 40). U kunt uw kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor de 4 functies moeten ons ten laatste op 16 juni 2000 bereiken. De proef voor (buurt)toezichter vindt plaats op donderdag 22 juni 2000. (17904)

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van :

Contractueel toezichter 't Ravotkot (halftijds).

Taak :

uitbouw van speel-o-theek op 2 pleinen in Antwerpen voor kinderen en jongeren van 4 tot 14 jaar; toezichtfunctie op het plein; coördinatie van de speelgoeduitleendienst; sociale functie t.o.v. ouders, bewoners en kinderen; mee organiseren van activiteiten; tewerkstelling op het Constant Menierplein (Hoboken-Moretusburg) of het Noordschipersdok (Dam-Schijnpoort).

Profiel :

diploma lager middelbaar onderwijs; creatief; communicatief; sociaalvoelend; kindvriendelijk; flexibel en bereid tot avond- en weekendwerk.

De bruto maandwedde aan actuele index voor (buurt)toezichter (halftijds) bedraagt BEF 27 174 (Euro 673,63).

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt de stad Antwerpen de vrouwen en de allochtonen aan zich voor deze functie kandidaat te stellen.

Hebben wij uw interesse gewekt en wenst u meer informatie over deze functie? Bel ons op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen u onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. U vindt deze ook in elk districtshuis, bij de infobalie van het stadhuis en in de infowinkel (Grote Markt 40). U kunt uw kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor de 4 functies moeten ons ten laatste op 16 juni 2000 bereiken. De proef voor (buurt)toezichter vindt plaats op donderdag 22 juni 2000. (17905)

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot het aanwerven van :

Contractueel redder voor juli en augustus (polyvalent werkman/werkvrouw).

Taak :

verantwoordelijkheid voor de veiligheid van uw gasten en de orde in en rond het zwembad; uitvoeren van kwaliteitscontroles op het zwembadwater en onderhoud van het zwembad; redden en reanimeren van zwemmers in nood; verslag opmaken bij ongevallen.

Profiel :

houder van een hoger reddersbrevet van B.L.O.S.O/L.C.K.; houder van een recent recyclageattest afgeleverd door het B.L.O.S.O/L.C.K. (of gelijkgesteld); beheersing van de verschillende zwemtechnieken en hierin kunnen lesgeven; beschikken over grondige vakkennis en kennis van de veiligheidsvoorschriften.

De bruto maandwedde aan actuele index bedraagt BEF 52 823 (Euro 1 309,44).

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt de stad Antwerpen de vrouwen en de alloctonen aan zich voor deze functie kandidaat te stellen.

Hebben wij uw interesse gewekt en wenst u meer informatie over deze functie? Bel ons op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen u onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. U vindt deze ook in elk districtshuis, bij de infobalie van het stadhuis en in de infowinkel (Grote Markt 40). U kunt uw kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor de 4 functies moeten ons ten laatste op 16 juni 2000 bereiken. De proef voor (buurt)toezichter vindt plaats op donderdag 22 juni 2000. (17906)

Gemeente Waarschoot

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat er bij het gemeentebestuur volgende betrekking vacant is in statutair verband:

één fulltime betrekking van politieagent (m/v)

Toelatingsvoorwaarden:

1. Belg zijn;
2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3. van onberispelijk gedrag zijn;
4. voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten;
5. de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten en inzonderheid een lichaamslengte die niet lager is dan 1,63 m.

Aanwervingsvoorwaarden:

1. de minimumleeftijd die vereist is voor de toelating als aspirant-politieagent is 18 jaar;
2. houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig moet zijn met deze die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen voor niveau 2 bij de rijksbesturen;
3. niet bij de wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen;
4. binnen een periode van drie jaar voorafgaand aan de toelatingsdatum in de hoedanigheid van aspirant-politieagent, te rekenen vanaf het proces-verbaal als bewijs van het slagen voor de laatste selectieproef, geslaagd zijn in de bekwaamheids- en selectieproeven die georganiseerd worden door een erkend trainings- en opleidingscentrum;
5. politieagenten die over een dienstanciënniteit beschikken van minstens vijf jaar ingaande op de vaste benoeming in een andere gemeente zijn vrijgesteld van de leeftijdsvoorwaarden en het voorziene slagen voor de bekwaamheids- en selectieproeven, evenals het volgen en slagen van de opleidingscursussen, georganiseerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 11 oktober 1997 betreffende de opleidings- en trainingscentra voor politieagenten en veldwachters.

Het college van burgemeester en schepenen zal een bijkomende proef organiseren onder de vorm van een gesprek met als doel een keuze te maken onder de verschillende kandidaten die laureaat zijn van de verplichte selectieproeven.

Bijkomende modaliteitsvereisten:

1. uiterlijk bij benoeming in vast dienstverband houder zijn van een rijbewijs, minstens geldig voor de categorie B;
2. zich akkoord verklaren met aansluiting van hun woning op het telefoonnet.

De kandidatuurstelling, vergezeld van de nodige bewijsstukken (een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma, voor eensluidend afschrift van attest slagen bekwaamheids- en selectieproeven, een bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden oud is op 1 juli 2000, uittreksel uit geboorteakte, voor de mannelijke kandidaten een militiegetuigschrift en voor de kandidaten die solliciteren in het kader van punt 5 van de aanwervingsvoorwaarden een verklaring van de werkgever betreffende de anciënniteit) dient vóór 1 juli 2000 bij ter post aangetekend schrijven gezonden te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Dorp 1, te 9950 Waarschoot.

Nadere inlichtingen zijn te verkrijgen op bovenstaand adres en telefonisch op het nr. 09/377 18 05. (17907)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Geel

Het O.C.M.W. van Geel werft (met aanleg van een wervingsreserve) volgende functies in het kader van de sociale maribel aan:

2 halftijdse functies van gezinshelp(st)er (met/of zonder gelijkgesteld getuigschrift) met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur t.b.v. het dienstencentrum « Den Echo »;

4 halftijdse functies van werkman/werkvrouw met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur t.b.v. de poetsdienst.

diplomavereiste gezinshelp(st)er (met/of zonder gelijkgesteld getuigschrift):

ofwel houder zijn van één van de hiernavermelde bescheiden, afgeleverd door een hogere secundaire beroepsschool, finaliteit gezinshelp(st)er, gezins- en sanitaire help(st)er, kinderverzorg(st)er of verzorgende;

een brevet of getuigschrift;

een kwalificatieattest van het zesde leerjaar;

een studieattest;

ofwel houder zijn van een getuigschrift van hoger secundair technisch onderwijs studierichting verpleegaspirant(e);

ofwel houder zijn van een bekwaamheidsattest van gezins- en/of bejaardenhelp(st)er afgeleverd door een erkend opleidingscentrum;

ofwel houder zijn van een bekwaamheidsattest afgeleverd door een andere dan de Vlaamse Gemeenschap of houder zijn van een gelijkwaardig buitenlands diploma of getuigschrift mits machtiging van de bevoegde gemeenschapsminister onder de voorwaarden die hij bepaalt.

De laatstejaarsstudenten worden eveneens in de gelegenheid gesteld hun kandidatuur te stellen mits bijvoeging van een attest, afgeleverd door de school, waaruit blijkt dat betrokkene het laatste jaar volgt.

Geen diplomavereiste voor de functie van werkman/werkvrouw.

Kandidaturen te richten aan de O.C.M.W.-voorzitter, Stationsstraat 27, 2440 Geel en uiterlijk toe te komen op 26 juni 2000 met bijvoeging van een kopie van het vereiste brevet of schoolattest.

De aanwervingsvoorwaarden, de functieomschrijving en bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op de personeelsdienst van het O.C.M.W., Stationsstraat 27, 2440 Geel, tel. 014/57 01 73. (17908)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zelzate

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zelzate gaat over tot de aanwerving van:

Gebrevetteerde verpleegkundigen (2 voltijdse contracten van onbepaalde duur en 1 halftijds contract van onbepaalde duur).

Aanwervingsvoorwaarden:

diploma gebrevetteerde verpleegkundige of daarmee gelijkgesteld;

geen ervaring vereist;

slagen voor een niet-vergelijkend wervingsexamen.

Functieomschrijving :

Onder leiding van en in overleg met de hoofdverpleegkundige een kwaliteitsvolle dienstverlening aanbieden zodat het welzijn en de gezondheid van de bewoners maximaal gevrijwaard worden.

Functieclassificatie : C3-C4.

Wervingsreserve :

Er zal een wervingsreserve worden aangelegd voor de duur van de proefperiode (eventueel de verlengde proefperiode) plus één maand.

Bijkomende inlichtingen, de volledige toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en de volledige functieomschrijving zijn te verkrijgen op het secretariaat van het O.C.M.W. van Zelzate (tel. 09/342 29 20).

Kandidaturen dienen schriftelijk te worden gericht aan de voorzitter van het O.C.M.W., de heer Paul Tollenaere, Burg. J. Chalmetlaan 82, te 9060 Zelzate, en moeten uiterlijk op 7 juli 2000 in het bezit zijn van het O.C.M.W. van Zelzate.

Gelieve uitdrukkelijk te vermelden of u kandidaat bent voor een halftijdse of voltijdse functie of voor beide. (17909)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Herenthout

Het O.C.M.W. van Herenthout gaat over tot de aanwerving van :

Gezins- en bejaardenhelp(stpers (2,5 VE), voltijds of deeltijds in vast dienstverband & contractueel (niet gesco).

De functie omvat :

het normaal houdelijk en verzorgend werk;

gewone dagelijkse verzorging van de bejaarde/gezin;

huidhoudelijke taken : koken, boodschappen doen, wassen, strijken, onderhoud woning...;

sociaal-begeleidende taak : aanleren en organiseren van huishoudelijke taken en budgetteren, cliënt tot zinvolle vrijetijdsbesteding stimuleren, morele steun bij overlijden of langdurige ziekte, zelfredzaamheid stimuleren.

Er wordt gevraagd :

kennis onderhoudsmaterialen, -producten en -technieken;

baiskennis t.a.v. gezondheidszorg;

goede kennis van opvoeding van kinderen, voeding, ouder worden, eerste hulp en verzorgingstechnieken;

zelfstandig, systematisch en ordelijk kunnen werken;

gepast kunnen reageren in geval van crisissituaties;

respecteren van beroepsgeheim, discretie;

zin voor orde, netheid en hygiëne.

De kandidaten :

zijn in het bezit van het diploma of attest van gezins- en bejaardenhelpster (leerlingen die nu in juni afstuderen kunnen zich ook kandidaat stellen);

slagen in een aanwervingsexamen (vermoedelijke data : schriftelijk op 1 juli en mondeling op 6 juli ('s avonds);

er wordt een werfreserve aangelegd.

Nadere inlichtingen betreffende de benoemingsvoorwaarden en het examen kunnen bekomen worden op het O.C.M.W.-secretariaat 014/50 21 81 (Nathalie Verbeeck).

Kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae* en een afschrift van het diploma of attest, dienen uiterlijk op 15 juni 2000 aangetekend te worden gestuurd aan de voorzitter van het O.C.M.W., Bouwelse Steenweg 14, 2270 Herenthout. (17910)

Institut d'Optique Raymond Tibaut

L'I.O.R.T., enseignement technique supérieur en optique-optométrie, situé rue Capitaine Crespel 26, à 1050 Bruxelles, désire engager pour l'année académique 2000-2001, des chargés de cours, porteurs du diplôme pédagogique requis pour les cours suivants :

mathématique; physique; biologie et anatomie générales et oculaires; chimie; statistiques; psychologie générale; anglais technique; optique géométrique; optique physique; optique instrumentale; optique physiologique; neurophysiologie spécialisée; optométrie; contactologie; visuo-genèse; psychologie de la vision; ergonomie visuelle; basse vision; pathologie et pharmacologie oculaires; technologie (optique ophtalmique); lunetterie pratique; informatique; droit; commerce, comptabilité; gestion adm. et financ.; ainsi qu'un surveillant-éducateur et un chef d'atelier pratique lunetterie; expérience pratique de trois ans minimum requise.

Envoyer *curriculum vitae* à l'adresse mentionnée ci-dessus. (17911)

Katholieke Hogeschool Zuid-West-Vlaanderen

De Katholieke Hogeschool Zuid-West-Vlaanderen werft aan in tijdelijk verband voor volgende betrekkingen (m/w).

Algemene toelatingsvoorwaarden : de voorwaarden zoals bepaald in artikel 89 van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap.

Onderwijzend personeel :

Periode van aanstelling : vanaf 1 september 2000 tot 31 augustus 2001, verlenging is mogelijk. Salarisschaal 502 voor lector, salarisschaal 316 voor praktijklector.

Gemeenschappelijk profiel :

Getuigschrift pedagogische bekwaamheid of bereid zijn tot bijscholing terzake; didactische kwaliteiten; ruime vak kennis en de bereidheid om de aangeboden leerstof en leerstofbegeleiding af te stemmen op de opleidingsprofielen van het betrokken studiegebied; vertrouwd met de courante software pakketten; openheid voor vernieuwing en bereidheid tot permanente interne of externe didactische en vaktechnische bijscholing; communicatief, open en motiverend kunnen omgaan met studenten; vlot kunnen werken in teamverband; zich soepel kunnen aanpassen aan een evoluerende taakinhoud.

Gemeenschappelijke functie-inhoud :

Medewerking verlenen aan de departementale initiatieven inzake maatschappelijke dienstverlening, posthogeschoolvorming en voortgezette opleidingen, medewerking verlenen aan de didactische en vaktechnische projecten van de vakgroep m.b.t. studeerbaarheid, ontwikkeling van schriftelijk en activerend studiemateriaal, computerondersteunend onderwijs, zelfstudiepakketten.

KATHO/00/0P/01

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement HANTAL, studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde.

Profiel :

Relevant diploma van de tweede cyclus van het academisch onderwijs of van het hoger onderwijs van academisch niveau; bij voorkeur diploma licentiaat economische wetenschappen (T.E.W. of bedrijfseconomie) of licentiaat handelswetenschappen.

Strekken tot aanbeveling : een bijkomend diploma/opleiding/ervaring inzake boekhouden, fiscaliteit en aanverwante vakken; interesse voor en/of ervaring met het gebruik van de nieuwe media, de nieuwe onderwijsvormen en didactiek.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekking en leerprocesbegeleiding op het vlak van boekhouden, fiscaliteit en aanverwante specialiteiten.

KATHO/00/0P/02

Een voltijdse betrekking van praktijklector bij het departement HANTAL, studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde en het Impulscentrum (KATHO-KULAK).

Profiel :

Een voor de functie relevant diploma van hoger onderwijs van één cyclus, degelijke kennis en ervaring in de installatie van hardware en software en het gebruik van bureoticapakketten, netwerkbeheer (Windows NT/2000), ...

Strekken tot aanbeveling : interesse voor en ervaring met het gebruik van de nieuwe media, de nieuwe onderwijsvormen en didactiek.

Functie-inhoud :

Departementaal informaticaverantwoordelijke en netwerkbeheerder. Adviseren en bijstaan van de collega's informatici op het logistieke vlak van de informatica en bureotica, medewerking verlenen aan de didactische projecten van de vakgroep m.b.t. automatische toetsverwerking en medewerker aan het impulscentrum voor onderwijsvernieuwing.

KATHO/00/0P/03

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement HANTAL, studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde.

Profiel :

Relevant diploma van de tweede cyclus van het academisch onderwijs of van het hoger onderwijs van academisch niveau; bij voorkeur diploma licentiaat economische wetenschappen (T.E.W. of bedrijfsconomie) of licentiaat handelswetenschappen.

Strekken tot aanbeveling : een bijkomend diploma/opleiding/ ervaring inzake boekhouden, fiscaliteit, handelsbetrekkingen, statistiek en aanverwante specialiteiten; interesse voor en/of ervaring met het gebruik van de nieuwe media, de nieuwe onderwijsvormen en didactiek.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekkende en leerprocesbegeleiding op het vlak van statistiek, binnen- en buitenlandse handel en aanverwante vakken.

KATHO/00/0P/04

Een deeltijdse betrekking (max. 80 %) van lector bij het departement HANTAL, studiegebied handelswetenschappen en bedrijfskunde.

Profiel :

Diploma licentiaat taal- en letterkunde, Romaanse talen of licentiaat vertaler-tolk (Romaanse talen).

Strekken tot aanbeveling : een bijkomend diploma/opleiding/ ervaring inzake aanwending van de Franse en Spaanse taal voor het bedrijfsleven; interesse voor en/of ervaring met het gebruik van de nieuwe media, de nieuwe onderwijsvormen en didactiek.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekkende en leerprocesbegeleiding op het vlak van de Franse en eventueel Spaanse taal.

KATHO/00/0P/05

Een deeltijdse betrekking (50 %) van praktijklector bij het departement HIVB, studiegebied gezondheidszorg.

Profiel :

Gegradueerde verpleegkundige optie pediatrie.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen van colleges en vaardigheidstraining en begeleiden van studenten tijdens stages, begeleiden van scripties, deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten, voorbereiden van cursusmateriaal.

KATHO/00/0P/06

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement HIVB, studiegebied biotechniek.

Profiel :

Bio-ingenieur cel- en gentechnologie of licentiaat biologie richting biotechnologie.

Concrete ervaring bezitten in DNA-technologie.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van colleges en/of begeleiden van practica inzonderheid op gebied van DNA-technologie (regulier onderwijs en posthogeschoolvorming), chemie en microbiologie, begeleiden van studenten tijdens stages, begeleiden van scripties, deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten, uitbouwen en beheren van vakspecifieke infrastructuur, meewerken aan onderzoeksprogramma's.

KATHO/00/0P/07

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement HIVB, studiegebied biotechniek.

Profiel :

Bio-ingenieur cel- en gentechnologie of licentiaat biologie richting biotechnologie.

Concrete ervaring bezitten in DNA-technologie.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van colleges en/of begeleiden van practica inzonderheid op gebied van DNA-technologie (regulier onderwijs en posthogeschoolvorming), ook bio-informatica en microbiologie behoren tot de lesopdracht, begeleiden van studenten tijdens stages, begeleiden van scripties, deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten, uitbouwen en beheren van vakspecifieke infrastructuur, meewerken aan onderzoeksprogramma's.

KATHO/00/0P/08

Een deeltijdse betrekking (75 %) van lector bij het departement HIVB, studiegebied biotechniek.

Profiel :

Bio-ingenieur of industrieel ingenieur voedingstechnologie. Thuis zijn in de agro-industrie.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van colleges en/of begeleiden van practica inzonderheid op gebied van processtechnologie en de economische aspecten van de agro- en voedingsindustrie (regulier onderwijs en posthogeschoolvorming), begeleiden van studenten tijdens stages, begeleiden van scripties, deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten, uitbouwen en beheren van vakspecifieke infrastructuur, meewerken aan de uitbouw van de keuzerichting agro-industrie, meewerken aan onderzoeksprogramma's.

KATHO/00/0P/09

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement HIVV, studiegebied gezondheidszorg.

Profiel :

Vroedvrouw en licentiaat in de medisch-sociale wetenschappen.

Enkele jaren beroepservaring. Vertrouwdheid met het uitwerken van toegepast wetenschappelijk onderzoek.

Functie-inhoud :

Verstrekken van onderwijs (vroedkunde) in het studiegebied gezondheidszorg, inoefenen van verpleegkundige en vroedkundige vaardigheden, stagebegeleiding, meehelpen aan de curriculumuitbouw van het studiegebied gezondheidszorg, begeleiden van studenten met leer- en studieproblemen.

KATHO/00/0P/10

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement HIW, studiegebied gezondheidszorg.

Profiel :

Gegradueerde in de verpleegkunde (bij voorkeur psychiatrische verpleegkunde) en licentiaat in de medisch-sociale wetenschappen.

Enkele jaren beroepservaring in een gezondheidsinstelling. Vertrouwdheid met het uitwerken van toegepast wetenschappelijk onderzoek.

Functie-inhoud :

Verstrekken van onderwijs (verpleegkundige vakken) in het studiegebied gezondheidszorg, inoefenen van verpleegkundige en/of communicatieve vaardigheden, stagebegeleiding, meehelpen aan de curriculumuitbouw van het studiegebied gezondheidszorg, begeleiden van studenten met leer- en studieproblemen.

KATHO/00/0P/11

Een voltijdse betrekking van praktijklector bij het departement HIVV, studiegebied gezondheidszorg.

Profiel :

Gegradueerde in de verpleegkunde (optie ziekenhuisverpleegkunde). In het bezit van de Bijzondere Beroepstitel intensieve zorg en spoedgevallenzorg of enkele jaren ervaring als operatieverpleegkundige.

Functie-inhoud :

Verstrekken van onderwijs (verpleegkundige vakken) in het studiegebied gezondheidszorg, inoefenen van verpleegkundige en/of communicatieve vaardigheden, stagebegeleiding, meehelpen aan de curriculumuitbouw van het studiegebied gezondheidszorg, begeleiden van studenten met leer- en studieproblemen.

KATHO/00/0P/12

Een voltijdse betrekking van praktijklector bij het departement HIVV, studiegebied gezondheidszorg.

Profiel :

Vroedvrouw. Een bijkomend diploma van gegradueerde in de verpleegkunde strekt tot aanbeveling. Enkele jaren ervaring als vroedvrouw.

Functie-inhoud :

Verstrekken van onderwijs (vroedkundige vakken) in het studiegebied gezondheidszorg, inoefenen van vroedkundige en/of verpleegtechnische vaardigheden, stagebegeleiding, meehelpen aan de curriculumuitbouw van het studiegebied gezondheidszorg, begeleiden van studenten met leer- en studieproblemen.

KATHO/00/0P/13

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement IPSOC, studiegebied sociaal-agogisch werk.

Profiel :

Licentiaat pedagogische wetenschappen of orthopedagogie.

Bij voorkeur ervaring op het vlak van sociaal-agogisch onderzoek.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekking, begeleiding van vaardigheidstraining, stage- en eindwerkbegeleiding.

KATHO/00/0P/14

IPSOC

Een deeltijdse betrekking (50 %) van lector bij het departement IPSOC, studiegebied sociaal-agogisch werk.

Profiel :

Licentiaat in de psychologische wetenschappen.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekking, begeleiding van vaardigheidstraining, stage- en eindwerkbegeleiding.

KATHO/00/0P/15

Een deeltijdse betrekking (minstens 50 %) van praktijklector bij het departement IPSOC, studiegebied sociaal-agogisch werk.

Profiel :

Gegradueerde assistent in de psychologie.

Functie-inhoud :

Begeleiding van vaardigheidstraining, stage en eindwerkbegeleiding.

KATHO/00/0P/16

Een voltijdse betrekking van (praktijk)lector bij het departement IPSOC, studiegebied sociaal-agogisch werk.

Profiel :

Licentiaat in de orthopedagogie of gegradueerde in de orthopedagogie.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekking, begeleiding van vaardigheidstraining, stage en eindwerkbegeleiding.

KATHO/00/0P/17

Een deeltijdse betrekking (40 %) van lector bij het departement PHO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma laureaat muziekpedagogie of meester in de muziek. Ervaring met taken beschreven in de functie-inhoud en onderwijsniveau is aangewezen. Probleemoplossende attitude.

Functie-inhoud :

Aanbreng van de didactische theorie van de muzikale vorming in de opleiding voor (kleuter)onderwijzers; praktijkvorming op niveau kinderen basisonderwijs en op niveau studenten hoger onderwijs; individuele coaching bij de implementatie van het theoretische en praktische vormingsaanbod, vaardig zijn in opleidingsorganisatie met prioriteit voor een vernieuwde didactische opstelling, op zelfstandigheid gerichte studieroutes, sturen van praktijk-mentorship, studie-coaching, teamwork.

Bijdragen tot de concretisering van het nieuwe basisschoolcurriculum omtrent geïntegreerde muzische vorming. Zich engageren in de departementale en interdepartementale projectgroeperingen.

KATHO/00/0P/18

Een voltijdse betrekking van praktijklector bij het departement PHO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma onderwijzer(es). Bekendheid met de hogeschoolstudentenbekommernissen.

Probleemoplossende attitude.

Functie-inhoud :

Aanbrengen van de vakkenmethodiek lager onderwijs, theoretisch en praktisch.

Aanmaak van audiovisueel materiaal omtrent deze methodieken en vlotte omgang met ICT-apparatuur als werkmiddel voor de student. Remediëren van studielacunes bij eerstejaarsstudenten voor de theoretische hoofdvakken van de opleiding en de vooropleiding. Aanmaak van zelf - evaluatietoetsen (formatief en summatief) voor de studenten, meewerken aan de cursusoptimalisatie, coachen van studentenvertegenwoordigers in de medezeggenschapsorganen, opvolgen van opleidings- en nascholingsbehoeften van de recent afgestudeerden.

KATHO/00/0P/19

Een deeltijdse betrekking (40 %) van lector bij het departement PHO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma licentiaat Germaanse filologie en geaggregeerde voor het onderwijs. Ervaring met taken beschreven in de functie-inhoud en onderwijsniveau is aangewezen.

Probleemoplossende attitude.

Functie-inhoud :

Aanbreng van alle aspecten van de Nederlandse taal en van de didactische vorming in de opleiding voor (kleuter)onderwijzers; aanbreng van de vormingsaspecten van het muzisch taalgebruik; praktijkvorming op niveau kinderen basisonderwijs en op niveau studenten hoger onderwijs; individuele en groepsgewijze coaching bij de implementatie van het theoretische en praktische vormingsaanbod, vaardig zijn in opleidingsorganisatie met prioriteit voor een vernieuwde didactische opstelling, op zelfstandigheid gerichte studieroutes, sturen van praktijk-mentorship, studie-coaching, teamwork.

Bijdragen tot de concretisering van het nieuwe basisschoolcurriculum omtrent geïntegreerde muzische vorming. Zich engageren in de departementale en interdepartementale projectgroeperingen.

KATHO/00/0P/20

Een deeltijdse betrekking (50 %) van lector bij het departement PHO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma licentiaat in de wetenschappen of bio-ingenieur en geaggregeerde voor het onderwijs. Probleemoplossende attitude.

Functie-inhoud :

Aanbreng van alle aspecten van de vormingsinhouden (wiskunde, milieu- en gezondheidsopvoeding) en van de didactische vorming in de opleiding voor (kleuter)onderwijzers; praktijkvorming op niveau kinderen basisonderwijs en op niveau studenten hoger onderwijs; individuele en groepsgerichte coaching bij de implementatie van het theoretische en praktische vormingsaanbod, vaardig zijn in opleidingsorganisatie met prioriteit voor een vernieuwde didactische opstelling, op zelfstandigheid gerichte studieroutes, sturen van praktijkmentorship, studie-coaching, teamwork.

Bijdragen tot de concretisering van het nieuwe basisschoolcurriculum omtrent geïntegreerde muzische vorming. Zich engageren in de departementale en interdepartementale projectgroeperingen.

KATHO/00/0P/21

Een deeltijdse betrekking (30 %) van lector bij het departement PHO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma licentiaat in de pedagogische wetenschappen en geaggregeerde voor het onderwijs. Probleemoplossende attitude.

Functie-inhoud :

Aanbreng van alle aspecten van de psycho-(ped)agogische didactische vorming in de opleiding voor (kleuter)onderwijzers; praktijkvorming op niveau kinderen basisonderwijs en op niveau studenten hoger onderwijs; individuele en groepsgerichte coaching bij de implementatie van het theoretische en praktische vormingsaanbod, vaardig zijn in opleidingsorganisatie met prioriteit voor een vernieuwde didactische opstelling, op zelfstandigheid gerichte studieroutes, sturen van praktijkmentorship, studie-coaching, teamwork.

Bijdragen tot de concretisering van het nieuwe basisschoolcurriculum omtrent geïntegreerde muzische vorming. Zich engageren in de departementale en interdepartementale projectgroeperingen.

KATHO/00/0P/22

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement RENO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma licentiaat taal- en letterkunde, Romaanse talen, diploma GHSO of bereid zijn dit te verwerven.

Onderwijservaring strekt tot aanbeveling.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van het vak Frans, individuele en monitораatsbegeleiding van studenten, begeleiden van stages en scripties; deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten; organisatie en deelname aan lesoverschrijdende activiteiten m.i.v. excursies.

KATHO/00/0P/23

Een voltijdse betrekking van lector aan het departement RENO studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma van licentiaat in de (toegepaste) wetenschappen of informatica of economische wetenschappen of baccalaureus in de bedrijfseconomie; diploma GHSO of bereid zijn dit te verwerven.

Beschikken over een hoge kennis van de specifieke doelstellingen en didactiek van het vak informatica/burotica voor de opleiding tot leraar secundair onderwijs - groep 1; vertrouwd zijn met het gebruik van bureticapakketten.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van het vak informatica / burotica; individuele begeleiding van studenten, begeleiden van stages en scripties; deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten.

KATHO/00/0P/24

Een deeltijdse betrekking (50 %) van praktijklector aan het departement RENO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs - groep 1.

Beschikken over een hoge kennis van het vak informatica, resp. burotica.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van het vak informatica en computerondersteunend onderwijs; begeleiden en opvolgen van praktijkstages.

KATHO/00/0P/25-26

Twee voltijdse betrekkingen van lector aan het departement RENO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma van licentiaat in de pedagogische of psychologische wetenschappen; diploma GHSO of bereid zijn dit te verwerven.

Strekt tot aanbeveling : leservaring in het hoger onderwijs en ervaring in stagebegeleiding lager en secundair onderwijs.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van colleges en/of praktijklessen pedagogische wetenschappen voor studenten leraar secundair onderwijs - groep 1; individuele en monitораatsbegeleiding van studenten voor deze vakken, begeleiden van stages en scripties; deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten.

KATHO/00/0P/27

Een deeltijdse betrekking (30 %) van lector aan het departement RENO, studiegebied onderwijs.

Profiel :

Diploma van licentiaat in de geschiedenis of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs voor wereldoriëntatie; diploma GHSO of bereid zijn dit te verwerven.

Strekt tot aanbeveling : leservaring in het vak geschiedenis.

Functie-inhoud :

Didactisch verzorgen en doceren van het vak wereldoriëntatie, inz. geschiedenis voor de opleiding leraar lager onderwijs; individuele en monitораatsbegeleiding van studenten, begeleiden van stages en scripties; deelnemen aan lesoverschrijdende activiteiten.

KATHO/00/0P/28

Een voltijdse betrekking van lector bij het departement VHTI, studiegebied industriële wetenschappen en technologie.

Profiel :

Diploma industrieel ingenieur.

Strekt tot aanbeveling : interesse voor en ervaring met (verspanende) werktuigmachines en met elektromechanica en de daarmee verwante technologieën.

Nijverheidservaring en/of ervaring in het (hoger) onderwijs is een pluspunt.

Functie-inhoud :

Onderwijsverstrekking en leerprocesbegeleiding op het vlak van industriële technologieën met betrekking tot de mechanica, automatisering en bedrijfsmechanisatie, actieve medewerking aan het onderhoud en de uitbouw van labo's in het domein van de opleiding mechanica/elektromechanica, actieve begeleiding van stages en eindwerken; dynamische en praktijkgerichte aanpak van de voorziene labosessies.

Administratief en technisch personeel

KATHO/00/ATP/01

Een deeltijdse betrekking (50 %) van administratief medewerker bij het departement RENO, studiegebied onderwijs.

Periode van aanstelling : vanaf 1 september 2000 tot 31 augustus 2001. Verlenging is mogelijk. Aard van de opdracht : ATP graad B1, salarisschaal B11.

Profiel :

Diploma hoger onderwijs van één cyclus of gelijkgesteld.

Kennis van de courante software pakketten en bereidheid tot verdere bijscholing : zich soepel kunnen aanpassen aan een evoluerende taakinhoud; communicatief en open kunnen omgaan met lectoren, medewerkers en studenten; constructief kunnen werken met collega's en/of in teamverband; zelfstandig kunnen werken en initiatief nemen.

Functie-inhoud :

Polyvalent medewerker secretariaat en administratie; medeverantwoordelijke voor boekhouding en rekeningen; verantwoordelijke voor administratieve opvolging van studentendossiers.

De hogeschool kan, na onderzoek van de ingediende kandidaturen, beslissen dat bepaalde betrekkingen verder opgesplitst worden in deelbetrekkingen die afzonderlijk worden toegewezen.

Selectie : eerste selectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier, tweede selectie op basis van een selectiegesprek en/of een selectieproef.

De schriftelijke gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de heer Halsberghe, Eric, algemeen directeur, Katholieke Hogeschool Zuid-West-Vlaanderen, Doorniksesteenweg 145, 8500 Kortrijk, met vermelding van het referentienummer van de betrekking.

De kandidaturen moeten binnen zijn uiterlijk op 19 juni 2000.

Voor meer informatie : tel. 056/26 41 72 en 050/22 28 88. (17912)

Sociale Hogeschool KVMW Gent

De Sociale Hogeschool KVMW Gent (Sint-Annaplein 31, 9000 Gent) heeft een vacature (nr. V2000/006) voor één halftijds (50 %) ambt van niveau hoger onderwijs binnen het administratief en technisch personeel (niveau B, graad 1).

Opdracht : ondersteuning bibliotheek.

Profiel :

diplomavereiste : minstens hoger onderwijs van het korte type;

minstens vier jaar ervaring hebben in bibliotheekwezen van hogescholen;

informatica-kennis;

kennis van BIDOC strekt tot aanbeveling omwille van snelle inzetbaarheid;

christelijk geïnspireerd.

Aanstelling :

De betrekking is vacant in een contract van onbepaalde duur, startend op 1 september 2000.

Deze opdracht is opsplitsbaar in partims.

Salarisschaal : B11 (barema 581).

Schriftelijke sollicitaties met motivatie en *curriculum vitae* worden verwacht vóór 20 juni 2000 t.a.v. Ingrid Moors, verantwoordelijke personeelsadministratie. (17913)

De Sociale Hogeschool KVMW Gent (Sint-Annaplein 31, 9000 Gent) heeft een vacature (nr. V2000/007) voor één voltijds (100 %) ambt binnen het administratief en technisch personeel (niveau C, graad 2).

Opdracht : ondersteuning informatica.

Profiel :

op aantoonbare wijze blijk geven op de hoogte te zijn van alle informatica-ontwikkelingen;

implementatie van nieuwe netwerksystemen kunnen voorbereiden en helpen uitvoeren;

bestaande toepassingssoftware verder kunnen ontwikkelen en aanpassen;

relevante basiskennis van elektriciteit in een pluspunt;

christelijk geïnspireerd.

Aanstelling :

De betrekking is vacant in een contract van onbepaalde duur, startend op 1 september 2000.

Deze opdracht is opsplitsbaar in partims.

Duur van de opdracht : contract van één jaar, met de mogelijkheid tot verlenging.

Salarisschaal : C21 (barema 579).

Schriftelijke sollicitaties met motivatie en *curriculum vitae* worden verwacht vóór 20 juni 2000 t.a.v. Ingrid Moors, verantwoordelijke personeelsadministratie. (17914)

Universitair Ziekenhuis Gent

Het Universitair Ziekenhuis Gent is één van de belangrijkste verzorgingsinstellingen van België.

Als openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschap paren we traditie aan innovatie, combineren we professionalisme met uitstraling.

Daarvoor zorgen meer dan 3 500 enthousiaste, gekwalificeerde medewerkers : medici, paramedici en verpleegkundigen, maar ook universitair geschoolden in andere disciplines, administratief en technisch personeel.

Het UZ Gent organiseert binnenkort vergelijkende aanwervingsexamens voor de hierna vermelde functies, in contractueel dienstverband :

resident bij afdeling radiologie en medische beeldvorming (één voltijdse betrekking abdominale radiologie en één voltijdse betrekking spoedradiologie en angiografie).

De inschrijvingsformulieren en alle verdere inlichtingen zijn te verkrijgen bij de afdeling personeel van het UZ Gent (De Pintelaan 185, te 9000 Gent, tel. 09/240 41 22, fax 09/240 38 15, e-mail: afdeling.personeel@uzgent.be.

Uiterste inschrijvingsdatum maandag 3 juli 2000 (16 uur). (17915)

Karel de Grote-Hogeschool Antwerpen

De Karel de Grote-Hogeschool Antwerpen maakt volgende vacature bekend binnen de hogeschooldiensten :

Jurist (m/v)

Uw functie.

Als juridisch adviseur ondersteunt u de raad van beheer en de algemene directie voornamelijk wat betreft de controle van de juridische aspecten van samenwerkingsovereenkomsten en contracten van de hogeschool met derden.

Bijkomend verleent u juridisch advies met betrekking tot de juridische aspecten van de hogeschoolopdrachten onderwijs, projectmatig wetenschappelijk onderzoek, maatschappelijke dienstverlening en ontwikkeling & beoefening der kunsten.

U volgt de evolutie van de wetgeving op gebied van het hogeschoolonderwijs (decreten, wetten, Europese regelgeving).

Uw profiel.

U hebt een grondige en praktische kennis van administratief recht en ondernemingsrecht.

U stelt zich op de hoogte van de hogeschoolwetgeving.

U hebt een uitgesproken zin voor nauwkeurigheid.

U bent bereid tot samenwerking en communicatief ingesteld.

Ervaring in behandeling van juridische dossiers in de non-profit sector is een pluspunt.

U bent licentiaat in de rechten.

Wij bieden.

Een deeltijds bediendencontract (26/38) van onbepaalde duur.

Indiensttreding per 1 september 2000.

Een salaris op academisch niveau waarbij nuttige beroepservaring in aanmerking kan genomen worden.

Uw schriftelijke sollicitatie met *curriculum vitae* richt u uiterlijk veertien dagen na publicatie in het *Belgisch Staatsblad* aan: Karel de Grote-Hogeschool, dr. A. Popelier, algemeen directeur, Van Schoonbekestraat 143, 2018 Antwerpen. (17916)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederecht van het tweede kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Aalst, verleend op 31 mei 2000, werd De Zutter, Irma, geboren te Welle op 1 januari 1926, gedomicilieerd te Welle, Broekstraat 98, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vermeulen, Benjamin, advocaat, Leopoldlaan 32A, Aalst.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Myriam Haegeman. (64053)

Vrederecht van het vijfde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Antwerpen, verleend op 23 mei 2000, werd Mol, Alice Josephine René Paula, zonder beroep, geboren te Wilrijk op 10 juli 1930, echtgenote van De Meulder, Jan Edgard Lucien, wonende te 2970 Schilde, Schaliënhoefdreef 95, verblijvende in het Revalidatiecentrum Hof ter Schelde, August Vermeulenlaan 6, te 2050 Antwerpen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: De Meulder, Jan, directeur, geboren te Wilrijk op 29 september 1955, wonende te 2920 Kalmthout, Max Temmermanlaan 36.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 3 mei 2000.

Antwerpen, 31 mei 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Verbaeten, Albert. (64054)

Vrederecht van het kanton Brakel

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brakel, verleend op 31 mei 2000, werd De Lie, Maria Magdalena Oda Josephina, geboren te Sint-Maria-Oudenhove op 3 juni 1913, wonende en verblijvende Home Neerhof, Nieuwstraat 67, te 9660 Brakel (Elst), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: haar dochter, De Tant, Marie-Louise Henriette, Boterhoek 14, te 9620 Zottegem.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Armand Coppens. (64055)

Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 25 mei 2000, werd Kenis, Brigitta, geboren op 25 september 1959, wonende te 2960 Brecht, Kapelakker 1, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanie, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Joris, Erwin, advocaat, wonende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 19 april 2000.

Brasschaat, 31 mei 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (64056)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 25 mei 2000, werd Meftah, Aziza, geboren te Montignies-sur-Sambre op 5 juni 1966, wonende te 2000 Antwerpen, Verschansingsstraat 6, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanie, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Joris, Erwin, advocaat, wonende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 april 2000.

Brasschaat, 31 mei 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (64057)

Vrederecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 30 mei 2000, werd Gelaude, Helene, geboren te Cleveland (Ohio-U.S.A.) op 25 augustus 1915, gedomicilieerd te 9880 Aalter-Lotenhulle, Malsemstraat 15, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vanhoeljen, Antoine, zoon, Kapellestraat 76, 9800 Deinze.

Deinze, 31 mei 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (64058)

Vrederecht van het kanton Dendermonde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Dendermonde, verleend op 30 mei 2000, werd Van Limbergen, Petrus, geboren te Gijzegem op 17 oktober 1918, wonende te 9800 Dendermonde, Aymonshof, Gentsesteenweg 3, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Peeters, Marc, advocaat, wonende te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 8 mei 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier: (get.) Janssens, Magda. (64059)

Vrederecht van het tweede kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Gent, verleend op 25 mei 2000, werd D'Haenens, Hilaar, geboren te Lovendegem op 2 september 1923, weduwnaar, wonende te 9031 Drogen, Mosgaverstraat 12, en verblijvende in het rust- en verzorgingstehuis « Leiehome », te 9031 Drogen, Kloosterstraat 9, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in art. 488bis, f, d § 1, § 3 en § 5 van het Burgerlijk Wetboek, zijn dochter : D'Haenens, Jeanine, wonende te 9031 Drogen, Doornplasstraat 69.

Gent, 31 mei 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de afg. adjunct-griffier, (get.) Vanderlinden, Geert. (64060)

Vrederecht van het kanton Haacht

Beschikking d.d. 30 mei 2000, verklaart Doms, Jan, geboren te Hofstade op 14 april 1914, wonende te 3120 Tremelo, Pater Damiaanstraat 39, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Wouters, Marc, advocaat, wonende te 3200 Aarschot, Astridlaan 12.

Haacht, 30 mei 2000.

De griffier, (get.) Van der Borght, Hugo. (64061)

Beschikking d.d. 29 mei 2000, verklaart Lodewyckx, Anna, geboren te Rijmenam op 21 januari 1917, wonende te 3120 Tremelo, Pater Damiaanstraat 39, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Lodewyckx, Maria, wonende en gehuisvest te 3150 Haacht, Neysetterstraat 17.

Haacht, 29 mei 2000.

De griffier, (get.) Van der Borght, Hugo. (64062)

Vrederecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 31 mei 2000, gewezen op verzoekschrift, verklaart Vissers, Ferdinand, wonende te Hasselt, Genkersteenweg 299, niet in staat zijn goederen te beheren en voegt hem toe als voorlopige bewindvoerder : Marien, Maria, wonende te Hasselt, Genkersteenweg 299, echtgenote.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (64063)

Vrederecht van het kanton Lokeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren, verleend op 24 mei 2000, werd Smet, Tony, geboren te Hamme op 27 maart 1980, gedomicilieerd en verblijvende te 9160 Lokeren, Torenstraat 6, bus 4, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Filip Liebaut, advocaat te 9160 Lokeren, Durmelaan 4W1.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Christine Raschaert. (64064)

Vrederecht van het kanton Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 29 mei 2000, werd Bongers, Marinus, geboren te Veghel (Nederland) op 27 augustus 1953, verblijvende Maria Ziekenhuis Noord-Limburg, Campus H. Hart, Stationsstraat 76, 3910 Neerpelt, gedomicilieerd Buitenheide 1, 3930 Hamont-Achel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Pepels, Wilhelmus, gepensioneerde, Achel Statie 75, 3930 Hamont-Achel.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Moermans. (64065)

Vrederecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 25 mei 2000, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 10 mei 2000, werd Mevr. De Coninck, Christine, geboren te Vilvoorde op 9 maart 1965, echtgenote van de heer Jaspers, Johnny, wonende te 1830 Machelen, Vilvoordelaan 60, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Luc De Wilder, advocaat te 1830 Machelen, Heirbaan 150.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendriks. (64066)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 25 mei 2000, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 10 mei 2000, werd de heer Jaspers, Johnny, geboren te Brussel (2e district) op 24 februari 1962, echtgenoot van Mevr. De Coninck, Christine, wonende te 1830 Machelen, Vilvoordelaan 60, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Luc De Wilder, advocaat te 1830 Machelen, Heirbaan 150.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendriks. (64067)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 23 mei 2000, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 5 mei 2000, werd aan De Wolf, Ludovicus Josephus Maria, geboren te Broechem op 9 februari 1925, gepensioneerde, echtgenoot van Van de Peer, Yvonne, en wonende en verblijvende 2520 Broechem-Ranst, Rusthuis Czagani, Kapelstraat 64, als voorlopig bewindvoerder toegevoegd : zijn dochter, De Wolf, Maria Margaretha Louisa, geboren te Massenhoven op 5 september 1958, en wonende te 2520 Broechem-Ranst, Juul Persijnstraat 34.

Zandhoven, 31 mei 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (64068)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 23 mei 2000, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 5 mei 2000, werd Van de Peer Yvonne Regine, geboren te Merksem op 28 februari 1925, echtgenote van De Wolf, Ludovicus, en wonende en verblijvende 2520 Broechem-Ranst, Rusthuis Czagani, Kapelstraat 64, als voorlopig bewindvoerder toegevoegd : zijn dochter, De Wolf, Maria Margaretha Louisa, geboren te Massenhoven op 5 september 1958, en wonende te 2520 Broechem-Ranst, Juul Persijnstraat 34.

Zandhoven, 31 mei 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (64069)

Justice de paix du canton de Bastogne

En suite à la requête déposée le 5 mai 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Bastogne, rendue le 29 mai 2000, Mme Herin, Madeleine, née le 7 octobre 1919 à Arville, pensionnée, domiciliée rue du Doyard 11, à 6600 Bastogne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Baikrich, Roger, domicilié rue Sainte-Croix 27, à 6700 Arlon.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (64070)

Justice de paix du canton de Bouillon

Suite à la requête déposée le 29 mai 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Bouillon, rendue le 30 mai 2000, Mme Kobs, Emila Elise, née le 6 août 1921 à Bastogne, célibataire, pensionnée, domiciliée rue de Neufchâteau 73/7, à 6600 Bastogne, résidant Résidence Saint-Charles, rue des Champs 1, à 6830 Bouillon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Cavalier, Christine, avocat, domiciliée rue de l'Ange Gardien 14, à 6830 Bouillon.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Warneman, Pernilla. (64071)

Justice de paix du canton de Boussu

Par ordonnance de M. le juge de paix Marc Bouillon, du canton de Boussu, en date du 25 mai 2000, Mahieu, Marie Viviane, domiciliée à 7340 Colfontaine, cité Cornez, bloc 81, appartement S, a été désignée en qualité d'administratrice provisoire de la nommée Lossignol, Céline, née le 9 juillet 1955, domiciliée à 7340 Colfontaine, home « La Moisson », rue Potresse 1, et ce en remplacement de Mahieu, Gilbert, décédé le 6 mai 2000, désigné à cette fonction par l'ordonnance du 6 février 1997 (RR 3844).

Boussu, le 31 mai 2000.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Nathalie Dufrasne. (64072)

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Par ordonnance du 31 mai 2000, de Mme Joëlle Deloge, juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, le nommé Coning, Maurice, né à Bruxelles le 2 avril 1919, domicilié à 5190 Moustier-sur-Sambre, rue de Jemeppe 44, résidant actuellement à 5060 Sambreville/Auvelais, rue Chère Voie 75, clinique Fabiola, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : son épouse, Place, Marie-Thérèse, sans profession, rue de Jemeppe 44, 5190 Moustier-sur-Sambre.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Watel. (64073)

Justice de paix du canton de Spa

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Spa, rendue le 26 mai 2000, Mme Crahay, Marie-Jeanne, née le 6 janvier 1912 à Olne, domiciliée rue du Faweux 2, 4877 Olne, résidant à la Résidence du Parc, rue Hanster 8, à 4900 Spa, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Delhaye, Joseph, domicilié Riessonsart 54, 4877 Olne.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (64074)

Vrederegerecht van het vierde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 25 mei 2000, werd vanaf 25 mei 2000, een einde gesteld aan de opdracht van Mr. Frank Nichels, als voorlopig bewindvoerder over Maes, Anne-Marie, geboren te Gent op 16 augustus 1960, verpleeghulp, wonend en verblijvend te Gent/Sint-Amandsberg, Paviljoenweg 5 (*Belgisch Staatsblad* 11 januari 2000, nr. 60155).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan De Pessemier. (64075)

Vrederegerecht van het eerste kanton Turnhout

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, verleend op 30 mei 2000, werd :

gezegd dat Van Ginckel, Robert Franciscus, geboren te Brecht op 8 mei 1953, bediende, wonende te 2290 Vorselaar, Maalderstraat 29, niet in staat is zijn goederen te beheren;

Adriaenssen, Rita Maria Jozef, geboren te Brecht op 24 januari 1953, lerares, wonende te 2290 Vorselaar, Maalderstraat 29, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Turnhout, op 24 februari 2000 (rolnummer 00B19-Rep.R. 885/2000) tot voorlopige bewindvoerder over Van Ginckel, Robert Franciscus, geboren te Brecht op 8 mei 1953, bediende, wonende te 2290 Vorselaar, Maalderstraat 29 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 2000, blz. 6533, en onder nr. 61447), met ingang van 30 mei 2000, diensvolgens ontslagen van haar opdracht.

Turnhout, 30 mei 2000.

De griffier, (get.) Stijmans, Sylvie. (64076)

Justice de paix du canton de Hamoir

Suite à la requête déposée le 9 mai 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir, rendue le 31 mai 2000, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 21 août 1998, à l'égard de M. Golinval, Serge, né le 9 novembre 1954, domicilié rue de la Station 45/4, à 4480 Engis, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Michel Brisbois, avocat, place Saint-Denis 1, à 4500 Huy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Simon, Maryse. (64077)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, en date du 25 mai 2000, il a été mis fin au mandat de Wittmann, Anne, avocat, domiciliée chaussée de Dinant 747, 5100 Wépion, en sa qualité d'administratrice provisoire de : Jacobs, Hélène, née le 6 juin 1923, domiciliée et résidant à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, décédée le 18 décembre 1999.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (64078)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, en date du 25 mai 2000, il a été mis fin au mandat de Wittmann, Anne, avocat, domiciliée chaussée de Dinant 747, 5100 Wépion, en sa qualité d'administratrice provisoire de : Binet, Berthe, née le 30 décembre 1922, domiciliée et résidant à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, décédée le 24 septembre 1999.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (64079)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, en date du 25 mai 2000, il a été mis fin au mandat de Muller, Sophie, secrétaire de direction, domiciliée à 5000 Namur, avenue du Val Saint-Georges 95, en sa qualité d'administratrice provisoire de : Gillon, Jean, né le 27 mai 1930, résidant à 5020 Temploux, chaussée de Nivelles 354, Home Saint-Joseph, décédé le 15 mai 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (64080)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, en date du 30 mai 2000, il a été mis fin au mandat de Muller, Sophie, secrétaire de direction, domiciliée à 5000 Namur, avenue du Val Saint-Georges 95, en sa qualité d'administratrice provisoire de : Pierre, Imelda, née le 16 août 1916, résidant en son vivant à 5002 Saint-Servais, avenue de la Closière, Home La Closière, décédée à Saint-Servais le 15 avril 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (64081)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 26 mei 2000, werd een eind gesteld aan de opdracht van Doom, Ginette, Zevekoteheirweg 102, 8470 Gistel, als voorlopig bewindvoerder over Glacz, Nele, geboren te Oostende op 6 november 1975, gedomicilieerd te 8400 Oostende, Frère Orbanstraat 315/4, verblijvende te 9000 Gent, Universitair Ziekenhuis, De Pintelaan 185, K 7, eerste verdieping, kamer 728a, en krijgt als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Lammens, Jean, advocaat, Kemmelbergstraat 11, 8400 Oostende.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (64082)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 22 februari 2000, heeft Mevr. Erna Suzanne Andréa Van den Berge, geboren te Appelterre (Eichem) op 1 februari 1960, wonende te Zottegem, Ter Kameren 5, in haar hoedanigheid van moeder, wettige beheerder over de persoon en de goederen van haar minderjarige met haar inwonende zoon Bert De Backer, geboren te Gent op 17 juni 1987, hiertoe gemachtigd bij beslissing van de familieraad gehouden onder het voorzitterschap van de vrederechter van het kanton Zottegem, d.d. 17 februari 2000, verklaard, in haar voormelde hoedanigheid, de nalatenschap van wijlen de heer De Backer, Philippe Karel Imelda, geboren te Zottegem op 28 februari 1961, laatst wonende te 9620 Zottegem, Ter Kameren 5, en overleden te Jette op 17 januari 2000, onder voorrecht van boedelbeschrijving te aanvaarden.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Veronique Laloo, te Herzele (Sint-Lievens-Esse), Populierestraat 3.

Herzele (Sint-Lievens-Esse), 30 mei 2000.

(Get.) Veronique Laloo, notaris. (17917)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 30 mei 2000, heeft Hendrickx, Reginald Octavie Armand Marie Paul, geboren te Antwerpen op 27 juni 1948, wonende te 2600 Berchem, De Roest d'Alkemadelaan 3, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Steenackers, Anne Marie Victoire Aline Camille, geboren te Antwerpen op 21 juni 1923, in leven laatst wonende te 2018 Antwerpen-1, Koningin Elisabethlaan 6, en overleden te Antwerpen op 7 februari 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Marc De Graeve, te 2000 Antwerpen, Arenbergstraat 4.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht, gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 30 mei 2000.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (17918)

Op 26 mei 2000 is voor ons, R. Aerts, adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, ter griffie van deze rechtbank verschenen :

Mr. De Troij, Frank, advocaat, kantoorhoudende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22;

handelend in zijn hoedanigheid van bijzonder gevolmachtigde ingevolge onderhandse volmacht hem verleend te Wijnegem, op 26 mei 2000, ten einde dezer van :

Mr. Joris, Fernand, advocaat, kantoorhoudende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22;

handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, hiertoe benoemd bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, d.d. 3 april 2000, over de goederen van :

Truyts, Livina, geboren te Poederlee op 22 september 1940, wonende en verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanie, Andreas Vesaliuslaan 39, te Sint-Antonius-Zoersel.

Verschijner verklaart ons, handelend in zijn voormelde hoedanigheid, de nalatenschap van wijlen Hendrickx, Maria Ludovica, geboren te Tongerlo op 24 augustus 1905, in leven laatst wonende te 2390 Malle, Nooitrust 18, en overleden te Malle op 22 december 1999, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van Mr. Joris, Fernand, Marktplein 22, 2100 Wijnegem.

Verschijner legt ons de beschikking voor van de vrederechter van het kanton Brasschaat, d.d. 18 mei 2000, waarbij Mr. Joris, Fernand, daartoe gemachtigd werd.

Waarvan akte, datum als boven.

Na voorlezing ondertekend door verschijner en ons, adjunct-griffier.

(Get.) F. Detroij; R; Aerts.

Voor eensluidend verklaard afschrift, afgeleverd aan verschijner : de griffier, (get.) R. Aerts. (17919)

Tribunal de première instance de Verviers

L'an deux mille, le 31 mai, au greffe du tribunal de première instance séant à Verviers, a comparu :

Mme Jacob, Myriam Pierrette, née à Verviers le 22 juillet 1956, domiciliée à Pepinster, rue J. Meunier 1, épouse du défunt, agissant tant en nom personnel qu'en qualité de mère et de tutrice légale des biens de ses enfants mineurs d'âge, à savoir :

Gelin, Maud, née à Liège le 26 octobre 1988;

Gelin, Thomas, né à Liège le 13 mars 1990, domiciliés avec elle,

dûment autorisée aux fins de la présente par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix de Verviers, second canton, en date du 23 mars 2000, laquelle restera ci-annexée, laquelle comparante a déclaré, en son nom et celui de ses enfants mineurs, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Gelin, Jean-Luc Albert Michel, né à Spa le 30 août 1959, domicilié à Pepinster, rue J. Meunier 1, décédé à Liège le 20 février 2000.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

(Signé) M. Jacob; R. Magis.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion, par pli recommandé à Me Furnémont, notaire à la résidence de Pepinster.

Le greffier en chef du tribunal faisant fonctions, (signé) Raymond Magis. (17920)

Tribunal de première instance de Mons

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 30 mai 2000 :

Mme Gevenois, Fabienne Martine, née à Boussu le 9 juillet 1970, domiciliée à 7387 Honnelles (Fay), rue du Rat d'Eau 39, porteuse de deux procurations spéciales sous seing privé à lui données à Honnelles, le 25 mai 2000 :

la première par : Mme Jasmin, Noëlla, née à Boussu le 27 mai 1934, domiciliée à 7387 Fayt-le-Franc, rue du Rat d'Eau 39, agissant en son nom personnel;

la seconde par : M. Gevenois, Simon, né à Wasmuel le 28 mai 1936, domicilié à 7387 Fayt-le-Franc, rue du Rat d'Eau 39, agissant en son nom personnel,

a déclaré, pour et au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Gevenois, Noëlla Marie, née à Boussu le 19 décembre 1961, en son vivant domiciliée à Dour, sentier Hourdoux 30, et décédée le 27 mars 20 à Dour.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Georges Mahieu, notaire de résidence à 7370 Dour, rue Roi Albert 15.

Le greffier-chef de service, (signé) Michel Chot. (17921)

Tribunal de première instance de Marche-en-Famenne

L'an deux mille, le trente et un mai, au greffe du tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, a comparu :

Hanquet, Vinciane Jeanne Marie P., Belge, née à Liège le 25 juillet 1962, domiciliée à 6940 Wéris, rue du Mont 2, laquelle agissant :

en son nom personnel;

en sa qualité d'administratrice provisoire de Cambron, Malory, né le 26 janvier 1977 à Bastogne, domicilié à 6600 Bastogne, Bizory 5 (personne à protéger), suite à l'ordonnance de M. le juge de paix du canton de Barvaux en date du 23 mai 2000, dont copie conforme restera annexée au présent;

en vertu de procurations sous seing privé, qui resteront annexées au présent, comme mandataire de :

1. Cambron, Danielle Pauletta Joseph Marie, née à Rocourt le 8 janvier 1975, domiciliée à 4920 Harzé (Aywaille), Pirombœuf 7C;

2. Hanquet, Patricia Charles Christine Laetitia, née à Liège le 7 août 1964, domiciliée à 4050 Chaudfontaine, rue de la Beole 120;

3. Hanquet, Nathalie Geneviève Armande Cécile, née à Liège le 24 août 1963, domiciliée à 4540 Jehay (Amay), rue Zénobe Gramme 12A,

laquelle comparante a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Zurstrassen, Christiane Alice Gabrielle Marie, née à Liège le 14 février 1940, de son vivant domiciliée à Wéris, rue des Combattants 31, et décédée le 1^{er} mai 2000 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparants déclarent faire élection de domicile en l'étude de M. le notaire Jean-François Pierard, de résidence à 6900 Marche-en-Famenne, avenue de la Toison d'Or 30.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, adressé au domicile élu dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

(Signé) Charlier-Hanquet, Vinciane.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) L. Charlier. (17922)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles en date du 30 mai 2000, M. Goose, Stéphane Paul Sylvain, de nationalité belge, né à Arlon le 2 novembre 1971, domicilié à 1472 Genappe, chemin de la Cense Brûlée 26, clerc de notaire chez Me A. Molle, notaire à Nivelles, porteur d'une procuration qui restera annexée au présent acte, pour et au nom de sa mandante, à savoir : Mlle Agata Trojanowska, sans profession, née à Poznan le 20 janvier 1969, célibataire, de nationalité polonaise, demeurant en Pologne, UL Rolna 13, 62063 Modrze, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Abrassart, Hubert Xavier Eriste, né à Blaugies le 6 octobre 1941, de son vivant domicilié à Waterloo, rue Dury 2, décédé le 2 décembre 1999 à Anderlecht.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Wets, notaire à 1180 Bruxelles, avenue Brugmann 587, bte 7.

Nivelles, le 30 mai 2000.

Pour copie conforme de la déclaration : le greffier-chef en chef, (signé) R. Gailly. (17923)

Gerechtelijk akkoord – Concordat judiciaire

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis van de tweeëntwintigste kamer van de rechtbank van koophandel te Antwerpen d.d. 30 mei 2000, werd de voorlopige opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 19 september 2000, aan Melief, Martinus Jacobs, Dorpsstraat 1, 2845 Niel, H.R. Antwerpen 312421.

Commissaris in opschorting: Brusseleers, Luc, Mechelsesteenweg 146, 2650 Edegem.

Indienen der schuldvorderingen vóór 1 juli 2000, ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, ingang Stockmansstraat, tweede verdieping.

Uitspraak over de definitieve opschorting zal gebeuren door de tweeëntwintigste kamer van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, zetelend in het gerechtsgebouw, ingang Stockmansstraat, tweede verdieping, op 19 september 2000, om 11 u. 30 m., zaal 18.

De rechtbank heeft bepaald dat Melief, Martinus Jacobus, geen daden van beschikking mag stellen zonder machtiging van de commissaris inzake opschorting, behoudens deze die normaal en onontbeerlijk behoren tot het dagdagelijks voeren van de handelsactiviteiten.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) H. Wauters. (17924)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 23 mei 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : Ceulemans en zoon N.V., waarvan de zetel gevestigd is te 1980 Zemst, Grimbergsesteenweg 23, en met als activiteiten : het uitbaten van handel in rokersartikelen, wijnen en geestrijke dranken en geschenkartikelen, H.R. Brussel 591825, BTW 455.190.019.

Rechter-commissaris : Van Bockstaele, Gilbert.

Curator : Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen van de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 5 juli 2000, te 14 uur, in zaal G, van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Jos Mombaers, curator.
(Pro deo) (17925)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 mai 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de Network Operations Worldwide B.V.B.A., dont le siège social est établi à 1040 Brussel, Handelsstraat 85, R.C. Bruxelles 532671, T.V.A. 439.949.339.

Juge-commissaire : Van Boxstaele, Gilbert.

Curateur : Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 5 juillet 2000, à 14 heures, en la chambre G, du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

(Signé) Jos Mombaers, curator. (Pro deo) (17926)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 23 mei 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : Network Operations Worldwide B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te 1040 Brussel, Handelsstraat 85, en met als handelsactiviteiten : groothandel in informaticamateriaal, H.R. Brussel 532671, BTW 439.949.339.

Rechter-commissaris : Van Bockstaele, Gilbert.

Curator : Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen van de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 5 juli 2000, om 14 uur, in zaal G, van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Jos Mombaers, curator.
(Pro deo) (17926)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 mai 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de LB Insurance B.V.B.A., dont le siège social est établi à 1090 Jette, Joseph Loossensstraat 5, R.C. Bruxelles 611931, T.V.A. 451.810.162.

Juge-commissaire : Van Boxstaele, Gilbert.

Curateur : Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 5 juillet 2000, à 14 heures, en la chambre G, du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

(Signé) Jos Mombaers, curator. (Pro deo) (17927)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 23 mei 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : LB Insurance B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te 1090 Jette, Joseph Loossenstraat 5, en met als activiteiten : verzekeringsmakelaar, H.R. Brussel 611931, BTW 451.810.162.

Rechter-commissaris : Van Bockstaele, Gilbert.

Curator : Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen van de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 5 juli 2000, om 14 uur, in zaal G, van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Jos Mombaers, curator.
(Pro deo) (17927)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 mai 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de International Billiard Company N.V., dont le siège social est établi à 1020 Brussel, Kroonveldstraat 8, R.C. Bruxelles 603829, T.V.A. 425.764.771.

Juge-commissaire : Van Boxstaele, Gilbert.

Curateur : Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 5 juillet 2000, à 14 heures, en la chambre G, du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

(Signé) Jos Mombaers, curator. (Pro deo) (17928)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 23 mei 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : International Billiard Company N.V., waarvan de zetel gevestigd is te 1020 Brussel, Kroonveldstraat 8, en met als activiteiten : fabricatie spellen, H.R. Brussel 603829, BTW 425.764.771.

Rechter-commissaris : Van Bockstaele, Gilbert.

Curator : Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen van de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 5 juli 2000, om 14 uur, in zaal G, van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Jos Mombaers, curator.
(Pro deo) (17928)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 mai 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de Vandyck, Peter, né à Watermael-Boitsfort le 10 juin 1967, domicilié à 1180 Uccle, Karmelietenstraat 92, R.C. Bruxelles 570587, T.V.A. 573.885.949.

Juge-commissaire : Van Bockstaele, Gilbert.

Curateur : Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 5 juillet 2000, à 14 heures, en la chambre G, du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

(Signé) Jos Mombaers, curator. (Pro deo) (17929)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 23 mei 2000, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard : Vandyck, Peter, geboren te Watermaal-Bosvoorde op 10 juni 1967, wonende en handel drijvende te 1180 Ukkel, Karmelietenstraat 92, en met als activiteiten : dancing-taverne, H.R. Brussel 570587 BTW 573.885.949.

Rechter-commissaris : Van Bockstaele, Gilbert.

Curator : Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V. Broederstraat 3.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen van de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 5 juli 2000, om 14 uur, in zaal G, van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Jos Mombaers, curator.
(Pro deo) (17929)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Faillite : S.A. Mechanical and Metallurgical Development (Mechameta), Galerie du Centre 319, 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 599861.

Curateur : Me J.P. Domont.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé le 17 mai 2000 un jugement de clôture par insuffisance d'actif dans la procédure de faillite. Le failli est déclaré non excusable.

Le curateur, (signé) J.P. Domont. (Pro deo) (17930)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Faillissement : N.V. Mechanical and Metallurgical Development (Mechameta), Center Galerij 319, 1000 Brussel, H.R. Brussel 599861.

Curator : Mr. J.P. Domont.

Rechter-commissaris : M. Van Sull.

De rechtbank van koophandel te Brussel heeft op 17 mei 2000 een vonnis van sluiting van de verrichtingen van het faillissement, wegens gebrek aan voldoende activa, uitgesproken. De gefailleerde werd niet-verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) J.P. Domont. (Pro deo) (17930)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement prononcé le 29 mai 2000, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. High Integrated Solutions, en abrégé : « H.I.S. », dont le siège social est sis à 6000 Charleroi, avenue Général Michel 1E, R.C. Charleroi 190140, T.V.A. 460.262.525.

Juge-commissaire : M. B. Schrevens.

Curateur : Me Pierre Emmanuel Cornil, avocat à 6530 Thuin, rue d'Anderlues 27/29.

Date provisoire de la cessation des paiements : le 26 mai 2000.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances : 27 juin 2000 au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, boulevard Général Michel, 6000 Charleroi.

Date et lieu du procès-verbal de vérification des créances : le 25 juillet 2000 en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 45 m.

Le pro deo a été ordonné par jugement du 29 mai 2000.

Huissier commis : M. Pierre Bertrand.

Le curateur, (signé) P.E. Cornil. (Pro deo) (17931)

Par jugement du 25 avril 2000, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Claerhoudt-Couture, en liquidation.

Dit n'y avoir lieu à l'excusabilité de la S.P.R.L. Claerhoudt Couture, en liquidation.

Le curateur, (signé) I. Bronkaert, avocat, quai de Brabant 12, à 6000 Charleroi. (Pro deo) (17932)

Par jugement du 29 mai 2000, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Amaury, dont le siège social est situé à 6280 Gerpinnes, rue Beaufayt 3, R.C. Charleroi 198121.

La date provisoire de la cessation de paiements a été fixée au 23 mai 2000.

Les créanciers de la S.P.R.L. Amaury doivent faire leur déclaration au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel, pour le 27 juin 2000 au plus tard.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le 25 juillet 2000, à 8 h 30 m, à l'audience de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Ont été désignés :

M. Troch en qualité de juge-commissaire;

Me Philippe Delvaux, avocat, rue Grande 30, à Farciennes, en qualité de curateur.

Le pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) Ph. Delvaux. (17933)

Par jugement du 21 décembre 1999 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi ont déclarées closes les opérations de la faillite de la S.C. Taxis Edgard, rue des Arondes 24, à 6180 Courcelles, déclarée par jugement du 21 décembre 1999.

Le tribunal a dit n'y avoir à excusabilité de la société faillie.

Le tribunal a ordonné la publication par extrait du jugement au *Moniteur belge*.

Le tribunal n'a pas accordé la gratuité en vue de la publication.

Le curateur, (signé) P. Jandrain. (17934)

Par jugement du 16 mai 2000, le tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.C.R.L. Construmetal, dont le siège était établi à 6183 Trazegnies, Grand-Rue 65, R.C. Charleroi 162340.

La faillite avait été déclarée par jugement du 15 novembre 1993.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à l'excusabilité de la S.C.R.L. Construmetal.

Le curateur, (signé) M. Ghislain. (17935)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement prononcé par le tribunal de commerce séant à Huy, en date du 24 mai 2000, le tribunal a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de M. Christian Theate, domicilié à 4360 Oreye, rue de la Cité 14A, et actuellement à 4550 Nandrin, rue de Rotheux 5, R.C. Huy 43746.

Le même jugement donne décharge au curateur de sa mission et dit le failli inexcusable.

Le curateur, (signé) P. Snyers. (17936)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 31 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Benatmane, Abdelmoughit, domicilié à 4020 Liège, rue Winston Churchill 342, R.C. Liège 172052, T.V.A. 597.507.429, la date du début des opérations commerciales étant le 1^{er} avril 1990, pour les activités suivantes : petite restauration à l'exclusion de la profession de restaurateur, traiteur, organisateur de banquets, à 4000 Liège, rue Louvrex 15, sous la dénomination « Twin Box ».

Les déclarations de créances doivent être produites pour le 30 juin 2000.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 11 juillet 2000, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef, palais de justice, 1^{er} étage.

Le juge-commissaire : M. Maximilien Lehane.

Le curateur, (signé) Me Claude Philippart de Foy, quai des Tanneurs 24, 4020 Liège. (17937)

Par jugement du 30 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a déclaré closes, par liquidation d'actif, les opérations de la faillite ouverte à charge de la S.P.R.L. Gregoire, rue de Warnoumont 58, à 4140 Sprimont, décharge le curateur de sa gestion et dit la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) F. Kerstenne. (17938)

Par jugement du 30 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a déclaré closes, par liquidation d'actif, les opérations de la faillite ouverte à charge de la S.C.R.L. Biotel, avenue Blonden 7, à 4000 Liège, décharge le curateur de sa gestion et dit la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) F. Kerstenne. (17939)

Par jugement du 31 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. Ets Lecocq, établie et ayant son siège social à 4432 Ans (Xhendremael), rue Mathias 8, R.C. Liège 167676, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} avril 1989, pour l'exploitation à 4432 Ans, rue Haut Vinëve 29, d'une entreprise de travaux de carrelage et de mosaïque, entreprise de plafonnage, cimentage, construction de bâtiments et de travaux de maçonnerie et de béton..., T.V.A. 436.847.616.

Juge-commissaire : M. Matagne, Jacques.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 11 juillet 2000, à 9 h 30 m, au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, place Saint-Lambert, à 4000 Liège.

Les créanciers doivent procéder au dépôt de leur déclaration de créances dans le délai de trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Le curateur, (signé) M. Frédéric Kerstenne, avocat, rue Dartois 12, à 4000 Liège. (17940)

Par jugement du 30 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a déclaré closes, par liquidation d'actif, les opérations de la faillite ouverte à charge de la S.P.R.L. Haber Fruits, rue Robert 9, à 4340 Awans (Othée), décharge le curateur de sa gestion et dit la société faillie inexcusable.

Le curateur, (signé) F. Kerstenne. (17941)

Par jugement du 19 mai 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de Mme Durda Zanic, R.C. Liège 195159, T.V.A. 723.327.416, ayant son siège social Parc du Bay Bonnet 7/6, à 4620 Fléron, activité : entreprise de travaux de plafonnage, cimentage et de tous autres enduits, sous la dénomination « Platro Casa ».

Date du début des opérations commerciales : le 1^{er} octobre 1996.

Juge-commissaire : M. Jacques Moureau.

Procès-verbal de vérification des créances : le 11 juillet 2000, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef, tribunal de commerce de Liège.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, de et à 4000 Liège, dans les trente jours à dater du jugement déclaratif de faillite.

Le curateur, (signé) Me E. Chartier, avocat, rue Dartois 12,
4000 Liège. (Pro deo) (17942)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 29 mai 2000, le tribunal de commerce de Mons, a déclaré la faillite, sur assignation, de M. Caruso, Bartolomeo, né à Scicli (Italie) le 30 août 1947, domicilié sis rue César Depaape 91, 7390 Quaregnon, ayant pour activité une entreprise de construction de bâtiments, R.C. Mons 132860, T.V.A. 624.585.671.

Les créanciers sont tenus de produire leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 28 juin 2000.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 25 juillet 2000, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Le curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps.
(Pro deo) (17943)

Par jugement du 29 mai 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la révocation du sursis provisoire et la faillite, sur aveu, de M. Cuvelier, Frédéric, né à Ath le 29 mars 1968, domicilié à 7060 Soignies, rue de la Régence 31, y ayant exploité une friterie-sandwicherie sous la dénomination « Chez Fred », R.C. Mons 123387, T.V.A. 669.283.073.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 28 juin 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 25 juillet 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (17944)

Par jugement du 29 mai 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.A. Baticrea, dont le siège social est sis à 7100 Saint-Vaast, boulevard du Coq 44/10, exerçant les activités d'entreprise de construction, non inscrit au R.C. Mons, T.V.A. 442.175.191.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 28 juin 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 25 juillet 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (17945)

Par jugement du 29 mai 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.C.R.L. Ideal Carrelage et Sanitaire, dont le siège social est sis à 7110 Houdeng-Aimeries, rue Liébin 58, exerçant le commerce de matériaux de construction, R.C. Mons 120064, T.V.A. 438.997.848.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 28 juin 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 25 juillet 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (17946)

Par jugement du 29 mai 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, M. Castellana, Frederico, né à Haine-Saint-Paul le 27 avril 1970, domicilié à 7110 Houdeng-Aimeries, rue Houtart 139/1, exerçant l'activité d'entreprise de construction, R.C. Mons 135051, T.V.A. 665.421.978.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 28 juin 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 25 juillet 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (17947)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 25 mai 2000, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de M. Annibale, Diego, né à Siculiana (Italie) le 16 novembre 1961, domicilié à 5300 Andenne, avenue Reine Elisabeth 5, exploitant à la même adresse une pizzeria sous la dénomination « Pizzeria Mamma Mia », R.C. Namur 55940, T.V.A. 606.527.736.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 25 mai 2000 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Grafe, Philippe, juge-consulaire.

Curateur : Me Gyselinx, Jean Marie, avenue Cardinal Mercier 29, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique de 20 juillet 2000, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) C. Lepage.
(Pro deo) (17948)

Par jugement du 25 mai 2000, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Jevaco, dont le siège social est sis à 5310 Eghezée, chaussée de Namur 14, et exploitant un restaurant sous la dénomination « Le Clos d'Auteuil », R.C. Namur 75231, T.V.A. 458.835.932.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 25 mai 2000, l'époque de la cessation des paiements, et désigne en qualité de curateur Me Anne-Catherine Geubelle, avocat à 5000 Namur, rue Patenier 57, et en qualité de juge-commissaire, M. Etienne de Dorlodot.

Les créances doivent être produites au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, à 5000 Namur, dans les trente jours du prononcé du jugement déclaratif de faillite.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée à l'audience du 20 juillet 2000, à 10 heures, au palais de justice de Namur, en la salle d'audience du tribunal de commerce de Namur (1^{er} étage).

Le curateur, (signé) Anne-Catherine Geubelle. (Pro deo) (17949)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles rendu en date du 29 mai 2000, la S.A. Hôtel-Restaurant Marchal, ayant son siège social à 1300 Wavre, place Henri Berger 2, a été déclarée en faillite, R.C. Nivelles 44412, T.V.A. 420.780.456.

La société exerçait une activité de restaurant sous la dénomination commerciale « Restaurant Marchal ».

Le principal établissement était sis à l'adresse du siège social.

Curateur : Me Christine Jeegers, avenue de Mérode 8, à 1330 Rixensart.

Les créanciers peuvent introduire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Nivelles jusqu'au 20 juillet 2000.

Clôture du procès-verbal des créances le 27 juillet 2000, à 11 heures, au siège de ce tribunal.

(Signé) Christine Jeegers, curateur. (17950)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles rendu en date du 29 mai 2000, la S.P.R.L. Travor, ayant son siège social à 1410 Waterloo, avenue des Pâquerettes 55, a été déclarée en faillite, R.C. Nivelles 83538, T.V.A. 451.101.468.

La société exerçait l'activité de garage sous la dénomination commerciale S.P.R.L. Travor.

Le principal établissement était sis à l'adresse du siège social.

Curateur : Me Christine Jeegers, avenue de Mérode 8, à 1330 Rixensart.

Les créanciers peuvent introduire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Nivelles jusqu'au 20 juillet 2000.

Clôture du procès-verbal des créances le 27 juillet 2000, à 11 heures, au siège de ce tribunal.

(Signé) Christine Jeegers, curateur. (17951)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 29 mai 2000, a été déclarée ouverte, la faillite de la S.P.R.L. Service Bingoni, dont le siège social est sis rue du Grand Chemin 7, à 1380 Lasne, R.C. Nivelles 622776, T.V.A. 448.557.494.

Nature de l'activité exercée : inconnue.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles,

Juge-commissaire : M. André Dejaegere.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 27 juillet 2000, à 11 heures, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (Pro deo) (17952)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 30 mai 2000, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de Grosse, Serge, né à Flobecq le 29 juillet 1947, demeurant à Flobecq, Bois 24, R.C. Tournai 78421, T.V.A. 717.408.238, et ayant pour activité la prestation de service dans le domaine de la mécanique de précision.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (28 juin 2000).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 27 juillet 2000, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me P. Kensier, avocat à Tournai, avenue des Etats-Unis 16, bte 29.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (17953)

Par jugement rendu le 25 mai 2000, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de Delhayne, Evelyne, demeurant place de Hoves 1, à Silly, exploitant un magasin de prêt-à-porter sous la dénomination « Evelyne », à Ath, rue E. Cambier 33, R.C. Tournai 81659, T.V.A. 666.317.843.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à Tournai, dans un délai de trente jours (23 juin 2000).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 20 juillet 2000, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me P. Brotcorne, avocat à Tournai, avenue des Peupliers 7. Le curateur, (signé) P. Brotcorne. (17954)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur citation

Par jugement du jeudi 18 mai 2000, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Les Combustibles Lambert, dont le siège social est établi à 4960 Malmedy, rue Catherine André 14, R.C. Verviers 63423, T.V.A. 445.489.128, pour le commerce de gros en combustibles solides et liquides.

Juge-commissaire : M. Léonard Lesuisse.

Curateur : Me Françoise Gathoye, avocat à 4970 Stavelot, avenue F. Nicolay 18a.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 14 juillet 2000, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (Pro deo) (17955)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, d.d. 4 mei 2000 werd, wegens ontoereikend actief, het faillissement gesloten van Buchholz, Ingrid, wonende te 8430 Middelkerke, Kerkstraat 13.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) J. Tavernier. (17956)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij bevelschrift d.d. 30 mei 2000 van de heer D. De Cuyper, rechter-commissaris, worden de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Dirk Van Den Abbeele, Mechelsesteenweg 88, 9200 Dendermonde, H.R. Dendermonde 55908, in falingsverklaring bij vonnis rechtbank koophandel Dendermonde d.d. 26 juli 1999, opgeroepen om aanwezig te zijn op de vergadering van 16 juni 2000, om 10 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, dit voor het doen van rekening van de curator.

(Get.) M. Jannis, curator. (17957)

Faillissement : B.V.B.A. Alumbo, met zetel te 9250 Waasmunster, Grote Baan 29-31, H.R. Dendermonde 48137.

Bij bevelschrift d.d. 30 mei 2000 van de heer Dirk De Cuyper, rechter-commissaris, worden de schuldeisers opgeroepen in algemene vergadering op vrijdag 16 juni 2000, om 10 u. 15 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31, voor de concordataire vergadering. Aansluitend zal worden overgegaan tot de bespreking van de afrekening van het beheer en de goedkeuring ervan.

De schuldeisers zullen tevens advies kunnen geven over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

(Get.) M. Macharis, Kon. Astridlaan 8, 9200 Dendermonde. (17958)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Bij vonnis d.d. 19 mei 2000 gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd gesloten verklaard het faillissement De Brouwer, Dirk, handeldrijvende te Erondegem, Gentsesteenweg, in falings verklaard bij vonnis d.d. 11 juli 1996.

De rechtbank verklaart dat de bewerkingen van het faillissement De Brouwer, Dirk, gesloten worden bij vereffening.

De rechtbank zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Marga Pieters. (17959)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 13 april 2000, het faillissement N.V. Multi-Rent, in vereffening, voorheen gevestigd te 3550 Heusden-Zolder, Dijkstraat 4, H.R. Hasselt 69010, failliet verklaard op datum van 30 december 1999, gesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : namens de curatoren, (get.) Marc Vandeput. (17960)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt d.d. 30 mei 2000, werd de N.V. Transaco, met zetel gevestigd te Tessenderlo, Industriezone, Ravenshout 3325, H.R. Hasselt 85295, BTW 451.646.252, in staat van faillissement verklaard.

De aard van de handelsactiviteit : opslagplaats van petroleum.

De heer Vandekerckhove werd aangeduid als rechter-commissaris.

Mr. Bert Vandenreyt, advocaat te Beringen, Brouwersstraat 2, werd aangesteld als curator.

Het tijdstip van ophouding van betaling werd vastgesteld op 15 mei 2000.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, en dit vóór 20 juni 2000.

Het sluiten van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen heeft plaats op 29 juni 2000, om 14 uur, in de raadkamer, gelijkvloers, van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8.

Pro deo nr. 3863.

Dossiernr. : 4110.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Bert Vandenreyt. (Pro deo) (17961)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt d.d. 30 mei 2000, werd de N.V. Oben Carrosserie, met zetel gevestigd te 3500 Hasselt, Kempische Steenweg 114, H.R. Hasselt 85423, BTW 451.954.969, in staat van faillissement verklaard.

De aard van de handelsactiviteit : carrosserie.

De heer Vandekerckhove werd aangeduid als rechter-commissaris.

Mr. Bert Vandenreyt, advocaat te Beringen, Brouwersstraat 2, werd aangesteld als curator.

Het tijdstip van ophouding van betaling werd vastgesteld op 26 mei 2000.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, en dit vóór 20 juni 2000.

Het sluiten van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen heeft plaats op 29 juni 2000, om 14 uur, in de raadkamer, gelijkvloers, van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8.

Pro deo nr. 3865.

Dossiernr. : 4112.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Bert Vandenreyt. (Pro deo) (17962)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt d.d. 30 mei 2000, werd de B.V.B.A. Electronic Technical Supplies, handeldrijvende onder de benaming « E.T.S. », met zetel gevestigd te 3500 Hasselt, Leopoldplein 19a, H.R. Hasselt 100672, BTW 440.991.197, in staat van faillissement verklaard.

De aard van de handelsactiviteit : groothandel in cosmeticaproducten.

De heer Vandekerckhove werd aangeduid als rechter-commissaris.

Mr. Bert Vandenreyt, advocaat te Beringen, Brouwersstraat 2, werd aangesteld als curator.

Het tijdstip van ophouding van betaling werd vastgesteld op 26 mei 2000.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, en dit vóór 20 juni 2000.

Het sluiten van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen heeft plaats op 29 juni 2000, om 14 uur, in de raadkamer, gelijkvloers, van de rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8.

Pro deo nr. 3864.

Dossiernr. : 4111.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Bert Vandenreyt. (Pro deo) (17963)

Bij vonnis d.d. 30 mei 2000 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, werd Unal Hidir, geboren te Koyungali op 15 juni 1950, wonende te 3590 Diepenbeek, Van Eycklaan 45, met uitbating te 3590 Diepenbeek, Dorpstraat 45, H.R. Hasselt 90848, alwaar doorgehaald d.d. 5 mei 2000 (begindatum handelsactiviteiten : 1 oktober 1995), BTW 696.438.224, kebap zaak, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Curatoren : Mr. Herman Driessen, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan het Catharinaplein 15; Mr. Hubert Berghs, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Guffenslaan 84.

Datum staking van betalingen : op 1 februari 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, vóór 20 juni 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 29 juni 2000, om 14 uur.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curatoren, (get.) Herman Driessen; Hubert Berghs. (17964)

Bij vonnis d.d. 30 mei 2000 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, werd Funicorn Games & Toys B.V.B.A., in vereffening, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3530 Houthalen-Helchteren, Ganzenstraat 4, bus 2, H.R. Hasselt 72999 (begindatum handelsactiviteiten : 19 april 1989), BTW 437.280.453, ontwerp, productie en verkoop van speelgoedartikelen, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Curatoren : Mr. Herman Driessen, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan het Catharinaplein 15; Mr. Hubert Berghs, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Guffenslaan 84.

Datum staking van betalingen : op 17 april 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, vóór 20 juni 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 29 juni 2000, om 14 uur.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curatoren, (get.) Herman Driessen; Hubert Berghs. (17965)

Bij vonnis d.d. 30 mei 2000 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt, werd Souwens, Brigitte, geboren te Sint-Truiden op 22 augustus 1964, wonende te 3530 Houthalen-Helchteren, Grote Baan 132/1, met uitbating te 3550 Heusden-Zolder, Koolmijnlaan 120, voorheen ingeschreven H.R. Hasselt 90746, alwaar thans doorgehaald d.d. 3 februari 2000 (begindatum handelsactiviteiten : 17 november 1995), BTW 637.583.077, frituur-broodjes, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Curatoren : Mr. Herman Driessen, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan het Catharinaplein 15; Mr. Hubert Berghs, advocaat te 3500 Hasselt, en er kantoorhoudende aan de Guffenslaan 84.

Datum staking van betalingen : op 1 februari 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Hasselt, vóór 20 juni 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 29 juni 2000, om 14 uur.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curatoren, (get.) Herman Driessen; Hubert Berghs. (17966)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van 22 februari 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven afgesloten, bij gebrek aan activa, het faillissement Verbinnen, Linda, wonende te 3301 Heverlee, E. Ruelensvest 159/3, BTW 708.605.883, en gezegd dat de gefailleerde verschoonbaar is.

Huidig bericht vervangt het voorgaande bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 maart 2000.

(Get.) Johan Mommaerts, curator. (Pro deo) (17967)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 22 mei 2000 werd het faillissement B.V.B.A. Yilmaz, met maatschappelijke zetel te 2800 Mechelen, Sint-Katelijnestraat 100, BTW 462.795.611, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

Gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eric Van hoogenbemt. (Pro deo) (17968)

Bij vonnis d.d. 22 mei 2000 van de rechtbank van koophandel te Mechelen werd, bij gebrek aan actief, gesloten verklaard de faling N.V. De Stringen, met zetel te Lier, Eeuwfeestlaan 56.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (17969)

Bij vonnis d.d. 22 mei 2000 van de rechtbank van koophandel te Mechelen werd, bij gebrek aan actief, gesloten verklaard de faling B.V.B.A. Belgium Trade Company, met zetel te Bornem, Van Kerkhovenstraat 110, bus 210.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (17970)

Bij vonnis d.d. 22 mei 2000 van de rechtbank van koophandel te Mechelen werd, bij gebrek aan actief, gesloten verklaard de faling B.V.B.A. Phireca, met zetel te Bornem, De Baeremaeckerstraat 73.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (17971)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde in datum van 30 mei 2000 werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : B.V.B.A. Schrint, met maatschappelijke zetel te 9750 Zingem, Wittelstraat 19, H.R. Oudenaarde 44494, voor een onderneming in schrijnwerk en bouwpromotie, BTW 463.902.696.

Rechter-commissaris : de heer F. Valcke, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. R. Cooman, advocaat te 9700 Oudenaarde, Kasteelstraat 15, en Mr. D. Van Malleghem, advocaat te 9700 Oudenaarde, Bourgondiëstraat 10.

Staking van betaling : bepaald op 30 november 1999.

Indienen schuldvordering : binnen de dertig dagen vanaf datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel, te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14.

Sluiting nazicht schuldvorderingen : dinsdag 25 juli 2000, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) R. Cooman; D. Van Malleghem. (Pro deo) (17972)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde in datum van 30 mei 2000 werd, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard : Campforts, Anita Clara, geboren te Lichtaart op 3 juli 1970, wonende te 9700 Oudenaarde (Bevere), Voetweg Eine 2, H.R. Oudenaarde 45175, voor een publiciteitsonderneming en de inrichting van tentoonstellingen, BTW 644.342.492.

Rechter-commissaris : de heer F. Valcke, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. R. Cooman, advocaat te 9700 Oudenaarde, Kasteelstraat 15, en Mr. D. Van Malleghem, advocaat te 9700 Oudenaarde, Bourgondiëstraat 10.

Staking van betaling : bepaald op 15 mei 2000.

Indienen schuldvordering : binnen de dertig dagen vanaf datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel, te 9700 Oudenaarde, Bekstraat 14.

Sluiting nazicht schuldvorderingen : dinsdag 25 juli 2000, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) R. Cooman; D. Van Malleghem. (Pro deo) (17973)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren, heeft bij vonnis van 29 mei 2000 in staat van faillissement verklaard : Inpak- en Beheersmaatschappij Janssen B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Kinrooi, Hagendoren 41, H.R. Tongeren 84679, werkplaats voor het inpakken van onderdelen, BTW 463.390.576.

Tijdstip van staking van betaling : 29 mei 2000.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen, en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 28 juni 2000.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 29 juni 2000, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux, curatoren. (Pro deo) (17974)

De rechtbank van koophandel te Tongeren, heeft bij vonnis van 29 mei 2000 in staat van faillissement verklaard : Drs. Steijn Management N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Genk, Wiemesmeerstraat 105, H.R. Tongeren 70982, studie-, organisatie en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale en sociale aangelegenheden, BTW 446.077.264.

Tijdstip van staking van betaling : 29 november 1999.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen, en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 28 juni 2000.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 29 juni 2000, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mrs. M. Hanssen & B. Mailleux, curatoren. (Pro deo) (17975)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren van 29 mei 2000 werd in staat van faillissement verklaard, op bekentenis : All Artwork Association B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3630 Maasmechelen, Scheepsstraat 2, H.R. Tongeren 87514, groothandel in houtwaren, vlechtwerk, kurkwaren en consumentenartikelen, evenals beddegoed en huishoudlinnen, vaat- en glaswerk, BTW 466.314.236.

Tijdstip ophouden van betaling : 22 mei 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren, uiterlijk op 28 juni 2000.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 29 juni 2000, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Noelmans, Cécile; Noelmans, Philippe, advocaten te Tongeren. (Pro deo) (17976)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 30 mei 2000 werd het faillissement van B.V.B.A. Pic-Nic, Reiten 53, 2440 Geel, H.R. Turnhout 80473, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout d.d. 7 september 1999, gesloten bij gebrek aan enig actief. De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. T. Vandecruys. (17977)

Bij vonnis van 30 mei 2000 werd het faillissement van Dierckx, Jozef, voorheen wonende Reivinnen 2, 2440 Geel, thans Tessenderloseweg 2, 2440 Geel, H.R. Turnhout 68260, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout d.d. 5 oktober 1999, gesloten bij gebrek aan enig actief. De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. T. Vandecruys. (17978)

Bij vonnis van 30 mei 2000 werd het faillissement van B.V.B.A. Dierckx, Dries, Baelden en Partners « DDB Partners », Reivinnen 2, 2440 Geel, H.R. Turnhout 86271, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout d.d. 5 oktober 1999, gesloten bij gebrek aan enig actief. De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. T. Vandecruys. (17979)

Bij vonnis van 30 mei 2000 werd het faillissement van B.V.B.A. Reivinnen, Reivinnen 2, 2440 Geel, H.R. Turnhout 82933, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout d.d. 5 oktober 1999, gesloten bij gebrek aan toereikend actief. De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. T. Vandecruys. (17980)

Intrekking faillissement – Faillite rapportée

Hof van beroep te Brussel

Het hof van beroep te Brussel, achtste kamer, heeft bij arrest van 27 april 2000 het vonnis van 2 juni 1994 van de rechtbank van koophandel te Hasselt waarin hierna genoemde failliet werd verklaard, vernietigd en het faillissement opgeheven van :

Geraerts, Joseph René Charles, geboren te Nieuwerkerken op 9 augustus 1946, wonende en handeldrijvende te 3850 Nieuwerkerken, Diestersteenweg 42, H.R. Hasselt 55999, BTW 641.247.303, handelsactiviteit : aannemer-woningbouw.

(Get.) Dehaese, Lieve; Dehaese, Johan, curatoren. (17981)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Par requête en date du 8 mai 2000, les époux M. Lebrun, Jean Marie Félix, pensionné, né à Aiseau le 5 novembre 1946, et son épouse, Mme Michiels, Marie Rose Jacqueline Ghislaine, ménagère, née à Namur le 21 mars 1946, demeurant ensemble à Fosses-la-Ville, route de Tamines 24, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Namur, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Véronique Massinon à Fosses-la-Ville en date du 8 mai 2000.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la communauté universelle.

Les époux, (signé) Jean Marie Lebrun; Marie Rose Michiels. (17982)

Suivant requête datée du 29 mai 2000, les époux Jean Henri Alphonse Marthe Joseph Dethier, infirmier, de nationalité belge, né à Steinbach le 2 juin 1958, et Bernadette Anna Emma Lerho, institutrice, de nationalité belge, née à Waimes le 10 décembre 1961, demeurant et domiciliés ensemble à 4950 Waimes, Steinbach 117, ont introduit devant le tribunal de première instance de Verviers, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Robert Ledent, de Malmedy, en date du 29 mai 2000. Le contrat modificatif comporte apport par Mme Dethier-Lerho d'un bien immeuble propre à la communauté existant entre les époux.

(Signé), Robert Ledent, notaire à Malmedy. (17983)

Suivant jugement rendu par le tribunal de première instance de Mons en date du 10 avril 2000, le contrat modificatif du régime matrimonial entre les époux Willy Léon Camille Coppin, pensionné, de nationalité belge, né à Strépy-Bracquegnies le 19 novembre 1935, et Gisèle Jeanne Nelly Dujacquier, sans profession, de nationalité belge, née à Strépy-Bracquegnies le 19 novembre 1938, domiciliés ensemble à La Louvière (Strépy-Bracquegnies), rue de Nivelles 244, dressé par le notaire Etienne Dupuis, de résidence à La Louvière (Strépy-Bracquegnies), le 6 octobre 1999, a été homologué.

Pour M. et Mme Coppin-Dujacquier, (signé), Etienne Dupuis, notaire. (17984)

Par requête datée de ce 2 juin 2000, M. Van Eeckhout, Daniel Michel Ghislain, électromécanicien, né à Tournai le 26 juin 1967, et son épouse, Mme Desmet Isabelle, sans profession, née à Ajaccio (Corse/France) le 9 décembre 1974, domiciliés ensemble à Pecq, Trieu à Mucques 9, ont introduit devant le tribunal de première instance de Tournai, une demande en homologation du contrat modificatif du régime matrimonial dressé par acte du notaire Alain Henry, à Estaimbourg, le même jour.

Le changement consiste notamment en l'apport par Mme Desmet d'un immeuble à la communauté en raison des aménagements faits ou à faire audit immeuble par le travail et les ressources de chacun des époux, et en l'apport par M. Van Eeckhout d'un dossier-titres lui appartenant.

(Signé), Alain Henry, notaire. (17985)

Par requête datée du 25 mai 2000, les époux M. Rolin Henri Maurice, pensionné, né à Baillamont le 2 janvier 1931, et Mme Mack, Marie Thérèse, sans profession, née à Bièvre le 19 octobre 1929, demeurant ensemble et domiciliés à Oisy, (Bièvre), rue de Jominot 6, ont introduit devant le tribunal de première instance de Dinant une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Denys Dumont, résidant à Gedinne, le 25 mai 2000.

Le contrat modificatif stipule l'apport en communauté de biens propres à M. Henri Rolin.

(Signé), Henri Rolin; Marie Thérèse Mack. (17986)

Par requête déposée le 10 mai 2000 au greffe du tribunal de première instance de Dinant, M. Christian Lambert Joseph Ghislain Simon, employé à la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux, né à Dorinne le 2 février 1953, et son épouse, Mme Jeanine Hubertine Ghislaine Bartholome, sans profession, née à Moresnet le 28 août 1965, tous deux demeurant et domiciliés ensemble Reuleau 120, à 5590 Sovet (Ciney), ont demandé homologation de l'acte modificatif de leur régime matrimonial reçu le 14 avril 2000 par le notaire Jean-Pierre Misson, à Ciney.

Aux termes de cet acte, les époux Christian Simon-Bartholome ont déclaré maintenir le régime légal à patrimoine commun existant entre eux, sous réserve de la modification ci-après : faisant application de l'article 1452 du Code civil, M. Christian Simon prénommé a déclaré apporter au patrimoine commun les immeubles suivants pour la totalité en pleine propriété :

commune d'Yvoir, huitième division, Dorinne,

1. une maison d'habitation sur et avec terrain, rue d'En-Haut 26, en un ensemble sis et cadastré section A, numéro 60e, pour 21 a 39 ca;

2. un bâtiment rural sur et avec terrain, en face de la maison ci-dessus, rue d'En-Haut 26, section A, numéros 356v et 356y, pour 14 a 60 ca.

Fait le 30 mai 2000;

A leur diligence, (signé), Jean-Pierre Misson, notaire. (17987)

D'une ordonnance rendue en date du 25 avril 2000 par la quatrième chambre du tribunal de première instance à Tournai, il résulte qu'a été homologué l'acte reçu par le notaire Philippe Binot, de résidence à Silly, en date du 1^{er} mars 2000, aux termes duquel M. Drisse Daniel Eugène Marcel commerçant, né à Ath, le 20 mai 1953 et son épouse Mme Lermiaux Fabienne Marie Ghislaine, institutrice, née à Lessines, le 26 octobre 1961, domiciliés et demeurant à Flobecq, rue Basses Esterées 9, ont déclaré vouloir modifier leur régime matrimonial en en adoptant un régime de séparation de biens pure et simple.

(Signé) Philippe Binot, notaire. (17988)

Au terme d'un acte reçu par nous, Me Vincent Dandoy, notaire résidant à Mariembourg, en date du 11 mai 2000, M. Benoît Isidore Louis Ghislain Jourdain, agent communal, né à Chimay le 10 juillet 1968, et son épouse, Mme Karine Pascaline Da Pare, sans profession, née à Chimay, le 11 avril 1971, demeurant et domicilié tous les deux à Doische (Romerée), rue Croix Colson 11, ont déclaré modifier le patrimoine commun, sans modifier le régime matrimonial, par le transfert du patrimoine propre de M. Jourdain au patrimoine commune existant entre les époux Jourdain-Da Pare de l'immeuble et des engagements résultant du prêt ci-après :

1. territoire de Romerée (Doische), un immeuble à usage d'habitation sis rue Croix Colson 11, ayant été cadastré sous section B, numéro 1048 m2 et 1048 n2 pour une contenance de 24 a 38 ca;

2. les droits et engagements résultant de l'ouverture de crédit hypothécaire d'un montant d'un million quatre cent mille francs consentie par le Crédit Communal de Belgique pour une durée illimitée à M. Jourdain, aux termes d'un acte reçu par le notaire Pierre Vander Maelen, notaire à Olloy-sur-Viroin, le 5 décembre 1988.

Pour extrait analytique, (signé), Vincent Dandoy, notaire à Mariembourg. (17989)

Par jugement rendu en date du 3 avril 2000, le tribunal de première instance de Namur, troisième chambre, a homologué le contrat de mariage modificatif intervenu entre les époux Jacqui Magerat et Mireille Hennart, domiciliés ensemble à 5240 Gesves, rue de Goyet 4, comprenant notamment modification dans la composition des patrimoines commun et respectifs desdits époux, acte dressé par le notaire Marc Henry, à Andenne, le 21 janvier 2000.

(Signé) Marc Henry, notaire. (18009)

Bij verzoekschrift van 23 mei 2000 hebben de heer Arnauts, Erik Henri Louis, geboren te Maaseik op 16 augustus 1958, en zijn echtgenote, Mevr. Bosmans, Daniëlle Anny Jacqueline, zonder beroep, geboren te Maaseik op 18 juli 1963, samenwonende te 3680 Maaseik, Derde Straat 8, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, de homologatie gevraagd van de akte verleden op 23 mei 2000 voor het ambt van notaris Anita Indekeu, te Neeroeteren (Maaseik), waarbij zij het stelsel der scheiding van goederen waaraan zij onderworpen zijn ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Ghislain Dandoy, te Maaseik, op 18 augustus 1987, hebben gewijzigd in het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen overeenkomstig artikelen 1398 e.v. van het Burgerlijk Wetboek, en waarbij de heer Erik Arnauts, voornoemd, hem persoonlijk toebehorende onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen heeft gebracht.

Neeroeteren (Maaseik), 29 mei 2000.

Voor de echtgenoten Arnauts-Bosmans, (get.) Anita Indekeu, notaris te Neeroeteren (Maaseik). (17990)

Bij akte verleden voor notaris Francis De Boungne, te Kalmthout, op 26 mei 2000, hebben de heer Thienpondt, Constant Ludovicus, chauffeur, geboren te Wuustwezel op 1 december 1945, en zijn echtgenote, Mevr. Peeters, Lydiana Maria Aloysius, huisvrouw, geboren te Kalmthout op 16 september 1949, samenwonend te Kalmthout, Heiken 58, gehuwd onder het stelsel der algehele gemeenschap van goederen, ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris André De Boungne, te Kalmthout, op 12 september 1968, hun voormeld huwelijksstelsel behouden, met toevoeging van een toebedeling aan de langstlevende der echtgenoten van het ganse gemeenschappelijke vermogen.

Kalmthout, 29 mei 2000.

(get.) Francis De Boungne, notaris te Kalmthout. (17991)

Bij vonnis van de tweede kamer der rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 10 april 2000, werd gehomologeerd, de akte verleden voor notaris Jan Denys, te Werchter, op 31 januari 2000, houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Luc Edouard François Van Parijs, en zijn echtgenote, Mevr. Lisette Segers, samenwonend te Tremelo, Louisastraat 55, waarbij een persoonlijk goed werd ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen.

(get.) Jan Denys, notaris te Werchter. (17992)

Bij vonnis van 6 april 2000 uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Paul De Sutter, met standplaats te Lotenhulle (Aalter), op 11 augustus 1999, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Jan Oscar Felix Van Nevel, garageuitbater, en zijn echtgenote, Mevr. Ann Maria Gerard Alain De Keyser, zelfstandige, samenwonende te 9880 Aalter, Knokkeweg 1A, inhoudende het behoud van het wettelijk stelsel, doch met inbreng door de heer Jan Van Nevel van onroerende goederen toebehorend tot zijn eigen vermogen in het gemeenschappelijk vermogen.

(get.) P. De Sutter, notaris. (17993)

Bij vonnis van 6 april 2000 uitgesproken door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Paul De Sutter, met standplaats te Lotenhulle (Aalter), op 27 december 1999, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Denis De Loof, verzekeringsmakelaar, en zijn echtgenote, Mevr. Yvette Maria Ryckaert, verzekeringsmakelaar, samenwonende te 9880 Aalter, Kestelstraat 70, inhoudende het behoud van het wettelijk stelsel doch met inbreng door de heer Denis De Loof van een onroerend goed toebehorend tot zijn eigen vermogen in het gemeenschappelijk vermogen.

(get.) P. De Sutter, notaris. (17994)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie der rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 12 mei 2000, hebben de heer Johan Paula Francis Noben, arbeider, geboren te Leuven op 31 oktober 1974, wonende te 2861 Onze-Lieve-Vrouw-Waver, Leemstraat 119, en zijn echtgenote, Mevr. Sylvie Ver Elst, bediende, geboren te Keulen (Duitsland) op 2 maart 1975, wonende te 2800 Mechelen, Oude Brusselstraat 48/001, de homologatie gevraagd van de notariële akte verleden voor Mr. Dirk Luyten, notaris te Mechelen, op 21 maart 2000, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor de verzoekers, (get.) Dirk Luyten, notaris. (17995)

Bij verzoekschrift van 16 mei 2000 hebben de heer Bart Emiel Marc Hulsmans, arbeider, geboren te Heusden (Limburg) op 18 maart 1973, en zijn echtgenote, Mevr. Karin Windmolders, lerares, geboren te Hasselt op 18 mei 1974, samenwonend te 3550 Heusden-Zolder, Zandstraat 45, bus 1, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Paul Boesmans, te Koersel (Beringen), op 16 mei 2000, inhoudend de inbreng van een eigen onroerend goed van Mevr. Windmolders in de gemeenschap, met handhaving van het wettelijk stelsel.

Namens de echtgenoten, Hulsmans-Windmolders (get.) Paul Boesmans, notaris. (17996)

Bij akte verleden voor notaris Willem Timmermans, te Diest, op 30 mei 2000 hebben de heer Dreessen, Jean Martin Marie, rijkswachter, geboren te Lanklaar op 12 juni 1950, en zijn echtgenote, Mevr. Winand, Marie-Thérèse Georgette Nadine, arbeidster, geboren te Diest op 15 januari 1954, beiden wonende te 3583 Beringen (Paal), Hoefbladstraat 32, een wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel aangenomen, namelijk een wijziging in het gemeenschappelijk vermogen,

door inbreng van een onroerend goed door Mevr. Winand zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel wordt gewijzigd, welke ter homologatie zal voorgelegd worden aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt.

(get.) Willem Timmermans, notaris. (17997)

Bij verzoekschrift van 30 mei 2000 hebben de heer Geebelen, Paul René, bediende, geboren te Opoeteren op 29 juni 1947 (nationaal nummer 470629 371-79, identiteitskaart nummer 491 0019761 41), en zijn echtgenote, Mevr. Exelmans, Maria Juliana Paulina, huisvrouw, geboren te Maaseik op 31 december 1950 (nationaal nummer 501231 150-54, identiteitskaart nummer 491 0017282 84), samenwonende te 3930 Hamont-Achel, Acacialaan 8, thans gehuwd onder het beheer van wettelijk stelsel bij ontstentenis van huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie aangevraagd van het contract houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel opgemaakt bij akte verleden voor notaris Ghislain Eerdekens, te Neerpelt, op 30 mei 2000.

Bij het wijzigend contract blijft het bestaande stelsel behouden en wordt door Mevr. Exelmans, Maria, voornoemd, een onroerend goed gelegen te Maaseik, tweede afdeling, Neeroeteren, ter plaatse « Spilstraat 26 », gekadastraerd volgens titel sectie B, nummer 1062/P, groot vier aren vijfenveertig centiaren (4 a 45 ca), in het gemeenschappelijk vermogen gebracht.

Neerpelt, 30 mei 2000.

Voor de verzoekers (get.), Ghislain Eerdekens, notaris. (17998)

Bij verzoekschrift aangeboden op 21 april 2000, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, hebben de echtgenoten Hermans, Ludovicus Augustinus, geboren te Herentals op 10 juni 1953 - Bellens Delfina Francisca, geboren te Herentals op 17 december 1951, samenwonende te Kasterlee (Lichtaart), De Bergen 62, de homologatie gevraagd van een akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Walter Vanhencxthoven, te Herentals op 22 maart 2000.

Voor de partijen (get.), Walter Vanhencxthoven, notaris. (17999)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Par ordonnance du 19 mai 2000 de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, Mme Jacqueline Vaessen, avocat juge suppléant, boulevard Piercot 33/025, à 4000 Liège, a été nommée curateur à la succession réputée vacante de feu Gosset, Fernand Léonard Marie Joseph, né à Liège le 29 novembre 1935, en son vivant domiciliée à 4600 Visé, allée des Alouettes 100, et décédée à Visé le 7 janvier 2000.

Toute personne intéressée fera valoir ses droits par recommandé au curateur, dans les trois mois de la présente insertion.

(Signé) J. Vaessen, curateur. (18000)

Bij beschikking van de tweede kamer, zetelend in raadkamer, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren d.d. 17 mei 2000, werd Geert Reniers, advocaat, met kantoor te 3600 Genk, Winterslagstraat 107, b1, aangesteld als curator van de onbeheerde nalatenschap van Tielens, Maria Christina, geboren te Hechtel op 2 maart 1943, in leven wonende te 3600 Genk, Kolderbosstraat 59, overleden te Genk op 3 oktober 1999.

De schuldeisers, legatarissen en schuldenaars van deze onbeheerde nalatenschap worden verzocht per aangetekend schrijven aan de curator kennis te geven van hun schuldvorderingen, rechten of schulden en dit binnen de drie maanden te rekenen vanaf deze publicatie.

(Get.) Geert Reniers, curator. (18010)

Par ordonnance n° 00/RR/409 du 29 février 2000, prononcée par le président du tribunal de première instance de Charleroi, Me Philippe Lienard, avocat et juge suppléant de résidence à 6000 Charleroi, rue Tumelaire 93/4, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire à la succession de Jules Duhoux, né à Lodelinsart le 16 septembre 1902, et décédé à Mont-sur-Marchienne le 29 septembre 1997.

Les éventuels héritiers ou créanciers de la succession sont priés de se mettre en rapport avec l'administrateur provisoire.

(Signé) Philippe Lienard, avocat. (18001)

Tribunal de première instance de Bruxelles

La douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles a désigné le 29 mars 2000 M. Edouard Jakhian, avocat et juge suppléant, chaussée de la Hulpe 187, à 1170 Bruxelles, en qualité de curateur à la succession de Vandervorst, Hortense Auguste, née à Bruxelles le 23 avril 1929, domiciliée en son vivant à Forest, avenue du Globe 6, décédée à Forest le 7 avril 1999.

Bruxelles, le 31 mai 2000.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Ch. Sauvage. (18002)

La douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles a désigné le 26 avril 2000 M. Edouard Jakhian, avocat et juge suppléant, chaussée de la Hulpe 187, à 1170 Bruxelles, en qualité de curateur à la succession de Dewolfs, Viviane, née à Lessines le 30 septembre 1952, domiciliée en son vivant à 1200 Bruxelles, avenue de la Charmille 20, décédée à Knokke le 6 octobre 1999.

Bruxelles, le 31 mai 2000.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Ch. Sauvage. (18003)

La douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles a désigné le 8 mars 2000 M. Edouard Jakhian, avocat et juge suppléant, chaussée de la Hulpe 187, à 1170 Bruxelles, en qualité de curateur à la succession de Myllecant, Martine Jeanne Marcelle, née à Bruxelles, le 30 novembre 1952, domiciliée en son vivant à 1090 Jette, rue de la Résistance 29, décédée à Jette le 19 octobre 1998.

Bruxelles, le 31 mai 2000.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Ch. Sauvage. (18004)

Tribunal de première instance de Namur

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 29 mai 2000 Me Marchal Hugues avocat à Namur, chaussée de Waterloo 19/21, en qualité de curateur à la succession vacante de Lahaut, Marie Joséphine, née à Assesse le 3 décembre 1920, de son vivant domiciliée à 5100 Jambes, rue de Dave 163, et décédée à Jambes le 2 avril 1999.

Namur, le 29 mai 2000.

Le greffier chef de service, (signé) M. Delhamende. (18005)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 29 mai 2000 Me Sion, François, avocat à Namur, rue Grafé 5, en qualité de curateur à la succession vacante de : Legat, Yves Victor René Ghislain, né à Charleroi le 21 septembre 1950, de son vivant domicilié à 5070 Fosses-la-Ville, chaussée de Charleroi 74, et décédé à Fosses-la-Ville le 17 août 1999.

Namur, le 29 mai 2000.

Le greffier chef de service, (signé) M. Delhamende. (18006)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 29 mai 2000 Me Etienne François, avocat à Namur, rue Pépin 26, en qualité de curateur à la succession vacante de Piette, Josiane Madeleine Léontine, née à Wanfercée-Baulet le 17 mai 1932, de son vivant domiciliée à 5140 Tongrinne, chaussée de Namur 24, et décédée à Sombreffe le 10 mars 1999.

Namur, le 29 mai 2000.

Le greffier chef de service, (signé) M. Delhamende. (18007)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 29 mai 2000, Me Delhaye, Françoise, avocat à Namur, rue Pépin 26, en qualité de curateur à la succession vacante de Simal, Daniel François Léon Ghislain, né à Seilles le 3 avril 1945, de son vivant domicilié à 5000 Namur rue Charles Zoude 44, et décédé à Namur, le 8 janvier 2000.

Namur, le 29 mai 2000.

Le greffier chef de service, (signé) M. Delhamende. (18008)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij vonnis in raadmaker, uitgesproken op 30 mei 2000, door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt Mr. Pintelon, Roland, advocaat te 8400 Oostende, Jozef II- straat 4, aangewezen als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Labyt, Albert Maurits, geboren te Middelkerke op 8 oktober 1942, destijds wonende te 8460 Oudenbourg, Hillenweg 3, overleden te Oudenbourg op 11 februari 1999 op wiens nalatenschap niemand aanspraak maakt.

Brugge, 30 mei 2000.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get) G. De Zutter. (18011)